INTRODUCTION

Époque : la nôtre. Tonner contre elle. Se plaindre de ce qu'elle n'est pas poétique. L'appeler époque de transition, de décadence.
Gustave Flaubert[1]

Sans adopter l'interprétation spenglérienne selon laquelle la civilisation urbaine, utilitaire, démocratique marque en tant que telle une phase de décadence des cultures, il est légitime de se demander, à la suite de Pareto et de beaucoup d'autres, si l'épanouissement des libertés, le pluralisme des convictions, l'hédonisme individualiste ne mettent pas en péril la cohérence des sociétés et leur capacité d'action.
Raymond Aron[2]

Le mot grec krisis désigne le jugement, le tri, la séparation, la décision : il indique le moment décisif, dans l'évolution d'un processus incertain qui va permettre le diagnostic, le pronostic et éventuellement la sortie de crise. A l'inverse, la crise paraît aujourd'hui marquée du sceau de l'indécision, voire de l'indécidable. Ce que nous ressentons, en cette période de crise qui est la nôtre, c'est qu'il n'y a plus rien à trancher, plus rien à décider, car la crise est devenue permanente. Nous n'en voyons pas l'issue. Ainsi dilatée, elle est à la fois le milieu et la norme de notre existence.
Myriam Revault d'Allonnes[3]

L'Europe en crise(s) au singulier et au pluriel, fin d'une civilisation, déclin économique, politique, culturel, intellectuel, militaire… , défaitisme, immobilisme, décadence, mort certaine, fin de l'idée européenne : la crise de l'Europe et ses déclinaisons ont envahi l'espace médiatique. Pas un jour ou presque[4] sans que soit annoncé et analysé ce qui apparaît (depuis 2008) comme la plus grande crise de l'Europe depuis ses débuts officiels en tant qu'institution au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale.

1 Gustave Flaubert, *Dictionnaire des idées reçues*, publié à titre posthume en 1913. Disponible intégralement sur : http://www.pitbook.com/textes/pdf/idees_recues.pdf
2 Raymond Aron, *Mémoires*, Paris, Julliard, 1983, p. 680.
3 Myriam Revault d'Allonnes, *La crise sans fin, essai sur l'expérience moderne du temps*, Paris, Seuil, La couleur des idées, 2012, 197 pp., p 10.
4 Nous étayerons par la suite cette affirmation. Voir notamment dans cette introduction et au chapitre 9.

Rapport-gratuit.com
LE NUMERO 1 MONDIAL DU MÉMOIRES

L'Europe en crise n'est pas une thématique nouvelle

En 1957, Aron dresse le constat sombre du destin de l'Europe depuis la Première Guerre Mondiale : « Depuis que l'Europe est sortie, décimée et amère, de la grande tuerie où elle s'était lancée, bourgeoise et aveugle, elle n'a jamais chassée de sa conscience l'angoisse de la décadence[5] ».

Plus de 50 ans après, cette angoisse est toujours présente. Preuve en est, par exemple, le dossier spécial proposé par la revue *Europe's World* en 2007[6]. À l'occasion du cinquantième anniversaire du Traité de Rome, il propose à des personnalités politiques de premier plan de l'Union européenne de réfléchir sur l'état de l'Europe. Certains articles de ce dossier, par la terminologie de leur titre, montrent que la question du déclin de l'Europe sera une des problématiques principales des 50 prochaines années de l'Europe. Déclin à désamorcer ou renaissance à espérer, la tonalité des articles est significative.

Notons par exemple : « Si nous visons juste, nous pourrons tous dire un jour : "je suis européen"[7] » par Simeon Saxe-Coburg-Gotha, dernier « tsar » des Bulgares en 1943-1946 (il est alors enfant) et ancien Premier ministre de la république Bulgare (2001-2005) ; « Nous pouvons encore échapper au déclin annoncé[8] » par Toomas Hendrik Ilves, président de l'Estonie ; et « Pour une renaissance de l'Europe dans le "siècle asiatique"[9] » par Bela Kádár, ancien ministre hongrois des relations économiques extérieures. Ce dernier écrit notamment :

> Marche triomphale d'une zone de libre-échange vers un marché et une monnaie unique, élargissement à 27 pays, positionnement dans le domaine du commerce mondial, capacité de négociation… Les progrès de l'Europe au cours des 50 dernières années sont impressionnants. Ils ne peuvent cependant masquer une certaine lassitude. L'Europe accuse du retard dans des domaines importants.[10]

5 Raymond Aron, *Espoir et peur du siècle*, partie sur « La décadence », chapitre IV « L'affaiblissement de l'Europe », Paris, Calmann Lévy, 1957, p. 206.
6 Europe's World, Automne 2007, 7, Edition française publiée avec la fondation Robert Schuman, disponible en ligne : http://www.europesworld.org/portals/0/PDF_version/EW7_FINAL_FR.pdf
7 *Ibidem.*
8 *Ibidem.*
9 *Ibidem.*
10 *Ibidem.*

L'ancien ministre hongrois dresse le tableau du retard ou des problèmes cruciaux de l'Union européenne : budget consacré à la recherche loin derrière les États-Unis, vieillissement de la population et fragilisation du système de protection sociale, problème de l'intégration de l'immigration européenne, etc.

D'après lui, il faut un véritable renouveau européen, équivalent d'un électrochoc, sinon : « Tout en déclinant, cette dernière pourrait encore subsister plusieurs décennies sur son héritage et devenir une sorte de musée d'Histoire à ciel ouvert, vivant du tourisme et des services qui vont avec. Mais lentement, l'Europe disparaîtrait comme l'empire romain au IV^{e} siècle.[11] »

Ce déclin annoncé, telle une épée de Damoclès perpétuelle, est critiqué comme une posture intellectuelle trop évidente et erronée. P. C. Ioakimidis, professeur de politique européenne à l'Université d'Athènes, affirme que : « Bon nombre de nos amis américains se délectent sans doute à prédire le déclin de l'Europe, mais l'on retrouve également ce pessimisme fortement ancré dans la tradition intellectuelle européenne. L'histoire de l'Europe nous a pourtant enseigné qu'il est bien trop hasardeux d'essayer de prédire le futur.[12] »

La peur du déclin subit une accélération soudaine à partir de 2008. La crise économique semble avoir pris le chemin d'une petite boule de neige : plus elle tombe, plus elle entraîne d'autres boules, et plus elles deviennent grosses. La crise d'abord économique, devient politique et identitaire. Salvatore Veca, dans *Libération* en janvier 2009, évoque un effondrement du projet européen :

> La fidélité de l'Europe aux Lumières et à son nouveau projet est mise à rude épreuve par le romantisme politique, le retour des vieux chauvinismes et des difficultés de gouvernance en un monde globalisé. Ces trois considérations élémentaires pourraient suggérer un sens de la perte et du risque d'un

11 *Ibidem*.
12 *Ibidem*.

effondrement du projet européen. Non pas pour nous mais encore une fois pour tout le monde.[13]

La(les) crise(s) européenne(s) se succèdent pour culminer avec la crise grecque pendant l'hiver 2011-2012 principalement, avec un nouvel acte dramatique au printemps-été 2015 et le scénario de la sortie de la Grèce de la zone euro. La crise grecque, le problème de la monnaie unique, la problématique des migrants, le danger de récession et les menaces d'effondrement des pays du sud posent la question de l'inexorabilité du déclin de l'Europe et de sa décadence promise.

La crise de l'Europe mène-t-elle au déclin ou à la transformation ? *Courrier international* publie un grand dossier intitulé « L'Occident est-il fini ? »[14] en avril 2011 avec une large place à l'Europe marginalisée. De son côté, *Philosophie magazine* interroge le « déclin de l'Empire européen »[15] dans son numéro d'août 2010 tandis que *Alternatives économiques* consacre un hors-série en décembre 2012 « L'Europe a-t-elle un avenir »[16] ? *Alternatives économiques* traite la question « Europe » principalement sous le prisme de la crise (qu'elle soit économique ou crise de civilisation). Prenons pour autre exemple le Hors-Série 96 toujours de la même revue (février 2013), avec les articles suivants : « La crise a de beaux jours devant elle », « L'Europe est-elle sortie d'affaire ? », « L'euro et l'Europe, un mariage de plus en plus compliqué », « La crise a-t-elle fait reculer la démocratie en Europe ? », « L'union bancaire reste largement à construire »[17].

La recherche universitaire semble également se pencher sur le couple crise-europe. Citons notamment : "Declines and falls, Perspectives in European History and Historiography", Twenty Years of the *European Review of History* / Revue européenne

13 Salvatore Veca, professeur de philosophie politique, vice-directeur de l'Institut universitaire d'études supérieures de Pise, « Une certaine idée de l'identité européenne », *Libération*, 07 janvier 2009, disponible en ligne : http://www.liberation.fr/monde/0101310022-une-certaine-idee-de-l-identite-europeenne

14 Pour voir le sommaire et le commander en ligne : http://www.courrierinternational.com/magazine/2011/2011-2-l-occident-est-il-fini

15 Sommaire et commande en ligne : http://www.philomag.com/les-idees/le-declin-de-leurope-2531

16 Sommaire et commande en ligne : http://www.alternatives-economiques.fr/l-europe-a-t-elle-un-avenir-_fr_pub_1181.html

17 Sommaire et commande en ligne : http://www.alternatives-economiques.fr/l-etat-de-l-economie-2013_fr_pub_1192.html

d'histoire, conférence[18] organisée par le *Central European University*, Budapest, 15-17 may 2013, une conférence à Durham le 26 juillet 2013 sur : "Re-evaluating the role of crises in economic and social history » ou encore « Crisis, Ideas and Policy Transformation: Experts and Expertise in European International Organizations, 1973-1987 », conférence à l'université des Arts et Sciences sociales, Maastricht University en janvier 2014.

Notons également un workshop « 'Europe and its crises » à Cambridge[19] le 30 juin 2016 autour de la question du referendum du Royaume-Uni sur le maintien ou le retrait du pays de l'union européenne et une conférence en mai de la même année à Florence[20] sur « Capitalism, Crises and European Integration from 1945 to the present » Les exemples sont nombreux.

La « crise » en tant que telle n'a pas attendu l'Europe pour être régulièrement objet d'études. Notons par exemple la journée d'étude organisée en décembre 2009 par le Centre de recherches politiques Raymond Aron et Centre de Recherches Politiques de Sciences Po (Cevipof) sur : Crise, conscience de crise et modernité[21].

Néanmoins, lorsque j'ai élaboré ce sujet de thèse (début 2008) avec Robert Frank, mon directeur de recherche, nous étions loin de penser que la crise, comme concept global, allait avoir tant de succès quelques mois après. Face à cette évolution, deux questions se posent : Est-ce un bien pour cette étude et que peut dire et nous apprendre la lecture des textes d'Aron ?

18 Les organisateurs notent dans leur introduction : « It is not mere irony, let alone pessimism, that motivates the European Review of History / Revue d'histoire européenne to devote this anniversary conference to the theme of "decline". It is a theme that looks both highly topical, and one that lends itself naturally to being explored in diverse historical perspectives. (…) The countries of the European Union, individually and as a collectivity, are seen to be undergoing a structural crisis of political institutions, economic and social relations, cultural and moral values. »

19 *Europe and its crises* workshop, University of Cambridge, June 30th-July 1st, featuring a roundtable discussion on the implications of the UK referendum on EU membership.

20 *Capitalism, Crises and European Integration from 1945 to the* present, First HEIRS-RICHIE Conference, European University Institute, Florence, 26-28 May 2016.

21 3 décembre 2009, Journée d'étude : *Crises, consciences de crise et modernité*, organisée par le Centre de recherches politiques Raymond Aron le Centre de Recherches Politiques de Sciences Po (Cevipof) Interventions de Luc Foisneau, Marcel Gauchet, Pierre Manent, Olivier Remaud, CEVIPOF, 98 rue de l'Université, 75007 Paris.

Nous serions tentés d'affirmer tout de suite que cette étude gagne en légitimité et en pertinence. Des précautions méthodologiques seront tout de même nécessaires pour ne pas tomber dans la réécriture de l'histoire ou dans une réinterprétation de l'histoire des idées trop mécanique et artificielle à unique fin de servir le propos établi au départ. Le contexte idéologique, géopolitique et économique de 2016 n'est plus celui de 1977.

Une thèse suppose des hypothèses de travail

Il est indispensable de s'interroger sur la légitimité d'une telle étude indépendamment de l'actualité européenne. Le titre exact de cette thèse est « La crise de la civilisation selon Raymond Aron à travers l'exemple européen ».

Sa formulation révèle les intentions de l'auteur et les questions sous-jacentes. Pour l'instant, nous nous contentons d'indiquer que ce travail s'inscrit dans une réflexion large sur l'intellectuel et l'Europe, face à des notions fondamentales comme la civilisation, la crise et la décadence.

La première hypothèse est qu'il est pertinent de prendre l'Europe comme une civilisation distincte. Au fond, qu'est-ce que l'Europe ? N'est-ce pas, un petit bout d'Asie, « le petit cap du continent asiatique » dont parle Paul Valéry, une petite région aux grandes et aux multiples histoires nationales, aux multiples guerres fratricides et aux héritages nombreux ? Si l'Europe a été le « gendarme » du monde, sa puissance décline depuis la Première Guerre Mondiale. Puissance relative politique et militaire, l'Europe est un succès économique depuis la création de la CECA. À partir de 2008, tout s'enraye : crise des *subprimes*, crise de la dette, pays du sud européen sur la sellette et agences de notation qui distribuent les bons et mauvais points, débat enfermé entre austérité et relance, etc. Dans le contexte de cette crise, pourquoi est-il pertinent de prendre l'exemple européen pour étudier le devenir d'une civilisation ?

Les pays européens ont connu un développement technique, industriel et économique, non commun mais tout au moins similaire, avec une accélération au XIX^{e} siècle. Au vingtième siècle, la guerre froide entre les deux Grands et le danger d'une guerre atomique ont donné une des raisons d'être à l'unité des pays européens. La question du

destin est une des réflexions majeures d'Aron tout au long de ses travaux ; non pas bien sûr, destin comme sort ou déterminisme historique, mais comme une réflexion sur l'histoire. Dans une communication intitulée *les perspectives d'avenir de la civilisation* (dans le cadre d'un colloque en 1958 sur l'œuvre d'Arnold Toynbee, historien anglais), Aron évoque « notre civilisation »[22] et prend exemple l'Europe, comme entité, comme civilisation moderne. Il utilise de façon indistincte pour désigner un même sujet les termes suivants : Europe, civilisation occidentale, société industrielle et Occident. Dans ce même texte, il prend en compte l'idée d'A. Toynbee : les civilisations sont des structures relativement séparées. En appelant l'Europe à devenir maître de son destin, à penser son histoire, de manière indépendante des deux Grands, Aron appelle l'Europe à devenir une civilisation historique avec une naissance, un développement et un avenir.[23]

Si nous continuons à interroger notre sujet, pourquoi associer décadence et vingtième siècle européen ?

Au cours du XIX^{e} siècle, le progrès technique exponentiel semblait prévoir un avenir de plus en plus radieux. Cette notion de progrès (pas uniquement dans le sens économique) fut érigée comme moteur de développement de l'humanité. Or, très rapidement, ce progrès fut associé à la décadence. Charles Baudelaire écrit en 1855 :

> Il est encore une erreur forte à la mode, de laquelle je veux me garder comme de l'enfer. – Je veux parler de l'idée du progrès. Ce fanal obscur, invention du philosophisme actuel, breveté sans garantie de la Nature ou de la Divinité, cette lanterne moderne jette des ténèbres sur tous les objets de la connaissance; la liberté s'évanouit, le châtiment disparaît. Qui veut y voir clair dans l'histoire doit avant tout éteindre ce fanal perfide. Cette idée grotesque, qui a fleuri sur le terrain pourri de la fatuité moderne, a déchargé chacun de son devoir, délivré toute âme de sa responsabilité, dégagé la volonté de tous les liens que lui

22 Raymond Aron, « les perspectives d'avenir de la civilisation » pp. 152-162, dans *L'Histoire et ses interprétations*. Autour d'Arnold Toynbee. Colloque dirigé par Raymond Aron, en présence d'Arnold Toynbee, du 10 au 20 juillet 1958 (Publié sous le titre *L'Histoire et ses interprétations. Entretiens autour de Arnold Toynbee*, aux Editions Mouton & Co, 1961, réédition en 2012 par Hermann Editeurs). Voir le sommaire en ligne http://www.ccic-cerisy.asso.fr/toynbeeTM61.html

23 Nous développerons cette réflexion autour de l'Europe comme civilisation dans le cœur de notre travail au chapitre 2.

Rapport-Gratuit.com

> imposait l'amour du beau : et les races amoindries, si cette navrante folie dure longtemps, s'endormiront sur l'oreiller de la fatalité dans le sommeil radoteur de la décrépitude. Cette infatuation est le diagnostic d'une décadence déjà trop visible.[24]

150 ans plus tard, Marcel Gauchet, dans une interview en juillet 2009, évoque la décadence en ces termes : « Ce langage fait rire aujourd'hui. On n'ose pas trop employer le terme de «décadence», parce qu'il fait très ringard, mais c'est à quelque chose de ce genre que les gens pensent. Le spectre qui hante l'Europe, ce n'est plus le communisme, c'est la décadence.[25] ».

En tout état de cause, les deux Guerres Mondiales, deux guerres européennes et fratricides, ont précipité la chute, si ce n'est la décadence, de l'Europe comme centre et gendarme du monde. Selon Toynbee[26], c'est justement au moment de l'écroulement d'une civilisation, que les hommes se penchent sur les causes de la catastrophe.

Faisabilité d'une thèse d'histoire

L'histoire d'une civilisation est-elle intelligible ? Plus globalement, peut-on comprendre un fait historique ? Notre sujet d'étude, Raymond Aron, s'est lui-même posé ces questions. Dans un cours donné à l'ENA en 1946 sur « la crise du XX^{e} siècle », il évoque l'« intelligibilité d'une évolution » : « je ne veux nullement dire qu'une évolution différente aurait été absurde. J'essaye simplement de dégager des séries historiques, qui nous permettraient de comprendre ce qui s'est passé et pourquoi cela s'est passé. Cela ne veut pas dire que cela devait nécessairement et de toute évidence se passer ainsi [27]».

Une thèse d'histoire est une thèse qui fait l'histoire. Comment en poser les conditions et les limites ? L'historien tisse des liens tout en reconnaissant leur fragilité. Il ne doit pas

24 Charles Baudelaire, Critique sur l'exposition universelle, 1855. Disponible en ligne : http://baudelaire.litteratura.com/exposition_universelle.php#.Uh8WiLSiOJk (page 7)

25 Marcel Gauchet, « Le spectre qui hante l'Europe c'est la décadence », interview dans *Le Temps*, 3 juillet 2009, Repris sur son site internet : http://marcelgauchet.fr/blog/?p=393. Notons qu'il réfute le terme de « décadence » et préfère celui de « crise »

26 *L'Histoire et ses interprétations*. Autour d'Arnold Toynbee. Colloque dirigé par Raymond Aron, en présence d'Arnold Toynbee, du 10 au 20 juillet 1958, op. cit., p. 119.

27 Bibliothèque nationale de France, Archives Raymond Aron, Boîte 1, Cours ENA, « La crise du XXe siècle », 7e cours, 18 mai 1946.

abuser de sa position et écraser le présent ou empêcher de penser l'avenir. Henry Rousso décrit le rôle de l'historien dans ce sens : « (…) c'est de mettre le passé à une place qui ne devienne pas pathologique et n'entrave pas l'avenir.[28] » Notons, pour l'anecdote, qu'Henry Rousso, à propos de ce rôle, fait référence à l'avenir de l'Europe : « A titre d'exemple, l'Union européenne s'est construite et a prospéré sur cette mémoire négative [Il fait référence à la Seconde Guerre Mondiale] mais elle ne peut aujourd'hui subsister sans rouvrir son horizon d'attente et réapprendre à penser au futur, ne serait-ce que pour éviter une prochaine catastrophe[29]».

Entreprendre une démarche historique est un engagement personnel et réfléchi. Se tourner vers le passé ne signifie pas se désintéresser de l'avenir. Là aussi, tournons-nous vers Aron. Il évoque son objectif en tant professeur, analyste de la situation au jour le jour et historien :

> (…) prendre à l'égard de la réalité actuelle l'attitude d'un historien, ce n'est pas pour refuser les nécessités d'actions, mais c'est pour essayer de combiner une double attitude, qui est peut-être la seule chose que j'essaye d'enseigner et que j'ai essayé de vous prouver : c'est d'une part : une clairvoyance aussi grande que possible mais sans illusions ; d'autre part un choix et un engagement aussi résolu que possible en faveur d'un certain nombre de valeurs qui doivent être sacrées.[30]

Ce travail de thèse est entrepris au sein de l'UMR SIRICE[31] « Sorbonne-Identités, relations internationales et civilisations de l'Europe ». Cette unité mixte de recherches (CNRS UMR 8138) est un laboratoire en histoire des relations internationales contemporaines et des mondes étrangers, regroupant les Universités Paris 1 - Panthéon-Sorbonne, Paris 4 Paris-Sorbonne et le CNRS. Éric Bussière[32] en est le directeur depuis 2012.

---

28 Entretien avec Henry Rousso, *Sciences humaines*, janvier 2013, n°244, page 38.
29 *Ibidem*.
30 Raymond Aron, Bibliothèque nationale de France, Archives Raymond Aron, Boîte 1, Cours ENA, « La crise du XXe siècle », 12*e* cours, 21 décembre 1946.
31 Voir à ce sujet : http://sirice.univ-paris1.fr/
32 Éric Bussière est professeur à l'université Paris IV – Sorbonne, chaire Jean Monnet d'histoire de la construction européenne. Il est le directeur de l'UMR IRICE (Paris I, Paris IV, CNRS) et le

Au sein du projet scientifique pour la période 2013-2018, ce doctorat s'inscrit dans les deux premiers thèmes de recherche de l'UMR. Le thème 1 « Civilisations, relations, constructions en Europe » interroge l'Europe comme civilisation et notamment son identité et le système européen dans ses composantes. Le thème 2 entreprend notamment de mettre en valeur l'Europe comme objet et sujet de relations internationales au temps de la guerre froide.

Cette étude participe également à l'histoire des intellectuels. Cette histoire ne doit pas, comme le rappelle Jean-François Sirinelli dans son livre : *Deux intellectuels dans le siècle, Sartre et Aron* publié en 1995 : « (…) Se tenir le chapeau à la main, ou inversement, endosser la robe du procureur.[33] » Il s'agit d'assumer et de tenter de canaliser la maladie de l'historien qui travaille sur une ou des personnes dédiée(s) : avoir de la sympathie ou de l'antipathie pour son sujet.[34]

Ni antipathie, ni sympathie et ni connaissance absolue : après des années à lire, scruter, comparer, croiser, etc. l'apprenti historien est persuadé de connaître toutes les arcanes de son étude. C'est d'autant plus significatif lorsque la thèse s'attache à un homme en particulier. Il faut se méfier de ce sentiment et avoir à l'esprit les limites de la connaissance historique. Raconter une histoire, littéralement, est affaire de reconstruction, d'interprétation, de mise en valeur de certains points, de mise en sourdine d'autres. Raymond Aron a travaillé sur la notion d'objectivité de l'histoire au cours de sa propre thèse. L'historien doit toujours se rappeler son imperfection par essence :

> Il est, par rapport à l'être historique, *l'autre.* Psychologue, stratège ou philosophe, toujours, il observe de l'extérieur. Il ne saurait ni penser son héros, comme celui-ci s'est pensé lui-même, ni voir la bataille comme le général l'a vue ou vécue, ni comprendre une doctrine de la même manière que le créateur.[35]

---

directeur du Labex EHNE (Ecrire une histoire nouvelle de l'Europe). Voir à ce sujet l'encyclopédie issue du Labex et mise en ligne en janvier 2016 : http://www.labex-ehne.fr/

33 Jean-François Sirinelli, *Deux intellectuels dans le siècle, Sartre et Aron*, Paris, Fayard, 1995, 396 p. Edition consultée : Hachette Littérature, collection Pluriel, 1999, p. 15.

34 *Ibidem*, voir p. 16.

35 Raymond Aron, *Introduction à la philosophie de l'histoire. Essai sur les limites de l'objectivité historique*, Paris, Gallimard, 1938, nouvelle édition 1986, p. 105.

Pour Aron, cette mise en garde ne signifie pas l'abandon de la recherche d'une rationalité. Sa thèse de doctorat met dos à dos le déterminisme historique et le relativisme absolu, les deux extrêmes de la connaissance historique. Tout en acceptant l'existence des pluralités de la compréhension historique et les limites de la causalité, il appelle à une idée d'aboutissement de la Raison (au sens kantien du terme), raison en tant qu'aboutissement ultime de l'humanité.

À un niveau bien moindre, ce travail va essayer de suivre cet axiome. Nous veillerons à ne pas interpréter tout écrit d'Aron comme une étape supplémentaire d'une marche sûre vers une position ou un engagement déterminé. Néanmoins, nous nous autoriserons à dégager certaines idées fortes et certaines césures dans son parcours intellectuel. L'historien met en lumière le passé pour expliquer le présent. Il doit le faire en toute responsabilité, avec ses convictions, conscient du caractère parcellaire et limité de son travail.

Une familiarité personnelle avec le sujet et un état des lieux

Ce travail s'est construit dans la durée. La durée d'une thèse est plus ou moins longue : ma recherche autour de la question européenne chez Aron a commencé au millénaire dernier et s'est construite sur deux décennies ! Robert Frank, un jour de septembre 1996 m'a proposé de travailler sur ce thème alors totalement inconnu pour moi et en 1997, je soutenais un mémoire de maîtrise sur *Raymond Aron et l'Europe.* Cette étude montrait que la figure de l'analyste froid dénué de tout sentiment était un peu réductrice. Sur la question de la construction européenne, Raymond Aron est bien plus qu'un simple « spectateur engagé » : il était un militant de l'Europe, critiquant la frilosité européenne du général de Gaulle trop nationaliste à ses yeux, sans approuver pour autant la méthode de Jean Monnet, trop technocratique et trop supranationale. Son européisme, authentique, était un européisme en soi, structurel, et non pas seulement un européisme de guerre froide, un européisme de commodité contre la menace soviétique et sous protection américaine. C'était au contraire son atlantisme, pourtant plus visible, qui était

conjoncturel : il ne voulait le voir durer que le temps nécessaire aux Européens pour devenir assez forts face à l'URSS[36].

Après un DEA obtenu en 1998 sur l'itinéraire européen d'Henri Frenay, j'abandonnais la recherche. Entre-temps, d'autres travaux étaient publiés sur le rapport de Raymond Aron à l'Europe. Pierre Kende[37], en 2000, fait part de son étonnement quant à la nature de l'euroscepticisme supposé d'Aron en citant notamment mon mémoire de maîtrise comme révélateur : un euroscepticisme à relativiser qui naît, non d'un refus ou d'une indifférence, mais bien d'un militantisme désabusé.

En 2005, Philippe Raynaud traite également de l'idée européenne selon Aron[38]. Dans un autre article[39], le même auteur évoque la décadence de l'Europe et l'intérêt de *Plaidoyer pour une Europe décadente.*

Gwendal Châton dans une communication de 2012 (sur les réflexions européennes de Pierre Manent) indique que le « jugement de ce dernier [Aron] sur l'Europe a en effet souvent varié (…)[40] ». Il nous semble que le jugement global d'Aron sur l'Europe n'a justement pas varié, nous le verrons au cours de ce travail. Quelques lignes plus loin, Gwendal Châton écrit : « Aron peut ainsi être décrit comme un européiste, un européen,

36 Olivier de Lapparent, « Raymond Aron et l'Europe. 50 ans de réflexions européennes », Mémoire de maîtrise d'histoire des relations internationales sous la direction de Robert Frank et Jean-Marc Delaunay, Paris I, Institut Pierre Renouvin, 1997, 178 p. Voir aussi : Olivier de Lapparent, « Raymond Aron et l'Europe, 50 ans de réflexions européennes », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, été 1998, n°5. Voir également : Robert Frank, « Raymond Aron, Edgar Morin et les autres : le combat intellectuel pour l'Europe est-il possible après 1950 ? », *Les intellectuels et l'Europe, de 1945 à nos jours*, Actes du colloque international, université de Salamanque, 16-17-18 octobre 1997, Paris, Publications universitaires Denis Diderot, 2000, 296 p., pp. 77-91 et du même auteur : « Les contretemps de l'aventure européenne », *Vingtième siècle*, octobre-décembre 1998, n°60, pp. 82-101.

37 Pierre Kende, « L'euroscepticisme de Raymond Aron », *Raymond Aron et la liberté politique*, Actes du colloque international organisé par la Fondation Joseph Karolyi et l'université de Sciences économiques et d'Administration publique de Budapest, 6 et 7 octobre 2000, Paris, Editions de Fallois, 2002, 270 p., pp. 213-219.

38 Philippe Raynaud, «Raymond Aron et l'idée européenne», *Cités* 2005/4, n° 24, pp. 149-151.

39 Philippe Raynaud,« Europe décadente, Europe naissante, Raymond Aron éducateur », *Raymond Aron et la démocratie au XXIe siècle*, Actes du colloque international, Paris, 11-12 mars 2005, Paris, Editions de Fallois, 2007, 265 p., pp. 153-155.

40 Gwendal Châton, « Un souverainisme libéral ? Pierre Manent, philosophe critique de l'Europe », *L'Europe et ses opposants, Vingt ans d'engagement souverainiste et alter-européen en France (1992-2012)*, Journées d'études Histoire – Science Politique, 31 mai-1er juin 2012, disponible en ligne : http://www.academia.edu/4769199/Un_souverainisme_lib%C3%A9ral_Pierre_Manent_philosophe_critique_de_lEurope, p. 68.

un euro-agnostique ou même un eurosceptique[41] ». Or, nous pouvons dégager des tendances longues et réduire ainsi la liste de qualificatifs qui peuvent gêner la compréhension de son itinéraire.

Raymond Aron et l'Europe comme thème de recherche dédié connaît un intérêt grandissant ces dernières années. Outre une thèse de doctorat[42] de Joël Mouric, il faut noter une journée d'études[43] dédiée à ce thème en 2011, organisée par la société des Amis de Raymond Aron et le Centre d'études des sociologiques et politiques. Le titre de cette journée est significatif : « Raymond Aron, penseur de l'Europe et de la nation ». Le choix éditorial est d'interroger la pensée européenne d'Aron sous l'angle de la nation, comme si penser l'Europe ne pouvait être - une déclinaison ou une conséquence ? - en tout cas comprise en étant associée à sa réflexion sur la nation. C'est tout à fait légitime et pertinent, nous le mettrons en valeur au cours de ce travail, mais une autre grille de lecture est possible.

Joël Mouric[44], dans sa thèse et dans sa communication au cours de cette même journée d'études « Raymond Aron, citoyen français et intellectuel européen » propose de mettre deux problématiques au sein de sa grille de lecture : la conviction de l'intellectuel (l'unification des pays du Vieux continent est une idée raisonnable) et le lien quasi intime du citoyen à sa Nation comme patrie. Là encore, c'est tout à fait exact. Là encore, nous pourrons proposer une grille complémentaire et un regard d'Aron sur l'Europe comme présent et devenir d'une civilisation.

À partir de 1955 selon Joël Mouric, Aron se rallie « pragmatiquement » à l'Europe communautaire tout en proposant « des objections de fond à l'égard de celle-ci, via

41 *Ibidem*, p. 69.

42 Joël Mouric, « Raymond Aron et l'Europe, 1926-1983 : la République des lettres et le mythe politique », université de Bretagne occidentale, thèse de doctorat en sciences humaines et sociales, sous la direction de Fabrice Bouthillon, Brest, décembre 2010, 2 vol. (795 p.).

43 *Raymond Aron, penseur de l'Europe et de la nation*, Journée d'études organisée par la Société des Amis de Raymond Aron et le Centre d'études sociologiques et politiques Raymond Aron, Ecole des hautes études en sciences sociales, 7 juin 2011. Interventions de Philippe Urfalino, Pierre Manent, Giulio De Ligio, Dominique Schnapper, Danny Trom, Philippe Raynaud, Joël Mouric, Agnès Bayrou, Matthias Oppermann, Olivier de Lapparent, Nicolas Baverez, Jean-Claude Casanova. Publiées dans : De Ligio, Giulio (sous la direction de), *Raymond Aron, penseur de l'Europe et de la nation*, Bruxelles, Peter Lang, « Euroclio n° 66 », 2012, 160 p.

44 Joël Mouric, « Raymond Aron, citoyen français et intellectuel européen », *Raymond Aron, penseur de l'Europe et de la nation*, op. cit.

l'exigence d'une conviction historique et civique[45] ». Il est vrai que le *crime du 30 août* 1954 mit fin à l'aventure politique européenne (si elle a vraiment existé). Désormais, l'Europe se construira sur des considérations essentiellement économiques. Néanmoins, nous souhaitons montrer que cette césure dans l'itinéraire européen d'Aron est moins importante qu'elle n'y paraît. D'autres nous semblent plus significatives. De même, si Aron propose des « objections » à l'Europe, c'est pour mieux lui enjoindre de penser son histoire et de devenir un *sujet* de l'Histoire.

S'il est vrai que les relations entre les deux Grands et les risques de guerre nucléaire furent au cœur de ses réflexions, il nous semble que « penser l'Europe c'est penser la guerre[46] » propose une vision partielle du regard européen d'Aron. Nous ne partageons pas totalement l'analyse de Joël Mouric qui affirme que *Penser la guerre, Clausewitz*[47] est le « grand livre d'Aron sur l'Europe » au détriment de *Plaidoyer pour l'Europe décadente.* Ce dernier est essentiel. Est-il le grand livre d'Aron sur l'Europe ? Tout au moins, est-il aussi important (nous nous attacherons à le démontrer dans le chapitre 7 de cette étude).

D'une manière générale, le regard sur la Nation et sur l'attachement du citoyen Aron sont indispensables pour comprendre son itinéraire mais ne sont pas nécessairement l'alpha et l'oméga de toute analyse. Des grilles de lecture complémentaires peuvent aider à comprendre et nuancer une pensée complexe et dynamique. Le rapport décadence-civilisation va nous permettre de nous libérer des grilles de lectures connues pour apporter un éclairage différent. Tel est la promesse scientifique de départ.

Au fil des ans, depuis l'interruption de mes travaux à l'aube du nouveau millénaire, la stimulation intellectuelle de la recherche, l'émulation des séminaires, des articles et des colloques me manquaient. Je ne pouvais me résoudre à abandonner. D'autant qu'étudiant, je puis l'avouer maintenant, j'avais rêvé d'être docteur en Histoire, de surcroît docteur de la Sorbonne. Si j'avais abandonné, j'aurais toujours eu cette

45 *Ibidem*, p. 64.
46 *Ibidem*, p. 72.
47 *Penser la guerre, Clausewitz, tome 1 : L'Age européen, tome 2* : *L'Age planétaire*, Paris, Gallimard, 1976, « Bibliothèque des Sciences Humaines », I-472 p. et II-365 p.

nostalgie, ce regret, au même titre qu'un adulte peut se rendre compte avec tristesse qu'il est passé à côté d'un de ses rêves d'enfant. En 2008, je me remettais à l'ouvrage grâce à la générosité et aux encouragements de Robert Frank qui voulut bien m'accueillir comme doctorant. Parallèlement, je publiais divers articles sur les conceptions aroniennes de l'Europe avec à chaque fois un éclairage particulier. Outre une notice[48] d'Aron dans un dictionnaire sur l'Europe unie, j'ai abordé son euroscepticisme[49], son questionnement sur l'identité[50] européenne, sa relation[51] à l'Allemagne, et un article sur l'Europe entre hantise du déclin[52] et espoir de transcendance. Sur les conseils de mon directeur, j'enrichissais et transformais en 2010 mon mémoire de maîtrise en livre[53]. Je participais aussi à la journée d'études de 2011 déjà citée. Depuis 2008, entre articles, colloques, mais aussi séminaires effectués auprès d'élèves-ingénieurs en troisième année du cycle ingénieur de l'Ecole Centrale Paris sur *Les crises de l'Europe au XX^e^ siècle*, j'ai poursuivi ma thèse, grappillant quelques heures de-ci de-là entre une vie professionnelle et familiale bien remplie.

Avec les publications citées ci-dessus et notamment mon ouvrage de 2010, il était nécessaire de changer d'optique, plus précisément de focale. Cette thèse n'est plus centrée sur les seules réflexions européennes d'Aron mais bien sur le rapport civilisation-décadence *à travers* l'exemple européen. Ce changement d'angle permet de

48 Olivier de Lapparent, « Raymond Aron », *Dictionnaire de l'Europe unie*, sous la direction de Pierre Gerbet, Gérard Bossuat et Thierry Grosbois, Bruxelles, André Versaille éditeur, 2009, 1216 p., p. 53-55.

49 Olivier de Lapparent, « L'euroscepticisme supposé de Raymond Aron », conférence donnée dans le cadre du premier séminaire «Les concepts de l'anti (alter)-européisme » du programme de recherches junior de la MISHA (Maison Interuniversitaire des Sciences de l'Homme-Alsace), Contre l'Europe, Strasbourg, 2009. Vidéo de la conférence disponible en ligne : www.ena.lu/leurope_images_figures_opposition_europe_seminaire_misha_strasbourg_13_mars_2009-01-31664

50 Olivier de Lapparent, « L'identité européenne selon Raymond Aron : entre mythe et réalité », *Relations internationales*, « La Communauté et l'Union européenne à la recherche d'une identité depuis 1957 » (Tome 2), n°140, PUF, 2009.

51 Olivier de Lapparent, « Raymond Aron et l'Allemagne : la découverte de l'histoire, de la politique et de l'Europe », *Colloque France-Allemagne au XXe siècle : la production académique de savoir sur l'autre. 2. Les spécialistes universitaires de l'Allemagne et de la France au XXe siècle*, Metz, 23-25 novembre 2011.

52 Olivier de Lapparent, « L'avenir de l'Europe selon Raymond Aron : entre hantise de la décadence et promesse de la transcendance », dans Jean-Michel Guieu et Claire Sanderson (sous la direction de), *L'Historien et les relations internationales, autour de Robert Frank*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012, p. 257-266.

53 Olivier de Lapparent, *Raymond Aron et l'Europe. Itinéraire d'un Européen dans le siècle*, Bern, Berlin, Bruxelles, Peter Lang, « Convergences, 58 », 2010, XVI-167 p.

sortir d'un domaine déjà bien arpenté, mais aussi de replacer l'idée d'Europe chez Aron dans une perspective qui convienne mieux à ce grand intellectuel, qui a une « vision du monde » à tous les sens du mot « monde », au sens géopolitique comme au sens philosophique. Or, sa *Weltanschauung* est essentiellement une *Europaanschauung* sous l'angle précisément civilisationnel. L'Europe n'est ainsi qu'un prétexte, un prisme pour évoquer les notions de civilisation, de crise, de décadence, de vertu créatrice et de vitalité historique à travers les nombreux écrits de Raymond Aron qu'il s'agit d'interroger différemment et de mettre en perspective. Ce nouveau sujet permet aussi de découvrir des sources nouvelles.

Sources

L'image d'un homme réputé comme un analyste froid, un sceptique viscéral loin de l'enthousiasme du militant, une figure intellectuelle qui semble ne jamais permettre à ses émotions de prendre le pas sur sa raison, est tenace. De même, lorsqu'on parle de la notion de la responsabilité, d'analyse de la guerre froide passée, des crises de la démocratie, il n'est pas rare que son nom y soit associé. Tout au long de cette étude, nous reviendrons régulièrement sur ce scepticisme et cette froideur : sont-ils opératoires ou exagérés ? Comment les comprendre ? Faut-il parler de pessimisme ou de désabusement, ou des deux ? D'une manière générale, nous interrogerons Aron, philosophe dans la cité, tel qu'il le définit lui-même :

> Mais s'il se désintéresse de la recherche de la vérité ou incite les insensés à croire qu'ils détiennent la vérité ultime, alors il se renie lui-même. Le philosophe n'existe plus mais seulement le technicien ou l'idéologue. Riches de moyens, ignorant les fins, les hommes oscilleront entre le relativisme historique et l'attachement irraisonnée et frénétique à une cause. Le philosophe est celui qui dialogue avec lui-même et avec les autres, afin de surmonter cette oscillation. Tel est son devoir d'état, tel est son devoir à l'égard de la cité.[54]

54 Raymond Aron, « La responsabilité du philosophe », communication au Congrès de l'Institut international de philosophie, Varsovie, juillet 1957, publiée dans Preuves, juin 1958, pp. 18-26.

Le premier mémoire académique recensé sur Aron date de 1964[55]. C'était le premier d'une longue lignée et on ne compte plus les articles, conférences et livres sur son œuvre et son parcours56. Il reste, jusqu'à aujourd'hui, l'objet de nombreuses publications tant scientifiques que grand public. En 2005[57], le centenaire de sa naissance a donné lieu à de nombreuses rééditions de ses écrits les plus importants avec notamment *Penser la liberté, penser la démocratie* qui regroupe livres et articles autour de la démocratie.

Depuis 2010, la Société des Amis de Raymond Aron et le Centre d'études sociologiques et politiques Raymond Aron (EHESS) organise chaque année une journée dédiée à Raymond Aron[58]. Cette démarche montre bien l'intérêt de la communauté scientifique envers une pensée riche et encore actuelle.

En 2012, pour les cinquante ans de *Paix et Guerre entre les nations*, *Etudes internationales* publie un numéro spécial : « Raymond Aron et les relations internationales, 50 ans après Paix et guerre entre les nations[59] ». En 2013 (pour les 30 ans de sa disparition), l'EHESS publie un de ses cours au Collège de France[60] préfacé par Pierre Manent. Ce dernier est venu le vendredi 11 octobre de la même année présenter ce livre dans l'émission de France Culture « Les nouveaux chemins de la connaissance[61] » dédiée à l'actualité de la pensée d'Aron.

55 Werner Eric, *La pensée politique et morale de Raymond Aron*, Mémoire présenté à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris sous la direction de Jean Touchard, 1964, 204 p.

56 Pour une liste quasi exhaustive voir : http://raymond-aron.ehess.fr/document.php?id=220

57 *Penser la liberté, penser la démocratie*, Paris, Quarto Gallimard, 2005, préface de Nicolas Baverez, 1820 p.

58 Les thèmes retenus outre celui de l'Europe en 2011 sont : 2010 : Penser la guerre ; 2012 : Science et conscience de la société - Les transformations de la sociologie française depuis 1960 ; 2013 : Démocratie : histoire, combats, critiques ; 2014 : Tiers-monde – De la décolonisation à la guerre froide ; 2015 : Actualités du machiavélisme ; 2016 : *P*enser l'événement. La politique à l'épreuve de l'histoire. Pour plus de détails, voir http://cespra.ehess.fr/index.php?2180

59 *Etudes internationales*, « Raymond Aron et les relations internationales. 50 ans après Paix et guerre entre les nations », sous la direction de Jean-Vincent Holeindre, n°3, volume XLIII, septembre 2012. Sommaire en ligne : http://www.revue-etudesinternationales.ulaval.ca/numero/raymond-aron-et-les-relations-internationales-50-ans-apres-paix-et-guerre-entre-les-nations-sous-la-direction-de-jean-vincent-holeindre

60 Raymond Aron, *Liberté et égalité, cours au Collège de France (1978),* Paris, Editions de l'EHESS, 2013, 61 p.

61 Emission disponible en ligne : http://www.franceculture.fr/emission-les-nouveaux-chemins-de-la-connaissance-actualite-philosophique-raymond-aron-2013-10-11

En 2016, la grille d'été de France Culture propose une semaine consacrée à Raymond Aron intitulée « Avoir raison avec Aron »[62] à travers cinq émissions présentées par Brice Couturier : « Aron, spectateur engagé de la politique intérieure » avec les interventions de Nicolas Baverez, Dominique Schnapper, Vincent Duclert, Jean-François Sirinelli et Pierre Bouretz ; « Aron, penseur de la démocratie et du totalitarisme » avec Monique Canto-Sperber, Jean-Claude Casanova et Philippe Raynaud ; « Aron, les relations internationales, la géostratégie et la guerre » avec Pierre Hassner, Jean-Vincent Holeindre et Joël Mouric ; « Aron et la philosophie de l'histoire » avec Sylvie Mesure et Perrine Simon **;** **«** Les aroniens d'aujourd'hui » avec Elisabeth Dutartre-Michaud, Frédéric Lazorthes, Giulio De Ligio et Cynthia Salloum.

Si l'activité éditoriale autour de ses écrits est toujours régulière, est-il lu aujourd'hui ? Nous ne disposons d'aucun indicateur autre que notre expérience personnelle faite de séminaires, de lectures, de rencontres et de colloques. Nous pensons néanmoins qu'Aron souffre d'une méconnaissance certaine, excepté dans le cercle des spécialistes et des héritiers.

Tous les étudiants en sociologie ont comme livre de référence, *Les étapes de la pensée sociologique,* tous les étudiants en relations internationales ont lu (des extraits tout au moins) *Paix et guerre entre les nations*, les habitués du *Figaro* et de *L'Express* se souviennent de ses éditoriaux et le grand public l'a découvert à l'occasion de ses *Mémoires*. Et après ? A force d'être cité (et non lu) en bibliographie, à force d'être présenté avec les mêmes citations (« Paix impossible, guerre improbable » par exemple) et à force d'être comparé à son petit camarade de Normale Sup, Aron représente un homme figé dans son temps. La guerre froide n'est-elle pas finie ?

Pourtant, Raymond Aron s'est exprimé à travers une œuvre multiple touchant à la philosophie, à la sociologie, aux relations internationales, à l'histoire, la science politique, etc. Une unité est loin d'être évidente.

Il en est de même pour ses réflexions européennes. Il a fallu regrouper, trier et classer ses analyses au sein de ses articles quotidiens, articles pour des revues, conférences,

62 Semaine du lundi 19 juillet 2016, tous les jours de la semaine de 11h à midi. Voir : http://www.franceculture.fr/emissions/avoir-raison-avec-raymond-aron

chapitres de livres, cours, correspondances. Réunir ce qui est épars, ce qui avait vocation à le rester avant cette action de classement, peut apparaître comme artificiel. Néanmoins, c'est indispensable pour une compréhension globale et cela fait partie de l'objectif de tout travail historique.

Dans ce cadre, deux précautions sont nécessaires : faire preuve de prudence, il faut savoir ne pas créer de fil directeur à une œuvre là où il n'y en a pas ; assumer cette reconstruction *a posteriori* : dans tout choix, il y a renoncement et faire un plan, proposer des césures, choisir des enchaînements, sont des options qu'il faudra accepter de défendre lors de la soutenance ou devant tout autre lecteur scrupuleux.

Aron a mené deux types d'analyse : un travail de journaliste, c'est-à-dire le commentaire de l'actualité au jour le jour et un travail plus théorique comme penseur de l'histoire se faisant. Autrement dit, il a produit d'une part l'éditorial ou article de presse et d'autre part la conférence universitaire ou un livre plus théorique.

Il a consacré une large part de ses articles à la construction européenne. Le nombre et la régularité de ses éditoriaux ou articles consacrés strictement à cette question en témoignent[63].

L'article, dans sa forme et dans sa construction, reflète le souci de pédagogie de Raymond Aron. Face à un sujet donné, il rappelle tout d'abord l'héritage du passé pour dégager les enjeux présents. Il se met à la place des gouvernants, tout en essayant de former intellectuellement ses lecteurs, avec l'effort constant de convaincre de la nécessité d'avancer, en proscrivant l'immobilisme. Enfin, l'article relève la volonté de s'interroger sur les perspectives d'avenir mêlant court et long terme. Il sera intéressant de noter l'importance du détail, du vocabulaire (l'Europe comme sujet, comme objet) et du champ lexical. Aron lui-même note l'importance peut-être excessive donnée à ses articles: « [...] je devins ainsi la bête noire des officiers responsables des relations publiques : un de mes étudiants qui faisait son service militaire dans ce service reçut la mission particulière de lire mes articles et d'en rédiger les réfutations[64]».

63 Voir en Sources pour une liste quasi exhaustive.
64 Raymond Aron, *Mémoires*, op. cit., p. 430.

En revanche, Aron ne semble pas avoir entrepris un travail plus complet, moins marqué par l'actualité, sur l'Europe. A première vue, cela semble pertinent, il n'existe pas de livre d'Aron sur l'Europe comme objet unique d'analyse philosophique et historique. Or, des chapitres entiers sont dédiés à l'analyse de la civilisation européenne dans sa globalité, son présent et son devenir, des parties d'ouvrages dédiées à l'étude de l'objet Europe dans l'histoire[65]. Aron, comme professeur a consacré de nombreuses conférences, leçons et cours à l'Europe en devenir. Nous pouvons noter les plus importantes parmi des douzaines : « Perspectives sur l'avenir de l'Europe », conférence à l'ENA, 1946 ; « Y a-t-il une civilisation européenne » conférence aux semaines étudiantes internationales, Savennières, 1947 ; « L'idée d'Europe » conférence à l'IEP Paris, 1947 ; « L'Europe et l'unité de l'Allemagne », discours à l'université de Francfort, 1952 ; « L'idée européenne: du discours de Zurich au Marché commun », Winston Churchill Memorial lecture, Lausanne, 1967 ; « L'Europe, avenir d'un mythe » et « Crise de l'énergie ou crise de la civilisation » Conférences pour les lauréats du prix Montaigne, 1975 ; « le relatif déclin de l'Europe », Société amicale des anciens élèves de l'École Polytechnique en 1983.

Enfin, il faut globalement rendre justice à un ouvrage méconnu, *Plaidoyer pour l'Europe décadente*. Si cet ouvrage est dépassé sur les considérations économiques, il garde toute sa pertinence sur biens des points.[66]

Avec les articles du *Figaro* et de *L'Express,* les articles et conférences publiés, les chapitres dédiés à la crise de l'Europe dans différents ouvrages, les sources sont nombreuses. Mais, largement exploitées déjà, elles ne permettent pas de donner des éclairages radicalement nouveaux.

Au cours de nos recherches, nous avons découvert une source correspondant exactement au sujet. Celle-ci n'a jamais été (à notre connaissance et en l'état des travaux) exploitée pour une étude approfondie. Il s'agit d'une série de cours, dispensée au Collège de

65 Notons par exemple, « Vitalité historique de l'Europe ? », « l'Europe est-elle capable de s'unir ? » dans Les guerres en chaîne, « L'Europe victime d'elle-même », « Crise de civilisation », « crise et création » dans Plaidoyer pour l'Europe décadente.

66 Nous prouverons cette affirmation tout au long de cette étude.

France en 1975-1976 et intitulée : *La décadence de l'Occident*.[67] Outre sa nouveauté, ce cours apporte un éclairage très important sur l'appréhension de la « décadence » chez Raymond Aron. Dans tout travail de doctorat, l'historien considère comme un « cadeau » la découverte d'une source originale. J'ai eu la chance de recevoir un tel cadeau.

La deuxième source originale est un livre publié en 1961. Nous ne l'avons pratiquement jamais retrouvé dans les sources ou bibliographies des travaux sur Aron. Il s'agit de la publication d'un colloque à Cerisy (il fait partie du cycle des rencontres de Cerisy) organisé en 1958 autour de l'œuvre d'Arnold Toynbee[68]. Nous avons ici la chance d'avoir des débats retranscrits entre plusieurs intellectuels dont Raymond Aron et Arnold Toynbee lui-même avec notamment des communications et des discussions autour des thèmes suivants : Unité et pluralité des civilisations, Croissance et décadence des civilisations, perspectives d'avenir de la civilisation occidentale, Histoire de la philosophie et historicité.

Comme pour le colloque de Cerisy, nous avons consacré une large place à la publication des colloques de Rheinfelden[69], eux aussi rarement ou très rapidement cités dans les travaux ou livres sur Aron.

D'une manière générale, l'accès aux sources d'Aron a été facilité par plusieurs outils à disposition. À l'époque de mes premières recherches sur Aron, pour mon mémoire de maîtrise en 1997, le Centre Raymond Aron, situé au 105 boulevard Raspail, Paris, à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, gérait le fonds (de 1985 à juillet 2006) déposé par la famille d'Aron. Mme Dutartre, en charge de son classement et de sa mise en valeur, m'a, de nombreuses fois, guidé et aidé, qu'elle en soit ici remerciée. L'ouvrage de départ essentiel était *Bibliographie*, Paris, Julliard/Société des amis de

67 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, Bibliothèque nationale de France, département des manuscrits, Boîte 31, « La décadence de l'Occident », 21 leçons au Collège de France entre 1975 et 1976. Malheureusement, les leçons 1, 2, 3, 4 et 18 sont manquantes.

68 *L'histoire et ses interprétations, entretiens autour d'Arnold Toynbee* sous la direction de Raymond Aron au Centre culturel international de Cerisy-la-salle, 10-19 juillet 1958, Paris, Mouton & Co, 1961, 237 p. Le sommaire est disponible en ligne : http://www.ccic-cerisy.asso.fr/toynbeeTM61.html.

69 Raymond Aron, George Kennan, Robert Oppenheimer, *Colloques de Rheinfelden*, Paris, Calmann-Lévy, collection Liberté de l'esprit, 1960, p. 94

Raymond Aron, 1989, 2 tomes (t.1: livres et articles de revues, établi par Perrine Simon & Elisabeth Dutartre; t.2: Analyses d'actualité, établi par Elisabeth Dutartre). Ces deux tomes sont indispensables et évitent de nombreuses recherches préliminaires. Cette édition est épuisée mais se retrouve désormais en ligne[70].

En 2006, le Fonds Raymond Aron a été transféré à la BNF[71]. La Bibliothèque nationale de France a publié l'inventaire de ce Fonds[72], il est composé de 238 boîtes et consultable au département des manuscrits[73]. Ce fonds comporte les archives privées : documents biographiques et personnels, manuscrits, notes de recherche, documents administratifs, dossier de presse, brouillons, notes, compte rendu d'activité associative. Il contient également de nombreuses conférences ou cours jamais publiés et une correspondance importante. La correspondance comprend les échanges entre Aron, ses collègues, élèves ou intellectuels et hommes politiques de son temps mais aussi des lettres plus anecdotiques reçues à l'occasion de la publication de ses ouvrages.

Le fonds est classé en 8 grands domaines :

- Activité scientifique : Enseignement et Recherche, 1945-1983. NAF 28060 (1-77) avec entre autres : cours à l'ENA, Sorbonne, EPHE et EHESS, Collège de France.
- Activité scientifique : Conférences et Colloques, 1945-1983. NAF 28060 (78-123) : Détails des conférences et des colloques (invitations acceptées et refusées), classés par pays.
- Activité scientifique : Publications, 1939-1983. NAF 28060 (124-166) : Articles de revue et de presse (Propositions d'articles acceptées et refusées) selon les pays, contributions à des mélanges, ouvrages collectifs, préfaces, postfaces (acceptées et refusées)
- Activité extra-professorale, 1950-1983. NAF 28060 (167-186) : Académie des sciences morales et politiques, commissions officielles, fondations, jury de prix,

70 Voir : http://raymond-aron.ehess.fr/index.php?172

71 Voir le communiqué de presse: http://www.bnf.fr/pages/presse/communiques/raymond_aron.pdf

72 Fonds Raymond Aron, Bibliothèque nationale de France, département des manuscrits. Inventaire par Elisabeth Dutartre, Paris, Editions de la BNF, 2007, 256 p. A partir de maintenant, par confort de lecture, ce fonds sera intitulé dans les notes : Fonds Raymond Aron, BNF.

73 Bibliothèque Nationale de France, département des manuscrits, 58 rue de Richelieu 75084 Paris. Pour tout renseignement concernant les procédures de consultation, contacter Elisabeth Dutartre-Michaut : 01 53 63 51 51 - dutartre@ehess.fr.

associations, émissions de radio et de télévisions, chroniques hebdomadaires sur Europe 1 (1968-1972), émissions de radio et de télévision diffusées à l'étranger

- Correspondance échangée avec des expéditeurs divers, 1950-1984. NAF 28060 (187-205) : correspondance échangée autour des ouvrages d'Aron, correspondance concernant des sujets divers, lettres de condoléances reçues à la mort de R. Aron
- Correspondance personnelle conservée par R. Aron à son domicile, 1929-1983. NAF 28060 (206-212) : classement alphabétique au nom du correspondant (ou de la personne faisant l'objet de la correspondance) et classement chronologique
- Manuscrits de Raymond Aron, 1920-1983. NAF 28060 (213-236) : manuscrits classés par décennie à partir de 1920
- Documents personnels, 1925-1986. NAF 28060 (237-238) : documents biographiques, doctorats *honoris causa* et autres distinctions étrangères.

Le lecteur l'aura compris : ce fonds a été d'une grande aide au cours de notre recherche. La consultation du fonds est soumise à l'autorisation des ayants-droits et ceux-ci m'ont rapidement et facilement donné accès aux documents, qu'ils en soient vivement remerciés.

Enfin, il existe un site internet très précieux. Elisabeth Dutartre tient à jour une bibliographique complète des écrits sur Aron classé par grands thèmes : ouvrages, articles, conférences et colloques, travaux académiques. Sur ce même site, sont répertoriés tous les textes disponibles en ligne d'Aron ou sur Aron[74]. Cette organisation est une vraie chance pour tout chercheur.

Une problématique, des problématiques

Un grand nombre de ces écrits convergent sur un point : Aron a pointé du doigt l'immobilisme et parfois le défaitisme de l'Europe. Tout au long du vingtième siècle, l'Europe a été en effet à la croisée des chemins entre déclin inéluctable et reconstruction à succès, entre décadence et transcendance. En tant qu'entité, elle est le symbole de

74 Le site dédié est http://raymond-aron.ehess.fr/index.php?172

l'hésitation perpétuelle entre immobilisme et action. À partir du thème indiqué dans le titre de cette thèse (la crise de la civilisation), notre problématique devient : *la crise de la civilisation européenne entre décadence et vitalité historique.* Timothy Garton Ash, dans son article *Decadent Europe* cite justement Aron à ce propos :

> The next year, in 1976, Raymond Aron wrote a book called *Plaidoyer pour l'Europe Décadente*, translated into English as In Defence of Decadent Europe. His great concern was that Western Europe was losing its self-confidence, its will to win, what Machiavelli called virtù - "the capacity for collective action and historical vitality.[75]

Notre sujet entend se confronter à trois grandes problématiques : étudier l'Europe en la confrontant aux notions de décadence, de crise et de vertu ; interroger Raymond Aron, l'intellectuel, par un prisme original ; interroger la civilisation, moins comme concept de science politique que comme objet historique du XX^{e} siècle.

Dorénavant, au vu des premiers éclairages de cette introduction, nous pouvons mettre en valeur les grandes questions à traiter : une civilisation est-elle nécessairement mortelle ? Comment passer de la décadence à la vitalité historique ? Comment la nature même de la démocratie peut provoquer décadence et crise et la crise peut-elle avoir des vertus ? L'essentiel, bien entendu, est de savoir comment Raymond Aron pose et traite ces questions et de quelle manière il évolue.

Sur Aron, il s'agit essentiellement d'éclairer, par un angle particulier, la question centrale de l'œuvre aronienne. Tous les travaux d'Aron ne sont que différentes façons de réfléchir à la même problématique : comment penser le tragique de l'histoire ? L'homme, être raisonnable, peut-il s'épanouir au sein d'une Histoire tragique ? Serge Paugam indique que « Le dépassement ultime se réalise chez lui [Aron] sous la forme d'un humanisme fondé sur l'idée de la Raison ou, en d'autres termes, d'une

75 Timothy Garton Ash, « Decadent Europe », The Guardian, Thursday 9 June 2005. Notons l'accroche significative : « The EU crisis can be read as evidence of a declining civilisation. Let's stop neocons gloating ».

représentation de la vocation universelle de l'humanité : l'accomplissement de l'homme comme être raisonnable[76] ».

Pour Aron, agir raisonnablement c'est prendre la décision qui permet d'atteindre l'objectif fixé avec les meilleurs atouts. L'Europe comme entité et comme sujet, est-elle raisonnable ? Peut-elle s'accomplir (et vers quoi, comment) comme être raisonnable ? En a-t-elle l'ambition, s'en donne-t-elle les moyens ? Prend-t-elle les bonnes décisions et celles-ci sont-elles suivies des actions nécessaires ?

D'après Pierre-André Taguieff, Aron fait partie des penseurs qui acceptent d'affronter le monde tel qu'il est : « La volonté de connaître, d'expliquer et de comprendre la réalité politique, aussi déplaisante soit-elle, sans fuir dans les illusions désolantes, c'est ce qu'ont en partage des penseurs aussi différents que Machiavel, Hobbes, Weber, Schmitt ou Aron[77] ».

Quand on étudie une personne en particulier, le « piège » est de se concentrer exclusivement sur ses idées sans les confronter à autrui.

Sur la civilisation, nous évoquerons notamment Arnold Toynbee, Oswald Spengler et Max Weber. Sur la décadence, nous étudierons un livre important de Julien Freund[78] (dont le directeur de thèse fut Aron), *La décadence*, publié en 1984. Le lecteur croisera également de nombreux auteurs qui se sont penchés sur la décadence et / ou la crise de la civilisation comme Baudelaire, Paul Valéry, Arnold Toynbee et Spengler naturellement, Edmund Husserl, René Guénon, Joseph Schumpeter, Vladimir Jankélévitch, Hannah Arendt, Jan Patočka (un des derniers élèves d'Husserl, philosophe tchèque et signataire de la charte 77, il en devient avec notamment Václav Havel, l'un de ses premiers porte-paroles), Sigmund Freud ou même André Malraux.

Sur la problématique de la démocratie, Alexis de Tocqueville, Gustave Le Bon, Alexandre Soljenitsyne, Vilfredo Pareto, Machiavel et des contemporains comme

76 Serge Paugam, introduction à : Raymond Aron, *Les sociétés modernes*, Paris, PUF, 2006, p.47.
77 Pierre-André Taguieff, *Julien Freund*, La Table Ronde, Paris, 2008, 154 p., p. 139
78 Julien Freund, *La Décadence. Histoire sociologique et philosophique d'une catégorie de l'expérience humaine*, Paris, Sirey, 1984, 408 p.

Cornelius Castoriadis, Marcel Gauchet et Pierre Manent, nous serviront à analyser les écrits d'Aron à ce sujet.

Pour interroger la pérennité de l'œuvre d'Aron, nous utiliserons, entre autres, des textes d'Edgar Morin et de Paul Ricoeur sur la crise (notamment chez ce dernier comme phénomène de la modernité), d'Etienne Klein[79] sur l'idée de progrès, de François Hartog sur le présentisme, de Myriam Revault d'Allonnes[80] sur la crise sans fin ou encore d'Edgar Morin et de Pierre Manent sur l'avenir de l'aventure européenne. La couverture médiatique importante de la crise de la construction européenne nous donnera matière à interroger l'actualité de ses résolutions et principes d'action.

Aron a voulu penser l'histoire, comme il le dit lui-même à l'occasion d'une allocution où il présente l'ambition de son intervention : « Je ne vous dissimule pas que l'ambition de mon rapport (...) est d'essayer de faire ce qu'on hésite de plus en plus à faire, qui est de penser, dans son ensemble, la problématique philosophique, ou historique, puisque les deux ne se séparent pas, dans laquelle nous vivons [81]».

Penser l'histoire de l'Europe, c'est mettre en relief le paradoxe philosophique, voire originel, de l'Europe : la tentation de vouloir élaborer un projet politique avec identité et sentiment d'appartenance à partir d'un régime politique, le régime démocratique, qui convient le moins bien. Nous verrons quels sont les indicateurs qui permettent d'énoncer un tel paradoxe.

Dans le texte d'introduction aux colloques de Rheinfelden, il s'interroge sur le sens et la nature de la société des démocraties occidentales. Quel est l'objectif de l'existence humaine ? Si la science et le progrès technique peuvent contenter l'homme dans ses besoins les plus élémentaires (logement, nourriture, vêtement), est-ce à dire, se demande-t-il, que le loisir est le but ultime ? Pour aller au-delà d'une simple remise en question de la culture de masse des sociétés industrielles, il faut, selon lui « (...)

79 Etienne Klein est chercheur au CEA et professeur de philosophie des sciences à l'Ecole Centrale Paris.

80 Myriam Revault d'Allonnes , *La crise sans fin, essai sur l'expérience moderne du temps*, Paris, Seuil, La couleur des idées, 2012, 197 pp., p 10.

81 Raymond Aron, George Kennan, Robert Oppenheimer, Colloque de Rheinfelden, Paris, Calman-Lévy, collection «Liberté de l'esprit», 1960., p. 35.

reconnaître la légitimité, mieux, le caractère indispensable de l'interrogation philosophique[82] » Pour le philosophe, car il se place bien ici en tant que tel, la question du sens englobe bien toutes les questions économiques, politiques ou industrielles :

> Comment l'Occident se justifierait-il lui-même, à ses propres yeux et aux yeux des non-Occidentaux, s'il se réduisait à la science qui permet la manipulation des forces naturelles et des êtres sociaux, s'il ignorait, au-delà des sciences et des techniques, la recherche de la Raison, nature essentielle de l'homme, et (ou) réalisation à travers l'histoire.[83]

Le choix d'un plan thématique

Au cours de nos recherches précédentes, nous avons travaillé sur l'itinéraire européen d'Aron et le plan chronologique s'est imposé. Il s'agissait de suivre pas à pas son action et ses réflexions européennes. Ici, l'objectif est tout autre.

Le but principal de ce nouveau travail est la mise en avant du rapport entre la décadence et la vitalité à travers l'exemple européen. Comment l'Europe passe-t-elle de l'un à l'autre ? Quels sont les indicateurs ? Peut-elle s'arrêter en chemin, voire, régresser ? Quelles sont ses chances de réussites ou d'échecs ? Pour étudier cette tension, le choix d'un plan thématique est nécessaire.

Cette option ne nous interdit pas, au contraire, de rechercher les césures qui donnent du sens au parcours et à l'évolution d'une institution ou d'un homme en particulier. Il s'agit de rechercher les points de basculement, d'évolution ou de révolution, de crise et de métamorphose.

Dans une première partie, après un premier chapitre portant sur le parcours d'Aron et son rapport à l'Europe communautaire, nous développerons (chapitre 3) de manière presque exhaustive, son rapport à la décadence. A-t-il toujours pensé la même chose ? Pour lui, l'Europe est-elle, ou sera-t-elle, forcément décadente ? Y échappera-t-elle ou y est-elle condamnée ? A quelles conditions ?

82 *Ibidem*, p. 35
83 *Ibidem*, p. 38.

Pour étudier liaison entre décadence et Europe, nous devrons au préalable (chapitre 2) démontrer que cette problématique est légitime. Pourquoi pouvons-nous considérer l'Europe comme une civilisation à part entière ? L'étude du triptyque Europe – civilisation – décadence sera l'objet principal de notre première partie.

Au cours de notre deuxième partie, nous étudierons l'oscillation entre déclin et vitalité historique selon Aron. A partir de quels indicateurs, pour Aron, une civilisation est en crise ? Pourquoi l'Europe en est le parfait exemple ? De quelle(s) crise(s) s'agit-il ?

Nous étudierons différents indicateurs : entre déclin et abaissement, une crise de l'esprit, de la puissance, du politique et de l'identité (chapitre 4) et crise de la démocratie (chapitre (5).Le chapitre 6 aura pour objectif de montrer comment la civilisation peut passer de la crise au conflit, du conflit à l'action et de l'action à la créativité et à la vitalité.

La troisième partie s'ouvre sur un chapitre (chapitre 7) qui rompt le plan thématique pour se concentrer sur une période précise sur les années soixante-dix. Celles-ci représentent la rencontre de plusieurs circonstances conjoncturelles (pétrole, relations internationales, mis à mal du régime démocratique, défaitisme de plus en plus poussé, montée de l'individualisme). Elle est aussi le prolongement d'une crise plus structurelle et plus ancienne.

C'est une époque charnière pour Aron. Ses écrits sont plus alarmistes, son regard sur la guerre froide plus inquiet et son principe de réalité poussé à l'extrême. Il y a ici une vraie rupture à mettre en valeur pour mieux comprendre le parcours intellectuel d'Aron.

Peut-on affiner le couple années soixante-dix / pessimisme ? Le chapitre 8 a pour objectif d'expliquer les différentes facettes d'une pensée dynamique qui ne reste pas coincée par des hypothétiques barreaux du réalisme. Aron, par une recherche de transcendance et de sens, peut-il nous donner des raisons d'espérer ? Ce chapitre 8 sera le cœur de cette dernière partie intitulée « Un regard civilisationnel sur l'Europe ».

Un travail d'histoire fait toujours écho au présent. À partir de quelques auteurs contemporains, nous essaierons (chapitre 9) de mettre en valeur l'actualité de la réflexion aronienne et ses prolongements.

Ce travail entend dérouler le fil de la pensée de Raymond Aron sur l'Europe et la crise de son histoire. L'Europe peut-elle avoir une vitalité historique[84] ? Aron affirme : « Toute civilisation est animée par des croyances transrationnelles[85] ».

Est-ce en fin de compte le cas pour l'Europe ?

84 « Vitalité historique de l'Europe ? » est le titre d'un chapitre du livre d'Aron, *Les guerres en chaîne*, Paris, Gallimard, 1951, 502 p.

85 *Ibidem*, p. 425.

Première partie

Civilisation et décadence

Chapitre I

Raymond Aron, le spectateur engagé du siècle

Je me suis dès longtemps reconstruit ma biographie intellectuelle :
avant la classe de philosophie, la nuit ;
à partir de la classe de philosophie, la lumière.
Raymond Aron[1]

Un intellectuel engagé dans le siècle

Ce premier chapitre a un double objectif : brosser sommairement le portrait d'Aron[2], intellectuel du vingtième siècle et présenter les principaux traits de son engagement européen. Ce chapitre est un prérequis pour la compréhension des suivants. Il ouvre cette étude par une approche « biographique », en mettant en relief les origines intellectuelles de son parcours (et notamment l'Allemagne des années 30). Il présente les analyses générales d'Aron sur la construction européenne et, pour finir, met à mal le principal cliché sur son engagement européen : son scepticisme latent. Ce dernier point, nous le verrons, est plus complexe et nuancé.

1 Raymond Aron, *Mémoires*, op. cit., p.19.

2 Sur ses années de formation ou sur la place d'Aron comme intellectuel dans le siècle, le lecteur pourra se référer à : Raymond Aron, *Mémoires*, op. cit. ; Nicolas Baverez, *Raymond Aron. Un moraliste au temps des idéologies*, Paris, Flammarion, 1993, 542 p., réédition Paris, Flammarion, « Champs », 1995 ; Jean-François Sirinelli, *Deux intellectuels dans le siècle, Sartre et Aron*, Paris, Fayard, 1995, 396 p. et de du même auteur : *Génération intellectuelle : Khâgneux et normaliens dans l'entre deux guerres*, Paris, PUF, 1994, 720 p.

Né le 14 mars 1905, Aron découvre la philosophie au cours de l'année scolaire 1921-1922. Celle-ci va faire naître l'homme avant que la politique ne fasse naître le citoyen. Après une Khâgne au Lycée Condorcet, il intègre en 1924, la même année que Sartre, l'Ecole Normale Supérieure de la rue d'Ulm. Après un diplôme d'études supérieures sur *La Notion d'intemporel dans la philosophie de Kant* (1927), il étudie la biologie, et tout particulièrement la génétique.

Paul Nizan, Emmanuel Mounier, Jean-Paul Sartre et Raymond Aron, tous nés en 1905, obtiennent l'agrégation de philosophie en 1928 (en 1929 pour Sartre). Aron subit l'influence des maîtres à penser français de l'époque : Alain, Bergson, Brunschvicg. Athée et pacifiste, il est déjà politisé. Il vote, suit les débats parlementaires et est inscrit un court moment (1926) à la SFIO.

Le jeune agrégé de philosophie découvre la politique en Allemagne (nous reviendrons sur ce séjour capital outre Rhin) et sera vite prêt à affronter les excès d'un siècle de guerres, de troubles et de progrès. Le virus de la politique et la passion du journalisme, vont en faire un intellectuel du siècle, vivant et commentant l'histoire se faisant.

En septembre 1944, de retour à Paris (il fut à Londres de juin 1940 à septembre 1944, nous reparlerons de cet épisode important de sa vie) Aron refuse la proposition de poste de l'université de Bordeaux. Contaminé par le virus de la politique, il comprend que le journalisme est le moyen pour faire partager ses espérances, ses convictions et ses hésitations. La politique implique non pas morale mais responsabilité, intentions et conséquences :

> J'avais compris et accepté la politique en tant que telle, irréductible à la morale; je ne cherchais plus, dans des propos ou dans des signatures, à donner la preuve de mes bons sentiments. Penser la politique, c'est penser les acteurs, donc analyser leurs décisions, leurs fins, leurs moyens [...] Le national-socialisme m'avait enseigné la puissance des forces irrationnelles, Max Weber la responsabilité de chacun, non pas tant la responsabilité de ses intentions que celles des conséquences de ses choix.[3]

3 *Ibidem*, p. 79.

L'analyse des relations internationales[4] et le commentaire de la chose politique répondent au mieux au désir intellectuel d'Aron de se confronter à l'histoire en marche et de penser l'histoire de façon critique. Son séjour en Allemagne, l'expérience de la guerre, la lecture de Machiavel ont conduit Aron dans cette voie selon Jean-Guy Prévost : « (…) c'est là en effet qu'apparaît avec le plus de netteté le caractère dramatique de l'existence humaine[5] ». Dans ses éditoriaux quasi quotidiens, Aron délivre une information nourrie de ses analyses, de ses interrogations et de ses propositions. Son premier travail est de replacer l'information dans son contexte. Il fournit à ses lecteurs les données et outils pour mieux comprendre et les incite à la réflexion. Il pointe les écueils à éviter et les invite à élaborer leur propre jugement. Ses analyses, qu'il veut objectives[6], prolongent et éclairent les problèmes de la cité. Il ne néglige jamais le poids des institutions, la logique des situations, la subtilité de la diplomatie, les passions du citoyen et même les incertitudes de l'homme d'État.

Choisir l'éditorial n'est pas anodin. Cet exercice de style, dans la forme et le fond, est le format qui se rapproche le plus du caractère professoral d'Aron et de son souci de transmission. Avec ses éditoriaux, Raymond Aron, simple universitaire en 1945, commence à affirmer son rôle d'après-guerre : l'éditorialiste du *Figaro* à partir de 1947, allait devenir un des principaux commentateurs politiques en France de la cinquième République.

En définitive, à la question : « Qu'est-ce qui fait courir Raymond Aron ? » que posait Viansson-Ponté dans un article du *Monde* consacré aux *Etapes de la pensée sociologique*, Aron y répond lui-même lorsqu'il s'interroge sur sa carrière : « À coup sûr, si j'avais regagné l'université en 1945, si j'avais été élu en 1947 à la Sorbonne, si j'avais

4 Notons pour l'anecdote que Jean-Baptiste Duroselle adressera un courrier à Raymond Aron en 1958 en le présentant comme « maître dans le domaine des relations internationales ». Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 68, lettre datée du 27 juin 1958. Jean-Baptiste Duroselle et Raymond Aron font un séminaire ensemble à Sciences Po, au CERI, centre fondé en 1952 par Jean Meyriat et Jean-Baprtiste Duroselle et que ce dernier dirige entre 1958 et 1964

5 Jean-Guy Prévost, Compte rendu de *Machiavel et les tyrannies modernes* de Raymond Aron, Paris, Editions de Fallois, 1993, 435 p, paru dans Politique et Sociétés, Volume 16, numéro 3, 1997, p. 153-155

6 Aron s'est toujours efforcé d'écrire de la manière la plus objective possible. Lorsque les sentiments transparaissent, comme dans un de ses articles de De Gaulle, Israël et les juifs, il indiquera: « Le fait est que j'ai écrit alors un article pathétique (…) Pour une fois, c'était un article passionné. » Raymond Aron, *Le Spectateur engagé*, Entretiens avec Jean-Louis Missika et Dominique Wolton, Paris, Julliard, 1981, p. 242.

renoncé au journalisme, j'aurais écrit d'autres livres. [...] Mon œuvre d'analyste et de militant, au service de la liberté, compense ces pertes[7]». Aron sera cependant un professeur reconnu dans le monde entier. Pas moins de sept universités, dont quatre européennes lui discernèrent un *Doctorat honoris causa.*

De 1933 à 1983, il a vécu en « spectateur engagé » l'une des périodes de l'histoire les plus déraisonnables et les plus riches en illusions. Etudiant, il vit les grandes heures de l'Ecole Normale Supérieure avec Sartre et Nizan. Il enseigne en Allemagne quand Hitler arrive au pouvoir et correspond avec des revues françaises publiant ses analyses politiques sur la montée du nazisme et sur l'Europe en péril. Dès 1940, il se retrouve à Londres avec de Gaulle et écrit des articles, sur la guerre et sur la possible reconstruction de l'Europe à venir. Enfin, après 1945, il est au centre de tous les grands événements et des débats intellectuels : évolution des relations internationales, défi communiste, avenir des démocraties, guerres coloniales, révoltes étudiantes, stratégies militaires et nucléaires et construction européenne. La carte géopolitique du monde se transforme avec de nouveaux gendarmes d'un nouvel ordre international, de nouvelles perspectives et des anciennes grandes puissances devant tout reconstruire. En homme du politique, Aron a-t-il simplement été un intellectuel tel que le définissent Pascal Ory et Jean-François Sirinelli dans les premières pages de leur livre « un homme du culturel, créateur ou médiateur, mis en situation d'homme du politique, producteur ou consommateur d'idéologie[8] » ? Créateur ou médiateur, Aron n'en est pas moins un homme qu'on aime écouter : « De petite taille, pâle, chauve, sans beauté, mais non sans charme, le regard ironique, Aron s'exprime d'une voix bien timbrée, posée harmonieuse, qui fait de ce pédagogue de haute intelligence et de passion contenue un éveilleur fascinant[9] ». Michel Winock cite Alain Besançon :

> […] se forma le noyau stable, l'agrégat, la bande si l'on veut, des aroniens : Jean Baechler, Jean-Claude Casanova, Annie Kriegel, Eugène Fleischmann, Ion

7 Raymond Aron, *Mémoires*, op. cit., p. 733.
8 Pascal Ory, Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels en France de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Collin, 1996, 270 p.
9 Michel Winock, *Le siècle des intellectuels*, Paris, Seuil, 1997, 695 p., p. 586.

> Elster, Martin Malia, Pierre Manent, Raymonde Moulin, Kostas Papaïoannou, François Bourricaud, Raymond Boudon, Georges Liébert, Jérôme Dumoulin.[10]

Il peut prétendre à la place de « personnalité intellectuelle ». Il le doit non seulement à sa carrière universitaire[11], à son travail philosophique ou sociologique et à ses éditoriaux du *Figaro*. Il a, comme son « petit camarade », la légitimité universitaire suprême de la rue d'Ulm et de l'agrégation. Néanmoins, il ne dispose pas, comme Sartre ou Camus, de l'arme qui ouvre à l'intellectuel un public plus large et varié : l'œuvre de fiction, romanesque ou théâtrale. Aron a dû attendre la publication de ses *Mémoires*, quelques mois avant son décès, pour obtenir son premier succès populaire. José Colen, dans un article de 2013, précise : « Il a presque toujours eu le malheur d'être juste au mauvais moment, jusqu'en 1981, où il peut enfin dire, avec un peu d'humour, qu'il n'est pas le dernier des libéraux. En fin de compte, dit-il, *je suis même devenu à la mode* [12]».

Quant à sa place parmi les intellectuels, ses engagements politiques l'ont souvent desservi. À l'heure de la Libération et de la reconstruction nationale et même jusqu'aux années soixante, il n'est pas de bon ton d'être farouchement anticommuniste et nettement atlantiste. Non content de réunir ces deux caractéristiques, Aron s'engage politiquement et adhère au RPF. Il est nommé par de Gaulle au Comité d'études et au Conseil national du parti. Assimilé à un ralliement au fascisme par les intellectuels du PCF, ce choix génère pour Aron une rupture nette. Ses prises de position l'isolent et Nicolas Baverez évoque, à ce sujet, «l'héroïsme d'un homme seul contre tous au cœur de la guerre froide[13]». Mépris et condamnation, Aron les sous-entend lui-même :

> Quand on dénonçait les crimes de Staline en 1949, on était mis au ban de la gauche bien pensante? Quand on plaidait pour le plan Marshall on était un agent américain (mais le plan Marshall a permis la reconstruction et assuré l'indépendance économique de l'Europe). Quand, en 1954, on souscrivait au réarmement de la République fédérale et à l'unité de la petite Europe, on en

10 Alain Besançon cite les inconditionnels des séminaires d'Aron, rue Raspail.
11 Aron est élu à la Sorbonne en 1955, comme directeur d'études à l'Ecole pratique en 1966 et au Collège de France en 1970.
12 José Colen, « Raymond Aron : l'homme et son œuvre », *Contrepoints*, octobre 2013, http://www.contrepoints.org/2013/10/17/142935-raymond-aron-lhomme-et-son-oeuvre
13 Nicolas Baverez, *Raymond Aron*, op. cit., p. 19.

était au bord de la trahison et on en franchissait le seuil quand, en 1957, on déclarait inévitable l'indépendance de l'Algérie.[14]

Jean-François Sirinelli évoque l'ostracisme[15] dont a souffert Aron et Régis Debray parle d'intolérance et de mépris :

> […] Sa légende est née du retournement de l'esprit public, il a été porté par le refus idéologique de la gauche. Or, en France, on ne peut vivre que dans la logique du Diable et du Bon Dieu. C'est vrai, il y a eu une grande intolérance vis-à-vis de lui, il a été traité par le mépris (qu'il ne méritait pas), il n'a pas commis d'indignité. Il tranchait avantageusement dans l'hystérie générale. Il a été la charnière entre le milieu universitaire et médiatique. C'est l'intermédiaire, le traducteur, le médiateur, soit l'intellectuel en sa fonction première : non pas créateur, mais divulgateur.[16]

L'intelligentsia reconnaîtra pourtant, dans les années soixante-dix, les vertus de ce travail de réfutation de l'aveuglement à la foi communiste. Pierre Hassner résume ces vertus ainsi :

> Aux craintes des uns et des autres, Aron oppose un refus nuancé mais ferme, du millénarisme catastrophique. Le même refus qu'il opposait hier aux utopies, idylliques ou révolutionnaires. Il conclut son analyse de la dissuasion et de la maîtrise des armements, des États-Unis et de l'Union soviétique, en confirmant le diagnostic qu'il avait été le seul à formuler avec cette lucidité tranquille en 1947. A nous d'en tirer la leçon par laquelle il concluait *Le Grand Schisme* : Cessons de rêver et retournons à la tâche quotidienne.[17]

Retourner à la tâche quotidienne, c'est proposer des solutions avec réalisme et modération. La critique ne peut être critique en soi, elle doit nécessairement être constructive en réfléchissant aux différents scénarii : « Je me suis efforcé, le plus souvent […] de suggérer aux gouvernants ce qu'ils devraient ou pourraient faire. Parfois

14 Raymond Aron, «L'alliance atlantique est conforme à la nature des choses», *Le Figaro*, 12 mars 1963.
15 Jean-François Sirinelli, Deux intellectuels dans le siècle, Sartre et Aron, op. cit., p. 16.
16 Entretien entre Régis Debray et Rémy Rieffel. *Les intellectuels sous la V^e^ République*, tome 3, de Rémy Rieffel, Paris, Pluriel, 1995, p. 135.
17 Pierre Hassner, préface, p. 9, Raymond Aron, *Les dernières années du siècle*, Paris, Julliard, *Commentaire*, 1984, 249 p.

je savais mes suggestions inapplicables à court terme. Du moins en influant sur l'opinion, je contribuais à faciliter l'action à mes yeux souhaitable[18]».

Cette ascèse scientifique l'a, de facto, rangé dans la case de l'intellectuel froid, sans cœur et sans âme. Raymond Aron s'est efforcé de concilier ses convictions et sa responsabilité d'intellectuel en cherchant à répondre à deux questions simples d'orientation kantienne : Que pouvons-nous espérer ? Que pouvons-nous faire ?

Ce souci de responsabilité est doublé chez Aron d'une conscience historique et d'un incessant combat contre l'idéologie.

Cette problématique est relevée dans *La sociologie allemande contemporaine*. Il définit ainsi l'idéologie et ses difficultés intrinsèques : « Sont considérées comme idéologie les idées (fausses) qui servent de justification ou d'armes aux classes sociales.[19]» Dans *Démocratie et totalitarisme* près de 30 ans plus tard, il apporte une définition complémentaire, l'idéologie comme philosophie de l'histoire : « J'appelle ici idéologie une représentation globale du monde historique, du passe, du présent et de l'avenir, de ce qui est et de ce qui doit être.[20] »

Dans *L'opium des intellectuels* (1955), il va à l'encontre d'une idéologie fanatique qui refuse le débat sain où les différents bords acceptent de prendre en considération les arguments de l'autre : « L'intellectuel ne refuse pas l'engagement et, le jour où il participe à l'action, en accepte la dureté. Mais il s'efforce de n'oublier jamais les arguments de l'adversaire, ni l'incertitude de l'avenir, ni les torts de ses amis, ni la fraternité secrète des combattants[21] », et un peu plus loin : « Socialiste ou libéral, conservateur ou progressiste, l'intellectuel non fanatique, n'ignore pas les lacunes de son savoir. Il sait ce qu'il voudrait, il ne sait pas toujours ni par quels moyens ni avec quels compagnons l'atteindre[22] ».

18 Raymond Aron, *Mémoires*, 50 ans de réflexion politique, Paris, Julliard, 1983, 770 p., p. 59.
19 Raymond Aron, *La sociologie allemande contemporaine*, op. cit., p. 91.
20 Raymond Aron, *Démocratie et totalitarisme*, Paris, 1965, Gallimard, Folio Essais, réédition de 2003, 370 p., pp. 164-165. Cet ouvrage reprend des leçons professées en Sorbonne en 1957-1958.
21 Raymond Aron, *L'opium des intellectuels*, op. cit.,, p. 311.
22 *Ibidem*, p 333.

Aron critique, dans un article de la revue *Preuves* publié en mai 1956[23], une posture intellectuelle qui met en valeur l'irréalisable quand lui se cantonne au domaine du possible :

> Beaucoup des écrits que l'on baptise «constructifs» me paraissent aussi futiles que les plans d'un État universel ou d'un statut nouveau des entreprises. On appelle constructifs les projets mêmes irréalisables, négatives les analyses qui tendent à cerner le possible et à former le jugement politique – jugement par essence historique et qui doit viser le réel ou fixer un objectif accessible.[24]

Quelques lignes plus loin, il dénonce la facilité de « […] substituer à l'ingrate enquête sur le réel le coup de force verbal[25] » pour appeler de ses vœux une critique utile : « Dès lors, la critique qui dissipe la nostalgie d'un bouleversement bénéfique, fraie la voie à l'effort de construction[26] ». Pour Aron, l'intellectuel a dans la cité, parce qu'il est écouté, une responsabilité encore plus grande. Il reviendra à plusieurs reprises, au sein de *Paix et guerre entre les nations*, sur cette condition de l'intellectuel : « La morale du citoyen ou du meneur d'hommes ne peut jamais être qu'une morale de la responsabilité, même si des convictions, transcendantes à l'ordre de l'utile, animent cette recherche du meilleur et en fixent les buts[27]».

Dans *Plaidoyer pour l'Europe décadente* en 1977, il précise qu'il veut penser le monde tel qu'il est et non « dissimulé par les idéologies[28] ». L'idéologie ne doit pas empêcher l'usage de la raison et de la critique « […] l'Union soviétique que l'idéologie absout, par définition, du péché d'impérialisme[29] ». Démystificateur du concept même de l'idéologie, il la combat pour les déviances qu'elle provoque : démagogie, ignorance des faits, aveuglement critique, extrémisme, fanatisme intellectuel, vanité des prophéties et idéocratie.

---

23 Raymond Aron, « Le fanatisme, la prudence et la foi », *Preuves*, mai 1956, repris dans *Marxismes imaginaires*, 1970, Paris, Gallimard, pp. 107-146. Nous soulignons l'importance de cet article pour appréhender l'itinéraire intellectuel d'Aron.
24 *Ibidem*, p. 122.
25 *Ibidem*, p. 129.
26 *Ibidem*, p. 132.
27 Raymond Aron, *Paix et guerre entre les nations*, op. cit., p. 620.
28 Raymond Aron, *Plaidoyer pour l'Europe décadente*, op. cit., p. 23.
29 *Ibidem*, p. 267.

Vingt ans plus tôt, il récusait déjà le déterminisme historique : « Que l'on avoue l'ignorance de la fin, la légitimité partielle des causes contradictoires : on atténuera les rigueurs d'un dogmatisme qui tranche au nom de la vérité. Qui prétend formuler un verdict définitif est un charlatan[30] ».

Cette conscience historique, ce refus du déterminisme et cette éthique de la responsabilité, parmi ses traits de caractères, ont une date et un lieu de naissance précis : Jean-François Sirinelli, dans un article de *Vingtième siècle* de 1984 consacré aux années 1923-1933, a très bien exprimé en peu de mots les conséquences du séjour en Allemagne d'Aron : « […] l'intellectuel adulte saisi par l'Allemagne d'Adolf Hitler et de Max Weber[31] ». Il découvre le marxisme, la sociologie weberienne, la politique et le tragique de l'histoire se faisant : autant de concepts et d'auteurs qui l'amenèrent à élaborer un sujet de thèse sur les limites de l'objectivité historique, entre déterminisme et relativisme. Il n'hésite pas à qualifier sa découverte de la culture allemande de « choc au premier abord surprenant[32] ». Il lit Kant, *Le Capital*, découvre Husserl[33] et sa méthode de phénoménologue et Heidegger. A son retour en France, il fera découvrir ces deux derniers auteurs à Sartre. Pour certains, cette transmission sera considérée comme une étape clé de la pensée française.[34]

A propos de Max Weber et de la sociologie allemande, ses louanges sont nombreuses : il parle de fascination, d'éblouissement et d'émerveillement. Il a trouvé en Weber la réponse à ses interrogations : « C'est chez Max Weber que j'ai trouvé ce que je cherchais : un homme qui avait à la fois l'expérience de l'histoire, la compréhension de la politique, la volonté de la vérité, et au point d'arrivée : la décision et l'action[35] ».

30 Raymond Aron, *L'opium des intellectuels*, op. cit., p. 143.
31 Jean-François Sirinelli, « Raymond Aron avant Raymond Aron (1923-1933) », *Vingtième siècle*, Paris, vol. 2, 1984, p. 15-30. Disponible en ligne : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/xxs_0294-1759_1984_num_2_1_1666
32 Raymond Aron, *Mémoires*, op. cit., p. 54.
33 *Ibidem*, p. 64.
34 Voir à ce sujet, Jean-François Chanlat, « Raymond Aron : l'itinéraire d'un sociologue libéral », In : Sociologie et sociétés, Volume 14, numéro 2, octobre 1982, p. 119-133.
35 Raymond Aron, *Le spectateur engagé*, entretiens avec Jean-Louis Missika et Dominique Wolton, Paris, France Loisirs, 1982, p. 38.

Certes, il a pu lire les auteurs allemands durant ses années à Ulm, mais le séjour en Allemagne a révélé toute leur puissance et leur pertinence : ce qu'il lit, il le vit au quotidien. Prenons un peu de temps pour mettre en valeur ces concepts opératoires dont Aron se servira comme outils d'analyse de l'actualité et de l'histoire à partir de 1945.

Au même titre que tout étudiant en sociologie a dans sa bibliothèque *Les étapes de la pensée sociologique*[36], tout lecteur désireux d'étudier la nature et les apports de la sociologie allemande pourra se référer au petit livre écrit pendant sa thèse : *La sociologie allemande contemporaine*[37] publié en 1936.

La sociologie historique allemande a deux mérites selon Aron. Elle révèle les thèmes de la philosophie de l'histoire dans l'Allemagne des années trente : pluralité des cultures, vieillissement des sociétés humaines et distinction entre culture et civilisation. Aron évoque ici notamment le succès en Allemagne du livre *La décadence de l'Occident* de Spengler dont nous reparlerons plus tard au cours de cette étude. Son deuxième mérite est de nous aider à prendre en considération les interprétations historiques multiples et l'histoire en train de se faire.

Ce livre précieux donne une large place à Max Weber. Ce chapitre serait incomplet sans une halte sur l'auteur qui a le plus marqué Aron. Quels sont les concepts de Weber qu'il utilisera toute sa vie ?

L'apport des concepts de Max Weber

Action, décision et désenchantement du monde

Le sociologue allemand a dépoétisé le monde de la nature et celui des hommes. Dans *La sociologie allemande contemporaine,* Aron définit ainsi l'action selon Weber : « Est action toute conduite à laquelle un individu lie une signification[38] ».

La décision et l'action peuvent mener vers le désenchantement du monde. Dans sa préface au livre de Max Weber, *Le savant et le politique,* Aron précise que « (…) le

36 Raymond Aron, *Les étapes de la pensée sociologique*, Paris, Gallimard, Bibliothèque des sciences humaines, 1967.
37 Raymond Aron, *La sociologie allemande contemporaine*, Paris, PUF, 1936, 2e édition de 1950.
38 *Ibidem*, p. 142.

désenchantement du monde par la science continue[39] ». La science dépouille le monde de ses charmes, lui fait craqueler son vernis et oblige à regarder le monde tel qu'il est. Elle ne permet pas à l'homme de se désengager de son obligation de choisir, de décider et d'agir. Il indique que la science ne donne pas de l'univers « une image achevée, dans laquelle on pourrait lire notre destin ou notre devoir[40] ».

Contre le positivisme de Durkheim, Aron rejoint Weber. Pour lui, les phénomènes sociaux sont les conséquences d'actions individuelles. Il accorde une place prépondérante aux hommes, à leurs décisions et actions. Une fois la décision prise, l'action doit être résolue même si des menaces et incertitudes pèsent sur l'avenir.

Cette acceptation du monde tel qu'il est, non mythifiée, Aron le proclame lorsqu'il évoque, à propos de Max Weber[41], les règles constitutives d'une communauté des sciences sociales. Quelles sont-elles ? En premier lieu, la distinction entre fait et interprétation, ou tout au moins dans la recherche de la distinction entre ces deux thèmes ; ensuite la prise de conscience de la limite de validité de toute théorie. Il faut remettre en question les méthodes mêmes de la recherche et de la connaissance. Aron indique comme troisième règle « l'absence de restriction au droit de dépoétiser le réel ».

Dans un entretien avec Joachim Stark en 1981, Aron rappelait ce qu'il avait très souvent martelé :

> Il y a le choix d'un type de société, ce qu'on ne trouve jamais chez Sartre. On choisit ou bien d'être révolutionnaire, ou bien d'être dans la société où nous sommes. Et ensuite, il y a, dans cette société que nous acceptons, des décisions à prendre. Et on s'engage après un choix et une décision.[42]

La distinction entre inspiration et responsabilité

L'inspiration est l'acte d'agir selon notre conviction. La responsabilité est vouloir orienter le monde dans un sens voulu, triompher du déterminisme, tout en essayant d'en

39 Raymond Aron, préface de Max Weber, *Le savant et le politique,* op. cit., p. 18.
40 *Ibidem*, p. 19.
41 Voir à ce sujet : Raymond Aron, « Science et politique chez Max Weber et aujourd'hui », texte de 1952 repris dans *Les sociétés modernes*, Paris, Puf, 2006, et notamment p. 193
42 Raymond Aron, « Sur mon éducation philosophique », entretien avec Joachim Stark, *Commentaire*, n°140, hiver 2012-2013, 1043-1055. Il s'agit d'un entretien réalisé par Joachim Stark (et publié dans son livre en 1986) les 7 et 14 octobre 1981.

prévoir les conséquences et d'en tenir compte. La valeur de nos actes tient non seulement à nos intentions mais aussi à leurs conséquences.

Weber dénonce la morale de la conviction en prenant pour exemple les révolutionnaires ou les partisans du pacifisme intégral, deux aspects de la négation de l'action responsable. Lucidité, responsabilité et volonté sont nécessaires chez l'homme politique pour agir et diriger un pays. En conséquence, l'angélisme sur la nature humaine n'est plus de mise.

En accord avec Weber, Aron en fera état dans ses écrits et engagements. Citons deux exemples. Dans son livre *L'opium des intellectuels* paru en 1954, il reproche à la caste des intellectuels de céder à la mythologie et à l'aveuglement idéologique. D'autre part, son combat contre le pacifisme des années 80 est l'expression d'un engagement, selon lui, responsable.

Le tragique de l'homme politique est de devoir composer avec sa conviction et son sens de la responsabilité : « L'action politique n'est rien si elle n'est l'effort inlassable pour agir dans la clarté et n'être pas trahie par les suites des initiatives qu'elle a prises. La morale de l'homme d'action est bien celle de la responsabilité[43] ».

Explication et compréhension

Pour appréhender les actions et le monde, la sociologie allemande (notamment Dilthey et Weber) nous apporte les concepts d'explication et de compréhension. L'explication est un mode de connaissance dédié aux sciences de la nature, la compréhension, quant à elle, détermine les raisons et motifs propres aux sciences humaines. La compréhension comprend aussi une part d'interprétation. Il s'agit donc de déterminer quelle part de vérité est susceptible d'être atteinte ?

L'explication causale pour Weber est la seule méthodologie pour prétendre à l'objectivité de la science et à sa validation universelle. Aron écrit dans *La sociologie allemande contemporaine* à propos de Weber « La compréhension d'une œuvre d'art,

43 Raymond Aron, préface de Max Weber, *Le savant et le politique*, op. cit., p. 32.

d'une création spirituelle, d'une conscience humaine n'était, à ses yeux, qu'une analyse de valeur. La science authentique est causale[44] ».

Pour le savant allemand, les faits et valeurs sont hétérogènes et toute hiérarchie de valeurs est indémontrable. L'incompatibilité des valeurs condamne l'humanité à se déchirer. Aron réfute ces prises de position extrêmes et n'est pas aussi pessimiste que Weber.

Cette nuance apportée, Aron souligne l'importance de l'explication causale avec la question : « Que se serait-il passé si… ? ». Il se servira à de multiples reprises de cette interrogation méthodologique au sein de ses éditoriaux. Néanmoins, les liaisons causales peuvent être équivoques. La spécificité des sciences de l'homme pour Aron est bien de comprendre ce qu'il s'est passé (les événements et les acteurs), comprendre les motivations, les intentions mais aussi les décalages avec les résultats effectifs. L'analyse des faits permet dans ce sens de faire la distinction nécessaire entre intentions, actions et conséquences.

Le pluralisme des interprétations historiques

Plus globalement, Weber entreprend une réflexion sur l'histoire. En s'attachant à la compréhension des motifs de l'action et de l'explication causale, l'historien conscient des limites de l'objectivité historique, acquiert une distance indispensable et se tient éloigné de l'idéologie et de l'idéocratie.

Weber a une « vision de l'histoire universelle, la mise en lumière de l'originalité de la science moderne et une réflexion sur la condition historique ou politique de l'homme[45] ». Il rejette le déterminisme et propose le pluralisme des interprétations historiques. Aron fait sienne la critique de Weber à propos du marxisme : celui-ci fait l'erreur de croire que l'objectif de la science serait de mettre en valeur un principe unique d'explication de l'histoire. L'Histoire n'obéit pas nécessairement aux idées de la Raison.

En s'appuyant sur le pluralisme des interprétations historiques de Weber, Aron réfute les philosophies de l'histoire. Il met dos à dos une unité historique hypothétique du devenir

44 Raymond Aron, *La sociologie allemande contemporaine*, op. cit., p. 119.
45 Raymond Aron, *Mémoires*, op. cit., p. 70.

de l'humanité et une pluralité absolue des histoires humaines. Il rejette le matérialisme de Marx tout autant que la conception spenglerienne des civilisations sans lien entre elles.

Dans la lignée du savant allemand, Aron entreprend la recherche d'une voie médiane dépassant le positivisme définitif et l'historisme à outrance qui conduit à une dissolution de l'objet historique. Cette recherche d'une troisième voie est la problématique fondamentale du travail de thèse d'Aron et de toute sa recherche épistémologique. Dans ses *Mémoires,* il rappelle que c'est en lisant Weber qu'il perçut ses « débats de conscience[46] » et ses « espérances[47] ».

Weber, Marx, Clausewitz et tant d'autres : Pourquoi la culture et les auteurs allemands ont eu autant d'importance pour l'itinéraire intellectuel de Raymond Aron ? Bien sûr, il y a des contingences temporelles et spatiales : Aron a vécu la montée du nazisme, sur place, entre 1930 et 1933.

Néanmoins, il y a une autre explication moins circonstancielle. Serge Paugam indique que son intérêt « […] s'explique en partie par le lien que les auteurs allemands ont entretenu avec des disciplines voisines telles que l'histoire, l'économie et le droit et par la dimension philosophique des questions qu'ils ont posées, en particulier dans le domaine de la connaissance historique[48] ». La recherche de la connaissance historique, selon Aron, a amené Weber à vivre « […] intensément la destinée qui est la nôtre, avec la crainte que l'individu ne disparaisse dans l'appareil bureaucratique, la liberté dans une économie rationnelle et la personne dans le régime des masses. Moment du destin allemand, il marque aussi une étape de la conscience européenne[49] ». De quelle étape s'agit-il ? Il s'agit de l'étape difficile où la rationalisation, le régime de production et la spécificité du travail peuvent entrainer la perte du sens et la dégénérescence d'une conscience collective. C'était un précoce mais juste cri d'alarme pour la civilisation

46 *Ibidem*.
47 *Ibidem*
48 Serge Paugam, « Introduction à Raymond Aron », In : Raymond Aron, *Les sociétés modernes*, Paris, PUF, 2006, p. 14.
49 Raymond Aron, *La sociologie allemande contemporaine*, op. cit., p. 153.

occidentale, au regard des crises de sens et de l'histoire que l'Europe allait vivre dans la seconde partie du XX^{e} siècle.

Le primat du politique

> Par rapport à l'homme, le politique est plus important que l'économique, pour ainsi dire par définition, parce que le politique concerne plus directement le sens même de l'existence.[50]

Que veut dire Aron quand il évoque le « sens même de l'existence » ? Dans cette citation de *Démocratie et Totalitarisme* (1965), il prend appui sur l'économie pour définir le politique. A partir de Marx notamment, il édifie sa théorie de la société industrielle. Il est rare qu'un intellectuel non marxiste n'ait autant lu, étudié et écrit sur Marx[51] qu'Aron. Il se sert des idées de l'économiste allemand comme d'un levier, un contrepoids pour bâtir ses propres réflexions. Le marxisme le convint que la réforme vaut mieux que la révolution, qu'une société de type libéral (concurrence des marchés, partis multiples) est le régime qui se rapproche le plus de la démocratie.

Aron démontre que le modèle soviétique et le modèle occidental sont les deux parties d'un même ensemble. La différence n'est pas économique mais sociale et politique : il existe une élite diversifiée dans le monde occidental et une élite unique dans le monde communiste. La comparaison entre les deux modèles révèle que « (…) la structure des catégories dirigeantes et non le rapport des classes détermine l'essence des régimes économico-politiques[52] ». Aron définit l'autonomie du politique :

> Influencé par tous les autres systèmes, le sous-système politique a ses lois propres de fonctionnement et de développement, et, à son tour, il influence tous les autres puisque c'est par lui que sont prises les décisions visant atteindre les objectifs de la collectivité tout entière.[53]

50 Raymond Aron, *Démocratie et totalitarisme*, op. cit., p. 35.
51 Il a consacré deux cours à Marx : en 1962-1963 à La Sorbonne, et en 1976-1977 au Collège de France.
52 Raymond Aron, « Classe sociale, classe politique, classe dirigeante », *Archives européennes de sociologie*, t. 1, n°2, p. 276.
53 Raymond Aron, *Etudes Politiques*, Paris, Gallimard, 1972, p 285.

Cette autonomie du politique ainsi légitimée nous semble quelque peu fragile. Il faut se référer à un autre article pour donner un peu plus de profondeur à cette réflexion. Dans « Thucydide et le récit des événements[54] » paru en 1961, Aron confirme que les sociétés modernes sont économiques, en ce sens où le développement de l'industrie est à la fois un objectif, un indicateur de réussite et une fatalité. Néanmoins, c'est de la rivalité de puissance entre États, donc de la politique, que sont nées les grandes décisions de ce siècle. Dans ce sens, l'ordre politique est « irréductible » et « (...) garde une autonomie qui justifie l'histoire politique et que nous rappelle l'œuvre de Thucydide[55] ». Il précise un peu plus loin que la rapidité des changements tient à l'influence grandissante des Etats sur la conduite des sociétés. Les États, ce sont aussi les hommes et femmes qui les composent et les dirigent. Les hommes et femmes au pouvoir : « imposent un style, des objectifs, une certaine répartition des ressources (…).[56] »

Dans les années soixante-dix, il retrouvera la question du primat du politique face au pouvoir militaire par l'étude de Clausewitz. Le stratège prussien du XIX^{e} siècle affirme que l'autorité suprême, dans la conduite de la guerre, revient au chef d'État et non aux généraux.

Franciszek Draus[57] dans son article, « Raymond Aron et la politique » (1984), relève les trois arguments d'Aron pour affirmer l'autonomie du politique. Sur le plan méthodologique, Aron refuse toute analyse causale unilatérale pour adopter l'hypothèse de l'interdépendance. L'économie ne détermine pas le politique, le politique ne détermine pas l'économie. Il n'y a pas de déterminisme mais bien des relations d'interdépendance réciproque. D'un point de vue sociologique, les dirigeants politiques représentent une catégorie particulière et autonome. Enfin, le politique est la caractéristique majeure de la société et la condition de coopération entre les hommes et femmes.

54 Raymond Aron, « Thucydide et le récit des événements » *History and Theory*, Vol. 1, No. 2. (1961), pp. 103-128. Voir : http://links.jstor.org/sici?sici=0018-2656%281961%291%3A2%3C103%3ATELRDE%3E2.0.CO%3B2-7

55 *Ibidem*, p. 126.

56 *Ibidem*, p. 128.

57 Franciszek Draus, « Raymond Aron et la politique », *Revue française de science politique*, 34e année, n°6, 1984. pp. 1198-1210.

Si le politique est autonome et premier, nous ne l'avons pas encore défini avec précision. Dans le même article cité quelques lignes plus haut, « Thucydide et le récit des événements », il évoque la dualité anglo-saxonne de p*olicy* et de *politics*. *Policy* est le plan d'action de toute entreprise pour développer son domaine d'activité. *Politics* désigne au sens large : « (…) dans tous les domaines de l'existence sociale, les plans d'actions, conçus par des hommes en vue d'organiser ou de commander d'autres hommes.[58] ».

La politique est l'art d'organiser la vie en communauté. Le citoyen prend une part active au régime politique de sa cité :

> Le citoyen se réalise dans la politique parce qu'il veut soit agir sur des concitoyens dans le cadre du régime, soit établir ou modifier un régime tel que les relations des individus entre eux soient conformes à l'idée qu'il se fait de l'homme, de la liberté ou de la moralité.[59]

La ou le politique est la tension, le dialogue conflictuel (au sens dialectique du terme) entre les citoyens. Le politique est l'accomplissement et la réalisation de l'individu.

Les césures de son parcours

Nous l'avons déjà mentionné un peu plus haut : il faut considérer son séjour en Allemagne comme un choc, non seulement pour l'intellectuel, mais aussi et surtout pour le citoyen[60].

En 1930, jeune universitaire, agrégé de philosophie, Aron entreprend le traditionnel séjour en Allemagne. Au printemps, il obtient un poste d'assistant de français à l'université de Cologne auprès de Léo Spitzer pour une durée de dix-huit mois. Il sera ensuite jusqu'à l'été 1933 pensionnaire à l'Institut français à Berlin.

« Un jour sur les bords du Rhin, je décidai de moi-même[61] ». Cette expression connue, a souvent été citée, tant il est vrai qu'en peu de mots, elle dit l'essentiel. Aron gardera

58 *Ibidem*, p. 106.
59 *Ibidem*.
60 Sur ce sujet, le lecteur pourra lire avec profit le chapitre « Le réveil de L'Histoire », pp. 97-152 dans : Jean-François Sirinelli, *Deux intellectuels dans le siècle, Sartre et Aron*, op. cit.,
61 Raymond Aron, *Mémoires*, op. cit., p. 53.

toute sa vie de cette époque une tendresse particulière : « De mes contacts avec cette jeunesse - en dépit des passions nationalistes de l'époque -, je retins une impression durable, une sorte d'amitié pour les Allemands, sentiment que le nazisme refoula et qui me revint après 1945 ».

En Allemagne, Aron assiste au basculement d'un pays et d'un régime et vit littéralement le « choc [62]» traduit par Toynbee : « History is again on the move ». À son arrivée, on compte 12 députés hitlériens. Quelques mois plus tard, ils sont plus de 100 à rentrer au Reichstag. Face au danger hitlérien Aron établit très vite un diagnostic ferme et réaliste et abandonne le pacifisme d'Alain, l'un de ses premiers maîtres. Georges Canguilhem écrit à ce sujet : « (…) il n'a pu s'empêcher de penser que, face à Hitler, ses maîtres, Alain et Brunschvicg, ne faisaient pas le poids[63] ». En 1977, interviewé sur cette période, il précise qu'il fut alors « définitivement purifié de l'idéalisme universitaire [64]».

Que retenir de cette période et quels sont les indicateurs de cette césure ? Jean-François Sirinelli évoque à juste titre : la rencontre avec l'Histoire[65] : un véritable bouleversement face à l'Histoire en train de se faire ; la précocité de la prise de conscience du péril nazi[66], il en fut le témoin direct ; « L'adieu au pacifisme »[67] ; la « perte de l'innocence[68] » avec le choix de l'action et de la responsabilité (choix de la politique) et l'adieu à l'incantation (ici en germe, est programmée sa rupture future, en 1947, avec son « petit camarade »)

62 *Ibidem*, p. 55.
63 Georges Canguilhem, « Raymond Aron et la philosophie de l'histoire, de Hegel à Weber », hommage à Raymond Aron, Ecole normale supérieur, 1989, In : Max Weber, numéro 7.
64 Raymond Aron, « L'homme en question », interview diffusée sur France 3 le 30 octobre 1977, disponible sur le site de l'INA : http://www.ina.fr/art-et-culture/litterature/video/I00019225/raymond-aron-l-experience-en-allemagne-pendant-la-montee-du-nazisme.fr.html
65 Jean-François Sirinelli, *Deux intellectuels dans le siècle, Sartre et Aron*, op. cit., voir p. 13 et p. 114.
66 *Ibidem*, voir p. 96.
67 *Ibidem*, p. 112.
68 *Ibidem*, voir p. 115.

Très tôt Aron se distingue, comme le rappelle Pierre Hassner[69], de ses contemporains en établissant un constat lucide sur les prétentions allemandes et la combativité des régimes démocratiques. Il découvre la politique, débarrassée de ses illusions ou mythes : « […] j'avais franchi une étape dans mon éducation politique […]. J'avais compris et accepté la politique en tant que telle, irréductible à la morale […][70]».

Il y a sûrement un peu de reconstruction historique, Aron l'admet bien volontiers dans ses *Mémoires.* L'historien peut être tenté par les césures nettes, les symboles, les dates. Néanmoins, il est rare dans le parcours d'un homme qu'un pays et qu'une rencontre intellectuelle avec des auteurs d'un pays différent du sien aient eu autant d'importance. On peut ici parler, sans exagération, d'initiation allemande à la politique. Dans un entretien télévisé, il évoque cette expérience fondatrice : « […] durant mon séjour en Allemagne, j'ai découvert le diabolique, la puissance, la politique[71] ». La montée du nazisme et son avènement, les discours et la frénésie des foules, son contact avec les étudiants allemands nationalistes lui ont donné la matière à une réflexion sociologique, politique et philosophique.

La première césure a donc un lieu et une date : Berlin, 1933. La deuxième césure de son parcours est toute aussi nette.

En 1945, le différend naissant entre les anciens alliés s'inscrit dans l'espace et la géographie. L'interférence de l'antagonisme idéologique et de la compétition implicite pour l'hégémonie explique la rapidité de la dégradation de la situation internationale : en 1945 c'est l'après-guerre, en 1947 la guerre froide. Lorsque celle-ci se met en place, Aron apparaît intellectuellement stabilisé et idéologiquement armé[72]. En 1946, à propos de l'attitude à adopter face à l'URSS, il quitte le comité de rédaction des *Temps*

69 Voir à ce sujet Pierre Hassner, « Raymond Aron : Machiavel et les tyrannies modernes » , In : *Revue française de science politique*, 44e année, n°1, 1994. pp. 144-147.

70 Raymond Aron, *Mémoires*, op. cit., p. 79.

71 Raymond Aron, « L'homme en question », interview diffusée sur France 3 le 30 octobre 1977, disponible sur le site de l'INA : http://www.ina.fr/art-et-culture/litterature/video/I00019225/raymond-aron-l-experience-en-allemagne-pendant-la-montee-du-nazisme.fr.html

72 On s'en rend bien compte à la lecture du *Grand schisme* publié en 1948.

modernes[73]. Il prend acte d'un monde coupé en deux : « Face à une secte à la fois militaire et religieuse, qui applique en toute rigueur le principe : qui n'est pas avec moi est contre moi, la seule attitude honorable est l'assentiment total ou le refus absolu. Il n'y a pas de demi-mesure[74] ».

Choisir son camp, c'est choisir entre l'URSS et les États-Unis. Pour Aron, le choix est clair. Si la guerre a rétabli l'alliance des démocraties occidentales et de l'Union soviétique, Aron ne veut pas oublier le pacte germano-soviétique entre 1939 et 1941. Après la guerre, Aron est tout de suite lucide sur les intentions du régime soviétique : « Pour adhérer à l'Union soviétique stalinienne en 1945-1946, il fallait une étrange cécité morale ou l'attirance de la force[75] ». Pour lui, devant le péril totalitaire survivre, c'est vaincre. Face à l'URSS, les Européens doivent conjuguer la fermeté avec l'espoir lointain d'une réunification du continent. Il tire les conséquences de la nouvelle donne des relations internationales. L'URSS a étendu sa puissance totalitaire sur l'Est européen. Le danger que cette menace représente ne peut être contré par une Europe, trop dépendante et trop affaiblie par une guerre meurtrière; seule la puissance américaine peut actuellement rivaliser avec la puissance soviétique. L'Europe a besoin du plan Marshall pour sa reconstruction économique. Aron ne veut évidemment pas d'un assujettissement total de l'Europe aux États-Unis comme certains le craignent, agitant ce danger comme un épouvantail : « Ayant relevé ses ruines, l'Europe retrouvera par rapport à son protecteur, aujourd'hui indispensable, une certaine liberté d'action. Comme le plan Marshall, le pacte atlantique n'a d'autre fin dernière que de se rendre lui-même inutile[76] ». Aron réfléchit à court terme – le pacte atlantique pour la sécurité immédiate de l'Europe – et pense à long terme : le pacte atlantique pour permettre l'indépendance de l'Europe.

73 Aron participait dès sa création, en octobre 1945, au comité de direction avec Sartre, Simone de Beauvoir, Michel Luinis, Merleau-Ponty, Albert Ollivier et Jean Paulhan.
74 Raymond Aron, *Le Grand schisme*, Paris, Gallimard, 1948, p. 305.
75 Raymond Aron, *Mémoires*, op. cit., p. 92.
76 Raymond Aron, « Plan Marshall et unité européenne », *Le Figaro*, 1er novembre 1949.

La troisième rupture est plus floue et ne se résume pas en quelques lignes. Elle fait d'ailleurs l'objet d'un traitement spécifique (chapitre 7). Raymond Aron, à partir de 1968, ressent une crise de civilisation : crise de l'université et crise entre générations en premier lieu, mais en fin de compte une crise plus globale. Quelle crise, comment la combattre, la décadence est-elle certaine ? Qu'elle est la place réelle de cette césure dans son parcours ? Peut-on affirmer, sans nuance, qu'Aron cède au pessimisme ?

Il s'agit pour l'instant uniquement de souligner cette troisième césure. Pour la résumer, empruntons quelques lignes à Daniel J. Mahoney :

> Aron was a tough-minded liberal, a conservative-minded liberal, who in the final years of his life feared that "decadent" Europe had lost the "sentiment of political existence" and had forgotten that free men were citizens with duties and not merely individuals with rights.[77]

Un engagement européen critique

Tout au long de mes travaux[78], j'ai essayé de faire ressortir les caractéristiques européennes d'Aron : un réel engagement européen (précoce et non consécutif de son anticommunisme), une attitude très critique envers l'Europe communautaire, un enthousiasme déçu et un large appel à une Europe comme communauté de destins.

Qu'a apporté l'étude de Raymond Aron à la compréhension de l'Europe à travers la grille de lecture : identité, conscience et sentiment [79]?

---

77 Daniel J. Mahoney, « Democracy's Immoderate Friends : a Conversation with Daniel J. Mahoney », The University Bookman, March 13, 2011. Disponible en ligne : http://www.kirkcenter.org/index.php/bookman/article/democracy-mahoney-interview/ Interview de Daniel Mahoney à propos de son livre The Conservative Foundations of the Liberal Order: Defending Democracy Against Its Modern Enemies and Immoderate Friends

78 Voir notamment : Olivier de Lapparent, *Raymond Aron et l'Europe, Itinéraire d'un Européen dans le siècle*, Peter Lang, collection Convergences, Bern, Berlin, Bruxelles, Frankfurt am Main, New York, Oxford, Wien, 2010.

79 Ce triptyque a été développé par Robert Frank : « L'identité d'un groupe est faite de traits communs qui font que les membres de ce groupe se sentent mêmes". [...] Bien que distincts, ils se sentent semblables dans la mesure où ils s'opposent aux "autres". L'identité européenne est donc une conscience d'être Européen, par opposition à ceux qui ne le sont pas, une conscience de similitude, un sentiment d'appartenance. [...] La conscience européenne, c'est encore autre chose. Elle ne se réduit pas au sentiment d'appartenance ou de similitude. Elle n'est pas seulement conscience d'être Européen, elle est conscience de la nécessité de faire l'Europe. […] Ces strates d'identité et ces fragments de conscience sont-ils suffisants pour créer un sentiment européen, c'est-à-dire une adhésion non de raison, mais d'inclination ? On peut en douter, car l'affectivité est peu mobilisée en faveur de l'Europe dans les représentations étudiées, alors qu'elle est très présente pour tout ce qui

Pour lui, l'identité européenne comme allant de soi, portée par une hypothétique mythologie est une illusion. L'identité européenne est à construire. Sa possibilité reste même à démontrer tant, selon Aron, une identité nationale distincte est enracinée en chaque peuple européen. Quant au rapport conscience – sentiment, Aron a montré que l'un (la conscience) n'appelait pas, *de facto*, l'autre (le sentiment). La conscience, comme décision raisonnée de faire l'Europe, ne fait pas éclore un sentiment européen venant du cœur de chaque citoyen des États européens.

Pour aborder son engagement européen, revenons à l'Allemagne des années 30. Aron y découvre une Allemagne nationaliste et qui aspire à revenir sur le devant de la scène européenne : **«** Mon témoignage sera, si tu veux bien, celui d'un jeune Français qui a éprouvé sur place la force actuellement inévitable des nationalismes et qui n'aperçoit d'autre chemin vers l'idéal européen que celui qui passe par les accords des grandes puissances[80]». La politique doit proposer autre chose qu'une illusoire et inefficace sécurité collective basée sur l'inégalité entre les pays : « Un pacifiste français a le devoir de secouer la suffisance tranquille des Français, de leur inquiétude vague, de leur résignation lâche. La France s'ouvrira aux misères de l'Europe ou elle sera à sa manière responsable de la catastrophe[81]». Aron sait bien que le statut imposé par le système de Versailles est de plus en plus mal accepté. Il faut entreprendre, selon lui, la liquidation du système européen des grandes puissances. Les grandes puissances, qui mènent le jeu, doivent s'entendre pour le supprimer. Or, l'hitlérisme montre toute la puissance dévastatrice de la politique irrationnelle conduisant des peuples à la guerre. Il rappelle dans ses *Mémoires* un texte publié en 1936 :

> A mes yeux le national-socialisme est une catastrophe pour l'Europe parce qu'il a ravivé une hostilité presque religieuse entre les peuples, parce qu'il a rejeté l'Allemagne vers son rêve ancien et son péché de toujours : sous couleur de se

touche à la nation. » Robert Frank, dans René Girault, dir., *Identité et conscience européennes au XX^e siècle*, Paris, Hachette, 1994, p. 133-135. Je remercie Jean-Michel Guieu de m'avoir indiqué cette citation.

80 Lettre de Raymond Aron à M. Mounier, *Allemagne*, février 1933.

81 Raymond Aron, « Simples propositions de pacifisme », *Libres-Propos*, février 1931.

définir orgueilleusement dans sa singularité, l'Allemagne se perd dans ses mythes, mythe sur soi-même et mythe sur le monde hostile.[82]

Le séjour dans l'Allemagne de Weimar contraint le pacifiste à s'effacer devant le patriote. Il se trouve écartelé entre sa réflexion sur l'histoire et la pression des événements[83]. Aron est pacifiste, c'est-à-dire qu'il souhaite une union de l'Europe, sur des bases solides et non sur un système de Versailles humiliant pour l'Allemagne. Lors d'un article sur l'Allemagne, publié dans *Europe,* le 15 février 1931[84], Raymond Aron légitime l'œuvre des intellectuels dans la lutte contre la guerre. Il précise dans *Le spectateur engagé*, qu'il cesse «d'être pacifiste au sens d'Alain[85]» en 1932 ou 1933. Dans ce sens, il n'adhère pas au Comité de vigilance des intellectuels antifascistes dont il critique les illusions pacifistes et dont il ne partage pas l'analyse du phénomène hitlérien. Germanophile, il refuse d'assimiler la culture allemande à la dérive nazie. Cela ne l'empêche pas, quand le national-socialisme prend le pouvoir et commence à étendre son voile menaçant sur l'Europe tout entière, d'être un des partisans de la fermeté.

L'hitlérisme a achevé la formation politique du jeune intellectuel. Aron est passé, par son séjour en Allemagne, du refus affectif à la réflexion politique. Il a acquis des principes : refus de l'immobilisme, engagement de la responsabilité et volonté de tourner le regard vers l'avenir :

> En fait la politique dite de paix et l'idéologie européenne ont si longtemps couvert une politique égoïstement française, que nos volontés les plus sincères sont compromises. Et nous n'avons pas à renoncer à l'idée européenne. Notre but reste le même. Ayons simplement le courage de dire que dans l'Europe de l'avenir nous voulons conserver notre place et donnons la preuve, par des propositions précises, que nous voulons aider les autres à trouver la leur. [...] Chacun, sans renoncer à ses espérances, doit contribuer à mettre de l'ordre chez soi, parce que l'Europe sera faite de collectivités ordonnées, parce qu'à la France revient l'initiative. Or la France, n'agira efficacement dans l'ordre

82 Raymond Aron, *Mémoires*, op.cit, p. 83.
83 Le pacifisme intégral s'entête à vouloir disculper une Allemagne humiliée, fut-elle nazie. Au contraire, l'accession de Hitler au pouvoir fut déterminante pour Aron.
84 Raymond Aron, « Autre impasse », *Europe*, 15 février 1931.
85 Raymond Aron, *Le spectateur engagé*, op. cit., p. 67.

> international, que si sûre de soi, forte et tranquille, elle apporte à la communauté européenne non par crainte, mais par volonté de construire, les concessions justes et des plans réalisables.[86]

Insistons sur ce passage : « nous n'avons pas à renoncer à l'idée européenne ». Aron est bel et bien européen dès 1931.

Entre 1918 et 1933 tout a sonné faux. L'idéologie européenne a caché sous de vaines paroles, une politique française égoïste et trop sûre de sa force et une Allemagne farouchement animée d'une volonté de révision du Traité de paix. Cette idéologie n'a pu contenir bien longtemps les problèmes de dettes entre alliés, de réparations, de désarmement manqué. Comment sortir de cette impasse? Aron propose l'inimaginable :

> Isolées, toutes les questions, dettes, désarmement, révision, semblent sans issue. Et si on les prend tous ensembles, les obstacles paraissent s'accumuler, à moins qu'on apporte au débat un esprit nouveau et qu'on subordonne les questions de délais à cette nécessité primordiale : l'alliance franco-allemande. Je sais combien cette expression semble aujourd'hui ridicule. Et pourtant il faudra bien reconnaître que dans le vieux système de l'équilibre européen, France et Allemagne s'opposeront toujours [...] comme Briand l'a montré il faut : créer une mystique, s'appuyer sur une opinion, et mettre en œuvre les moyens diplomatiques.[87]

Voici le « Deus ex machina » : la réconciliation franco-allemande. Cette proposition se présente comme l'unique solution à l'affrontement qui perdure entre deux pays, bloquant une paix durable sur tout un continent. Après avoir accepté cette solution théorique, il faut se donner les moyens de la mettre en application, ce qu'Aron s'empresse de faire : créer l'idée (la mystique) et s'appuyer sur un sentiment commun (l'opinion) et sur des armes institutionnelles (les moyens diplomatiques). Pour cette recette de paix, l'Allemagne doit cesser ses revendications sur les frontières et les réparations et la France doit accepter le relèvement de son voisin. Selon Aron, par une union :

86 Raymond Aron, « Lettre ouverte d'un jeune français à l'Allemagne », Esprit, février 1933.
87 *Ibidem*.

> L'Allemagne réaliserait ses revendications, la France atteindrait la sécurité; on pourrait, sans rire, reparler de SDN, de fédération européenne, de Super-État . [...] Ou faudra-t-il de nouveaux désastres pour nous enseigner, à nous Français et Allemands, que nous vivrons ou périrons ensemble.[88]

Aron affine sa démarche qui sera celle de ses éditoriaux au *Figaro* : il constate l'impasse exposée, tranche sur les solutions à adopter en tenant compte de toutes les parties en présence et préconise des solutions pragmatiques. Il réfléchit à long terme, bannissant l'inaction, la passivité, préconisant l'avancée commune et valorisant les avantages d'une solution qui peut paraître impossible, voire hérétique pour certains. Prototype du discours aronien sur un problème géopolitique, il finit sur une touche dramatique en prenant à partie le lecteur : « nous vivrons ou périrons ensemble ». Tout est dit en quelques mots. L'emploi du nous, d'un vocabulaire dramatique (vivre et périr) et du futur soulignent une construction binaire imposant un choix articulé par la conjonction « ou » et se terminant sur le vocable « ensemble ».

Aron raisonne à long terme : « L'intérêt que prend notre pays à la crise allemande, ne dérive ni de la simple curiosité, ni d'un vague remords, mais d'une intuition profonde : bon gré, mal gré, le destin de l 'Allemagne est aussi le destin de l'Europe[89] ». Dans toute action, il faut unir gouvernants et gouvernés, peuple et État, volonté populaire et volonté diplomatique. Aron ne fut pas écouté. Pouvait-on simplement l'entendre? La réconciliation franco-allemande rêvée, laissait place à une Europe en guerre où désormais rien n'était possible avec Hitler au pouvoir en Allemagne. Un autre intellectuel, l'historien Henri Hauser comprend en 1935 que la situation a changé et que l'espoir suscité par le plan Briand d'Union fédérale de 1930 est bien mort :

> Y a-t-il quelque utilité à déposer des fleurs sur un cercueil ? Avec quelle mélancolie nous contemplons les débris d'un concept qui eut, à son heure, il y a quatre ou cinq ans, toutes les faveurs de l'opinion, à savoir l'Union européenne.

88 *Ibidem*.
89 Raymond Aron, « Allemagne, juin 1932 », *Europe*, juillet 1932.

> On n'en parle plus que par acquit de conscience, comme on célèbre encore, dans une chapelle en ruine, le culte d'un dieu mort.[90]

Vient ensuite la guerre qui est, entre autres, la conséquence d'un immobilisme diplomatique et le résultat d'une Europe écartelée. En 1917, la Révolution a fait sortir la Russie de la sphère européenne et l'Allemagne à son tour en sortira avec le national-socialisme. Si entre 1918 et 1919 la France et l'Angleterre avaient les mêmes intérêts majeurs, elles n'ont presque jamais eu la clairvoyance et le courage de le reconnaître. La diplomatie franco-anglaise a été aveugle et paralytique. Tout s'est passé comme si les qualités de deux nations, au lieu de se multiplier les unes par les autres, se neutralisaient réciproquement. Les vainqueurs de la Grande Guerre ont été incapables d'offrir à la République de Weimar la perspective d'une franche réconciliation ou d'opposer à l'Allemagne un front commun. La faillite du traité de Versailles était consommée au sein des démocraties, avant de voler en éclat par l'esprit de conquête des puissances fascistes. Tour à tour agressive et faible, la politique désunie des démocraties occidentales a abouti, après vingt ans, à la faillite.

En 1940, que faire face à la défaite ? Accepter le régime de Vichy, résister, attendre? Après avoir passé la *drôle de guerre* dans un service météorologique à la frontière belge, Aron embarque le 23 juin 1940 pour l'Angleterre. André Labarthe, chargé par le Général de Gaulle de créer une revue d'expression française, convainc Aron d'y participer. Sous le pseudonyme de René Avord, il devient l'un des quatre permanents de la revue *La France libre*[91]. Dans plusieurs de ses écrits de guerre, Aron dénonce la capture de l'idée européenne que le Reich opère à partir de 1941 :

> Nous nous bornons à constater que l'Allemagne, telle qu'elle a été, telle qu'elle a agi depuis soixante-quinze ans, est incapable de voir dans le mélange des peuples en Europe centrale autre chose qu'une situation favorable à une entreprise de conquête. Elle n'a pas vu dans la notion de Reich un moyen d'assurer la coexistence pacifique des nationalités traditionnellement liées, mais

90 Henri Hauser, *La paix économique*, Paris, Armand Colin, 1935, p. 122, cité par Yannick Muet, *Les géographes et l'Europe. L'idée européenne dans la pensée géopolitique française de 1919 à 1939*, Institut européen, Université de Genève, Euryopa, études, I-1996, p. 26.

91 Tous les articles de Raymond Aron durant la guerre sont regroupés dans : *Chroniques de guerre. La France libre*, 1940-1945, Paris, Gallimard, 1990.

> un instrument pour dominer, asservir, finalement exterminer les nationalités rivales.[92]

Après avoir vaincu l'Allemagne nazie, lorsque le temps sera venu, il faudra s'atteler à la reconstruction. Est-ce possible, est-ce envisageable pratiquement ? : « Avons-nous une chance d'édifier une démocratie politique, socialement progressiste ?[93]» Selon Aron, la réponse dépend de l'action des différents pays Européens et du devenir d'une Europe « année zéro » : « Par quelles étapes a-t-on une chance de les (idées démocratiques d'inspiration occidentale) réintroduire peu à peu et offrir finalement aux vaincus, par-delà l'expiation, un modèle à suivre et une existence à souhaiter ?[94]».

Aron cherche un moyen pour redonner vie sur des bases démocratiques au continent européen et n'exclut pas d'englober à terme les pays vaincus dans une nouvelle donne commune. Après des années de barbarie, comment ne pas réitérer les erreurs des années trente qui ont mené à la désunion entre les vainqueurs du conflit précédent et à la volonté de puissance et de destruction des pays fascistes? Redonner vie à l'idée européenne pourrait être la solution pour ne plus revivre ces années de guerre meurtrière. Pour convaincre du bien fondé de cette idée, Aron argumente pas à pas : constat d'une Europe exsangue, mise en valeur de l'inéluctabilité d'une communion de destins entre la France et l'Allemagne et dénonciation du caractère révolu de l'idée du concert européen.

L'Europe des nationalités a péri dans la guerre hyperbolique de 1914-1918 : « Il n'y a plus de concert européen, il n'y a plus qu'un concert mondial[95]». La guerre révèle un changement de statut des puissances européennes, Aron parle même de révolution[96]. La victoire des alliés ne peut cacher la réalité des faits : en 1945, l'Europe est incapable de relever son économie, d'assurer sa propre défense et de diriger son propre destin : «…L'intervention permanente des États-Unis et de la Russie dans le concert européen ne paraît destinée à prendre fin[97]». L'Europe est à genoux et ne peut espérer son salut que

92 Raymond Aron, « Reich allemand et empire européen », juillet 1943, *L'Homme contre les tyrans*, p. 602.
93 Raymond Aron, « Politique sur le continent », janvier 1945, *L'âge des empires*, op. cit., p. 900.
94 *Ibidem*.
95 Raymond Aron, *Le Grand schisme*, op. cit., p. 14.
96 *Ibidem*, p. 15.
97 Raymond Aron, « Remarques sur la politique étrangère de la France », *L'âge des empires*, op. cit., p. 967.

par une reconstruction commune. Par l'Histoire, par les guerres, par la Seconde Guerre Mondiale, les pays européens ont lié leurs destins : il faut voir l'avenir ensemble, même avec l'Allemagne. L'Europe ne peut se passer ni de l'Allemagne ni de la France : « Revenant lui de Londres et moi de Dachau nous avions chacun à notre place affirmé, dès le lendemain de la guerre, la nécessité de la réconciliation franco-allemande[98]».

Pour Aron, la diplomatie française fut à la fois tatillonne et brutale à l'égard de la République de Weimar, alors que la générosité, la reconstruction en commun de l'Europe divisée auraient pu être payantes. Le conflit qui débutait en septembre 1939 fut le troisième opposant la France et l'Allemagne en moins d'un siècle après ceux de 1870 et de 1914-1918. Le heurt meurtrier des nationalismes français et allemand a contribué à la destruction de l'Europe et à l'accélération de son abaissement dans le monde. Raymond Aron met en valeur la nécessité de penser à un avenir commun :

> L'Europe des nationalités, après la libération, trouvera-t-elle le secret de cette coexistence pacifique? En tous cas, aux peuples d'Europe, chargés de souvenirs, conscients et fiers, il n'est pas d'autre voie ouverte [...] Car l'Europe n'a de chance d'accéder progressivement à une unité authentique que par l'expérience de la liberté de chacun, d'une vie commune à tous.[99]

Henri Frenay expose en 1943 des points de vue proches d'Aron, comme le rejet du nationalisme intransigeant, responsable en partie de la guerre : « Tous ces peuples ont fait leur examen de conscience [...]. Ils ont compris que, seule, leur division a causé leur malheur [...]. Je ne connais pas dans les rangs de la Résistance, un seul homme qui corresponde à l'image du nationaliste, tel que l'entendaient nos pères [...][100]».

Le souvenir du carnage de 1914-1918, la faillite de la paix et le retour à la guerre vont remodeler le sentiment européen qui avait perdu sa force et sa consistance avec l'effondrement des démocraties européennes face aux puissances fascistes. Comme le montrent Antoine Fleury et Robert Frank, il y a d'abord « la propagande hitlérienne qui

98 Joseph Rovan, « Raymond Aron et l'Allemagne », *Raymond Aron*, Commentaire, n°28-29, Paris, Julliard, 1985, 540 p., p. 248.

99 Raymond Aron, « L'Europe des nationalités était-elle viable? », L'Homme contre les tyrans, op. cit., p. 614.

100 Henri Frenay, *Combat d'Alger*, 12 décembre 1943.

tente de faire adhérer l'opinion des pays occupés à l'Europe nouvelle, fondée sur l'ordre nouveau[101]». Les deux historiens soulignent que le combat contre le nazisme et le fascisme a favorisé l'éclosion du sentiment européen. Ce sentiment chez Raymond Aron existait déjà dans les années trente et a été consolidé par la guerre.

Les leçons de la guerre de 1914-1918 seront finalement tirées au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale. Dans la réconciliation et la coopération franco-allemande, le Vieux continent dévasté trouvera le point d'appui le plus solide à son effort de redressement :

« Quels que soit les crimes de l'Allemagne, et rarement dans l'histoire un peuple en a commis de tels, du moment que 50 à 60 millions d'Allemands continueront à vivre au centre de l'Europe, il faudra bien que la France, d'une manière ou d'une autre, s'entende avec le voisin que la géographie lui a donné[102]». Aron entrevoit là une chance inespérée : l'union par la réconciliation, c'est profiter de la chance qu'offre l'Histoire.

Que faire après la guerre ? Peut-on parler d'Europe, de quelle Europe ? Dans une conférence donnée à l'ENA en 1946, intitulée « Perspectives sur l'avenir de l'Europe[103] », Aron indique : « Rien n'est moins défini que la notion d'Europe. » À la rigueur, il est possible d'évoquer la notion d'Europe géographique de l'Atlantique à l'Oural (en incluant la Grande-Bretagne). Il insiste cependant que même cette notion est largement sujette à discussion. Politiquement et historiquement où commence et finit l'Europe ? Il écrit à ce sujet : « L'Europe est une notion abstraite. L'Europe est peut-être un rêve – ou un avenir – elle n'est pas une réalité politique immédiate. » L'Europe se définit uniquement par le concept de l'Europe des nationalités. Or, cette Europe des

101 Antoine Fleury, Robert Frank, « Le rôle des guerres dans la mémoire européenne : leur effet sur leur conscience d'être européen», pp. 149-156, *Identité et conscience européenne au XX^e siècle,* sous la direction de René Girault, Paris, Hachette, 1994, 234 p.

102 Raymond Aron, « Remarques sur la politique étrangère de la France », 1943*, L'âges des empires*, op. cit., p. 965.

103 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 1, ENA, 1re conférence, 26 novembre 1946, « Perspectives sur l'avenir de l'Europe ».

nationalités aspire à l'indépendance. Celle-ci implique nécessairement une réconciliation entre les deux ennemis irréductibles et une union militaire pour garantir la paix :

> La présence des armées américaines en Europe ne saurait être définitive [..] ces armées d'ici quelques années laisseront aux Européens le soin d'assurer leur propre défense. Cette défense n'est possible que par l'unité militaire de l'Europe occidentale, et cette unité militaire à son tour, ne va sans l'accord sincère des deux protagonistes du drame historique de l'Europe : l'Allemagne et la France.[104]

Le rétablissement d'un dialogue fructueux entre la France et l'Allemagne est fondamental. Aron approuve l'idée européenne telle que Winston Churchill la définit dans son discours de Zurich le 19 décembre 1946 et la qualifie de « proposition simple et évidente[105]». Il en détermine une première conception pratique : l'Europe occidentale doit se doter d'une force militaire et celle-ci ne peut résulter que d'une réconciliation franco-allemande. Sans avoir rempli cette dernière condition, Aron ne croit pas à la réussite de l'idée européenne : « L'Europe ne pouvait pas plus se passer de la France que de l'Allemagne, pour mieux dire, elle ne pouvait pas se passer de ces deux pays, relevés et réconciliés[106]». L'espoir d'une réconciliation durable, espoir énoncé dès les années trente et durant la guerre, reprend vie dans ces années d'immédiat après-guerre. La France peut et doit unir son destin à celui de son voisin :

> Rien ne s'oppose à l'affirmation d'une doctrine française, doctrine positive et constructive, qui se donne pour fin une Allemagne reconstituée dans une Europe pacifique [...] Je pense que la reconstruction de l'Allemagne se fera contre nous si, par notre faute, elle se fait sans nous.[107]

104 Raymond Aron, « L'Allemagne et l'Europe », conférence donnée lors du rassemblement du Mouvement européen, Hambourg 21-28 septembre 1951.

105 Raymond Aron, « L'Europe est-elle capable de s'unir ? », *Les Guerres en chaîne*, Paris, Gallimard, 1951, 503 p., p. 411.

106 Raymond Aron, *Mémoires*, op. cit., p. 285.

107 Raymond Aron, « Une autre Allemagne », *Combat*, 7 février 1947. Notons que De Gaulle au sortir de la guerre souhaite punir les Allemands tandis que vers 1951 il évoque une confédération européenne où l'Allemagne aurait toute sa place. Rien ne nous permet d'affirmer qu'Aron a contribué à ce changement gaullien.

Pour Aron, le danger allemand, tel que les Français l'avaient connu entre 1870 et 1945, appartient au passé. Dorénavant, les Français et Allemands subiront ou assumeront un destin commun dans le cadre de la reconstruction, voire d'une construction européenne.

Si la France et l'Allemagne sont au cœur d'une possible reconstruction commune, l'Europe ne peut pas laisser de côté la Grande-Bretagne. Aron l'affirmait déjà pendant la guerre : « (…) l'accord de ces deux pays [France et Grande-Bretagne] constitue plus que jamais la seule origine possible d'une entente occidentale[108]». Il entrevoyait un avenir commun non pas dans les termes d'union européenne mais plutôt comme une entente occidentale avec armées unifiées, économies coordonnées jusqu'au moment où disparaîtraient les frontières douanières. Aron a écrit de nombreux articles dans les années 1947-1950 sur la Grande-Bretagne et l'Europe[109]. Il prévient qu'il est absurde de demander à la Grande-Bretagne de s'intégrer totalement à un grand marché européen. Il ne l'est pas moins de la détourner complètement du Vieux continent.

La conférence de Paris du 12 juillet au 22 septembre 1947 réunit seize pays européens pour envisager les modalités de l'aide Marshall, et en particulier mettre au point un système de coopération économique européenne : « C'est d'elles [la France et la Grande-Bretagne], de leur action, de leur entente, que dépendent l'aboutissement, de la conférence de Paris, et, au-delà, l'avenir de l'idée européenne[110]». Dans l'immédiat, l'unité européenne est indispensable pour le relèvement économique de l'Europe. A plus longue échéance, des objectifs plus grandioses sont envisageables : « Bien plus, à la longue, peut-être offre-t-elle aussi le meilleur espoir de mettre fin au partage de l'Europe[111]». La nécessité paraît évidente, la passivité et l'inaction dangereuses : « Il s'agit de savoir si cinquante millions d'Anglais et quarante millions de Français séparés sont, au XX^{e} siècle, assez puissants et assez riches pour se payer le luxe de la solitude et

108 Raymond Aron, « Le renforcement de l'Occident », *L'âge des empires et l'avenir de la France*, op. cit., p. 958.

109 Voir à ce sujet les articles de Raymond Aron publiés dans *Le Figaro* : « La Grande-Bretagne et l'Europe» 1er avril 1948, « Du plan Marshall à l'Europe unie : les obstacles » 10 août 1948, « Du plan Marshall à l'Europe unie : action immédiate » 11 août 1948, « La Grande-Bretagne et l'Europe » 8/9 octobre 1949.

110 Raymond Aron, « Responsabilité historique », *Le Figaro*, 31 août 1947.

111 *Ibidem*.

supporter les frais de leur grandeur [112]» Après avoir exposé l'utilité d'une Europe unie pour optimiser le plan Marshall (articles du 1er et 4 août 1948), après en avoir montré les obstacles (10 août), il propose le 11 août des « initiatives révolutionnaires ». Il faut profiter de l'élan du plan, qui oblige à mettre en place des infrastructures européennes, pour donner une impulsion au mécanisme de la collaboration.

Quelques années après la guerre, Aron a mis en place toutes les parties de son argumentation. Il s'y tiendra tout au long de ses réflexions européennes : refuser la neutralité illusoire (vocabulaire de l'erreur), contrer la menace soviétique (vocabulaire du danger), s'organiser pour recevoir l'aide américaine (vocabulaire de la nécessité) et, à terme, (vocabulaire de la construction) : entreprendre l'Europe politique.

Nous le verrons tout au long de notre travail, Aron ne sera jamais un européen communautaire au sens strict du terme. Il n'a jamais admis le postulat *d'effet boule de neige* proposée par les monnétistes que l'on peut schématiser en ces mots : commençons par organiser une union économique, le politique suivra et une fédération supranationale ne pourra qu'en être issue ! Les trois assemblées de la communauté (CECA, Marché commun, Euratom) ne sont-elles pas les prémices d'une fédération supranationale ? Aron pose, en 1962, la problématique en termes concrets : « Un État européen naîtra-t-il à mesure que dépériront les États nationaux? Une nation européenne recueillera-t-elle l'héritage des nations française, allemande, italienne[113]?»

S'il ne veut pas envisager l'Europe dans un cadre strictement supranationale, quelle est, pour lui, la portée du projet européen en tant qu'institution ? En 1979, il revient sur des événements importants selon lui : « Deux dates, deux décisions ont fixé la nature et les limites de l'entreprise européenne : le refus de la CED (1954) et le retrait de la France du commandement intégré de l'OTAN (1963 (*sic)*)[114]». Quelques années plus tard, Aron, au sein de ses *Mémoires*, reviendra sur ce jugement : « Aujourd'hui encore, j'ai peine à croire que l'échec de la CED marque une date historique, une abdication européenne, le

112 Raymond Aron, « Du plan Marshall à l'Europe unie: les obstacles », *Le Figaro*, 10 août 1948.
113 Raymond Aron, *Paix et guerre entre les nations*, op. cit., p. 732.
114 Raymond Aron, « Notre sort se joue ailleurs », *L'Express*, n°1457, 9-15 juin 1979.

consentement à la protection américaine pour une durée indéfinie[115]». À la fin des années soixante-dix, les querelles internes économiques fragilisent grandement l'Europe. Lors de la conférence de Dublin de la fin novembre 1979, la Grande-Bretagne demande à revoir sa participation au budget (elle contribue à hauteur de 20 % au budget communautaire pour percevoir 10 % des dépenses). Pour Aron, cette querelle de chiffres ne doit pas faire vaciller l'idée européenne et le devenir de sa construction : «Je n'ignore pas la faiblesse de l'idée communautaire, la propension de chaque État à s'en réclamer pour lui-même et à l'oublier quand elle le dessert. Ce n'est pas une raison pour lui donner le coup de grâce[116]».

Dans cette période de difficultés économiques, s'ajoutent également des problématiques politiques, intérieures et extérieures.

En 1980, «Le jeu de Moscou crève les yeux : […] les oligarques du Kremlin s'efforcent d'élargir le fossé entre les États-Unis et l'Europe et d'inciter la RFA à chercher le salut dans la neutralité[117]». Raymond Aron incite à prendre conscience de retournements inquiétants : «Les Allemands ont retrouvé le sens de leur intérêt national, mais cette découverte ne les amène pas à resserrer les liens avec la France ou avec la Communauté européenne; ils tournent les yeux vers l'Est[118]». Habitués à la puissance militaire soviétique, l'Europe et les États-Unis semblent de plus en plus se détacher l'un de l'autre. Des deux côtés de l'océan, les analyses sont différentes : «L'Administration Reagan est revenue à une psychologie de guerre froide, étrangère à celle de tous les Européens[119]». L'Europe force son indépendance en occultant le tutorat du condominium américano-soviétique.

Aron dégage l'indispensable du souhaitable et le court terme du long terme. Il souhaite parer au plus pressé avec les États-Unis tout en espérant à terme une réelle émancipation européenne : «Tant que l'empire soviétique subsiste tel qu'il est, expansionniste,

115 Raymond Aron, *Mémoires*, op.cit ., p. 279.
116 Raymond Aron, « Ni retrait ni sabotage », *L'Express*, 8-14 décembre 1979.
117 Raymond Aron, « Gaullisme ou neutralisme », *L'Express*, 10-16 mai 1980.
118 Raymond Aron, « Alliance: les paradoxes de la longévité », *L'Express*, 10-16 juin 1983.
119 *Ibidem*.

surarmé, l'effort des Européens pour s'affirmer eux-mêmes me semble souhaitable, mais l'alliance avec les États-Unis reste elle, tout autant qu'hier, indispensable[120]». Par ce mode de raisonnement, Aron a souvent été accusé d'être un allié aveugle des États-Unis. Les choses ne se règlent pas aussi facilement. Il est loin d'être l'atlantiste si décrié et souhaite que l'Europe se donne les moyens de s'émanciper des États-Unis. C'est pour lui l'unique solution : « L'Europe occidentale [...] ne deviendra jamais un sujet de l'histoire tant qu'elle s'en remettra entièrement aux États-Unis, pour sa sécurité[121]». Devenir un sujet de l'histoire, c'est s'affranchir de la menace soviétique. Aron évoque l'objectif sans évoquer des moyens précis : « [...] au lieu de sortir de Yalta, pourquoi ne pas se donner pour objectif de faire sortir les armées soviétiques de l'Europe orientale[122]».

Dissipation d'un malentendu : le scepticisme européen d'Aron en question

Aron refuse d'introduire des sentiments et des passions (ou mieux, il arrive à dissimuler des passions sous des arguments) au sein d'un débat : «L'analyse politique gagne à se dépouiller de toute sentimentalité. La lucidité ne va pas sans peine : la passion reviendra d'elle-même au galop[123]».

Aron appelle à la tolérance face à une foi absolue érigée en doctrine d'état : « La connaissance vraie du passé nous rappelle au devoir de tolérance, la fausse philosophie de l'histoire répand le fanatisme[124]». Cette intransigeance a poussé Aron dans un camp, celui de la droite libérale. Dénoncer l'idéologie communiste ne pouvait être, pour ses adversaires, que l'œuvre d'un atlantiste immodéré. Dans un camp qu'il n'a pas forcément choisi, Aron assume ses positions et y revient, non sans une certaine ironie, dans les pages de *Paix et guerre entre les nations :*

> J'imagine le sourire du sceptique, le mépris de «l'intellectuel de gauche», convaincu que le camp soviétique, parce qu'il se baptise lui-même socialiste, porte les espoirs de l'humanité. Pour aggraver mon cas, j'irai donc jusqu'au

120 Raymond Aron, préface, Michel Manel, *L'Europe face aux SS20*, Paris, Berger-levrault/Boréal Express, collection stratégie, 1983.
121 Raymond Aron, «Vingt-cinq ans après», *Le Midi Libre*, 4 avril 1982.
122 Raymond Aron, « Sortir de Yalta» , *L'Express*, 8-14 janvier 1982.
123 Raymond Aron, *Marxismes imaginaires*, op. cit., p. 137.
124 Raymond Aron, *L'opium des intellectuels*, op. cit., p. 170.

> bout de ma pensée : les intellectuels qui se veulent « humanitaires », qui se réclament de la tradition des Lumières et qui ou bien réservent leur sympathie au camp soviétique, ou bien se refusent à distinguer entre les deux géants (ou barbares) me paraissent atteints d'une perversion du sens moral. Entre une société d'essence totalitaire et une nouvelle société d'essence libérale, celui qui, sans avoir adhéré à la foi nouvelle, choisit la première ou n'aperçoit entre les deux que des nuances, celui-là est devenu aveugle aux valeurs fondamentales.[125]

Jean-François Sirinelli apporte une explication complémentaire intéressante en comparant Sartre qui s'intéresse au bien et Aron qui recherche le vrai : « Mais celui-ci, par essence, est toujours complexe à atteindre. D'où une pensée balancée, qui peut paraître sceptique, mais qui entend se colleter avec la complexité du réel.[126]» Voilà l'origine du plus grand malentendu sur Raymond Aron : la prudence de ces propos transforme la modération en frilosité, le réalisme en scepticisme. Pour les questions européennes, Philippe Raynaud affirme :

> Mais on oublie trop souvent qu'Aron ne s'est jamais départi d'un certain scepticisme devant les «Européens» façon Jean Monnet : il est évidemment favorable au «Marché commun» (ouvert à l'Angleterre), mais il n'a jamais été passionné par la cause européenne, dont il voyait les progrès et les piétinements avec sympathie mais aussi avec un certain scepticisme.[127]

Dans un autre article, le même auteur indique :

> Mais on peut néanmoins estimer que, sur le fond, son attitude que l'on pourrait dire «euro-agnostique» est fondamentalement lucide ou, du moins, n'a pas encore été réfutée. Aron distingue en effet deux aspects dans le projet européen. Le premier, le «projet raisonnable», est celui de la réconciliation européenne, cimentée par «un travail en commun de tous les Européens qui se trouveraient du même côté de la barricade» : il lui paraît «réalisé dans toute la mesure où la réalisation peut accomplir un projet»; en revanche, le «projet paradoxal» de

125 Raymond Aron, *Paix et guerre entre les nations*, op. cit., pp. 658-659.
126 Jean-François Sirinelli, *Deux intellectuels dans le siècle, Sartre et Aron*, op. cit., p. 382.
127 Philippe Raynaud, « Europe décadente, Europe naissante, Raymond Aron éducateur », pp. 153-155, *Raymond Aron et la démocratie au XXIe siècle*, op. cit., p 153.

> créer une unité politique de l'Europe en «profitant» de la fin de la grandeur européenne le laisse assez évidemment sceptique.[128]

Raymond Aron est-il sceptique face à l'idée européenne ? Certes, il l'est face à l'Europe de Jean Monnet. En revanche, il est bel et bien passionné par la cause européenne. Son scepticisme doit plutôt se traduire comme la conséquence d'un militantisme désabusé par les errements de la construction européenne. Nous rejoignons ici Pierre Kende : « J'ai découvert que le scepticisme de Raymond Aron n'était en fin de compte que l'expression d'une déception, elle-même conséquence d'un investissement affectif de tout premier ordre![129]».

Robert Frank, dans un article de la revue *Vingtième siècle*, nuance ce regard sur un présupposé euroscepticisme :

> À première vue, on pourrait penser que ce grand intellectuel, du fait de son scepticisme viscéral et de sa posture fondamentalement anti-idéaliste, n'entre pas dans l'épure de l'engagement européen. Les choses ne sont pas si simples. Son adhésion à l'idée européenne est ancienne et n'est pas seulement une incidence dérivée de son engagement anticommuniste.[130]

Refusons l'adjectif « sceptique » qui semble coller à la peau d'Aron, pour le remplacer par l'expression de Robert Frank : « il annonce un engagement européen d'un type nouveau, un engagement critique[131]». Militant de l'idée européenne, rejetant tout à la fois l'Europe de De Gaulle et à celle de Jean Monnet[132], Aron a, au sein des intellectuels français, une place à part comme le souligne Justine Lacroix :

128 Philippe Raynaud, « Raymond Aron et l'idée européenne », *Cités* 2005/4, n° 24, p. 149-151.

129 Pierre Kende, « L'euroscepticisme de Raymond Aron», pp. 213-219, *Raymond Aron et la liberté politique*, Actes du colloque international, Budapest, 6-7 octobre 2000, Paris, Editions de Fallois, 2002, 270 p., p. 213.

130 Robert Frank, « Les contretemps de l'aventure européenne », *Vingtième siècle*, octobre-décembre 1998, n°60, pp. 82-101, p. 98.

131 Robert Frank, « Raymond Aron, Edgar Morin et les autres : le combat intellectuel pour l'Europe est-il possible après 1950 ? », *Les intellectuels et l'Europe, de 1945 à nos jours*, Actes du colloque international, université de Salamanque, 16-17-18 octobre 1997, Paris, Publications universitaires Denis Diderot, , 2000, 296 p., pp. 77-91.

132 A ce sujet, Philippe Raynaud écrit: « […] le caractère assez atypique de la position de Raymond Aron sur la question européenne et que l'on pourrait résumer par la formule : Ni de Gaulle Ni Jean Monnet», « Europe décadente, Europe naissante, Raymond Aron éducateur », op. cit., p. 153.

> De la signature du Traité de Rome, en mars 1957, à celle de Maastricht, en février 1992, peu de grandes figures de la pensée politique française sont intervenues sur le processus d'intégration entre les pays du vieux continent. A quelques exceptions notables, parmi lesquelles Raymond Aron dans certains de ses écrits.[133]

Ni sceptique, ni pessimiste, fervent partisan de l'union de l'Europe, Aron a mis en valeur l'écartèlement irrémédiable d'un projet européen qui semble être coincé entre une simple coopération économique (qu'Aron regrette[134]) et un projet politique passant en apparence obligatoirement par le fédéralisme (qu'Aron rejette).

Nous souhaitons ici infirmer le qualificatif « sceptique » pour son engagement européen. Dans la formule, *spectateur engagé*, il a trop été retenu le terme de spectateur. Retenons également le second terme : l'intellectuel, et plus simplement tout individu, est engagé dans l'histoire comme être agissant.

Son action militante abonde également dans ce sens.

Un militantisme européen ?

Au début des années cinquante, il s'engage au sein du Congrès pour la liberté de la culture[135]. Ce Congrès[136] se veut la réplique du Congrès communiste de Wroclaw de 1948. La naissance de ce Congrès prend acte lors de la première réunion à Berlin en juin 1950. Les communications présentées par Richard Löwenthal, James Burnham et Raymond Aron ont un point commun : dénoncer l'impasse intellectuelle et politique du neutralisme. Si dans ses articles, ce dernier s'adresse à ses lecteurs, le public est ici différent et l'optique nuancée : il s'agit de participer à la mise au point d'un sujet, le danger du neutralisme. Au sein des intellectuels de la réunion, le consensus est fondé sur

133 Justine Lacroix, *La pensée française à l'épreuve de l'Europe*, Paris, Grasset, 2008, 140 p., p. 12.

134 Rappelons le, pour Aron, le politique prime sur l'économie.

135 L'engagement de Raymond Aron au sein du Congrès pour la liberté de la culture est présentée dans : Nicolas Baverez, *Raymond Aron*, op. cit., pp 217-277. Voir également : Pierre Grémion, *Intelligence de l'anticommunisme. Le congrès pour la liberté de la culture à Paris (1950-1975)*, Paris, Fayard, 1995, 645 p. et l'article du même auteur : « Berlin 1950. Aux origines du Congrès pour la liberté de la culture », *Commentaire*, vol. 9, n°34, été 1986, p. 269-279.

136 Ce congrès se décompose ainsi : un comité international disposant d'un secrétariat spécial permanent siégeant en Europe et dans chaque pays, un comité national se met en place pour mettre au point avec le comité exécutif les modalités d'action.

un antitotalitarisme d'urgence, mais des divergences apparaissent sur le neutralisme comme position d'équidistance politique et comme phénomène intellectuel européen. Aron met en exergue l'illusion du neutralisme. L'URSS ne serait pas moins agressive à l'égard de la France si celle-ci n'adhérait pas au Pacte de l'Atlantique.

On s'interroge, lors de ce congrès, sur les initiatives américaines civiles (plan Marshall), militaires (Traité de l'Atlantique nord), sur le rôle des partis socialistes et du mouvement syndical pour l'Europe et enfin sur la place de la construction européenne. Aron ne participe pas directement à Berlin mais envoie une communication. Il est actif dans les mois suivants et devient, le 30 novembre 1950, suppléant des membres titulaires du Comité exécutif, désignés par le Comité international qui dirigent le Congrès. A cette même période, à Bruxelles, le suisse François Bondy présente un programme de publications destiné à élaborer le combat idéologique contre le totalitarisme. De cette réunion naît la revue *Preuves*[137], en mars 1951, destinée à contrecarrer les revues neutralistes en France. La revue met en place quelques pistes de réflexion : défendre l'Europe contre le stalinisme, éviter l'esprit de croisade prôné par l'adversaire, penser le totalitarisme et créer un lieu de débat transatlantique[138].

Grâce à *Preuves* et au Congrès pour la liberté de la culture, Aron accède à une audience européenne et internationale. Il s'engage par ses écrits et par son action, dépassant son rôle de journaliste du *Figaro.* Dès 1951, il met en garde contre la charte fondatrice de la *Société Européenne de culture* qui préconise un dialogue avec les régimes communistes et qui veut promouvoir une politique de la culture à l'échelle de l'Europe tout entière. En 1957, il fait partie du comité de patronage du *Comité des écrivains et des éditeurs pour une entraide intellectuelle européenne.*

Aron tient une place croissante au sein de l'organisation du Congrès pour la liberté de la culture. Pour le congrès de Milan en 1955, il fait partie de ceux qui sélectionnent les participants. Milan apporte ainsi une consécration internationale à Aron, qui est, avec Polanyi et Sidney Hook, l'un des principaux orateurs de la séance inaugurale. La

137 Voir au sujet de cette revue : *Preuves, une revue européenne à Paris*, Paris, Julliard, Commentaire, 1989, 588 p. Introduction, choix de textes et notes de Pierre Grémion, postface de François Bondy.

138 A partir du n°8, ce débat s'ouvrira entre Aron pour l'Europe et George Kennan pour les Etats-Unis.

Fondation Ford, fondation américaine, aide la progression des «échanges transatlantiques» en finançant le Congrès. Shepard Stone, patron de la « division of international affairs » de la Fondation, de 1953 à 1956, confie à Aron une étude sur l'échec du traité de la CED.

À la fin des années cinquante, la Fondation Ford permet à Aron de créer et de diriger à Paris le Centre de sociologie européenne au sein de la sixième section de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes. Une revue *Archives de sociologie européenne* lui est associée et le centre accueille des boursiers européens du Congrès pour la liberté de la culture[139]. Aron préside la même année les rencontres de Rheinfelden dans le cadre du congrès. Les colloques de Rheinfelden sont clairement euro-atlantiques, comme en témoignent les noms figurant sur la couverture du livre issu du colloque : Raymond Aron, George Kennan, Robert Oppenheimer[140].

Aron devient un partenaire européen privilégié de la nouvelle élite décisionnelle intellectuelle, notamment Schlesinger et Bundy, qui arrive à la Maison-Blanche lors de l'arrivée de John Fitzgerald Kennedy. Il est l'un des principaux protagonistes de la nouvelle ouverture européenne organisée à partir de l'Italie par Schlesinger. Ainsi, en octobre 1962 à Naples, il préside un colloque international consacré au développement économique et social des pays méditerranéens. En 1965, il est de nouveau en Italie, à la villa Serbelloni, à Bellagio, pour présider une conférence internationale conjointement organisée par le Congrès et l'Académie américaine des arts et des sciences.

En 1962, l'avis d'Aron est demandé pour la réorganisation du Secrétariat international et il est lui-même proposé comme président du Comité exécutif. Dans un échange de lettres durant l'été 1966, McGeorge Bundy lui demande de présider à la restructuration du Congrès pour la liberté de la culture. La réponse d'Aron à Bundy, le 3 août 1966, est hésitante : quelles seront ces restructurations possibles? D'ores et déjà, Aron relativise l'importance du Congrès : «[…] la conjoncture internationale a changé au point que

139 Le Congrès pour la liberté de la culture prend le nom international de Congress for Cultural Freedom : le CCF.

140 Raymond Aron, George Kennan, Robert Oppenheimer, *Colloques de Rheinfelden*, Paris, Calman-Lévy, collection « Liberté de l'esprit », 1960.

certaines activités du Congrès me semblaient désormais plus ou moins inutiles. La bataille proprement idéologique en Europe est gagnée». Finalement, dans une lettre du 26 septembre 1966, Aron accepte la tâche de président de ce nouveau comité qui dirigera et contrôlera l'action du secrétariat administratif du Congrès.

Lors d'une assemblée générale le 11 novembre 1966, une Fondation pour une entraide intellectuelle européenne est instaurée à partir du Congrès. Cette dernière a pour but de faciliter et d'intensifier en Europe l'entraide intellectuelle, surtout au moyen d'échanges bibliographiques, de contacts, de conférences et par l'octroi de bourses d'étudiants.

En 1967, une vague de révélations[141] met en valeur le rôle de la CIA dans le financement et le développement du Congrès. La dernière réunion du Comité exécutif est houleuse, et Aron, qui a toujours affirmé n'avoir rien su, quitte la séance pour ne plus revenir.

Son engagement européen se décline de 1933 à 1983. En 1933, il écrit dans la revue *Europe* pour dénoncer la montée du nazisme et appeler à la réconciliation franco-allemande. Un demi-siècle plus tard, il milite toujours pour une Europe garante des libertés avec sa participation au CIEL (Comité des Intellectuels pour l'Europe des Libertés). Ce comité rassemble aussi bien des libéraux que des intellectuels venus de la gauche non marxiste. Il s'agit surtout de combattre le totalitarisme proposé par l'U.R.S.S. Un compte rendu du comité (15 décembre 1977) indique que le premier objet est de promouvoir des initiatives concrètes pour protester contre les intellectuels persécutés dans « les pays d'oppression et de silence »

Les archives Raymond Aron[142] contiennent le projet de manifeste (daté du 14 octobre 1977) et le courrier adressé à Aron pour le contresigner. Les 4 premières signatures sont celles de François Fejtö, Philippe Sollers, Eugène Ionesco et Jean-Marie Domenach.[143]

141 Fin 1966, le New York Times met à jour le rôle de la CIA dans le financement de la politique culturelle extérieure américaine depuis 1947 et dont le Congrès pour la liberté de la culture était l'un des plus beaux fleurons.

142 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 176.

143 Egalement indiqués comme fondateurs : Gérald Antoine, Alexandre Astruc, Jean-Marie Benoist, Michel Bouquet, Alain Cotta, Paul Granet, Pierre Hassner, René Huygha, Cyrille Koupernik, Thierry de Montbrial, Kostas Papaïoannou, Christopher Pomyan, Alain Ravennes, Maurice Ronet, Maurice Schumann, Pavel Tigrid, Dimitru Tzepeneag, Ilios Yanakakis, Jean d'Ormesson, Robert Bresson, Jean-Claude Brialy, Jean-François Revel, Emmanuel Leroy-Ladurie, Michel Lonsdale, Michel Guy, Julia Kristeva, Viviane Forrestier.

Aron use de son réseau pour essayer de développer le Comité. Dans une lettre à Kissinger, datée du 8 octobre 1981, il écrit : « L'arrivée au pouvoir de François Mitterrand et du parti socialiste ouvre en France une phase d'incertitude et de péril (…) ». Il demande à Kissinger de recevoir Alain Ravennes à la recherche d'aides et de ressources. Notons la dernière phrase de sa missive typiquement aronienne : « Les événements vont encore plus mal que d'ordinaire ; c'est le moment de se contraindre à l'optimisme. ». Kissinger répond par l'affirmative et Aron lui écrira à nouveau le 11 décembre 1981 pour lui demander explicitement une aide pour le financement de C.I.E.L.

Plus classiquement, l'engagement d'Aron se traduit par des conférences ou des présidences de débat. Le 23 février 1981, à l'occasion d'un événement intitulé « 6 heures pour la Pologne », Raymond Aron conclut l'événement par un témoignage de sympathie, évoque l'espoir que les gouvernants des pays occidentaux menacent de réduire les échanges commerciaux avec Moscou et clôt son intervention par la mention explicite : « Vive la Pologne ».

C'est aux assises du CIEL en juin 1982 qu'Aron revient sur un thème qui lui est cher :

> Pour parler dans un vieux langage, celui de Max Weber, je dirai que la plupart des intellectuels, surtout en France, ont été toujours des adeptes de la «morale de la conviction», ils exprimaient leurs convictions par exemple en signant une motion quelconque et remettaient les conséquences à Dieu ou au Diable. L'autre éthique, l'éthique de la responsabilité, exige de songer aux conséquences pratiques, politiques, humaines, de telle ou telle décision.

Au cours de ce premier chapitre, nous avons voulu rapidement évoquer les principaux traits de sa biographie intellectuelle. Pour comprendre son parcours, il a fallu rappeler les grands apports de Max Weber, son séjour en Allemagne et les trois césures qui ont marqué son engagement européen : Berlin 1933, 1947 avec la division du monde en deux pôles et les années soixante-dix avec le sentiment de crise de civilisation.

Sur l'Europe et son avenir, Aron a très tôt proposé la réconciliation de la France et de l'Allemagne, et ce, nous l'avons vu, bien avant la Seconde Guerre Mondiale. Après la guerre, le constat du déclassement de l'Europe est sans appel : « Les vainqueurs de 1914 ne parvinrent pas à maintenir une paix durable. La deuxième guerre fut gagnée par les États périphériques et la gloire de l'Europe à jamais éteinte.[144]» Si la chute de l'Europe est actée, son présent et son avenir sont néanmoins capitaux pour la stabilité du monde. L'Europe est l'enjeu et le théâtre, et donc doit être le sujet, d'une histoire déterminante pour la paix et les relations internationales. N'est-ce pas donner trop d'importance à l'Europe ? Les nations européennes sont désormais, au mieux, des moyennes puissances face aux deux supergrands. Leur place n'est-elle pas désormais toute relative dans le concert du monde ? Pour Aron, il n'en est rien. Le potentiel économique et industriel de l'Europe en fait un acteur et un enjeu stratégiques.

Cette Europe, tout à la fois actrice et enjeu, n'a cessé d'être objet d'analyse pour Raymond Aron. Au-delà de sa réflexion sur la construction européenne, qui n'est pas le cœur de cette étude, l'objet « Europe » lui a permis de travailler plus largement sur les relations entre crise et civilisation.

Or, comment aborder la notion de « civilisation » ? La civilisation est-elle un concept opératoire valable ? Comment comprendre les relations entre « culture » et « civilisation » ? L'Europe peut-elle être considérée comme une civilisation ? Se mélange–t-elle avec « l'Ouest » et / ou avec « L'Occident » ?

Après ce chapitre de présentation d'Aron et ses principales analyses européennes, il est temps d'entrer dans le vif du sujet. Mon sujet de thèse est « La crise de la civilisation selon Raymond Aron à travers l'exemple européen ». Le chapitre 2 traitera des problématiques suivantes : Comment Aron appréhende-t-il le concept de « civilisation » ? Existe-t-il une civilisation européenne ? Autrement dit, comment et

144 Raymond Aron, « La Communauté atlantique : 1949-1982 », *Politique étrangère*, N°4 - 1983 - 48e année pp. 827-839. Disponible en ligne : http ://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/polit_0032-342X_1983_num_48_4_5706

pourquoi le sujet « Europe » est pertinent comme prisme pour étudier la crise de la civilisation ?

Chapitre II

Le concept de civilisation chez Raymond Aron

Ce petit livre appartient, comme les précédents,
à l'enquête que je poursuis, depuis de longues années,
sur la civilisation moderne.
Raymond Aron[1]

La formulation de notre problématique oblige à définir les concepts et à les interroger. Qu'est-ce qu'une civilisation ? L'Europe est-elle une civilisation distincte ? Nous ne prétendons pas à un état des lieux complet (état des lieux impossible tant la notion appelle interrogations et commentaires incessants). Les questions se formulent plutôt ainsi : Qu'est-ce qu'une civilisation pour Aron et l'Europe peut-elle, selon lui, prétendre à cette dénomination ?

1 Raymond Aron, *Essai sur les libertés*, Paris, Calman-Lévy, 1965, Librairie Générale Française, 1976, pour la postface et les annexes, édition consultée : Hachettes Littératures, 1998, 251. Ce livre est issu de conférences données à l'université de Berkeley, Etats-Unis, en 1963, conférences données en anglais, p. 14.

Comme indiqué en introduction, nous avons eu la chance de consulter des textes rarement utilisés et nous les mentionnons véritablement pour la première fois au cours de ce travail. Pour étudier la notion de civilisation, la moins connue et pourtant la plus riche des sources est sans conteste : *L'histoire et ses interprétations, entretiens autour d'Arnold Toynbee*, sous la direction de Raymond Aron, paru en 1961[2]. Il s'agit des actes d'un colloque organisé au Centre Culturel International de Cerisy en 1958 autour de l'œuvre d'Arnold Toynbee et en sa présence[3]. Nous utiliserons ce colloque à de maintes reprises et il n'est pas inutile d'en rappeler le programme[4] en soulignant les contributions d'Aron :

- Vendredi 11 juillet : « Les réactions nationales à l'œuvre d'Arnold Toynbee » avec introduction et conclusion par Raymond Aron ;
- Samedi 12 juillet : « Unité et pluralité des civilisations », communication d'Aron ;
- Dimanche 13 juillet 1958 : « Civilisations et religions » avec une conclusion d'Aron ;
- Lundi 14 juillet 1958 « Civilisation et économie » ;
- Mardi 15 juillet 1958 (matin) : « Croissance et décadence des civilisations (I) » ;
- Mardi 15 juillet 1958 (après-midi) : « Croissance et décadence des civilisations (II) » ;
- Mercredi 16 juillet 1958 : L'histoire et la saisie synoptique du réel ;
- Jeudi 17 juillet 1958 « Les perspectives d'avenir de la civilisation occidentale (I) » ;
- Vendredi 18 juillet 1958 : « Les perspectives d'avenir de la civilisation occidentale (II) », communication d'Aron ;
- Samedi 19 juillet 1958 (matin I) : « L'objectivité historique et les valeurs » ;
- Samedi 19 juillet (matin II) : « Les problèmes de la synthèse historique » ;
- Samedi 19 juillet 1958 (après-midi) : « L'Islam et le sens de l'histoire » ;
- Samedi 19 juillet 1958 (soir) : « Histoire de la philosophie et historicité ».

Pierre Hassner a souligné l'importance de cet ouvrage dans la *Revue française de science politique* en indiquant notamment : « Les critiques apportées à l'œuvre de

2 *L'Histoire et ses interprétations*, entretiens autour de Arnold Toynbee, sous la direction de Raymond Aron, Paris, Mouton, 1961, 237 p.

3 Notons la présence parmi les participants de Paul Ricœur et d'Henri-Irénée Marrou. Nous étudions un texte de ce dernier sur la décadence dans le chapitre suivant.

4 Pour plus de détails, voir : http://www.ccic-cerisy.asso.fr/toynbeeTM61.html

Toynbee elle-même portent surtout sur la notion de civilisation (soumis, sous la direction de Raymond Aron, à une critique serrée et pertinente) (…)[5] ».

Notons un texte intéressant et jamais utilisé : la préface écrite par Aron dans le livre de Toynbee : *Les grands mouvements de l'histoire à travers le temps, les civilisations, les religions*. D'après Aron, cette œuvre « a contribué à la formation de la conscience que la civilisation occidentale a prise d'elle-même.[6] ».

Enfin, nous utiliserons plusieurs sources d'Aron peu mises en valeur : un petit livre rédigé en cours de thèse, *La sociologie allemande contemporaine*[7] dont nous avons déjà parlé au chapitre précédent, des cours et des conférences jamais publiées[8], et surtout, de nombreuses fois, des extraits des cours du Collège de France[9], durant l'année 1975-1976 sur « La décadence de L'Occident », source à notre connaissance totalement inédite.

Culture et Civilisation

Pendant la campagne présidentielle de 2012, la civilisation, en tant que notion, a connu un retentissement médiatique soudain suite à une phrase de Claude Guéant, alors ministre de l'Intérieur, le 5 février 2012. Il déclare lors d'un discours à l'UNI (Union nationale inter-universitaire, syndicat étudiant) : « Contrairement à ce que dit l'idéologie relativiste de gauche, pour nous, toutes les civilisations ne se valent pas ». La polémique qui en suivit, met bien en lumière la complexité de l'utilisation de ce terme. À cette occasion, Françoise Héritier est interviewée dans *Le Monde des livres*. Elle livre la définition suivante de la civilisation :

> Le terme « civilisation » est un fourre-tout très vaste. Les civilisations sont de grands ensembles à longue portée historique où se reconnaissent au long cours

5 Pierre Hassner, Note bibliographique sur *L'Histoire et ses interprétations. Entretiens autour de Arnold Toynbee* sous la direction de Raymond Aron, *Revue française de science politique*, 12e année, n°1, 1962. p. 189. Disponible en ligne : www.persee.fr/doc/rfsp_0035-2950_1962_num_12_1_403369_t1_0189_0000_000

6 Raymond Aron, préface de Arnold Toynbee, *L'histoire, Les grands mouvements de l'histoire à travers le temps, les civilisations, les religions*, Paris / Bruxelles, Elsevier Séquoia, 1975, 548 p., édition française de *A Study of History* (1972), p. 1

7 Raymond Aron, *La sociologie allemande contemporaine*, Paris, PUF, première édition en 1936, édition consultée : deuxième édition, 1950, 176 p.

8 Nous les détaillons à la fin de ce chapitre.

9 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte n°31, « La décadence de l'Occident », 21 leçons au Collège de France entre 1975 et 1976.

> des schèmes de pensée et des manières d'être, d'agir, de se représenter le monde identifiables selon de nombreux critères : grands groupes linguistiques, vêtements, habitats, mais aussi religions et cultes, systèmes politiques et artistiques.[10]

Quelques lignes plus loin, elle distingue le terme de « culture » relatif à des « groupes sociaux de plus petite taille relativement autonomes (...), partageant un fonds symbolique commun[11] ». La pensée allemande a longtemps valorisé le terme de culture (« génie spécifique d'un peuple ») et la pensée française celui de civilisation (« universalité de la raison »)[12], les deux conceptions ayant même longtemps donné lieu à une querelle intellectuelle franco-allemande. Marcel Gauchet rappelle la distinction :

> Le rejet de la Zivilisation, comme matérielle, artificielle et mercantile, au nom de l'intériorité et de l'authenticité spirituelle de la Kultur, est fait, d'un côté, pour mettre en valeur le génie propre de l'Allemagne (la Kultur), mais simultanément, de l'autre côté, pour substituer un universel vrai à l'universalité factice de la Zivilisation, l'universel que l'Allemagne se doit d'imposer à l'échelle mondiale.[13]

Tout au long d'une dizaine de pages au cœur de *Sociologie allemande contemporaine*, Aron relève les distinctions entre culture et civilisations. Il ne s'agit pas pour l'instant, nous y reviendrons plus tard dans ce chapitre, d'étudier la civilisation selon Aron, mais bien de la nommer en fonction (c'est-à-dire ici en confrontation) de la culture.

Selon lui, la civilisation est le monde de la science. La science existe en soi, elle est transmissible et valable universellement. C'est, notamment, une tentative de compréhension du réel. Il écrit à ce sujet : « L'homme élabore une œuvre de civilisation qu'il interpose entre la nature et lui, mais cette œuvre sort du réel et tend à s'y

10 Françoise Héritier, *Le Monde des livres*, 13 février 2012.
11 *Ibidem*.
12 Voir à ce sujet, Aït Abdelmalek Ali, « Edgar Morin, sociologue et théoricien de la complexité », *Sociétés* 4/ 2004 (no 86), p. 89-99, disponible en ligne : www.cairn.info/revue-societes-2004-4-page-99.htm.
13 Marcel Gauchet, « Le problème européen », *Le Débat* 2004/2 (n° 129), p. 50-66, P57-58.

appliquer.[14] » La civilisation est comprise comme un processus de mise en lumière et de domination de la nature par la science.

Tout au contraire, la culture est intransmissible et unique[15] parce que liée à son support, à la réalité de l'instant. C'est pour lui une différence métaphysique : « La culture exprime l'âme même des peuples[16] ». La culture comprend, notamment, la religion, l'expression artistique, la philosophie et les mythes.

À partir de cette distinction, au sein de la conclusion du même ouvrage, Aron entreprend de dégager la spécificité de la sociologie allemande face à la sociologie française. Soulignant qu'en France, les deux termes ne sont pas encore considérés, en 1935, comme des concepts fondamentaux, il rappelle : « Cependant l'accord, au moins parmi les sociologues et historiens, tend à se faire pour désigner par le mot culture les phénomènes de l'âme, par civilisation les faits matériels et techniques. » Cette distinction pose problème pour les auteurs français, d'inspiration positiviste et rationaliste. Pourquoi selon eux, séparer la science de la spiritualité ? Pourquoi affirmer que la culture se définit contre la raison ? Pourquoi refuser que la religion soit une vérité, au même titre que la vérité scientifique ?

Ce débat sur ces concepts l'amène à mettre en valeur les différences entre les philosophes français et allemands. En Allemagne, le philosophe incline à une « religiosité non dogmatique[17] » et sépare la science de la religion, le sentiment de la raison. En revanche, en France, religion et science s'affrontent directement pour le rôle de détenteur de la « vérité[18] ».

Culture et civilisation chez Oswald Spengler et Arnold Toynbee

Oswald Spengler (1880-1936), philosophe allemand et l'historien anglais Arnold Toynbee (1889-1975), sont parmi les auteurs du XX^{e} siècle, qui ont le plus réfléchi au destin de l'Occident. Aron les citera à de nombreuses reprises. Nous ferons souvent appel à eux dans ce chapitre et le suivant à propos des notions de culture, de civilisation,

14 Raymond Aron, *La sociologie allemande contemporaine*, op. cit., p. 64.
15 *Ibidem*, voir p. 66.
16 *Ibidem*.
17 *Ibidem*, p. 166.
18 *Ibidem*.

de crise et de décadence. Leur méthodologie, leur conception même de la civilisation et leur analyse sont souvent bien différentes.

Spengler a publié son fameux livre *Le déclin de l'Occident* entre 1918 et 1922 (deux tomes, traduit en français en 1948). Que reste-t-il de lui ? On peut affirmer, sans prendre beaucoup de risque, qu'il souffre d'un mal bien connu : il est très souvent cité sans être vraiment lu. Un article de la revue *L'Histoire* précise que si Spengler a connu une renommée mondiale et si son influence a été forte sur de nombreux auteurs, il est dorénavant tombé dans l'oubli pour deux raisons principales : ses propositions ont été largement discutées et sont passées de mode mais surtout son œuvre peut être mal comprise en raison d'un culte à l'homme supérieur et de son mépris affiché pour le peuple. Sur son œuvre, rangée parmi les classiques selon la revue, l'auteur (article non signé dans la revue) écrit :

> *Le Déclin* est l'œuvre d'un autodidacte sûr de son génie. Touffue, parfois délirante, pleine de conceptions fausses et d'erreurs matérielles, elle est aussi riche d'intuitions fulgurantes et de remarques inattendues, d'une totale originalité.[19]

De nos jours, il serait significatif de faire un sondage parmi un amphi d'apprentis historiens en 2e ou 3e année de Licence. Ont-ils lu, ou même entendu parler, du *Déclin de l'Occident* (la même question peut se poser pour l'œuvre d'Arnold Toynbee) ? On peut largement émettre l'hypothèse d'une méconnaissance largement majoritaire au sein de l'amphi.

Cet oubli ne doit pas nous empêcher de le lire, tant Aron le cite. Que pouvons-nous en retenir ? De quelle façon nous aide-t-il pour étudier la civilisation selon Aron ?

Pour Spengler, l'histoire doit se comprendre par cycles et non de manière linéaire. Il distingue deux phases de vie d'une société en les opposant : la culture (créatrice et ascendante) et la civilisation (décadente et descendante). La culture comprend le caractère spirituel et intellectuel d'une société, la civilisation représente l'acquis technique et scientifique. Toute société est décadente à partir du moment où elle devient

19 *L'Histoire*, Fiche sur "Le Déclin de l'Occident " d'Oswald Spengler, n°305, janvier 2006, p. 114.

urbaine, rationaliste et riche. Or, chaque société passera, de façon inexorable, de la culture à la civilisation : « la civilisation est le destin inévitable d'une culture[20]. »

D'après lui, le passage de la culture à la civilisation[21] s'est accompli dans l'antiquité au IV^e^ siècle et en Occident au XIX^e^ siècle. Il semble regretter l'époque où le « monde entier » semblait bouger et agir en même temps (par exemple la Réforme).

La civilisation, en tant que telle, est largement connotée de façon péjorative. Remarquons que Julien Freund, élève d'Aron pour sa thèse, propose *a contrario* une définition très générale et trop vague : « « J'appelle civilisation l'esprit qui préside à la manière dont les hommes se socialisent dans un contexte géologique, climatique, géographique donné.[22] » Spengler, quant à lui, parle de « succession organique » inéluctable. La culture est le sommet ; la civilisation, le début de la fin :

> Les civilisations (...) sont une fin ; elles succèdent au devenir comme le devenu, à la vie comme à la mort, (...) Elles sont un terme irrévocable, mais auquel on atteint toujours avec une nécessité très profonde.[23]

Toute société a une naissance, une vie, une chute et une mort au même titre que le cycle des saisons. En d'autres termes, toute société est un organisme vivant avec une dégénérescence et une fin annoncée. Spengler prend exemple du rapport entre la Grèce et Rome. Selon lui, le Romain succède au Grec et ferme une grande évolution. Il a des mots très durs pour les Romains : « sans âme, sans philosophie, sans art, racistes jusqu'à la brutalité, attachés sans vergogne au succès pratique, ils se dressent comme une barrière entre la culture hellénique et le néant[24] ».

Contrairement à Spengler, Arnold Toynbee refuse toute analogie *a priori* entre les civilisations et les organismes biologiques et propose une approche empirique. Aron le précise dans la préface de *L'histoire*, *Les grands mouvements de l'histoire à travers le*

20 Oswald Spengler, *Le déclin de la l'Occident, esquisse d'une morphologie de l'histoire universelle,* tome 1, Forme et Réalité, édition française consultée : Paris, Gallimard, 1948, 411 p., pp. 43-44.

21 Voir à ce sujet, Oswald Spengler, *Le déclin de la l'Occident, esquisse d'une morphologie de l'histoire universelle,* op. cit., p. 33.

22 Julien Freund, *La décadence*, Paris, Sirey, 1984, 392 p., p.2.

23 Oswald Spengler, *Le déclin de la l'Occident,* op. cit., pp. 43-44.

24 *Ibidem*.

temps, les civilisations, les religions : « De Spengler (…) Toynbee ne recueille ni le biologisme (…) ni la loi inexorable de la sénescence.[25] »

Toynbee rappelle que certains intellectuels occidentaux en appellent à une « loi de sénescence et de mort[26] ». En l'indiquant, il fait aussitôt référence à Oswald Spengler. Il mentionne que ce dernier « a soutenu qu'une civilisation est comparable à un organisme et qu'elle est sujette au même processus d'enfance, de jeunesse, de maturité et de vieillesse[27]». Pour Toynbee, les sociétés sont des champs d'expression de l'activité humaine et personne ne peut prédire leur durée.

L'argument de la dégénérescence physique ou physiologique des êtres humains est également rejeté. C'est plutôt une désintégration de leur héritage qui empêche la créativité (nous étudierons par la suite cette notion de perte de créativité) et l'efficacité. Si tout n'est que cycle (toute entreprise humaine est destinée à être réduite à néant), tout ceci ne serait qu'une grotesque « plaisanterie cosmique[28] ». Il écrit dans ce sens : « Je ne crois pas que les civilisations soient fatalement vouées à l'écroulement.[29] » L'histoire de l'humanité n'est pas une répétition sans fin mais bien une marche en avant. Le phénomène de cycle existe bien, mais Toynbee ne lui donne pas autant d'importance.

En prenant la métaphore de la roue, il précise que celle-ci tourne bien sur-elle-même en continu, comme un cycle sans cesse recommencé mais, et là est tout la nuance, la roue n'oblige pas la voiture à tourner en rond. Ce n'est pas la roue qui indique la direction à suivre mais bien le chauffeur qui décide et agit. Il distingue la récurrence secondaire des mouvements (la roue, les saisons) de la progressivité plus générale.

Revenons à Spengler et à la présentation des époques spirituelles contemporaines, esthétiques et politiques au cœur du premier tome du *Déclin de l'Occident*.

25 Raymond Aron, préface d'Arnold Toynbee, *L'histoire,* op. cit., p. 2.
26 Arnold Toynbee, *L'histoire, Les grands mouvements de l'histoire à travers le temps, les civilisations, les religions*, Préface de Raymond Aron, Paris / Bruxelles, Elsevier Séquoia, 1975, 548 p., édition française de *A Study of History (1972)*, p. 138.
27 *Ibidem*, pp. 138-139.
28 *Ibidem*, p. 142.
29 *Ibidem*, p. 137.

Le format est original : il s'agit de plusieurs tableaux sur des doubles pages à dérouler (comme un tiré à part coincé entre deux pages du livre). Spengler présente tout d'abord les époques spirituelles « contemporaines »[30]. Nous pouvons y voir l'Inde (1500 avant JC), l'antiquité (110 avant JC), l'Arabie Saoudite depuis l'an 0 et l'Occident à proprement parler depuis l'an 900. Ces quatre grands ensembles (Inde, Antiquité, Arabie, Occident) vivent quatre grandes époques spirituelles contemporaines selon les quatre saisons : printemps, été, automne et hiver.

Le printemps est la création grandiose, l'été la maturation, l'automne, l'apogée de la puissance créatrice et enfin apparaît l'hiver.

L'hiver doit se comprendre comme : « la civilisation cosmopolite commence - Extinction de la force créatrice de l'âme. La vie même devient problème. Tendances éthico-pratiques de la masse irréligieuse, amétaphysique des grandes villes ». Cette saison comprend 5 époques : « la conception matérialiste du monde : le culte de la science, de l'utilité et du bonheur », « les idéals éthico-sociaux : époque de la philosophie amathématique, le scepticisme », « Le monde formel mathématique intérieurement achevé. Les systèmes de pensée définitifs », « Chute de la pensée abstraite devenue philosophie de la chaire et affaire de spécialistes, littérature encyclopédique », et le dernier « Un dernier état d'âme cosmique s'étend sur le monde entier ». Pour la partie occidentale, cet hiver correspond aux XIX^{e} et XX^{e} siècles.

Le deuxième tableau présente les époques esthétiques et le troisième, les époques politiques « contemporaines ».

Culture et civilisation remplacent les quatre saisons (on peut facilement associer printemps et été à culture et civilisation à automne et hiver). La civilisation au sens politique est présentée comme « Dissolution du corps ethnique, désormais doué d'un sens essentiellement cosmopolite, et réduction de ce corps en masse informe. Ville mondiale et province ». Au sens esthétique, la civilisation est le symbole d'une existence sans forme intérieure, avec sport et excitant nerveux (sic) et un style sans contenu symbolique. Pour Spengler, la civilisation (et donc la chute) débute dans les différentes

30 Oswald Spengler, *Le déclin de la l'Occident, esquisse d'une morphologie de l'histoire universelle, tome 1, Forme et Réalité*, op. cit., p. 62.

sociétés étudiées (Egypte, Antiquité, Chine, Occident) par le règne de l'argent avec la démocratie et par la puissance économique qui pénètre le pouvoir politique.

Il s'essaie à un exercice de prospective prédisant pour l'occident entre 2000 et 2200 : césarisme, population informe et despotisme primitif. Après 2200, l'Occident est promis à la forme définitive : le monde comme butin, c'est-à-dire impuissance de l'impérialisme contre les conquêtes et invasions de conquérants étrangers.

Selon lui, chaque civilisation doit être comprise séparément et la méthode comparative n'a pas lieu d'être.

À ce sujet, au colloque de Cerisy en 1958, Aron s'interroge sur le sens à donner à l'existence d'une pluralité des civilisations, existence non remise en question mais dont il envisage les conséquences pour la compréhension de ces dites civilisations. Une des réponses à cette problématique serait d'affirmer qu'on ne peut les comprendre, puisque les civilisations sont dans l'incapacité de communiquer, étant donné leur incompatibilité. Ce jugement radical est justement le reproche qu'Aron fait à :

> C'est à cette formule extrême qu'arrive Spengler, avec la difficulté, immédiatement visible, qui est que Spengler peut tout expliquer, sauf sa propre existence. Car, dans la mesure où il a raison, il a tort. Si les sociétés, les cultures ne peuvent pas se comprendre, l'homme qui ne peut pas exister, c'est Spengler, qui les comprend toutes.[31]

Cette différence fondamentale entre Spengler et Toynbee est précisée dans un de ses cours au Collège de France. Toynbee s'intéresse aux comparaisons entre civilisations tandis que Spengler proclame « le caractère radicalement incommunicable de chaque culture[32]. »

Selon Toynbee, la compréhension d'une civilisation nécessite l'étude de ses relations avec les autres. La civilisation n'est pas une entité séparée à appréhender dans sa singularité. Il affirme : « En ce qui concerne Spengler, je ne puis accepter, ni son

31 Raymond Aron, communication sur « Unité et pluralité des civilisations », séance du samedi 12 juillet, *L'Histoire et ses interprétations*, op. cit., p. 38.

32 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 31, Collège de France 1975-1976, « La décadence de l'Occident », cours dactylographiés, 6e cours, 8 janvier 1976.

déterminisme, ni la complète séparation qu'il établit entre les diverses civilisations, son refus d'admettre aucune communication entre elles.[33] »

Dans le premier chapitre de son livre, *L'histoire*[34], Toynbee s'essaye à quelques définitions. La culture est synonyme de « régularités » (des faits communs et répétitifs) dans le comportement des membres d'une même société. Il y incorpore les valeurs.

Quelle est la différence avec une civilisation ? Toynbee, dans un premier temps, propose que la civilisation représente la culture contenue dans les villes. Une ville est dans ce sens un ensemble d'habitations où une minorité de la population est libre de tout travail ou de toute activité économique (soldat, administration, prêtre). Cela n'est pas suffisant pour la définition, il faut y ajouter une vision, une spiritualité : « Peut-être peut-on la définir comme une tentative de créer un état de société dans lequel toute l'humanité pourra vivre ensemble et en harmonie comme les membres d'une seule et même famille ? [35] » La civilisation devient un champ intelligible. Si une civilisation en tant que telle est invisible (il ne peut y avoir de frontières physiques, de détermination par individu), ses manifestations sont visibles. Les manifestations peuvent être culturelles, religieuses ou militaires. Elles expriment des idées ou des valeurs communes à une ou des civilisation(s).

Au cours du colloque de Cerisy, certains points de vocabulaire et notamment la problématique des « civilisations » par opposition à « Civilisation », au singulier et avec une majuscule, avaient été précisés par Toynbee. Cette « Civilisation » représente : « (…) un certain stade de la culture humaine, disons un stade primitif, une sorte de transition et une période néolithique, un stade de civilisation, avec certains caractères communs, qui se sont conservés au cours des six derniers millénaires.[36] » Cette phase de culture peut être sur une courbe ascendante ou descendante et parfois de façon ondulatoire ou non.

---

33 *L'Histoire et ses interprétations*, op. cit., intervention pendant le débat qui suit la séance d'ouverture du vendredi 11 juillet matin : « Introduction générale à l'œuvre d'Arnold Toynbee », p. 18.

34 Arnold Toynbee, *L'histoire, Les grands mouvements de l'histoire à travers le temps, les civilisations, les religions*, op. cit. p. 41.

35 *Ibidem.*

36 *L'Histoire et ses interprétations*, op. cit., séance du vendredi 11 juillet (après-midi) : « Les réactions nationales à l'œuvre d'Arnold Toynbee ». Réponse de Toynbee au sein du débat suite à la communication, p. 35.

Qu'est-il advenu des différentes civilisations et quelles sont les causes de leur désintégration ? Toynbee ne croit pas au déterminisme et met en relief l'importance des interactions entre individus. Il défend le pouvoir d'une minorité créatrice. Ce point sera abordé selon plusieurs angles : dans le chapitre suivant pour mettre en évidence le lien entre déclin de cette dite minorité créatrice et chute d'une civilisation, dans le chapitre 6 sur l'importance de l'élan vital, de la créativité et du couple défi-réponse comme sursaut et réponse à la crise et au conflit. À toute action de son environnement, à toute question ou crise (défi), l'être humain est contraint de réagir (réponse). La distinction essentielle avec la méthode déterministe est que, dans ce cadre, la réponse est aléatoire et non déterminée. Si Toynbee peut être enclin, comme Spengler, a dressé un constat de décadence de l'Occident, celui-ci n'est pas à l'abri d'un sursaut.

Ce refus du déterminisme n'empêche tout de même pas Toynbee de remarquer les phases typiques d'une civilisation. Ces phases sont relevées par Aron, dans son 6e cours au Collège de France[37] : intégration des peuples barbares, établissement des cités, break down, écroulement de la civilisation ou tout au moins son arrêt brutal, période de troubles et établissement d'un Empire. Toynbee cherche à ensuite à appliquer ce schéma à d'autres civilisations. Est-ce valable se demande Aron ?

D'après lui, ce schéma est tellement vague qu'on peut toujours trouver des phases plus ou moins similaires. Nous pouvons retrouver ce « break down » par exemple au moment de la guerre du Péloponnèse. Or, et la différence est importante, nul destin ne condamnait Athènes. Les Athéniens ont attiré sur eux, non une illusoire colère des dieux, mais le châtiment des hommes (donc de leur propre fait) et provoqué du même coup pour Aron « la rupture, le breakdown de la civilisation hellénique.[38] »

Ce *break down* provoqué par les hommes résonne dans le débat qui a eu lieu suite à une communication d'Aron[39] lors du colloque de Cerisy. Au cours de la discussion, Toynbee affirme clairement que les « seules réalités sont les actions humaines[40] ». Il indique qu'il

37 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 31, Collège de France 1975-1976, « La décadence de l'Occident », cours dactylographiés, 6e cours – 8 janvier 1976.

38 Raymond Aron, préface, Arnold Toynbee, *L'histoire, op. cit.,* p. 1.

39 *L'Histoire et ses interprétations*, op. cit., séance du samedi 12 juillet : « Unité et pluralité des civilisations ».

40 *Ibidem*, réponse de Toynbee au sein du débat suite à la communication, p. 47.

existe des « réalités secondaires », comme des pays, France, Allemagne, etc. et l'Europe. Entre ces réalités premières, les actions humaines, et les réalités secondaires, l'Europe par exemple, l'historien anglais pense que les institutions peuvent faire le lien. Pour notre sujet d'étude, cette corrélation ouvre une voie de réflexion pertinente. L'Europe communautaire, en tant qu'institution, ne pèche-t-elle pas dans son rôle de ciment entre les peuples européens ? Ne pèche-t-elle pas à donner corps et sens à l'Europe en tant que réalité ? Autrement dit, ici, n'y a-t-il pas un indice de crise de l'Europe en tant que civilisation en devenir ?

Oswald Spengler et Arnold Toynbee sont sans conteste des auteurs essentiels pour comprendre le concept de civilisation. Ils ont permis à Raymond Aron, en creux et en opposition, de se forger sa propre opinion sur ces concepts.

Dans son cours au Collège de France, il note : « Toynbee n'est ni aussi fou ni aussi génial que Spengler.[41] » S'il reconnaît l'audace intellectuelle de Spengler, Aron est presque toujours en désaccord avec lui. Il est plus proche d'Arnold Toynbee et cela se remarque dans le colloque de Cerisy.

Dans le même cours[42] au Collège de France, il note une dernière divergence et non des moindres. Spengler éprouve peu de cas envers les « barbares » qui entourent l'Occident à la différence de Toynbee qui réfute son caractère supérieur. Il va même jusqu'à dire que l'apport de la science et de la technique occidentale est une « agression » envers les autres peuples.

Enfin, toujours dans ce sixième cours le 8 janvier 1976, Aron souligne le point commun des deux intellectuels pour s'en éloigner franchement. Tous deux sont, selon lui, hostiles à la civilisation des lumières :

> Ce qu'ils ont en commun l'Anglais empirique comme l'Allemand romantique, c'est le refus du rationalisme, du progressisme et de l'élévation de l'homme à un stade supérieur par la raison et par la science.[43]

41 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 31, Collège de France 1975-1976, « La décadence de l'Occident », cours dactylographiés, 6e cours – 8 janvier 1976.
42 *Ibidem*.
43 *Ibidem*.

Le concept de civilisation selon Raymond Aron

La problématique de cette thèse repose sur deux présupposés que nous devons dorénavant prouver : chez Aron, la civilisation peut être définie et est opératoire ; l'Europe comme entité, peut être considérée comme une civilisation spécifique.

En 1965, en préface *d'Essai sur les libertés,* Aron écrit à propos de son livre : « Ce petit livre appartient, comme les précédents, à l'enquête que je poursuis, depuis de longues années, sur la civilisation moderne.[44] » Quels sont ses livres précédents dont il parle ? Nous pouvons citer : *Espoir et peur du siècle, essais non partisans*, 1957 ; *Dimensions de la conscience historique,* 1961 ; *Paix et guerres entre les nations*, 1962 ou *Démocratie et totalitarisme,* 1965.

Dans sa communication sur « Unité et pluralité des civilisations [45]» au colloque de Cerisy, Aron s'interroge sur l'existence même des civilisations. La civilisation est-elle un ensemble cohérent en tant que tel ou n'est-ce qu'une construction de l'historien qui l'étudie ? Il ne répond pas catégoriquement et introduit une notion de degré :

> S'il est possible de considérer les civilisations, tantôt comme ce qu'il y a de plus réel dans l'histoire, tantôt comme la chimère de l'historien, c'est que la réalité de ces ensembles historiques, telle que je l'ai définie, est nécessairement une question de degré.[46]

Quels sont les indicateurs qui permettent de mesurer le degré d'une civilisation ? Aron en entrevoit[47] trois : l'originalité, la cohérence et le devenir.

En conclusion de la journée d'études du 12 juillet du colloque, Aron, toujours mesuré dans ses propos, indique : « En réalité, je crois à la nécessité d'une étude sociologique portant sur la structure des civilisations, mais je crois également que notre savoir est encore trop limité pour que nous puissions dire avec certitude dans quel cas le concept réussit et dans quel cas il échoue[48] ». Cette prudence ne permet pas d'affirmer avec force que la notion de civilisation est légitime. Il faut trouver d'autres sources.

---

44 Raymond Aron, *Essai sur les libertés*, op. cit., p. 14.
45 *L'Histoire et ses interprétations*, op. cit., communication du 12 juillet.
46 *Ibidem*, p 42.
47 *Ibidem*.
48 *Ibidem*, p. 55.

Toujours dans sa préface à l'édition française du livre d'Arnold Toynbee, Aron se pose littéralement la question : « Les civilisations (…) existent elles en dehors de l'imagination fertile de l'interprète ?[49] » Les civilisations se parlent et se répondent, elles ne sont pas imperméables, elles se nourrissent mutuellement par emprunts multiples. Se parler et se répondre, n'est-ce pas une preuve d'existence ?

Quelques années plus tard, dans son rapport d'enseignement[50] sur son cours sur « La décadence de l'Occident » au Collège de France, Aron revient sur l'opérationnalité du concept. Pour lui, les notions de culture et de civilisation restent trop sujettes à débat pour faire l'objet de jugements scientifiques et définitifs. Toutefois, ces questions légitimes, n'empêchent pas de travailler et de s'en servir pour comprendre le réel. Le concept de civilisation, même s'il est difficile à définir de façon définitive, est bien opérationnel.

L'opérationnalité du concept de civilisation ne doit pas être remise en question par l'impossibilité d'une prédiction sur l'avenir même de la civilisation. Il le précise clairement en ces termes au cours du Colloque de Cerisy :

> En constatant l'impossibilité de faire aujourd'hui aucune prévision sérieuse sur l'avenir de la civilisation occidentale, on a fini par douter que cette civilisation même comportât une légalité structurelle indépendante. En d'autres termes, l'avenir de notre civilisation dépend de l'avenir des civilisations.[51]

Entre civilisation et nation

La légitimité de la « civilisation » peut également être interrogée à partir de la relation entre celle-ci et la nation. Durant son cours au Collège de France, il se demande qui, entre la nation et la civilisation, représente le mieux la société.

49 Raymond Aron, préface, Arnold Toynbee, *L'histoire,* op. cit., p. 3.
50 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 17, op. cit., Rapport d'enseignement.
51 *L'histoire et ses interprétations,* op. cit., Raymond Aron, communication sur « Les perspectives d'avenir de la civilisation occidentale » (deuxième partie), séance du vendredi 18 juillet, pp. 161-162.

Lors de son 6e cours du 8 janvier 1976[52], il réfléchit au concept de réalité sociale et à sa composition. Il prend deux exemples d'ensemble social : la famille et l'Armée. La famille n'est pas la somme des individus qui la composent mais l'ensemble des interactions, des relations entre ces mêmes individus. Au sein de l'Armée, la réalité sociale est autre. Il s'agit d'un mécanisme global qui fonctionne uniquement parce que chaque individu a un rôle défini à tenir. Chaque personne est un maillon du système.

Ainsi défini, quel ensemble social peut prétendre à représenter la société ? Pour Aron : « (…) depuis au moins deux siècles en Europe, la société par excellence, c'est la nation. [53]» Il n'omet pas d'indiquer que la nation, comme réalité sociale commune à tous ses habitants, est soumise à question par plusieurs problématiques : lutte des classes, pluralité des ethnies à l'intérieur d'une même nation, etc.

Si la nation représente le mieux la société (et nous comprenons ici comment il a toujours opposé la nation à une hypothétique fédération européenne), il n'y a pas d'unité totale ou « (…) une totalité[54] ». Comme nous l'avons déjà vu précédemment, il précise que cette précaution n'interdit pas d'employer ce terme, mais nous avertit du caractère non définitif et soumis à débat à propos de son utilisation.

Où trouver une unité ? Dans ce même 8e cours, Aron opère une modification de la relation entre la nation et la civilisation. Dans les cours précédents, la nation semblait plus légitime car plus à même de représenter la société. Désormais, la civilisation peut être le concept capable de proposer une unité dans « (…) une attitude définie à l'égard de l'univers.[55] » Pour découvrir un schéma de devenir, il faut travailler sur un champ intelligible supérieur, autrement dit la civilisation plutôt que la nation. Même si l'histoire est nationale, pour réfléchir sur le devenir (de chaque nation), on doit prendre de la hauteur et travailler au niveau de la civilisation, même si celui-ci est un conglomérat de plusieurs systèmes sociaux (comme une multitude de cercles concentriques). Nous relevons ici le parallèle avec Toynbee. Ce dernier subordonne la nation (comme champ

52 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 31, Collège de France 1975-1976, « La décadence de l'Occident », cours dactylographiés, 6e cours – 8 janvier 1976.
53 *Ibidem*.
54 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 31, Collège de France 1975-1976, « La décadence de l'Occident », cours dactylographiés, 8e cours – 15 janvier 1976.
55 *Ibidem*.

d'études) à celle d'un plus grand ensemble, la civilisation. Elle seule est intelligible. Notons qu'il emploie indifféremment, société ou civilisation.

Remarquons la différence de conception avec Norbert Elias. Dans un dossier consacré à « Nobert Elias et le XX^e siècle, le processus de civilisation à l'épreuve » paru en 2010, dans la revue *Vingtième Siècle*[56], Florence Delmotte[57] rappelle qu'Elias ne conçoit pas la civilisation comme un stade établi ou une spécificité de groupes ou de sociétés définis. Il s'érige plutôt contre « toute conception substantialiste de la notion telle qu'on la trouve par exemple dans les théories d'Oswald Spengler ou d'Arnold Toynbee[58] ». Selon Elias, la civilisation est clairement irréductible à un ensemble de nations ou de peuples, ainsi qu'à la somme des réalisations ou des caractéristiques de cet ensemble, de même qu'elle ne peut être considérée comme une étape franchie par certaines sociétés et non par d'autres. Qu'est-ce que la civilisation d'après Norbert Elias ? Objet mal défini, sans début, ni fin, Florence Delmotte remarque : « On peut avoir l'impression que le processus de civilisation désigne tout simplement l'évolution historique au sens le plus large.[59] »

En tout état de cause, nous pouvons finalement affirmer l'existence et la légitimité du terme de « civilisation » chez Aron et présenter la définition énoncée lors de son 7^e cours :

> La civilisation désigne un ensemble plus vaste que les entités politiques qui les englobe et qui présente des caractéristiques d'individuation par rapport à d'autres ensembles, et qui d'autre part, est soumis à une loi de devenir ou d'évolution que l'on peut essayer de retrouver dans ces différents ensembles appelées civilisations supérieures.[60]

56 *Vingtième Siècle*, numéro 106, avril-juin 2010, « Norbert Elias et le XX^e siècle, le processus de civilisation à l'épreuve ». Dans ce même numéro, on peut lire un échange de lettre entre Raymond Aron et Norbert Elias en juillet 1939. Aron lui adresse son compte rendu à paraître dans les *Annales sociologiques*. Les questions d'Aron sur les notions d'Elias de contraintes et de répression émises par la société sur l'individu et les mœurs dits civilisés ne concernent pas directement notre sujet.

57 Florence Delmotte, « Termes clés de la sociologie de Norbert Elias », *Vingtième Siècle*, numéro 106, avril-juin 2010, pp. 29-36.

58 *Ibidem*, p. 29.

59 *Ibidem*.

60 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 31, Collège de France 1975-1976, « La décadence de l'Occident », cours dactylographiés, 7^e cours – 13 janvier 1976.

Qu'est-ce que la civilisation occidentale ?

Lors de l'introduction de la séance « Les perspectives d'avenir de la civilisation occidentale » au cours du colloque de Cerisy[61], Aron évoque le conflit entre l'Est et l'Ouest comme deux versions idéologiques d'une même civilisation : la civilisation occidentale. Le conflit théorique est moins grave que peuvent l'imaginer les deux parties : pour les Asiatiques, rapporte Aron, les États-Unis et l'URSS sont les deux tenants d'une même civilisation. Le conflit pratique est beaucoup plus important avec l'existence du danger de la bombe nucléaire.

Cette similitude *Est-Ouest* sera nuancée lors des Colloques de Rheinfelden[62]. Il note que ni l'Occident, ni l'Orient et ni le Monde soviétique sont les représentants d'une unité parfaitement homogène (il distingue donc l'Est et l'Ouest). Un peu plus loin, il caractérise la civilisation occidentale par le mode d'organisation du travail :

> Mais, d'un autre côté, c'est un fait que le mode d'organisation du travail, que la rationalisation par la science, que toute l'humanité veut adopter, a eu son origine dans des sociétés particulières que l'on peut appeler en gros européennes ou occidentales.[63]

Il faut insister sur cette spécificité de rationalisation par la science et la connaissance scientifique chez lui. Elle est mentionnée régulièrement. Dans *La sociologie allemande contemporaine*, dans les dernières lignes de sa conclusion, il écrit : « (…) l'œuvre de Weber, l'œuvre de la plupart des sociologues allemands, vise en premier lieu la singularité historique de notre civilisation occidentale, à savoir la rationalisation.[64] » Egalement, au cours de la séance « Les perspectives d'avenir de la civilisation occidentale » du colloque de Cerisy, il affirme : « (...) tout le monde convient que ce qui est sans précédent dans notre civilisation, c'est le degré atteint par la connaissance

61 *L'Histoire et ses interprétations*, op. cit., Introduction de la séance « Les perspectives d'avenir de la civilisation occidentale », vendredi 18 juillet, par Raymond Aron, p. 154.

62 Raymond Aron, George Kennan, Robert Oppenheimer et al., *Colloques de Rheinfelden*, Paris, Calman-Lévy, 1960, 329 p., p. 94. Les discussions ont été organisées à Rheinfelden en septembre 1959 par le Congrès pour la liberté de la culture. Le thème général était : « La société industrielle et les dialogues politiques de l'Occident ».

63 *Ibidem*.

64 Raymond Aron, *La sociologie allemande contemporaine*, op. cit., p. 170.

scientifique. [65]». Enfin, il rappelle dans la préface de *L'histoire* d'Arnold Toynbee, que l'aventure suprême de l'Occident, « c'est l'aventure de la science.[66] »

Cette rationalisation par la science implique-t-telle la suprématie de l'Occident ? La relation est-elle simplement un rapport de cause et de conséquence ? Dans un débat du 12 juillet du même colloque, Aron évoque l'unité et la pluralité des civilisations. Selon lui, c'est un problème de philosophie historique, d'une importance cruciale pour la situation actuelle. C'est au moment même où la civilisation occidentale affirme et accroît sa supériorité technique et scientifique que l'on remet en question sa suprématie. Pour lui, le « noyau originel[67] », non pas seulement de la pensée de Toynbee, mais de tout le mouvement de pensée auquel elle appartient se situe dans la comparaison entre la guerre du Péloponnèse et la Première Guerre Mondiale. En d'autres termes, est-ce que la guerre de 1914-1918 et ses ravages sont les prémices de la chute de la civilisation occidentale au même titre que la civilisation antique à l'époque de la guerre du Péloponnèse ? Comme à son habitude, Aron n'est pas catégorique. En globalisant, force est de constater que cette peur de la chute due à une autodestruction par les armes n'est pas uniquement circonscrite à la civilisation occidentale, mais bien au monde entier, tout au moins au monde des deux Grands.

A l'heure de la bombe nucléaire et de ses ravages potentiels, lors d'une troisième Guerre Mondiale, il n'y aurait, d'après lui, ni vainqueur et ni vaincu. Il n'y aurait que des survivants, que des pays un peu moins détruits que l'adversaire. Les deux Grands le savent bien et une troisième Guerre Mondiale se déclencherait si, et seulement si, une des deux parties se sentirait en danger de mort imminente. Les deux blocs doivent apprendre à se tolérer mutuellement. Dans une conférence prononcée en anglais à la London School of Economics en 1957, intitulée « La société industrielle et la guerre », il précise que « La civilisation industrielle, dont les cités, les armes, les fusées sont

65 *L'Histoire et ses interprétations*, op. cit., Introduction de la séance « Les perspectives d'avenir de la civilisation occidentale », vendredi 18 juillet, par Raymond Aron, p. 152.
66 Raymond Aron, préface, Arnold Toynbee, *L'histoire*, op. cit., p. 8.
67 *L'Histoire et ses interprétations*, op. cit., introduction de la séance, « Unité et pluralité des civilisations », samedi 12 juillet, p. 37.

marquées par la démesure, ne peut échapper à l'apocalypse que par la mesure.[68]» Selon Aron, pour Auguste Comte, l'essence de la société industrielle est la disparition de la caste militaire et la prééminence du travail. Dans ce sens, les pays occidentaux peuvent se regrouper sous la bannière de société industrielle. Aron se réfère aux trois caractéristiques d'une société industrielle énoncés par Auguste Comte : la liberté du travail (pas de conditions de naissance pour accéder au travail) ; l'importance de la fonction du travail pour déterminer la place de chacun au sein de la société ; la rationalisation et l'organisation de la production.

Lors du colloque sur l'œuvre de Toynbee, Aron détermine la spécificité de la civilisation occidentale par l'organisation industrielle :

> (...) Max Weber a parfaitement raison, ce qui spécifie notre civilisation, ce n'est pas la chrématistique au sens ancien, la recherche du profit par le négoce, c'est la productivité du travail, c'est l'organisation industrielle.[69]

Dans le débat qui suit, Eric Voegelin reproche à Aron d'oublier comme spécificité de la civilisation occidentale bien plus importante, la conjonction de la pensée grecque, de la foi chrétienne et du pouvoir romain (les trois fondements déjà signalés par Paul Valéry en 1919). Ces traits communs comme origines de la civilisation occidentale ne sont pas niés mais Aron insiste : la spécificité actuelle est bien l'adjectif « industriel ».

À la fin du débat, Paul Ricœur rappelle que, s'inspirant de la foi chrétienne ou de l'industrialisation de la société, les grandes questions restent les mêmes face à la vie et à la mort. Et Aron de répondre :

> Si j'ai mis aujourd'hui l'accent sur certains aspects économiques fondamentaux de notre civilisation, je n'ai jamais eu l'illusion que les problèmes humains fondamentaux se trouvaient supprimés par la nouveauté du progrès technique.[70]

A nouveau dans le colloque de Cerisy, décidément source essentielle, Aron précise les grands défis que doit affronter la civilisation occidentale[71] : les conflits entre les deux

68 Raymond Aron, « La société industrielle et la guerre », texte d'une *Auguste Comte Memorial Lecture* prononcée en anglais à la London School of Economics en 1957. Publié dans Raymond Aron, *Les sociétés modernes*, Paris, PUF, 2006, pp. 801-852, p. 834.

69 *L'Histoire et ses interprétations*, op. cit., p 167.

70 *Ibidem*, p. 170.

Grands ; les enjeux des civilisations non industrialisées ; la question de l'urbanisation et donc de l'intégration de l'individu dans un groupe social ; la question de l'efficacité de la démocratie (où souvent dialogue ne rime pas avec décision rapide suivi des faits) ; la question du ciment spirituel qui peut assurer le minimum d'unité à toute société industrielle. Ce dernier point semble très important pour Aron. Il ne peut avoir d'intégration sociale au sein d'une même société sans une croyance, philosophique ou religieuse. Remarquons que dans ce texte, Aron utilise l'expression « civilisation occidentale » ou « société industrielle » pour désigner le même sujet.

Comment réfléchir au devenir de la société industrielle ?

Comment réfléchir au devenir de la société industrielle ? Dans la leçon 2 de *Dix-huit leçons sur la société industrielle (*cours à la Sorbonne en 1955-1956 et publié en 1962), Aron s'aide de trois grandes questions sociologiques proposées par trois auteurs : Auguste Comte, Alexis de Tocqueville et Karl Marx[72].

Auguste Comte réfléchit à la société scientifique et à la reconstitution possible d'une foi collective. Tocqueville, en partant du principe que les sociétés occidentales modernes ont tendance à aller vers l'égalité entre les individus, s'interroge sur la nature sociale et politique du régime de ces sociétés. Karl Marx, quant à lui, essaye de comprendre les lois de fonctionnement et de transformation du régime capitaliste pour réfléchir à une nouvelle unité économique et sociale. Nous pouvons donc réfléchir à la civilisation et son devenir selon différents axes : entre science et foi, socialement et politiquement, économiquement.

Pierre Manent[73], dans une intervention dans un colloque dédié à *Raymond Aron, philosophe de l'histoire*, nous met cependant en garde. Il rappelle l'admiration d'Aron pour ces trois auteurs en soulignant que ce dernier n'adhère pas totalement à l'idée d'une

71 *Ibidem,* introduction de la séance « Les perspectives d'avenir de la civilisation occidentale », vendredi 18 juillet.

72 Raymond Aron, *Dix-huit leçons sur la société industrielle,* Paris, Gallimard, 1962, édition consultée : Paris, Idées / Gallimard, 1975, p. 378, leçon 2 et plus particulièrement pp. 36-37. Ces textes sont issus de cours professés à la Sorbonne durant l'année 1955-1966.

73 Pierre Manent, « Aron et l'histoire », dans *Raymond Aron, philosophe dans l'histoire*, sous la direction de Serge Audier, Marc Olivier Baruch, Perrine Simon-Nahum, Paris, Editions de Fallois, 2008, 234 p, pp 127-132.

philosophie de l'histoire qui affirme l'existence d'un « processus » dont l'humanité est à la fois le réceptacle et le résultat. Affirmer l'évolution d'un processus (vers quoi, pourquoi, est-il nécessaire ?) est oublié le côté tragique, désordonné, imprévu et accidentel de l'histoire.

En tout état de cause, pour l'ensemble de cette thèse, nous choisirons le prisme social et politique avec Tocqueville[74] pour plusieurs raisons. Nous pensons que ce prisme est plus pertinent pour étudier la (les) crise(s) de la civilisation. D'autre part, ce choix fera ressortir les analyses d'Aron et césures dans son parcours. Dans ce sens, nous mettrons de côté ou nous passerons rapidement sur la place de la religion dans le devenir de la civilisation et la pertinence de la question du régime capitaliste dans la réussite ou déclin de la civilisation occidentale. Nous réserverons également une large place à la démocratie et au fait capital de l'égalité des conditions (nous consacrons la majeure partie du chapitre 5 à ce sujet).

En fin de compte, si nous pouvons confondre civilisation occidentale et société industrielle, peut-on faire de même entre civilisation occidentale et civilisation européenne ? Est-ce juste un point de vocabulaire ou est-ce plus important ? L'Europe est-elle synonyme de civilisation occidentale, en est-elle une partie, la mère, la fille ?

Une civilisation européenne ?

Robert Frank a mis en valeur la difficulté de cette notion dans un article de *Vingtième siècle*, paru en 2001, « « Une histoire problématique, une histoire du temps présent ». Il problématise la question ainsi :

> « Cette « Europe-civilisation » fait aussi problème : puisque à bien des égards, elle s'est présentée comme universaliste et conquérante, la civilisation

74 Voir à ce sujet, Pierre Manent, *Tocqueville et la nature de la démocratie*, 1982, éditions Julliard, collection Commentaire, Fayard, 1993 pour l'édition consultée, 181 p. Nous en reparlerons au chapitre 5.

> européenne est présente hors d'Europe, ce qui contribue à rendre celle-ci difficilement identifiable ou difficile à définir.[75]

Dans le même numéro de *Vingtième siècle*[76], John Horne, historien irlandais, précise que le terme de « civilisation », pour l'Europe, épouse la notion de progrès et surtout son caractère presque inéluctable à partir du XVIII[e] siècle. Or, les horreurs du XX[e] siècle, dès son début avec la Première Guerre Mondiale a fait prendre conscience à l'Europe qu'elle était mortelle pour paraphraser Paul Valéry. Le progrès et la science ne nous protègent pas de la guerre fratricide, ils ne sont pas les deux moteurs implacables de l'Histoire qui marche vers un accomplissement forcément meilleur qu'avant.

A partir de 1947, la guerre froide a, selon John Horne, fait se confondre civilisation européenne et civilisation occidentale. L'Europe de l'Ouest contre l'URSS c'est l'Occident contre le communisme.

Qu'en est-il pour Aron ? Est-il possible de distinguer la civilisation européenne ? Peut-on la différencier de la civilisation occidentale ? Cette nuance de vocabulaire est fine mais néanmoins primordiale pour l'articulation de notre problématique. Il s'agit rien de moins que l'un des présupposés de notre intitulé de thèse. Il doit être confirmé par des textes précis.

Nous le verrons tout au long de ce travail, Aron utilise parfois les deux (civilisation occidentale et civilisation européenne) de la même manière, sans y prêter de l'importance. Dans différents écrits, il cherche tout de même à les différencier (ou à réfléchir en tout cas sur la possibilité et la légitimité d'une telle distinction). Il entreprend cette réflexion au cours d'une conférence (première conférence d'une série de deux) à l'Ecole nationale d'administration, le 26 novembre 1946, intitulée « Perspectives sur l'avenir de l'Europe[77] ». Il écrit ce paragraphe pour nous capital :

---

75 Robert Frank, « Une histoire problématique, une histoire du temps présent », *Vingtième siècle, Revue d'histoire*, 2001, vol. 71, numéro 1, pp. 79-90, p. 80.

76 John Horne, « Une histoire à repenser », *Vingtième Siècle, Revue d'histoire,* 2001, vol. 71, numéro 1, pp. 67-72.

77 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 1, deux conférences portant le même titre : « Perspectives sur l'avenir de l'Europe » 1re conférence, 26 novembre 1946 ; 2e conférence, 27 novembre 1946.

> Cette caractérisation des traits singuliers de la civilisation européenne, je vais la centrer autour de trois mots très simples : science, histoire et liberté. Je pense en effet que l'on peut aboutir à une définition satisfaisante de l'originalité européenne à partir de ces trois mots.

La science se comprend comme la technique et notamment la rationalisation du travail, nous l'avons déjà mentionné plus haut dans ce même chapitre. L'homme cesse d'être seul et fait partie d'un mécanisme global.

Pour la notion d'Histoire, il affirme que la culture européenne est la seule à avoir une histoire. Il précise qu'il existe bien des chroniques en Chine et dans d'autres cultures, mais : « […] il n'y a nulle part ce développement de la connaissance du passé avec la prétention d'en connaître la vérité et d'en expliquer les mécanismes.[78] ». Il contredit ici son hésitation à considérer comme distincte la culture européenne, affirmant quelques mois plus tôt (ironiquement dans le même lieu, l'ENA) : « Il est de plus en plus difficile de définir une culture proprement européenne.[79] » Aron distingue la culture méditerranéenne, puis la chrétienté médiévale et enfin l'Europe des nationalités. Pour lui, le concert européen est une notion diplomatique et non une notion de culture.

La liberté, quant à elle, a cette double signification : « (…) se détacher des autres pour méditer sur les vérités, et libre aussi pratiquement par une situation déterminée dans la société[80] ».

Ces trois termes définis (science, histoire, liberté), il souligne la spécificité de la relation de la civilisation européenne face à eux. Non seulement, ce sont les trois caractéristiques de cette dite civilisation, mais ils génèrent, par essence, une série de contradictions et d'oppositions. Il écrit que la vie européenne est inconcevable sans « (…) une sorte de dialectique permanente entre termes opposés[81]. »

Cette tension permanente entre termes opposés, comme action des contraires, sera l'un des principes de l'idée de l'Europe selon Edgar Morin : le principe dialogique. Les

78 *Ibidem*.
79 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 1, Cours ENA, « La crise du XX^{e} siècle », 6^{e} cours, 7 mai 1946.
80 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 1, ENA, 1re conférence, op. cit., 26 novembre 1946.
81 *Ibidem*

contradictions sont intégrées pour donner vie à une dynamique nouvelle. Morin écrit notamment : « L'originalité européenne est donc non seulement dans la complémentarité active, mais aussi dans la conflictualité permanente (…).[82] »

Quelles sont ces oppositions internes selon Aron ? La science peut être considérée comme une valeur spirituelle de découverte et de vérité mais aussi comme une rationalisation trop excessive. Le rapport à l'histoire peut engendrer ces deux extrêmes, relativisme ou déterminisme. Enfin, la liberté peut se comprendre comme une tension entre la liberté politique et la liberté individuelle.

Quelques mois plus tard, dans une conférence à Savennières durant les *Semaines étudiantes internationales*, Aron reprendra ces trois notions - science, histoire, liberté - pour définir l'Europe en soi et détaillera cette tension permanente, propre à la civilisation européenne : « C'est au nom d'une rationalisation systématique que l'on aboutit à la barbarie[83] ». La systématisation des chambres à gaz n'est-elle pas un exemple de la rationalisation poussée à ses limites ? L'utilisation de l'homme comme rouage technique d'une chaîne de production n'est-elle pas le symbole d'une appréciation de l'homme comme simple machine au prix de sa liberté individuelle ?

Dans cette même conférence essentielle de 1947, Aron évacue rapidement la question de la nécessité de l'unité européenne, tant la réponse est évidente : « Tous [écrivains, hommes politiques] sentent que l'unité européenne, sous une forme qui reste à déterminer, représente une des nécessités de l'époque.[84] » Richard Löwenthal, dans « L'Europe partagée », relève à ce sujet : « Aron fut toujours un Français profondément patriote ; mais il a toujours cru à l'unité fondamentale de la civilisation européenne.[85] »

Aron s'interroge néanmoins plus longuement sur l'unité européenne en elle-même et apporte une distinction primordiale pour comprendre son concept d'Europe : « Il y a

82 Edgar Morin, *Penser l'Europe*, Paris, Gallimard, 1987, 215 p., p. 90. Citation extraite de : Eric Pincas, *Edgar Morin, penseur de l'Europe*, Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin, n°5, été 1998.

83 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 89, 5 août 1947, Semaines étudiantes internationales, Savennières, « Y a-t-il une civilisation européenne ? ».

84 *Ibidem*.

85 Richard Löwenthal, « L'Europe partagée », dans « Raymond Aron, Histoire et politique, textes, études et témoignages », *Commentaire*, Hiver 1985, numéro 28-29, p.242.

peut-être une unité européenne en soi, il n'y a jamais eu d'unité européenne pour soi.[86] » Nous retrouverons dans plusieurs textes cette distinction et il est nécessaire de s'y attarder quelque peu.

Selon lui, l'Europe tout entière s'est nourrie des mêmes influences culturelles : héritage grecque et latin, féodalité, christianisme, réforme, renaissance, industrialisation. En ce sens, il écrit :

> (…) il est probable qu'il y a quelque chose comme une civilisation européenne, mais, et j'insiste beaucoup sur cette idée, bien qu'elle soit très simple, on n'y songe pas assez, il n'y a jamais eu de conscience de l'Europe en tant que telle.[87]

L'Europe a entrepris des choses communes mais jamais au nom de l'idée de l'Europe. Les passions nationales ne semblent pas disparaître pour laisser place à l'accomplissement de l'idée européenne.

À la fin de cette même année 1947, au cours d'une conférence à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris[88], Aron reprend la distinction en soi / pour soi. Il évoque l'unité culturelle et l'évolution historique comparable des pays pour l'Europe en soi et l'absence d'Europe pour soi avec l'inexistence d'un patriotisme européen et rappelle que l'Europe n'a jamais été le mot clé d'une idéologie politique. Notons que pour Eric Hobsbawm[89], dans un article du *Monde*, en 2008, l'Europe idéologique existe bel et bien et est ancienne. Il fait référence à l'Europe terre de civilisation contre la non-Europe des Barbares. Selon lui, l'Europe comme métaphore d'exclusion existe depuis Hérodote et existe toujours. Il se rapproche d'Aron en précisant que l'Europe se définit contre, par la frontière (ethnique, sociale, culturelle autant que géographique).

Aron évoque également à nouveau la dualité entre les formes de rationalisation. Il indique que l'Europe a rationalisé les sciences et l'administration (mais comme d'autres parties de la planète) et en même temps n'a jamais totalement accepté cette

86 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 89, 5 août 1947, Semaines étudiantes internationales, Savennières, « Y a-t-il une civilisation européenne ? », souligné par Aron dans le texte dactylographié de la conférence.

87 *Ibidem.*

88 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 3, conférence à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, 19 décembre 1947, « L'idée d'Europe ».

89 Eric Hobsbawm, « L'Europe : mythe, histoire, réalité », *Le Monde*, 25 septembre 2008.

rationalisation. Il caractérise cette tension permanente de « densité historique qui entoure l'aventure technique et scientifique[90] ». Il problématise cette tension, mieux qu'il ne l'avait fait dans les conférences précédentes :

> Ce qui fait la vie de l'Europe, ce n'est pas uniquement la science et la technique, mais c'est le refus d'accepter d'aller jusqu'au bout d'aucune des directions dans lesquelles s'engage l'humanité.[91]

À ce sujet, il indique que les États-Unis et l'URSS dotés d'un optimisme rationaliste perdu par l'Europe, sont moins dialectiques et contradictoires et ont été jusqu'au bout d'une certaine idée et acceptent d'en payer le prix. Qu'entend Raymond Aron à propos de cette dernière différence ? Selon lui, l'URSS est allée jusqu'au bout de la rationalisation collective et de la planification (le prix à payer est la disparition de la liberté personnelle). L'allié américain, quant à lui, accepte les rigueurs de la concurrence libre (et comprend une large place à l'inégalité).

Dans les deux conférences citées (ENA, 27 novembre 1946 et IEP, 19 décembre 1947), Aron introduit une distinction supplémentaire entre la civilisation européenne et la civilisation occidentale. Il indique que, contrairement aux deux Grands, l'Europe est à la mesure de l'homme sans la concentration des masses. Il poursuit : « (…) le continent européen est le seul qui soit à la mesure d'homme, le seul où l'homme trouve une espèce d'accord et d'entente, de complicité avec le milieu.[92] »

D'autres différences, notamment sur le plan économique et politique sont relevées. Les deux principales différences de structure sont ainsi déterminées : l'Europe est un conglomérat de plusieurs États nationaux tandis que les deux Grands représentent deux formes d'États multinationaux et chez ces derniers, l'économie est une économie de « grand espace », ce qui n'est pas le cas des pays européens.

90 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 3, conférence à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, 19 décembre 1947, « L'idée d'Europe ».
91 *Ibidem*.
92 *Ibidem*.

Au cours du colloque de Cerisy[93], il précise que l'Europe, avec une construction originale à partir de 1945 (dans le sens nouveau et distinct), a bel et bien un destin commun entre les rivalités des deux Grands.

Toutes ces distinctions lui permettent de conclure (et nous de répondre à question posée plus haut de la relation « parentale » entre les deux Grands et l'Europe) :

> Or ces deux grandes puissances [États-Unis et URSS] ne sont pas proprement européennes, mais elles appartiennent à l'ensemble de la civilisation occidentale. Elles sont, si vous voulez, les puissances héritières de l'Europe.[94]

Face aux deux Grands, l'Europe est une civilisation à part entière. Cette civilisation se comprend également dans son rapport à la guerre. Les deux Guerres Mondiales sont des éléments distinctifs qui permettent de singulariser ce continent. Dans *Sciences et politique chez Max Weber*, nous pouvons relever : « Les pays d'Europe qui sacrifièrent follement leur jeunesse dans l'héroïsme et la boue des tranchées appartenaient à la même civilisation.[95] » et la page suivante : « Mais, on le sait aujourd'hui, il s'agissait d'une guerre à l'intérieur d'une seule et même sphère de civilisation.[96] »

En 1957, dans sa conférence déjà évoquée (Auguste Comte Memorial), il précise que la Première Guerre Mondiale a été ruineuse pour la « commune civilisation[97] » (il parle des pays européens). Il porte un regard lucide sur le premier demi-siècle et les deux guerres européennes fratricides : « Incapables de se rassembler en un seul État, les diverses nations n'ont pu vivre en paix, côte à côte, soumises à des souverainetés distinctes et participant de la même civilisation.[98] »

La civilisation européenne peut être comprise comme une entité singulière. C'est un sujet déterminé par les guerres civiles (les deux Guerres Mondiales) sur son sol et par le

93 *L'Histoire et ses interprétations*, op. cit., introduction de la séance, « Unité et pluralité des civilisations », samedi 12 juillet.

94 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 3, conférence à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, 19 décembre 1947, « L'idée d'Europe ».

95 Raymond Aron, *Les Sociétés modernes*, op. cit., « Science et politique chez Max Weber et aujourd'hui », p. 202.

96 *Ibidem*, p. 203.

97 Raymond Aron, *Auguste Comte Memorial Lecture*, op. cit., p 810.

98 *Ibidem*, p. 812.

rapport de forces à partir de 1945. Mais est-ce suffisant ? Est-ce opératoire pour Aron ? Nous proposons une longue citation qui a le mérite de mettre en valeur en quelques lignes le Vieux continent, tant dans sa singularité que dans son importance au sein des relations internationales :

> On peut dire, naturellement, que l'Europe n'est après tout qu'une petite province dans le monde actuel. Certes, les problèmes mondiaux sont plus vastes. Il est fort probable que dans cinquante ou cent ans, ce qui se passe aujourd'hui en Chine apparaîtra infiniment plus important que ce qui nous passionne en Europe, mais à échéance de dix ou de vingt ans l'Europe occidentale reste, avec les États-Unis d'Amérique, le Commonwealth et l'Union soviétique, une des grandes concentrations industrielles du monde. Elle est la base industrielle d'une grande puissance. Selon que cette base industrielle appartiendra à l'un ou l'autre des colosses, il en résultera une modification quasiment décisive du rapport des forces.[99]

Notons qu'il reprendra plus de 25 ans plus tard, dans son cours au Collège de France en 1976, cette distinction. Pour lui, les entités européennes ont une « (…) histoire commune dans le dialogue et dans la guerre et que l'ensemble constitue quelque chose d'individuée ou de différente, disons par rapport à la Chine ou par rapport à l'Inde.[100] »

Nous avons voulu multiplier les références, au risque d'une certaine répétition, pour montrer que l'affirmation d'une communauté de civilisation pour l'Europe chez Aron n'est pas anodine ou rare. Elle est argumentée et régulière dans ses écrits.
Il existe une civilisation commune, de fait, c'est-à-dire faite par couches successives, par strates, par sédimentation[101].

99 Raymond Aron, « Les chances d'un règlement européen », *Politique étrangère*, n°3 - 1949 - 14e année pp. 249-262. Disponible en ligne : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/polit_0032-342X_1949_num_14_3_2808

100 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 31, Cours au Collège de France, 8e cours, 15 janvier 1976.

101 Agnès Bayrou, doctorante à l'IEP de Paris, au cours d'une entrevue en novembre 2011, m'a indiqué ce terme très pertinent. Elle le reprend dans : Agnès Bayrou, « Aron et l'Europe », *Commentaire*, n°136, hiver 2011-2012, p. 930 : « L'Europe existe bien comme civilisation, tout au moins comme processus de "sédimentation historique". »

Cette histoire commune n'est pas également synonyme de projet politique commun. Dans un article de 1983, « La communauté atlantique » Raymond Aron écrit : « A travers l'histoire, la communauté de civilisation n'entraîna jamais l'alliance politique.[102] » Tout au contraire, comme nous l'avons vu plus haut, la civilisation européenne ne peut empêcher deux guerres fratricides. Sur le plan politique, il rappelle que les États européens ont vécu « (…) leur civilisation commune sous forme d'un système d'équilibre et tout système d'équilibre implique de temps à autres des conflits.[103] » La lutte des États européens a commencé au XVI^e^ siècle avec la compétition entre François I^er^ et Charles Quint. Pour Aron, l'histoire politique des États européens a été dominée par la recherche de l'équilibre. L'équilibre repose sur un principe simple : aucun état européen ne doit représenter une telle force que l'ensemble des autres pays coalisés n'arriverait à le vaincre.

Pour conclure, reprenons les caractéristiques de la civilisation européenne : la science, l'histoire et la liberté. L'Europe a une histoire commune marquée par des guerres fraticides. Elle est une civilisation distincte, objet de convoitise à partir de 1945 entre les deux Grands. Cette civilisation n'a pas, selon Aron, de conscience, de sentiment et de projet politque.

Nous souhaitons rappeler l'importance de certains cours ou conférences d'après-guerre (nous en avons largement fait écho) entre 1946 et 1947. Ils sont essentiels à notre sujet et, à l'exception de « Y a-t-il une civilisation européenne ? », non publiés ou très rarement cités. Notons, entre autres :

- 1946, ENA, douze séances du cours « La crise du XX^e^ siècle » ;
- 26 et 27 novembre 1946, ENA, deux conférences portant le même titre : « Perspectives sur l'avenir de l'Europe » ;

102 Raymond Aron, « La Communauté atlantique : 1949-1982 », *Politique étrangère*, n°4 - 1983 - 48e année pp. 827-839. Disponible en ligne http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/polit_0032-342X_1983_num_48_4_5706

103 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 31, Cours au Collège de France, 8e cours, 15 janvier 1976.

- 5 août 1947, Semaines étudiantes internationales, Savennières, « Y a-t-il une civilisation européenne ? » ;
- 19 décembre 1947, conférence à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, « L'idée d'Europe ».

Après un chapitre 1 présentant de façon synthétique le portrait intellectuel d'Aron et son itinéraire, ce chapitre 2 avait pour objectif de répondre à deux questions simples : Qu'est-ce qu'une civilisation (dans le sens : ce concept est-il opératoire) selon Aron ? Est-ce que l'Europe peut être considérée comme une civilisation ?

En étudiant le travail continu d'Aron sur la civilisation et sur l'Europe, étude qui n'a jamais été présentée dans sa globalité, nous pouvons répondre à ces questions par l'affirmative. Nous avons proposé un prisme social et politique pour appréhender la problématique de la civilisation en nous aidant des distinctions établies par Aron entre Comte, Tocqueville et Marx.

Le choix de l'angle européen pour étudier la civilisation chez Aron est pertinent à double titre. L'Europe, comme sujet d'histoire, est une civilisation phare de l'Occident et son histoire est significative, ce qui nous conduit à la question suivante : toute civilisation est-elle vouée à la décadence ?

Chapitre III

Une civilisation est-elle vouée à la décadence ?

En marge de l'idéologie dominante, celle du progrès,
une autre philosophie de l'histoire survit dans l'ombre, chargée d'opprobre,
parfois maudite, celle qui dénonce les idoles modernes,
annonciatrices de la décadence[1].
Raymond Aron

La notion de décadence

Comme la civilisation, la polysémie de la décadence invite à la prudence. *Le Petit Robert* la définit comme : « Acheminement vers la ruine ; état de ce qui dépérit, périclite ». La décadence vient du latin médiéval (champ lexical de la construction) *cadere* qui signifie tomber. Le dictionnaire propose de nombreux synonymes : abaissement, affaiblissement, affaissement, chute, déchéance, déclin, décrépitude, dégénérescence, dégradation dépérissement. La décadence peut être associée à une période donnée, à un moment de l'histoire où a lieu cette dégradation, avec une mention,

1 Raymond Aron, *Plaidoyer pour l'Europe décadente*, Paris, Laffont, 1977, 510 p.; nouvelle édition, Paris, Hachette, « Pluriel », 1978, p. 28. Dans introduction : « En quête d'un titre ».

bien sûr, à la décadence des dernières années de l'Empire romain. Le *Larousse* en ligne apporte un complément intéressant : « État d'une civilisation, d'une culture, d'une entreprise, etc., qui perd progressivement de sa force et de sa qualité ; commencement de la chute, de la dégradation : Entrer en décadence.[2] »

La décadence est-elle objective ou subjective ? Est-ce une notion pertinente et opératoire pour l'historien, et plus précisément pour cette étude ? L'historien doit-il, au contraire, laisser la réflexion sur la décadence à d'autres disciplines et se contenter d'étudier, dans le temps, les « représentations » de la décadence, par les uns et les autres ? Pourquoi les frontières entre crise et décadence sont-elles si poreuses ? Une civilisation, européenne ou autre, est-elle nécessairement vouée à la décadence ou un avenir peut-il être envisagé ?

Peut-elle être la face obscure – un autre nom - du progrès, comme le propose Baudelaire en 1884 ? Dans sa préface aux *Nouvelles histoires extraordinaires* d'Edgar Poe, il définit le progrès comme la grande « hérésie de la décrépitude ». Il évoque aussi la déchéance de l'homme civilisé :

> L'homme civilisé invente la philosophie du progrès pour se consoler de son abdication et de sa déchéance ; cependant que l'homme sauvage, époux redouté et respecté, guerrier contraint à la bravoure personnelle, poète aux heures mélancoliques où le soleil déclinant invite à chanter le passé et les ancêtres, rase de plus près la lisière de l'idéal.[3]

François Bourricaud, à la fin des années cinquante, précise que « Le thème de la décadence est constant dans la réflexion politique (...) il suffit de rappeler les noms de Machiavel et de Montesquieu pour bien se persuader que les hommes de la Renaissance et les modernes n'ont jamais négligé le thème de la décadence.[4] »

---

2 Voir : http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/d%C3%A9cadence/21971

3 Charles Baudelaire, préface des *Nouvelles histoires extraordinaires* d'Edgar Poe, 1884, disponible en ligne : http://www.tierslivre.net/litt/baudelpoenot2.html. Les premiers mots de la préface sont : « Littérature de décadence »

4 François Bourricaud, intervention à la séance consacrée à « Croissance et décadence des civilisations », mardi 11 juillet matin, dans *L'Histoire et ses interprétations, entretiens autour de Arnold Toynbee*, sous la direction de Raymond Aron, Paris, Mouton, 1961, 237 p., p. 99.

Pour Jean-François Dunyach, Hippolyte Taine (1828-1893), auteur de *Les origines de la France contemporaine,* publiées en six volumes de 1876 à 1893, peut être considéré comme le dernier, voire le seul à avoir réellement travaillé sur une théorie de la décadence. Il écrit à ce sujet :

> On peut s'interroger sur le relatif désintérêt de la discipline historique contemporaine à l'égard d'une notion qui, pourtant, mobilise un ensemble de perspectives et de réflexions dont l'Histoire est la matière. La décadence est en effet méditation sur l'Histoire. Elle constitue d'ailleurs, en un sens, l'objet même dans la mesure où elle propose tout d'abord une explication de la disparition d'une civilisation, d'une société, c'est-à-dire qu'elle tente de décrire les causes et le processus qui, précisément, ont vu l'objet étudié disparaître de l'Histoire, du cours positif des événements, pour entrer dans le champ du discours historique.[5]

Au même titre que la notion de progrès, la décadence se propose d'entrer en résonance avec l'Histoire passée et l'Histoire en cours pour l'analyser sous ce prisme. La critique tainienne a relevé que le thème de la décadence était incantatoire et trop souvent considéré comme grille de lecture pertinente mais pas assez remis en question. Il est vrai que la décadence peut sembler correspondre à un exercice de style, où toute époque présente est forcément décadente par rapport à une époque révolue et glorifiée.

La différence avec un exercice de style est, sans aucun doute possible, l'horreur et le traumatisme laissés par la Première Guerre Mondiale. Paul Valéry écrit en 1919, sa célèbre phrase : « Nous autres, civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles.[6] » La première phrase de son petit opuscule, *La crise de l'esprit*, sonne comme un terrible aveu. La Première Guerre Mondiale, par l'horreur des combats, par le

5 Dunyach Jean-François, « Histoire et décadence en France à la fin du XIX^e^ siècle. Hippolyte Taine et Les origines de la France contemporaine », *Mil neuf cent*, N°14, 1996. pp. 115-137. Disponible en ligne : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/mcm_1146-1225_1996_num_14_1_1153, p. 116. Il note cependant deux livres sur le sujet : Pierre Chaunu, *Histoire et décadence*, Paris, Perrin, 1981 et Julien Freund, *La décadence, Histoire sociologique et philosophique d'une catégorie de l'expérience humaine*, Paris, Sirey, 1984. Nous reviendrons au cours de ce travail sur cette dernière référence.

6 Paul Valéry, *La crise de l'esprit*, Extrait de *Europes de l'antiquité au XXe siècle*, Anthologie critique et commentée, Paris, Robert Laffont, collection Bouquins, 2000, p. 405-414. Première publication en anglais, dans l'hebdomadaire londonien *Athenaeus*, avril – mai 1919. Disponible en ligne : http://classiques.uqac.ca/classiques/Valery_paul/crise_de_lesprit/valery_esprit.pdf

nombre de morts, par son essence même (une guerre civile européenne) et par l'épuisement de tous les pays (vainqueurs et vaincus) au sortir de la guerre a fait jaillir aux yeux de tous la mortalité du Vieux continent. Continent gendarme du monde et civilisateur avant la guerre, l'Europe semble désormais à genoux pour Paul Valéry : « Nous sentons qu'une civilisation a la même fragilité qu'une vie. »

Le poète évoque les différentes facettes de la crise de la civilisation européenne. Si la crise militaire est finie, il subsiste une crise intellectuelle. Il liste plusieurs indicateurs et notamment : la mort sur les champs de bataille d'artistes et d'écrivains, la défaite de la culture et de la connaissance européennes pour éviter la guerre, la science « déshonorée par la cruauté de ses applications ».

Comment l'Europe va-t-elle se relever ? En a-t-elle le pouvoir ? Pour Valéry, la question est tout à la fois simple et capitale : l'Europe va-t-elle garder sa prééminence (c'est-à-dire : « le cerveau d'un vaste corps ») ou devenir un petit bout du continent asiatique, destin plus conforme à sa réalité géographique et physique ? Sans répondre véritablement, il ne pose pas le sceau de l'inéluctabilité d'un sombre destin pour l'Europe.

Quelques années plus tard, dans *Regards sur le monde actuel*, en 1931, Valéry évoque la décadence européenne en ces termes : « Le résultat immédiat de la Grande guerre fut ce qu'il devait être : il n'a fait qu'accuser et précipiter le mouvement de décadence de l'Europe.[7] » Il fait référence dans la première partie de son livre, intitulée « Notes sur la grandeur et la décadence de l'Europe », à l'affaiblissement général des pays européens suite à cette guerre civile européenne. La guerre a accéléré la décadence mais le mouvement semblait déjà inscrit (utilisation du terme « précipiter »).

Christophe Charle dans son ouvrage, *Discordance des temps, une brève histoire de la modernité* [8], rappelle que de nombreux auteurs se sont interrogés sur la fin de l'Europe dans l'entre-deux-guerres. Keynes pronostiquait une nouvelle catastrophe sur l'Europe

7 Paul Valéry, *Regards sur le monde actuel*, Librairie Stock, Delamain et Boutelleau, Paris, 1931, 216 p. Disponible sur : http://classiques.uqac.ca/classiques/Valery_paul/regards_sur_le_monde_actuel/valery_regards.pdf /

8 Christophe Charle, *Discordance des temps, une brève histoire de la modernité*, Paris, Armand Collin, 2011, 498 p., partie de chapitre intitulée « Fin de l'Europe », pp 341 et suivantes.

dès 1919 si les pays vainqueurs continuaient à réclamer autant de réparations aux vaincus. En 1920, le géographe Albert Demangeon diagnostiquait le déclin de l'Europe avec une domination économique et commerciale des États-Unis et une montée en puissance de l'Amérique latine et du Japon.

Diverses générations d'intellectuels européens réfléchissent au devenir de la France et de la civilisation en ces temps incertains. Christophe Charle cite notamment : Drieu La Rochelle avec *Mesure de la France* (1922), André Malraux avec *Tentation d'Occident* (1926), Georges Duhamel avec *Scènes de la vie future* (1930), André Tardieu avec *La révolution à refaire* (1936), H. G. Wells, George Bernard Shaw, Bertrand Russel et Aldous Huxley en Angleterre, Oswald Spengler en Allemagne.[9]

Il ne s'agit pas ici de retracer l'histoire de la décadence. Néanmoins, nous avons jugé utile de mettre en avant quelques auteurs : Oswald Spengler et Arnold Toynbee pour deux raisons : pour leur importance et surtout pour leurs liens avec Aron ; Henri-Irénée Marrou et Vladimir Jankélévitch pour leurs réflexions sur la tension entre décadence et changement et enfin Julien Freund, doctorant d'Aron et auteur d'un livre sur le sujet.

Oswald Spengler, présenté au chapitre précédent, a publié *Le déclin de l'Occident* entre 1918 et 1922 (deux tomes, traduit en français uniquement en 1948). Ce livre rencontra un grand succès lors de sa parution (faisant écho au traumatisme de la Première Guerre Mondiale). N'importe quel ouvrage ou article sur la crise ou la décadence de l'Occident semble dans l'obligation de le mentionner comme figure tutélaire ou tout au moins comme témoin de son époque et du sentiment de déclin causé par 14-18.

Dans sa préface, Spengler indique que le titre est fixé depuis 1912 et désigne « parallèlement au déclin de l'antiquité, une phase de l'histoire universelle embrassant plusieurs siècles, au commencement de laquelle nous vivons aujourd'hui.[10] » Lucien Febvre, dans un article de la *Revue de Métaphysique et de Morale*, publié en 1936 note à propos de la notion de déclin chez Spengler : « L'histoire, un buste de Janus : une face

9 Il oublie Arnold Toynbee !

10 Oswald Spengler, *Le déclin de l'Occident, esquisse d'une morphologie de l'histoire universelle*, tome 1, *Forme et* Réalité, édition française consultée : Paris, Gallimard, 1948, traduit de l'allemand par M. Tazerout, 411 p., préface p. 11.

vers le passé, mais l'autre vers l'avenir ; et quel avenir ? Le déclin de l'Europe, préfiguré déjà, suivant les règles de l'analogie, par le déclin de l'Empire romain.[11] ».

Pour l'historien allemand, le déclin de l'Occident est le problème central de la civilisation. Ses idées maîtresses se déclinent de la façon suivante : chaque culture et chaque civilisation est isolée et doit être comprise de manière distincte ; lorsque la culture se transforme en civilisation, le déclin commence et la décadence est inéluctable ; la civilisation, au même titre qu'un organisme vivant, suit un cycle immuable : naissance, croissance, maturité, déclin et mort.

Nous avons mis en valeur les concepts de culture et de civilisation selon Spengler au chapitre précédent. La civilisation stérilise l'héritage de la culture et le fige en stéréotype. Cet héritage périclite, dépérit puis disparait. Spengler remarque que le développement des grandes villes éparpille les lieux d'actions et de décisions. L'urbanisation et l'apparition des mégalopoles sont le révélateur d'un premier stade de déclin[12]. La ville mondiale, tentaculaire, n'a pas un peuple, mais une masse, elle s'oppose à la tradition et la culture (noblesse, église, privilèges, limites à la connaissance scientifique).

Si l'urbanisation est un des symptômes de la décadence, l'impérialisme est un indicateur supplémentaire. Celui-ci est tourné vers l'extérieur. Spengler précise : un homme cultivé dirige son énergie vers l'intérieur tandis que l'homme civilisé la dirige vers l'extérieur.[13]

Autre indicateur de basculement entre une culture et une civilisation : l'achèvement d'une idée. Il écrit à ce sujet : « Quand le but est atteint et l'idée achevée, que la quantité totale des possibilités intérieures s'est réalisée, au dehors, la culture se fige brusquement, elle meurt, son sang coule, ses forces se brisent, elle devient civilisation.[14] » La civilisation devient alors *faustienne*.

Comment comprendre ce terme ? Nous nous appuyons sur une conférence de Georges Thinès de 2008 : « Pour Spengler, est faustien ce qui caractérise un destin tourné vers

11 Lucien Febvre, « Deux philosophies opportunistes de l'histoire ; De Spengler à Toynbee », *Revue de Métaphysique et de Morale*, XLIII, 4, 1936, pp. 573 – 602, p. 578.

12 Voir à ce sujet, Oswald Spengler, *Le déclin de la l'Occident, esquisse d'une morphologie de l'histoire universelle*, op. cit., p. 44.

13 *Ibidem*, p. 48.

14 *Ibidem*, p 114.

l'infini et qui s'oppose à la vision apollinienne, caractérisée par l'adhérence à la perfection de la forme close. La cathédrale, édifice faustien typique, s'oppose ainsi à la perfection fermée du temple antique. [15] » Le mythe faustien se comprend comme la mise en valeur des pouvoirs de la conscience autonome, vers l'infini, vers la connaissance.

L'esprit européen est marqué par la raison, le doute et le scepticisme. Loin d'être des avantages, ces traits transforment l'homme en un être qui relativise tout, qui pense plus au résultat artificiel, obnubilé par son épanouissement personnel en tant qu'individu.

Or, le XX^{e} siècle n'est-il pas un siècle d'avancées scientifiques et techniques dans tous les domaines ? Comment comprendre qu'une civilisation est décadente alors que de nombreux indicateurs montrent au contraire qu'elle ne cesse de se dépasser ?

D'après lui, dans son livre *L'homme et la technique*, publié en France en 1958 vingt deux ans après sa mort, la civilisation occidentale va justement se noyer dans la technique et le progrès. L'industrialisation et l'organisation bureaucratique transforment la société en une machine sans vie.

Cet achèvement de l'idée, c'est-à-dire une civilisation faustienne et une civilisation technique tournée vers l'extérieur conduisent les hommes et femmes à leur perte. Le déclin et la fin de l'Occident sont inéluctables. Cette fin est nécessaire dans le cycle de l'histoire. Il écrit « qu'il faut aimer ce destin ou désespérer de l'avenir et de la vie[16] ». Au même titre que la mort accompagne la vie, la fin d'une civilisation est la suite de la culture. Dans *L'homme et la technique*, il affirme à nouveau le caractère biologique de la civilisation. Elle naît, croît, décline et meurt : « On ne peut que grandir ou dépérir, il n'existe pas de troisième possibilité. (...) La naissance et la déchéance sont la forme intrinsèque de tout ce qui est.[17]»

Une société comporte dans ce sens une jeunesse et un apogée. A partir du moment où elle se transforme en civilisation (dernière étape de la culture), elle commence son déclin

15 Georges Thinès, *L'esprit faustien selon Oswald Spengler,* Bruxelles, Académie royale de langue et de littérature françaises de Belgique, 2008. Disponible sur : http://www.arllfb.be/ebibliotheque/communications/thines09022008.pdf

16 Oswald Spengler, *Le déclin de l'Occident,* op. cit., p. 50.

17 Oswald Spengler, *L'homme et la technique*, Paris, Gallimard, 1958, p. 46.

et son achèvement. Ici, une nuance de vocabulaire est à signaler. Le déclin doit se comprendre comme un achèvement, c'est à dire une chute et une fin. S'il comporte une teinte négative, le concept de déclin doit être compris comme la fin, inéluctable, l'achèvement qui conduit à la disparition. La décadence devient le témoin de passage entre culture et civilisation.

Dans son cours au Collège de France en 1976, Aron relève les caractéristiques de la philosophie de Spengler suivantes[18] : refus du progressisme, négation de la possibilité d'unes société démocratique (si les masses sont au pouvoir c'est la désintégration de la civilisation), anti universalisme et relativisme intégral. Il note également que Spengler n'adhéra pas au national socialisme d'Hitler (il est mort en 1936) car il lui reprochait son caractère plébéien.

La décadence, autre nom du changement ?

La décadence est-elle la fin annoncée ou plus simplement un autre nom donné au changement ? Henri-Irénée Marrou dans un article de décembre 1938[19] cherche à savoir s'il suffit d'identifier décadence à changement (il évoque ici le passage de la civilisation antique à la civilisation médiévale).

Ce rapprochement serait trop sommaire selon lui. Comme appauvrissement de la civilisation, la décadence semble s'opposer à « cet élan créateur qu'est l'évolution ». L'auteur apporte toutefois une nuance de taille :

> Mais si la décadence, en tant qu'elle est une maladie de la civilisation (une maladie qui peut être mortelle), s'oppose ainsi à l'évolution créatrice, je ne suis pas sûr que ses résultats soient nécessairement mauvais pour celle-ci. Je me demande si un oubli, au moins partiel, de l'acquis antérieur n'est pas quelquefois une condition favorable, qui aide à la création d'une forme originale et nouvelle de civilisation.[20]

18 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 31, Collège de France 1975-1976, « La décadence de l'Occident », cours dactylographiés, 5e cours, 6 janvier 1976.
19 H. I. Marrou, « Culture, civilisation, décadence », *Revue de synthèse*, décembre 1938.
20 *Ibidem*.

Le vide laissé force la main à la créativité et à l'innovation. Henri-Irénée Marrou va plus loin et affirme que l'appauvrissement d'un héritage culturel donné « allège l'esprit et lui rend en quelque sorte la liberté de ses mouvements. [21]». Il apporte un argument nouveau et intéressant : plus une civilisation devient riche et s'accroît, plus le danger de dilution de sa culture est grand.

Une civilisation riche, vieille et dotée d'un passé glorieux devient source de faiblesse. Cette réussite empêche la régénération des idées et de la création. Les hommes et leurs idées sont figés. À trop se développer, une culture devient superficielle puis décadente.

Intervient ici la décadence comme moyen de réguler cette trop grande richesse. L'oubli, précédemment évoqué, est la condition nécessaire pour une renaissance.

Dans la même optique qu'Henri-Irénée Marrou (décadence contre transformation), Vladimir Jankélévitch[22], dans un article publié dans *Revue de Métaphysique et de Morale*, en 1950, opère lui aussi une mise à nu de la décadence pour mettre en valeur son sens et sa portée.

La décadence pour cet auteur est d'abord une sensation : « Le péché de décadence, dont périodiquement, les civilisations vertueuses accusent les civilisations luxueuses, réveille toujours en l'homme un profond sentiment de culpabilité (…) [23]». La décadence doit-elle se confondre avec la déchéance théologique, avec la dégénérescence biologique ou le déclin individuel ? Peut-on affirmer que les civilisations et empires vieillissent comme les corps ?

Jankélévitch reconnaît la relativité même du concept et son indétermination. La décadence en soi n'existe pas, il s'agit toujours de décadence *par rapport à*. Il admet que l'époque en cours est toujours en décadence par rapport à une époque précédente. Dans ce cas, quelle est la valeur d'un jugement de décadence, est-il opératoire, sert-il à la compréhension ? La décadence n'est pas un fait mais une interprétation d'une tendance, d'une inclinaison : « La décadence ressemble à l'éclairage du crépuscule qui ne se

21 *Ibidem.*

22 Vladimir Jankélévitch, « La décadence », *Revue de Métaphysique et de Morale*, 55e année, n°1, janvier-mars 1950, pp 337-369.

23 *Ibidem*, p. 337.

distingue pas nécessairement de celui de l'aurore par la quantité de lumière, mais par l'intention déclinante.[24] »

Là est, selon nous, un des apports fondamentaux de cet article : la décadence serait-elle seulement affaire de prisme, d'angle de vue ? Une faible lueur appelle effectivement à une lumière plus forte (aurore) ou à moins de lumière (crépuscule).

La décadence prolonge le rayonnement vaille que vaille, elle devient les scories des succès passés. Elle est comparée au progrès, même mouvement rectiligne, irréversible et linéaire. Elle le prolonge. Elle devient dégénération comme :

> (…) l'accelerando déréglé d'un progrès qui veut faire trop bien, foncer trop loin, avancer trop vite et qui n'a pas l'imagination nécessaire pour se convertir un tout autre ordre ; la dégénération est une maladie du progrès.[25]

Ici, Vladimir Jankélévitch se rapproche de Spengler en écrivant que : « la décadence est "l'extrême civilisation." »

Pour une civilisation ou pour un homme, la fin semble inéluctable. Jankélévitch propose une lecture déjà évoquée par d'autres auteurs : la décadence comme possibilité de métamorphose. Il écrit dans ce sens : « (…) la rechute en barbarie est plutôt une régénération : l'homme se retrempe en primitivité pour repartir de zéro.[26]» Il note plusieurs exemples : les invasions barbares qui détruisent une civilisation et permettent à celle-ci, tout en s'en imprégnant, de se débarrasser de ses scories décadentes et de mieux reconstruire ou encore la Réforme qui promet un retour au christianisme primitif. Il faut remonter à contre courant la dégénération par une régénération qui favoriserait le retour à l'authenticité. Quelques lignes plus loin, Vladimir Jankélévitch se moque toutefois de prétendus retours à l'origine qui sont, pour certains, une « coquetterie de l'extrême modernité.[27] »

La décadence est un passage et une étape. Elle devient un prolongement diffus, une pause avant la chute. Dans ce sens, certains se complaisent et recherchent la décadence d'après lui. Certains y associent la mélancolie d'un été finissant avec des fruits trop

24 *Ibidem*, p. 365
25 *Ibidem*, p. 362.
26 *Ibidem*, p. 360.
27 *Ibidem*, p. 361

mûrs. Quelques instants avant la chute (juste avant que l'automne arrive et que le fruit pourrisse), en cette fin d'été - la métaphore est de lui - le temps est suspendu quelques instants : « (…) le mystère de la mortelle culmination, qui est le mystère même de notre destinée ? »

Cette étape transitoire, cette décadence progressive, est de toute manière certaine. La civilisation est par essence vouée à la fin. En devenant soi, en se confrontant avec les autres, en existant, la civilisation précipite sa chute. Il en est de même pour la vie : le premier jour de la vie de n'importe quel être vivant appelle également sa mort. Faut-il alors rester en état de virtualité, doit-on avoir la tentation de ne pas exister (on retrouve ici une idée, nous semble-t-il, abordée par Cioran quelques années plus tard avec *La tentation d'exister* en 1956 et surtout en 1973, *De l'inconvénient d'être né*) ? Tout au contraire pour Jankélévitch : « Tout compte fait, mieux vaut exister en dégénérant que ne pas être du tout" ![28] »

Tout acte et toute création sont amenés à ne durer qu'un instant et à flétrir. Jankélévitch peut affirmer : tout est décadence. La décadence a commencé dès la naissance. Même les premiers temps d'ascension sont les signes annonciateurs de décadence et chaque avancée nous rapproche inexorablement du dénouement final. Le succès peut faire peur parce qu'il appelle forcément au malheur, l'été annonce l'automne, l'arrivée au sommet le plus haut est le prélude à la chute. L'auteur prend l'image de saisons : « Le crépuscule et la nuit se trament dès l'aurore, l'automne et l'hiver commencent dès le printemps. »

Ces lignes semblent d'un pessimisme exacerbé, or soudain, il renverse toute la proposition développée sur de longues pages. En continuant de filer la métaphore, il écrit : « (…) une lecture tout inverse nous permet aussi bien de déchiffrer l'être du non-être et de pressentir l'ascension dans la décadence : pourquoi n'est-ce pas l'hiver qui serait le présage du renouveau (…) »

La maladie précède la guérison, l'échec annonce la réussite, comme le malheur est l'avant-garde du bonheur. Tout est affaire, non pas simplement de point de vue, mais de

28 *Ibidem*, p. 366.

potentialité et de perspective. Le cycle naissance, succès et décadence est sans cesse renouvelé.

Pour finir, le philosophe pose une des questions essentielles qui pointe à travers notre travail : la civilisation, comme entité, est-elle semblable à la nature ou à l'individu ? Ses crises et sa décadence appellent-elles à un renouveau et à une métamorphose ou annoncent-elles leur mort brutale et sans retour ? À ce sujet, il écrit : « En réalité, la décadence est ici une terminaison qui est un commencement : pendant cette pause temporaire des forces créatrices se constitue l'humus nourricier où une civilisation nouvelle germera.[29] » L'homme et la civilisation se nourrissent l'un de l'autre, l'homme apporte son destin inéluctable à la civilisation, celle-ci (ou plutôt le renouveau de la nature) apporte l'espoir et en définitive notre sentiment d'infini. Vladimir Jankélévitch nous incite à en jouir à chaque moment.

La décadence selon Julien Freund

Julien Freund occupe une place singulière dans le paysage intellectuel français du XX^{e} siècle. Raymond Aron accepta de diriger sa thèse, alors en cours d'élaboration, après récusation de son premier directeur Jean Hyppolite. Il soutint en 1965. Il acquit une certaine renommée internationale notamment grâce à son œuvre sur Max Weber.

Or, pour plusieurs raisons : éloignement volontaire physique des milieux parisiens et contributions à des revues proches de l'extrême droite, Julien Freund fut souvent délaissé et mis de côté. Depuis quelques années, réédition, livre et colloque témoignent d'un regain d'intérêt[30].

Après sa soutenance, il conserve des liens avec Raymond Aron même si ce dernier est loin de partager toutes ses convictions. Le 6 novembre 1977, Julien Freund écrit à son ancien directeur de thèse : « J'ai achevé un petit ouvrage (…) il a pour titre : La fin de la

29 *Ibidem*, p. 368.

30 Notons entre autres, Pierre-André Taguieff, *Julien Freund, au cœur du politique*, Paris, La Table Ronde, collection Contretemps, 2008, 160 p. ; Delannoi Gil, Hintermeyer, Raynaud Philippe, Taguieff Pierre-André (sous la direction de), *Julien Freund, la dynamique des conflits*, édition Berg International, coll. Dissonances, 2010. Un master recherche de Sécurité Défense (Paris II) est disponible en ligne : Jean-Baptiste Pitiot, *Guerre et Polémologie dans la pensée de Julien Freund*, sous la direction de Gilles Andréani, 2012.

Renaissance. Voici en gros le thème : contrairement à ce que disait Malraux, nous ne vivons pas une crise de la civilisation mais la fin d'une civilisation ». Pour Freund, c'est la fin de la civilisation qui a pris naissance à la Renaissance. Cette fin de la renaissance doit pour lui être mise en parallèle avec « la décadence de l'Europe [31]». Il sollicite Aron pour être publié dans la collection *Liberté de l'esprit* qu'il dirige. Le 16 novembre de la même année, Aron lui répond qu'il ne s'occupe plus de la collection mais qu'il transmet le manuscrit à Calmann-Lévy. Celui-ci refusera de le publier.

Freund le publiera tout de même en 1984 avec pour titre La décadence, *Histoire sociologique et philosophique d'une catégorie de l'expérience humaine*[32]. Cet ouvrage est très peu cité même dans les travaux qui lui sont consacrés et concerne directement notre étude. Il est légitime de s'y arrêter quelque peu.

Dès les premières pages, Julien Freund oriente son propos sur l'Europe. Réfléchir sur l'Europe n'est pas aisée : « Nous avons une conscience plus émotionnelle que réfléchie d'une espèce d'affliction obsédante qui pèse sur toute la civilisation européenne contemporaine. [33]» Le destin du Vieux continent n'est pas unique. Toute civilisation a été confrontée à la décadence, pourquoi l'Europe ferait figure d'exception ?

Au même titre qu'il y a naissance et développement, il y a décadence. Il est intéressant de relever les différents synonymes qu'il met en valeur : « La décadence n'est qu'un des nombreux termes du vocabulaire pour exprimer l'état de choses que nous venons d'évoquer, à côté de déclin, ruine, chute, perte, dégénérescence, affaissement, écroulement, délabrement, destruction, corruption, déchéance, etc.[34] ». Au delà de cette liste, Freund évoque les principaux sens de la décadence.

En premier lieu, la décadence est le processus concret de délabrement. Ce délabrement peut qualifier un régime politique comme un objet (en tant que vieillissement physique). Le second sens est presque intemporel. Il s'agit de trahison, de corruption et de

31 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 208.
32 Julien Freund, *La décadence, Histoire sociologique et philosophique d'une catégorie de l'expérience humaine,* Paris, Sirey, 1984, 392 p.
33 *Ibidem,* p. 1.
34 *Ibidem,* p. 5.

perversion des mœurs, de la politique, de la famille, etc. Les (jeunes) hommes et femmes du présent ont trahi la tradition des anciens. Le troisième sens est le déclin sous la pression d'une nouvelle forme. Un nouveau régime politique ou une nouvelle puissance militaire entraîne la chute et la mort des précédents. Le quatrième sens indiqué par Freund est d'ordre catastrophique. Il fait appel à la croyance en la fin du monde (ou la fin d'un monde).

La décadence est un moment inévitable de l'humanité qui prélude à sa chute et à sa destruction. Freund se rapproche ici des thèses développées par Oswald Spengler analysées plus haut.

Le cinquième sens prend pour modèle une conception cyclique de l'histoire. La décadence n'est qu'un moment d'un cycle : naissance, développement, maturité et mort.

Le dernier sens est d'origine biologique. La décadence, au sens biologique, est dégénérescence. Par analogie avec l'organisme vivant, les civilisations arrivent, à un moment donné, à l'épuisement de leur créativité et de leur pouvoir de développement. Effondrement ou achèvement d'une vie, la décadence est organique. Là encore, le parallèle est notable avec Spengler.

Plusieurs parties de son ouvrage sont dédiées à l'histoire de la décadence et de ses interprétations depuis l'antiquité. La chute de l'Empire romain, ses causes et ses explications tiennent une large place. Freund s'attache ensuite à mettre en relief l'apport des auteurs allemands du XVIII^{e} siècle comme Herder, Schlegel, Goethe et Novalis ; puis Nietzsche au siècle suivant. Il évoque largement Pareto avec son propos sur la décadence de la bourgeoisie et sur la déchéance des élites.

Freund continue sa revue d'auteurs avec Hippolyte Taine. Ce dernier a deux apports : il étudie la décadence française suite à la défaite de 1870 comme témoin de la puissance française en déclin et la décadence suite à la révolution française, maladie qui a infecté le corps social.

Il évoque Toynbee en indiquant que ce dernier évite le langage biologique et récuse le thème de la dégénérescence d'une civilisation. Pour Toynbee, la décadence s'explique par l'affaiblissement des forces qui conditionne la croissance : incapacité de relever les défis et perte de l'autodétermination.

Pour approfondir ce point, tournons nous un instant vers les écrits de l'historien anglais. Dans son livre, *L'histoire,* Toynbee écrit : « Le déclin des civilisations peut donc se ramener à trois catégories. Échec du pouvoir créateur de la minorité. Retrait correspondant du mimétisme de la part de la majorité. Perte d'unité consécutive dans la société considérée comme un tout.[35] » Les luttes intérieures sont la cause principale du déclin et de la décadence d'une civilisation. Le déclin fait place à la désagrégation, deuxième phase de la décadence. La société renaît mais ne résout plus rien. Toynbee évoque un schisme, schisme sociétal mais aussi schisme dans l'âme. C'est à dire qu'apparaît la fuite en avant, loin du réel, ou dans le même sens l'archaïsme, la volonté de se réfugier dans le passé. C'est ici l'expression même de l'impossibilité de penser son histoire et de se tourner vers l'avenir.

Après Toynbee, Freund continue de dérouler l'histoire de la décadence en faisant un détour par les auteurs qui évoquent la révolution française comme protagoniste principal de la décadence du monde occidental[36] (J. De Maistre, de Bonald, Jung-Stilling, F. von Baader).

Enfin, bien entendu, il fait une large place à Spengler. Il remarque que l'auteur allemand parle moins de l'Occident en tant que tel mais plutôt de la culture occidentale. C'est en passant de la culture à la civilisation que l'Occident peut devenir décadente. En revanche, la civilisation, comme temps historique donné, a aussi un cycle de vie du développement à la décadence. Or justement pour Spengler selon Freund, la civilisation occidentale n'est pas encore décadente. Dans cet entre-deux, la civilisation occidentale a encore des moments de réalisation et de prospérité.

Notons que cette distinction, si essentielle soit-elle pour Freund, est une distinction du moment de la décadence. Les idées fortes de Spengler, comme notamment le principe que toute civilisation est amenée à se développer, à tomber en décadence et à mourir, sont indépendantes de l'état de décadence actuelle de la civilisation occidentale démocratique.

35 Arnold Toynbee, *L'histoire*, op. cit., p. 273.
36 Voir son chapitre 6 à ce sujet.

Au terme d'une longue revue d'auteurs (où on peut croiser encore Gustave Le Bon, Cioran et Max Weber), Freund livre son analyse personnelle à la question clairement posée « Sommes-nous en décadence ? A cette question, je réponds sans hésitation : oui.[37] » L'existence de la décadence ne peut pas être ignorée comme variation possible de l'histoire. Les preuves sont nombreuses : disparition de l'Egypte des Pharaons, chute de l'Empire romain, perte de prestige du Portugal et de l'Espagne depuis le XVI^{e} siècle, perte de puissance de l'Angleterre et de la France, fin de la prédominance européenne au détriment de l'URSS et des États-Unis. La décadence peut être plus ou moins effective : disparition totale d'une civilisation, écroulement d'une civilisation qui passe par l'héritage dans d'autres civilisations (exemple avec l'Empire romain et l'Europe), décadence partielle avec des survivances de l'ancienne civilisation dans la nouvelle, décadence fragmentaire avec par exemple le déclin du style roman en Europe. La décadence est à la fois programmée par des événements extérieurs et amplifiée et accélérée par des maux intérieurs.

Raymond Aron et la décadence

La décadence n'est pas un des thèmes principaux de réflexion d'Aron. Néanmoins, il a largement abordé cette notion tout au long de sa vie (nous verrons quand il emploie ce mot et l'usage qu'il en fait).

Au sein de ses *Mémoires* (1983), il consacre un chapitre entier à *La décadence de l'Occident* (chapitre XXV). Il revient sur le thème principal *de Plaidoyer pour une Europe décadente* (1977) :

> L'Europe occidentale, riche, brillante, créatrice, est-elle en même temps entraînée par un mouvement irrésistible de décadence ? Risque-t-elle de périr par suite d'une désintégration intérieure ou sous les coups de l'empire militaire qui s'étend jusqu'au milieu de l'ancien territoire du Reich ?[38]

Au-delà du vocabulaire volontairement excessif (les coups de l'empire, rappel du Reich), l'interrogation n'est-elle que rhétorique ? L'Europe est-elle en train de se

37 Julien Freund, *La décadence*, op. cit., p. 355.
38 Raymond Aron, *Mémoires,* op. cit., p. 669.

morfondre et de décliner et d'être en décadence ? Au cours de ces pages[39], il dresse, sans le dire réellement, le tableau de sa réflexion sur la décadence. Il évoque son essai *De la décadence*, publié dans *Espoir et Peur espoirs du siècle* en 1957. Cet essai se concentre sur le cas de la France depuis la défaite de 1870. 20 ans plus tard, il publie *Plaidoyer pour l'Europe décadence*. Deux années auparavant, il proposait au Collège de France un cours sur *La décadence de l'Occident* entre 1975 et 1976 (cours dont nous nous servons largement au sein de ce travail). Un essai, un livre et un cours : voici pour la publication, *stricto sensu*, d'Aron sur la décadence.

Dans ses *Mémoires*, il pose la question de la définition de cette notion :

> Et que signifie la décadence ? Machiavel aurait répondu : la perte de la *virtù*, ou la perte de la vitalité historique ; notion à coup sûr mal définie mais que les analyses sociologiques permettent de préciser et d'enrichir.[40]

Cette *virtù*, notamment cette capacité à faire face, collectivement, la France ne l'a plus dans les années trente selon lui. Absence d'unité intérieure et impossibilité à répondre à une menace extérieure sont les deux témoins d'une décadence de fait.

Après la guerre, l'Europe décide de se relever collectivement et on assiste à ce qu'on appellera plus tard, les Trente glorieuses. Ce succès économique n'empêche pas (nous l'étudierons en détail dans le chapitre 7) la crise de civilisation de grandir et d'arriver, semble-t-il, à son apogée dans les années soixante-dix. Dans l'introduction de *Plaidoyer pour l'Europe décadente* intitulée « En quête d'un titre » il écrit : « En marge de l'idéologie dominante, celle du progrès, une autre philosophie de l'histoire survit dans l'ombre, chargée d'opprobre, parfois maudite, celle qui dénonce les idoles modernes, annonciatrices de la décadence.[41] » Aron précise qu'il ne fait pas référence à Spengler parce qu'il va à l'encontre de l'urbanisation, de l'égalité et de la démocratie. Il évoque des penseurs comme Pareto qui se réclament fervents de la liberté jusqu'à un certain point. Ceux-ci dénoncent une liberté extrême qui provoque l'effondrement de l'ordre

39 Voir pp. 669-671.
40 *Ibidem*, p. 671
41 Raymond Aron, *Plaidoyer pour l'Europe décadente*, op. cit., p. 28.

existant et « rend inévitable la montée d'une autre minorité dirigeante, moins sceptique et plus brutale. »

Dans les dernières lignes du chapitre de ses *Mémoires,* « La décadence de l'Occident », Aron revient sur les critiques de Spengler et Pareto. Là encore, il semble beaucoup plus sensible aux arguments de Pareto qu'à ceux de Spengler. Il écrit :

> Sans adopter l'interprétation spenglerienne selon laquelle la civilisation urbaine, utilitaire, démocratique marque en tant que telle une phase de décadence des cultures, il est légitime de se demander, à la suite de Pareto et de beaucoup d'autres, si l'épanouissement des libertés, le pluralisme des convictions, l'hédonisme individualiste ne mettent pas en péril la cohérence des sociétés et leur capacité d'action.[42]

Cette citation, en exergue de mon introduction, rassemble en quelques lignes des idées essentielles.

Aron n'adhère pas définitivement (on verra quelques allers retours sur son sentiment concernant cette notion) à la notion de décadence, comme chute et mort inéluctable. Il refuse de croire que notre civilisation, urbaine et démocratique, est le début de la désintégration de notre culture. En revanche, il est plus sensible à la pertinence des questionnements de Pareto (nous le verrons au chapitre 5).

Dans les pages suivantes, nous nous concentrons sur la décadence selon Aron hors les spécificités et différences de ses réflexions au cours des années soixante-dix. Comme indiqué en introduction, ces années sont à part dans son itinéraire et feront l'objet d'un pas de côté dans notre plan thématique avec un chapitre 7 consacré à cette période. Nous verrons que sa perception de la décadence est modifiée par ses analyses de la crise des années 70.

Épanouissement, détérioration, déclin, etc. ? Quel est le destin d'une civilisation selon Aron ? Le colloque organisé en 1958 sur l'œuvre de Toynbee et sous sa direction (déjà présenté au chapitre précédent) est, à nouveau, une source essentielle.

42 Raymond Aron, *Mémoires*, op. cit., p. 680.

Arnold Toynbee rappelle l'avenir sombre de la civilisation occidentale depuis le début du siècle dernier. Dans les entretiens au cours de ce colloque, il précise comment il fut bouleversé par la Première Guerre Mondiale, comme expérience du caractère mortel de la civilisation occidentale. À la fin XIX^{e} siècle, cela semblait proprement impossible.

Un dialogue s'instaure alors entre Toynbee et Aron. Pour ce dernier, Toynbee semble annoncer la fin de la civilisation. Sa façon d'opérer une pirouette à la fin de son livre pour affirmer que l'avenir reste ouvert, ne convainc pas Aron. L'historien anglais affirme cependant que le pouvoir de décision et d'action chez l'homme peut empêcher la chute de la civilisation.

Participant à ce colloque, O. Lattrimore[43] relève que le destin inévitable de toute création est une régression, c'est-à-dire une involution. Quant à J. Madaule, il s'agit d'une « phase terminale dans un processus de progrès[44] ». Quelques lignes plus loin, A. Hilchemann remercie Toynbee d'avoir voulu dépasser l'impasse créée par Spengler. Ce dernier avait abusé de la biologie pour décrire le cycle de vie d'une civilisation. Il le dit en ces termes :

> Il y a certainement des phénomènes de décadence, et certaines ressemblances entre eux, mais il faut toujours éviter de pousser l'analogie - j'allais dire l'équation - jusqu'au point où elle suggère de véritables fatalités de dégénérescence, sinon nous retomberions dans le biologisme.[45]

Tout de suite après, Aron intervient pour évoquer l'histoire et la décadence : « L'histoire politique est l'histoire d'une série de décadences, aucun Empire n'a duré indéfiniment[46], surtout dans le monde occidental, où l'expérience fondamentale est bien la précarité des institutions.[47] »

43 *L'Histoire et ses interprétations, entretiens autour d'Arnold Toynbee*, op. cit., p. 110.
44 *Ibidem*.
45 *Ibidem*, p. 113.
46 Jean-Baptiste Duroselle qui a travaillé avec Raymond Aron, publie en 1981 son livre dont le titre est bien caractéristique : *Tout empire périra ! Une vision théorique des relations internationales*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1981, 357 p.
47 *Ibidem*.

Dans sa communication ouvrant la séance sur « les perspectives d'avenir de la civilisation occidentale[48] », Aron s'interroge sur la notion de décadence : peut-elle s'appliquer à la civilisation occidentale ? Il distingue trois conceptions de la décadence d'après trois auteurs : Montesquieu, Ernest Renan et Spengler.

Montesquieu[49] affirme qu'il y a décadence à partir du moment où sont avérés et concomitants : la désintégration des unités politiques, la décomposition des mœurs, l'appauvrissement des peuples et la dépopulation. Il prend pour témoin l'exemple de Rome.

Pour Montesquieu, toute chute de civilisation et toute décadence commencent par la perte des valeurs. La désintégration d'un Empire ou d'une civilisation n'en est que la conséquence. Selon Catherine Volpilhac-Auger[50], Montesquieu détermine le point de départ de la décadence de l'Empire romain au moment où les Romains abandonnent leur liberté, et donc leurs valeurs, aux généraux victorieux, notamment César et Auguste. En abdiquant leur liberté, ils abandonnent leur vertu civique. L'opposition entre le peuple et Sénat, pour le philosophe du XVIII^{e} siècle était l'équilibre qui donnait sa force à Rome.

Les considérations d'Ernest Renan (1823-1892) sont connues et nous ne faisons que les citer rapidement : une civilisation est l'œuvre d'une aristocratie (un petit nombre éclairé), la démocratie est un régime instable où au pire le chaos peut s'installer, au mieux, la médiocrité ; enfin le traumatisme de la défaite contre la Prusse (1871) laisse à penser que la France[51] est en décadence par la diminution de sa puissance en Europe.

Enfin chez Spengler, comme nous l'avons vu, l'indicateur de décadence est le thème de l'urbanisation, de la problématique de l'agrégation de la population dissoute dans un corps social indistinct, sans forme et sans valeur.

---

48 Raymond Aron, communication « Les perspectives d'avenir de la civilisation occidentale », pp. 152-161, dans *L'Histoire et ses interprétations, entretiens autour de Arnold Toynbee*, sous la direction de Raymond Aron, op. cit.

49 Montesquieu, *Considérations sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence*, édition numérique réalisée à partir du texte de Montesquieu, Paris, Garnier-Flammarion, 1968, 188 p., disponible en ligne : http://classiques.uqac.ca/classiques/montesquieu/considerations/Considerations_romains.pdf

50 Catherine Volpilhac-Auger, Critique du livre *Considérations sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence* (1734), disponible en ligne sur http://dictionnaire-montesquieu.ens-lyon.fr/index.php?id=196

51 Voir sur ce dernier point : Ernest Renan, *Qu'est ce qu'une nation ?*, conférence prononcée à la Sorbonne, Paris, le 11 mars 1882, édition utilisée : Paris, 1997, Mille et une nuits, 47 p.

Ces trois définitions peuvent-elle s'appliquer à la situation présente de l'Occident[52] ?

La réponse est négative pour Aron. L'Occident est peuplé, il produit de plus en plus et n'a jamais été aussi riche. Il réfute également l'indicateur d'urbanisation comme témoin de décadence. Si pour Renan et Spengler, l'urbanisation des cités antiques s'accompagnait également de désordre public et de dépérissement de l'agriculture, il n'en est rien au XX^{e} siècle où l'urbanisation est intégrée dans un phénomène apparemment mieux contrôlé, celui de l'industrialisation croissante et raisonnée.

Que dire enfin de la perte de la puissance comme signe de décadence selon Renan ? Si on prend en compte l'Occident au sens large, c'est-à-dire l'Europe de l'Ouest et de l'Est, les États-Unis, tout ce qui symbolise le monde "blanc" (les guillemets sont d'Aron), il n'en est rien. À moins d'une guerre atomique détruisant les deux supers puissances, la Chine ne peut encore prétendre à l'hégémonie. En revanche écrit-il, qu'en est-il si nous réduisons notre prisme au continent européen ? Il poursuit : « (...) la seule "décadence" manifeste est celle des "petits" peuples de la péninsule européenne, ceux qui ont tant compté aux derniers siècles et qui aujourd'hui, même en s'unissant, ne font plus tout à fait le poids dans le nouvel univers.[53] » Il pondère son argument : après tout, cet affaiblissement européen est un phénomène régional de moindre importance au regard de la richesse et de la puissance occidentale dans son ensemble.

Quelques lignes plus loin, Aron rappelle que pour les philosophes de la civilisation, l'empire universel est l'objectif ultime. Au niveau occidental, l'Alliance atlantique ne serait-elle pas « l'équivalent d'un tel Empire[54] » ?

La civilisation est dans un sens l'unification d'un espace historique. C'est le cas pour l'Empire soviétique, avec certains bémols rappelle-t-il, et le cas de l'Empire américain même si les États-Unis n'ont aucune tendance impériale.

Au cours de la matinée consacrée à « Croissance et décadence des civilisations » au cours du même colloque, Aron s'interroge sur les phénomènes humains qui peuvent

52 Dans sa communication, Aron utilise indistinctement pour désigner le même sujet : civilisation occidentale, société industrielle et Occident.

53 Raymond Aron, communication « Les perspectives d'avenir de la civilisation occidentale », p 154, dans *L'Histoire et ses interprétations, entretiens autour de Arnold Toynbee*, sous la direction de Raymond Aron, op. cit.

54 *Ibidem*, p. 161.

prétendre échapper au caractère inévitable, semble-t-il, de la décadence. Il en entrevoit trois : la science positive, le progrès technique et le caractère transcendantal de l'histoire. La science positive affirme que loin d'entrer en dégénérescence tout se transforme et tout se transmet de génération en génération. Le progrès technique, quant à lui, ne cesse de donner à l'homme les armes pour dominer la nature, enfin le caractère transcendantal de l'histoire de l'humanité, c'est-à-dire pour Aron : « une transfiguration de l'homme, ou encore que l'homme opère par son travail son propre salut[55] » est le moyen d'échapper à une possible décadence.

Aron, pose la question directement à Toynbee : « (...) le type de société, rationaliste et technicienne auquel nous appartenons est-il ou non promis à la mort (...) ?[56] »

Une société est-elle promise à la mort ? Peut-on décréter une fin de l'histoire par la décadence ? En 1952, à l'occasion d'un cours à l'ENA, il apporte une contradiction d'ordre méthodologique :

> Autant qu'on puisse en juger (...), les nations ne se transforment ni systématiquement dans le sens de l'amélioration, ni systématiquement dans le sens de la détérioration : elles passent par des phases d'épanouissement, elles connaissent le déclin, sans d'ailleurs qu'on sache très bien pourquoi et sans qu'on puisse exclure qu'après une phase de déclin la société connaisse à nouveau une phase d'épanouissement.[57]

Dix ans plus tard, dans un article sur « Thucydide et le récit des événements », il précise et prolonge cette réflexion. Il réfute l'histoire « toute faite » tout en reconnaissant une filiation entre l'effondrement des empires européens après 1945 et les ravages de la Première Guerre Mondiale :

> Mais s'il importe de résister à l'illusion rétrospective de fatalité, si l'on doit rappeler que le génie de Churchill et les exploits des Spitfire n'étaient pas à

55 Raymond Aron, intervention durant la matinée du mardi 11 juillet consacrée à « Croissance et décadence des civilisations », dans *L'Histoire et ses interprétations, entretiens autour d'Arnold Toynbee*, op. cit., p. 113.

56 *Ibidem*, p. 114.

57 Raymond Aron, *Introduction à la philosophie politique, Démocratie et révolution,* Cours à l'ENA du 21 avril au 17 octobre 1952, Paris, Editions de Fallois, 1997, (édition consultée, Livre de poche, 2014) 250 p., p. 240.

> l'avance acquis, l'effacement de l'Europe, l'effondrement des empires européens d'outre-mer et l'ascension de l'Union soviétique et des États-Unis nous semblent contenus en germe dans la grande guerre de 1914-1918.[58]

Quelques pages plus loin, Aron se demande si les États nationaux européens devaient absolument s'autodétruire durant la Seconde Guerre Mondiale. La réponse n'est pas affirmative dans l'absolu. En revanche, la menace, comme dans tout système international, était présente. Il ajoute : « Mais la ruine d'un système est aussi la naissance d'un empire, l'élargissement de l'espace historique pacifié par un seul Souverain, éventuellement la formation d'un autre système, lié à une autre idée constitutive de l'État[59]. » La fin de quelque chose est également le début d'autre chose.

Parfois, le déclin ne peut être évité. Non parce que le déclin est la prochaine étape nécessaire après le rayonnement, mais c'est le contexte historique, une nouvelle donne internationale et des guerres fratricides qui provoquent le déclin. On ne se relève pas (au moins au niveau de la puissance, nous le verrons au chapitre suivant) de toutes les chutes.

Dans *Paix et guerre entre les nations* en 1962[60] (ouvrage peut-être le plus connu comme ouvrage scientifique avec ses *Mémoires*, œuvre par définition plus personnelle), Aron s'interroge sur le déclin du Vieux continent : « Le déclin historique des nations européennes a été précipité par les deux guerres du XX^{e} siècle, par la désintégration des empires européens d'Asie et d'Afrique, elle-même accélérée sinon provoquée par ces guerres[61]». Certes, ce déclin a été précipité par les guerres fratricides entre nations européennes, mais il n'aurait pas pu être évité. L'empire russe et le développement des États-Unis contenaient, par définition, la chute des nations européennes. Cette chute doit-elle être comprise comme un moment caractéristique de la civilisation occidentale ?

58 Raymond Aron, « Thucydide et le récit des événements » *History and Theory*, Vol. 1, No. 2. (1961), pp. 103-128, disponible en ligne : http://links.jstor.org/sici?sici=0018-2656%281961%291%3A2%3C103%3ATELRDE%3E2.0.CO%3B2-7, p. 123.

59 *Ibidem*, p. 127.

60 Raymond Aron, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1962, 794 p. La présentation de la huitième édition porte l'indication suivante : « Cette présentation est extraite d'un manuscrit auquel travaillait Raymond Aron au moment de sa mort en octobre 1983 ».

61 *Ibidem*, p. 317.

Est-ce un passage obligé ? À long terme, les États-Unis, pays de civilisation occidentale, doivent-ils s'y attendre et s'y préparer ?

En tout état de cause, s'il n'y a pas de fin déterminée, il n'y a pas de fin absolue d'une civilisation. Toute civilisation finissante transmet un héritage et cette fin, justement, permet à d'autres d'éclore ou de se développer. Aron rappelle[62] que les guerres fratricides européennes ont débouché sur la montée d'États périphériques, sur la renaissance des États asiatiques, sur la naissance des États africains et sur une diplomatie pour la première planétaire.

Nous pouvons faire un parallèle avec sa critique de Spengler et de Toynbee sur le salut d'une civilisation exprimée dans son cours au Collège de France en 1976[63]. Spengler a une vision de l'homme radicalement pessimiste. Le destin de chaque civilisation (la décadence) est fixé inexorablement. Toynbee, quant à lui, entrevoit une chance de salut. La civilisation n'est pas condamnée par essence chez le philosophe anglais.

La décadence, une donnée objective ?

Penser la décadence est une opportunité de réfléchir au devenir des sociétés et leur capacité à penser leur histoire. Dans son introduction à *Espoir et Peur du siècle*, Aron écrit que son essai sur la décadence est surtout une étude sur le destin de la France et la crainte du déclin.[64] Au cœur de son essai, un chapitre entier est consacré à l'Europe (chapitre IV, l'abaissement de l'Europe). Ses premiers mots sont pour Spengler et l'angoisse de la décadence comme fin certaine de l'Europe :

> Oswald Spengler méditait sur le destin de l'Occident avant les jours tragiques d'août 1914. Depuis que l'Europe est sortie, décimée et amère, de la grande

62 Raymond Aron, « Thucydide et le récit des événements », op. cit., p. 128.

63 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 31, Collège de France 1975-1976, « La décadence de l'Occident », cours dactylographiés, 6e cours – 8 janvier 1976.

64 Raymond Aron, *Espoir et Peur du siècle*, Paris, Calmann-Lévy, Collection liberté de l'esprit, 1957, 367 p. Ce livre est la réunion de trois essais sur la droite, la décadence et la guerre.

> tuerie où elle s'était lancée, bourgeoise et aveugle, elle n'a jamais chassé de sa conscience l'angoisse de la décadence. [65]

Cette angoisse de la décadence appelle-t-elle nécessairement à la décadence effective ? Aron ne le pense pas pour deux raisons distinctes et complémentaires. Tout d'abord, le déclin ne peut pas être envisagé comme un déclin global, sur tous les plans. Le déclin est historique et militaire assurément. Néanmoins, selon lui : « le déclin n'empêche pas les nations européennes d'être plus prospères, moins infidèles à leurs propres valeurs qu'elles ne le furent jamais.[66] »

Son cours au Collège de France fait écho à la distinction entre déclin et décadence. Il complète son propos en précisant qu'il faut se garder de globaliser. Si la décadence ne va pas de soi, le déclin, effectif, n'est pas global. Le XX^{e} siècle occidental est tout de même une formidable époque, selon lui, de découvertes techniques et scientifiques. Dans le 5^{e} cours sur « La décadence de l'Occident » au Collège de France, il critique Spengler et Toynbee qui affectent le déclin ou la décadence à une civilisation prise comme une et indivisible. Pour lui, rien n'est plus absurde : pour preuve, le non déclin de la science et au contraire son formidable accroissement. Il nuance cependant cette analyse avec prudence, en distinguant un relatif déclin de la science européenne par rapport à l'ensemble de la science occidentale (en prenant pour indicateur le nombre de prix Nobel européens[67]).

Le second argument a plus de poids et résume en quelques mots le point essentiel de ce chapitre : la décadence n'est pas objective, c'est un jugement de valeur toujours sujet à caution et à questions. Elle s'oppose à l'indétermination et ne saurait être considérée comme définitive : « L'abaissement de l'Europe est un fait, la décadence est une hypothèse qu'on ne saurait démontrer ou réfuter. L'incertitude tient à l'équivoque de la notion autant qu'à l'indétermination de l'avenir. »[68]

Vingt ans plus tard, il précise son raisonnement en opposant décadence à objectivité :

---

65 *Ibidem*, p. 206.
66 *Ibidem*, p. 207.
67 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 31, Collège de France 1975-1976, « La décadence de l'Occident », cours dactylographiés, 5^{e} cours, 6 janvier 1976.
68 Raymond Aron, *Espoir et Peur du siècle*, op. cit., p. 227.

> Distinguons d'abord de la décadence, l'abaissement, c'est-à-dire la diminution de la puissance relative ou encore la diminution de la part prise par tel ou tel pays au progrès de la connaissance. L'abaissement se prête à une mesure objective, parfois quantitative.[69]

L'abaissement n'est pas décadence, il en est de même pour l'affaiblissement. Toujours dans son cours au Collège de France, il définit, en creux, la décadence comme perte de la vertu :

> Rien n'est plus courant que de confondre abaissement et décadence, c'est-à-dire d'impliquer, de suggérer que lorsqu'un pays voit diminuer sa place dans le monde (…) cet abaissement ou cette défaite sont l'expression, non pas d'un phénomène partiel intérieur à cette entité, mais l'expression de quelque chose de vague, à savoir de l'ensemble de l'entité, soit sa perte de vertu, si on emploi le langage de Machiavel, soit la décadence au sens général du terme, c'est-à-dire un sens non défini.[70]

L'indétermination de l'avenir évoquée quelques lignes plus haut est précédée par une appréciation du temps présent et d'un jugement, plus ou moins objectif (tout dépend si nous voulons faire rentrer les faits dans un déterminisme pré établi).

Cette appréciation du temps présent est justement déterminée par la relation au temps. Il y a deux sortes de relations : le temps défait et décompose les choses ou il est créateur et les êtres peuvent s'accomplir à travers lui. Il rappelle là encore dans son 5e cours sur « La décadence de l'Occident », que le thème de la décadence est populaire car l'Occident a pour origine un monde antique dont justement la fin est connue (chute de l'Empire Romain). Toute philosophie de la décadence comporte un jugement de valeur (explicite ou implicite)[71] pour Raymond Aron.

Emmanuel Kant, en 1794, montrait déjà que la dénonciation du présent et la nostalgie du passé est *aussi vieille que l'histoire.* La première phrase de *La religion dans les limites*

69 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 17, op. cit., Rapport d'enseignement sur son cours sur la décadence, 1976.

70 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 31, Collège de France 1975-1976, « La décadence de l'Occident », cours dactylographiés, 9e cours, 20 janvier 1976. Ce cours porte plus particulièrement sur la décadence française.

71 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 31, Collège de France 1975-1976, « La décadence de l'Occident », cours dactylographiés, 5e cours, 6 janvier 1976.

de la raison était centrée sur ce sujet : « Le monde va de mal en pire : telle est la plainte qui s'élève de toute part, aussi vieille que l'histoire, aussi vieille même que la poésie antérieure à l'histoire (…).[72] »

L'indétermination de l'avenir est-elle contredite par les deux diagnostics de la conjoncture historique les plus populaires, la théorie de la croissance et la proposition marxiste ?

Dans son rapport d'enseignement du collège de France (1975-1976)[73], Aron fait un constat clair : les deux théories sont pour l'instant battues en brèche. La théorie marxiste fait le pari (non gagné) de la fin annoncée du capitalisme et du développement des forces productives. D'après lui, le marxisme confond régime économique et social et société historique qui l'accueille. Ce n'est pas parce le capitalisme disparaîtrait (en admettant qu'il disparaisse), que la civilisation moderne occidentale tel que nous la connaissons sera également vouée à une mort certaine.

La théorie de la croissance, quant à elle, dresse comme perspective le progrès économique indéfini, ce qui n'est plus le cas.

L'Occident se détourne désormais de l'optimisme de la théorie de la croissance pour se rapprocher des visions de Spengler et Toynbee. Aron les rappelle en quelques mots : déterminer comme indicateurs de décadence, tout au moins comme symptômes prémonitoires d'une fin certaine, certains traits intrinsèques de la modernité comme le productivisme et l'urbanisation avec le développement des mégalopoles.

Or, il refuse bel et bien de considérer comme tranchée la question de la décadence de l'Occident et reproche à Spengler d'échapper à la « discussion scientifique[74] ». Il se rapproche de la réflexion de Paul Ricœur sur le rapport entre décadence et histoire :

72 Kant Emmanuel, *La religion dans les limites de la raison*, 1794, traduction de André Tremesaygues, Paris Editions Félix Alcan, 1913, 254 p., disponible en ligne : http://classiques.uqac.ca/classiques/kant_emmanuel/religion_limites_raison/kant_religion.pdf, première partie, p. 24.

73 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 17, op. cit., Rapport d'enseignement sur son cours sur la décadence, 1976.

74 *Ibidem*.

> S'il y avait réellement décadence, l'histoire deviendrait impossible, car l'historicité serait toujours de l'ordre de l'aboli. L'histoire n'est possible que parce qu'il y a toujours renaissance et que l'historien est lui-même un moment de cette renaissance.[75]

Les pertes des colonies et de l'empire sont-elles des preuves de décadence ?

Si la décadence souffre d'un manque d'objectivité, la perte des colonies est-elle la preuve qui manquait, le fait qui confirme la décadence ? Si non, comment comprendre la chute d'un empire colonial ?

Dans *L'opium des* intellectuels, publié en 1955, il précise[76] qu'il n'y a pas nécessairement de relation entre perte des colonies et déclin économique des nations européennes. Il prend pour exemple la prospérité continue de la Hollande après la perte de l'Indonésie.

La fin de la domination européenne ne signifie pas la crise du capitalisme. Tout au contraire, la décolonisation a plus servi les pays colonisateurs qu'elle ne les a affaiblis. La domination coûte plus chère que la gloire qu'elle peut rapporter :

> Quoi qu'il en soit, il semble bien que la perte pour l'Europe de ses Empires coloniaux ne soit pas le signe d'une évidente décadence, comme le fut par le passé la désintégration des grands Empires, et cela justement parce que nous vivons dans des civilisations économiques où la domination est devenue une charge.[77]

Remarquons qu'à cette même période (1956), Raymond Cartier (journaliste à Paris-Match) et fervent européen défend la même idée (qu'on appellera également le cartierisme) : l'entretien des colonies coûte plus cher qu'il ne rapporte. Lors de son cours sur la décadence au Collège de France[78], près de 20 ans plus tard, Aron affirme à

75 *L'Histoire et ses interprétations, entretiens autour d'Arnold Toynbee*, op. cit., intervention de Paul Ricoeur, p. 175.

76 Voir à ce sujet Raymond Aron, *L'opium des intellectuels*, op. cit., p. 190.

77 Raymond Aron, communication « Les perspectives d'avenir de la civilisation occidentale », 2e partie, vendredi 18 juillet 1958 dans *L'histoire et ses* interprétations, op. cit., p. 153.

78 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 31, Collège de France 1975-1976, cours dactylographiés, 12e cours, 29 janvier 1976.

nouveau l'absence de lien nécessaire entre colonies et prospérité. Les sociétés peuvent s'enrichir sans imposer leurs dominations au dehors.

À la fin des années cinquante, la question algérienne vient télescoper la problématique européenne. Si, selon lui, la France a besoin de l'Europe pour ne pas être marginalisée sur la scène mondiale[79], cela ne signifie pas que la question algérienne doit chercher une réponse européenne : « Aucune relance européenne ne saurait apporter de solution aux problèmes de l'union française ou même en atténuer la gravité[80] ». Son opuscule sur la question algérienne, où il se prononce clairement pour une Algérie indépendante, provoque de vives polémiques et notamment une attaque de Jacques Soustelle : « Il y a quelque chose d'étrange et de suspect dans cette insistance à vouloir à toute force que nous quittions l'Afrique, que nous renoncions à l'Eurafrique, pour nous jeter et nous noyer dans la petite Europe sous tutelle américaine[81] ».
Les tenants de l'Algérie française peuvent difficilement se contenter de la « petite » Europe. Comment accepter d'échanger la mainmise de la France contre une simple participation au sein d'une construction européenne encore balbutiante ?

En 1957, toujours dans la partie sur « La décadence » d'*Espoir et peur du siècle*, Raymond Aron reprend le thème de la *virtù* de Machiavel comme indicateur de l'état du « malade », le Vieux continent avec cette question : « Les Européens ont-ils perdu leurs empires parce qu'ils n'en étaient plus dignes ? [82]» Autrement dit, la chute d'un empire est-il le symbole de la perte de la *virtù*. Pour Aron, il n'en est rien pour une raison simple et intrinsèque aux empires européens. Ceux-ci sont « transitoires[83] ». Cet état de transition est justement signe de mérite. Il entreprend, à première vue, un curieux retournement du sens de la chute d'un empire. La chute des empires européens devient

79 Voir Raymond Aron, *La tragédie algérienne*, Paris, Plon, 1957, pp 54-56.
80 *La querelle de la CED*, recueil d'études sous la direction de Raymond Aron et de Daniel Lerner, Paris, Armand Colin, 1956, p. 213.
81 Jacques Soustelle, Le drame algérien et la décadence française, Réponse à Raymond Aron, 1957, Paris, Plon, p. 17.
82 Raymond Aron, *Espoir et peur du siècle*, op. cit., p. 207.
83 *Ibidem*, p. 211

la preuve de leur inutilité : « (…) les empires dont le suprême mérite est de se rendre eux-mêmes inutiles[84]» et laisser les différents pays colonisés accéder à leur indépendance. Un empire, qui prône la démocratie et la liberté comme valeurs universelles, doit se résoudre, finalement, à laisser tous les peuples vivant sous son drapeau à vivre selon ces mêmes valeurs.

Aron reconnaît que cette thèse peut largement être débattue. En premier lieu, la nuance est de taille, les pays européens n'ont pas accordé l'indépendance. Celle-ci leur a été arrachée au prix parfois de sang et de larmes. Il balaye un peu rapidement l'argument : l'opinion, française ou anglaise, ne voulait plus soutenir les efforts pour maintenir des empires aux quatre coins du monde. Il continue de passer en revue les arguments des « pessimistes » : « La décadence n'est-elle pas irrécusable, si, par leur être autant que par leurs idées, les Européens étaient incapables de conserver leurs empires ?[85] » Au contraire rétorque-t-il, les pays européens ont abandonné la violence, les armes et leurs intérêts particuliers. Mieux, cette chute peut inaugurer un avenir nouveau : un avenir, où tous les peuples, indépendants, participeraient à une économie mondiale. Tout au long de cette analyse, Aron souhaite atteindre un objectif principal : convaincre le lecteur que la chute de l'empire n'est pas signe de décadence.

La chute est-elle inscrite par essence dans le devenir d'un empire ? Est-ce au contraire, faire contre mauvaise fortune bon cœur et tirer parti de la situation ? Est-ce plutôt mettre en pratique la liberté, valeur chère à l'Europe ? Ou est-ce plutôt un calcul, car la conquête et le maintien des colonies coûtent trop chers ? Est-ce enfin dû à un mouvement typique de ce siècle, de « l'esprit du siècle » selon lui, c'est-à-dire l'indépendance des différents peuples ?

En fin de compte, cela importe peu pour Aron. Il s'agit de ne pas s'apitoyer sur une chute des empires irréversible. Au delà, le diagnostic de décadence due à la perte des empires coloniaux est à remettre en cause pour l'Europe, mais aussi pour la France en particulier.

84 *Ibidem*.
85 *Ibidem*, p. 212.

Les 9e et 10e cours de l'année 1975-1976 du Collège de France (22 janvier 1976) traitent de la question de la décadence française vis-à-vis des autres pays européens et du reste du monde. Aron met en lumière les causes du déclin français depuis 1914 d'après plusieurs indicateurs : défaites militaires, déclin de la science française, déclin de la natalité face aux autres pays, disparition de l'empire colonial. Sur ce dernier point, il confirme ce que nous venons de voir : la perte de l'empire colonial ne fut pas un signe de faiblesse, de déclin ou de décadence. La légitimité de régner sur des peuples étrangers, après la longue bataille pour la démocratie et la liberté contre l'oppression nazie durant la Seconde Guerre Mondiale est largement remise en question :

> La fin des empires européens, dans la façon de penser traditionnelle de l'Europe, c'est-à-dire la grandeur des empires, la décadence quand ces empires s'en vont, crée facilement la confusion d'un abaissement politique incontestable avec une décadence historique.[86]

Doit-on associer grandeur d'une culture à puissance militaire ? Selon Aron, cette association est une confusion. Une civilisation peut se développer et s'épanouir autrement : « Il n'est pas démontré qu'en notre siècle les collectivités, refoulées du premier rang, aient perdu la chance de jouir du bien-être et d'institutions équitables, de participer dignement à l'aventure spirituelle de l'humanité[87]». Il réfute la désagrégation des empires comme signe de la corruption des hommes ou des institutions. La chute de la natalité n'est pas non plus symbole de décadence. Au contraire, une population qui croît lentement, a plus de facilité à se développer.

Pour un pessimiste comme Spengler, toute faiblesse donnée (et ici donc chute de la natalité, perte de l'empire, perte de la puissance militaire) est obligatoirement annoncée comme prémices de la décadence. Aron ne nie pas ces signes de faiblesse, mais ne les prend pas comme annonciateur de la fin de l'histoire pour l'Europe.

86 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 31, Collège de France 1975-1976, cours dactylographiés, 10e cours, 22 janvier 1976.

87 Raymond Aron, *Espoir et peur du siècle*, op. cit., p. 229.

L'Europe a-t-elle un avenir ?

Durant la guerre[88], Aron comprend très vite que le salut national passera par le salut commun. Ce salut commun n'appelle pas automatiquement les États nationaux européens à disparaître pour laisser la place à un État européen. Selon lui, l'Europe de demain sera toujours constituée de pays et de nationalités distincts. Toutefois, il faut combattre et annihiler le nationalisme économique, l'isolationnisme et la volonté de conquête. Autrement dit, des institutions nationales doivent lier les pays entre eux sans pour autant leur dérober leur indépendance politique. Cette vision, datée d'avril 1943, est assez prémonitoire des premières étapes de la construction européenne avec le plan Schuman et le Traité de Rome en 1957.

L'Europe devra trouver le courage de s'unir après la guerre, de reconstruire ensemble malgré les combats. Comment trouver le secret de cette future coexistence pacifique ? Aron ne répond pas directement pour l'instant mais indique que la solution devra être trouvée. S'obliger à vivre ensemble serait la ruse de la raison indispensable : « Car l'Europe n'a de chance d'accéder progressivement à une unité authentique que par l'expérience, dans la liberté de chacun, d'une vie commune à tous.[89] »

Après la Seconde Guerre Mondiale, la question de l'avenir de l'Europe est sujette à débat. Nous interrogerons plus tard, et plus longuement, les propositions d'avenir de l'Europe d'Aron. À ce stade, il s'agit seulement de savoir si un avenir est possible et envisageable.

Dans une conférence donnée à l'ENA en 1946, intitulée « Perspectives sur l'avenir de l'Europe », Aron se demande si, à l'instar des deux Grands, l'Europe ne doit-elle pas devenir un État multinational de grand espace ? L'avenir de l'Europe comprend trois scénarii : une Europe soviétique, une Europe américaine, une Europe européenne.

L'Europe soviétique est non souhaitable et non envisageable, Aron passe rapidement sur ce scénario. L'Europe occidentale sous influence américaine ne signifierait par pour autant une unité politique européenne dans son ensemble. Et l'Europe européenne ? Il

88 Raymond Aron, « Guerre impériale », *L'Homme contre les tyrans*, op. cit., p. 325
89 *Ibidem*.

est pour l'instant sceptique sur sa possibilité pour trois raisons principales : les deux Grands le verraient d'un mauvais œil, il n'existe ni patriotisme européen et ni puissance militaire commune.

Cet avenir commun semble-t-il impossible est-il significatif d'un état de déclin ou de décadence ? Aron termine sa première conférence sur cette question : « Faut-il en conclure que l'Europe impuissante militairement est condamnée à la décadence politique et culturelle ?[90] ».

Le lendemain (27 novembre 1946), Aron reprend la question de sa conclusion et évalue les chances de l'Europe. Que dit-il en substance ? Il affirme que rien n'est écrit d'avance. Il précise sa pensée dans une conférence donnée à l'IEP de Paris, le 19 décembre 1947 et intitulée : « L'idée d'Europe ». Les dernières lignes de sa conclusion sont un appel à la prise de conscience et à l'action :

> L'Europe se retourne sur elle-même et s'interroge parce qu'elle a peur d'être à la tombée du jour. Ce qui dépend de vous, de nous tous, c'est que cette prise de conscience ne soit pas celle qui précède la mort, mais celle qui précède la résurrection.[91]

Cette résurrection doit affronter un problème de taille : le paradoxe par essence de tout projet commun européen. Aron relève en 1947, dans sa conférence à l'IEP sur « L'idée d'Europe[92] » le paradoxe auquel doit se confronter le Vieux continent : s'unir tout en sachant qu'on devra conserver les structures nationales. Une histoire commune est difficile à construire, pour Aron, avec des bases composées de différentes histoires nationales.

Balayer d'un revers de l'esprit des décennies de rivalités n'est pas une mince affaire. Les peuples et les dirigeants sont conviés à un grand pari européen. Ce grand pari passe par le constat de la contradiction entre structure nationale (des pays européens) et empires américains ou soviétiques. L'unité européenne devient la solution pour pouvoir affirmer

90 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 1, ENA, 1re conférence, 26 novembre 1946, « Perspectives sur l'avenir de l'Europe ».

91 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 3, IEP, Conférence du 19 décembre 1947 « L'idée d'Europe ».

92 *Ibidem*.

son existence : « l'unité […] est pour le vieux continent, la seule chance de relèvement[93] ». Dans le cadre européen, chaque nation pourra se relever économiquement et s'affirmer. Dans la conférence déjà citée, donnée à l'IEP de Paris le 19 décembre 1947, *L'idée d'Europe*, il affirmait la nécessité d'une construction européenne face à l'abaissement des petits pays européens. La problématique est assez claire pour lui : cette disproportion est « (…) une donnée (…) qui semble condamner définitivement les nations européennes soit à rester impuissantes dans leur isolement, soit à s'unir pour reconstituer une unité politique réelle.[94] » Selon lui, le choix est assez simple : « (…) ou elles {les nations européennes} s'unissent ou elles consentent au déclin. »

Au cours d'une conférence en 1948[95], Raymond Aron rappelle que l'avenir de l'Europe paraît inséparable de trois idées : l'idée de la vérité objective (origine grecque), l'idée de la personne humaine (origine romaine et chrétienne) et l'idée de la technique maîtresse de la nature (origine européenne). Ces trois idées sont mises à mal depuis des années. L'idée de la vérité objective subit la perte de l'autonomie politique. L'idée de la personne humaine est largement bafouée par la désagrégation des relations sociales et par les ravages de la guerre. Enfin, l'idée de la technique maîtrisant la nature semble être caduque face aux destructions et pertes énormes en matériels, capitaux et moyens de production. Aron prévient des périls possibles : « […] toutes ces circonstances sont favorables au surgissement d'un nouveau totalitarisme[96]». Comment trouver les réserves morales qui épauleront les régimes de liberté ? Les différents peuples européens doivent se sentir prêts à agir et ne pas accepter la fatalité. L'Homme n'a pas à subir, son sort n'est pas écrit à l'avance. Raymond Aron veut surmonter des décennies de guerres et de désastres européens. Il souhaite voir se transformer la politique européenne des différents pays. Il s'agit de passer d'une structure d'alliances de guerres basée sur l'équilibre des puissances à une union des destins : « Nous avons tous à oublier et à

93 Raymond Aron, « Politiques contrastées », *Le Figaro*, 18 juillet 1948.
94 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 3, conférence du 19 décembre 1947 « L'idée d'Europe », IEP de Paris.
95 Raymond Aron, « Discours à des étudiants allemands sur l'avenir de l'Europe », Munich, 1947, discours publié dans *Table ronde*, 1, 1948.
96 *Ibidem*.

réapprendre. Nous avons tous à choisir entre les regrets des grandeurs perdues et l'acceptation virile d'un avenir sans précédent. Je ne crois pas à la rééducation par l'extérieur, je crois à la transformation intérieure[97]».

L'avenir européen ne peut être que commun. L'Europe doit se prendre en main, fermer la porte des guerres européennes et ouvrir celle de l'union :

> Ma conviction profonde, c'est qu'au-delà des tombes, des ruines, et des crimes, Français, Allemands, Belges, Italiens, Anglais, Européens, n'ont et ne peuvent avoir qu'un avenir commun. Mais cet avenir commun ne nous est pas donné : à nous de le forger.[98]

Quatre ans plus tard, dans *Les guerres en chaîne*, Aron réitère son refus du déterminisme : « Mais les dés ne sont pas encore jetés. Il n'est pas sûr, il est possible que l'Occident dispose encore d'assez de temps pour conjurer le destin et se donner les moyens de l'affronter.[99] »

Quelques lignes plus loin, il associe l'unité européenne à un avenir neuf. Pour lui, la civilisation européenne a bel et bien un avenir. L'unité européenne, non contente de garantir la paix sur le sol européen et de favoriser la reconstruction économique, serait le *deus ex machina* des pays du Vieux Continent :

> « Comment n'être pas partisan de l'unité européenne ? Entourés de frontières douanières, prisonniers de leurs querelles d'hier, inconsolables de leur grandeur évanouie, les États nationaux remâchent leur amertumes, vantent leur culture et leur passé, tirant une fierté morose de leur décadence. Unis, pourquoi ne se forgeraient-ils pas un avenir neuf »[100].

Une civilisation entre Eros et Thanatos

Comment répondre à la question posée en titre de ce chapitre : « Une civilisation est-elle vouée à la décadence ? » ? La réponse, pour Aron et d'autres, est plutôt négative.

97 *Ibidem*.
98 Raymond Aron, Discours à des étudiants allemands sur l'avenir de l'Europe, Munich, 1947, discours publié dans *Table ronde*, 1, 1948.
99 Raymond Aron, *Les Guerres en chaîne*, Paris, Gallimard, 1951, 503 p., p. 379.
100 *Ibidem*, p. 398.

Toutefois, nous avons montré que la décadence, si elle est tantôt annoncée tantôt décriée, inspire un double sentiment : de la répulsion et de la fascination. La civilisation, contre la décadence, semble mener un combat incessant. Dans un autre registre différent, Sigmund Freud évoque un autre combat entre deux puissances :

> Les hommes sont maintenant parvenus si loin dans la domination des forces de la nature qu'avec l'aide de ces dernières il leur est facile de s'exterminer les uns des autres jusqu'au dernier. Ils le savent, de là une bonne part de leur inquiétude présente, de leur malheur, de leur fonds d'angoisse. Et maintenant il faut s'attendre à ce que l'autre des deux "puissances célestes", l'Eros éternel, fasse un effort pour s'affirmer dans le combat contre son adversaire tout aussi immortel. Mais qui peut présumer du succès et de l'issue ? [101]

Ces dernières lignes du *Malaise dans la culture* sont connues. Les pulsions de vie et de et mort font partie de l'être humain. Après la tragédie de la Première Guerre Mondiale, et au vu des progrès de développement des armes de destruction, l'échelle a changé. Un combat peut amener l'autre à disparaître définitivement. L'Europe, pour Freud, est malade dans ces années. Nous savons que la dernière phrase du paragraphe citée a été rajoutée en 1931, suite aux événements survenus en Allemagne. Freud évoque l'oscillation entre la vie et la mort, entre la volonté de vivre et le défaitisme de la pulsion de mort. Cette réflexion, si elle se base bien sûr sur d'autres fondements (narcissisme, agressivité), n'est pas éloignée des préoccupations d'Aron et d'autres sur le devenir de la civilisation. Une civilisation peut-elle vivre en crise(s) entre pulsion de vie et pulsion de mort ?

Cette première partie avait pour premier objectif de répondre aux hypothèses et postulats formulés en introduction. Après un chapitre consacré à l'itinéraire d'Aron dans le siècle, les chapitres 2 et 3, à partir de sources nouvelles, se sont consacrés à l'étude des notions de civilisation et de décadence. Pour lui, à côté de la civilisation occidentale, une

101 Sigmund Freud, *Le malaise dans la culture*, Paris, PUF, 2009, 92 p. (première édition en 1929), p. 89.

civilisation européenne existe en tant que telle et n'a pas à subir la décadence comme certaine, annonciatrice de sa mort prochaine.

La deuxième partie va mettre en valeur l'oscillation entre le déclin de l'Europe et une éventuelle vitalité historique. Comment se manifestent le déclin et la crise de l'Europe ? Quelles conditions doivent-être réunies pour une nouvelle vitalité historique, source de création, d'innovation et de renouveau ?

La civilisation européenne, au cours du siècle, et plus largement après les ravages de la Seconde Guerre Mondiale, doit affronter plusieurs crises entre abaissement et déclin : une crise de l'esprit, de la puissance et de son identité. C'est ce que nous allons étudier au cours du premier chapitre de cette deuxième partie.

Deuxième partie

L’oscillation entre déclin et vitalité historique

Chapitre IV

Esprit, puissance et identité : les visages de la crise de l'Europe

La crise actuelle sera longue et profonde.
Raymond Aron, 17 juin 1939[1]

Au chapitre précédent, nous avons souligné qu'Aron réfute l'issue inéluctable proposée par la décadence. Celle-ci est plus un jugement moral de valeurs (soumis par essence à caution) qu'un constat scientifiquement prouvé. Il préfère les termes de déclin, d'abaissement et d'affaiblissement. Le déclin est littéralement signifié par la crise et ses déclinaisons.

La crise est-elle la conséquence du déclin historique ? Est-elle subordonnée à l'abaissement ou, au contraire, est-ce l'indicateur d'un mal plus profond et plus structurel ?

1 Raymond Aron, Communication devant la société française de philosophie du 17 juin 1939, reproduit dans *Machiavel et les tyrannies modernes*, Paris, Editions de Fallois, 1993, 418 p. C'est, d'après nous, son texte d'avant-guerre le plus important.

La notion de crise

Le XX^e^ siècle est le siècle de la crise. Cette affirmation est-elle exagérée ? La crise est-elle spécifique au siècle dernier ? Tocqueville exprime, dès le XIX^e^ siècle, un sentiment désabusé de crise générale :

> Tous les siècles ont-ils donc ressemblé au nôtre ? L'homme a-t-il toujours eu sous les yeux, comme de nos jours, un monde où rien ne s'enchaîne, où la vertu est sans génie, et le génie sans honneur; où l'amour de l'ordre se confond avec le goût des tyrans et le culte saint de la liberté avec le mépris des lois ; où la conscience ne jette qu'une clarté douteuse sur les actions humaines ; où rien ne semble plus défendu, ni permis, ni honnête, ni honteux, ni vrai, ni faux ?[2]

Comme pour l'étude de la décadence, une analyse exhaustive est impossible et n'a pas lieu d'être. Les exemples cités ci-dessous ont été choisis pour deux raisons complémentaires : ils dressent un tableau synthétique général et, simultanément, font écho aux réflexions aroniennes. Nous réserverons un traitement particulier, comme présenté en introduction, à la crise durant les années soixante-dix au sein du chapitre 7.

Les auteurs présentés dans le chapitre précédent (Baudelaire, Valéry, Spengler, Toynbee, Jankélévitch entre autres) ont révélé la décadence et / ou le déclin du Vieux continent. La notion de crise a suscité, elle-aussi, de nombreuses productions universitaires ou intellectuelles. Nous ne traiterons pas de la problématique de la crise au XX^e^ siècle comme crise économique, là aussi, la littérature est abondante[3]. L'explication du concept doit uniquement servir à alimenter notre réflexion sur la crise *selon Raymond Aron.*

Nous nous appuierons notamment sur deux textes importants de deux philosophes français : « Pour une crisologie » d'Edgar Morin publié en 1976 dans un numéro de *Communications*[4] dédié à la « notion de crise » et une conférence de Paul Ricœur[5] en

2 Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, op. cit. Introduction, disponible en ligne : http://classiques.uqac.ca/classiques/De_tocqueville_alexis/democratie_1/democratie_1_intro.html

3 Voir par exemple, Jean-Hervé Lorenzi, Olivier Pastré, Joëlle Toledano, *La crise du XX^e^ siècle*, Paris, Economica, 1980, 387p.

4 « La notion de crise », *Communications*, n°25, 1976, sous la direction de André Béjin et Edgar Morin, disponible en ligne http://www.persee.fr/issue/comm_0588-8018_1976_num_25_1

5 Paul Ricoeur, « La crise, un phénomène spécifiquement moderne ? », *Revue de théologie et de philosophie*, 120 (1988), P. 1-19. Le texte reproduit les grandes lignes d'une conférence donnée le 3 novembre 1986 à l'Université de Neuchâtel, à l'occasion de la collation d'un doctorat honoris causa en théologie, Une version allemande de ce texte a été publiée dans un recueil réunissant les

1986 : « La crise, un phénomène spécifiquement moderne ? » à l'Université de Neuchâtel. Pourquoi avons-nous choisi ces deux références, et non d'autres ? Ces deux textes présentent les différentes facettes de la notion de crise. Comme textes généraux, ils nous permettent de confronter la notion de crise chez Aron à un environnement global. Rappelons également que Paul Ricœur a participé aux rencontres de Cerisy de 1958 avec notamment Aron et Toynbee. Edgar Morin, quant à lui, a un parcours personnel radicalement de celui d'Aron, mais ils se rapprochent sur certains points (nous avons déjà évoqué le principe dialogique de Morin).

Qu'est-ce qu'une crise selon Paul Ricœur ? Qu'y a-t-il de commun s'interroge-t-il entre « (…) une crise de larmes, une crise ministérielle, une crise des valeurs ou de civilisation ? Ce concept-valise n'est-il pas un pseudo-concept ?[6] » Le philosophe s'attache à présenter quelques significations du concept de crise.

Le premier sens est d'origine médicale : « La crise est le moment d'une maladie caractérisée par un changement subi où la pathologie cachée se révèle et où se décide l'issue en bien ou en mal de la maladie.[7] » Ce moment décisif se comprend par une rupture dans la maladie (des symptômes différents, une soudaine accélération ou une soudaine baisse, etc.). Le praticien établit un diagnostic et énonce un pronostic.

Ce premier sens de la crise est évoqué dans les mêmes termes par René Guénon[8] dans son livre *La crise du monde moderne.* La crise est le moment suspendu, le monde du jugement et du discernement. La crise précède et entraîne un dénouement favorable ou défavorable.

Ce discernement est rappelé par Myriam Revault d'Allonnes[9] dans son livre *La crise sans fin, essai sur l'expérience moderne du temps,* paru en 2012 (elle cite d'ailleurs la conférence de Paul Ricoeur.) Pour elle : « Le mot grec *krisis* désigne le jugement, le tri,

---

contributions des entretiens 1985 de Castelgandolfo, consacrés au thème de la crise : K. MICHALSKI (éd.), *Ueber die Krise. Castelgandolfo-Gespräche 1985*, Stuttgart, Klett-Cotta, 1986, pp. 38-63.

6 *Ibidem*.

7 *Ibidem*, p. 1.

8 René Guénon, *La crise du monde moderne*, Paris, Gallimard, 1946, 201 p., avant-propos, voir p. 14.

9 Myriam Revault d'Allonnes, *La crise sans fin, essai sur l'expérience moderne du temps*, Paris, Seuil, La couleur des idées, 2012, 197 pp.

la séparation, la décision : il indique le moment décisif, dans l'évolution d'un processus incertain qui va permettre le diagnostic, le pronostic et éventuellement la sortie de crise.[10] » La *krisis* est le moment où on juge, tranche et sépare. Il s'agit de décider quel traitement choisir parce que la maladie atteint un point de rupture, un moment critique.
En parallèle de ce sens médical énoncé par Ricoeur, Edgar Morin[11] affirme que la crise fait partie de tout système vivant. Tout système vivant, en tant que système complexe, a en lui le principe de désorganisation et de désintégration. Cet antagonisme de nature peut provoquer le dépérissement et la mort du système. Celui-ci doit lutter et intégrer cet état de fait. Il écrit : « L'existence de tout système comporte nécessairement des antagonismes, qui portent nécessairement en eux la potentialité et l'annonce de la « mort » du système. [12] » Il analyse en détail les composantes du concept de crise. La principale composante est l'idée de perturbation. Pour le philosophe, le système ne peut pas résoudre la perturbation, prise comme un dérèglement intérieur ou extérieur du système, avec les règles établies et courantes. Quelles sont les conséquences de l'impossibilité du système pour régler ces désordres ? Morin en entrevoit plusieurs : accroissement des désordres, incertitudes, progression de l'instabilité, blocage ou déblocage. Ici, Aron partage pleinement le point de vue de Ricœur et rejoint ceux élaborés plus tard par Morin et Revault d'Allonnes. La crise fait partie intégrante d'un système (comme la civilisation). Nous reviendrons en détail sur ce point et ses conséquences et notamment comment « profiter » de la crise comme moment obligatoire d'un cycle de vie d'une civilisation (au cours du chapitre 6).

La seconde signification de la crise selon Ricœur est « l'état de malaise profond, à la fois corporel et psychique, lié au passage d'un âge de la vie à l'autre.[13] » Ce passage comprend là aussi une rupture, mais dans le sens d'une discontinuité qui ne va pas sans mal. L'exemple type est la crise d'adolescence. Ni enfant, ni jeune adulte, l'adolescent

10 *Ibidem*, p. 10.
11 Morin Edgar, « Pour une crisologie », *Communications*, 25, 1976. pp. 149-163. http://www.persee.fr/doc/comm_0588-8018_1976_num_25_1_1388
12 *Ibidem*.
13 Paul Ricoeur, « La crise, un phénomène spécifiquement moderne ? », op. cit,. p. 2.

traverse des périodes de malaise précédant des aggravations ou améliorations. La crise est assimilée à un tournant plutôt difficile à appréhender et à négocier. Entre vulnérabilité et potentialité, la crise est source de création comme de destruction. Là aussi, nous retrouvons Aron qui ne cesse de demander à l'Europe, comme on demanderait à un adolescent, de sortir de cet état de langueur.

Le troisième modèle prend appui sur le second mais avec un périmètre plus large. Il s'applique à l'humanité entière. Il s'agit d'un moment où une minorité devient majoritaire. Faisant référence à Kant, Paul Ricœur indique que : « Minorité est ainsi identifiée à hétéronomie et majorité à autonomie.[14] » Le passage de la critique à la crise est la spécificité de ce troisième modèle. La crise est dans ce cas transitoire et bénéfique. La crise est transitoire car décisoire, elle précède et accompagne un changement. Elle est bénéfique car elle est associée à l'idéologie du progrès et à une philosophie optimiste. Nous l'avons vu au chapitre précédent, le progrès est, pour Aron, un des moyens de ne pas céder à la décadence. Cette critique politique se transformant en crise prend naissance dans les années pré révolutionnaires sous l'Ancien Régime.

L'histoire permet de présenter un modèle distinct du dernier énoncé. Le philosophe insiste sur le « caractère discontinu de l'invention scientifique.[15] » Le progrès se fait par une série d'échecs, de ruptures, de succès. Ce type de crise est une discontinuité, une rupture mais sans aucune idée de pathologie ou de malaise. De nos jours, c'est le modèle du mot fourre-tout : l'innovation. Tout le monde doit être innovant et faire de l'innovation. Là aussi, Aron évoquera l'innovation comme sortie de crise, nous le verrons en détail au chapitre 6.

Le dernier modèle est la crise économique. Celle-ci entraîne des maux et souffrances qui affectent le modèle social dans son entier. Les traits communs à toute crise économique sont la rupture d'équilibre, la chute de l'activité ou des échanges et surtout son caractère périodique.

Face à ces modèles, nous pouvons faire correspondre plusieurs crises européennes. La crise du 30 août 1954 avec la fin brutale du projet de la CED est une crise au sens

14 *Ibidem*, p. 3.
15 *Ibidem*, p. 5.

médical avec une rupture soudaine qui entraine un changement drastique : la mort du projet de l'Europe politique. Dans les années soixante avec les relations entre de Gaulle, les États-Unis et la Grande-Bretagne, l'Europe est en crise d'adolescence avec le passage à l'âge adulte en 1973 avec l'entrée de la Grande-Bretagne. La crise peut être aussi envisagée selon l'angle de la discontinuité – autrement dit la disruption - de l'invention scientifique : la déclaration Schuman, cinq ans après la guerre en est la preuve. Enfin, la crise économique à partir de 2008 est généralisée sur le Vieux continent et a des incidences politiques incontestables.

Une crise de l'esprit

Faisons avec Edmund Husserl (1859-1938), un pas de côté vers la philosophie.

En 1935, le philosophe donne une conférence à Vienne sur *La crise de l'humanité européenne et la philosophie.* L'Europe n'est pas comprise ici au sens géographique du terme mais comme entité spirituelle plus large comprenant les États-Unis et les dominions britanniques. Il dénonce la crise de la philosophie et entrevoit l'incapacité de l'Europe à se penser elle-même. Dans la traduction de Natalie Depraz, la décadence est l'un des scenarii possibles :

> La crise de l'existence européenne n'a que deux issues : soit la décadence de l'Europe devenant étrangère à son propre sens vital et rationnel […] soit la renaissance de l'Europe à partir de l'esprit de la philosophie […][16].

Pour Husserl, l'identité spirituelle de l'Europe, dont l'origine remonte à la Grèce, est le rationalisme. Les Grecs proposent que la science soit une tâche infinie, non achevée et toujours à réinventer. La spécificité culturelle de l'Europe est l'idée de l'intuition rationnelle et de la vie fondée sur la raison.

Cela place l'Europe *de facto*, selon le philosophe tchèque Jan Patočka[17] (1907-1977), au-dessus des autres cultures qui sont uniquement contingentes. La raison concerne

16 Edmund Husserl*, La crise de l'humanité européenne et la philosophie*, texte présenté par Nathalie Depraz, Paris, Hatier, coll. « Profil », 1996, p. 78.

17 Jan Patočka, *Essais hérétiques sur la philosophie de l'histoire.* Ces textes sont publiés à Prague en 1975. Première édition française traduit du traduit du tchèque par Erika Abrams, Paris, Verdier, Lagrasse, 1981. Edition consultée : Editions Verdier, poche 2007, 250 p., p. 57.

l'ensemble des hommes et femmes et, dans ce sens, la civilisation européenne est universelle.

Gardons-nous bien de tout contresens. Le rationalisme husserlien ne comprend pas, selon le philosophe Alain Badiou, l'ensemble des opérations de la raison, mais tout au contraire : « (…) un projet d'infinité auquel se trouve ouverte l'humanité dans son ensemble.[18] » D'après Husserl, il faut réinventer la mission de l'infini. Il y a eu une mauvaise interprétation des possibilités des sciences de la nature. À cause du succès de ces sciences, on a fait de celles-ci le modèle de la rationalité.

Dans un des chapitres[19] d'*Essais hérétiques*, Patočka s'interroge : la civilisation technique est une civilisation du déclin ? Pourtant, l'homme de la société industrielle n'a jamais eu en mains autant d'outils et de techniques pour dominer la nature et les sociétés européennes n'ont jamais été aussi prospères.

L'humanité européenne, selon Patočka, ne peut plus vivre sans l'accélération continue des moyens de production. Le créateur en vient à se noyer dans son outil de production. L'évolution du progrès et les possibilités matérielles apportées par la technique prennent le pas sur le rationalisme originel évoqué plus haut. Le rationalisme est dorénavant dominé par la recherche du profit. Cette manière de vivre, suspendue à la technique, empêche de surmonter les difficultés quotidiennes. Elle se traduit par un mode de vie orgiaque (ce terme est à comprendre comme une fuite en avant, hors de soi et hors de ses responsabilités)

Il en est de même pour Toynbee[20] : l'idolâtrie de la technique peut conduire une civilisation à sa perte. Il prend pour exemple le mythe de David et Goliath et met en exergue le danger d'une technique sûre d'elle-même mais éphémère : Goliath sûr de sa puissance ne vit pas le danger venir de la fronde d'un simple berger, sans lance ni bouclier. Autre exemple présenté par l'historien anglais, la toute puissante légion

18 Alain Badiou, « Le siècle », séminaire public 2000-2001 (Théâtre de la Commune, 2, rue Édouard Poisson, Aubervilliers), 21 mars 2001. Transcription de François Duvert. Le site internet précise que ces notes et transcriptions n'ont pas été revues par Alain Badiou. Elles ne l'engagent donc pas. Disponible en ligne : http://www.entretemps.asso.fr/Badiou/00-01.1.htm

19 Jan Patočka, *Essais hérétiques*, op. cit., le titre exact du chapitre est : « La civilisation technique est-elle une civilisation de déclin et pourquoi ? », pp. 153-188.

20 Arnold Toynbee, *L'histoire, Les grands mouvements de l'histoire à travers le temps, les civilisations, les religions*, op. cit., p. 137 et suivantes.

romaine (qui avait elle-même vaincu la phalange macédonienne) fut défaite par un ennemi nouveau (l'archer léger à cheval).

Au même titre que Toynbee, Husserl et que Patočka, Raymond Aron entrevoit le risque de la domination technique et du fourvoiement du sens (comme objectif) de la science.

Dans *Sociologie allemande contemporaine,* il écrit à ce propos : « Weber, lui aussi, cherche avant tout à démontrer l'autonomie de l'évolution culturelle. Le progrès des sciences n'est à aucun degré garantie d'approfondissement spirituel. Le triomphe de la civilisation marque un retour à la barbarie.[21] » La civilisation comprend la connaissance et la technique, cette dernière est l'outil pratique pour la mise en œuvre de cette connaissance. L'erreur, nous indique Aron, est de croire que ce processus peut être étendu à tout mouvement historique.

Si selon Patočka, la civilisation technique semble une civilisation de déclin, c'est avec une connotation plus morale que matérielle. L'homme est en déchéance lorsque sa vie est : « (…) perturbée dans son fond le plus propre de telle sorte que, tout en se croyant pleine, elle se vide en réalité et se mutile à chaque pas.[22] » La crise du rationalisme est, dans son essence, la tentation de la totalité de se substituer à l'infini. Cette totalité viendrait écraser, en surimpression, l'ouverture vers l'infini. C'est bien le sens de devenir « (…) étrangère à son propre sens vital et rationnel[23]. » selon Husserl. Quelques lignes plus loin, celui-ci écrit : « Le plus grand danger pour l'Europe est la lassitude[24]. » Le péril est qu'on ne tranche pas, que la crise ne débouche sur aucune décision.

Continuons notre cheminement philosophique toujours avec l'aide d'Alain Badiou. Le philosophe utilise les mêmes références qu'Aron, et notamment Spengler et Husserl. Lors de son séminaire public déjà cité, il rappelle que la crise est avant tout la crise de la

21 Raymond Aron, *La sociologie allemande contemporaine*, op. cit., p. 73.
22 Jan Patočka, *Essais hérétiques,* op. cit., p. 156.
23 Edmund Husserl*, La crise de l'humanité européenne et la philosophie*, op. cit., 78.
24 *Ibidem*. Cette phrase sera reprise maintes et maintes fois. La suite du paragraphe mérite d'être citée : « Luttons avec tout notre zèle contre ce danger des dangers, en bons Européens que n'effraye pas même un combat infini et, de l'embrasement anéantissant de l'incroyance, du feu se consumant du désespoir devant la mission humanitaire de l'Occident, des cendres de la grande lassitude, le phénix d'une intériorité de vie et d'une spiritualité nouvelles ressuscitera, gage d'un avenir humain grand et lointain : car seul l'esprit est immortel. »

raison « occidentale[25] ». Elle ne date pas d'après la Seconde Guerre Mondiale, mais provient des années 20 et 30 contre l'idéologie du progrès et contre la toute puissance de plus en plus affirmée de la technique. Il affirme :

> Le mot qui est le plus utilisé, le mot de Husserl, c'est le mot *crise*. On peut dire que, dans ces années-là, nous avons une identification philosophique du siècle comme siècle de la crise.[26]

Citant notamment Spengler, Badiou indique que dans cette crise comprise comme une maladie, le malade est l'Europe et, par extension, l'Occident. C'est un point capital pour lui. Filant la métaphore médicale (qui est après tout le champ lexical premier du terme crise), il présente le diagnostic suivant qui est une bonne synthèse de cette incise philosophique dans notre étude : nom du malade : l'Europe et l'Occident en général ; diagnostic : l'idéologie positiviste du progrès, ossature de l'Occident, est en crise ; origine : l'idéologie positiviste repose sur le rationalisme lui-même malade. D'après lui : « La crise est une crise du rationalisme[27] ».

Pour la thérapie, le philosophe présente deux versions du diagnostic, d'où deux thérapies. Pour certains, le rationalisme s'est perdu dans une « aliénation qui le défigure[28] ». Il faut le guérir et lui redonner son authenticité. Husserl, par exemple, propose de sauver le rationalisme de ses maux et de ses excès. Pour d'autres, le rationalisme est, par essence, une erreur. Ce rationalisme a voulu proposer du « sens » alors qu'il y a quelque chose au-dessus de lui. Alain Badiou évoque dans ce cas « les valeurs d'authenticité raciale, des valeurs liées au sang et à la terre, des valeurs liées à la détermination du vouloir etc.[29] »

Cette crise européenne, cette crise des sciences se double d'une crise « morale de l'Europe de l'époque[30] » selon Patočka :

---

25 Alain Badiou, « Le siècle », séminaire public 2000-2001, op. cit.
26 *Ibidem*.
27 *Ibidem*.
28 *Ibidem*.
29 *Ibidem*.
30 Jan Patočka, *Essais hérétiques*, op. cit., chapitre « L'Europe et l'héritage européen jusqu'à la fin du XIX^{e} siècle », p. 149.

> Dieu est mort, mais la nature matérielle, qui produit avec une nécessité légale l'humanité et son progrès, est une fiction non moindre, affectée en outre d'une étrange lacune : elle ne comporte aucune instance qui contrôle l'individu dans son aspiration individuelle à s'évader et s'installer dans le monde contingent comme dernier homme, avec ses menus plaisirs diurnes et nocturnes.[31]

Cette citation est pertinente pour notre sujet d'études à plus d'un titre. Elle reprend et condense la plupart des critiques émises envers la civilisation européenne, et plus largement occidentale : la croyance fausse que l'homme peut remplacer Dieu, ou plutôt que le régime ou l'État peut se substituer à la religion ; la critique du matérialisme, de l'individualisme et la critique - voire le mépris - de la recherche du plaisir et la satisfaction du désir.

Le célèbre dissident Alexandre Soljenitsyne, dans un discours à l'université de Harvard en 1978, et intitulé *Le Déclin du courage*, dénonce lui aussi un être humain trop matérialiste :

> Est-ce vrai que l'homme est au-dessus de tout ? N'y a-t-il aucun esprit supérieur au-dessus de lui ? Les activités humaines et sociales peuvent-elles légitimement être réglées par la seule expansion matérielle ? A-t-on le droit de promouvoir cette expansion au détriment de l'intégrité de notre vie spirituelle ?[32]

Patočka, quant à lui, évoque la célèbre phrase d'un héros de Dostoïevski « rien n'existe, tout est permis[33] » et la critique nihiliste de Nietzsche pour qui la civilisation européenne se meurt et doit se réinventer.

---

31 *Ibidem*.

32 Alexandre Soljenitsyne, « Le déclin du courage », discours à Harvard, 8 juin 1978, reproduit dans le hors-série de *Courrier International*, « L'Occident est-il fini ? », février-mars-avril 2011, p. 10. Nous avons trouvé plusieurs traductions et mises en ligne sur internet, comme par exemple : http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMDictionnaire?iddictionnaire=1680

33 Le paragraphe en question est célèbre. Or, le personnage ne dit pas « rien n'existe, tout est permis » ni même « Si Dieu n'existe pas, tout est permis ». Il s'agit d'une condensation d'un passage plus global où Dimitri (l'un des frères) s'exprime de la sorte : « Que faire si Dieu n'existe pas, si Rakitine a raison de prétendre que c'est une idée forgée par l'humanité ? Dans ce cas l'homme serait le roi de la terre, de l'univers. Très bien ! Seulement, comment sera-t-il vertueux sans Dieu ? [...] En effet, qu'est-ce que la vertu ? Réponds-moi Alexéi. Je ne me représente pas la vertu comme un chinois, c'est donc une chose relative ? L'est-elle, oui ou non ? Ou bien elle n'est pas une chose relative ? Question insidieuse. [...] Alors tout est permis ? », Fédor Mikhaïlovitch Dostoïevski, *Les frères Karamazov* , 1880, 4e partie, Livre XI, chapitre 4, pp 779-780, édition consultée disponible en ligne sur : http://www.ebooksgratuits.com/pdf/dostoievski_freres_karamazov.pdf

La conséquence pour l'individu est une vie d'errance, un déracinement moderne. La vie quotidienne, le travail, la famille sont de plus en plus des vies inexistantes. Il évoque Hannah Arendt qui précise que l'homme se contente de dominer sans comprendre.

À la fin du chapitre, Patočka tente de répondre à sa question posée en titre : « La civilisation technique est-elle une civilisation de déclin et pourquoi ? ». À sa lecture, il semble que l'affirmative ne souffrirait d'aucun doute. Néanmoins, il reconnaît que cette même civilisation offre ce qu'aucune autre civilisation n'a jamais proposé : une vie « sans violence et dans une très large égalité des chances[34]. » La seconde raison pour s'interdire de traiter cette civilisation de décadence ou de déclin est que justement ce déclin n'est pas dû à la civilisation actuelle mais plutôt à l'héritage des époques précédentes. Patočka conclut que la seule question valable et digne d'être posée, la seule question générale, est : comment vivre de « façon humainement authentique [35]? » La formulation fait écho à la problématique générale d'Aron : comment vivre et accepter le tragique de l'histoire ?

René Guénon (1886-1951), célèbre orientaliste, partage ce constat de crise. Dans son livre, *La crise du monde moderne*, publié en 1946[36], il affirme que l'idée de crise du monde moderne est partagée par le plus grand nombre. Il se félicite de ce constat commun. Si le problème est posé et accepté, c'est d'ores et déjà le premier pas vers sa résolution ou tout au moins la recherche de sa résolution. Dans son avant-propos, il écrit :

> C'est ainsi que la croyance à un « progrès indéfini », qui était tenue naguère encore pour une sorte de dogme intangible et indiscutable, n'est plus généralement admise ; certains entrevoient plus ou moins vaguement, plus ou moins confusément, que la civilisation occidentale, au lieu d'aller toujours en

34 Jan Patočka, *Essais hérétiques*, op. cit., p. 186.
35 *Ibidem*, p. 185.
36 René Guénon, *La crise du monde moderne*, Paris, Gallimard, 1946, nouvelle édition en 1973, collection Folio Essais, 201 p.

> continuant à se développer dans le même sens, pourrait bien arriver un jour à un point d'arrêt, ou même sombrer entièrement dans quelque cataclysme.[37]

Si la plupart des auteurs s'interrogeant sur la crise de la civilisation occidentale proposent 1914 comme point d'origine, certains remontent à la révolution française qui a rompu avec la tradition et l'autorité (et en sous texte que la démocratie, par essence, instable, fragilise et nuit à la puissance d'une société ; nous verrons ce point en détail au chapitre suivant). René Guénon propose une autre lecture et évoque la fin du XIV^{e} siècle comme origine de la crise avec le début de la chute de la chrétienté et la fin du régime féodal. La Renaissance et la Réforme sont, pour lui, non les causes mais le prolongement d'une chute commencée deux siècles plus tôt. Ces deux périodes rendent définitive la rupture avec l'esprit traditionnel[38]. Il relève une autre caractéristique de l'époque moderne du monde occidental : ce besoin d'agitation continue, de changement perpétuel, de vitesse toujours plus rapide[39]. Ce constat est toujours d'actualité.

Le livre de René Guénon a fait date. Cependant, il faut comparer ce qui est comparable. Il n'est pas pertinent d'apporter la contradiction aux analyses d'Aron par celles de Guénon. Ce dernier rejette, d'un point de vue purement philosophique, l'égalité, la laïcité ou la démocratie comme différentes ruptures de la tradition.

Hannah Arendt se rapproche de la dénonciation de René Guénon dans le constat (la crise) et la cause (la perte de la tradition). La comparaison s'arrête là. Quand elle écrit : « La crise générale qui s'est abattue sur tout le monde moderne[40] » elle entrevoit la cause comme : « la brèche entre le passé et le futur [41]». La première ligne de la préface est la citation d'un très bel aphorisme de René Char : « Notre héritage n'est précédé d'aucun testament.[42] ».

37 *Ibidem*, pp. 12-13.
38 *Ibidem*, voir pp. 34-35.
39 *Ibidem*, voir p. 71.
40 Hannah Arendt, *La crise de la culture*, Paris, Gallimard, 1972 pour la traduction française, Folio Essais pour l'édition utilisée, 380 p., conférence « La crise de l'éducation », p. 223.
41 *Ibidem*, préface, p. 11.
42 *Ibidem*. Cette citation est tirée de *Feuillets d'Hypnos*, publié en 1946.

La tradition, et son corollaire la transmission, permettent de choisir, de nommer, de conserver et d'être les leviers du passage entre les générations. Pour la philosophe allemande, les trésors sont perdus, aucun testament ne les a légués à l'avenir. Le testament est comme une carte au trésor qui trace le chemin pour y accéder. Sans cette carte, la nouvelle génération semble condamnée à errer.

L'aphorisme de René Char peut se comprendre comme une variation d'une sentence de Tocqueville qu'Hannah Arendt cite : « Le passé n'éclairant plus l'avenir, l'esprit marche dans les ténèbres.[43] »

René Guénon, Hannah Arendt, René Char : ces auteurs semblent regretter la perte de la tradition. Cette perte semble être consubstantielle, c'est-à-dire qu'elle en est une des caractéristiques, de la modernité de ce siècle.

Elan vital et créativité[44]

Crise de l'esprit, crise morale, crise des sciences, crise de la tradition… La crise européenne peut également se comprendre, sous le prisme de l'élan vital, comme crise de la créativité. En 2011, Pierre Hassner, ancien élève d'Aron écrit à propos de l'Europe dans *Commentaire* :

> Mais ce qui lui manque aujourd'hui c'est d'une part, l'élan vital, la confiance en soi, l'ambition et, d'autre part, la conscience de son unité. Si ailleurs les passions se déchaînent, les Européens, eux, sont très peu passionnés, en tout cas par leur entreprise commune.[45]

43 Alexis de Tocqueville, *La démocratie en Amérique*, Paris, 1951, tome II, chapitre VIII, p.336. Nous verrons par la suite que cette citation doit se lire avec précaution.

44 Ce sous-titre peut faire penser au titre d'un livre d'Henri Bergson, *L'évolution créatrice* publié en 1907. Notons la définition de la vie et de son élan avec les mentions de décision, d'imprévisibilité et d'actions que ne contredirait pas Aron : « (…) la vie est, avant tout, une tendance à agir sur la matière brute. Le sens de cette action n'est sans doute pas prédéterminé : de là l'imprévisible variété des formes que la vie, en évoluant, sème sur son chemin. Mais cette action présente toujours, à un degré plus ou moins élevé, le caractère de la contingence ; elle implique tout au moins un rudiment de choix. Or, un choix suppose la représentation anticipée de plusieurs actions possibles. » Edition électronique réalisée à partir de : Paris, Les Presses universitaires de France, 1959, 86e édition, 372 pages. Collection Bibliothèque de philosophie contemporaine. Disponible en ligne : http://classiques.uqac.ca/classiques/bergson_henri/evolution_creatrice/evolution_creatrice.pdf, p. 64.

45 Pierre Hassner, « Un monde sans Europe ? », *Commentaire*, n°134, été 2011, p. 430.

Ce constat est encore largement valable aujourd'hui (en 2016). Mais était-il nouveau en 2011 lors de la publication de l'article d'Hassner ? Arnold Toynbee avait déjà abordé cette notion d'élan vital sous l'angle de la créativité.

Selon l'historien anglais, créativité et déclin sont intimement liés. Le déclin d'une civilisation a principalement une cause intérieure et non extérieure. La croissance est portée par la créativité, celle-ci est une problématique interne à chaque civilisation.

Le déclin est la conséquence d'une rupture dans l'interaction des individus qui assure (il s'agit de l'interaction qui assure) la croissance d'une civilisation en progrès. Les personnalités créatrices doivent mettre en mouvement la masse non créatrice, qui, par définition, est à l'arrêt. Ce mouvement d'ensemble nécessite une certaine harmonie entre le leadership et le corps social, le totalitarisme ou la dictature en sont donc exclus. Il s'agit de rechercher la volonté commune et non la rupture sociale selon Toynbee :

> Je découvre d'abord que le processus même entretenant la croissance est intrinsèquement aléatoire : l'oligarchie créatrice d'une société doit s'appuyer sur la discipline grégaire pour entraîner la masse non créatrice, et ce mécanisme systématique se retourne contre ses initiateurs quand l'inspiration créatrice vient à leur manquer.[46]

Que se passe-t-il une fois l'acte créé ? Pour Toynbee, le créateur se repose sur ses lauriers et on assiste à un péché d'idolâtrie par aveuglement des succès passés (il mentionne les exemples d'Athènes et de Venise ou d'une institution comme l'Empire romain d'Orient). De l'idolâtrie, la civilisation passe alors à la désintégration. Le modèle et l'équilibre entre leaders et masse ne tiennent plus et : « Les masses se détachent de leur leaders, qui tentent alors de s'accrocher à leur position en usant de la force comme d'un substitut du pouvoir d'attraction qu'ils ont perdu.[47] »

Les conséquences du processus de désintégration sont nombreuses : minorité dominante, prolétariat extérieur et prolétariat intérieur. Dans ce sens, la minorité dominante est la perversion de la minorité créative. Ayant perdu son leadership intellectuel, elle s'engage

46 Arnold Toynbee, *L'histoire, Les grands mouvements de l'histoire à travers le temps, les civilisations, les religions*, op. cit., p. 137.

47 *Ibidem*, p. 138.

dans une répression politique pour contenir la majorité de la masse et protéger ses propres acquis (autorité contre mérite).

Quant à lui, le prolétariat extérieur comprend les communautés étrangères qui reconnaissaient auparavant la suprématie de la dite civilisation et s'en détachent peu à peu également.

Le prolétariat intérieur, enfin, est la masse non créative qui ne reconnaît plus le leadership de la minorité qu'elle avait accepté de suivre. Elle ne reconnaît plus de légitimité à ce despotisme et s'en détourne peu à peu. À l'aide de Thucydide, Toynbee révèle les maux intérieurs qui ravagèrent la Grèce au moment de la guerre du Péloponnèse : population errante, déclin économique, naissance d'un prolétariat intérieur. Un peu plus loin, il précise le concept de prolétaire. Ce n'est ni le pauvre ni l'humble naissance mais « la conscience – et le ressentiment qu'elle inspire – d'être déchu de sa place traditionnelle dans les structures établies d'une société.[48] »

Le processus de désintégration est donc un schisme social qui marque une rupture spirituelle entre les différents individus d'une même société. Or, le prolétariat intérieur, comme le prolétariat extérieur, est capable de violence certes, mais aussi d'apports créatifs nouveaux. Ce schisme peut donner naissance à de nouveaux actes créateurs. Quelle peut être la réaction à avoir face à cette désintégration ? Certains, soulignent Toynbee, s'abandonnent dans le stoïcisme ou dans l'ascétisme. Le stoïcien doit supporter le cours de la Nature et être capable de s'élever au-delà de ces contingences. Au XX^{e} siècle, voit-on une déclinaison de cet abandon ? Par un singulier raccourci, Toynbee cite la « culture de la drogue[49] » dont se targuent certains pour revenir à une faculté de créer, libérés des entraves de la société. C'est pour lui de « faux modes d'expression personnelle[50] » qui ne remplacent pas la créativité individuelle. Nous verrons au chapitre 6 les propositions de solution de l'historien anglais et notamment son concept de « défi – réponse » et comment cela a pu influencer Aron.

48 *Ibidem*, p. 225.
49 *Ibidem*, p. 237.
50 *Ibidem*.

A notre connaissance, Aron n'a jamais dénoncé de cette manière la modernité ; en tout état de cause pas avant les années soixante-dix où il affirme clairement la problématique de la crise de la civilisation avec des arguments sur une crise de générations (ou de rapport entre générations). En revanche, dans le prolongement des auteurs cités ci-dessus, il partage le sentiment de crise générale.

Preuve en est, il y consacre un cours entier à l'ENA dès 1946 et intitulé : « La crise au XX^{e} siècle[51] ». Cette source semble avoir rarement été mise en valeur dans les travaux qui lui ont été consacrés.

Aron a dénoncé avant la guerre (la précision est d'importance) la crise globale de la société moderne occidentale à partir du prisme du régime démocratique. Dans sa communication devant la société française de philosophie, le 17 juin 1939[52], il s'exclame : « La crise actuelle sera longue et profonde[53] ». Cette communication est sûrement l'un des textes majeurs - sinon le texte majeur - de jeunesse (c'est-à-dire avant la guerre) d'Aron. Il est essentiel pour comprendre son cheminement tout au long du siècle.

En 1952, dans son cours à l'ENA, il prolonge son raisonnement avec la dénonciation de la perte de la puissance publique :

> (...) au fur et mesure que les sociétés européennes industrielles deviennent davantage des sociétés bureaucratiques et étatiques, il y a une crise fondamentale de ces sociétés qui tient au fait qu'on ne peut pas tout faire à cause de l'État , puis expliquer que l'État n'est rien. La cause du malaise qui est tellement visible dans le monde occidental, c'est que l'État se charge d'un nombre de plus en plus grand de fonctions et que, d'autre part, la tendance du jeu politique démocratique est de dévaloriser de plus en plus l'État en tant que tel.[54]

51 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 1, Cours ENA, « La crise du XX^{e} siècle ».

52 Raymond Aron, Communication devant la société française de philosophie du 17 juin 1939, reproduit dans *Machiavel et les tyrannies modernes*, Paris, Editions de Fallois, 1993, 418 p.

53 *Ibidem*, p. 179

54 Raymond Aron, *Introduction à la philosophie politique, Démocratie et révolution*, Paris, Editions de Fallois, 1997, (édition consultée, Livre de poche, 2014) 250 p. Cours à l'ENA du 21 avril au 17 octobre 1952, p. 219.

La crise de l'esprit se manifeste par une perte de la tradition, une crise de la modernité et une impuissance publique. L'Europe en crise(s) s'accompagne également d'un réel déclin historique.

Un déclin historique

Pour Aron, si après la Première Guerre Mondiale : « les nations d'Europe pouvaient croire qu'elles demeuraient les sujets de l'histoire et que l'envoi d'un corps expéditionnaire américain n'était qu'un épisode sans lendemain. En 1945, l'illusion n'était plus possible[55]». Les deux Guerres Mondiales ont mis fin à la domination européenne : « En tant qu'européennes, les guerres du XX^{e} siècle sont issues de la tentative allemande, consciente ou inconsciente, d'hégémonie. Dans leur signification mondiale, elles consacrent la fin de la prééminence européenne[56]».

Patočka affirme que la guerre est la plus grande entreprise de la civilisation industrielle. En Europe, la multiplicité des états nationaux, l'immense puissance dont ils disposaient, ne pouvaient qu'amener désunion et guerre : « Les forces immenses de la science et de la technique, ainsi que tout ce qui avait été acquis grâce à elles, ont été investies dans cette entreprise de destruction mutuelle.[57] » La prédominance européenne n'allait pas survivre, selon lui, à ces deux guerres fratricides.

Au sortir de la guerre, Aron n'hésite pas à parler de déclassement, terme qu'il emploie peu, à la différence de déclin. La fin de cette prédominance est objective et problématisée. En 1952, dans « Science et politique chez Max Weber aujourd'hui », il évoque la politique européenne en ces termes : « Le fait premier [de la politique européenne] n'est ni le totalitarisme, ni la démocratie, c'est le déclassement de l'Europe (…)[58] »

55 Raymond Aron, « Nations et Empires » (article initialement paru dans l'Encyclopédie française, t. XI, Paris, 1957), *Dimensions de la conscience historique*, Paris, Agora, 1985 (première édition, Paris, Plon, 1961), p. 173.
56 *Ibidem*, p. 219.
57 Jan Patočka, *Platon et l'Europe,* op. cit., p. 17.
58 Raymond Aron, « Science et politique chez Max Weber aujourd'hui », dans *Les sociétés modernes*, op. cit., p. 200.

Sur les continuités et ruptures des deux Guerres Mondiales, Aron s'interroge. Peut-on parler d'une seule Guerre Mondiale de 1914 à 1945 ? Il est possible tout d'abord de répondre par l'affirmative : « Dans cette perspective on dira qu'il n'y a eu qu'une guerre, une guerre de 30 ans, que c'est une guerre contre la tentative de l'Allemagne de s'élargir, de dominer l'Europe, de conquérir ses voisins[59]. »

Néanmoins, les différences existent et sont importantes. Première distinction notable, la Première Guerre a abouti à l'Europe des nationalités, la seconde à la domination du monde par deux États extra européens. A ce sujet, dans son 4e cours à l'ENA[60] sur « La crise au XXe siècle », il précise la raison profonde de la Seconde Guerre Mondiale : le décalage profond résultant de la Première Guerre entre évolution idéologique et évolution historique. La guerre de 1914 fut la guerre des nationalités mais l'évolution économique et technique allait dans le sens de grandes unités.

Deuxièmement, la Première Guerre fut essentiellement européenne et notamment les lieux de combats. Il précise cette spécificité en 1975 dans une conférence célèbre « L'Europe avenir d'un mythe » :

> Que l'Europe des nationalités ait pesé dans la guerre de 1914-1918 comme la Grèce des Cités dans celle du Péloponnèse, la comparaison est devenue une sorte d'Image d'Epinal, traduction vulgaire des visions d'un Spengler ou d'un Toynbee. »[61]

Le parallèle entre la Première Guerre Mondiale et la guerre du Péloponnèse est connu. Aron a souvent abordé la comparaison de la situation en 431 et en 1914. Pour lui, 431 et 1914 sont bien les deux dates de guerres qui ont entraîné la ruine de civilisations dites supérieures. La guerre du Péloponnèse a été le début du déclin des cités grecques et 1914 le début du déclin des États européens (déclin qui a trouvé son point de chute en 1945)[62]. Dans le même sens, Daniel J. Mahoney rappelle les similitudes entre la guerre du

59 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 1, Cours ENA, « La crise du XXe siècle », 2e cours, 6 avril 1946.

60 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 1, Cours ENA, « La crise du XXe siècle », 4e cours, 20 avril 1946.

61 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 92, Sénat, 13 mai 1975, Conférence pour les lauréats du prix Montaigne, *L'Europe, avenir d'un mythe.* Texte dactylographié corrigé à la main.

62 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 31, Collège de France 1975-1976, *La décadence de l'Occident*, cours dactylographiés, 6e cours – 8 janvier 1976.

Péloponnèse et la guerre de Trente ans, non celle du XVII^e siècle, mais celle du XX^e siècle entre 1914 et 1945 qui ruinèrent le continent européen. Dans les deux cas, nous assistons au suicide d'une civilisation, incapable de sagesse et de modération, qui semblait à son apogée. Il poursuit : « on vit deux camps, qui appartenaient initialement au même domaine de la civilisation, se livrer peu à peu une guerre "hyperbolique", à mort.[63] »

En tout état de cause, ces deux guerres constituent bien un moment à part dans l'histoire de l'humanité et se distinguent des autres guerres. Auparavant, on se battait pour des questions de frontières. D'après Aron, 1914-1918 et 1939-1945 ont donné naissance à des guerres de statut, de remise en cause de l'existence même des États, en tant que communauté politique[64].

L'Europe n'est plus le centre. Alliée, neutre, ennemie, théâtre des combats… elle doit désormais se définir par rapport aux deux Grands. Ce changement de paradigme est-il le signe d'une crise ? Assurément. Est-ce le symbole d'une décadence ?

De quelle décadence parlons-nous ? Nous avons évoqué au chapitre précédent, le concept de décadence chez Aron. Nous avons montré qu'il ne souscrit pas à l'opérationnalité de ce concept, au sens de décadence comme constat définitif et jugement global. Ici, la problématisation est légèrement différente et complémentaire. La décadence, si elle est observable, est limitée à la question de la puissance, diplomatique et militaire.

Dans une conférence donnée le 19 décembre 1947 à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, Aron indique : « Comment peut-on définir l'Europe par rapport à ces deux grandes Nations, ou encore plus précisément, peut-on dire que l'Europe, confrontée avec elles, est décadente ?[65] » Très vite, il circonscrit tout de suite la décadence pour mieux la relativiser. S'il y a décadence, elle est « limitée » et « localisée ». Il la minimise en rappelant que l'Europe n'est décadente ni sur le plan culturel, ni en science.

63 Daniel J. Mahoney, « Aron et Thucydide », *Commentaire*, n°132, hiver 2010-2011, 911-920, p. 912.

64 Voir à ce sujet Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 1, Cours ENA, « La crise du XX^e siècle », 2^e cours, 6 avril 1946.

65 Raymond, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 3, IEP de Paris, Conférence du 19 décembre 1947 « L'idée d'Europe ».

Aron préfère de loin les termes de déclin et d'abaissement. En 1957, dans *Espoir et peur du siècle,* il l'affirme à nouveau clairement : « Au lendemain de la deuxième guerre, le déclin n'était plus une hypothèse ou un pressentiment mais un fait.[66] » Nul ne peut le nier, les faits sont là, les nations européennes ont été déclassées face à au deux Grands. Surtout, ce vocable est moins un jugement moral qu'une constatation de fait. Enfin, il n'inclut pas l'inexorabilité que le terme de décadence semble contenir.

En 1945, l'Europe est déclassée sur deux points, mais deux points capitaux : puissance militaire et progrès technique. Aron rappelle[67], en 1957, la perte de puissance militaire au détriment des États-Unis et la perte de la puissance économique avec la soumission aux importations de matières premières et d'énergie. Il a le sens de la formule pour décrire la situation : « La Rome antique attendait le blé d'Afrique, l'Europe attend l'or noir du Golfe persique.[68] »

La puissance est à considérer comme un rapport de forces. Quel est le rapport de forces de l'Europe vis-à-vis des autres puissances dans un contexte international ? Dans son cours au Collège de France en 1976, Aron réfléchit toujours à la vie, à la survie même, de l'Europe, écartelée entre les deux Grands (tension externe) et une identité à construire (tension interne, nous y reviendrons un peu plus loin dans ce chapitre).

Selon lui, l'Europe occidentale ne pourrait recommencer à jouer un rôle prédominant sur la scène internationale que si l'Empire soviétique disparaissait. Si l'impuissance politique est pour l'instant actée, est-elle synonyme obligatoirement d'une impuissance créatrice ? Poser simplement la question, même sans y répondre, réfute encore le thème de la décadence inexorable comme destin absolu d'une civilisation.

Comme à son habitude, Aron ne cherche pas à répondre de façon définitive. Sur le plan politique, il relève un déclin de l'idée nationale, plus faible que dans le passé. D'un point de vue politique, entre deux zones militaires extra européennes (américaine à l'Ouest et soviétique à l'Est), les nations européennes ont perdu leur autonomie politique et

66 Raymond Aron, *Espoir et Peur du siècle*, Paris, Calmann-Lévy, Collection Liberté de l'esprit, 1957, 367 p., p. 206.
67 *Ibidem*, voir notamment la crise de la puissance dans la partie 2.
68 *Ibidem*, p. 229.

militaire. L'Europe d'après 1945 est donc une Europe composée d'États nationaux sous la tutelle de deux zones impériales, il évoque « une substructure nationale et une superstructure impériale[69] ».

Au cours d'une conférence en 1983[70], « Le relatif déclin de l'Europe » - décidément, il préfère le terme de « déclin » - il parle même « d'Europe-croupion » et d'affaiblissement littéralement physique » pour l'Europe depuis 1914. Aron se pose la question de la mission historique de l'Europe. Etait-elle achevée ? En 1983, qu'a-t-elle à apporter au monde ? Le peut-elle encore, le veut-elle encore ?

Quant à la question du niveau de vie, Aron s'empresse de nuancer en indiquant que le niveau de vie moyen de l'URSS est bien plus bas que celui de la plupart des pays européens. À ce sujet, il a souvent reproché aux différents pays européens un certain fatalisme ou pire un défaitisme traduit par l'inaction : « Autant que les bombes atomiques et les divisions soviétiques, c'est le défaitisme qui met l'Europe en danger de mort[71]». Il ne néglige pas les effets de style : le défaitisme est l'impasse, la confiance[72] et la volonté sont les solutions.

La problématique de la puissance

Quelles sont les mises en pratique de la confiance et de la volonté ? Quelle peut être *l'action souhaitable* pour une Europe sortie exsangue de la Seconde Guerre Mondiale ?

La survie des empires coloniaux est menacée et le Vieux Continent est divisé avec la mainmise de l'URSS sur toute sa partie orientale. L'Europe prend conscience des conséquences dramatiques des guerres civiles européennes et peu à peu ressuscite les projets d'union. Dès le départ, Aron est convaincu que seule une union peut permettre un relèvement des pays européens. Mais ceux-ci sont tributaires, dans la partie occidentale,

69 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 31, Collège de France 1975-1976, «La décadence de l'Occident », cours dactylographiés, 14e cours, 5 février 1976.

70 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 94, *Le relatif déclin de l'Europe*, ENA, 8 juin 1983.

71 Raymond Aron, « L'illusion de la neutralité », *Le Figaro*, 17 février 1950

72 Voir à ce sujet Raymond Aron, « L'armée européenne », *Le Figaro*, 17 septembre 1951. Aron soutient que la chance de la CED est la confiance réciproque entre les peuples et entre les gouvernants.

de l'aide des États-Unis dont l'économie intacte représente en 1945 près de la moitié du Produit National Brut mondial.

En 1950, rien n'annonce le réveil de l'Europe. Les gouvernants ne semblent pas vouloir accepter la nouvelle donne mondiale selon Aron : « Rarement des peuples, héritiers d'une grande civilisation, ont autant laissé faire aux dieux, c'est à dire autant manqué à leur devoir[73]». Pourtant, l'Europe doit accepter d'être inscrite dans les relations internationales comme objet de convoitise. Il rajoute qu'elle « continue d'être la seule région du globe, le seul ensemble de pays, qui détienne les ressources humaines, scientifiques, industrielles, suffisantes pour mettre sur pied, équiper et entretenir une grande armée[74]». Le leadership d'une alliance européenne est dorénavant un élément de la définition de la superpuissance. Une superpuissance manifeste l'importance de ses moyens par une accumulation quantitative d'armements et affiche sa vocation stratégique mondiale en étant omniprésente dans de nombreux espaces de conflits. Une superpuissance est surtout un acteur présent en Europe, face à l'autre précise Aron :

> La structure de la diplomatie a donc subi deux modifications […]: l'unification du champ d'action appelée à la fois par les progrès de la technique et la solidarité politique et militaire des continents ; la concentration de la puissance des deux États géants situés à la périphérie de la civilisation occidentale […] Dès lors, inévitablement, les pays situés entre les centres américains et russes font figure de territoires contestés.[75]

Afin de comprendre les différents scénarii éventuels, il faut admettre l'idée que l'Europe n'est plus le centre du monde mais le théâtre privilégié où se font face les deux superpuissances. En dehors même de cette confrontation, tant que l'Europe sera divisée par une ligne de séparation coupant l'Allemagne en deux, tant que l'armée russe sera à Weimar, il n'y aura qu'un armistice et non la paix. Il faut se préparer à vivre avec ce

73 Raymond Aron, « Destin de l'Europe », *Le Figaro,* 19 décembre 1950.
74 Raymond Aron, *Les Guerres en chaîne,* op. cit., 3e partie, chapitre 9, pp. 207-220.
75 Raymond Aron, « Paix impossible, guerre improbable », *Le Grand schisme,* Paris, Gallimard, 1948, 1re partie, chapitre 1, pp. 13-31; d'abord publié sans la conclusion dans *La table ronde*, n°3, mars 1948, pp. 41-43.

statut difficilement tolérable : « La sagesse est de se préparer à une épreuve de longue durée[76]».

Convaincre l'Europe des nouvelles donnes internationales est nécessaire. Il faut au préalable convaincre les États-Unis d'inscrire l'Europe au centre de leurs préoccupations. D'après Aron, les États-Unis ne peuvent plus continuer leur politique de l'entre-deux-guerres : « L'isolationnisme américain qui se désintéresserait totalement de l'Europe serait une manière de suicide[77]». Aron, appréciant un vocabulaire parfois excessif, souligne le danger et propose un chemin à suivre. Il est nécessaire d'inscrire au sein de la politique un sens de la responsabilité, affronter les batailles et non pas les fuir : isolationnisme et neutralisme sont des itinéraires de fuite.

L'équilibre à l'intérieur du continent européen répond à l'intérêt des États-Unis d'empêcher la conquête par la puissance de l'Est. Cet équilibre ne sera possible qu'avec la participation active des États-Unis, c'est-à-dire un soutien moral et un complément financier et militaire. Aron l'avait déjà formulé durant la guerre : « À longue échéance, l'influence de l'entente occidentale atteindra d'autant plus loin que l'on sentira davantage, derrière elle, l'immense réservoir des forces américaines[78]». Dans ce sens, il accueille favorablement la mise en place de l'OECE, organisme de coopération économique entre les pays européens profitant de l'aide Marshall. La conférence de Paris en 1947 réunit autour de la France et de la Grande-Bretagne, puissances invitantes, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la Suède, la Suisse et la Turquie. Le 16 avril 1948, la convention de coopération économique européenne est signée donnant naissance à l'Organisation Européenne de Coopération Economique.

Cette organisation traduit-elle l'aide américaine ou l'asservissement des pays européens? Etre intégrée à la zone dominée par les États-Unis, ou être asservie, sinon absorbée, par l'empire militaire soviétique, telle est pour Aron la seule alternative historique du devenir de l'Europe au début des années cinquante. Au-delà de cette alternative, il

76 Raymond Aron, « Bilan d'une année », *Le Figaro,* 3 janvier 1952.
77 Raymond Aron, « Paroles et actes », *Le Figaro,* 11 janvier 1951.
78 Raymond Aron, « Le renforcement de l'Occident », *L'âge des empires et l'avenir de la France,* op. cit., p. 959.

nourrit l'espoir d'inscrire l'Europe dans un destin commun propre : avec les États-Unis, contre l'Union soviétique, mais par et surtout pour elle-même. Face à l'Union soviétique, l'intérêt national et l'intérêt européen doivent se confondre afin de pouvoir répondre aux exigences nationales (reconstruction, sécurité, investissements), et de se forger un avenir commun.

Depuis 1945, la pacification de l'Europe est la réponse à deux guerres continentales et fratricides. Au sortir de la guerre, il fallait unir les Européens d'une part pour reconstruire en commun et d'autre part pour enfin exclure la guerre des moyens de lutte entre États. Au fond, qu'est-ce d'autre que la mise en commun du charbon et de l'acier ?
Cette pacification n'est pas l'expression d'une volonté soudaine de vivre ensemble, mais bien celle d'une décision poussée par les faits : les nations européennes, conscientes qu'elles ne pouvaient plus, seules, prétendre à être un acteur majeur des relations internationales ont compris que le redressement et même l'existence face aux deux Grands passait par une Europe unie et pacifiée.
Dans une conférence prononcée à Londres en 1957, Aron met l'accent sur les conditions possibles d'une humanité pacifiée. Parmi ces conditions, il évoque la constitution d'une communauté mondiale où toutes les nations se reconnaissent le droit d'exister pacifiquement. Pour l'Europe, il remarque que c'est le cas mais se demande « (…) si la renonciation à la politique de puissance de la part des nations européennes n'est pas l'expression de leur faiblesse, de leur subordination aux États authentiquement dominants[79] ».

Renoncer à sa politique de puissance peut être compris comme le symbole d'une civilisation en crise. Comment remplacer la puissance, ou mieux, comment lui redonner vie, pour retrouver un sens et une voix à une Europe en cours d'unification ? De même, l'Europe affronte différentes manifestations de la crise du politique au cours

79 Raymond Aron, « La société industrielle et la guerre », texte d'une *Auguste Comte Memorial Lecture* prononcée en anglais à la London School of Economics en 1957. Publié dans Raymond Aron, *Les sociétés modernes*, Paris, PUF, 2006, pp. 801-852, p.838

des années cinquante-soixante et notamment : la problématique de la neutralité et l'illusion gaullienne[80].

Une manifestation de la crise du politique : la problématique de la neutralité

> L'Europe est balkanisée. Ayant cessée d'être maîtresse de son destin, elle doit choisir un des camps. Ce choix ne va pas sans déchirements. Des puissances ex-grandes se résignent malaisément à une sujétion humiliante d'où les rêveries sur la neutralité européenne.[81]

La position d'Aron face à la guerre froide est connue : il faut choisir son camp. Pour lui, l'alliance doit nécessairement se faire avec les États-Unis pour contrer la menace soviétique.

Dès la fin de la guerre, certains vont proposer la voie de la neutralité. C'est le cas du Rassemblement Démocratique Révolutionnaire, fondé en février 1948 (Sartre en est membre du bureau directeur). Le RDR se veut particulièrement proche des gouvernés et reproche aux gouvernants d'être incapables d'entraîner les peuples d'Europe dans la voie d'une fédération européenne indépendante des deux Grands. Pour le RDR, il existe une seule solution : créer une Europe forte qui ne pourrait tomber ni dans le jeu américain, ni dans le jeu soviétique. Dans cette perspective, le RDR ne peut que s'opposer aux pourparlers visant à créer le pacte atlantique. Selon eux, non seulement une alliance renforcée avec les États-Unis accentuerait la guerre froide mais elle déstabiliserait l'économie européenne : seule une Europe socialiste pourrait être un médiateur efficace et indépendant entre l'Est et l'Ouest.

Le plan Marshall et le pacte atlantique déchaînent les foudres des neutralistes et des antiaméricains fervents. La revue *Esprit* se fait violente envers ceux qui en France se sentent et se réclament « atlantistes ». Elle les désigne comme des candidats à un « nouveau collaborationnisme [...] vichyssois en esprit[82]». Au-delà d'une idée de neutralité totale, Hubert Beuve-Méry donne la préférence à un européanisme acceptant

80 Les problématiques de la détente et du pacifisme européen selon Aron seront étudiées au chapitre 7.
81 Raymond Aron, *Les guerres en chaîne*, op. cit., p. 394.
82 Béguin, « Réflexions sur l'Amérique, l'Europe et la neutralité », *Esprit*, juin 1951, p. 869.

la nécessité de la protection américaine, tout en cherchant le plus possible à établir des distances. Faut-il pour autant alors forcer sur la critique des États-Unis et mettre une sourdine à l'analyse des réalités du monde soviétique ? S'agit-il plus simplement de la conviction de bon nombre de Français que la guerre froide se déroule exclusivement entre les États-Unis et l'URSS, la France ayant intérêt à se tenir à l'écart le plus possible ? Une telle conviction perce moins, par exemple, dans les réponses que dans la formulation même de telle question posée en 1953 par l'Institut français de l'opinion publique : « Estimez-vous qu'une union de l'Europe occidentale pourrait être un élément d'apaisement ou bien un élément d'aggravation dans le conflit URSS - États-Unis ?»: 41% apaisement et 21% d'aggravation.

Au vœu du neutralisme prôné par E. Gilson et H. Beuve-Méry, à celui d'une Europe indépendante des États-Unis et de l'Union soviétique, au risque accru de Guerre Mondiale que présenterait la création du pacte atlantique, Aron oppose l'illusion d'une neutralité désarmée et l'impossibilité d'une neutralité armée :

> La formule de la neutralité, même de la neutralité armée, est caractéristique de ce refus d'affronter le réel, de ce désir d'évasion qui caractérise, à l'heure actuelle, une large fraction de l'intelligentsia occidentale. Une Europe assez puissante pour défier la menace soviétique et, par conséquent, pour se réserver une entière liberté d'action, qui n'en serait pas partisan ? Mais qui ne voit également qu'il s'agit, à l'heure présente, d'un rêve et non d'une possibilité prochaine ?[83]

Il refuse la déchirure de l'Europe par le rideau de fer : « La situation demeure instable parce qu'on a toléré la soviétisation de l'Europe orientale et que le partage du vieux continent, celui de l'Allemagne, sont à la longue intenables[84]». Néanmoins, à court terme, Aron préconise l'unité de l'Europe de l'Ouest. On pourrait lui reprocher de ne pas dépasser les antagonismes des blocs et de ne pas militer pour l'Europe de l'Atlantique à l'Oural. Il se refuse à rêver à l'union de l'Europe tout entière. Ce serait, selon lui, méconnaître la volonté de puissance soviétique. Opter pour un neutralisme bienveillant

83 Raymond Aron, « Le pacte atlantique », *Liberté de l'esprit*, avril 1949.
84 Raymond Aron, « Contre le défaitisme », *Le Figaro*, 3 mars 1950.

vis à vis de l'Union soviétique afin d'unir l'Europe entière serait se résoudre à une soviétisation à froid. L'expansion soviétique vers le cœur de l'Europe, constitue pour les États vaincus ou libérés une menace d'un type nouveau. Pour la Grande-Bretagne, un moment du moins, il n'est pas interdit de croire encore à la grande conversion de Staline à un nouveau mode de relations internationales : Bevin affirme en 1947, qu'il a souhaité, pendant deux ans, des rapports confiants avec l'ancien allié. La victoire glorieuse de la Grande-Bretagne a été une illusion : non seulement les pertes ont été considérables, mais elle a également perdu l'indépendance de sa puissance nationale et l'historien britannique Paul Kennedy de conclure, tenant compte de cet aveuglement et des erreurs qu'il produirait : «Une victoire illusoire peut être vue comme pire même, qu'une défaite évidente[85]». C'était sans doute exiger des Britanniques de 1945 un examen de conscience et une prescience de l'avenir un peu trop exceptionnels.

Le refus de l'alliance atlantique à l'heure où l'URSS est menaçante, où l'Europe est incapable de se défendre seule serait, selon l'expression d'Aron, un « candide optimisme[86]». Son soutien à la reconstruction économique de l'Europe par le plan Marshall et au réarmement dans le cadre du pacte atlantique s'inscrit dans cette logique. Aron associe engagement vers les États-Unis et indépendance de jugement.

Pour Jean-Paul Sartre, les États-Unis représentent le mal absolu, pour Aron, un bien relatif : « Quand, intellectuel français, je me déclare solidaire de la lutte des États-Unis contre l'entreprise stalinienne [...] je conserve le droit de dénoncer celles des institutions ou des mœurs, la publicité ou le rapport de race, qui me déplaisent ou que je condamne[87]».

S'il conserve le droit de critiquer les États-Unis, il en fait largement de même avec la figure du Général de Gaulle.

85 Paul Kennedy, The realities behind diplomacy, background influences on British external policy 1865-1980, Londres, Fontana, 1984.
86 Raymond Aron, « L'illusion de la neutralité », *Le Figaro*, 17 février 1950.
87 Raymond Aron, « Neutralité ou engagement »*, Liberté de l'esprit,* septembre 1950.

Une manifestation de la crise du politique : l'illusion gaullienne

Le regard critique du grand dessein gaulliste porte sur le style, qui absorbe progressivement le contenu des options internationales et qui masque, en les exaltant, les contradictions de la diplomatie française et donc européenne. Philippe Raynaud note que « La critique aronienne du gaullisme est connue : Aron refuse la rupture de la solidarité atlantique, s'inquiète devant les positions prises en 1967, et plus généralement, fait la critique d'une politique rhétorique, dont les aspects les plus justes contredisent du reste la rhétorique[88]».

La critique aronienne à propos de de Gaulle va bien plus loin que la simple critique de sa politique atlantique. Elle touche le cœur d'une politique qui vise une synthèse, selon Aron, impossible entre la vieille Europe des États et l'aspiration moderne à l'unification européenne. D'autant plus que de Gaulle, dès 1962, annonce le rapprochement futur entre les deux Europe, par-delà les idéologies, et le retour à un système international évoquant le Concert européen d'avant 1914. Pour Aron, c'est impossible :

> La vision de l'Europe pacifiée, de l'Atlantique à l'Oural, relevait des rêves ou des objectifs à long terme, sans aucune chance de réalisation prochaine ; elle insinuait une idée fausse et dangereuse : l'opposition radicale entre les européens et les atlantistes. C'est du général de Gaulle que dérive et date l'acceptation péjorative du terme atlantiste.[89]

De Gaulle pense en termes de politique et de puissance traditionnelle entre des États fondamentalement comparables. Sa vision relève du réalisme le plus classique en matière de relations internationales, dans la mesure où les États, les intérêts nationaux, le concert européen, comptent plus que les valeurs et les idéologies. Raymond Aron ne partage pas cet ensemble de conceptions qu'il trouve obsolètes. Il reproche à de Gaulle de ne pas reconnaître que le caractère totalitaire du régime soviétique est à la source de

88 Philippe Raynaud, « Europe décadente, Europe naissante, Raymond Aron éducateur », pp. 153-155, *Raymond Aron et la démocratie au XXI^e siècle*, Actes du colloque international, Paris, 11-12 mars 2005, Paris, Editions de Fallois, 2007, 265 p., p. 153.

89 Raymond Aron, *Mémoires*, op. cit., p 435. Aron écrira plus tard dans *Plaidoyer pour l'Europe décadente*, op. cit., p. 451 : « En se retirant du commandement intégré de l'OTAN, le général De Gaulle n'a guère modifié, en profondeur, la conjoncture. Il a poussé nos partenaires de la Communauté vers un atlantisme intégral auquel ils étaient naturellement portés. »

la division durable de l'Europe. Tout au plus, Aron admet une certaine continuité d'inspiration chez le Général, pour en critiquer d'ailleurs le contenu :

> Le grand dessein gaulliste de 1945 comportait la reconstitution des Allemagnes, celui de 1963 s'appuie sur l'alliance allemande : hier comme aujourd'hui, il n'a d'autre objectif que la petite Europe, mais avec des ouvertures sur l'Oural, des prophéties sur les associations futures, des méditations sur la précarité des alliances, avec des accents sourdement anti-anglo-saxons. Réduit à son objectif prochain, le grand dessein ne serait plus qu'une politique nationale plus étroite que romantique.[90]

De Gaulle a toujours préféré, et préférera toujours, une Europe forte et indépendante plutôt qu'une Europe réduite à n'être qu'un des partenaires du camp atlantique. Il mise sur une alliance franco-allemande. Or, le Bundestag complète et compromet le traité de 1963 par un préambule qui rétablit la primauté des liens transatlantiques sur les liens intra-européens.

Si Aron est sévère face au style gaullien, il n'hésite pas à reconnaître que ce dernier a tenu les engagements européens de la quatrième République (le succès du marché commun en dépendait) et à prendre publiquement position en sa faveur : « Pourquoi, souhaitant parler au nom de l'Europe, celui-ci voudrait-il ruiner ce qui est désormais son œuvre, même si l'idée appartint d'abord à M. Jean Monnet ?[91]» Les États-Unis doivent comprendre que les Européens ne peuvent pas se résigner à être définitivement exclus de la technique militaire qui passe pour être décisive. Il est normal, selon lui, qu'ils veuillent participer à l'élaboration de la stratégie dont dépend leur survie. En insistant sur les désirs européens légitimes, Aron invite au dialogue : « Quand on aura renoncé, d'un côté et de l'autre, à supposer le pire - que le général veut détruire l'Alliance atlantique ou que les États-Unis songent à abandonner l'Europe - rien ne sera encore réglé. Du moins, un climat de dialogue sera restauré [92]».

90 Raymond Aron, « Y a-t-il un grand dessein gaulliste II », *Le Figaro*, 11 février 1963.
91 Raymond Aron, « La discorde atlantique : le dialogue est-il possible ? », *Le Figaro*, 4 avril 1963.
92 Raymond Aron, « La discorde atlantique : ne pas supposer le pire », *Le Figaro*, 5 avril 1963.

Si la discorde est atlantique, elle est aussi française. Déjà, dans *L'opium des intellectuels*, Aron reproche « [aux Français d'être] incapables de vouloir un avenir commun, ils manquent de l'espoir qui soulèvent les foules. Ils n'ont jamais eu la sagesse de se passer d'idéal[93] ». Pour construire l'Europe, il faut associer le peuple, un peuple non résigné mais résolu : « Dès qu'il s'agit d'une Europe définie, celle des Six, ou d'une Europe fédérale ou pseudo-fédérale, les Français se divisent […][94]».

La querelle est également entre Européens héritiers de Schuman et Européens gaullistes. Les premiers, constatant que le partage était un fait acquis pour des années, veulent offrir une structure d'accueil à la RFA. Les gaullistes, en revanche, rêvent d'une Europe de l'Atlantique à l'Oural. Aron récuse cette éventualité. « Une Europe unie avec une diplomatie commune, apparaît lointaine plus que jamais[95]». Les gaullistes cherchent également à se distancier des États-Unis pour après créer une Europe indépendante et forte. Au contraire, Aron propose dans un premier temps de créer une Europe forte grâce à l'aide américaine, et après de construire une Europe indépendante avec une réelle identité.

Une crise identitaire

La notion d'identité implique une reconnaissance de l'autre en tant que membre d'une communauté historique, géographique, religieuse, la conscience de partager une communauté de destins. Robert Frank la définit ainsi : « L'identité européenne est donc une conscience d'être européen, par opposition à ceux qui ne le sont pas, une conscience de similitude, un sentiment d'appartenance[96]». L'identité naît grâce à autrui. Les États-Unis, en aidant l'Europe par le biais de l'OECE, obligent les différentes nations à regarder les autres comme partie d'une même communauté. Le regard de l'autre en a été le révélateur.

93 Raymond Aron, *L'opium des intellectuels*, Paris, Calmann-Lévy, « Liberté de l'esprit », 1955, 339 p., réédition Paris, Hachette, « Pluriel », 1991, p. 76.
94 *Ibidem*, p. 74.
95 Raymond Aron, « Washington, Moscou, et l'Europe », *Le Figaro*, 22 mars 1964.
96 Robert Frank (dir.), *Les identités européennes au XX^e siècle : convergences, diversités et solidarités*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2004, p. 133.

Une identité commune se fait également contre un autre. La peur de tomber sous le joug soviétique favorise une identité européenne qui se nourrit d'anticommunisme. La division forcée de l'Europe et l'existence, sous domination russe, d'une Europe orientale, apportent le moule préfabriqué : l'unification à l'Ouest par réaction immédiate. L'idée d'unité européenne naît ainsi de la raison plutôt que du sentiment. Elle est issue de la conscience d'une nécessité et non d'une soudaine passion commune : « Ne nous dissimulons pas, l'idée de l'unité européenne est d'abord une conception d'homme raisonnable, ce n'est pas d'abord un sentiment populaire[97]»

L'idée européenne doit-elle se réduire à une idée « contre » quelqu'un ou quelque chose ? Malheureusement, remarque Aron en 1947, le seul sentiment qui anime les Européens de l'Ouest à s'unir est bien la peur de la menace soviétique. Il va plus loin et remarque que l'Europe occidentale ne dispose pas d'une identité définie. Pire, d'après lui : « Le mot Europe est abstrait.[98] »

L'identité européenne propre, c'est-à-dire pour et par elle-même, est à construire. Si tout est à construire, en 1945 tout y est justement propice. Robert Frank, dans un article intitulé « Une histoire problématique, une histoire du temps présent » publié en 2001, remarque que :

> A partir de 1948, au fil des catastrophes du 20e siècle, la conscience du déclin de l'Europe en arrive à transformer progressivement et profondément l'identité européenne et à dévitaliser le complexe de supériorité qui la caractérisait.[99]

Lorsque vous vous rendez compte que vous ne dominez plus le monde, vous recherchez plus facilement à vous unir pour affronter vos adversaires.

La prise de conscience d'être européen, la conscientisation, est une réalité distincte. Elle n'est pas la phase postérieure, ni nécessairement la phase consécutive, de l'identité. Robert Frank propose de désigner la conscience européenne par « le sentiment,

97 Raymond Aron, *Y-a-t-il une civilisation européenne*, op. cit.

98 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 3, IEP de Paris, Conférence du 19 décembre 1947 « L'idée d'Europe ».

99 Robert Frank, « Une histoire problématique, une histoire du temps présent », *Vingtième siècle*, Année 2001, Volume 71, numéro 1, pp. 79-90, p. 88.

socialement partagé, d'une nécessité vitale de construire l'Europe[100] ». Il affirme même que la naissance de cette conscience constitue sans doute « la plus grande rupture qui sépare une histoire européenne d'une autre histoire européenne. [101]»

Cette prise de conscience se traduit par quelques initiatives[102]. Georges Bidault, le 20 juillet 1948, suggère la création d'une assemblée européenne et la constitution d'une union économique et douanière. Son successeur au Quai d'Orsay, Robert Schuman, devait reprendre cette idée et aboutir à la création du Conseil de l'Europe le 4 mai 1949. Est-ce suffisant ? Aron ne semble pas convaincu : « À l'égard de l'unité européenne, l'opinion publique paraît aujourd'hui, tout à la fois, favorable et sceptique. On ne met guère en doute que cette unité soit souhaitable, mais on doute qu'elle soit réalisable, au moins dans le proche avenir[103]».

Dans un article du *Figaro* en 1949, Aron se demande comment insuffler un sentiment européen :

> Puisqu'on a éliminé défense nationale et économie que reste-t-il ? Politique et culture, soit. Mais les questions de culture depuis le respect des droits de l'Homme jusqu'à un passeport européen ou une université européenne, paraîtront-elles à l'opinion publique de portée suffisante pour conférer à l'Assemblée un prestige digne de ses prétentions? Et quelles questions proprement politiques se risquera-t-on à lui soumettre?[104]

Il faut redonner de l'espoir à des peuples qui en semblent dépourvus. En 1952, devant des étudiants allemandes, il s'écrie : « l'objectif premier que nous devons viser est de guérir les Européens de la maladie de la langueur, de les soustraire au sentiment faux et déprimant qu'ils n'ont plus d'avenir et qu'ils sont voués à vivre indéfiniment sous la protection et avec les secours des États-Unis[105]». Si la construction européenne, synonyme de redressement économique, est quasi obligatoire, il faut en profiter pour

100 *Ibidem*, p. 85.
101 *Ibidem*, p. 86.
102 Notons naturellement le Congrès européen de La Haye, du 7 au 10 mai 1948. Voir à ce sujet : Guieu, Jean-Michel / Le Dréau, Christophe (dir.), *Le « Congrès de l'Europe » à La Haye (1948-2008)*, Peter Lang, Euroclio, Etudes et Documents / Studies and Documents Vol. 49, Bruxelles, Bern, Berlin, Frankfurt am Main, New York, Oxford, Wien, 2009. 427 p.
103 Raymond Aron, « Du plan Marshall à l'Europe unie: Les obstacles », *Le Figaro*, 10 août 1948.
104 Raymond Aron, « Que peut-on attendre de l'Assemblée européenne ? », *Le Figaro*, 10 août 1949.
105 Raymond Aron, *Discours de Francfort*, université de Francfort, 30 juin 1952.

transformer cette contrainte en opportunité. Accepter avec résignation et accueillir avec enthousiasme sont des chemins différents : « Mais encore faut-il que les nations que l'on veut fédérer éprouvent réellement le sentiment d'une communauté[106]».

L'Unité, si souhaitable soit-elle, doit-elle se traduire par une fédération européenne ? Le refus d'Aron, de croire en une fédération européenne comme souhaitable mais aussi comme possible est connu. Dans *Les guerres en chaîne*, il relève qu'un État national, et donc encore plus un exécutif européen, dispose de peu de marges de manœuvre : « Par quel miracle un super-État serait-il doté de pouvoirs que les nations européennes refusent toutes à leur gouvernants ?[107] » Il est également illusoire de croire qu'il suffit d'ériger une institution supranationale pour que les obstacles à la construction européenne disparaissent aussitôt.

Un des textes essentiels pour comprendre son positionnement sur cette question est « Nations et Empires[108]», article déjà évoqué dans ce chapitre. Il pose la problématique d'une union fédérale de l'Europe : Est-ce possible ? Les nations européennes y consentiraient-elles ? Si l'expression du sentiment national semble avoir faibli, cela ne signifie pas qu'un sentiment européen est en train de se développer :

> Il ne s'en suit pas qu'un sentiment national inédit, européen, soit né ou est en train de naître. Les empires ont été édifiés par la force, sans que les tribus ou les peuples, aient appelé de leurs vœux la communauté à laquelle les soumettait le conquérant. Un État fédéral exige plus qu'un consentement passif.[109]

Y a-t-il donc une réelle possibilité ? Tel n'est pas le cas pour Aron : « A s'en tenir aux frontières telles qu'elles sont tracées sur la carte, l'Europe d'aujourd'hui, plus encore que celle de 1918, est une Europe des nationalités[110]».

En 1969, dans *Les désillusions du progrès,* il affirme à nouveau l'impossibilité, presque conceptuelle, d'un fédéralisme européen. Il compare ce dernier (pour mieux le réfuter) à

106 Raymond Aron, « Fictions et réalités européennes », *Le Figaro*, 5 septembre 1950.
107 Raymond Aron, *Les guerres en chaîne,* op. cit., p. 410.
108 Raymond Aron, « Nations et Empires », 1957, op. cit.
109 *Ibidem*, p. 203.
110 *Ibidem*, p. 171.

Rapport-gratuit.com
LE NUMERO 1 MONDIAL DU MÉMOIRES

d'autres fédéralismes existants. Les empires ont été édifiés par la force, les fédérations se sont formées lentement, comme une consécration d'un destin solidaire dont témoigne un long passé (Suisse) ou comme un compromis entre des ethnies (Canada)[111]». Il n'en est rien pour l'Europe selon Aron. L'humanité n'a jamais vu une fédération naître par la volonté d'États ex-ennemis pour faire disparaître cette rivalité meurtrière.

Sentiment national et construction européenne peuvent-ils aller de pair ? Cet apparent paradoxe se résout de lui-même si on tient compte du contexte, des possibilités d'action et des dangers de l'immobilisme ou de la nostalgie d'un passé glorieux. Face aux deux blocs, la France ne peut se réaliser qu'en mettant ses forces en commun avec ses partenaires européens. Dans une conférence de 1975[112], il relève que les raisons de constituer une entité commune face au monde soviétique continuent de s'imposer. L'Europe fait toujours partie du même univers que les États-Unis malgré les rivalités économiques et les récriminations de l'allié américain sur certains points de politique étrangère. En conclusion, Aron pose la question de savoir si l'Europe peut affirmer une identité propre. Pour lui, l'identité culturelle européenne existe et il n'est nullement besoin de la chercher. L'identité économique est réalisée (partiellement) grâce au Marché commun. Il reste l'identité politique. Rien n'est achevé de ce côté là. À ce sujet, dans *Le Spectateur engagé*, il complète son propos *:*

> J'aurais souhaité que l'Europe unie de Monnet, telle qu'il la concevait, fût possible. Je n'y croyais pas fortement. J'ai toujours gardé un fond de patriotisme lorrain. Aussi, selon les circonstances, je penchais d'un côté ou de l'autre, toujours favorable à une sorte d'unification de l'Europe pour laquelle j'avais beaucoup milité, avant et après le RPF, et d'autre part j'étais sceptique sur la possibilité d'effacer mille années d'histoire nationale.[113]

111 Raymond Aron, *Les désillusions du progrès*, Paris, Calmann-Lévy, 1969, dans Raymond Aron, *Penser la liberté, penser la démocratie*, Paris, Quarto Gallimard, 2005, 1820 p. pour les citations suivantes et la pagination, p. 1701.

112 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 82, « L'Europe entre les Grands », 29 avril 1975.

113 Raymond Aron, *Le spectateur engagé*, Entretiens avec Jean-Louis Missika et Dominique Wolton, Paris, Julliard, 1981; réédition Paris, Presses Pocket, 1983, p. 168.

Aron sépare toujours le possible du souhaitable : il dit souhaiter la réussite du projet de Monnet mais ne le pense pas réalisable. À partir de là, il ne le défend pas contre vents et marées (assumer le monde et non le rêver). N'est-ce pas abdiquer un peu trop tôt ? Ne peut-on transformer le rêve en réalité ? Aron est-il à ce moment trop frileux pour un combat - le patriotisme européen - qu'il devine perdu d'avance ?

Dans un de ses cours sur *La décadence*, en 1976[114], Aron revient sur le rapport patriotisme national et patriotisme supranational et leurs relations à la guerre. Pourquoi des États parents, appartenant à une même civilisation, se détruisent-ils ? Les questions qu'il soulève dans les lignes suivantes sont autant de réponses. Il y a eu à travers l'histoire des patriotismes nationaux et non des patriotismes de civilisation. Aujourd'hui selon lui, il n'existe pas de patriotisme européen, mais bien un patriotisme italien, français, anglais, etc. De même, il n'a jamais existé de patriotisme hellénique créé à partir d'une fédération de cités.

Pour Eric Hobsbawm, restreindre l'identité au sentiment (ou non) européen, au patriotisme hypothétique européen peut être réducteur. Dans une conférence donnée à Paris en 2008[115], il remarque que l'Europe politique est historiquement jeune. Calquer l'identité sur cette courte vie est vouée à l'échec. En revanche, l'Europe idéologique est bien plus ancienne : c'est l'Europe terre de civilisation contre la non-Europe des Barbares. L'Europe comme métaphore d'exclusion existe depuis Hérodote. Pour Eric Hobsbawm, elle perdure.

Nous avons voulu avec ce chapitre ouvrir une deuxième partie sur les crises de l'Europe. Au cours du XX^{e} siècle, il est peu de dire que l'Europe a affronté bien des maux et des guerres. Or, au moment où l'Europe tient enfin un *Deux ex Machina* pour s'unir politiquement (obligation presque matérielle avec des nations européennes en ruine après le désastre de la Seconde Guerre Mondiale), elle n'a pas su ou pas pu l'utiliser. Bien sûr, l'Europe économique est une réalité mais on ne peut pas affirmer la même

114 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 31, Collège de France 1975-1976, « La décadence de l'Occident », cours dactylographiés, 6^{e} cours, 8 janvier 1976.

115 Eric Hobsbawm, « L'Europe : mythe, histoire, réalité », *Le Monde*, 25 septembre 2008, (conférence donnée à Paris le 22 septembre).

chose de l'Europe politique. En parallèle, de façon objective et certaine, l'Europe a subi un affaiblissement qui marque le début d'un possible déclin. L'objectif de ce chapitre était de révéler les différents visages des crises européennes : crise de l'esprit (et notamment crise de la philosophie), crise de la puissance, déclin historique, crise de la politique (avec la dénonciation selon Aron du neutralisme, du défaitisme, de l'illusion gaullienne) et enfin crise de l'identité ou, autrement dit, du rapport entre conscience, idée et sentiment européen.

Le chapitre suivant est la seconde partie d'un chapitre double (le 4 et le 5). Il étudie la crise de la démocratie comme révélateur d'une crise plus structurelle de la société moderne en Europe et, plus largement, en Occident.

Chapitre V

La démocratie en crise(s)

La plus ambitieuse des civilisations dans son projet, la civilisation occidentale,
passe de ce fait pour la plus indigne ou,
du moins, la plus éloignée de son idéal.
Raymond Aron[1]

Démocratie et liberté selon Aron

Dans son cours à l'ENA en 1952 (*Introduction à la philosophie politique, Démocratie et révolution*, déjà cité dans le chapitre précédent), Aron affirme que pour définir la démocratie[2], « souveraineté » et « peuple » sont des concepts difficilement objectivables. En revanche, la concurrence pacifique peut être un fait indéniable et témoin de vie de la démocratie. Elle est, littéralement, un processus de désignation des hommes et femmes

1 Raymond Aron, « Remarques sur l'historisme – herméneutique », dans *Culture, science et développement mélanges en l'honneur de Charles Morazé*, Toulouse, Privat, 1979, p. 204. Citation extraite de Sophie Marcotte Chénard, « La poursuite du sens commun : La science politique pratique selon Aron et Manent », Cahiers de l'AMEP, n°1, volet 1, 2014, pp. 111-122, p. 114, disponible en ligne : http://etudespolitiques.org/wp/cahiers/n-1/poursuite-sens-commun/

2 Raymond Aron, *Introduction à la philosophie politique, Démocratie et révolution*, Paris, Editions de Fallois, 1997, (édition consultée, Livre de poche, 2014) 250 p. Cours à l'ENA du 21 avril au 17 octobre 1952. Voir p. 36 et suivantes.

pour exercer le pouvoir qui ne prend pas en compte la naissance ou l'origine de tel ou tel individu.

Pour assurer la concurrence de ces fonctions de commandements, il faut une institution essentielle de la démocratie : le parti politique. Il définit dans ce sens la démocratie, d'un point de vue sociologique, à travers le prisme des institutions et non celui des idées. Il propose en fin de compte la démocratie comme : « l'organisation de la concurrence pacifique en vue de l'exercice du pouvoir.[3] » Aron, ici comme sociologue, propose une définition de la démocratie, non en fonction de ses valeurs comme il est de coutume, mais en fonction des conditions sociales de sa réalisation

Concurrence pacifique et véritable implique que n'importe quel groupe qui ne soit pas au pouvoir, ait justement une chance d'y arriver. Aron développe par la suite les conditions de cette concurrence (participation et mode d'organisation) : « L'essence de la démocratie c'est l'acceptation de la concurrence pacifique[4] ». Le mot important ici « acceptation ». Accepter c'est faire un choix mais aussi parfois acte de résignation :

> Par conséquent, j'arrive à une conclusion très simple : la vertu essentielle de la démocratie, le principe de la démocratie au sens de Montesquieu, ce n'est pas la vertu, c'est l'esprit de compromis.[5]

Évoquer la démocratie oblige à définir, en premier lieu, le terme de liberté selon Aron. Son dernier cours au Collège de France[6], le 4 avril 1978, s'intitule *Liberté et Égalité*. Ce choix est significatif. Après tant de cours, tant d'exposés, tant de conférences, il ressent le besoin pour son dernier cours de revenir, par un texte court mais essentiel, au rapport entre liberté et égalité. Nous allons voir dans les prochaines pages que la liberté ne peut se comprendre sans une mise en tension avec l'égalité.

A première vue, la liberté et l'égalité sont complémentaires. Pour Aron, mais également pour Tocqueville, ce n'est pas aussi simple. Sur cette question, Aron considère que

3 *Ibidem*, p. 36.
4 *Ibidem*, p. 51.
5 *Ibidem*, p. 52.
6 Raymond Aron, *Liberté et égalité*, dernier cours au Collège de France, 4 avril 1978, 2013, Paris, Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, avant-propos de Pierre Manent, 62 p.

l'ouvrage phare d'Alexis de Tocqueville (1805-1859) : *De la démocratie en Amérique*, paru en deux volumes, en 1835[7] et 1840[8] est capital. Rappelons qu'Aron contribua largement à la (re)découverte de Tocqueville. En 1960, il écrivait : « En France, Tocqueville n'a, ni dans l'opinion ni dans les universités, la place qu'il mérite.[9] »

Dans son cours, il précise au préalable que définir la liberté au singulier n'a pas de sens. Il propose plutôt de préciser le contenu des libertés dans les pays démocratiques et distingue trois catégories : libertés personnelles, libertés politiques et libertés sociales.

Les libertés personnelles comprennent : sûreté ou protection des individus, liberté de circulation, pour se déplacer mais aussi pour choisir un pays et en devenir, à terme, un citoyen à part entière, liberté économique, choix du travail et de la consommation, liberté d'entreprise et enfin liberté religieuse qui comprend également la liberté d'expression et d'opinion.

Les libertés politiques rassemblent les droits de vote, de protestation et de rassemblement. Les libertés sociales englobent la liberté d'être soigné, de s'instruire et liberté des syndicats.

Ces libertés, personnelles, politiques et sociales se construisent grâce à l'État et contre lui. Cette ambivalence est l'une des principales caractéristiques d'un État réellement démocratique et sa principale condition d'existence. On a le droit de s'exprimer contre l'État et on attend en même temps que ce dernier nous garantisse justement ce droit.

---

7 Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, Tome I, Paris, 183, Paris, Les Éditions Gallimard, 1992. Collection : Bibliothèque de la Pléiade (tome I : pp. 1 à 506). Disponible en ligne : http://classiques.uqac.ca/classiques/De_tocqueville_alexis/democratie_1/democratie_tome1.html

8 Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, Tome II, Paris, 1840, Paris, Les Éditions Gallimard, 1992. Collection : Bibliothèque de la Pléiade (tome II : pp. 507 à 1193) Disponible en ligne : http://classiques.uqac.ca/classiques/De_tocqueville_alexis/democratie_2/democratie_tome2.html

9 Raymond Aron, « Idées politiques et vision historique de Tocqueville », *Revue française de science politique*, 10e année, n°3, 1960. pp. 509-526, p. 523, disponible en ligne : www.persee.fr/doc/rfsp_0035-2950_1960_num_10_3_392581. Le lecteur intéressé lira avec profit les pages consacrées à Tocqueville dans : *Les étapes de la pensée sociologique*, Paris, Gallimard, 1967, édition consultée : Paris, Gallimard, 2002, 663 p., voir notamment pp. 221-271. Remarquons des pages claires et concises dans *Dix-huit leçons sur la société industrielle*, Paris, Gallimard, 1962, édition consultée : Paris, Idées / Gallimard, 1975, p. 378, leçon 2 et plus particulièrement pp. 33-43. Ces textes sont issus de cours professés à la Sorbonne durant l'année 1955-1966. Enfin, notons l'ouvrage de référence de Pierre Manent : *Tocqueville et la nature de la démocratie*, Paris, 1982, éditions Julliard, collection Commentaire. Fayard, 1993 pour l'édition consultée, 181 p.

La tension entre liberté et égalité

Dans son ouvrage *De la démocratie en Amérique*, Tocqueville signale à maintes reprises que si ses contemporains sont très attachés à la liberté, ils ont un amour beaucoup plus fort et tenace pour l'égalité. Dans le chapitre « Pourquoi les peuples démocratiques montrent un amour plus ardent et plus durable pour l'égalité que pour la liberté », il écrit :

> Les peuples démocratiques (…) ont pour l'égalité une passion ardente, insatiable, éternelle, invincible ; ils veulent l'égalité dans la liberté, et, s'ils ne peuvent l'obtenir, ils la veulent encore dans l'esclavage. Ils souffriront la pauvreté, l'asservissement, la barbarie, mais ils ne souffriront pas l'aristocratie.[10]

La démocratie n'indique pas un mode de gouvernement mais bien un état social. Cet état repose sur un fait : l'égalité des conditions. D'après Manent, c'est l'un des apports principaux de Tocqueville, il le résume dans une formule marquante : « Le problème de la démocratie, c'est le problème de l'homme démocratique, et la caractéristique de cet homme, c'est la passion de l'égalité.[11] »

L'égalité, à la différence de la liberté, forme le caractère distinctif de son époque (XVIII^{e} et XIX^{e} siècles). Les raisons sont nombreuses. Les avantages de l'égalité sont visibles tout de suite tandis que ceux de la liberté apparaissent plus lentement et progressivement. Dans le même sens, les maux que l'extrême égalité peut produire sont difficiles à distinguer ou, tout au moins, après un certain temps. En revanche, les inconvénients que la liberté peut parfois générer sont, selon Tocqueville, immédiats.

La liberté et l'égalité, bien que complémentaires, peuvent être contradictoires. Elles sont révélatrices de deux manières distinctes de penser la démocratie. Dans son cours à l'ENA en 1952, Raymond Aron précise à ce sujet : « De même façon, il y a deux idées possibles de la démocratie : l'une est le maximum d'autonomie des individus par rapport

10 Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique,* op. cit., Tome 2, deuxième partie, chapitre I : « Pourquoi les peuples démocratiques montrent un amour plus adent et plus durable pour l'égalité que pour la liberté », p. 96.

11 Pierre Manent, *Tocqueville et la nature de la démocratie*, op. cit., p. 95.

à l'État et l'autre le maximum d'égalité des individus.[12] » Ces deux idées ne peuvent pas s'appliquer simultanément ensemble. Soit on limite le pouvoir de l'État, tendance libérale, soit on renforce l'État pour garantir le maximum d'égalité.

À ce sujet, dans le chapitre 6 du même ouvrage, Aron évoque une « vraie crise des sociétés démocratiques[13] », mais à l'opposé de la vision marxiste. La crise démocratique n'est pas la dictature absolue des puissances de Wall Street, mais tout le contraire. Le système fonctionne de plus en plus mal parce que la contradiction entre le pouvoir organisé (avec de plus en plus d'État) et le régime économique libéral est de plus en plus criante.

Pour Aron, en Europe, deux mouvements historiques représentent ces deux tendances. D'un côté, le système démocratique britannique est le résultat d'un processus long de démocratisation. De l'autre côté, le modèle français, par une révolution, a renversé l'autorité traditionnelle. Ce dernier mouvement, soudain et violent, favorise la tendance égalitaire.

Quelles sont les conséquences de cette « tendance égalitaire » ? Que se passe-t-il quand la société affirme à chacun que tous les besoins et désirs sont possibles mais que la plupart des individus n'ont pas les moyens d'y pourvoir ?

La société industrielle a fait naître une aspiration à l'égalité chez l'individu avant que la société ait justement les moyens de la satisfaire. Dans l'introduction des *Désillusions du progrès*[14], écrit en 1964-1965, Aron s'interroge : « Nul ne sait comment s'exprimera leur insatisfaction.[15] »

Cet ouvrage s'inscrit dans une réflexion large d'Aron sur la société industrielle (et ici de ses cours à la Sorbonne). Notons *Dix-huit leçons sur la société industrielle* (1962), *La lutte des classes* (1964) et *Démocratie et totalitarisme* (1965). Le sous-titre des

12 Raymond Aron, *Introduction à la philosophie politique, Démocratie et révolution*, op. cit., p. 71.
13 *Ibidem*, chapitre 6 : « Les mérites et inconvénients du système démocratique », p. 236.
14 Raymond Aron, *Les désillusions du progrès. Essai sur la dialectique de la modernité*, Paris, Gallimard, 1969. Il a d'abord été rédigé en 1964-1965 pour l'Encyclopaedia Britannica. Reproduit dans Raymond Aron, *Penser la liberté, penser la démocratie*, Paris, Quarto Gallimard, 2005, 1820 pages pour les citations suivantes et la pagination.
15 *Ibidem*, p. 1499.

Désillusions du progrès est « Essai sur la dialectique de la modernité ». Les trois dialectiques traitées sont : l'égalité, la socialisation et l'universalité.

Pour notre sujet d'étude, la partie sur l'égalité met bien en relief la tension entre une égalité affichée en droit et en même temps la recherche du plus fort, ou du plus méritant, par la compétition. Cette compétition incite les individus à se comparer les uns aux autres, à se situer par rapport *à* et en fonction *de*.

Cette compétition se complète par une inquiétude quasi permanente du bien-être matériel (par définition impossible à satisfaire pour tous et dans les mêmes conditions). La société démocratique crée une insatisfaction permanente et il est impossible que tous puissent voir leur désirs comblés dans les mêmes conditions (c'est l'inégalité de fait). Cette tension entre idéal et réalité est aggravée, au sein d'une société industrielle, par le progrès et la technique. Le XX^{e} siècle, dans le prolongement du précédent, est le siècle du progrès. Or, par un paradoxe cynique, plus la technique progresse, plus elle nous fait entrevoir les jouissances que l'on pourrait avoir, plus la tristesse, et pire, la colère, de ne pas en profiter, augmente. Les conditions d'égalité font apparaître de la frustration qui peut se transformer en colère. Autrement, dit, la déception est à la hauteur des attentes.

Dans le chapitre sur la « dialectique de la socialisation » des *Désillusions du progrès*, Aron complète son propos en remarquant que la civilisation, ici comme société industrielle, propose un asservissement diffus à travers les distinctions sociales (si elles s'estompent, elles sont toujours présentes), les organisations (la hiérarchie est toujours présente) et les techniques.

La civilisation industrielle, si elle cherche bien à libérer l'individu et à lui permettre de se développer, implique une déception et un asservissement. Il y a bien une dialectique de la socialisation, c'est-à-dire une contradiction entre l'idéal et la réalité.

Le pire est de ne pas accepter cette dialectique comme fait social, comme marqueur objectif de notre civilisation. Dans la conclusion de ce même livre, Aron le rappelle : « En d'autres termes, qu'il s'agisse d'égalité ou d'universalité, l'échec partiellement

inévitable suscite la déception. L'homme n'est pas devenu, il ne peut devenir maître et possesseur de la nature sociale[16]. »

Cette tension mentionnée est à rapprocher de celle entre désir et réalisation relevée par Tocqueville. Dans le chapitre XI[17] « Des effets particuliers que produit l'amour des jouissances matérielles dans les siècles démocratiques », il remarque que l'instabilité de l'état social est due à des plus grands désirs qui se transforment souvent par des échecs. Ceux-ci génèrent déception et colère.

Si l'inégalité est effective, qu'en est-il de la liberté ? Sommes-nous tous libres ? Lors d'une conférence donnée à l'université de Berkeley en 1963, Aron revient sur la distinction entre liberté comme « non interdiction » (il est possible, pour tous, de tenter le concours de Polytechnique par exemple) et liberté comme « capacité effective ». Sur ce dernier point, il reproche à ceux qui veulent absolument que tous les enfants aient une chance *égale* d'entrer à l'X, de sombrer dans l'égalitarisme. En d'autres termes, l'aspiration à l'égalité peut amener à une forme de totalitarisme de l'égalité, l'égalitarisme. Pierre Manent dresse le même constat entre égalité des conditions et inégalité réelle. Selon lui, les conditions de cette concurrence ne sont jamais parfaitement égales. Il prend l'exemple d'une course[18] où un participant sera toujours mieux équipé, mieux entraîné grâce à son parcours antérieur.

En évoquant le totalitarisme de l'Union soviétique, où on peut dire que l'égalité existe en théorie et que la liberté individuelle est bafouée en permanence, Aron réfléchit sur les rapports liberté-égalité. Ils ne les opposent pas en tant que tels mais remarque que la recherche de l'égalitarisme est illusoire et dangereuse. La dernière phrase de sa conclusion met en garde contre cette dérive : « L'égalitarisme doctrinaire s'efforce

16 *Ibidem,* dans « conclusion : histoire et technique », p. 1738.
17 Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, op. cit., tome 2, deuxième partie, chapitre 11 : « Des effets particuliers que produit l'amour des jouissances matérielles dans les siècles démocratiques », p. 130.
18 Pierre Manent, *Tocqueville et la nature de la démocratie,* op. cit., p. 93.

vainement de contraindre la nature, biologique et sociale, il ne parvient pas à l'égalité mais à la tyrannie[19]. »

Dans *Plaidoyer pour l'Europe décadente,* il complète cette analyse en remarquant : « (…) en Occident, ce qui crée le danger, c'est moins la tentation totalitaire que la démesure des aspirations libérales, l'impatience des revendications égalitaires, l'aveuglement des socialistes[20]. »

De la revendication égalitaire à l'individualisme

Dans le chapitre 6 de la quatrième partie de *La démocratie en Amérique* intitulé : « Quelles espèce de despotisme les nations démocratiques ont à craindre ? », Tocqueville[21] analyse le rapport entre démocratie et lien social.

Les liens sociaux dans un régime aristocratique sont déterminés et ne sont pas appelés à changer. Les liens sont clairs et forts, chacun à sa place fait partie, qu'il le veuille ou non, d'une grande chaîne. Dans un autre chapitre, il évoquait déjà la chaîne qui remontait du paysan au roi, à la différence de la démocratie qui : « brise la chaîne et met chaque anneau à part.[22] »

En démocratie, les besoins et désirs de chacun, s'ils ne sont pas nécessairement accessibles, font bouger les liens sociaux entre différents individus en fonction des succès ou échecs, des besoins, d'une volonté individuelle et non d'une volonté commune qui s'inscrit dans un schéma déterminé. C'était peut-être le prix à payer pour cette égalité. L'égalité implique autonomie et responsabilité. Cette autonomie peut donner lieu à de l'isolement qui lui-même est le corollaire de l'individualisme. Tocqueville ne porte pas de jugement de valeur. Nous verrons plus tard qu'il ne regrette pas pour autant l'Ancien régime.

---

19 Raymond Aron, *Essai sur les libertés*, Paris, Calman-Lévy, 1965, Librairie Générale Française, 1976, pour la postface et les annexes, édition consultée : Hachettes Littératures, 1998, 251 p.. Ce livre est issu de conférences données à l'université de Berkeley, Etats-Unis, en 1963, conférences données en anglais. p. 240.

20 Raymond Aron, *Plaidoyer pour l'Europe décadente*, op. cit., , p. 580.

21 Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, tome 2, quatrième partie « De l'influence qu'exercent les idées et les sentiments démocratiques sur la société politique », chapitre 6 : « Quelles espèce de despotisme les nations démocratiques ont à craindre ? », op. cit.

22 *Ibidem*, tome 2, deuxième partie, chapitre 2 : « De l'individualisme dans les pays démocratiques », p. 98.

La démocratie modifie et réduit les liens sociaux en les faisant sans cesse évoluer. Pour Tocqueville, l'égalité nuit au lien social. Cette nuisance se traduit en pratique par un isolement de plus en plus marqué. Dans le chapitre suivant, chapitre 7, il poursuit sa comparaison entre régime aristocratique et régime démocratique (cette comparaison est le principe même de son ouvrage). Durant l'Ancien Régime, où chacun avait une position sociale définie, il y avait des amis « héréditaires[23] » et un sentiment de classe où la sympathie lui était assurée. En démocratie : « Dans les siècles d'égalité, chaque individu est naturellement isolé.[24] »

L'individualisme est né avec la démocratie et se développe au fur et à mesure que les conditions d'égalité grandissent. Cette analyse est prolongée en distinguant l'origine des démocraties. Dans le chapitre 3 (2e partie), « Comment l'individualisme est plus grand au sortir d'une révolution démocratique qu'à une autre époque[25] », il fait la différence entre les États-Unis et la France et leur relation à l'inégalité. Selon lui, le grand avantage des hommes et femmes des États-Unis est d'être nés égaux au lieu de le devenir. La haine que l'inégalité a fait naître entre les différences classes sociales sous l'Ancien régime en France provoque, après la Révolution, une tendance à se replier sur soi-même (sur chaque classe) et favorise l'isolement.

En démocratie, les liens sont interchangeables, plus distendus. En parallèle, chaque individu se concentre sur un cercle de relations plus étroit, comme la famille ou les amis intimes. Poussé par le sentiment d'égalité, chaque homme se rattache à ses propres croyances. Il va également provoquer et développer des sentiments personnels :

> L'individualisme est un sentiment réfléchi et paisible qui dispose chaque citoyen à s'isoler de la masse de ses semblables et à se retirer à l'écart avec sa famille et

23 *Ibidem*, tome 2, quatrième partie « De l'influence qu'exercent les idées et les sentiments démocratiques sur la société politique », chapitre 7 : « Suite des chapitres précédents », op. cit., p. 151

24 *Ibidem*.

25 *Ibidem*, tome 2, deuxième partie, chapitre 3 : « « Comment l'individualisme est plus grand au sortir d'une révolution démocratique qu'à une autre époque », op. cit., p 101.

> ses amis; de telle sorte que, après s'être ainsi créé une petite société à son usage, il abandonne volontiers la grande société à elle-même.[26]

Pierre Manent montre à ce sujet dans le chapitre « L'homme démocratique » de son ouvrage sur *Tocqueville et la nature de la démocratie*, que l'individualisme pour Tocqueville est la pierre angulaire de la société démocratique : « L'individualisme est la caractéristique d'une société où chaque individu se perçoit comme l'unité de base de la société, semblable et égale aux autres unités de base.[27] »

Si les excès de la revendication égalitaire mènent à l'individualisme. Celui-ci devient un obstacle pour l'accomplissement d'un projet commun. Pour Benjamin Constant (1767-1830), il n'y a que deux systèmes de conduite du projet collectif au sein d'une nation. L'un nous propose le « perfectionnement, l'abnégation et la faculté de sacrifice[28] ». L'autre nous propose « l'intérêt pour guide et le bien être pour but[29] ».

Il a des mots très durs pour le second système et les critiques se rapprochent de celles faites par des contemporains sur la démocratie. L'individualisme recherche le bien être individuel et la revendication égalitaire peut devenir tyrannique. La citation suivante de Constant est longue mais nécessaire. Les idées sont nombreuses et le vocabulaire employé très significatif :

> En adoptant le premier, vous ferez l'homme le plus habile, le plus adroit, le plus sagace des animaux ; mais vous le placerez en vain au sommet de la hiérarchie matérielle : il n'en restera pas moins au-dessous du dernier échelon de toute hiérarchie morale. Vous le jetterez dans une autre sphère que celle où vous croyez l'appeler ; et quand vous l'aurez circonscrit dans cette sphère de dégradation, vos institutions, vos efforts, vos exhortations seront inutiles ; vous triompherez de tous les ennemis extérieurs, que l'ennemi intérieur serait invincible. Les institutions sont de vaines formes, lorsque nul ne veut se

26 *Ibidem*, tome 2, deuxième partie, chapitre 2 : « De l'individualisme dans les pays démocratiques », p. 97.
27 Pierre Manent, *Tocqueville et la nature de la démocratie*, *op. cit.,* p 82
28 Benjamin Constant, *De la religion* (1824-1831), Paris, Actes Sud, 1999, p. 33-34, cité dans *Commentaire*, n°148, Hiver 2014-2015, pp. 813-818
29 *Ibidem*.

> sacrifier pour les institutions. Quand c'est l'égoïsme qui renverse la tyrannie, il ne sait que se partager les dépouilles du tyran.[30]

L'évocation de la hiérarchie morale est trop vague et aurait mérité une explication. La décadence, ici la dégradation, trouve dans ce passage son origine dans l'individu (l'ennemi intérieur) et non dans la société. Aron n'aurait peut-être pas souscrit au terme "égoïsme" pour évoquer le sentiment et la force qui ont renversé la tyrannie. Au demeurant, ce passage est symptomatique d'un courant de pensée qui met bien en évidence la tension entre la liberté et l'égalité, entre le bien commun et la recherche individuelle. La liberté individuelle comme unique but nuit à la réalisation du collectif. Pour ne pas être décadente, elle doit s'agrémenter de sens et d'objectifs communs.

Nous pouvons relever que Toynbee évoque également les réactions égoïstes de chaque individu face à la crise. L'effondrement de la discipline sociale, favorisée par la démocratie qui proclame l'égalité et la recherche du bonheur individuel, prive chaque homme et chaque femme de « (…) son identité sociale et de l'obligation réciproque[31]. »

Dans le prolongement de Constant et de Toynbee, Aron avec l'aide de Weber, affirme que l'Europe est à une étape capitale. La rationalisation, le régime de production et la spécificité du travail vont-ils provoquer la « (…) dégénérescence d'une conscience collective où l'individu noyé dans la masse a comme instinct de protection de se replier sur soi[32] » ?

La tension entre individu collectif ne date pas de ces dernières années mais semble remonter, par essence, à la naissance des revendications de liberté et d'égalité. Cette tension accompagne *de facto* toute apparition de l'égalité comme révolution de régime et révolution du lien social. Cette dialectique, nous le verrons en détails dans le chapitre suivant, a sans doute été renforcée par Mai 68. Pierre Manent, dans un entretien de

30 *Ibidem*.
31 Arnold Toynbee, *L'histoire*, op. cit., p. 237.
32 Raymond Aron, *La sociologie allemande contemporaine*, op. cit., p. 153.

2010[33], analyse cette période comme une « réinterprétation de la démocratie » où l'individu entend se gouverner soi-même au détriment du collectif.

Les défauts de la démocratie : faiblesse, instabilité et manque d'efficacité

En juin 1941, Aron écrit un article intitulé « Faiblesse des démocraties ». Cet article est à la fois de son temps et hors de son temps. Il est ancré au début de la guerre (en 1941, la balance ne penche d'aucun côté) et Aron semble accuser la démocratie de n'avoir pas su se défendre dans les années qui ont précédé la guerre. Il est hors de son temps car les critiques présentées ne dépendent pas seulement de la conjoncture du conflit en cours. Elles s'adressent aux faiblesses de la démocratie : « L'authentique morale des démocraties est une morale de l'héroïsme, non de la jouissance.[34] » Aron fustige le citoyen tourné uniquement vers le plaisir. La démocratie a besoin de ses citoyens dévoués vers un idéal commun. Mais le confort et la jouissance (apportés par la démocratie) sont bien sûr plus séduisants que le dévouement et l'esprit de vigilance.

À ce sujet, cent ans plus tôt, Tocqueville[35] avait déjà dénoncé la recherche excessive de la jouissance. Pour lui, le problème n'est pas que l'égalité entraîne les hommes et femmes à poursuivre des désirs et jouissances. En revanche, de ce fait, ils ne se concentrent que sur la recherche de leurs satisfactions. Pointe déjà ici la mise sous tension entre le citoyen et le consommateur. C'est dans ce sens qu'il écrit sa célèbre sentence :

33 Pierre Manent, Entretien dans *Le spectacle du monde*, 13 décembre 2010. Disponible en ligne : http://www.lespectacledumonde.fr/index.php?option=com_content&view=article&id=389:cdc573&catid=36:coupdecoeur&Itemid=66

34 Raymond Aron, « Faiblesse des démocraties », dans *L'Homme contre les tyrans*, Paris, Gallimard, 1946 reproduit dans Raymond Aron, *Penser la liberté, penser la démocratie*, Paris, Quarto Gallimard, 2005, 1820 pages pour les citations suivantes et la pagination, p. 219.

35 Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, tome 2, deuxième partie, Voir le chapitre 11 : « Des effets particuliers que produit l'amour des jouissances matérielles dans les siècles démocratiques », op. cit., p. 129.

> Je vois une foule innombrable d'hommes semblables et égaux qui tournent sans repos sur eux-mêmes pour se procurer de petits et vulgaires plaisirs, dont ils emplissent leur âme.[36]

Dans un autre chapitre, Tocqueville complète ce point de vue en évoquant le glissement vers le matérialisme, ressort de la médiocrité contre l'excellence : « Ainsi, il pourrait bien s'établir dans le monde une sorte de matérialisme honnête qui ne corromprait pas les âmes, mais qui les amollirait et finirait par détendre sans bruit tous leurs ressorts.[37] »

Un siècle plus tard, le discours d'Alexandre Soljenitsyne à Harvard, déjà cité au chapitre 3, entre en résonance avec cette dernière citation de Tocqueville. Le dissident soviétique s'interroge : « Comment l'Occident a-t-il pu décliner de son pas triomphal à sa débilité présente ? [38] » Selon lui, la cause est à trouver à la base de la fondation de la civilisation moderne occidentale : la Renaissance. A partir de cette époque, l'homme se mit à rechercher la satisfaction de ses besoins personnels, matériels, avec comme fin ultime le bonheur sur terre. L'écrivain russe va même à l'encontre de la liberté comme sacro-saint paradigme occidental : « Plus de liberté en soi ne résout pas le moins du monde l'intégralité des problèmes humains, et même en ajoute un certain nombre de nouveaux.[39] »

Ce règne de la jouissance individuelle est abordé également par Marcel Gauchet. A priori, il ne se réclame pas d'Aron mais certains parallèles peuvent être établis et permettent de juger de la pérennité des analyses aroniennes.

Dans un article de 2008, « De la critique à l'autocritique[40] », Gauchet analyse une nouvelle configuration idéologique avec la « maximisation des libertés personnelles[41] »

---

36 *Ibidem*, tome 2, quatrième partie, « De l'influence qu'exercent les idées et les sentiments démocratiques sur la société politique », chapitre 6 « Quelle espèce de despotisme les nations démocratiques ont à craindre ? », op. cit., p. 146.

37 *Ibidem*, tome 2, deuxième partie, chapitre 11 : « Des effets particuliers que produit l'amour des jouissances matérielles dans les siècles démocratiques », p. 130.

38 Alexandre Soljenitsyne, *Le Déclin du courage*, Harvard, 8 juin 1978, reproduit dans le hors-série de Courrier International, *L'Occident est-il fini ?*, février-mars-avril 2011, p. 10. Nous avons trouvé plusieurs traductions et mises en ligne sur internet, comme par exemple : http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMDictionnaire?iddictionnaire=1680

39 *Ibidem*.

40 Marcel Gauchet, « De la critique à l'autocritique », *Le Débat*, 3/2008 (n° 150), p. 153-161, disponible en ligne : www.cairn.info/revue-le-debat-2008-3-page-153.htm., p. 159.

41 *Ibidem*.

(qui n'est pas une nouveauté) et centrée « sur les droits individuels[42] » (cette formulation est nouvelle, nous le verrons par la suite). Ce nouvel état peut inspirer « une tyrannie douce[43] » et une perte progressive d'autonomie, comme capacité à se représenter au sein du monde. Cette tyrannie campe dans le présent et ne propose plus de vision et de futur à partager. Elle ne provoque pas chez le citoyen ou au sein de la société en général la volonté de penser et de se gouverner (ou cette volonté est très faible). Enfin, envahi de moralisme (terme utilisé par Aron) garni « d'affectivité » selon Marcel Gauchet, cette tyrannie douce refuse de voir le monde tel qu'il est.

Pour Aron, il est évident que le régime constitutionnel pluraliste a des défauts, mais ils ne sont pas de même nature que les régimes monopolistiques : « Les régimes constitutionnels-pluralistes comportent des imperfections de fait, l'imperfection du régime de parti monopolistique est essentielle.[44] » Quelles sont, d'après lui, les imperfections des régimes démocratiques de la société occidentale ?

Il faut relever les excès de la démagogie et de l'oligarchie. Toute démocratie est une oligarchie (commandement par une minorité) et glisse vers une ploutocratie (pour gagner des élections, il faut de l'argent). Il retient également l'instabilité comme caractéristique du régime démocratique.

Les chapitres 3 « De l'instabilité des démocraties, les causes de cette instabilité » et 4, « la corruption des démocraties » de ses cours à l'ENA en 1952[45] sont essentiels. Aron y présente les trois causes principales de l'instabilité démocratique : l'existence d'un conflit entre la puissance sociale et le pouvoir politique ; l'acceptation par la démocratie de partis qui veulent justement sa perte ; la concurrence permanente pour le pouvoir qui entraîne des compromis pouvant compromettre l'efficacité du régime.

42 *Ibidem*.
43 *Ibidem*.
44 Raymond Aron, *Démocratie et totalitarisme*, Paris, Gallimard, 1965, dans *Penser la liberté, penser la démocratie*, Paris, Quarto Gallimard, 2005, 1820 pages pour les citations suivantes et la pagination, p. 1446.
45 Raymond Aron, *Introduction à la philosophie politique, Démocratie et révolution*, op. cit.

Comment appréhender le conflit annoncé entre puissance sociale et pouvoir politique ? Le pouvoir politique ne doit pas être entre les mains d'une élite de privilégiés. Le conflit pour le pouvoir doit rester constructif. Il ne l'est plus lorsque la tension est trop grande entre puissance sociale et pouvoir politique, lorsqu'il y a un décalage trop important entre les détenteurs du pouvoir et les plus forts socialement. Il génère une grande instabilité. A contrario, l'instabilité peut être provoquée par le phénomène inverse, l'absence de tension. Lorsque les mêmes sont aussi bien au pouvoir que socialement haut placés, il n'y a plus de tension créatrice.

La deuxième source d'instabilité (la liberté accordée aux partis voulant détruire le régime démocratique) se décline avec une montée en puissance des ennemis de la démocratie. Ils sont susceptibles de devenir, en son sein même, plus forts que la démocratie.

Enfin, la concurrence (comme garantie de la vie démocratique) requiert le compromis. Ce dernier peut limiter l'efficacité en réduisant l'accord au plus petit dénominateur commun. Faire un compromis, c'est être de moins en moins capable de faire des choix fixes qui soutiennent une action durable. Le danger du compromis est d'affaiblir la puissance, l'autorité, l'éclat et l'efficacité d'une décision politique.

Aron est revenu à de maintes reprises sur ce rapport entre compromis et efficacité. Dans *Les guerres en chaîne*, il évoque « la force des freins et la faiblesses des moteurs[46] » de la démocratie. La recherche du compromis peut faire glisser l'action politique vers l'impuissance. Dans *Démocratie et totalitarisme*, il confirme ce propos sous le prisme de l'analyse de l'action de politique étrangère et les différences à ce propos entre l'Europe et l'URSS. « Les régimes de paroles et de discussion auront toujours peine à faire un choix radical, toujours tendance à préférer le compromis. Or, en politique étrangère, il faut souvent choisir et choisir rapidement. (…)[47] » écrit-il.

46 Raymond Aron, *Les guerres en chaîne*, Paris, Gallimard, 1951, pp. 410-411.

47 Raymond Aron, *Démocratie et totalitarisme*, première parution en 1965, édition consultée : Paris, Folio Essais, 1987, 384 p., pp. 164-165.

La politique étrangère peut souffrir de l'impuissance et du défaitisme, tous deux nés et nourris par les maux de la démocratie : « L'angoisse dissout la volonté d'action et multiplie le danger[48] ».

On retrouve chez Tocqueville cette angoisse paralysante. Le conflit devrait être source de solutions nouvelles mais cela demande effort, implication et courage :

> La société est tranquille, non point parce qu'elle a la conscience de sa force et de son bien-être, mais au contraire parce qu'elle se croit faible et infirme; elle craint de mourir en faisant un effort : chacun sent le mal, mais nul n'a le courage et l'énergie nécessaires pour chercher le mieux; on a des désirs, des regrets, des chagrins et des joies qui ne produisent rien de visible, ni de durable, semblables à des passions de vieillards qui n'aboutissent qu'à l'impuissance. [49]

Absence d'effort, lenteur, immobilisme et inefficacité se complètent avec des difficultés liées aux intérêts divergents entre les personnes ou partis, avec leur lot de passions et de paralysies qui peuvent causer, d'après Aron, de « véritables ruptures institutionnelles.[50] »

Ces intérêts divergents traduisent une rivalité qui, poussée à l'extrême, entraîne le clientélisme. Lors de son cours de l'ENA, Aron pose la question en ces termes : est-ce que la démocratie entraîne la mise en action du pouvoir pour la puissance individuelle ou pour le bien commun de la communauté ? D'après lui, la corruption de la démocratie pour Platon est avérée quand : « (...) lorsque le respect des intérêts et des libertés individuelles finit par amorcer l'effacement du sens des intérêts collectifs et du sens de l'autorité nécessaire dans tout gouvernement.[51] »

Finalement, dans le chapitre 6[52], « Les mérites et inconvénients du système démocratique », il résume les inconvénients du système démocratique : instabilité, efficacité limitée, objectifs contradictoires, avec une politique étrangère difficile à instaurer due aux conflits entre les partis.

---

48 Raymond Aron, *Les Guerres en chaîne*, op. cit., p. 394.

49 Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, op. cit., introduction : http://classiques.uqac.ca/classiques/De_tocqueville_alexis/democratie_1/democratie_1_intro.html

50 *L'histoire et ses interprétations*, op. cit., communication d'Aron au cours de la séance du vendredi 18 juillet : « Les perspectives d'avenir de la civilisation occidentale II », p. 157.

51 Raymond Aron, *Introduction à la philosophie politique, Démocratie et révolution*, op. cit., p. 104.

52 *Ibidem*.

Les maux de la démocratie entraînent, pour la société industrielle, la limitation de son pouvoir d'autodétermination. Cette limitation implique un arrêt de l'élan vital, selon l'expression de Toynbee étudiée au chapitre précédent. Cette perte d'harmonie, conséquence de la démocratie est, pour Toynbee, la cause fondamentale du déclin d'une civilisation. À terme, sans lien avec la société, l'individu au sein d'une société démocratique ne sera plus capable de décider et d'agir. Pour l'auteur anglais : « La perte de la décision personnelle est le critère ultime de l'effondrement[53] »

Nous venons de dresser un portrait assez sombre de la société moderne symbolisée par la démocratie. Elle souffre d'anomie, d'agitation permanente et de paralysie, d'instabilité, de démagogie, d'individualisme, de faiblesse structurelle face à d'autres régimes, d'impuissance, de fatalisme et de présentisme ; etc.
La démocratie devient-elle dans ce cas l'indicateur de décadence de la civilisation européenne ?
La démocratie est-elle, par nature, décadente ?

La démocratie est-elle décadente ?

Julien Freund, dans son ouvrage sur *La décadence,* note[54] que de nombreux auteurs (notamment Lucien-Anatole Prévost-Paradol, Ernest Renan, Hippolyte Taine, Maurice Barrès) établissent une corrélation entre démocratie et décadence comme si ce régime était, par définition, symbole d'une période de décadence. La liberté, quand elle n'est pas accompagnée d'interdit n'est-elle pas, elle aussi, un signe de déclin ? Le philosophe relève les nombreux griefs faits à la liberté et à la démocratie : égalitarisme démocratique, démagogie des élections politiques, clientélisme, désagrégation de l'élite, règne de la foule et de la masse, triomphe de l'individualisme qui mène à l'égoïsme et à la ruine de l'esprit de sacrifice, etc.

53 Arnold Toynbee, *L'histoire, Les grands mouvements de l'histoire à travers le temps, les civilisations, les religions*, op. cit., p. 161.
54 Julien Freund, *La décadence*, op. cit., voir p. 267-268.

Arnold Toynbee, dans *L'histoire,* reprend le thème démocratie-décadence en y introduisant la relation entre minorité créatrice et masse. Il évoque « l'expédient du dressage social[55] » comme « mise au pas pour amener la masse non créatrice dans le rang.[56] » Dans les illustrations accompagnant le texte, il affirme que la stabilité sociale est conditionnée par un régime où chaque individu a une place et un rang. Roi, chevalier, marchand, artisan et domestiques sont en harmonie par des relations d'interdépendances définies et respectées. Insistons sur le parallèle sinon la filiation entre Tocqueville (harmonie formelle au sein de l'Ancien régime où chacun a une place déterminée et immuable), Toynbee et Aron.

Toynbee continue son exposé en se demandant à quel prix la cohésion de la société est synonyme d'harmonie. A première vue, à celui de l'absolutisme écrit-il. Est-ce le meilleur régime pour accompagner la croissance de la civilisation ? Il ne le précise pas mais, néanmoins, accuse l'élite privilégiée de l'Ancien Régime d'avoir oppressé les classes dominantes avec comme conséquence, leur révolte. Toynbee plaide pour une société oligarchique modérée qui veille à ne pas trop exploiter le peuple pour éviter une révolution.

Comment expliquer ce schisme entre la minorité et la majorité ? Le marxisme, en tout état de cause, le prévoit et l'appel de ses vœux. Le capitalisme provoquera la révolte du prolétariat, la destruction et la violence, pour faire suite pour un temps donné à la dictature du prolétariat devant déboucher sur une société idéale où tous les hommes et femmes pourraient alors vivre et s'épanouir en toute liberté.

Pour Gustave Le Bon (1841-1931), l'un des principaux signes du déclin est bien la faillite de l'élite (intellectuelle ou aristocratique). Pour lui, la civilisation est l'œuvre d'une petite partie de la population. La foule ne peut aider une nation à s'élever, elle n'a qu'une puissance destructrice.

On peut s'étonner qu'Aron n'a jamais (à notre connaissance) mentionné Gustave Le Bon. Même si ce dernier opte pour un prisme psychologique, certaines de ses idées sont complémentaires à celles de Toynbee ou de Pareto. Dans son livre le plus connu,

55 Arnold Toynbee, *L'histoire*, op. cit., p. 219.
56 *Ibidem*.

Psychologie des foules, paru en 1895, il met en lumière le développement excessif de l'égoïsme individuel qui s'accompagne d'un affaiblissement du caractère et une moindre aptitude à l'action. Il écrit dans les dernières lignes de sa conclusion :

> La plèbe est reine et les barbares avancent. La civilisation peut sembler brillante encore parce qu'elle possède la façade extérieure qu'un long passé a créée, mais c'est en réalité un édifice vermoulu que rien ne soutient plus et qui s'effondrera au premier orage. Passer de la barbarie à la civilisation en poursuivant un rêve, puis décliner et mourir dès que ce rêve a perdu sa force, tel est le cycle de la vie d'un peuple.[57]

Gardons-nous de comparer Aron à Gustave Le Bon[58]. Aron ne parle pas de la « plèbe », terme péjoratif. Nous souhaitons seulement montrer que le constat de perte de sens collectif au profit d'un excès de recherche de profit individuel a été exprimé en d'autres termes.

Vilfredo Pareto, (1848-1923), s'est lui aussi intéressé à la question des élites et de son rapport au peuple. Selon lui, dans son livre *Les systèmes socialistes*, issu de cours à l'université de Lausanne (1902-1903), l'élite est la fraction de la population qui détient la force, au-delà de la nature des régimes politiques. La bourgeoisie, quant à elle, détient les leviers de commande mais ne fait pas honneur à sa position. Elle ne reconnaît pas la force et se complaît dans le pacifisme et dans l'humanitarisme. Il écrit que ce n'est pas la société qui est en décadence, mais l'élite qui la dirige : « Toute élite qui n'est pas prête à livrer bataille, pour défendre ses positions, est en pleine décadence, il ne lui reste plus qu'à laisser sa place à une autre élite ayant les qualités viriles qui lui manquent.[59] » Il évoque des « sentiments humanitaires et de mièvre sensiblerie[60] » qui rendent la société incapable de se défendre. Dans ce sens, toute élite gouvernante doit rester vigilante,

57 Gustave Le Bon (1895), *Psychologie des foules*, Édition Félix Alcan, 9e édition, 1905, 192 pp., disponible en ligne : classiques.uqac.ca/classiques/le_bon_gustave/psychologie_des_foules_Alcan/foules_alcan.html, p. 125.

58 Voir à ce sujet : Bernard Dantier, *Introduction à la psychologie des foules de Gustave Le Bon*, disponible en ligne : http://classiques.uqac.ca/contemporains/dantier_bernard/intro_psycho_foules/intro_psycho_des_foules.html

59 Vilfredo Pareto, *Les systèmes socialistes*, cours à l'université de Lausanne, tome 1, 1902-1903, p. 40, disponible en ligne : http ://gallica.bnf.fr/ark :/12148/bpt6k5525301r

60 *Ibidem*, p. 45.

prête à se battre pour faire respecter l'ordre établi[61]. La démocratie qui entretient des élites décadentes devient pour Pareto un régime plouto-démocratique (comme la France, l'Angleterre et l'Italie dès avant la Première Guerre Mondiale). Perdre la volonté et les sentiments pour soutenir la lutte pour la vie, est un « signe certain de dégénération[62] » qui annonce, dans un futur plus ou moins proche, « l'extinction de l'espèce ».

Ce rapport entre conceptions humanitaires, pacifisme et décadence est mis en valeur par Aron dans un texte intitulé « La comparaison de Machiavel et de Pareto[63] ». Il montre la distinction effectuée par Pareto entre des élites décadentes et humanitaires et des élites jeunes, utilisant la violence et suscitant l'idéalisme (patriotisme, religion, idéal).

Sur certains points, Aron se rapproche de l'auteur italien. Le parallèle est connu, contentons nous de le rappeler. Dans sa communication devant la société française de philosophie (17 juin 1939), Aron a des mots sévères contre le pacifisme dans sa globalité comme l'économiste italien. Il lui paraît dérisoire, face à des régimes menaçants, de parler de pacifisme. Cela revient à « (…) enfoncer davantage dans l'esprit des dirigeants fascistes l'opinion qu'effectivement les démocraties sont décadentes[64] ».

Dans ce domaine aussi, il convient de noter chez lui une continuité de quarante ans. En 1983, il remarque que le pacifisme général n'a jamais fait naître la paix. Il ne suffit pas de « clamer des slogans[65]». Tant que les pacifistes n'auront pas formulé leur propre conception de la sécurité, ils se situent en dehors du débat.

Dans un autre texte de *Machiavel et les tyrannies modernes*, « Lectures de Pareto », Aron propose une grille de lecture à quatre entrées de l'auteur italien : « lecture fasciste

61 Notons que les réflexions de Guénon dans son ouvrage déjà mentionné, *La crise du monde moderne*, sur l'importance d'une élite forte entrent en résonance avec celles de Pareto. Freund aurait, nous semble-t-il, souscrit largement à sa dénonciation du délitement social (Guénon parle même de chaos social).

62 Vilfredo Pareto, *Les systèmes socialistes*, op cit., pp 45-46.

63 Raymond Aron, *Machiavel et les tyrannies modernes*, texte établi, annoté et présenté par rémy Freymond, Paris, Editions de Fallois, 1993, 418 p. Ces inédits ont été rédigés entre 1938 et 1940, Aron préparait un livre sur le machiavélisme qu'il aurait intitulé "Essais sur le machiavélisme moderne". Voir ici : « La comparaison de Machiavel et de Pareto », p. 96.

64 Raymond Aron, *Machiavel et les tyrannies modernes*, Paris, Editions de Fallois, 1993, 418 p., « Communication devant la société française de philosophie du 17 juin 1939 », p. 176.

65 Raymond Aron, « Pershing: le test du courage européen», *L'Express*, 7-13 octobre 1983.

ou darwinienne, lecture machiavélienne ou autoritaire, lecture machiavélique libérale, lecture sceptique ou cynique[66] ».

La grille fasciste est la plus évidente parce que Pareto a développé de nombreuses idées reprises par le fascisme. Aron les rappelle brièvement : décadence par essence d'une démocratie qui est en fait une ploutocratie, régime parlementaire manipulée par les acteurs économiques, idéologies humanitaires qui affaiblissent la société en paralysant la volonté de puissance et de défense, refus de la démocratie d'utiliser la force et élites affaiblies.

La lecture machiavélienne comprend la dénonciation des élites qui ont perdu le sens de la vie, l'appel au conflit de classes et la limitation du pouvoir étatique. La lecture libérale, quant à elle, se traduit par l'espoir de l'amélioration de la société par les progrès scientifiques. Enfin, la grille cynique est un mélange d'indignation et de mépris.

À la lecture de Pareto et surtout en étudiant les analyses faites par Aron sur l'affaiblissement des élites et la tendance à l'inefficacité du régime démocratique, nous nous rendons compte de la proximité de ces deux auteurs sur ces sujets. Or, Pareto souffre, comme Spengler à un niveau différent, d'une vision d'auteur « réactionnaire » ou tout au moins ayant inspiré des idées ou mouvements totalitaires plutôt que des mouvements défenseurs de la liberté. Aron prend ainsi quelque distance avec l'auteur italien et l'exprime en ces termes : « (…) par son contenu, sa théorie politique aurait pu donner une leçon de vigilance aux amis de la liberté. Par sa manière, elle risque d'encourager les violents.[67] » Il reproche ici à Pareto d'avoir par son style polémique, par sa doctrine plus ou moins orientée, encouragé des orientations politiques violentes (on pense au fascisme italien). Sa critique est précise à ce sujet : « (…) La théorie politique de Pareto devient inévitablement un outil de combat en certaines conjonctures historiques : je veux dire lorsque ceux auxquels il réservait ses plus rudes coups

66 Raymond Aron, *Machiavel et les tyrannies modernes,* op. cit., « Lectures de Pareto », p. 263. Texte préparé pour le congrès international *Vilfredo Pareto* qui s'est tenu à Rome du 25 au 27 octobre 1973.

67 *Ibidem*, p. 266.

subissent l'assaut d'adversaires acquis à son pessimisme, prêts à attendre son appel à la force (…).[68] »

Il avait déjà introduit le terme de « violent », faisant également sans doute à Pareto, dans *Espoir et Peur du siècle* en 1957 pour dénoncer les pessimistes qui voient en la démocratie le début de la chute. Il écrivait : « En vérité ceux qui voient dans les systèmes politico-économiques de l'Europe occidentale les marques de la décadence sont encore les pessimistes, qui tiennent toute démocratie pour contemporaine du déclin des cultures ou qui croient à la victoire des violents.[69] » Il relève tout de même, quelques lignes plus loin que le pouvoir peut devenir arbitraire pour rétablir l'ordre et la puissance ou sombrer dans la paralysie. Il présente la société française oscillant entre « la désagrégation de la communauté et un pouvoir arbitraire.[70] »

Sur le lien entre Pareto et Aron, Pierre Hassner rappelle, que d'une manière générale, Aron évoquait déjà avant la guerre le caractère conservateur et antirévolutionnaire de la démocratie. Il poursuit : « (…) il choque dès les années 30 (…) en parlant (…) de la nécessité d'emprunter à l'adversaire totalitaire la leçon de la nécessité d'une « élite virile » d'une autorité respectée, et éventuellement du recours à la force.[71] »

La dénonciation d'un *encouragement des violents* ne contredit pas *le recours à la force*. Ce recours est (surtout dans le contexte des années 30 devant la montée du nazisme) le devoir des démocraties occidentales de refuser l'illusion du pacifisme. Dans le même sens, « élite virile » fait bien partie du champ lexical d'Aron et signifie avoir des dirigeants responsables, capables de prendre des décisions, s'y tenir, agir et ne pas avoir peur de la confrontation avec l'autre quand elle est indispensable.

Faillite des élites, foule sans âme et triomphe de l'individualisme sont les principaux défauts de la démocratie qui la rendent, pour certains auteurs, décadente par essence. Nous pouvons compléter ce tableau par la critique de Spengler dans *Le déclin de*

---

68 *Ibidem*.

69 Raymond Aron, *Espoir et Peur du siècle*, Paris, Calmann-Lévy, Collection liberté de l'esprit, 1957, 367 p., p. 217.

70 *Ibidem*.

71 Pierre Hassner, « Raymond Aron : Machiavel et les tyrannies modernes », *Revue française de science politique*, 44e année, n°1, 1994. pp. 144-147. Disponible en ligne sur : http ://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp_0035-2950_1994_num_44_1_394819

l'Occident. Il annonce la fin de la démocratie par la puissance de l'argent, la dictature des partis et la puissance écrasante de la presse qui se borne à « raconter » sans rechercher la vérité. Pour l'auteur allemand, la démocratie contient en elle-même les germes de sa décadence : « Comme la royauté anglaise au XIX^e^ siècle, les parlements deviendront peu à peu au XX^e^ siècle un spectacle féerique et vide.[72] »

Quand Raymond Aron s'interroge sur le couple démocratie et décadence, il évoque certes la menace de la décadence par les défauts intrinsèques de la démocratie : « Il est très vrai que les démocraties sont perpétuellement menacées par la décadence, qu'entraînent l'anonymat des pouvoirs, la médiocrité des dirigeants, la passivité des foules sans âmes[73]. » Mais, la démocratie est-elle décadente par essence ? Aron se pose la question en ces termes : « C'est un des signes le moins douteux d'un déclin du régime que la perte de foi en ce régime même.[74] » Or Aron est naturellement démocrate et n'a jamais penché vers un autre régime.

Il a beaucoup écrit sur la nature et les mérites de la démocratie, en particulier face au régime communiste. Son ambition est de répondre, scientifiquement, à la question : pourquoi la démocratie est-il le meilleur des régimes possibles et pourquoi vaut-il la peine d'être défendu ?

Les mérites de la démocratie

Dans les cours donnés à l'ENA en 1952[75], Aron affirme que les mérites de la démocratie sont immenses, à la condition importante de ne pas chercher ou espérer un régime

72 Oswald Spengler, *Le déclin de la l'Occident, esquisse d'une morphologie de l'histoire universelle, tome 2, Perspectives de l'histoire universelle*, édition française consultée : Paris, Gallimard, 1948, 467 p., p. 428.

73 Raymond Aron, « Science et politique chez Max Weber et aujourd'hui », dans *Sociétés modernes*, op. cit., p. 200. A ce sujet, voir aussi : Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 31, « La décadence de l'Occident », Collège de France 1975-1976, cours dactylographiés, 25^e^ cours, 16 mars 1976. Il reprend les analyses de Pareto pour mettre en valeur la menace permanente de la démocratie : la paralysie face à un problème interne et face à un problème externe (face à un ennemi, les décisions doivent être rapides, sans appel et exécutées sans faille).

74 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 1, Cours ENA, « La crise du XX^e^ siècle », 1^er^ juin 1946, 9^e^ cours.

75 Raymond Aron, *Introduction à la philosophie politique, démocratie et révolution*, cours à l'ENA du 21 avril au 17 octobre 1952, chapitre 6 « Les mérites et inconvénients du système démocratique », voir p. 208.

parfait. La démocratie est le moins imparfait parmi les autres. Cette idée n'est pas loin de la célèbre formule de Churchill : « Il a été dit que la démocratie est le pire des régimes à l'exclusion de tous les autres qui ont été essayés à travers le temps.[76] » Cependant, la nature même de la démocratie ne favorise pas son appréciation : ses vertus sont peu visibles tandis que ses défauts apparaissent vite en pleine lumière.

La première vertu de la démocratie est d'avoir pacifié la société moderne. Dans *Démocratie et totalitarisme*[77], il revient sur le couple démocratie-violence. Les régimes démocratiques ont-il tort de vouloir éradiquer la violence d'État ? N'ont-ils par d'ailleurs usé de violence pour accéder à la démocratie ? La France a guillotiné son roi, l'Angleterre de même. Mais poursuit-il : « (…) la violence doit se stabiliser en règles constitutionnelles.[78] » Il ne peut y avoir de violence continue. Quand la violence est-elle alors légitime ? Aron indique qu'il ne peut y avoir de réponse satisfaisante, on ne peut pas déterminer quand la violence peut être historiquement fondée.

Plus précisément, les pays occidentaux ont-ils raison de vouloir éradiquer la violence, ou en tout cas, de la réguler ? Aron confronte ici le point de vue de Spengler. Pour ce dernier, la violence fait partie de l'homme, qu'il le veuille ou non. Pire, réfuter ce constat serait justement faire preuve de décadence, Aron écrit à ce sujet que selon Spengler ce refus implique : « (...) une argumentation historique selon laquelle les régimes, constitutionnels, égalitaires, annoncent la décadence.[79] »

Dans les lignes suivantes, Aron contredit le raisonnement du philosophe allemand. La violence, inhérente à la nature humaine, est contrecarrée par la volonté, là aussi inscrite dans la nature humaine, de déterminer le bien du mal. Il prend pour exemple la survie de l'humanité à l'heure de la bombe nucléaire. Si la violence était prédominante, la

76 « Many forms of Government have been tried, and will be tried in this world of sin and woe. No one pretends that democracy is perfect or all-wise. Indeed, it has been said that democracy is the worst form of Government except all those other forms that have been tried from time to time. » (Churchill, Chambre des Communes, 11 novembre 1947), Winston S. Churchill: *His Complete Speeches, 1897–1963*, ed. Robert Rhodes James, vol. 7, p. 7566 (1974). Robert Frank m'a indiqué la référence exacte de cette citation.

77 Raymond Aron, *Démocratie et Totalitarisme*, Paris, Gallimard, 1965, dans Raymond Aron, *Penser la liberté, penser la démocratie*, Paris, Quarto Gallimard, 2005, 1820 pages pour les citations suivantes et la pagination, p. 1446.

78 *Ibidem*, p. 1448.

79 *Ibidem*, p. 1449

catastrophe nucléaire aurait déjà eu lieu. D'après lui, la société moderne est rationalisée et pacifiée, preuves *de facto* de la non décadence de cette société.

Cette pacification de la société par la voie de la raison est le témoin de la distinction entre démocratie et révolution[80]. Elles sont diamétralement opposées pour Aron.

La démocratie est le régime du compromis, de la lenteur et des intérêts contradictoires et de l'acceptation de la pluralité. La révolution est exactement le contraire, elle est par essence la rupture de la légalité par la violence. Un parti révolutionnaire refuse d'accepter autrui, qui pense différemment.

La tendance égalitaire, critiquée par Spengler et par Nietzsche, comme témoin de décadence est en fait le résultat « (...) d'une nécessité sociale.[81] » Aron ne n'approfondit pas l'utilisation de ce dernier terme, pourtant cela aurait été nécessaire. Veut-il dire que la démocratie et l'égalité sont le résultat logique d'une évolution entre les rapports humains ? Ou, au contraire, est-ce plus cynique, et indique-t-il que la production de masse, la mondialisation, la croissance ont besoin de toujours plus de consommateurs, libres d'acheter, de consommer ? Es-ce stratégiquement le seul moyen de parvenir à une société pacifiée, sans trouble majeur ? Finalement, la démocratie répond-elle à une exigence du bien ou plus simplement à une nécessité politique ou économique comme une autre ?

Pierre Manent nous semble apporter des éléments de réponse complémentaires. Dans *Tocqueville et la nature de la démocratie* (1982), il souligne que la démocratie, c'est-à-dire la convention de l'égalité est : « conforme à la nature dans la mesure où par nature aucun homme n'a le droit de commander son semblable.[82] »

La liberté aristocratique repose sur le privilège de certains et pose l'inégalité en principe. Au contraire la liberté démocratique repose sur l'égalité et ses conditions pour tous et tend vers l'universel. Selon Manent, la démocratie est donc par nature paradoxale : elle ne nie pas les inégalités naturelles mais tend à les minimiser, elle organise la société

80 Raymond Aron, *Introduction à la philosophie politique, démocratie et révolution*, op. cit., voir le chapitre 10 entièrement consacré aux relations entre démocratie et révolution et notamment p. 201.
81 Raymond Aron, *Démocratie et Totalitarisme*, op. cit., p. 1449.
82 Pierre Manent, *Tocqueville et la nature de la démocratie*, op. cit., p. 112.

pour réduire ou ne pas tenir compte des inégalités produites par la nature. Les démocraties doivent réaliser alors le subtil dosage entre affirmation de la démocratie et sa propre limitation (nous l'avons plus haut, il s'agit de la tyrannie de l'égalitarisme). C'est dans ce sens, nous semble-t-il, qu'il faut comprendre les premières lignes de la conclusion de *Tocqueville et la nature de la démocratie* « Il est difficile d'être l'ami de la démocratie ; il est nécessaire d'être l'ami de la démocratie : tel est l'enseignement de Tocqueville.[83] »

En fin de conclusion, il précise qu'il faut aimer « modérément[84] » la démocratie. Cet adverbe peut interpeler, comment l'interpréter ?

Il s'éclaire lorsque l'auteur dresse le portrait des ennemis de l'intérieur de la démocratie : les amis « excessifs ou immodérés.[85] » Ces derniers veulent imposer littéralement la réalisation de l'égalité, la faire passer de formelle à réelle. C'est vouloir réaliser « l'abstraction démocratique qui n'a rien d'humain[86] » L'égalité des conditions est un principe et un objectif, mais ne doit pas devenir un impératif absolu, au risque d'aller à l'encontre de la liberté et de se diriger vers la tyrannie.

Au final, si le réel est toujours décevant, un régime imparfait par essence n'implique pas obligatoirement un régime décadent à terme. Claude Lefort[87] remarque que la légitimité morale et politique de la démocratie, en l'absence d'une alternative crédible et d'un adversaire déclaré, n'est plus à faire. Il confirme ce qu'Aron martelait : le régime démocratique est le seul qui accepte la division et le conflit.

Néanmoins, cette intervention date de 2009, après donc la chute du Mur et la faillite « officielle » du régime soviétique avec la fin de l'URSS. Lefort connaît la fin de l'histoire de la guerre froide et il l'affirme : la démocratie n'a plus d'adversaire crédible.

83 *Ibidem*, p. 177.

84 *Ibidem*, p. 181. La dernière ligne de sa conclusion est : « Pour aimer bien la démocratie, il faut l'aimer modérément. »

85 *Ibidem*, p. 178.

86 *Ibidem*, p. 179

87 *Philosophie magazine*, Entretien avec Claude Lefort, numéro 29, mai 2009, disponible en ligne : http://www.philomag.com/article,entretien,la-democratie-est-le-seul-regime-qui-assume-la-division,916.php

C'était différent au temps d'Aron et pendant longtemps ce dernier a opposé la démocratie et la liberté au régime communiste et à l'URSS.

La démocratie et la liberté face au régime communiste

Entre l'idée et la réalisation, le fossé est plus ou moins grand, mais est toujours présent. Selon Aron, malgré cet écart, il ne faut pas préférer d'une part, la promesse mythologique d'un autre régime meilleur, et ici l'idéologie communiste qui proclame que l'humanité ira et doit aller, à pas forcés, vers la déliquescence du capitalisme. D'autre part, ce fossé ne doit nous faire croire que tout accroc au régime démocratique est bel et bien la preuve d'une crise menant à la décadence. Il écrit dans « Science et politique chez Max Weber et aujourd'hui » paru en 1952 :

> Entre l'idée d'un certain régime et le fonctionnement de ce même régime, entre la démocratie que nous avons tous rêvée sous la tyrannie et le système des partis tel qu'il s'est instauré dans l'Europe occidentale, le décalage n'est pas mince. Mais cette déception est pour une part inévitable. Toute démocratie est oligarchie, toute institution est imparfaitement représentative, tout gouvernement qui doit obtenir l'assentiment groupes ou de personnes multiples agit lentement et doit tenir compte des sottises ou des égoïsmes humains.[88]

S'il y a décadence sur le continent européen, elle est à trouver à l'Est du rideau de fer. Tant au niveau économique (satisfaire les besoins des hommes et des femmes), qu'au niveau politique (assurer les libertés individuelles), le régime soviétique ne répond pas aux aspirations de leurs citoyens et peut être considéré comme décadent. On peut ici reprocher à Aron une certaine facilité de raisonnement. L'argument : « ce n'est pas moi, c'est l'autre » peut être battu en brèche. On pourrait considérer que l'Est et l'Ouest peuvent être décadents tous les deux : un empire tyrannique à l'Est et un empire politique et militaire en déconfiture à l'Ouest.

88 Raymond Aron, « Science et politique chez Max Weber et aujourd'hui », 1952 repris dans *Les sociétés modernes*, Paris, PUF, 2006, p. 193

En tout état de cause, dans *L'opium des intellectuels* paru en 1955[89], il critique les intellectuels qui refusent de voir le monde tel qu'il est.

Rétrospectivement, le combat idéologique d'un monde en pleine guerre froide peut paraître excessif. Dans ses *Mémoires,* il l'assume sereinement : « L'anticommunisme systématique que d'aucuns m'attribuent, je le confesse sans mauvaise conscience. Le communisme ne m'est pas moins odieux que me l'était le nazisme[90] ». Il est aisé de relativiser l'importance et le courage des écrits d'Aron en cette période quand on connaît la fin de l'histoire, ici en l'occurrence la défaite de l'empire soviétique et le revirement des intellectuels face au régime communiste à partir des années soixante-dix.

En 1955, la fin de cette histoire est loin d'être écrite et Aron dénonce une intelligentsia qui semble idolâtrer l'URSS :

> Les hommes de gauche commettent l'erreur de réclamer, pour certains mécanismes, un prestige qui n'appartient justement qu'aux idées : propriété collective ou méthode de plein emploi doivent être jugées sur leur efficacité, non sur l'inspiration morale de leurs partisans.[91]

Le défaut de ne pas regarder le monde tel qu'il est semble indissociable de la nature même des régimes démocratiques.

Aron dénonce également cette peur de ne pas être à la hauteur face au défi soviétique : « Une des faiblesses de l'Occident est d'accorder quelques crédits à la prédiction de l'avènement inévitable du socialisme et de laisser à l'ennemi la conviction d'une complicité avec le destin. [92]»

Dans *Démocratie et totalitarisme* (livre issu d'un cours professé en 1957-1958), Aron évoque une raison structurelle de l'inefficacité de l'Europe face à l'URSS : « Or, en politique étrangère, il faut souvent choisir et choisir rapidement. […] Tout régime de cet

89 Raymond Aron, *L'opium des intellectuels,* 1955, Paris, Calmann-Lévy. Les citations sont extraites d'une réédition parue en 2002, Paris, Hachettes Littératures, 338 p.
90 Raymond Aron, *Mémoires,* op.cit, p. 737.
91 Raymond Aron, *L'opium des intellectuels,* op. cit., p. 35.
92 *Ibidem*, p. 193.

ordre [régime constitutionnel-pluraliste] sera toujours enclin à substituer le refus verbal au refus effectif et à croire que le monde n'est pas ce qu'il est.[93]»

Il interrogeait encore la nature du régime démocratique, au sein de *La querelle de la C.E.D.* (1956) : « (…) mais les démocraties semblent peu capables d'agir, sinon sous le coup de l'émotion. Si l'émotion pousse à agir, elle ne rend pas toujours l'action raisonnable. [94]»

L'anticommunisme aronien est connu. Il n'est nullement ici nécessaire de le présenter en détail. Notons seulement que pour Aron, le mouvement communiste, comme mouvement historique, prête le flanc, plus que beaucoup d'autres, à la critique des idéologies. Il indique à ce sujet que « La révolution, œuvre d'une "minorité, est présentée comme faite par le plus grand nombre.[95] » Elle appelle à la dictature du prolétariat tandis que celui-ci est justement soumis à au parti et à la bureaucratie. Aron affirme : « Rarement contradiction entre l'action et l'idée que s'en font les acteurs a été aussi éclatante.[96] » L'idéologie communiste ne tient pas car paradoxale dans les faits : elle réclame plus de liberté tout en la supprimant.

Au cours des années cinquante, Aron a, en de multiples occasions, abordé le concept d'idéologie[97] au service du communisme pour en critiquer ses dérives. Selon lui, l'idéologie à outrance peut mener à une idolâtrie dangereuse de l'Histoire sous le prisme marxiste : « L'idolâtrie de l'Histoire naît de cette nostalgie inavouée d'un avenir qui justifierait l'injustifiable. […] La chute de l'Europe incite nos contemporains à reprendre les prédictions marxistes, adaptées à notre temps par la technique d'action de Lénine et de Staline[98] ».

93 Raymond Aron, *Démocratie et totalitarisme*, op. cit., p. 164-165.
94 Raymond Aron, *La querelle de la C.E.D.,* op. cit., p. 209
95 Raymond Aron, *Du messianisme à la tyrannie*, note de l'éditeur : Ce texte a été rédigé comme préface au livre de B. Lazitch, en fait sa thèse de doctorat de l'université de Genève, "Lénine et la III[e] internationale", La Baconnière, Neuchâtel, 1951. Cette préface fait partie de Raymond Aron, *Machiavel et les tyrannies modernes*, Paris, Editions de Fallois, 1993, 418 p., p. 382
96 *Ibidem.*
97 Nous avons étudié ce concept selon Aron au chapitre 1. Nous le reprenons ici sous l'angle de l'idéologie communiste.
98 Raymond Aron, *L'opium des intellectuels*, op. cit., p. 203.

Face à l'idéologie et à l'idolâtrie de l'Histoire, faire l'Europe en 1945, c'est répondre à sa principale obsession : défendre la liberté. La liberté européenne est mise en danger par la volonté expansionniste du régime soviétique et la construction européenne est la solution pour contenir ce danger. Evoquer les velléités de domination de l'empire soviétique en 1945 prêtait largement à polémique à l'époque. Aron fut l'un des premiers, dès 1945, à appeler à la réintégration de l'Allemagne dans le concert européen, dans un projet de défense européenne, pour contrer l'U.R.S.S. Matthias Oppermann dans sa communication « Raymond Aron et la défense de l'Europe, questions militaires et politiques[99] » évoque cette position originale et solitaire. S'engager pour la défense de l'Europe correspond non seulement, pour Aron, à du réalisme politique mais à un idéalisme : défense la démocratie libérale, autrement dit le foyer de la civilisation occidentale, comme régime politique.

L'objectif de l'Occident, et donc de l'Europe, est énoncé clairement : « […] la survie et la paix, survie physique par absence de guerre thermonucléaire, survie morale par sauvegarde la civilisation libérale, paix grâce à l'acceptation réciproque, par les deux blocs, de leur existence et de leur droit à exister[100]». Entre les tenants d'une stratégie offensive et les tenants d'une paix immédiate, Raymond Aron adopte une stratégie médiane : ne pas vouloir la paix à tout prix en acceptant la domination soviétique et ne pas vouloir la destruction pure et simple de l'ennemi. Comme son titre de chapitre, dans *Paix et guerre entre les nations*, l'indique : « Survivre c'est vaincre ». Autrement dit, il faut attendre la conversion de l'empire soviétique (et son effondrement) tout en tentant de la précipiter : « Nous ne voulons pas détruire celui qui veut nous détruire, mais le convertir à la tolérance et à la paix[101] ». Conversion à la paix contre volonté de destruction, Aron a toujours distingué, la nature même du régime soviétique vis-à-vis des régimes occidentaux :

99 Matthias Oppermann, « Raymond Aron et la défense de l'Europe, questions militaires et politiques » in De Ligio, Giulio (dir.), *Raymond Aron, penseur de l'Europe et de la nation*, Bruxelles, Bern, Berlin, Frankfurt am Main, New York, Oxford, Wien, 2012. Collection : Euroclio - volume 66 160 p.

100 Raymond Aron, *Paix et guerre entre les nations*, op. cit., p. 666.

101 *Ibidem*, p. 686.

> Mais il subsiste une asymétrie fondamentale. Nous savons que tous les régimes sont imparfaits et, bien que nous tenions le régime soviétique pour plus imparfait que le nôtre, nous n'avons pas juré sa mort, nous ne lui demandons que de renoncer au mensonge […].[102]

Une fédération mondiale peut-elle jouer le *deus ex machina* de la situation internationale ? Quand un empire a pour objectif la destruction avec la haine comme moteur, il est exclu de prétendre créer une loi commune, prélude à toute organisation mondiale. Pour le principe de l'argumentation, Aron admet comme hypothèse que les conditions militaires, politiques et stratégiques soient réunies dans un proche avenir. Serait-ce la fin des guerres et la victoire sans appel de la paix?

Selon lui, l'organisation mondiale ne résoudrait rien, la nature de l'homme semble s'y opposer : « […] l'hostilité serait naturelle entre les hommes, elle ne se plierait à une réglementation qu'à l'intérieur d'une unité politique qui se poserait en s'opposant et se définirait à son tour par des hostilités[103]». Une communauté mondiale ne ferait que modifier la nature des conflits : plus de conflits entre différents États mais conflits internes. Si le qualificatif change, le conflit demeure.

Quelques années plus tard, dans un échange de courrier avec Toynbee, Aron se montre moins catégorique et évoque l'espoir commun d'un « empire universel[104]». Celui-ci doit être vu plutôt comme une manière de vivre les rapports entre États (pacification et non plus désir d'anéantissement) que comme l'expression d'un désir de fédération mondiale (absolument pas le cas chez Aron).

Dans *Plaidoyer contre l'Europe Décadente[105]*, Aron continue d'affirme que les régimes démocratiques de l'Europe libérale incarnent, moins imparfaitement que l'Europe communiste, les valeurs de liberté et d'efficacité productive. Or, il le sait très bien, s'attaquer au marxisme, c'est s'attaquer à une foi. Il précise que le croyant (il utilise

102 *Ibidem.,* p. 739. Aron faisait déjà cette distinction dans *Démocratie et totalitarisme*, *op. cit.,* p. 97 : « Le fait est que l'opposition qui semble dominer l'Europe actuelle est celle des régimes où un parti unique révolutionnaire se réserve le monopole de l'activité politique, et des régimes où des parties multiples acceptent des règles pacifiques de concurrence.»

103 *Ibidem,* p. 740.

104 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 208, Lettre de Raymond Aron à Arnold Toynbee, 2 juin 1971.

105 Raymond Aron, *Plaidoyer pour l'Europe décadente*, op. cit., p. 28.

exprès ce terme et non celui de militant) trouvera toujours des explications et des excuses à ses déceptions afin de ne pas renoncer à son rêve. Aron a pleinement conscience qu'il combat, non des arguments objectifs, mais des sentiments quasi religieux. Le communisme fournit aux « croyants » l'explication du monde, l'endoctrinement idéologique et la communauté (monde soviétique) où il n'est plus nécessaire de penser.

Face à cette idéologie, les Occidentaux (comme souvent Aron passe indéfiniment du terme Occidentaux à Européens), ont un rôle à jouer et un signe distinctif : leur singularité, face au bloc communiste, est une certaine « volonté de liberté intellectuelle[106] » dont l'URSS en est la négation et une notion spécifique de la personne.

Cette liberté, incarnée par la démocratie, est-elle conservatrice ou révolutionnaire ? La question semble légitime tant les rapports entre démocratie et révolution d'une part, et démocratie et conservatisme d'autre part, ont été abordés par Tocqueville, Aron et Toynbee notamment.

La démocratie entre conservatisme et révolution

Tocqueville a largement écrit sur les rapports entre démocratie et révolution, entre démocratie et conservatisme. Dans le chapitre XXI de la troisième partie du Tome II de *La Démocratie en Amérique,* il affirme : « Non seulement les hommes des démocraties ne désirent pas naturellement les révolutions, mais ils les craignent. Il n'y a pas de révolution qui ne menace plus ou moins la propriété acquise.[107] » Les commerçants et industriels ont tout à perdre d'une révolution qui va balayer leur propriété fraîchement acquise. Pour lui, rien n'est plus opposé aux mœurs révolutionnaires que les mœurs commerciales.

Sur le rapport entre conservatisme démocratique et révolution, Aron écrit dans *Les désillusions du progrès* : « L'agitation demeure constante, mais la violence

106 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 31, Collège de France 1975-1976, « La décadence de l'Occident », cours dactylographiés, 26e cours et dernier, 18 mars 1976.

107 Alexis de Tocqueville, *De la Démocratie en Amérique*, tome II, troisième partie, chapitre 21 : « Pourquoi les grandes révolutions deviendront rares », op. cit., p. 91.

révolutionnaire devient rare. Les conflits ne s'apaisent pas mais ils ne bouleversent pas l'ordre social.[108] »

Or, que se passe-t-il si un leader d'opinion propose la révolution ? Tocqueville assure qu'il ne sera pas suivi. Son argumentation est étonnamment d'actualité. Bien entendu, il rappelle que chaque individu n'est jamais satisfait de son sort et veut toujours plus et s'élever dans la société. Se transforme-t-il pour autant en individu prompt à la révolution ? Une fois l'égalité acquise, est-il dans l'intérêt du commerçant ou de l'industriel de se lancer dans l'aventure révolutionnaire ? À la « fougue » révolutionnaire, s'oppose l'inertie démocratique ; à la révolution, le conservatisme. Les individus d'une société démocratique sont mobiles mais dans un cadre donné. Ils vont chercher à grandir dans ce cadre non à le rompre. Il évoque le conservatisme démocratique en ces termes :

> Entre ces deux extrémités de sociétés démocratiques, se trouve une multitude innombrable d'hommes presque pareils, qui, sans être précisément ni riches ni pauvres, possèdent assez de biens pour désirer l'ordre, et n'en ont pas assez pour exciter l'envie.[109]

Cette absence de révolution peut paraître idéale comme absence de trouble à l'ordre public et de respect de la légalité en place. Or, au cœur de l'analyse de Tocqueville, il n'en est rien. Dans un passage extraordinaire, tant dans la subtilité de l'analyse que dans la précocité et l'actualité de la réflexion, il affirme craindre moins les révolutions que le conservatisme et l'immobilisme démocratiques. Toujours dans le même chapitre, « Pourquoi les grandes révolutions deviendront rares », il annonce l'individualisme du citoyen noyé dans ses désirs. Il s'inquiète de l'amour de la propriété qui oblige tout citoyen à regarder toute nouveauté comme un péril, toute innovation comme un danger, tout progrès comme les prémices d'une révolution qui les terrorise. Nous souhaitons proposer au lecteur une longue citation extraite de ce chapitre. La citation est trop

108 Raymond Aron, *Les désillusions du progrès*, op. cit., p. 1527.

109 Alexis de Tocqueville, *De la Démocratie en Amérique*, Tome II, troisième partie, Chapitre 21 : « Pourquoi les grandes révolutions deviendront rares », op. cit, p. 90.

importante pour être, au mieux analysée mais sans restituer pleinement la réflexion, au pire paraphrasée :

> Je tremble, je le confesse, qu'ils ne se laissent enfin si bien posséder par un lâche amour des jouissances présentes, que l'intérêt de leur propre avenir et de celui de leurs descendants disparaisse, et qu'ils aiment mieux suivre mollement le cours de leur destinée que de faire au besoin un soudain et énergique effort pour le redresser. On croit que les sociétés nouvelles vont chaque jour changer de face, et, moi, j'ai peur qu'elles ne finissent par être trop invariablement fixées dans les mêmes institutions, les mêmes préjugés, les mêmes mœurs ; de telle sorte que le genre humain s'arrête et se borne ; que l'esprit se plie et se replie éternellement sur lui-même sans produire d'idées nouvelles ; que l'homme s'épuise en petits mouvements solitaires et stériles, et que, tout en se remuant sans cesse, l'humanité n'avance plus.[110]

Raymond Aron, dans *Les étapes de la pensée sociologique*[111] (1967), reprend cette longue citation et remarque que Tocqueville sous-estime la dynamique de la science et de l'industrie. La science demeure le processus révolutionnaire – au sens littéral du terme – qui créé la dynamique face au conservatisme démocratique.

Cette précision est-elle encore pertinente ? Rien n'est moins sûr. La crise économique à partir de 1973 et du premier choc pétrolier a vu l'effet boule de neige de la croissance économique s'enrayer. D'autre part, la science, comme levier du progrès, a largement perdu de son aura (il suffit de penser à la problématique environnementale dans son ensemble).

Ce conservatisme dénoncé par Tocqueville trouve un prolongement quelques années plus tard chez Toynbee. L'historien anglais cherche les différentes possibilités pour une société de se relever et de se renouveler. La civilisation occidentale en a-t-elle les moyens et le désire-t-elle ? Est-ce que la lassitude et le manque d'énergie (ou le

110 *Ibidem*, p. 98.

111 Raymond Aron, *Les étapes de la pensée sociologique*, Paris, Gallimard, 1967, 663 p. chapitre sur Alexis de Tocqueville, p. 259

conservatisme dénoncé par Tocqueville) ne rendent-ils pas inutiles toute velléité de renouveau ? Toynbee écrit à ce sujet :

> Le déclin et la chute des États universels peuvent être interprétés comme le contrecoup des blessures mortelles que la société s'est portées à elle-même au cours de la période de troubles qui a précédé. Cette lassitude, à moins que ce ne soit l'épuisement, expliquerait la défaillance dans le maintien d'un État universel. Mais elle n'expliquerait pas pour autant qu'une société qui a manqué de la vitalité nécessaire pour maintenir son État universel puisse dans la suite rassembler assez d'énergie pour le restaurer.[112]

Entre exigence et nécessité, la démocratie est l'expérience de la complexité. L'aventure démocratique doit combiner non sans mal, pensée révolutionnaire, réaction romantique et conservatrice, progrès et ordre, liberté et organisation, égalité et régime capitaliste. La démocratie inaugure un futur à écrire, neuf, sans aucune certitude. Claude Lefort, en 2009, l'affirme en quelques mots justes :

> La démocratie s'institue et se maintient dans la dissolution des repères de la certitude. Elle inaugure une histoire dans laquelle les hommes font l'expérience d'une indétermination dernière quant aux fondements du Pouvoir, de la Loi et du Savoir dans tous les registres de la vie sociale.[113]

Ne cessant de s'extraire de ses contradictions internes, la démocratie est par essence conflictuelle, en crise par défaut pourrait-on dire. En 2008, Pierre Manent le rappelle en ces termes : « La crise est d'une certaine façon coextensive à l'histoire des démocraties et peut-être même à l'histoire européenne en tant que telle.[114] »

112 Arnold Toynbee, *L'histoire, Les grands mouvements de l'histoire à travers le temps, les civilisations, les religions*, Préface de Raymond Aron, op. cit., p. 60.

113 *Philosophie magazine*, entretien avec Claude Lefort, numéro 29, mai 2009, disponible en ligne : http://www.philomag.com/article,entretien,la-democratie-est-le-seul-regime-qui-assume-la-division,916.php

114 Marcel Gauchet, Pierre Manent, « Comment repenser la démocratie ? », débat entre les deux auteurs, *Magazine littéraire*, n°472, février 2008, disponible sur http://gauchet.blogspot.fr/2008/02/comment-repenser-la-dmocratie.html. Nous développerons dans le chapitre 8 l'actualité de la crise de la démocratie.

Dans les chapitres 4 et 5 nous avons développé les différents visages de la crise de l'Europe au vingtième siècle. Nous sommes passés du déclin (comme fait historique) à la crise. Continuons de *dérouler* (au sens littéral du terme, comme une pelote de laine) notre problématique pour passer, dans le dernier chapitre de cette deuxième partie, de la crise au conflit et du conflit à la vitalité.

Chapitre VI

De la crise au conflit, du conflit à la vitalité historique

Ayons donc de l'avenir cette crainte salutaire
qui fait veiller et combattre,
et non cette sorte de terreur molle et oisive
qui abat les cœurs et les énerve.
Alexis de Tocqueville[1]

Face à la crise des sociétés modernes, comment les états démocratiques peuvent-ils garder espoir dans l'avenir ? La politique est conflit et lutte pour le pouvoir, est-ce tout ? Ne peut-il y avoir une ambition et une action au service du conflit ? La vertu deviendrait alors le chaînon manquant entre déclin et vitalité historique.

1 Alexis de Tocqueville, *De la Démocratie en Amérique*, tome II, quatrième partie, chapitre 6 « De l'influence qu'exercent les idées et les sentiments démocratiques sur la société politique », op. cit. p 155.

Fécondité du conflit et créativité : les réponses à la crise

Le conflit semble être l'une des caractéristiques de la vie démocratique dans les sociétés occidentales. Pour Aron, le conflit (ou crise, la crise est la manifestation du conflit) est consubstantiel à la tension entre égalité de droit et inégalité de fait en démocratie.

Il s'inscrit dans la lignée de Tocqueville et Machiavel en affirmant que la société moderne[2] est vouée aux conflits : les hommes et femmes, au sein d'une démocratie, ne se satisfont pas de leur sort et veulent toujours changer et évoluer. Cette volonté crée le conflit incessant. Le peuple et la Nation se construisent sur la base du conflit et du dialogue permanent. Cette construction prend forme par la participation des citoyens à la vie politique et à leur civisme, condition indispensable à une démocratie vivante. Le pluralisme conflictuel de la démocratie est la condition du projet de l'égalité dans la société moderne.

Il le rappelle en 1981[3] dans un entretien : la crise est le seul mode d'existence de la société moderne. Elle tente l'impossible, sans cesse écartelée entre démocratie et efficacité, égalité et liberté. Cette tension peut donner naissance à des avancées et à des réformes et amener à l'équilibre. Une dialectique de l'égalité doit tendre vers un idéal démocratique où égalité et liberté sont toujours plus en harmonie.

Selon Aron dans *La révolution introuvable*[4], la crise, ou plutôt les crises, sont normales et mêmes saines pour les sociétés. Mieux, elles sont la preuve d'une réelle vie démocratique. Certes, il est impensable d'imaginer semblable crise en Union soviétique. Celle-ci aurait été impossible ou tout au moins durement réprimée. Il tenait déjà ce raisonnement dans *Démocratie et totalitarisme* en écrivant que les crises et révoltes témoignent de la vitalité d'un régime : « Je n'oserais dire que le bonheur des citoyens se mesure à l'intensité des troubles politiques, ressentis par la cité, mais la qualité d'un régime politique ne se mesure pas non plus à la paix apparente.[5] » Claude Lefort, en

2 Voir à ce sujet, Serge Audier, *Raymond Aron, la démocratie conflictuelle*, Paris, Editions Michalon, collection Le bien commun, 120 p.

3 Raymond Aron, « Sur mon éducation philosophique », entretien avec Joachim Stark, *Commentaire*, n°141, printemps 2013, op. cit.

4 Raymond Aron, *La révolution introuvable*, Paris, Fayard, 1968, reproduit dans Raymond Aron, *Penser la liberté, penser la démocratie*, Paris, Quarto Gallimard, 2005, 1820 p., p. 633.

5 Raymond Aron, *Démocratie et totalitarisme*, op. cit., p. 150.

2009, évoque la même notion : « Or la démocratie se caractérise essentiellement par la fécondité du conflit »[6]. Aron remarque néanmoins que le trouble peut déboucher sur l'inefficacité du régime. Là est toute la distinction entre un conflit positif –ou fécond-, c'est-à-dire lorsque la crise fait émerger des solutions et le conflit où la crise altère les possibilités d'actions et favorise l'immobilisme, ou pire, le déclin. Tout est affaire d'équilibre entre conflit et efficacité (dans la prise de décision et dans le déploiement des actions). Ironiquement, le monde soviétique, en l'absence de liberté de débats et de critiques, peut paraître plus efficace.

Aron prône dans ce sens une société sans dogme. Rien n'est plus fécond que le doute, que la perpétuelle insatisfaction de l'homme par rapport à sa situation, mais à un détail près qui a son importance : que ce doute soit provisoire et constructif (au sens cartésien du terme) et non générateur d'impuissance ou de fatalisme. La vitalité historique d'une nation se mesure au fond à la balance entre ces deux positions.

Le conflit est une des formes des relations sociales de l'Occident et la crise en est une de ses manifestations. Freund propose la même grille d'analyse selon son biographe, Pierre André Taguieff, en évoquant le principe d'une sociologie du conflit. Selon Freund, il ne peut y avoir d'ordre social sans conflit parce que « la pluralité est génératrice de conflits.[7] »

Paul Ricoeur, dans « La crise : un phénomène spécifiquement moderne ? », communication déjà citée dans les chapitres précédents, considère que la notion de crise peut être une structure permanente de la condition humaine. Il évoque la notion de « tension permanente » entre des forces contradictoires. La crise s'insère dans les brèches, au moment de la décision, au moment du choix et de distinction :

> La crise est l'entre-deux, constitutive du courage d'exister. C'est moins la personne que le processus de personnalisation, en tant que conquête de la singularité et de la différence, qui tient en germe toutes les figures partielles de

6 Claude Lefort, entretien dans *Philosophie magazine*, 29, mai 2009.
7 Pierre-André Taguieff, *Julien Freund*, La Table Ronde, Paris, 2008, 154 p., p 49.

> la crise que nous avons pu rencontrer. Il y a crise parce que l'homme n'a pas naturellement une « place » dans le cosmos.[8]

La crise a-t-elle un pouvoir de transformation ? D'après Paul Ricoeur, la crise est un moment potentiel de transformation, elle précède et devient le moment de décision.

Pour Hannah Arendt, dans sa conférence, « La crise de l'éducation », la crise nous force à se poser les vraies questions avec l'obligation d'y répondre. Elle précise à ce sujet : « Une crise ne devient catastrophique que si nous y répondons par des idées toutes faites, c'est-à-dire par des préjugés[9] ». La crise devient même source de création et de la contrainte naît la créativité.

Il en est de même pour Edgar Morin qui affirme que « la crise a donc toujours un aspect d'éveil.[10] » Plus elle dure, plus elle suscite recherche, solutions et innovations radicales. Il écrit :

> Et c'est sur ce point que la crise est quelque chose d'effecteur. Elle met en marche, ne serait-ce qu'un moment, ne serait-ce qu'à l'état naissant, tout ce qui peut apporter changement, transformation, évolution.[11]

Cet effort peut aboutir à une nouvelle technique ou invention laquelle débloquera le système et en fera désormais partie. Morin évoque l'ambiguïté par essence de la crise dans une analyse proche de celle de Ricoeur, d'Aron et de Toynbee : « II y a donc, en même temps qu'une destructivité en action dans une crise qui s'approfondit (entrée en virulence des forces de désordre, de dislocation, de désintégration) une créativité en action.[12] »

Toynbee propose dans ce sens une lecture « bénéfique » de la crise :

> C'est lorsqu'ils [les hommes] sentent l'écroulement de cette civilisation qu'ils commencent à réfléchir sur les causes de cette catastrophe. La faillite elle-même

8 Paul Ricoeur, « La crise : un phénomène spécifiquement moderne ? », *Revue de théologie et de philosophie*, 120, 1988, pp. 1-19, p. 11.
9 Hannah Arendt, « La crise de l'éducation », dans *La crise de la culture*, op. cit., p. 225.
10 Edgar Morin, « Pour une crisologie », op. cit., p 159.
11 *Ibidem*, p. 163.
12 *Ibidem*, p. 159.

> peut devenir pour la créativité la voie fructueuse vers un nouveau champ d'action.[13]

La crise, comme état de déséquilibre, devient source de créativité. Pour lui, c'est dans le déséquilibre, porté à la fois par le défi et par l'élan de la réponse que se trouvent la créativité et donc le mouvement pouvant apporter la croissance et la sauvegarde de la civilisation. Nous voudrions souligner l'apport considérable des travaux d'Arnold Toynbee (nous l'avons déjà signalé au cœur du chapitre 3 sur le rapport entre civilisation et décadence), pour mettre en lumière les propres réflexions de Raymond Aron.

Comprendre la crise comme le moment de créer à nouveau à partir d'une destruction, fait évidemment penser à Joseph Schumpeter (1883-1950).

Dans son livre *Capitalisme, socialisme et démocratie*, paru en 1942, un chapitre s'intitule : « Le processus de destruction créatrice ». Pour Schumpeter, le régime capitaliste est par nature évolutionniste. Plusieurs raisons peuvent expliquer cette tendance. D'une part, le cadre social et économique du marché de la consommation est lui-même, par essence, sans cesse mouvant. D'autre part, la population et le capital, en constant accroissement modifient en permanence le régime. Ces deux raisons sont nécessaires mais non premières. La principale raison est la condition naturelle du capitalisme : des nouveaux objets de consommation sont constamment créés, de nouvelles méthodes et de nouveaux types d'organisation proposés. Le processus de mutation industrielle crée de la nouveauté et détruit, du même coup, des éléments existants : « Ce processus de Destruction Créatrice constitue la donnée fondamentale du capitalisme : c'est en elle que consiste, en dernière analyse, le capitalisme et toute entreprise capitaliste doit, bon gré mal gré, s'y adapter.[14] »

13 Arnold Toynbee, *L'histoire,* op. cit., p. 119.

14 Joseph Schumpeter, *Capitalisme, socialisme et démocratie.* La doctrine marxiste. Le capitalisme peut-il survivre ? Le socialisme peut-il fonctionner ? Socialisme et démocratie. (1942) Traduction française de Gaël Fain, 1942. Paris: Petite bibliothèque Payot, no 55, texte de la 2e édition, 1946. Paris, 1965, 433 p. 2e partie, chapitre 7, p. 93. Disponible en ligne : http://classiques.uqac.ca/classiques/Schumpeter_joseph/capitalisme_socialisme_demo/capitalisme_socialisme1.pdf

Cette « destruction créatrice » invite à l'espoir. C'est l'occasion d'un renouveau. Cela peut s'appliquer notamment à l'économie. Il faut accepter des périodes d'austérité pour permettre à l'économie un nouveau cycle positif. La crise comme « destruction créatrice », offre une place à l'innovation. Dans ce sens par exemple, l'ordinateur a supprimé la machine à écrire. La crise peut donc accélérer et favoriser des changements nécessaires et provoquer des transformations essentielles[15].

La vertu : le chaînon manquant entre déclin et vitalité historique

Face à la crise et aux conflits, comment éviter la torpeur, le mécontentement, le défaitisme et, par conséquence, le déclin ? Comment faire naître le désir et l'opportunité de créativité ? Tout d'abord, l'Histoire ne peut pas se présenter comme un destin. Pour Aron, il faut se méfier de « l'illusion rétrospective de la réalité.[16] ».

Selon lui, comme pour d'autres auteurs, la seule solution est l'accomplissement de la *virtù* qui, par l'acte de création, met en pratique la potentialité (Tocqueville, Jankélévitch), le défi (Toynbee), la virtuosité (Arendt), l'engagement (Ricoeur) et la vitalité historique (Aron).

Arnold Toynbee[17] le résume clairement dans son livre, *L'Histoire*, l'âme d'une société peut se réfugier derrière le hasard, la fatalité, le destin, un glorieux passé perdu ou l'archaïsme (immobilisme) pour expliquer et comprendre la désintégration actuelle. Or, ces chimères, selon Toynbee, ne remplacent par l'unique solution : l'acte de création.

Plus de 100 ans plus tôt, Tocqueville indique que tout est possible, tout est à faire (formules typiquement aroniennes comme exhortation à l'action). Dans le dernier chapitre *de La démocratie en Amérique*[18], il constate que les individus semblent baigner dans une médiocrité sans ambition, sans énergie, sans âme. Certes, cette société connaît

15 Cette destruction créatrice est encore d'actualité et régulièrement citée. En 2013, un article de la revue *Sciences humaines* y fait directement référence : Jean-François Dortier, « La crise comme destruction créatrice », *Sciences humaines*, janvier 2013, numéro spécial « Les idées en mouvement », pp 58-59.

16 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 31, *La décadence de l'Occident*, Collège de France 1975-1976, cours dactylographiés, 14e cours, 5 février 1976.

17 Arnold Toynbee, L'histoire, Les grands mouvements de l'histoire à travers le temps, les civilisations, les religions, op. cit., p. 237.

18 Alexis de Tocqueville, *De la Démocratie en Amérique*, op. cit., tome 2, 4e partie, chapitre 8 : « vue générale du sujet ». Disponible en ligne : http://classiques.uqac.ca/classiques/De_tocqueville_alexis/democratie_2/democratie_t2_2.pdf

moins de violence et de cruauté, plus de désirs et plus de propriétés. Mais il semble reprocher l'absence de génie, de fécondité. Le moyen, dans le sens négatif du terme (médiocrité), semble prédominer. Nous retrouvons ici la formule lapidaire, maintes fois citées : « Je promène mes regards sur cette foule innombrable composée d'êtres pareils, où rien ne s'élève ni ne s'abaisse. Le spectacle de cette uniformité universelle m'attriste et me glace, et je suis tenté de regretter la société qui n'est plus.[19]»

Il faut se garder d'une conclusion hâtive et bien lire la suite du paragraphe. Bien sûr, ce commentaire traduit bien le principal reproche fait à l'égalité. Cependant, il précise qu'avant, il détournait ses regards des pauvres et ignorants et ne regardait que les riches et savants. Sa vue était biaisée. Dorénavant, elle est globale. Il reconnaît volontiers qu'il est plus satisfaisant de constater le plus grand bien-être de tous (dusse-t-il être « moyen ») que la prospérité de quelques-uns. Ce qui serait une décadence pour certains est un progrès pour l'humanité. Il peut donc écrire : « L'égalité est moins élevée peut-être ; mais elle est plus juste, et sa justice fait sa grandeur et sa beauté.[20] »

La médiocrité est-elle un travers structurel de l'égalité ? Est-ce un défaut conjoncturel qui est possible de gommer ? A ce stade, Tocqueville se garde bien de juger définitivement. La société nouvelle décrite dans son livre n'a pas de comparaison, pas de passé. Personne ne peut prédire ce qu'il va advenir. Il écrit dans ce sens : « Le passé n'éclairant plus l'avenir, l'esprit marche dans les ténèbres[21] ». Attention, là aussi, au contresens possible. Cette phrase indique simplement que le futur est inconnu, sans considération négative, ce que pourrait faire croire l'emploi du terme « ténèbres ».

Il ne s'agit pas non plus de s'enfermer dans la nostalgie du passé. Il l'indique clairement : nulle idée chez lui de vouloir revenir à la société passée ou de réintroduire les avantages d'une société aristocratique. Cela semble contredire son sentiment de regret de la société « qui n'est plus » émis quelques lignes plus haut.

Dans le même sens, il rappelle clairement le potentiel que tout être humain, libre, possède. Il veut se persuader que les peuples démocratiques sauront trouver la force pour

19 *Ibidem*, p. 157.
20 *Ibidem*.
21 *Ibidem*, p. 156.

vaincre les maux à venir. S'il craint le futur, il est également porté par l'espérance. Tout est possible, tout est à faire, les dernières lignes du livre annoncent cette espérance : « Les nations de nos jours ne sauraient faire que dans leur sein les conditions ne soient pas égales ; mais il dépend d'elles que l'égalité les conduise à la servitude ou à la liberté, aux lumières ou à la barbarie, à la prospérité ou aux misères.[22] »

Cette potentialité comme possibilité d'agir dans un futur non advenu, se rapproche des réflexions de Vladimir Jankélévitch dans son article sur « La décadence[23] ».

Au fur et à mesure de son article (déjà abordé dans le chapitre 3), Jankélévitch relativise, non l'importance de la décadence comme moment, mais son côté négatif : « La décadence, c'est une civilisation qui se recueille.[24] » Elle n'est plus associée à la lente dégénérescence que nous pouvons retrouver chez d'autres auteurs. Au contraire, en prolongeant le moment, elle « ouvre une issue dans l'impasse du fiat sans lendemain. » Il opère un distinguo subtil :

> Du moment qu'il y a décadence, il n'y aura pas dégringolade. La décadence épargne aux civilisations la ruine foudroyante qui les précipiterait dans le néant : elles auront, avant d'expier, le temps d'épuiser bien des possibles, d'essaimer sur la terre des monuments de leur virtuosité.[25]

La décadence a deux caractéristiques : elle prolonge ce qui ne devrait pas durer et fait présager un renouveau. Jankélévitch propose deux éclairages sur un même état, cet état temporaire de vie, pessimiste et optimise. Le philosophe, nous l'avons vu au chapitre précédent, a inversé la lecture classique du cycle de la vie (de la naissance à la mort, de l'hiver à l'été). L'échec précède la réussite comme l'hiver annonce l'été à venir. Les maîtres mots sont ici renouvellement et potentialité.

En revanche, pour l'être humain, la mort est définitive. L'ascension est unique et la descente n'appelle pas de nouvelle floraison mais bien un point final, il faut en profiter :

22 *Ibidem*, p. 159.
23 Vladimir Jankélévitch, « La décadence », *Revue de Métaphysique et de Morale*, 55e année, n°1, janvier-mars 1950, 337-369.
24 *Ibidem*, p. 365.
25 *Ibidem*.

« Mais le court, le radieux été de la vie est une occasion unique en vue de laquelle la créature joue son tout-ou-rien. Ne manquez pas cet unique mois de juin de la vie ! »

Comment ne pas manquer ce mois de juin unique ? Comment se traduit la vertu et la vitalité chez Arnold Toynbee ?

Le progrès technique et la science au XX^{e} siècle peuvent êtres des réponses[26]. Or, le siècle de la bombe atomique, nous pose la question d'un éventuel futur État mondial selon lui. Ce serait une chance pour l'humanité. Mais cette unité politique indispensable (car la division politique peut être trop dangereuse à l'âge du nucléaire) ne doit pas arriver par la destruction mais par la conciliation. Il s'interroge, sans donner de réponse : les sociétés du siècle des deux Guerres mondiales sont-elles prêtes ?

Le défi, selon lui, est de refuser l'intégration actuelle (comme état stable) et de se risquer à une différenciation pour faire naître (ou non si échec) une nouvelle intégration. Pour l'auteur anglais, la création est l'issue d'un duel ou aboutissement d'interactions. Il précise que : « A la différence de l'effet d'une cause, la réponse à un défi n'est pas prédéterminée, n'est pas nécessairement uniforme dans tous les cas et, par conséquent, est en soi imprévisible.[27] » A partir de données comme la race et le milieu, le résultat de l'interaction de ces forces est imprévisible parce que les actions de l'homme (leurs réponses) sont justement imprévisibles. C'est une nouvelle création.

Si la genèse d'une civilisation est une série d'interactions, comment fait-elle pour grandir ? Pour Toynbee, le développement d'une civilisation passe par un mouvement permanent de défi-réponse qui l'alimente et le fait croître.

La désintégration n'est pas un fait mais un processus, lent ou rapide. Processus implique temps et rythme. Ce processus peut ralentir, s'accélérer ou même s'arrêter. Le processus de désintégration n'inclut pas nécessairement sa propre fin, c'est-à-dire la dissolution de la civilisation. Dans ce processus de désintégration, il est encore possible, selon Toynbee, de découvrir une troisième voie entre immobilisme et destruction, comme une renaissance à partir d'un processus de destruction. De nouveaux acteurs apparaissent,

26 Arnold Toynbee, *L'histoire*, op. cit., voir p. 60 et suivantes.
27 *Ibidem*, p. 91.

capables de répondre aux défis. Il évoque Prométhée qui s'éleva contre Zeus en libérant les hommes. La personnalité créatrice entraîne ses semblables vers une croissance, toujours en mouvement.

Toynbee cite pêle-mêle Le Christ, Bouddha, Lénine et Gandhi. Le déséquilibre créé va enrichir (les réponses) la civilisation et produire une énergie créatrice. Ensuite, un nouvel équilibre sera restauré et la croissance assurée.[28] Ces nouveaux leaders remplacent la minorité dominante tétanisée par son immobilisme et ses défaites en devenant la minorité créatrice. Cette nouvelle minorité issue de la majorité asphyxiée, est le symbole d'une véritable renaissance.

Aron n'a jamais évoqué de la sorte cette minorité créatrice. Tout au plus, on peut établir un parallèle avec la problématique de l'élite chez Pareto (voir chapitre précédent) même si ce parallèle ne résiste pas longtemps. Pareto entrevoit l'élite qui se bat pour la conservation de sa force et ses privilèges. Ici, Toynbee n'emploie pas le terme « élite » mais plutôt de leader ou de créateur qui contribue à transformer la crise en renaissance.

Cette potentialité ou ce défi met bien en valeur l'idée de vertu, chère à Machiavel. La vertu de Machiavel est pour Arendt illustrée par la liberté comme action d'exécution et d'accomplissement. La vertu est « (…) l'excellence avec laquelle l'homme répond aux occasions que le monde lui révèle sous la forme de la fortuna.[29] » Arendt emploie (c'est bien sûr une traduction), le terme de « virtuosité » pour établir le sens cette vertu. Nous lui préférons le terme de vitalité qui traduit mieux, semble-t-il, le dynamisme du mouvement et la volonté d'action.

Le terme de vertu renvoie naturellement au *Prince*. L'auteur italien présente notamment deux concepts primordiaux à la compréhension de son œuvre : la fortune et la vertu. La fortune est la part d'imprévisibilité à laquelle l'homme politique doit se préparer. En absence de vitalité, Machiavel (chapitre XXIV) remarque que l'homme est réduit à accuser la fortune (l'imprévisibilité de la vie) de ses maux : « Que ceux de nos princes qui, après une longue possession, ont été dépouillés de leurs États, n'en accusent donc

28 *Ibidem*, pp. 221-222.
29 Hannah Arendt, *La crise de la culture*, op. cit., « Qu'est-ce que la liberté ? », p. 198.

point la fortune, mais qu'ils s'en prennent à leur propre lâcheté.[30] » Or, affirme-t-il, la seule bonne défense d'un Prince est celle qu'il assure lui-même avec sa propre valeur. Dans le chapitre suivant[31], il compare la fortune à un fleuve impétueux qui fait tout céder sur son passage. Cependant, l'homme doit avoir la capacité de décision et d'action vertueuse : ici dans cette métaphore, il s'agit de construire digues, chaussées et autres protections.

Pour contrecarrer au maximum l'imprévisible, l'homme politique doit être doté d'une vertu, c'est-à-dire : la capacité à s'adapter, la volonté, le courage et la vaillance d'affronter le réel, mais aussi le pragmatisme et l'ambition. Pour la civilisation européenne, la vertu est donc le maître mot, le chaînon manquant entre déclin et vitalité historique. Miguel Morgado, dans un article intitulé « The Threat of Danger: Decadence and *Virt*ù », rappelle que pour Machiavel, la vertu est l'opposée de "idleness" (terme qu'on peut traduire, faute de mieux, par désœuvrement, mais ce terme n'est pas suffisant). Il écrit : « Whereas "idleness" makes men weak, virtù makes them good defenders of freedom. "Idleness", then, makes the defense of freedom impossible.[32] »

En quoi consiste la vertu pour Aron ? Il répond précisément à cette question lors de son dernier cours sur *La décadence de l'Occident* au Collège de France : « La condition de la vertu historique, c'est un consensus suffisant entre les membres de la collectivité, consensus qui donne une capacité d'action. [33]»

Jusqu'à la Seconde Guerre Mondiale, la perte de la puissance militaire et stratégique entraînait une détérioration de la vie économique. Dorénavant, il n'en est plus rien. Pour la première fois dans l'histoire, « Le déclin historique, l'abaissement en termes de

30 Nicolas Machiavel, *Le Prince* dans *Le Prince et autres textes*, Paris, Union générale d'Éditions, 1962, 190 p., Chapitre XXIV, « Pourquoi les princes d'Italie ont perdu leurs États », p. 93. Edition électronique réalisée par Jean-Marie Tremblay et disponible en ligne : http://classiques.uqac.ca/classiques/machiavel_nicolas/le_prince/le_prince.pdf

31 *Ibidem*, Chapitre XXV, « Combien, dans les choses humaines, la fortune a de pouvoir, et comment on peut y résister. », pp. 94-95.

32 Miguel Morgado, « The Threat of Danger: Decadence and *Virt*ù », *Nação e* Defesa, 2005, n°111, pp 93-111, p. 108. Disponible en ligne : http://comum.rcaap.pt/bitstream/123456789/1233/1/NeD111_MiguelMorgado.pdf

33 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 31, « La décadence de l'Occident », Collège de France 1975-1976, cours dactylographiés, 26e cours et dernier, 18 mars 1976.

puissance n'entraînent pas une détérioration du niveau de vie.[34] » Il s'agit de transformer la contrainte en opportunité. Dans le cas d'une défaite forcée et annoncée, un pays ou une civilisation doit faire preuve de vitalité et de vertu : tomber, se relever et chercher ailleurs un avenir où s'accomplir.

Dans son rapport d'enseignement de ce même cours, Aron revient sur la relation entre abaissement et décadence. Il précise le vocabulaire et montre bien que la décadence serait à traduire par perte de la vitalité historique. A propos de la France et de la Grande-Bretagne, Aron indique : « (…) l'abaissement, fait incontestable, témoigne-t-il de la décadence, de ce que Machiavel aurait appelé la perte de la *virtù*, de ce que j'appelle, faute d'un meilleur terme, perte de la vitalité historique ? [35]». Il n'en est rien pour Aron.

Contre le déclin : l'ambition au service de la vertu

L'Europe a encore un rôle à jouer au sein du monde. Si le cycle des guerres est bel et bien fini, alors l'Europe peut être grande sans être une grande puissance. Cette perte de puissance peut au contraire être un atout. Aron fait contre mauvaise fortune bon cœur. L'Europe n'est plus une grande puissance soit ! Au moins, elle n'a plus à subir les contraintes de la puissance. L'Union soviétique doit assurer une centralisation rigoureuse pour maintenir le joug sur les pays de l'Est.

La conférence d'Aron donnée à l'ENA en 1946[36], intitulée « Perspectives sur l'avenir de l'Europe », est un exemple significatif de cette ambition. Seulement un an après la guerre, il affirme que l'Europe peut avoir un rayonnement international sans grandeur matérielle. Il écrit que l'Europe peut : « avoir quelque chose à dire au monde ». À ce sujet, il est optimiste et espère que l'Europe tirera les leçons du passé en réalisant l'union :

> (…) je crois que ce qui est la perspective, l'espoir, c'est qu'en dehors des religions séculières, en dehors des grands blocs de puissance, l'Europe ait appris

34 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 31, « La décadence de l'Occident », Collège de France 1975-1976, cours dactylographiés, 21e cours, 2 mars.

35 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 17, Rapport d'enseignement du Collège de France 1975-1976.

36 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 1, ENA, 2e conférence, 27 novembre 1946, « Perspectives sur l'avenir de l'Europe »

> dans ses malheurs, la leçon, peut-être la plus difficile, mais aussi la plus féconde, celle de la sagesse de l'organisation raisonnable animée par la fois à des valeurs humanistes.[37]

L'ambition peut s'opposer au déclin et à la crainte de la décadence. L'Europe possède les cartes pour se développer et pour accepter les défis de la démocratie et du progrès. Il le répète dans *Espoir et peur du siècle en 1957 :* « Les nations d'Europe sont assez vastes pour encadrer la civilisation industrielle, assez conscientes d'elles-mêmes pour tolérer les dissidences, assez riches pour supporter le dialogue des hommes libres. [38]»

Pour être ambitieux, il est nécessaire d'être lucide sur ses forces et faiblesses. L'Europe possède des forces et des vertus, il ne cesse de l'affirmer et de chercher à le prouver. Au sein de sa partie sur « la décadence », le chapitre IV intitulé « l'affaiblissement de l'Europe » est une plaidoirie pour l'ambition européenne : « Il reste qu'au siècle de la civilisation industrielle, le déclin n'empêche pas les nations européennes d'être plus prospères, moins infidèles à leurs propres valeurs qu'elles ne le furent jamais.[39]»

Parfois, l'analyse est plus catégorique. Il s'agit de convaincre une bonne fois pour toutes que l'Occident est « conforme aux exigences de la communauté internationale », expression plutôt vague qu'Aron emploie, toujours dans *Espoir et peur du siècle* en 1957, lors d'un vif plaidoyer pour l'Occident :

> Le jour où les peuples non occidentaux seront convertis à la rationalité occidentale, l'avenir de l'Europe sera assuré. La pensée communiste, anachronique, typiquement réactionnaire, enseigne la fatalité de la lutte à mort, la nécessité de la conquête sous prétexte de mettre fin l'exploitation. La pensée occidentale qui connaît plusieurs méthodes d'industrialisation et ne nie pas la légitimité partielle de chacune d'elles, est seule conforme aux leçons du siècle, aux exigences de la communauté internationale. Encore faut-il que les Occidentaux ne trahissent leur message ni par le nihilisme ni par la violence.[40]

37 *Ibidem.*
38 Raymond Aron, *Espoir et peur du siècle,* op. cit., p. 231.
39 *Ibidem,* p. 207.
40 *Ibidem,* p. 369.

Que signifie se convertir à la communauté occidentale ? Se convertir au capitalisme ? Oui, mais pas seulement, ce serait trop réducteur. Selon Aron, le système occidental, exprimé par un régime démocratique et par la foi en la raison, est le seul système promettant à la fois liberté et égalité. Se conformer aux exigences de la communauté internationale est également se convertir à la diplomatie et à la recherche de la paix plutôt qu'à la violence et à la domination. L'idéalisation du monde communiste empêche la fermeté nécessaire à son endroit, garante de cette paix, une « paix froide », sans violence généralisée, sans soumission à une domination de l'empire soviétique.

Il s'agit bien d'ambition, ne nous trompons pas : l'ambition de transformer les relations internationales en tirant profit de la puissance de la civilisation industrielle. Si les relations internationales restent après tout le théâtre de luttes de pouvoir et de puissance, ces deux objectifs peuvent être atteints par des nouveaux moyens.

L'Europe peut se réaliser par la recherche de la paix, quitte à en devenir le principal témoin et acteur. Au cours d'une conférence donnée à Londres en 1957, Aron évoque une évolution du prisme sur les rapports de force : les États-Unis sont désormais plus riches et plus puissants. L'URSS est tout au moins aussi puissante : « En dépit de cette décadence historique sur le plan des rapports de force, l'Europe occidentale illustre une des modalités de la pacification grâce à la sociabilité industrielle.[41] »

Cette ambition est portée par une menace : l'apocalypse nucléaire. L'ambition européenne sera-t-elle le moyen d'éviter l'apocalypse ? L'Europe peut être ambitieuse et mettre justement cet idéal au service d'une pacification des relations internationales, de la paix et des valeurs qu'elle incarne. Au cours de la même conférence, il évoque la mesure comme réponse au danger nucléaire :

> La civilisation industrielle, dont les cités et les fusées sont marquées par la démesure, ne peut échapper à l'apocalypse que par la mesure. Cette mesure implique la limitation de la guerre, mais aussi et surtout, la tolérance de chacun

41 Raymond Aron, « La société industrielle et la guerre », texte d'une Aguste Comte Memorial Lecture, prononcée en anglais à la London School of Economics le 25 octobre 1957 Publié dans Raymond Aron, *Les sociétés modernes*, Paris, PUF, 2006, pp. 801-852, p. 824.

> des deux camps que l'autre existe. Si la guerre implique la destruction totale de l'autre, alors l'humanité tout entière en sera dévastée.[42]

Près de vingt ans plus tard dans sa célèbre conférence « L'Europe, avenir d'un mythe », Aron évoque la civilisation européenne avec ses deux caractéristiques : industrielle et libérale. L'Europe, comme « mère » de la civilisation occidentale est ici une civilisation à part entière qui a vu naître au XIX^{e} siècle l'industrie comme production de masse et qui a porté la liberté comme valeur première. Le terme libéral n'est pas à prendre comme adjectif économique mais plutôt à comprendre comme régime où la liberté est le droit premier.

Il propose également un rôle spécifique (distinct de celui des États-Unis) dans les relations avec les pays du Moyen Orient et de la Méditerranée et un objectif particulier : l'intégration du Portugal et de l'Espagne. Il précise toutefois que « La période de crise à la fois morale, économique, politique dans laquelle est entre l'Occident tout entier ne favorise pas les pensées ambitieuses et les entreprises à longue portée.[43] » Pour Aron, la vocation de l'Europe implique une conscience historique distincte des obligations d'une politique de puissance. Elle n'a pas à éprouver un sentiment de défaite, elle a distribué ses secrets et ses idées au monde. Les dernières lignes de la conclusion de « L'Europe, avenir d'un mythe », méritent une longue citation. Elles résument avec justesse ses réflexions sur la vitalité historique :

> Lieu de naissance de la civilisation à la fois industrielle et libérale, qui combine l'efficacité technique et la liberté des personnes en une organisation à échelle humaine, que l'Europe continue d'incarner ses propres idéaux, qu'elle travaille à rapprocher les peuples pauvres et riches, désormais engagés dans une seule et même aventure. L'Europe a péri de n'avoir pas une politique digne de sa

42 *Ibidem*, p. 825.

43 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 92, Sénat, 13 mai 1975, « L'Europe, avenir d'un mythe », Conférence pour les lauréats du prix Montaigne, texte dactylographié corrigé à la main.

> culture. Revenue des folies impériales, elle doit garder les moyens politiques de sauvegarder les idées historiques qu'elle incarne.[44]

Il appelle l'Europe à avoir de l'ambition, à œuvrer pour rapprocher les peuples, fière de son passé et de sa mission actuelle. Ce vibrant appel garde toute sa pertinence de nos jours. Le journal en ligne Europe's World a publié en 2007 un texte de Kemal Dervi, administrateur du programme de l'ONU. Il écrit : « L'Europe doit-elle considérer son avenir avec un regard nostalgique à l'égard d'un passé lourd de souffrances ou doit-elle, à l'inverse, en attendre des relations pacifiées, débarrassées des "identités meurtrières" (…)[45]. » Il ajoute que l'Europe n'a plus à se construire « contre » mais bien à avoir des liens forts avec toutes les parties du monde.

La construction européenne : une décision politique

L'ambition est nécessaire à toute construction mais n'est pas autosuffisante et doit se traduire en action. Pour l'intellectuel, pour le savant mais aussi pour le citoyen, la politique doit être *mise en action*. Il s'agit bien de rejeter l'immobilisme et de se contraindre, oui se contraindre, à la seule question indispensable : que faire ?

Pierre-André Taguieff, dans sa biographie sur Julien Freund parue en 2008, associe Freund à Aron sur leur refus de la déploration et du sentiment d'impuissance. Pour eux, il s'agit de poser la question active « qu'allons-nous faire ? (…) plutôt que pleurer indéfiniment sur le sort de l'Europe.[46] »

En 1946, en conclusion de sa conférence à l'ENA, Aron appelle à l'action : « L'Europe est faible, mais elle est vivante. L'Europe ne sera plus la maîtresse du monde, mais elle peut encore enseigner au monde des leçons. Il nous suffit de le vouloir.[47] » *Vouloir*, c'est aller au-delà du manque de sentiment, en faisant le pari pour l'avenir que la raison sera

44 *Ibidem*. Remarquons qu'il a rajouté à la main : « (…) qu'elle incarne jusqu'au jour où s'effacera la ligne, accident de l'Histoire, qui sépare Varsovie et Budapest de Paris et de Rome. Ce jour-là, le jour des retrouvailles européennes, nos enfants et nos petits-enfants le vivront. Il leur incombera de donner à l'Europe unie de la culture une politique digne d'elle. »

45 Kemal Dervi, *Europe's World*, Automne 2007, 7, édition française publiée avec la fondation Robert Schuman, p. 44.

46 Pierre-André Taguieff, *Julien Freund*, Paris, La Table Ronde, 2008, 154 p., voir pp/ 96-97.

47 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 1, ENA, 2e conférence, 27 novembre 1946, « Perspectives sur l'avenir de l'Europe ».

justement remplacée, à terme, par le sentiment. Il évoque la même année (1947) l'avenir européen :

> (…) il n'y a pas de patriotisme européen. Par conséquent, si l'Europe doit se faire, ce sera l'exemple et l'exemple rare d'une œuvre historique réalisée parce que la raison en aura reconnu la nécessité, et non parce que les passions l'auront nourrie. Il nous reste d'ailleurs à espérer que des passions pourront surgir, pour prendre la relève de la nécessité reconnue par la raison.[48]

Il faut un régime économique qui permette d'intensifier les échanges commerciaux, sans nécessairement rompre les unités nationales mais en ouvrant les frontières politiques. Comment exactement ? Il n'apporte pas de réponses nettes et évoque, sans autres détails, l'Europe qui a pour vocation à « transformer en réalité l'idée de l'unité politique de l'Europe.[49] » Il prévient également qu'il faut donner un sens à la formule : être européen pour éviter de devoir dire dans quelques années, je suis russe ou je suis américain. Là aussi, Aron reste vague, se contentant de proposer : « (…) de la raison dans l'organisation économique et la naissance de quelques idées communes.[50] »

Théâtre de l'affrontement naissant des Blocs, la question de la défense du Vieux continent va rapidement devenir centrale. Comme pour la mise en commun du politique ou de l'économie, la défense de l'Europe est d'abord nécessaire contre le danger venant de l'Est : « Le réarmement de l'Europe doit enlever à Staline la perspective de succès initiaux, et de ce fait réduire, lui aussi, les risques de guerre, mais il vise surtout à arrêter, si le pire survenait, l'assaut des armées soviétiques[51]». Face à l'empire soviétique, l'Europe doit rassembler ses forces et ses moyens de défense. Une défense commune semble indispensable, là encore peu importe les sentiments :

> Seules de vastes coalitions ont désormais le moyen d'organiser rationnellement une défense. Pour que l'effort commun ne pèse pas d'un poids insupportable sur le relèvement économique, il doit être réparti entre tous les pays rapprochés,

48 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 89, 5 août 1947, Semaines étudiantes internationales, Savennières, « Y a-t-il une civilisation européenne ? »
49 *Ibidem*.
50 *Ibidem*.
51 Raymond Aron, « Le réarmement de l'Europe », *Le Figaro*, 15 décembre 1949.

> non par solidarité sentimentale, mais par le fait de circonstances impitoyables au service de la même cause.[52]

Aron ne sacrifie pas l'Europe sur l'autel américain. Une Europe libérée des contraintes de l'alliance américaine doit être l'ultime objectif à terme : « L'objectif n'en reste pas moins la création d'une force européenne, qui baptisée ou non « troisième », modifierait décisivement les données stratégiques[53]». Il n'accepte pas l'idée d'une totale passivité européenne, laissant les États-Unis seuls maîtres du jeu : « Il serait fatal que l'appel légitime au concours américain constituât un alibi et camouflât l'inaction[54]».

Construire une union entre les pays du Vieux continent, c'est assumer l'héritage de Max Weber : accepter le risque inhérent à la politique. Dans un article de 1952 dédié à au sociologue allemand[55], il rappelle que si en son temps, la question principale était la rivalité fratricide entre la France et l'Allemagne, il n'en est plus de même à présent. Pour Aron, les nations européennes doivent se doter « d'institutions communes[56] » et restaurer la capacité d'action de l'État national. Ces nations doivent une bonne fois pour toute abandonner la nostalgie d'un passé glorieux, les « velléités du nationalisme anachronique et la soumission finalement passive à la puissance américaine[57] ». Si tel n'est pas le cas, l'Europe sera indéfiniment objet d'affrontement entre les deux Grands et ne pourra plus dire « je ». Il élabore bien ici, suivant Weber, une thérapie de l'action et ses principes pour l'Europe : accepter de regarder le monde tel qu'il est et ici, le niveau de l'Europe, décider de reconstruire ensemble, s'y tenir et se donner les moyens (institutions communes) pour un objectif qui ne doit jamais être oublié : redevenir un sujet de son histoire.

Pour redevenir un sujet de son histoire, la lucidité est de mise. En 1956, dans un article peu utilisé dans les travaux sur Aron et intitulé « Le fanatisme, la prudence et la foi »,il

52 Raymond Aron, « Le réarmement de l'Europe II », *Le Figaro*, 17/18 décembre 1949.
53 *Ibidem*.
54 *Ibidem*.
55 Raymond Aron, « Science et politique chez Max Weber et aujourd'hui », 1952, *Les sociétés modernes*, Paris, PUF, 2006, 1168 p., pp 179-204.
56 *Ibidem*, p. 201.
57 *Ibidem*.

rappelle que la responsabilité de l'intellectuel est de modérer ses passions[58] : non pas de vanter l'indépendance militaire et diplomatique de la France rêvée mais de réfléchir à un avenir commun.

Bien sûr, construire l'Europe, ce petit bout de l'Asie ne correspond pas, ne correspond plus, aux grands idéaux et à la puissance de l'Europe des siècles derniers, indiquant au monde la manière d'avancer, porteurs de messages et d'idées universelles. Voilà pour Aron, ce qui semble empêcher l'intellectuel pétri de grands idéaux de rejoindre la construction européenne. Cette entreprise « (…) n'aurait [ni] l'éclat des idées métaphysiques (liberté, égalité), (…) [ni] l'apparente universalité des idéologies socialiste ou nationaliste.[59] »

La construction communautaire : l'Europe en action(s)

Nous avons voulu prendre le temps de développer les notions d'ambition et d'action chez Raymond Aron. Nous pouvons désormais mieux comprendre ses analyses et réactions face aux débuts de la construction européenne.

Le 9 mai 1950, Robert Schuman propose « de placer l'ensemble de la production franco-allemande de charbon et de l'acier sous haute autorité commune dans une organisation ouverte à la participation des autres pays d'Europe[60] ». Le charbon est le « pain de l'industrie » et les ressources les plus importantes se trouvent dans la Ruhr. L'acier est la matière première de l'industrie comme des armements. Cette proposition recueille rapidement l'adhésion de plusieurs pays : RFA, Italie, Pays-Bas, Belgique et Luxembourg. Le Royaume-Uni refuse tout de suite toute formule supranationale.

Aron prend position en faveur de l'initiative française parce qu'il est attaché au principe de la nécessité de l'action. Il faut prendre le parti de s'engager dans cette voie, tout en sachant qu'une volonté populaire doit donner naissance au souffle nécessaire à toute

58 Raymond Aron, à ce propos il écrit : « Ne nous croyons pas tenus de déraisonner pour témoigner de nos bons sentiments », « Le fanatisme, la prudence et la foi », *Preuves*, mai 1956, p. 137.

59 *Ibidem*, p. 328.

60 Le texte intégral est disponible : http://europa.eu/about-eu/basic-information/symbols/europe-day/schuman-declaration/index_fr.htm

entreprise grandiose : « La propagande européenne est féconde dans la mesure où elle anime l'action quotidienne des gouvernants et des peuples. Autrement elle n'est qu'un mauvais alibi[61] ».

Aron analyse la proposition Schuman à la fois sous l'angle économique et l'angle politique. Tout d'abord, que faudrait-il dans le domaine économique? : « Le but serait la constitution d'un grand espace et non la répartition de marchés cloisonnés[62] ». Le plan proposé ne semble pas répondre aux exigences, mais l'initiative est louable tant la construction de l'Europe piétine : « Après l'échec de l'OECE et du Conseil de l'Europe, l'effort pour constituer les conditions indispensables à une intégration économique dans un secteur limité mérite d'être tenté[63] ». Ce plan symbolise une rupture dans la politique française vis-à-vis de l'Allemagne : « Le projet Schuman a pour objectif essentiel la réconciliation entre France et Allemagne. (…) En 1950, l'Europe ne peut se payer le luxe de décevoir les peuples et d'accepter l'échec d'une telle tentative.[64]» En fin de compte, il loue l'effort tout en reconnaissant les risques. Il ratifie personnellement le projet de la CECA mais souhaite une période probatoire de quelques années. Il faut bien tenter pour espérer réussir : « L'expérience tranchera entre les sceptiques et les croyants[65] ».

Dès ses débuts, l'intégration européenne est un modèle de politique internationale radicalement nouveau et prospectif. Des siècles durant, la politique extérieure a été marquée en Europe par des coalitions et des contre-coalitions entre grandes puissances. Le concept même d'intégration européenne, c'est à dire unir plusieurs destins, permet pour la première fois de briser durablement cette spirale. Le principe est de définir un cadre dans lequel les divergences d'intérêts des États membres peuvent être réglées de manière rationnelle et selon des procédures de négociations et de dialogues déterminées à l'avance, et où des intérêts nationaux en apparence contradictoires puissent converger en des intérêts communs. L'Europe des Six est conçue au départ comme un moyen de

61 Raymond Aron, « Fictions et réalités européennes », *Le Figaro*, 5 septembre 1950.
62 Raymond Aron, « L'initiative française », *Le Figaro*, 11 mai 1950.
63 *Ibidem*. Voir aussi : Raymond Aron, « Le pool industriel franco-allemand », *Le Figaro*, 6 juin 1950.
64 Raymond Aron, « L'Autorité internationale », *Le Figaro*, 7 juin 1950.
65 Raymond Aron, « Ratification sous réserve », *Le Figaro*, 2 avril 1951.

favoriser la réconciliation franco-allemande et de renforcer le fragment continental du monde atlantique. Par la méthode choisie, celle de l'intégration, la Grande-Bretagne s'en est exclue d'elle-même : « Je n'ai jamais cru personnellement que la Grande-Bretagne accepterait de sacrifier une parcelle de sa souveraineté sur l'autel de l'Europe unie[66] ».

Malgré le refus britannique, cette tentative ne doit pas être stoppée tant les espoirs et les enjeux sont grands. L'Europe se fera d'abord sans la Grande-Bretagne : « Si les pays continentaux se décident à créer une organisation politico-économique de l'Europe continentale, qu'ils aillent de l'avant. Ils obtiendront finalement la collaboration à défaut de la participation britannique[67] ». N'essaie-t-il pas de convaincre qu'il faut toujours compter avec la Grande-Bretagne ? : « Si les Britanniques, à l'expérience, découvrent que les institutions du pool fonctionnent convenablement sans que la Haute Autorité empiète sur les responsabilités des gouvernements, la participation britannique, d'ici quelques années, n'est pas entièrement exclue[68] ». À terme, l'Europe et la Grande-Bretagne auront besoin l'une de l'autre.

L'analyse d'Aron entre l'Europe et la Grande-Bretagne révèle bien le couple responsabilité-action. L'exemple de la CED en est un nouvel exemple.

L'idée d'une Communauté Européenne de Défense (CED) est lancée par René Pleven en 1950. Ce dernier espère faire accepter le réarmement de l'Allemagne dans un cadre européen. La France propose la constitution d'une armée européenne placée sous le contrôle d'une autorité supranationale. Chaque pays participant à la CED fournirait des contingents incorporés dans une armée multinationale. Des divisions allemandes seraient intégrées dans des corps d'armée européens.

Après plus d'un an de négociations, le Traité instituant la Communauté européenne de défense est signé le 27 mai 1952 à Paris. Notons que le Traité se distingue du projet français initial avec quarante divisions nationales et 13 000 soldats. Le traité conclu pour

66 Raymond Aron, « La demi-absence de la Grande-Bretagne », *Le Figaro,* 19 juin 1950.
67 *Ibidem*.
68 Raymond Aron, « La Grande-Bretagne devant l'unité de l'Europe », *Le Figaro,* 26 décembre 1951.

cinquante ans ne rentrera en vigueur qu'après la ratification des parlements nationaux des signataires.

Par un curieux paradoxe, les plus méfiants ont choisi la méthode qui exige le plus de confiance. Aron veut d'abord croire au pari : « Pari sur l'avenir, à coup sûr, mais quelles que soient les réserves et les doutes, dans la situation actuelle, je ne crois pas qu'on puisse encore refuser ce pari[69] ». Pour réussir, ce pari doit remplir une condition importante : le parrainage allié : « La Communauté européenne n'est et ne peut être qu'un fragment de l'Alliance atlantique. La France ne peut être seule responsable du ralliement, de la fidélité, de la sagesse de l'Allemagne[70] ». Les Américains doivent pour l'Europe, mais aussi pour eux-mêmes, ne pas commettre l'erreur de se retirer du continent.

La CED semble résulter d'une analyse pertinente de la situation militaire et stratégique européenne : elle englobe l'héritage du passé (l'Allemagne ennemie), l'enjeu présent (la sécurité européenne face à la menace soviétique) et les perspectives à court terme (réconcilier l'Allemagne et l'Europe). Si Aron est en accord avec le principe d'une communauté de défense entre pays européens, il est plus réticent sur les modalités et certains objectifs contradictoires. Que faire par exemple de la problématique de l'Union française? Il propose[71] une organisation suffisamment souple pour laisser aux pays européens la liberté d'action militaire, financière et politique dans le monde en dehors de l'Europe. De même, il n'oublie pas de pointer une contradiction essentielle de ce projet : veut-on construire une armée européenne avec l'Allemagne ou veut-on plutôt emprisonner l'Allemagne dans un système où elle ne pourrait plus représenter un danger? Une armée européenne ne saurait se justifier par la défiance et par le souci exclusif des précautions. Elle se justifie, au contraire, dans la mesure où l'on croit à la nécessité et à la possibilité de surmonter le passé et d'élaborer une Europe nouvelle :

> Le fonctionnement d'une CED suppose un minimum d'entente morale entre les peuples. Si une certaine fraternité d'armes, si un sentiment de communauté

69 Raymond Aron, « L'armée européenne », *Le Figaro,* 17 septembre 1951.
70 Raymond Aron, « A propos de la CED », *Le Figaro,* 26 avril 1952.
71 Voir à ce sujet : Raymond Aron, « La possible révision », *Le Figaro,* 24 novembre 1952.

> n'existent pas, que signifiera la Constitution rédigée par les plus ingénieux des experts ?[72]

Aron insiste : les gouvernements doivent penser, agir et composer avec les peuples. Rien de solide, d'authentique et de durable ne se fera autrement. Il faut faire vivre la CED non pas comme garantie contre l'Allemagne, mais comme moyen de sceller une nouvelle amitié durable.

Dans la conclusion du livre *La querelle de la CED*[73], Aron formule des objections politiques, diplomatiques et stratégiques à la CED.

En premier lieu, il juge insatisfaisante la rédaction même du traité par les partisans d'une fédération des armées européennes. Ces derniers semblent appréhender de la même manière l'armée que le charbon et l'acier. Puis, il met l'accent sur l'erreur commise par les Américains, d'abord hostiles au plan Pleven pour ensuite en être les (trop) fervents partisans, « passant des abjurations solennelles aux pressions plus ou moins amicales[74] ». Aucune nation n'accepte de subir la volonté d'une autre et les interventions du secrétaire d'État américain Forster Dulles paralysèrent l'effort des européens. Enfin, Aron souligne qu'il n'était pas nécessaire d'affirmer qu'il n'y avait aucune solution de rechange. Il aurait fallu plutôt formuler toutes les autres possibilités. La CED aurait sûrement remporté les suffrages en comparaison à toutes les autres. Il rappelle dans ses *Mémoires* que :

> *Le Figaro*, à l'instigation de Pierre Brisson, lui-même, prit la tête de la croisade pour l'unité européenne, la CED, les idées de Jean Monnet. Personnellement j'entretins avec ce dernier d'excellentes relations, mais je ne lui dissimulais pas mes objections contre la CED [...] qui serait probablement inefficace et qui, dans l'immédiat, divisait la majorité atlantique.[75]

72 Raymond Aron, « Après la signature », *Le Figaro*, 30 mai 1952. Voir aussi à ce sujet : Raymond Aron, « Le dialogue franco-allemand », *Le Figaro*, 6 février 1952.

73 *La querelle de la CED*, recueil d'études sous la direction de Raymond Aron et de Daniel Lerner, op. cit.

74 Crane Brinton, *Visite aux européens,* suivi d'un dialogue entre Aron et l'auteur, p.152, Paris, Calmann-Lévy, 1955, 213 p.

75 Raymond Aron, *Mémoires*, op. cit., p. 275.

Le 30 août 1954, tandis que quatre pays sur six ont ratifié le texte et que l'Italie attend le vote de la France, l'Assemblée nationale française vote une question préalable contre la CED (319 voix contre 264). Par cet imbroglio de procédure, la France rejette le projet et la CED ne verra jamais le jour.

L'échec de la CED après le *crime* du 30 août est un terrible coup d'arrêt à la construction européenne. Pourquoi la CED a-t-elle été si sujette à polémique ? Les fédéralistes, ou tout au moins les tenants de la supranationalité, ont fait de ce projet leur cheval de bataille. Le débat sur une armée européenne s'est transformé en une confrontation entre fédéralistes et partisans d'une Europe des Nations.

La supranationalité, en tant qu'objectif, est un débat houleux même entre européens convaincus. Aron y est clairement opposé. D'une part, elle exclut d'office la Grande-Bretagne. D'autre part c'est, pour l'instant, un projet trop grandiose et irréalisable. À trop vouloir, les partisans de la construction européenne ont essuyé un revers sur la question d'une armée commune et, pire, ont mis à mal la question même de la construction européenne. Selon lui, il ne faut pas s'arrêter sur cet échec : « Il s'agit d'entretenir l'idée moins par des projets grandioses et irréalisables, que par un travail humble et effectif. [76] » La construction de l'Europe doit se faire progressivement, toute précipitation pourrait provoquer son effondrement.

« La fin de la CED ne doit pas être la fin de l'Europe » : le titre de l'éditorial d'Aron au lendemain du 30 août exprime clairement son objectif. Il faut se concentrer sur les buts principaux à atteindre : « réconciliation franco-allemande, contribution allemande à la défense de l'Europe, coopération étroite entre les Six[77]». Le combat pour la réconciliation de l'Europe se poursuit. L'Europe est un enjeu, mais aussi un espoir : la sécurité du monde occidental dépend de son évolution. Une Europe hésitante devient une Europe moins séduisante et la tentation de l'Est est toujours présente pour certains Allemands[78]. N'oublions pas, souligne Aron, que l'Allemagne ne peut pas être neutre,

76 Raymond Aron, « La relance européenne », *Le Figaro*, 3 juin 1955.

77 Raymond Aron, « La fin de la CED ne doit pas être la fin de l'Europe », *Le Figaro*, 3 septembre 1954. Voir aussi : Raymond Aron, « En quête d'une solution de rechange », *Le Figaro*, 20 septembre 1954.

78 Voir Raymond Aron, « L'Europe en péril : les responsabilités de la France », *Le Figaro*, 3 février 1955.

elle sera à l'Ouest ou à l'Est. Le neutralisme est illusoire, il fait le jeu de Moscou et met l'Europe en péril. La France doit prendre ses responsabilités en évitant le basculement vers l'Est de la RFA. Or, la tentative européenne d'intégrer l'Allemagne par le biais de son armée a échoué. Il faut renverser la situation pour régler le même problème et avec le même objectif : écarter l'Allemagne de la sphère soviétique en la réintégrant dans les relations internationales sur un pied d'égalité. Dans ce sens, le Traité de Bruxelles s'élargit avec l'entrée de la RFA pour devenir l'Union Européenne Occidentale en 1954. En mai 1955, la RFA est intégrée dans le Pacte de l'Atlantique.

Au milieu des années cinquante, une première détente apparaît au sein des relations internationales. Face elle, Aron incite à la prudence. La première raison est connue. Si l'URSS réclame, au nom du dégel, le départ des États-Unis d'Europe, ce n'est pas pour une Europe plus européenne : « Peut-être l'ours soviétique est-il moins affamé en 1955 qu'il ne l'était en 1945 ? On aurait tort, malgré tout d'imaginer que si, l'occasion se présente, il se refuse à avaler un autre morceau de l'Europe[79] ». Un accord d'ensemble avec les États communistes aurait pour inévitable conséquence le relâchement des liens entre Occidentaux. Dans une série d'articles sur le dégel de ces années, Aron insiste sur un constat déjà fait : les Européens ne sont pas encore assez liés, ni assez puissants, pour se permettre de se tourner vers l'Est.

Il y a une seconde raison. En raison de la détente, l'Occident ne semble plus avoir de politique européenne et la baisse apparente de la menace soviétique supprime un *stimulus* à plus d'union. Il est pourtant nécessaire de sortir de la suffisance et de l'immobilisme. L'Europe ne peut pas se permettre de s'arrêter là. Des résultats modestes valent mieux que de nobles ambitions enfouies dans la poussière des documents d'archives. Le projet de l'Euratom (Communauté européenne de l'énergie atomique, plus connue sous le nom d'Euratom) symbolise cette optique :

> Il se justifie surtout par deux arguments : l'utilité de la coopération scientifique avec l'Allemagne, et le renforcement nécessaire des liens entre la République de

79 Raymond Aron, « Du bon usage de la détente », *Le Figaro*, 31 août 1955. A ce sujet voir aussi Raymond Aron, « Détente et unité allemande », *Le Figaro*, 2 août 1955.

> Bonn et les pays voisins. (…) Il représente donc le compromis raisonnable qui évite le « grand débat », sans fermer la voie de l'unité européenne.[80]

L'Euratom peut-il être le nouveau théâtre, la nouvelle chance d'une Europe fédérale ? Aron n'en croit rien : « L'Euratom ne rendra pas aux discours européens, la résonance perdue[81] ».

La bataille de la CED fut la bataille décisive et l'idée et la possibilité d'une organisation fédérale de l'Europe des Six sont mortes le 30 août 1954 : « Le parti européen était le parti favorable à l'Europe des Six et au pouvoir supranational. L'échec de la CED fut la défaite du parti européen : celui-ci ne s'en est pas relevé[82] ». Aron n'a jamais cru que l'Europe était prête au fédéralisme : « Une entreprise aussi révolutionnaire que la création d'un lien fédéral entre des États, depuis des siècles souverains et souvent ennemis, exige une situation exceptionnelle, une disponibilité des peuples, une élasticité des structures[83] ».

Que retenir de ce projet avorté ? Militairement, Aron ne fait pas de différence entre le réarmement allemand dans le cadre de l'OTAN et le réarmement allemand dans le cadre de la CED. En revanche, la CED semble avoir causé du tort à l'idée européenne. « Le discrédit dans lequel est tombé l'idée européenne, l'impression donnée aux Allemands que la France refusait la Communauté européenne après l'avoir proposée encouragent les partisans du dialogue avec Moscou[84] ». L'idée européenne en 1954 était associée à la CED. À vouloir trop compter sur les bénéfices d'une victoire, les partisans de l'Europe fédérale ont oublié de mesurer les conséquences d'une défaite.

Au terme de la conclusion de *La querelle de la CED*, Aron n'oublie pas d'ouvrir une fenêtre vers l'avenir : « Puisque l'État fédéral est, pour l'instant, hors de question,

80 Raymond Aron, « A propos de l'Euratom, technique et politique », *Le Figaro*, 26 juillet 1956.
81 Raymond Aron, *La querelle de la CED*, op. cit., p. 213.
82 *Ibidem,* p. 209.
83 *Ibidem,* p. 212.
84 *Ibidem,* p. 215.

travaillons à maintenir les liens de l'Allemagne et de l'Occident, sans épuiser notre énergie dans une vaine nostalgie[85] ».

Au début des années soixante, la volonté de l'action le pousse à appeler de ses vœux à une Europe de plus en plus indépendante.

Dans *Paix et Guerre entre les nations*, Aron continue de croire en l'avenir de l'Europe et de prôner une construction européenne. Il interroge en ces termes la problématique du devenir des civilisations : « Le devenir de toutes les civilisations se décomposerait entre quatre phases typiques : naissance, développement, rupture (breakdown) et désintégration[86]». Sans discuter de l'intérêt d'un tel découpage, il cherche à comprendre si ce schéma permet de préfigurer l'avenir, de le penser pour mieux s'y préparer ou l'infléchir. Il reprend, pour la discuter, la chronologie de Toynbee : la Première Guerre Mondiale est l'homologue de la guerre du Péloponnèse, en d'autres termes, le centre de la civilisation, par une lutte intestine à mort, provoque son effondrement.

En 1960, qu'en est-il ? L'Europe, après sa prétendue désintégration, doit-elle se résigner à vivre sous la *pax americana* ou la *pax sovietica ?* Ou au contraire, cette question n'a plus lieu d'être et, le concept de civilisation appartenant au passé, doit-on désormais parler d'histoire universelle ?

Face à cette problématique, quelle doit être l'attitude des pays européens ? Ces derniers sont dans une situation singulière. Par leur statut, « trop petits pour ce qu'ils ont de grand, trop grands pour ce qu'ils ont de petit[87] », ils oscillent entre nostalgie d'une grandeur passée et volonté de construire ensemble. Autrement dit, afficher la volonté de construire ensemble c'est admettre aux yeux du monde qu'ils sont trop petits pour devenir « Grand » tout seul. Est-ce un renoncement impossible ou une lucidité courageuse ? Pour Aron, cette lucidité sur la nouvelle donne internationale est indispensable, il l'a déjà maintes et maintes fois martelée durant les années cinquante.

85 *Ibidem,* p. 216.
86 Raymond Aron, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1962,, p. 320.
87 *Ibidem,* p. 398.

Réalisme intransigeant de l'analyste des relations internationales, frilosité, atlantisme immodéré ? Comment accepter que l'enjeu de la construction européenne soit le développement de la communauté atlantique ? Aron répond à ces questions, quelques lignes plus tard en nuançant son propos :

> La seule issue […] me paraît la constitution d'une force européenne, qui, sans dépendre institutionnellement de l'appareil américain, n'agirait qu'en coordination avec lui. Ainsi l'Europe reprendrait conscience de ses responsabilités sans que la garantie américaine fût affaiblie pour autant. Le resserrement des liens entre Européens atténuerait l'inégalité entre un Grand et des Petits. L'alliance ne passerait plus pour une modalité de protectorat américain mais pour une entreprise commune.[88]

Si le Pacte atlantique et le Marché commun sont les deux piliers de la politique française, l'objectif est bien de substituer des relations d'égalité entre alliés aux relations protecteur-protégés établies depuis quinze ans entre les États-Unis et les pays européens. Il veut privilégier la volonté d'une Europe de plus en plus indépendante à terme, tout en conservant dans un premier temps l'aide américaine. Cela ne lui semble pas contradictoire, au contraire :

> Les États occidentaux ont le choix entre deux voies : l'une qui mène à la multiplication de petites forces nationales, l'autre à la constitution de deux forces, l'une européenne, l'autre américaine, étroitement liées. Je n'hésite pas à préférer le dernier terme de l'alternative.[89]

Cette force européenne de dissuasion englobant les Six et la Grande-Bretagne permettrait la constitution d'un nouveau Grand : l'Europe occidentale. Ainsi : « […] l'Union soviétique ne pourrait commettre d'agression, même mineure, à l'égard soit des États-Unis soit de l'Europe sans craindre la réaction de l'autre Grand occidental[90] ». Ce « nouveau grand » ne peut se comprendre sans la Grande-Bretagne. Or, la position de

88 *Ibidem*, p. 681.
89 Raymond Aron, «Vers une force de frappe européenne », *Le Figaro*, 8 juin 1962.
90 Raymond Aron, Paix et guerre entre les nations, op. cit., p. 690.

cette dernière est délicate : rester un allié privilégié des États-Unis ou adhérer au Marché commun et coopérer avec les partenaires de la Communauté européenne ?

Que signifierait l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun : les retrouvailles de l'île et du continent européen ou la soumission encore plus flagrante de l'Europe à l'atlantisme ? Pour Aron, la Grande-Bretagne a besoin de l'Europe au moins comme bouclier : « Quand la Russie domine la moitié de l'Europe, l'unité de l'autre moitié est, en profondeur, indispensable, à la sécurité des îles britanniques[91] ».

Dans une conférence donnée en 1967 et intitulée : « L'idée européenne : du discours de Zurich au marché commun », Aron souligne qu'« Il faut du temps pour discerner le coût d'une victoire trop chèrement payée, pour s'avouer à soi-même que l'on est vaincu par sa victoire[92] ». Rester en dehors du club homogène que viennent de créer les Six sous prétexte ne pas sortir du Commonwealth, n'est-ce pas préférer l'illusion à la réalité, l'ombre d'un Empire à la réalité européenne ? Dans les années cinquante, les Anglais semblent résolus à ignorer voire à contrer l'Europe en marche et sa construction. De 1957 à 1958, le scepticisme à l'égard du marché européen fait place aux inquiétudes britanniques : l'union européenne signifie discrimination commerciale. Face à la crainte de l'exclusion, la Grande-Bretagne se tournera malgré elle vers le marché européen, pour se contraindre à une mutation : mourir en tant qu'impériale et renaître en tant qu'européenne.

La participation de la Grande-Bretagne serait en outre la garantie du loyalisme atlantique de la Communauté européenne. A fortiori, une Communauté européenne à laquelle appartiendrait la Grande-Bretagne serait une véritable alliée des États-Unis, capable d'action autonome mais résolue à maintenir la solidarité atlantique. Aron cherche à convaincre : « Ne soyez pas en retard d'un demi-siècle, et acceptez que le Vieux

91 Raymond Aron, « La Grande-Bretagne peut-elle accepter le Marché commun ? », *Le Figaro*, 5 novembre 1959.

92 Raymond Aron, *L'idée européenne : du discours de Zurich au marché commun,* conférence au Winston Churchill Memorial Lecture, Lausanne, 8 décembre 1967.

Continent cherche son avenir au-delà des nationalismes[93] », mais attend une adhésion franche et volontaire.

En ce début des années soixante, c'est loin d'être le cas. La Grande-Bretagne est moins poussée par la volonté de devenir membre de la Communauté que par le désappointement devant son succès et l'espoir d'en modifier le fonctionnement conformément à ses intérêts. Dès lors, le risque de voir l'élargissement du Marché commun provoquer sa désagrégation est réel. Aron approuve donc le premier refus de De Gaulle à l'entrée de la Grande-Bretagne. Néanmoins, il conserve la conviction, qu'à terme, dans un tel contexte mondial, la Grande-Bretagne est nécessaire à l'Europe :

> Et si la Grande-Bretagne décidait finalement d'être sans réserve européenne, peut-être nous aiderait-elle, nous Français, à compléter notre adaptation au monde : pour la France comme pour la Grande-Bretagne, les forces nationales de dissuasion sont des mirages. Il n'en irait pas nécessairement de même pour une Europe politiquement unifiée.[94]

Avec la participation de la Grande-Bretagne,

> […] apparaît la possibilité, voire la probabilité d'une « force européenne de dissuasion », qui incitera à l'unité politique et qui en sera l'expression – force qui sera coordonnée avec la force américaine. Une telle formule – une grande force américaine, une force européenne de moindre puissance – ne créé guère de dangers supplémentaires et elle comporte des avantages évidents, du fait qu'elle réduit la disparité entre le Grand d'Outre Atlantique et les Petits du Vieux Continent.[95]

Ces quelques lignes, où il appelle de ses vœux l'Europe à devenir un « Grand », mettent à mal la critique d'un Aron apôtre d'un atlantisme à outrance.

La construction économique et institutionnelle ne suffit pas. Chacun d'entre nous a besoin de ressentir (sentiment) et de se sentir un maillon d'un projet commun (identité).

93 Raymond Aron, « Lettre à un ami anglais », *Le Figaro*, 7 avril 1960.
94 Raymond Aron, « L'injustice de l'histoire », *Le Figaro*, 22-23 décembre 1962.
95 Raymond Aron, *Paix et guerre entre les nations*, op. cit., p. 615.

L'idée européenne, face à la crise et au sentiment de décadence, possède-t-elle une vitalité historique ?

L'idée européenne possède-elle une vitalité historique ?

Avec la CECA et le projet de la CED, les gouvernants ont posé les premières bases de la construction européenne. Est-ce suffisant ? Est-ce que l'opinion suit avec enthousiasme? Dans un article de 1952, Aron écrit que l'Europe doit être aussi et surtout l'Europe des hommes :

> Ce n'est pas en fusionnant les souverainetés au bénéfice de technocrates, en prétendant ignorer la réalité séculaire des nations que l'on construira l'Europe […] Les institutions aideront à faire naître les sentiments communs, elles ne sauraient les remplacer.[96]

La construction peut précéder le sentiment, mais celui-ci doit prendre le pas pour une Europe de citoyens conscients d'un avenir commun. Il faut associer les différents peuples nationaux pour une conscientisation progressive de l'Europe. Aron va plus loin en proposant « qu'on fasse élire au suffrage universel au même jour dans les six pays des députés à l'Assemblée européenne[97]». Il sera entendu, 27 ans plus tard !

Il pointe le danger à long terme d'une Europe irréelle où la population ne se retrouverait pas. Le fossé entre une population toujours inscrite dans son identité nationale et une Europe technocrate se creuserait un peu plus au fil de la construction. La méthode proposée englobe la construction, la conscientisation progressive et la participation des peuples :

> Les fédérations, dans l'histoire, ont été forgées par la contrainte du vainqueur ou bien elles sont nées du consentement des peuples. Que l'on mette ce consentement à l'épreuve. Les constitutions n'ont jamais suffi à créer les sentiments.[98]

96 Raymond Aron, « La possible révision », *Le Figaro,* 24 novembre 1952.
97 *Ibidem*.
98 Raymond Aron, « Ce que peut être la Fédération des Six », *Le Figaro,* 4 décembre 1952.

Outre la construction économique et politique, l'unité interne de l'Europe est essentielle pour devenir un partenaire à la hauteur de la puissance américaine. Le passé ne doit pas être un obstacle à la construction d'un avenir commun : « Il faut convaincre les peuples d'Europe que l'on ne peut pas vivre de son passé, que tout ne nous est pas dû simplement parce qu'on a eu des malheurs. […] L'avenir est toujours difficile à conquérir, surtout lorsqu'on a un grand passé[99]».

Au sein d'un monde bipolaire[100], toute construction est une construction *par rapport à*. L'union entre États est toujours contre un autre : « C'est pour recouvrer une partielle indépendance par rapport aux deux Grands que les États européens tentent de s'unir. Que les conflits des Géants disparaissent par un coup de baguette magique : que resterait-il de « l'intégration européenne » ou du « bloc atlantique [101] ? » L'Europe a besoin d'un adversaire pour s'unir et construire ensemble. Cette construction *contre autrui* contient par essence sa plus grande faiblesse et son plus grand danger. Si le danger semble s'éloigner, la construction sera mise à mal et marquera des coups d'arrêts. D'autre part, construire contre autrui ne permet pas de développer un sentiment d'appartenance en soi et pour soi. La construction européenne contient en elle les germes de ses propres difficultés.

L'Europe a semble-t-il raté son rendez-vous avec l'Histoire. Un sentiment et une idée européens auraient pu éclore (début des années 30 ou les années 44-45-46), mais l'Europe n'a pas su tirer profit de cet élan pour se construire pour elle-même. Quand l'Europe se construit (CECA, Marché commun) suite à des nécessités économiques, la volonté et l'idée européennes semblent avoir désertées.

Le Marché commun est à la fois une réussite et un échec. Si la zone de commerce libre est un succès, l'harmonisation des législations souffre de lenteur. Le Traité de Rome aurait entraîné la constitution progressive d'une sorte de gouvernement économique du

99 Raymond Aron, *Le plan Schuman*, conférence du 8 mai 1952 au centre d'études industrielles, Genève.

100 Raymond Aron : « J'appelle bipolaire une configuration du rapport de forces telle que la plupart des unités politiques se groupent autour de deux d'entre eux dont les forces surclassent celle des autres. […] Chaque coalition a pour objectif suprême d'interdire à l'autre d'acquérir des moyens supérieurs aux siens. », *Paix et guerre entre les nations*, op. cit., p. 144.

101 Raymond Aron, *Paix et guerre entre les nations*, op. cit., p. 740-741.

Marché commun si les gouvernements des Six en avaient eu la volonté. Le risque, dorénavant, est que la CEE devienne uniquement « une combinaison de liberté commerciale à la base et de bureaucratie anonyme au sommet[102]». L'Europe a besoin d'une *relance*[103] car elle n'a réglé aucune des questions majeures posées par la décennie précédente : relations avec les deux Grands, Europe économique et Europe politique, etc. Les années soixante en ont exacerbé l'importance avec l'apport de nouvelles problématiques : l'Europe de de Gaulle, la candidature britannique et les velléités allemandes.

Avec l'existence du rideau de fer, comment penser la politique, européenne ou atlantique? : « […] L'important c'est le rapport entre les deux parties de l'Europe ou, si l'on préfère l'Europe de l'Atlantique à l'Oural. Cette Europe, définie par la géographie, est-elle un thème de discours, ou un objectif d'action[104]». Sur l'évolution des rapports Est-Ouest, Aron porte un regard prudent : le bloc oriental commence à être moins monolithique même s'il est clair qu'il se ressouderait en cas de crise. Cependant, il est désormais évident que l'URSS a perdu l'initiative et toute liberté de manœuvre en Europe et qu'elle aura bien du mal à régler la question allemande à son avantage :

> Au bout d'une génération, l'Europe de l'Est n'est ni convertie au communisme ni résignée à la domination russe. C'est pourquoi tant que l'Union soviétique n'aura pas radicalement changé sa politique européenne, M. Krouchtchev n'a guère de liberté de manœuvre : lui non plus n'offrira pas l'unité allemande à des conditions que Bonn puisse accepter.[105]

Face à l'évolution des relations entre l'Europe et les deux Grands, « Il est aussi injuste en 1967 qu'en 1950 de mettre sur le même plan les Américains qui ont favorisé la reconstruction libérale de l'Europe, et les Soviétiques qui ont imposé aux peuples

102 Raymond Aron, « L'idée européenne est-elle en train de mourir ? », *Le Figaro*, 15 novembre 1966.
103 Voir à ce propos Raymond Aron, « Le choix : Réveil de la foi européenne ? », *Le Figaro*, 29 mai 1969, où il s'exprime en ces termes : « Le prochain gouvernement tentera une relance européenne et je m'en réjouis. »
104 Raymond Aron, « L'idée européenne est-elle en train de mourir ? L'échec politique », *Le Figaro*, 17 novembre 1966.
105 Raymond Aron, « Pas de politique de remplacement », *Le Figaro* 23 juin 1964.

d'Europe orientale un régime dont ceux-ci ne voulaient pas[106]». Il serait dangereux d'amalgamer indépendance européenne et anti atlantisme :

> […] si l'idée européenne est en train de mourir, en dépit du Marché commun, c'est parce que l'Europe doit être selon les uns atlantique et que, selon le général de Gaulle, elle ne peut être européenne qu'à la condition de ne pas être atlantique.[107]

Pour dépasser cette apparente impasse, il met en garde de ne pas gâcher une construction par des rêves de grandeur qui ne prendraient pas en compte la réalité du jeu international. En 1966, le vent souffle vers l'Est et il interpelle le lecteur qui rêverait d'une Europe unifiée de l'Atlantique à l'Oural : « Quant à l'unité de l'Europe, de l'Atlantique à l'Oural, qui engloberait régimes libéraux et régimes soviétiques, elle n'aurait rien de commun avec l'Europe des Six[108] ». La volonté d'avancer, chère à Aron, n'implique pas de tout accepter et notamment de croire à une Europe où le problème soviétique se résoudrait de lui-même. Cette volonté s'allie à la prudence et à la modération. Prudence signifie-t-elle frilosité ? Il s'agit plutôt d'un tout autre sentiment comme l'indique Jean-Dominique Giuliani dans une intervention au cours d'un colloque consacré à *Raymond Aron et la liberté politique* : « C'est donc bien au nom d'une exigence européenne supérieure qu'il critiquait parfois notre construction européenne actuelle[109] ».

Au Winston Churchill Memorial Lecture, à Lausanne le 8 décembre 1967, Aron fait le point sur l'aventure européenne lors de sa conférence : *L'idée européenne du discours de Zurich au marché commun.* Dorénavant, semble-t-il, la menace soviétique diminue. L'idée européenne, quant à elle, s'affaiblit. Les Allemands aspirent à la réunification, les Français à la grandeur. Ni les uns ni les autres n'éprouvent ou ne manifestent en actes

106 Raymond Aron, « Le verbe gaulliste et la réalité », *Le Figaro*, 4 novembre 1966.
107 *Ibidem*.
108 Raymond Aron, « L'idée européenne est-elle en train de mourir ? », *Le Figaro*, 19 novembre 1966.
109 Jean-Dominique Giuliani, « Avant-propos », p. 10, *Raymond Aron et la liberté politique*, Actes du colloque international organisé par la Fondation Joseph Karolyi et l'université de Sciences économiques et d'Administration publique de Budapest, 6 et 7 octobre 2000, Paris, Editions de Fallois, 2002, 270 p.

une ferveur européenne. Aron a l'impression que, lassés de vaines ambitions, les Européens veulent la paix avant tout et se déchargent sur d'autres des responsabilités de l'ordre mondial. Or, l'Europe doit tenir compte des soubresauts des relations internationales. Hier, les pays de l'Est appartenaient à un monde hostile et les Occidentaux les abandonnaient à leur malheur. Aujourd'hui, ils deviennent trop proches pour qu'on les ignore, pas assez pour qu'on puisse les inclure en une seule et même Europe. Face au vieux rêve d'unité du continent, Aron met en garde : « Le rideau de fer n'existe plus assez pour que l'Europe se sente menacée, donc contrainte de s'unir. Il subsiste encore trop pour que l'unité de l'Europe de l'Atlantique à l'Oural soit autre chose qu'une vision à long terme ou le souvenir d'un passé historique[110] ». Selon lui, si les Européens ont les moyens d'apporter une contribution originale à la culture mondiale, ils resteront dignes de leur passé. Ils reprendront confiance en eux-mêmes, en leur capacité de demeurer uniques et irremplaçables, s'ils gardent confiance en leur capacité d'action.

Quelques années plus tard, il reviendra sur cette contribution européenne au monde. Pour lui, le foyer intellectuel qui irradie le monde prend son origine sur le Vieux continent. Il remarque, que le marxisme et le freudisme[111], qui pour lui ont le plus profondément transformé notre manière d'agir ou notre manière d'être, sont deux mouvements spécifiquement européens. La science mondiale demeure européenne. Si les prix Nobel sont pour la plupart américains, il entend démontrer que c'est dû, pour une large part, à l'arrivée de savants européens.

Dans son livre *La décadence*, Julien Freund dira la même chose : l'Europe n'est pas encore au bord du gouffre[112] ». Elle conserve sa capacité d'invention et son esprit critique (à condition, selon lui de retrouver sa fierté et d'arrêter de culpabiliser). L'Europe comme civilisation a accompli une œuvre grandiose et est supérieure aux autres : « Elle est la seule civilisation universelle qui ait jamais existé et, comme telle,

110 Raymond Aron, « Mort ou métamorphose de l'idée européenne ? Garder confiance », *Le Figaro*, 12 décembre 1966.

111 Voir à ce sujet, Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 31, « La décadence de l'Occident », Collège de France 1975-1976, cours dactylographiés, 24e cours, 11 mars 1976.

112 Julien Freund, *La décadence*, op. cit., p. 384.

elle n'exprime plus seulement l'âme européenne, mais aussi celle de tous les peuples de la Terre, puisqu'ils ont été définitivement contaminés par elle[113] ».

Dans les lignes suivantes, Freund cherche à le démontrer objectivement et ses explications n'auraient pas été reniées par son ancien directeur de thèse : l'Europe a inventé les sciences (dures ou humaines), la rationalisation technique, la démocratie, un système économique axé sur l'abondance. Surtout, c'est elle qui est allée à la découverte des autres par ses découvertes d'autres continents. En revanche, il évoque des signes de décadence avec la décolonisation (ce que ne reconnaît pas Aron) et le déclin technique (à la différence d'Aron là aussi). Surtout, nous le constatons régulièrement, Freund va beaucoup plus loin qu'Aron dans l'européocentrisme, dans le fond mais aussi la forme : « Quel Africain par exemple, ayant goûté aux faveurs de la civilisation européenne aimerait revenir à l'inconfort de la vie de ses ancêtres?[114] »

L'identité européenne est à un tournant parce qu'il faut faire un choix : peut-elle reposer uniquement sur une union économique ou l'Europe doit-elle enfin réaliser l'unité politique ? Aron penche pour la deuxième solution. Permettre aux peuples européens de continuer à se sentir solidaires dans une communauté de destins, tel est l'enjeu essentiel de la construction européenne, même si celle-ci demeure strictement économique. Aron espère que « […] les peuples gardent peut-être le sentiment d'une communauté de destin assez fort pour résister aux vicissitudes de la diplomatie[115] ».

Les Européens sont nostalgiques de leur grandeur passée. Dans son cours au Collège de France, Aron le martèle, l'abaissement matériel est « un moment de l'histoire que tout homme de bon sens doit accepter[116] ». Il faut repenser l'idée européenne et l'inscrire

113 *Ibidem*, p. 382.
114 *Ibidem*.
115 Raymond Aron, « Mort ou métamorphose de l'idée européenne? Garder confiance », *Le Figaro*, 12 décembre 1966.
116 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 31, « La décadence de l'Occident », Collège de France 1975-1976, cours dactylographiés, 20e cours, 26 février 1976.

dans un autre cadre que l'Europe des industriels.

La plupart des Européens songent moins à l'Europe comme l'héritage commun des peuples du Vieux Continent, qu'à l'Europe comme entité par opposition à l'égard de la prééminence américaine, c'est-à-dire une identité qui se construit et se vit *contre* et non *pour.*

Au moment de conclure cette deuxième partie, que retenir ?

Après une première partie consacrée à la définition des concepts ou notions (culture, civilisation, décadence, civilisation occidentale et civilisation européenne), nous avons voulu dans cette partie *dérouler* littéralement notre problématique du déclin à l'abaissement, de la crise au conflit, du conflit à la vitalité en passant par la création, l'élan vital et la vertu.

La crise de la civilisation européenne se décline en plusieurs visages : une crise de l'esprit, de la puissance, de la politique et de l'identité, et surtout une crise de la démocratie comme signe de crise de la modernité.

Avec de l'ambition et une prise de conscience de la nécessité de l'action, l'identité européenne peut retrouver une vitalité. Or, cette capacité de décision et d'action va s'étioler avec la crise singulière des années soixante-dix. Comment comprendre et appréhender cette césure dans le parcours d'Aron ?

Nous ouvrons la dernière partie de ce travail avec un focus sur le regard civilisationnel qu'Aron porte à l'Europe. Entre réalisme et pessimisme, peut-il y avoir un regard optimiste envers l'Europe comme civilisation ?

Après tout, « La fin des mythes ne doit pas être la fin de l'espérance.[117] »

117 Raymond Aron, « Perspectives », mars 1943, *Lhomme contre les tyrans*, op. cit. p. 343.

Troisième partie

Un regard civilisationnel sur l'Europe

Chapitre VII

Les années soixante-dix : quelle césure dans l'itinéraire d'Aron ?

La civilisation de jouissance se condamne elle-même à la mort lorsqu'elle se désintéresse de l'avenir.
Raymond Aron[1]

Cette thèse ne suit pas la chronologie de la construction européenne ni celle de la biographie intellectuelle d'Aron. La première partie s'est concentrée sur les notions de décadence et de civilisation. La deuxième partie, dans ses chapitres 4 et 5, a mis en valeur les différentes facettes de la crise. Le chapitre 6 a présenté l'ambition, l'action et l'acceptation du conflit indispensables pour la renaissance de la vertu, elle-même chaînon nécessaire entre déclin et vitalité.

1 Raymond Aron, *Plaidoyer pour l'Europe décadente*, op. cit., p. 457.

La troisième partie entend mettre en relief le regard civilisationnel d'Aron sur l'Europe. Pour ce premier chapitre, nous dérogeons à notre plan thématique et nous nous arrêtons sur une période particulière : les années soixante-dix.

Nous reviendrons sur plusieurs notions abordées dans les chapitres précédents : la civilisation, la décadence et la démocratie notamment. Il s'agit de les confronter aux années soixante-dix. Cela nous permettra d'infirmer ou de confirmer, et de la caractériser, l'hypothèse formulée en introduction : la place particulière de cette période dans l'itinéraire d'Aron, s*pectateur engagé* du siècle.

Le contexte européen du début années soixante-dix

Les rencontres entre Nixon et Brejnev marquent le passage de la confrontation américano-soviétique des années 1947-1971, c'est-à-dire un accord implicite contre la guerre avec l'équilibre de la terreur, à un accord explicite contre le risque de guerre. Cet accord permet une coopération économique mais ne doit pas faire oublier une rivalité toujours latente. Face à cette nouvelle donne des relations internationales, l'Europe doit savoir réagir avec intelligence : Faut-il se tourner résolument vers l'Est sans plus aucune méfiance vis-à-vis du monde communiste ? Faut-il se détourner de l'Alliance atlantique ? L'Europe pâtira-t-elle de cette relative pacification ? Raymond Aron présente ainsi les enjeux européens dans une communication de 1973 :

> Peu importent les intentions à court ou à long terme des dirigeants soviétiques d'aujourd'hui ou de demain : c'est aux Européens à décider de leur avenir et à démontrer qu'ils peuvent résister sans se renier, à une paix proclamée qui laisse côte à côte, deux mondes malgré tout fondés sur des principes tout autres.[2]

La maîtrise des armements est le signe le plus visible de la détente entre les superpuissances. Il serait dangereux d'en déduire que les antagonismes idéologiques ont disparu et que la politique de puissance appartient au passé. Doit-on constater que les pragmatismes et l'esprit de conciliation prévalent dorénavant dans la conduite des

2 Raymond Aron, «La nouvelle conjoncture internationale », intervention le 28 juin 1973 au colloque : *L'Europe occidentale dans le monde aujourd'hui*, organisé par le mouvement pour l'indépendance de l'Europe (Hôtel Lutétia, 47 boulevard Raspail, 75007 Paris).

affaires étrangères soviétiques et qu'on assiste chez les deux Grands à un essai commun et concerté de gérer l'héritage de l'après-guerre ? Ou doit-on considérer que l'URSS est toujours une puissance menaçante en consacrant toujours une part énorme de son budget aux dépenses militaires ?

Les Européens ne semblent plus avoir peur d'être abandonnés par les États-Unis. Aron, dans une conférence de 1967 intitulée « L'avenir des relations entre l'Europe et les États-Unis », imagine trois schémas possibles pour les prochaines années[3]. Il envisage le retrait américain d'Europe favorisant l'hégémonie soviétique, le repli soviétique ou enfin le repli commun américain et soviétique d 'Europe, satisfaisant mais inimaginable pour l'instant. Les trois solutions ne correspondent pas à l'évolution générale : le statu quo. La détente apparente ne permet pas de croire à la dissolution des deux blocs dans l'immédiat et l'idée de l'Europe réunifiée ne peut être encore qu'une hypothèse lointaine : « […] l'Europe des nations de l'Atlantique à l'Oural, exige, pour que l'équilibre ne soit pas rompu, la dissolution des deux blocs et non pas d'un seul[4]». À ceux qui réclament une Europe moins attachée aux États-Unis, Aron rappelle qu'au vu de l'intervention militaire des États du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie, nul ne peut prétendre croire à la dissociation prochaine du bloc soviétique par la seule grâce des échanges commerciaux. C'est pourquoi il combat le triptyque gaullien *détente-coopération-entente* puisque celui-ci suppose une conversion du régime soviétique.

La justification de l'unité européenne par la présence à l'Est d'un immense empire idéologique a-t-elle perdu de sa portée ou subsiste-t-elle ? La réponse va de soi selon lui : « les raisons pour les Européens de s'unir afin de constituer un centre de force économique, politique et morale face à l'empire soviétique, continuent à s'imposer[5]». L'Europe occidentale doit se souvenir, qu'en dépit de la détente, elle continue d'avoir pour voisin un empire militaire.

3 Voir à ce sujet sa conférence : *L'avenir des relations entre Europe et Etats-Unis,* The Maclean-Hunter International Forum, Montréal, 20 septembre 1967.

4 Raymond Aron, « La nouvelle Europe », *Le Figaro* , 11 août 1970.

5 Raymond Aron, « L'Europe entre les deux grands », *L'Europe des crises* : Robert Triffin, Raymond Aron, Raymond Barre, René Ewalenko, Bruxelles, Bibliothèque de la fondation Paul-Henri Spaak, 1975, 172 p.

Le conflit historique, idéologique et politique, entre les deux blocs, se prolonge : « Qu'elle s'appelle guerre froide ou détente, l'épreuve de volonté historique se prolonge et l'enjeu n'en sera pas moins vital demain qu'hier[6] ». Ce conflit persiste et, sous une forme ou sous une autre, en dépit ou à cause de la détente, il continuera tant que les frontières seront fermées et tant que la coexistence idéologique sera condamnée par le dogme soviétique. Aron souhaite pourtant que la partie occidentale du continent européen ne soit pas uniquement l'enjeu d'un conflit de puissance et d'idées. Le sort de l'Europe est entre ses mains : « Les Européens de l'Ouest, même après le retrait des troupes américaines, ne sont pas condamnés à ce destin de neutralisation passive [...] leur sort dépend d'eux, de leur volonté, de leur entente[7]».

L'entreprise européenne se poursuit avec le passage de l'Europe des Six à l'Europe des Neuf, le 1er janvier 1973. Si Aron a désiré l'entrée de la Grande-Bretagne, en est-il satisfait ? Si celle-ci ne devient européenne que forcée, si elle veut devenir européenne pour mieux transformer les institutions de Bruxelles à son avantage, elle représente un danger. Néanmoins, Aron, comme les autres pays européens, fait le pari sur la Grande-Bretagne[8].

Civilisation, société industrielle et modernité en crise

Associer les trois termes, c'est indiquer que la civilisation occidentale se définit par les caractéristiques de la société industrielle[9] et de la modernité qui rassemblent plusieurs éléments : le développement de la science et de la technique, la foi dans le progrès, le développement de la démocratie, la croissance économique, la généralisation de la consommation de masse.

Nous interrogeons la place des années soixante-dix chez Aron avec deux remarques préliminaires.

En premier lieu, la crise de l'énergie, la problématique des taux de change, les crises pétrolières, la montée des risques liés à l'environnement (et d'autres indicateurs, nous le

6 Raymond Aron, « Vers un nouvel ordre européen », *Le Figaro*, 6 octobre 1971.
7 *Ibidem*.
8 Voir à ce sujet Raymond Aron, « Le pari sur l'Angleterre », *Le Figaro*, 12 novembre 1971.
9 Voir à ce sujet le chapitre 2.

verrons par la suite) sont autant de signes d'une crise globale. La crise des années soixante-dix dépasse une « simple » crise économique.

En second lieu, pour diagnostiquer la crise comme maladie ou destin de la civilisation, il n'est pas nécessaire d'attendre les années soixante-dix ou même la Seconde Guerre Mondiale, comme nous l'avons souligné dans les chapitres 3 et 4. Aron écrit à ce sujet dans *La sociologie allemande contemporaine*, publiée en 1936 : « Sociologie allemande et sociologie française (...) sont également des efforts pour résoudre le problème social, pour mettre fin à la crise dont souffre la société occidentale.[10] ».

Près de quarante ans plus tard après ce diagnostic, quels sont les nouveaux indicateurs ? Peut-on parler d'âge d'or de la crise ? Est-ce le bon terme ? Comment Aron analyse-t-il ces changements en général et pour l'Europe en particulier ? Garde-t-il un optimisme raisonné et raisonnable ou est-il enclin au pessimisme ? Est-il le seul parmi ses contemporains ? Pour le dire autrement, de quelle façon les années soixante-dix sont-elles une rupture intellectuelle dans son itinéraire et dans son regard sur la civilisation européenne ?

Durant cette décennie, Raymond Aron présente cette civilisation européenne en crise(s). Il ne cesse de regretter le manque d'ambition de l'Europe. L'ambition était rêvée, elle est dorénavant déçue. Dans une interview donnée à l'occasion de la parution de son livre *Plaidoyer pour l'Europe décadente,* il indique : « Peut-être nous souffrons, nous tous les pays d'Europe occidentale, de n'avoir plus l'ambition impériale, ni l'ambition de l'unité européenne, ni l'ambition de transformer le monde[11] ».

Le 8 octobre 1974, en préparation d'une intervention à la fondation Paul-Henri Spaak, il écrit ces lignes à Jean Rey : « En ce qui concerne le sujet, je ne pense pas que je doive traiter des difficultés circonstancielles du Marché commun ; je préfèrerais analyser les perspectives de l'Europe entière dans la période de troubles dans laquelle nous

10 Raymond Aron, *La sociologie allemande contemporaine*, Paris, 1936, PUF, 2e édition de 1950, 170 p., p. 54.

11 Interview de Raymond Aron sur son livre *Plaidoyer pour l'Europe décadente,* Midi première, 10 mars 1977, 7min40s, Disponible sur : http ://www.ina.fr/art-et-culture/litterature/video/I00018150/itw-raymond-aron-sur-son-livre-plaidoyer-pour-l-europe-decadente.fr.html

entrons.[12]» Aron refuse de faire un exposé technique et politique sur la CEE telle qu'elle est, et préfère développer une réflexion plus profonde, civilisationnelle, sur l'Europe et sur la crise de celle-ci.

Au cours de la première de ses trois conférences à la Fondation, il rappelle d'abord pourquoi les États européens se sont unis au sortir de la guerre. Deux raisons principales : s'unir pour reconstruire ensemble et s'unir pour contrer la menace soviétique. Trente ans après, force est de constater le succès de l'entreprise. Or, « nous avons découvert que notre réussite était la source d'une insatisfaction profonde.[13] » Quelles sont-elles ? Aron distingue plusieurs catégories : imperfection de la réussite sociale qui a accompagné la réussite économique (inégalité) ; les sociétés libérales comportent une hiérarchie ; résurgence d'une critique de l'industrialisme (critique de la destruction de l'environnement, urbanisme) et du productivisme.

Dans sa thèse[14], Joël Mouric a relaté comment la conclusion de sa conférence a été légèrement remaniée lors de sa parution dans les *Cahiers Européens*[15]. Au Sénat la conclusion était plus sombre :

> L'Europe a péri de n'avoir pas une politique digne de sa culture. Revenue de ses folies impériales, elle doit garder les moyens politiques de sauvegarder les idées historiques qu'elle incarne jusqu'au jour où s'effacera la ligne, accident de l'Histoire, qui sépare Varsovie et Budapest de Paris et de Rome. Ce jour-là, le jour des retrouvailles européennes, nos enfants et nos petits-enfants le vivront. Il leur incombera de donner à l'Europe unie de la culture une politique digne d'elle.[16]

Spécificité implique rupture et nouvelle donne, est-ce réellement le cas ? Pour Aron, la crise a pris une nouvelle dimension. Son vocabulaire marque une césure comme il l'écrit dans sa conférence « Europe avenir d'un mythe » : « La période de crise à la fois morale,

12 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 82, 8 octobre 1974, Lettre de Raymond Aron à Jean Rey, fondation Paul Henri Spaak.
13 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 82, première épreuve corrigée à la main ; « Crise de l'énergie ou crise de la civilisation », première conférence, 28 avril 1975.
14 Joël Mouric, *Raymond Aron et l'Europe*, op. cit., pp. 628-629.
15 Raymond Aron, « L'Europe, avenir d'un mythe », *Les cahiers européens*, 1975, 3, pp. 8-10
16 Cité par Joël Mouric, p. 629.

économique, politique dans laquelle est entré l'Occident tout entier ne favorise pas les pensées ambitieuses et les entreprises à longue portée[17]. »

Dans le même sens, Paul Ricoeur[18] remarque que la crise actuelle est spécifique par sa globalisation. Elle touche toutes les sphères de la vie publique et notamment la politique. Cette dernière, ou plutôt l'institution politique, doit être légitime et légitimée. Les gouvernés doivent reconnaître aux gouvernants l'aptitude au commandement et la légitimité de le pratiquer. Il y a, au cours de cette période, une crise de légitimité de la vie politique ce qui constitue bien une crise de la société dans son ensemble.

Que se passe-t-il à la fin des années soixante pour que la crise devienne globale ?

Pour Aron, il est remarquable, au sens littéral du terme, qu'au moment où l'Occident est riche et pacifié, où le régime démocratique semble se stabiliser, malgré quelques soubresauts comme les événements de mai 1968, un pessimisme sourd et une mauvaise conscience semblent justement se déployer ?

Cette problématique de malaise du corps social passe aussi par une problématique de générations. La crise de la société moderne, démocratique et industrielle, est avant tout, et là pour la première fois, une crise de la transmission (transmission d'un système de valeurs). Dans une interview de 1969, il s'interroge dans ce sens : « C'est la question que l'on a beaucoup discutée au moment de Mai, c'est ce qu'on appelle de la crise de la civilisation. À savoir, est-ce que nous sommes capables de transmettre à la jeune génération le système de valeurs qui rend possible une société industrielle rationalisée ?[19] »

La crise de l'Europe occidentale est à rapprocher de la crise américaine pour devenir, plus globalement, la crise de la civilisation occidentale. Dans son cours au Collège de France sur *La décadence de l'Occident*, Aron analyse la crise américaine et en dégage

17 Raymond Aron, « L'Europe, avenir d'un mythe », conférence prononcée au Sénat lors de la remise des prix Robert Schuman, Montaigne et Goethe, le 13 mai 1975, texte publié dans Cités, n°24, 2005, pp. 153-168, p. 154.

18 Paul Ricoeur, « La crise, un phénomène spécifiquement moderne ? », op. cit.

19 Interview de Raymond Aron, *Un certain regard, 7 décembre 1969*, Antenne 2, durée : 8,48 minutes, disponible en ligne : http://www.ina.fr/economie-et-societe/vie-sociale/video/I00019259/raymond-aron-sur-la-crise-de-civilisation.fr.html

trois causes principales : le Vietnam, le Watergate et la dépression économique[20]. La crise américaine et la crise européenne sont similaires[21].

À la crise économique et militaire se joint ainsi la crise du régime démocratique en tant que telle. Si nous avons abordé la crise de la démocratie au chapitre 5, prend-t-elle un nouveau tournant durant les années soixante-dix ? Toujours dans son cours au Collège de France, Aron s'interroge sur le devenir de la démocratie : « Ce qui caractérise l'évolution des régimes démocratiques de l'Occident, c'est l'élargissement des fonctions de l'État et l'affaiblissement de toute autorité propre de l'État.[22] » Les pays occidentaux sont mis sous « tension » par les mêmes difficultés ou conflits : fonctions de plus en plus démesurées de l'État, revendications égalitaires des personnes et des groupes, tension entre égalité devant la loi et égalité effective de condition au sein de la compétition.

Le régime démocratique est-il mis en danger par le succès du capitalisme ?

Aron reprend, toujours dans ce 24e cours, l'analyse de Schumpeter. Le capitalisme a pour objectif simplifié l'enrichissement de chacun, il est concurrentiel et égoïste. Pour que le système fonctionne malgré ce tiraillement entre tous les intérêts individuels, il faut des cadres sociaux et moraux antérieurs à la société capitaliste. Il s'agit de règles morales, d'impératifs de volonté générale intériorisés par les citoyens. Or, et c'est l'ironie du système, plus le capitalisme rencontre le succès, plus les cadres moraux s'étiolent (car la recherche du bonheur individuel passe avant la recherche du bonheur commun). Pour Schumpeter, relate Aron, le capitalisme périra à cause de son succès.

Aron relève un second problème général rencontré dans les pays occidentaux : l'affaiblissement des institutions fondées sur le principe d'autorité. Les institutions prises en exemple sont : l'Église, l'Université et l'Armée. Là aussi, c'est un nouvel indicateur. Il évoque l'ébranlement de l'Église et de l'Université comme symptôme de crise de civilisation dans « Crise de l'énergie ou crise de la civilisation[23] ». Dans la

20 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 31, « La décadence de l'Occident », Collège de France 1975-1976, cours dactylographiés, 22e cours, 4 mars 1976.

21 Voir à ce sujet, Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 17, Rapport d'enseignement du collège de France 1975-1976.

22 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 31, « La décadence de l'Occident », Collège de France 1975-1976, cours dactylographiés, 24e cours, 11 mars 1976.

23 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 82, 28 avril 1975, première conférence.

conclusion du 24e cours du Collège de France, il va plus loin et envisage l'éventualité d'un « schéma d'autodestruction des démocraties libérales. ».

Notons ici le parallèle avec Jan Patočka. Le philosophe tchèque note que la plupart des sociologues ou intellectuels s'accordent à reconnaître le caractère « morbide » de la société industrielle. Pour Auguste Comte, cela s'explique par un manque de consensus social que le positivisme ne saurait, à terme, résoudre. Pour Karl Marx, la solution vient au contraire en la disparition du mode de production industrielle issu du régime capitaliste. Patočka cite ensuite[24] pêle-mêle le taux de suicide en augmentation, la progression de la toxicomanie, la révolte de la jeunesse et la disparition de certains tabous sociaux (sans les citer précisément).

Nous pouvons établir également un parallèle avec une réflexion d'Hannah Arendt sur le concept d'autorité et son déclin. Dans sa conférence « Qu'est-ce que l'autorité ?[25] », elle évoque, comme un des indicateurs du « fameux déclin de l'Occident », le déclin de la tradition (sa disparition ou ses difficultés de transmission), de la religion et donc de l'autorité. Pour la philosophe, l'autorité est l'acceptation de la responsabilité elle-même légitimée par une hiérarchie acceptée par tous. Elle ne peut s'accomplir ni par la violence ou la contrainte (distinction avec la tyrannie) ni par la persuasion (elle ne découle pas d'une discussion argument contre argument).

La crise, comme concept, s'épanouit au sein de la démocratie. La démocratie, comme cadre de liberté et d'expression, donne libre cours aux possibles crises. Dans une interview à *Midi Première*, à l'occasion de la publication de *Plaidoyer pour l'Europe décadente,* Aron affirme les deux facettes de la crise : « L'Occident s'est toujours transformé et renouvelé par des crises, mais chaque crise compte des dangers (...) La crise peut être féconde et créatrice, elle peut être aussi destructrice.[26] »

24 Jan Patočka, *Essais hérétiques,* op. cit., le titre exact du chapitre est : « La civilisation technique est-elle une civilisation de déclin et pourquoi ? », pp. 153-188.

25 Hannah Arendt, « Qu'est-ce que l'autorité ? », dans *La crise de la culture*, Paris, Gallimard, 1972 pour la traduction française, Folio Essais pour l'édition utilisée, 380 p., p. 183.

26 Raymond Aron, entretien sur *Midi première* - 10/03/1977 - 07min40s. Disponible sur : http://www.ina.fr/art-et-culture/litterature/video/I00018150/itw-raymond-aron-sur-son-livre-plaidoyer-pour-l-europe-decadente.fr.html

Paul Ricoeur dit la même chose avec des mots différents. Selon lui, la rationalité moderne en devenant une rationalité instrumentale a « épuisé son potentiel de libération [27]». Dès lors, la crise se caractérise comme absence de consensus entre la tradition et la modernité. La société ne fait plus sens. Elle n'est que division et entraîne un reflux vers la sphère privée. La tradition ne semble plus répondre à sa fonction de levier de transmission entre deux générations (ce point est à rapprocher des considérations d'Hannah Arendt, dans son livre *La crise de la culture*), le progrès ne fait plus sens et les peuples démocratiques tendent ni vers la révolution ni vers la réforme comme recherche du compromis.

Paul Ricoeur va plus loin en évoquant un point capital : la crise de l'engagement. La société est composée d'individus. L'individu doit, à son niveau, s'engager pour créer du sens. Cette problématique est plus profonde qu'il n'y paraît. Il s'agit de responsabilité et, somme toute, de la condition humaine. La manifestation la plus importante de la crise générale de la société moderne est selon lui : « le recul général des convictions et de la capacité d'engagement que ce recul entraîne ou, ce qui revient au même, le recul général du sacré, qu'on l'entende comme sacré vertical (religieux au sens le plus large) ou sacré horizontal (politique au sens le plus large).[28] ». La crise, si nul ne sait si elle est définitive, est bel et bien globale.

Edgar Morin, dans l'article « Pour une crisologie » déjà cité au chapitre 4, montre que la notion de crise, employée sans cesse, devient banale alors qu'elle devrait servir d'alarme :

> Il est de plus en plus étrange que la crise, devenant une réalité de plus en plus intuitivement évidente, un terme de plus en plus multiplement employé, demeure un -mot aussi grossier et creux ; qu'au lieu d'éveiller, il contribue à endormir (l'idée de « crise de civilisation » est ainsi devenue complètement

27 Paul Ricoeur, « La crise, un phénomène spécifiquement moderne ? », op. cit., p. 15.
28 *Ibidem.*

> soporifique, alors qu'elle comporte une vérité inquiétante) ; ce terme diagnostic a perdu toute vertu explicative.[29]

La notion de crise de civilisation prend une place spécifique dans les écrits d'Aron au cours de cette période. « La décadence de l'Occident » dans ses *Mémoires* est le titre du chapitre consacré aux années 1970-1977. Quelques années avant la publication des *Mémoires* (1983), *Plaidoyer pour l'Europe décadente* comprenait des chapitres comme : « L'Europe victime d'elle-même », « Crise de civilisation », « crise et création ». Méconnu et mal connu, ce livre mérite une lecture approfondie pour éclairer les réflexions européennes d'Aron

Plaidoyer pour l'Europe décadente[30]

Dans un entretien de 1977[31], Aron indique avoir voulu dans ce livre, répondre à la question suivante : que faut-il penser de la crise politique, intellectuelle et morale que traverse l'Europe occidentale ?

Si la construction européenne et le devenir des institutions sont à peine abordés, Aron reprend, pour les développer, des thèses énoncées dans ses articles pendant les vingt dernières années depuis *L'Opium des intellectuels*. Sur les rapports entre l'idéologie marxiste et l'Europe occidentale, sur le regard des intellectuels français face au marxisme et sur le sentiment de peur ou de défaitisme de l'Occident vis-à-vis du régime soviétique, les deux ouvrages se font écho avec une flagrante continuité.

Quel est le sujet de *Plaidoyer pour l'Europe décadente* ? Il s'agit principalement d'affirmer haut et fort que l'Europe a les moyens de se développer, de construire et d'aller de l'avant. Evitant les excès de l'optimisme ou du pessimisme, Aron cherche à combattre le sentiment diffus de fatalité face au régime soviétique.

---

29 Edgar Morin, « Pour une crisologie », dans *Communications*, numéro dédié à : "La notion de crise", sous la direction de André Béjin et Edgar Morin, n°25, 1976. pp. 149-163. http://www.persee.fr/doc/comm_0588-8018_1976_num_25_1_1388

30 Raymond Aron, *Plaidoyer pour une Europe décadente*, Paris, Robert Laffont, 1977, 511 p.

31 Interview de Raymond Aron, Midi première - 10/03/1977 - 07min40s http ://www.ina.fr/art-et-culture/litterature/video/I00018150/itw-raymond-aron-sur-son-livre-plaidoyer-pour-l-europe-decadente.fr.html

La dénonciation du régime soviétique, jouant sur la peur et l'hypothèse d'un effondrement de l'Europe occidentale, donne un caractère vieilli et dépassé à l'ouvrage trente après. Néanmoins, ce livre conserve son caractère actuel car il pose la problématique en termes de « crise de civilisation[32]»

L'Europe vacille entre crise et création : « Plus que du million de soldats soviétiques, en Europe de l'Est (…), les Européens, dans le court terme, risquent d'être victime d'eux-mêmes.[33] », ou encore « (…) l'Occident, ouvert à tous les vents, qui progresse de crise en crise mais risque toujours de se détruire lui-même par passion d'autocritique.[34] ». Voici encore un nouvel indicateur des années soixante-dix : la tendance à l'autocritique extrême. Les années soixante-dix sont nourries par « les années 68 », ce « temps de la contestation »[35] qui a miné, à ses yeux, la civilisation européenne.

Il écrit à propos de certaines revendications étudiantes pendant les événements de Mai 68 : « Ces fantaisies de l'illusion lyrique, sortes de stéréotypes révolutionnaires, inscrits dans l'inconscient collectif (…)[36]. » D'après lui, l'indignation n'assume pas la responsabilité de l'action et il dénonce la facilité et l'inconsistance du discours contestataire. Cette réflexion sur l'intérêt de la révolte (révolte qui est une révolution non achevée) est déjà apparue dans sa thèse de 1938, 30 ans plus tôt. La révolte si elle peut paraître séduisante d'un point de vue esthétique est inutile car elle confond « le désir à la volonté et les revendications à l'action.[37] »

Un an après, en 1939, dans « États démocratiques et états totalitaires », il revient sur le rapport entre révolution et conservatisme. Aron, c'est un fait connu, préfère la réforme à

32 Nous reprenons ici l'expression « crise de civilisation », titre du chapitre de la partie « L'Europe victime d'elle-même ». A ce sujet, Philippe Raynaud écrit dans : « Europe décadente, Europe renaissante, Raymond Aron éducateur », op. cit. : « Il [Plaidoyer pour l'Europe décadente] mérite pourtant d'être relu, car il n'est pas certain que les réflexions d'Aron sur la « crise de la civilisation » des sociétés européennes aient perdu toute valeur : la sous-estimation de ses propres supériorités, l'autocritique obsessionnelle n'ont pas quitté l'Europe nationale (…) »

33 Raymond Aron, *Plaidoyer pour l'Europe décadente*, op.cit., p. 749.

34 *Ibidem*, p. 480.

35 Geneviève Dreyfus, Robert Frank, Marie-Françoise Lévy, Michelle Zancarini (dir.), *Les années 68 : le temps de la contestation*, Bruxelles, Complexe, 2000.

36 Raymond Aron, *Plaidoyer pour l'Europe décadente*, op.cit., p. 421.

37 Raymond Aron, *Introduction à la philosophie de l'Histoire, Essai sur les limites de l'objectivité historique*, Paris, Gallimard, 1938, nouvelle édition revue et annotée par Sylvie Mesure, 1986, 521 p., p. 417.

la révolution. Il refuse de regarder la « révolution » comme un mythe romantique et l'analyse comme elle est : violente, meurtrière, destructrice. Il écrit à ce sujet :

> J'ai peur que l'on ne prête un coefficient de valeur au terme révolutionnaire et un coefficient de mépris au terme conservateur ; historiquement, il s'agit de savoir si l'on veut conserver en transformant, en améliorant. La révolution, en revanche c'est la destruction.[38]

En 1968, une question demeure : la contestation étudiante ne peut-elle produire, par essence, que des « fantaisies » ou est-ce juste une erreur de leur part ? En d'autres termes, la contestation (étudiante ou non) doit-elle être raisonnable et raisonnée pour être légitime ? Si Aron assume le monde, doit-il demander à tout le monde de faire de même ? N'y a-t-il pas de la place pour le rêve totalement rêvé et non le rêve policé par la raison ?

Là encore, nous revenons toujours au couple conviction / responsabilité. Lorsque sa plume ou sa parole touchent un large public (ce qui est le cas avec ses éditoriaux au *Figaro* par exemple), Aron brime ses hypothétiques illusions par souci de responsabilité.

Dans un échange de lettres entre Aron et Freund en novembre 1968, ce dernier annonçait dramatiquement une « fatigue du peuple français[39] » et des émeutes et troubles pendant des années. Aron répond en invoquant plutôt l'opportunisme que le fanatisme :

> Votre interprétation par la fatigue de la société française, au premier abord me surprend : ce qui me frappe davantage, c'est le conformisme des uns, la capitulation des autres. Or, cette promptitude dans l'adaptation au vent de l'histoire, tous les observateurs l'ont constatée en France depuis la révolution Les Français me semblent encore plus opportunistes qu'idéologues ou fanatiques.[40]

38 Raymond Aron, *Machiavel et les tyrannies modernes*, Paris, Editions de Fallois, 1993, 418 p., « Etats démocratiques et états totalitaires », Communication devant la société française de philosophie du 17 juin 1939, p 183.

39 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 206, lettre de Julien Freund à Raymond Aron du 15 novembre 1968.

40 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 206, réponse d'Aron, 18 novembre 1968.

Aron avait déjà réduit Mai 1968 à des soubresauts plutôt qu'à une révolution et à une preuve de décadence avérée. Daniel J. Mahoney revient sur cette analyse en 2011 et indique : « Aron was the most incisive critic of the revolutionary "psychodrama" that overtook France in May 1968 and the mixture of Marxist and left-anarchist sentiment that underlie it.[41] » Dans *La révolution introuvable*, publiée en 1968, Aron parle bien d'un « psychodrame »[42]. Les événements ont été très soudains et le souffle est retombé aussitôt après le discours du Général de Gaulle. Une telle courbe dans l'intensité, une montée violente et une chute toute aussi soudaine et inattendue montrent, qu'au fond, cette crise n'était qu'une suite de revendications sans projet politique. Il parle de ressentiment, de frustration et de défoulement. On est loin de la révolution en tant que telle.

Néanmoins, il évoque face à ce psychodrame, la fin de la civilisation : (titre du chapitre : *Psychodrame ou fin d'une civilisation*) Ce défoulement est-ce « (...) la fin d'une civilisation ?[43] » Nous remarquons une nouvelle fois que contrairement au cliché de l'analyste froid au style aride, Aron ne dédaigne pas les effets de plume , ici en opposant deux extrêmes et présentant une question très binaire (ce qui n'est pas sa manière de raisonner).

Aron rappelle l'argument, évoqué par Spengler entre autres, que l'une des garanties de la survie d'une civilisation est l'unité religieuse. Si le consensus autour d'une religion disparaît, est-ce l'annonce de la fin de la civilisation ? La crise de Mai 1968 est-ce le symptôme d'une société en décrépitude ?

L'argument suivant est pour le moins original, et on comprend qu'il peut paraître méprisant pour les manifestants de 68. Cette crise n'est pas une révolution mais uniquement un moment d'excitation. Il écrit : « (...) le diagnostic le plus raisonnable me paraît celui de l'alternance de phases d'apparente tranquillité où les individus s'enferment

41 Democracy's Immoderate Friends, Interview de Daniel J. Mahoney par Gerald J. Russello, à propos de son livre Daniel J. Mahoney, *The Conservative Foundations of the liberal Order: Defending Democracy against Its Modern Enemies and Immoderate Friends*, Intercollegiate Studies Institute; 2011, 208 p. Disponible en ligne : http://www.kirkcenter.org/index.php/bookman/article/democracy-mahoney-interview/

42 Raymond Aron, *La révolution introuvable*, Paris, Fayard, 1968, reproduit dans Raymond Aron, *Penser la liberté, penser la démocratie*, Paris, Quarto Gallimard, 2005, 1820 pages pour les citations suivantes et la pagination.

43 *Ibidem,* p. 633

chacun dans les soucis de la vie professionnelle, de la vie familiale et des phases d'excitation[44] ».

Cette analyse d'ensemble sur ces événements a traversé les décennies. Nous la retrouvons chez Pierre Manent dans son ouvrage *La raison des nations* publié en 2006. Il évoque à ce sujet un moment tocquevillien de la démocratie et parle « d'explosion de douceur[45] » comme une effervescence du sentiment de la « ressemblance humaine ». Comment comprendre ce terme ? Il nous semble qu'il ne doit pas se traduire comme lâcheté ou mièvrerie (au sens de Pareto) mais bien comme une excitation passagère qui fait appel à des sentiments d'égalité à outrance (où chacun doit « ressembler » à l'autre pour être son égal). Peut-être, mais c'est trop subjectif pour être infirmer ou confirmer, peut-on déceler également une certaine ironie sur l'importance donnée à l'événement (là aussi comme Aron) ? Pour Manent, comme pour Aron, ce n'est pas une révolution, tout au contraire, puisque Mai 68 clôt le siècle de la démocratie comme problématique sociale (1848-1968).

Pourquoi Mai 68 ne pouvait pas pour Aron déboucher sur une révolution ? Pourquoi une telle analyse ? L'idée ici n'est pas de juger de sa pertinence mais d'en rechercher les influences. Le conservatisme démocratique de Tocqueville, la lassitude et les « blessures mortelles » d'une société chez Toynbee (étudiés au chapitre 5) rejoignent l'inquiétude d'Aron sur la signification profonde de Mai 68. Dans *Plaidoyer pour l'Europe décadente*, il reprend l'argument de *La révolution introuvable* : Mai 68 ne doit pas être le symptôme de la crise de civilisation mais simplement un incident intégré et géré par un régime réellement démocratique. C'est pourquoi il s'écrie : « Où est la décadence ? Où est l'avenir ? Dans l'idéocratie soviétique ou dans la contestation généralisée de l'Occident ?[46] »

Déjà en 1973, dans un article du *Figaro*, Aron relève que l'Europe se définit trop « contre », l'Union soviétique ou les États-Unis, et pas assez « pour soi » : « la grande

44 *Ibidem*, p. 635.

45 Pierre Manent, *La Raison des nations, Réflexions sur la démocratie en Europe*, Paris, Gallimard, 2006, 112 p., p. 24.

46 Raymond Aron, *Plaidoyer pour l'Europe décadente*, op. cit., p. 428

politique devrait se définir non par la seule défense contre « l'agression » commerciale des États-Unis, mais par la recherche d'objectifs communs[47]. Rechercher des objectifs communs, c'est construire une défense et un avenir à plusieurs. L'Europe n'en voit pas l'intérêt : « Il [Aron] était confiant dans la victoire ultime de l'Europe libérale, mais s'inquiétait vivement de la faiblesse d'un continent qui considérait toujours davantage ses libertés pour acquises[48]».

Plaidoyer pour l'Europe décadente nous montre dans ce sens qu'Aron est toujours marqué par l'affrontement Etats-Unis – URSS. La citation célèbre, souvent évoquée, pour relever l'inquiétude excessive d'Aron avec l'URSS *à deux étapes du Tour de France* doit se lire sans connaître la fin de l'histoire et dans son contexte national et international :

> En d'autres termes, la liberté de l'Europe occidentale est aujourd'hui menacée par la conjonction d'une Union soviétique militairement puissante, dont les troupes stationnent toujours « à deux étapes du Tour de France », par les progrès électoraux des partis communistes en Italie et en France et enfin par la perte de confiance des Européens en eux-mêmes.[49]

Est-il exagéré de mettre sur le même plan le danger représenté par la proximité de l'armée soviétique et la progression du PCF (alliée de la gauche socialiste au sein du programme commun) ? Aron atténue cette menace, et contredit le parallèle établi, en estimant que la coalition socialiste-communiste, si elle parvient au pouvoir – ce sera effectivement le cas avec l'élection de François Mitterrand en 1981 – échouera sans coup férir.

---

47 Raymond Aron, « La sécurité et le pétrole », Le Figaro, 2-3 juin 1973. A ce sujet voir aussi une interview de Raymond Aron au sein de *L'Express,* « L'Amérique et nous *»,* 16-22 avril 1973 :
L'Express : « Croyez-vous qu'il sortira de ces négociations [négociations militaires] une plus grande indépendance de l'Europe ou, au contraire, que les Etats-Unis conserveront ou même renforceront ce que vous appelez leur zone impériale ? »
Raymond Aron : « C'est plutôt la dernière hypothèse, parce que les Européens ne veulent pas exister.»
L'Express : « C'est un regret que vous formulez là ? »
Raymond Aron: « Oui »

48 Daniel Mahoney, « Aron, le totalitarisme et la fin de l'histoire *»,* pp. 33-35, *Raymond Aron et la démocratie au XXI^e siècle*, Actes du colloque international, Paris 11-12 mars 2005, Paris, Editions de Fallois, 2007, 265 p., p. 35.

49 Raymond Aron, *Plaidoyer pour l'Europe décadente*, op. cit., p. 21 .

Sur ces partis communistes européens, Aron réitère son cri d'alarme : « La grande dépression amena Hitler au pouvoir. L'inflation de 1973, la récession de 1975-1976, le régime monétaire sans référent amèneront-ils le parti communiste au pouvoir à Rome ou à Paris? Précipiteront-ils l'effondrement de la Grande-Bretagne[50]? » La comparaison, là aussi excessive, entre dépression / Hitler et récession / arrivée au pouvoir du parti communiste, est accentuée par le redoublement du verbe « amener ». Quoiqu'il en soit, il poursuit sa réflexion sur les deux régimes cohabitant sur le continent européen :

« Qu'elle est, en revanche, la perspective planétaire des non-marxistes-léninistes? A leurs yeux en Europe, le conflit fondamental oppose les régimes totalitaires et les régimes pluralistes?[51]» La présence ou l'absence du pluralisme politique marque la séparation entre les pays de l'Europe de l'Ouest et l'URSS et ses satellites. Peut-on croire qu'un parti communiste occidental arrivant au pouvoir par le jeu des alliances, ne serait pas déchiré entre l'acceptation des règles du pluralisme et la filiation idéologique au régime soviétique ? D'une part, selon lui, les eurocommunistes (partis communistes de l'Ouest) n'ont pas achevé leur conversion vers le pluralisme. D'autre part, « chacun veut donner à son socialisme la couleur de son drapeau mais aucun n'a explicitement renié le marxisme-léninisme qui, depuis Lénine jusqu'à Brejnev, fonde et justifie l'idéocratie moscoutaire[52]». L'entrée d'un parti communiste (ici français ou italien) au sein d'un gouvernement signifierait-elle alors un «compromis historique» (l'expression est d'Aron) et donc à terme une union des deux Europe ? Aron rejette les espoirs de ceux qui, à travers ce compromis hypothétique, entrevoient le début de l'Europe unie et la fin de l'Europe de Yalta : « Probablement ignorent-ils qu'économiquement l'Europe occidentale fait partie de l'ensemble atlantique et que l'union des deux Europe, à court terme, suppose une mutation radicale du régime de l'une ou de l'autre[53] ». De même, quel serait le sens à donner à l'arrivée de la coalition socialiste-communiste : un progrès,

50 *Ibidem*, p. 352. Ces quelques lignes marquent la fin du chapitre, Aron termine sur une note dramatique en forme de question. C'est le même procédé déjà utilisé dans de nombreux articles.
51 *Ibidem*, p. 360.
52 *Ibidem*, p. 316.
53 *Ibidem*, p. 381.

une régression, un non sens (dans le sens où le socialisme soviétique ne peut s'intégrer dans un régime pluraliste) ? Selon lui :

> Pour l'Europe occidentale, le socialisme signifie et ne peut signifier que la décadence irrémédiable ou le chemin de la servitude ; sous la forme soviétique, il entraînerait l'absorption par le marché mondial soi-disant socialiste ; sous la forme travailliste, il ne représente qu'une étape intermédiaire qui ne peut se prolonger au-delà de quelques années.[54]

La France par sa position géographique, par son rôle historique, porte une lourde responsabilité sur le devenir de la Communauté européenne. Le programme socialiste (il écrit en pensant aux élections législatives de 1978, elles seront finalement gagnées par la majorité en place) exclut « la participation de la France à l'ensemble euro-atlantique[55]». Aron atténue sa charge en indiquant que le parti socialiste trouverait toute sa place dans un gouvernement de centre gauche. Plus largement, il souhaite que la France dépasse « l'actuelle confrontation entre deux blocs et deux modèles de société[56]».

En 1977, il cherche à rassurer et à convaincre, acte de pédagogue par essence. S'il y a crise, elle est à relativiser et surtout le Vieux continent a tout en main pour écarter une peur diffuse pour redonner du sens à l'aventure européenne : « Bien plus, c'est dans l'Europe occidentale, rongée par la contestation, que la productivité progresse le plus vite (…)[57]. » Et Aron de conclure, ou plutôt d'asséner avec force : « Encore une fois, de quoi avoir peur ?[58] »

Plaidoyer pour l'Europe décadente est tout sauf un livre sur une Europe décadente dans les faits. Il s'agissait de marquer les esprits. Il est significatif de noter qu'Aron hésitera entre plusieurs titres, comme il le précise dans l'introduction de son livre, avec notamment deux autres titres envisagés : *Plaidoyer pour la liberté* et *Plaidoyer pour l'Europe libérale*.

54 *Ibidem*, p. 481.
55 *Ibidem*.
56 *Ibidem*, p. 482.
57 *Ibidem*, p. 429
58 *Ibidem*.

Les archives Raymond Aron, en conservant quelques courriers échangés à l'occasion de la sortie du livre, permettent de le replacer dans son contexte.

Richard Nixon note que le livre est de haut niveau : « I forgot to include the fifth book on my list. Add the following "In defense of decadent Europe" by Raymond Aron. An inadequate title for a profoundly perceptive analysis of the strength and weakness of the West by a foreign policy expert of the first rank.[59]» En revanche, pour l'anecdote, la République populaire du Congo ne semble guère goûter aux analyses aroniennes : « Nous reconnaissons à Raymond Aron le droit de plaider pour son grand malade qu'est l'Europe Occidentale, une Europe convulsionnaire et décadente, victime de ses propres contradictions. Cependant, nous lui dénions le droit de mystifier l'opinion en présentant le marxisme comme un catéchisme primaire et le monde socialiste comme un vaste camp de concentration (…).[60] »

Plus généralement, le courrier reçu témoigne de la forte conscience de crise qu'il peut y avoir. J. Roquelle écrit : « Le malaise de l'Europe (c'est-à-dire ce formidable goût de l'autodestruction), on comprend qu'Aron en soit intellectuellement bouleversé (…). [61]» et Jacques Rueff remercie Aron pour son ouvrage comme une « une puissante invitation à la pensée consciente.[62] » La revue *Foreign Affairs* en 1979[63] note qu'Aron encourage l'Europe à prendre conscience de ses forces plutôt qu'à sombrer dans le défaitisme : « Aron concedes Europe's problems and he analyzes their scope and effect acutely. He believes, however, that they are episodic, not symptoms of decline, and he challenges the West to face realities-to dismiss Marxist promises of salvation and acknowledge the superiority and strength of free societies. »

59 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 212, Richard Nixon, 2 octobre 1980 à R. Emmett Tyrrell.

60 *Ibidem*, République populaire du Congo, Département de l'éducation, propagande et information. Note interdiction du 8 août 1977, interdiction de mise en vente et diffusion de plaidoyer, Note du chef de sections des œuvres littéraires.

61 *Ibidem*, 8 avril 1977, lettre manuscrite de J. Roquelle.

62 *Ibidem*, 10 février 1977, Jacques Rueff (Institut de France) à Raymond Aron.

63 Disponible en ligne : http://www.foreignaffairs.com/articles/32963/christoph-m-kimmich/in-defense-of-decadent-europe

La tension entre individu et société : la crise du citoyen ?

Nous avons déjà abordé au cours du chapitre 5 le rapport entre repli sur soi et projet collectif. Nous y revenons à dessein. Les indicateurs de ces années soixante-dix sont-ils distincts ?

L'historien Hartmut Kaelble[64], dans un article publié en 2004 mentionne que « La période des années 1970-1980 (…) est défavorisée parce qu'elle succède à une époque glorieuse ». Toutefois, selon lui, certaines particularités se dégagent de cette période : inflation et chômage ; crise des débats publics : question de pollution de l'environnement, remise en question de la modernité, peur d'une nouvelle Guerre Mondiale ravivée au début des années 80, crise de l'avenir ; crise de confiance des citoyens envers les élites, cette crise se manifeste notamment par la progression de l'individualisation et le déclin du loyalisme envers les autorités (religieuses, civiles, étatiques) ; stagnation de la construction européenne et moment de faiblesse de l'identité européenne.

Aron, dans un entretien avec Joachim Stark[65], avait en 1981 établi ce diagnostic, citant pêle-mêle : crise de légitimité, crise des élites, médiocrité des hommes politiques et affaiblissement de la foi religieuse.

Il met en exergue une nouvelle manifestation de la crise de la civilisation au cours de cette période : la transformation du citoyen devenu consommateur, sans raison de vivre si ce n'est le bien vivre. Il s'agit de redevenir citoyen, pas seulement producteur ou consommateur.

Non seulement, le citoyen devient consommateur mais en plus il en vient à rejeter l'État de façon systématique et peu importe ce qu'il réalise ou va réaliser. Dans son dernier cours au Collège de France en 1978, Aron relève que les jeunes générations voient l'État et le pouvoir comme l'oppresseur.

64 Hartmut Kaelble, « Vers une histoire sociale et culturelle de l'Europe pendant les années de « l'après-prospérité » », *Vingtième Siècle, Revue d'histoire,* 2004, vol. 84, octobre-décembre 2004, pp. 169-179.

65 Raymond Aron, « Sur mon éducation philosophique », entretien avec Joachim Stark, *Commentaire*, n°141, printemps 2013. P. 123. Il s'agit d'un entretien réalisé par Joachim Stark (et publié dans son livre en 1986) les 7 et 14 octobre 1981.

Pour lui, l'homme qui obéit de sa propre volonté aux règles communes est un homme libre, qui donne le meilleur de lui-même pour son épanouissement et pour le bien commun. Or, note-t-il, ce n'est pas la philosophie dominante de nos jours : « (…) je crois qu'aujourd'hui, dans la majorité des sociétés occidentales, la liberté se situe dans la libération des désirs. Non seulement, nous sommes dans une société hédoniste, c'est évident, mais je dirais aussi qu'aujourd'hui, l'ennemi, c'est l'État ou le pouvoir comme ennemi des désirs individuels.[66] » Il remarque qu'évoquer la liberté, c'est désormais affirmer la possibilité de la jouissance personnelle et non proposer aux individus de se conformer à la loi générale.

Évoquer la liberté c'est aussi évoquer le couple (et donc la relation) entre liberté et égalité. Dans une interview du 13 décembre 1974[67], Aron met en relief le grand écart entre égalité réclamée et inégalité de fait : « Aujourd'hui, les mots d'ordre sont l'égalité et il est de fait, que l'inégalité des conditions sociales tournent en dérision le principe de l'égalité dont nous nous réclamons. »

L'étalage des richesses et l'incapacité de tous d'y accéder mettent en valeur un nouvel indicateur de mal être de notre société de consommation : la frustration. Une majorité de la population voit dans les médias et dans les magasins des objets ou choses qu'elle ne pourra jamais s'offrir. La violence de la société moderne peut s'expliquer, en partie, par la traduction en action de cette frustration. Si l'impossibilité d'accéder à tous les désirs n'a pas attendu les années soixante-dix (voir chapitre précédent), le fait nouveau est la médiatisation et la globalisation de la consommation et de l'étalage des richesses. Aron rappelle, avec ironie, que le paysan de l'ancien régime acceptait sa condition laborieuse sans discuter pour deux raisons : d'une part, il n'était pas question de la changer, c'était un fait, d'autre part, il était à mille lieux de pouvoir, ne serait-ce que voir, le faste de la cour. Pas de tentation semble-t-il dire !

66 Raymond Aron, *Liberté et égalité,* dernier cours au collège de France, 4 avril, 1978, 2013, Paris, Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, avant-propos de Pierre Manent, 62 p., p. 55.

67 Raymond Aron, interview à l'Office national de radiodiffusion télévision française, 13 décembre 1974, disponible en ligne : http://www.ina.fr/video/I00019276/raymond-aron-sur-la-violence-dans-nos-societes-industrielles-video.html

Ce rappel ne le conduit naturellement pas à remettre en question les bienfaits, d'une manière générale, d'une civilisation libérale et industrielle. Aron ici, se distingue de la vision « réactionnaire » au sens étymologique du terme. Il ne propose jamais, formellement, une alternative à la conception libérale de la société moderne. Cela peut s'expliquer par plusieurs raisons.

D'une part, Aron rappelle à bien des endroits que le peuple vivant sous le système communiste est à mille lieux de notre niveau de vie. D'autre part, tout en refusant de rêver le monde, tout en refusant la tyrannie de l'égalitarisme, Aron évoque un objectif, un avenir, un progrès à terme : les conditions de réalisation d'une société où la science et la technique assureraient les conditions de vie les plus tolérables au plus grande nombre d'individus.

Dans son dernier cours au Collège de France, Aron parle de « crise morale » par le refoulement du principe de réalité et la libération du principe de plaisir :

> Mais ce qu'on ne sait plus aujourd'hui dans nos démocraties, c'est où se situe la vertu. Or les théories de la démocratie et les théories du libéralisme incluaient toujours quelque chose comme la définition du citoyen vertueux ou de la manière de vivre qui serait conforme à l'idéal de la société libre.[68]

Est-ce que cet idéal de réussite strictement individuelle permet de donner une stabilité à un régime démocratique ? En posant la question, Aron y répond partiellement. Cela ne suffit pas. Pire, il note que la problématique des devoirs du citoyen ne peut même plus être abordée dans les lycées ou universités. Cette inquiétude civique est nouvelle et bien spécifique aux années soixante-dix.

En 1980, Marcel Gauchet relève aussi la nouvelle problématique de ces années et sa spécificité (ou tout au moins pose la question d'une possible spécificité). Au début de l'article « Les droits de l'homme ne sont pas une politique », il s'interroge :

> Il convient de se demander, très précisément, si nous n'assistons pas à une de ces grandes oscillations que connaissent périodiquement les sociétés occidentales depuis l'invention de l'individu. Oscillations liées à la difficulté, si

68 Raymond Aron, *Liberté et égalité,* op. cit., p. 57.

> ce n'est à l'impossibilité qu'elles éprouvent à penser ensemble individu et société, à recomposer une société à partir des individus.[69]

La spécificité et l'intensité de la crise des années soixante-dix sont-elles des signes de décadence ?

Au cœur des années soixante-dix d'après Julien Freund[70], les signes de la décadence européenne sont multiples et de plusieurs types. Notons en premier lieu des manifestations démographiques : natalité en baisse, immigration en hausse et donc affaiblissement de la population autochtone, position de la femme au sein de la société et problématique de la contraception qui façonne une autre civilisation. Les sociétés européennes sont fatiguées d'elles-mêmes et croient trouver un refuge dans le mirage d'une autre société. Elles ne font en fait que l'erreur de renoncer à leur identité. Remarquons le parallèle avec Aron qui exprime la même idée, mais toujours sans excès. Dans sa conférence à l'ENA en 1983 déjà évoquée, il note les symptômes du déclin : dénatalité, ébranlement de la famille et même « (…) la forme extrême d'hédonisme qui a tendance à effacer les valeurs traditionnelles ; parmi lesquelles les valeurs nationales et la volonté de grandeur nationale (…)[71] ».

Influencé par Freund, Pareto, avec les nuances déjà mentionnées, Aron souligne, dans son cours sur la décadence en 1976, le déclin de l'autorité religieuse. Quelles sont les perspectives d'une civilisation engagée dans toujours plus d'industrialisation et engagée dans une sécularisation de la société avec une religion de plus en plus en déclin ? Selon lui, « L'expérience (…) pose un défi : de savoir si une société où l'on n'enseignerait pas à tous et à chacun un certain nombre d'absolues rationnellement injustifiables, pourrait faire sortir d'elles-mêmes le consensus moral, faute duquel, les sociétés n'existent

69 Marcel Gauchet, « Les droits de l'homme ne sont pas une politique », *Le Débat* 1980/3 (n° 3), p. 3-21., p. 7. Disponible en ligne http://www.cairn.info/revue-le-debat-1980-3-page-3.htm

70 Voir à ce sujet, Julien Freund, *La décadence*, op. cit., p. 355 et suivantes.

71 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 94, « Europe : le relatif déclin », 8 juin 1983.

plus.[72] » En 1981, dans son entretien avec Joachim Stark, il soulignera la spécificité de ces dernières années : « Une société sécularisée, sans religion séculière et sans nation, pratiquement sans nation, c'est vraiment une civilisation de familles ou d'individus avec pour ainsi dire rien pour les agglomérer.[73] »

Julien Freund va plus loin et dénonce une confusion des valeurs due à l'idéologie égalitariste. Il relève des signes éthico-religieux de décadence : corruption des mœurs, abandon à la jouissance, luxure, augmentation de la violence, effémination (sic) et lâcheté : « On invoque à cet effet une justice sociale, dénaturée dans son principe, une libéralité qui n'est que gaspillage, une générosité qui n'est qu'incurie, une liberté qui n'est que droit à la fraude et à l'impunité.[74] » À ce sujet, dans *Les désillusions du progrès*, Aron évoque également les conséquences d'une dissolution des croyances communes. Il ne compare pas la générosité à l'incurie mais lie cette dissolution à la délinquance, par un raisonnement lapidaire (de la solitude à la délinquance) qu'on lui connaît rarement : « L'instabilité de la civilisation industrielle risque de provoquer la dissolution des croyances communes et des obligations intériorisées, faute desquelles l'individu risque de glisser de la solitude à la déviance et à la délinquance.[75] ». Pareto avait déjà souligné en des termes proches de ceux de Freund (et éloignés par le fond et la forme de ceux d'Aron) les dérives – ou pires selon lui – de la redistribution sociale. Il dénonçait le « dépouillement » des gens qui s'étaient enrichis par leur activité, leur force et leur intelligence au bénéfice des « (…) faibles, aux ignorants, aux incapables, aux paresseux,

72 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 31, « La décadence de l'Occident », Collège de France 1975-1976, cours dactylographiés, 25e cours, 16 mars 1976.
73 Raymond Aron, « Sur mon éducation philosophique », entretien avec Joachim Stark, *Commentaire*, n°141, op. cit., p. 125.
74 Julien Freund, *La décadence*, op. cit., p. 366.
75 Raymond Aron, *Les désillusions du progrès*, op. cit., p. 1629

aux gens vicieux et même criminels. L'avenir dira si ce système ne prépare pas à la décadence des peuples qui le pratiquent.[76] »

Aron n'est pas le seul à évoquer une crise de civilisation dans ces années. En 1980, Krzysztof Pomian écrit que les années soixante-dix annoncent « l'épuisement des espoirs[77] » c'est à dire une crise de l'avenir. La science n'est plus synonyme de progrès systématique. La prise de conscience de la question écologique met en valeur un nouveau positionnement de la science et des avancées technologiques. Le temps est fini où la science annonçait un avenir automatiquement meilleur que le présent.

Du point de vue idéologique, le communisme n'est plus une perspective crédible. Il n'est plus seulement conservateur mais réactionnaire. A l'opposé, le capitalisme avec la diffusion d'une mythique *main invisible* régule le marché pour le bien de tous. Il a permis une dépendance de plus en plus prononcée de l'individu face au jeu du marché et obligé ce même individu à être « mise sous curatelle de l'État [78] ». La crise économique, spécificité de cette décennie, ne permet pas non plus de prédire le développement d'une société de l'abondance profitant à tous.

Certes, l'auteur rappelle que la fin du XIX[e] siècle a vu naître une telle crise : « À la fin du siècle dernier, on prophétisait déjà la chute imminente de la civilisation européenne[79] ». Mais, à cette époque, les progrès de la science ont permis un nouvel enthousiasme. Pour Krzysztof Pomian, le sentiment de crise se limitait à la sphère littéraire et artistique. Aujourd'hui, il n'en est rien. La crise touche les fondements même de la civilisation moderne. La gravité n'en est que plus importante : « Car notre civilisation dépend de l'avenir comme elle dépend du pétrole : qu'il s'épuise, et elle tombe tel un avion que ses moteurs ne propulsent plus.[80]» À notre connaissance, Aron n'établit pas le parallèle avec la crise générale au début du XX[e] siècle.

76 Vilfredo Pareto, *Les systèmes socialistes*, op cit., p. 109.
77 Krzysztof Pomian, « La crise de l'avenir », *Le Débat* 1980/7 (n° 7), pp. 5-17, p. 5. Disponible en ligne : http://www.cairn.info/revue-le-debat-1980-7-page-5.htm
78 *Ibidem*, p. 6.
79 *Ibidem*, p. 8.
80 *Ibidem*, p. 9.

Robert Frank, dans un article publié en 2004, précise les spécificités de cette crise qui en font sa singularité :

> Le chômage persiste, le sentiment de crise continue, l'horizon reste désespérément bouché et, probablement à cause de son déficit démocratique, l'Europe continue à ne pas combler le déficit d'avenir des Européens. Là réside sans doute la vraie spécificité de la période ouverte en 1973 par rapport aux autres époques de crise. La grande dépression des années 1873-1895 n'a pas supprimé la foi dans le progrès ; la grande crise des années 1930 n'a pas tué les idéologies porteuses d'avenir, au contraire, et sans doute pour le plus grand malheur du monde ; les années 1970 et 1980 apportent plus de sagesse, mais la panne d'avenir qui en résulte entretient sans doute la persistance de la conscience de crise.[81]

Cette conscience de crise se complète, au cours de ces années, d'une nouvelle crise : celle du mythe.

La crise du mythe

Notre propos n'est pas d'interroger une Europe mythifiée, récit fondateur d'une histoire commune comme par exemple l'Europe des cathédrales ou l'Europe des croisades. Il s'agit d'interroger le mythe comme expression d'un idéal, comme passé intouchable ou avenir déjà écrit. Aron, dès sa thèse, met en garde quant à l'utilisation du mythe, quel qu'il soit : « L'historisme se définit essentiellement par la substitution du mythe du devenir au mythe du progrès. Même résignation au destin anonyme, mais au lieu de l'optimisme assuré que l'avenir vaudra mieux que le présent, une sorte de pessimisme ou d'agnosticisme.[82] »

Il se méfie du mythe et l'oppose radicalement au réel. Il a notamment maintes et maintes fois fustigé le mythe de l'idéal communiste écrit-il dans *Les guerres en chaîne* en 1951 :

81 Robert Frank et al., « Les années grises de la fin de siècle », *Vingtième Siècle, Revue d'histoire*, 2004/4 no 84, p. 75-82. Disponible en ligne http ://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2004-4-page-75.htm, p. 82.

82 Raymond Aron, *Introduction à la philosophie de l'Histoire, Essai sur les limites de l'objectivité historique*, op. cit., p. 377.

« On a toujours honte du réel quand on le mesure à l'idéal. Beaucoup d'intellectuels Européens portent le deuil du mythe socialiste.[83] »

Robert Frank[84] remarque le même décalage entre l'idée et sa réalisation. À partir de 1950, la France et l'Allemagne enfin durablement réconciliées permettent à l'Europe de réellement émerger (avec la déclaration Schuman en 1950). C'est justement à partir de cette même période que la conscience européenne décline. L'idée semble plus belle que sa réalisation.

Contre le réel ou plus beau que le réel, ce qui revient à la même chose en fin de compte, le mythe est-il opératoire ? Peut-on élaborer un mythe européen comme une histoire commune ?

En 1975, Aron remarque que l'idée européenne est à la fois « évidente et paradoxale[85] » Qu'entend-il par *paradoxale* ? Il pointe du doigt l'idée raisonnable de réconciliation de pays ennemis et le paradoxe, l'ironie pourrait-on dire, d'une entreprise historique dont l'objectif est de créer une unité à partir d'États nationaux divisés.

Évidente et paradoxale, est-ce que cette idée a donné lieu à une mythologie, à un souffle européen ? Tout au contraire, la faiblesse militaire et la vulnérabilité économique de l'Europe sont-elles les signes de l'épuisement de l'aventure ? Commencée sur les ruines de la Seconde Guerre Mondiale, la construction européenne a-t-elle réussi à redonner du sens à l'Europe ?

Sur le plan des institutions économiques, la réponse est positive. Mais quand surgissent les difficultés, est-ce suffisant? Pour Aron, le souffle est retombé : « […] en tant que mythe, je pense effectivement que l'idée européenne est morte[86]».

La question est de savoir « si une part suffisante de l'idée est passée dans la réalité pour que les hommes d'État et les gouvernants avec le consentement de l'opinion,

83 Raymond Aron, *Les guerres en chaîne*, Paris, Gallimard, 1951, p. 494.

84 Robert Frank, « Une histoire problématique, une histoire du temps présent », *Vingtième siècle,* Année 2001, Volume 71, n°1, pp. 79-90.

85 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 92, Sénat, 13 mai 1975, Conférence pour les lauréats du prix Montaigne : « L'Europe, avenir d'un mythe ». Texte dactylographié corrigé à la main.

86 *Ibidem*.

poursuivent l'entreprise[87]? » Les Européens ont, semble-t-il, perdu leur patriotisme national sans avoir pour autant gagné un patriotisme européen.

Une Europe mythologique est une coquille vide si le sentiment populaire ne l'accompagne pas. Déjà affirmé en 1947 (voir chapitre 4), ce diagnostic est confirmé en 1975. Il indique que de Gaulle n'a jamais cru aux États-Unis d'Europe, et l'histoire semble lui avoir donné raison. L'Europe du Marché commun en est toujours aussi éloignée. Que doit-on en penser ?

Faut-il conclure que le mythe de l'Europe unie est mort ou qu'il agonise ? Meurt-il à cause de sa réalisation, aussi imparfaite soit-elle ? Ou par suite de l'épuisement du rêve et des émotions qui le nourrissaient ?[88]

Ni mythe perdu, ni épuisement du rêve, l'Europe ne s'est pas développée sur des objectifs positifs pour soi. L'Europe ne suscite ni enthousiasme ni hostilité. Un sentiment européen supposerait non simplement une adhésion de raison mais bien une inclination du cœur et un réel processus d'identification.

En 1947, Aron précédait cette analyse avec une réflexion souvent reprise dans divers travaux sur ses réflexions européennes : « Ne nous dissimulons pas, l'idée de l'unité européenne est d'abord une conception d'homme raisonnable, ce n'est pas d'abord un sentiment populaire[89] ». Nous avons déjà présenté cette citation au chapitre 4. Nous la répétons à dessein pour la mettre en parallèle avec ses propos 30 ans plus tard. Il confirme la permanence de cette absence de sentiment : « Personne n'aime encore l'Europe comme on aime son village ou sa patrie.[90] »

N'y a-t-il aucun changement entre 1947 et 1975 ? Si : la morosité s'est installée. Pourquoi un tel sentiment alors que le Marché commun est le témoin d'un succès économique que peu espéraient à son début ?

La morosité a pris place parce que la conscience de s'unir n'est plus aussi vive : la menace soviétique semble moins prégnante et l'image de l'allié américain est écornée.

87 *Ibidem*.
88 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 92, « L'Europe, avenir d'un mythe », op. cit.
89 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 3, IEP de Paris, Conférence du 19 décembre 1947 « L'idée d'Europe ».
90 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 92, « L'Europe, avenir d'un mythe », op. cit.

Si l'urgence ne presse plus la construction, les failles déjà existantes deviennent de plus en plus grandes : les Européens ne craignent plus le soviétisme et leur nationalisme envers le grand frère américain est exacerbé. Or, cette morosité s'apparente plus à de l'indifférence qu'à de l'hostilité (et c'est peut-être pire à long terme) : « L'opinion demeure indisponible à l'égard de l'unité européenne en raison même de son détachement, je dirais presque de son désintérêt.[91] » Pire, le mythe de l'unité européenne s'est alors enfermé puis perdu dans « le prosaïsme de la vie quotidienne.[92] »

Nous venons de le démontrer : si Aron a très vite abordé le déclin de la civilisation occidentale, il y a bien au cours des années soixante-dix, un changement de regard de sa part concernant la crise de la société moderne occidentale. Il s'inquiète d'un recoupement d'indices concordants sur une aggravation de la crise occidentale : la crise économique suite aux chocs pétroliers, au niveau national, la possibilité d'accession au pouvoir de l'alliance entre le parti socialiste et le parti communiste ; le déclin de plus en plus marqué de l'Europe au niveau politique et international, l'apparition d'une crise de leadership de la puissance américaine et les velléités toujours bien présentes d'hégémonie soviétique.

Crise de leadership américain et menace omniprésente de l'empire soviétique redistribuent les cartes au niveau international tandis qu'une problématique déjà dénoncée avant la guerre refait surface en cette fin de décennie : le pacifisme.

Le renouveau du pacifisme comme signe de crise

Aron consacre de nombreux éditoriaux à la nouvelle détente et au pacifisme. Cette question englobe des enjeux de sécurité et des enjeux commerciaux. Il met en relief le grand écart de la diplomatie des différents gouvernements de l'Europe de l'Ouest. D'un côté, ils veulent se prémunir contre le potentiel danger militaire que représente le régime soviétique, de l'autre ils continuent de signer des accords commerciaux (comme par exemple la France avec un accord sur la livraison du gaz soviétique). Dans ce cas, écrit

91 *Ibidem*.
92 *Ibidem*.

Aron en 1982 : « Ont-ils le droit de s'étonner que le neutralisme ou le pacifisme se répandent ? S'armer contre un ennemi potentiel tout en lui accordant un concours financier et technique, c'est la meilleure manière d'affaiblir la volonté de résistance[93] ».
La détente est associée aux cœurs faibles qui ne jurent que par les échanges commerciaux : « Quant à la détente, c'est-à-dire les échanges commerciaux entre les deux parties de l'Europe, que les cœurs faibles se rassurent : l'Est ne songe pas à refuser les crédits que les banques et les gouvernements de l'Ouest semblent impatients de lui accorder[94] ». Passivité pour l'Europe, déclin pour les États-Unis selon Aron, comment s'unir pour surmonter les maux de l'Occident ? Il ne faut surtout pas se désunir (États-Unis et Europe) sous prétexte d'une détente au mieux provisoire, au pire illusoire[95]. La détente ne doit pas faire oublier l'objectif ultime que doit avoir le Vieux continent : « La France, à moins d'un accord européen ou atlantique, ne dispose pas de grands moyens. Encore peut-on éviter les erreurs de direction : au lieu de sortir de Yalta, pourquoi ne pas se donner pour objectif de faire sortir les armées soviétiques de l'Europe orientale ?[96] ».

La détente est illusoire et tend à immobiliser plutôt qu'à faire agir. Les titres de ses articles dans *L'Express* sont révélateurs : « Mystique de la détente [97]», « Fragilité de l'Occident[98] » ou « Puissance de l'Illusion[99] », « Les pièges de la détente[100] », etc. L'opinion européenne a peur de la guerre, qui pourrait la blâmer ? En revanche, Aron dénonce le défaitisme sous couvert de pacifisme bercé d'illusion. Il exhorte ses lecteurs à ne pas se tromper d'adversaire : « Mais, en dernière analyse, des Européens s'interrogent sur l'efficacité de la protection américaine et, du même coup, rêvent d'un protectorat soviétique qui leur assurerait la paix sans les priver de la liberté. Puissance de l'illusion ! [101]»

93 Raymond Aron, « Normalisation commerciale », *L'Express*, 29 janvier-4 février 1982.
94 Raymond Aron, « Mystique de la détente », *L'Express,* 13-19 septembre 1980.
95 Voir à ce sujet, Raymond Aron, « Puissance de l'illusion », *L'Express*, 27 novembre – 3 décembre 1981.
96 Raymond Aron, « Sortir de Yalta », *L'Express*, 8-14 janvier 1982.
97 13-19 septembre 1980.
98 4-10 octobre 1980.
99 27 novembre – 3 décembre 1981.
100 24-31 décembre 1981.
101 Raymond Aron, « Fragilité de l'Occident, *L'Express*, 4-10 octobre 1980.

Faut-il à tout prix défendre le concept de la détente même si cela suppose de fermer les yeux ? Pour lui, les accords d'Helsinki sont une « comédie[102] ». Après deux années de négociation, trente-trois États européens ainsi que l'URSS, les États-Unis et le Canada signent le 1er août 1975 à Helsinki (Finlande), l'Acte final de la *Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe* (CSCE). Aron reproche aux pays occidentaux d'avoir donné satisfaction aux soviétiques sur les deux premières « corbeilles » : l'inviolabilité des frontières européennes (qui acte le tracé de l'Europe d'après la guerre et le Rideau de fer) et une coopération européenne entre bloc communiste et bloc capitaliste » tandis que la troisième (« Respect des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales ») ne serait que poudre aux yeux tant il était évident que l'URSS ne la respecterait pas. Il écrira à ce sujet : « Personally I'm not at all happy about the Helsinki agreements. Discussions with the Russians should have continued for at least two or three more years. (…) If the West had not yet signed the Helsinki agreements, Moscow would probably have refrained from certain recent actions (…).[103] » Peut-on dire qu'Aron s'est trompé cette fois-ci ? Même sans aucune valeur contraignante, la reconnaissance publique d'une problématique des droits de l'homme et des libertés par l'URSS a contribué à fissurer l'emprise du dogme soviétique (pour se terminer par la chute du Mur et la dislocation de l'URSS). Peut-être qu'Aron a été trop catégorique, trop binaire, dans sa manière d'envisager le devenir de la guerre froide à la fin des années soixante-dix ?

En tout état de cause, les pays européens ne tentent pas d'agir ensemble dans la tâche première d'un État, la défense. La contradiction est pourtant flagrante : comment prétendre à l'indépendance si l'Europe continue à se reposer sur la défense américaine ? Selon Aron, c'est le problème fondamental :

> Ce qui me paraît incontestable, c'est que l'Europe, en remettant aux États-Unis la responsabilité de sa propre sécurité, s'est mise en situation de protectorat,

102 Voir à ce sujet : Raymond Aron, « La Détente après Helsinki », *Les articles du Figaro, tome 3, Les Crises (1965-1977)*, Paris, Editions de Fallois, p. 1625.

103 *Thinking Politically: A Liberal in the Age of Ideology, Raymond Aron*, 1997, Transaction Publishers, 347 p., p. 319.

> incapable de se poser à l'égard du monde extérieur comme une puissance indépendante. Pour devenir une confédération, les États doivent posséder une défense. Les Six, peut-être, l'auraient organisée à la longue, il n'en est plus question pour les Neuf ou pour les Douze.[104]

Il est difficile de créer une défense commune, lorsque la France sépare son sort de celui de ses partenaires en prétextant que le territoire français est sanctuarisé par les armes nucléaires dites de dissuasion, lorsque les Anglais, les Allemands, voire les Hollandais ont plus d'affinité avec l'autre côté de l'atlantique qu'avec les partenaires méditerranéens.

Face à cet immobilisme européen, le retrait américain ne peut pas être envisagé. La réduction de la présence nucléaire américaine, jointe à la réduction quantitative du dispositif classique, affecterait en des points essentiels la stratégie de la riposte graduée, éléments déterminants de la stabilité européenne. Peut-on prendre le risque de ne plus s'appuyer sur la force de frappe américaine ? Mais devenir indépendant n'est-ce pas aller à l'encontre de son ancien protecteur ? Aron ne demande-t-il pas l'impossible : s'affranchir des États-Unis tout en restant parfaitement en symbiose avec eux sur la scène internationale ? Pour lui toutefois, pendant la tempête, les alliés doivent rester unis. Dans un article de mai 1980 intitulé « Résister », il indique que l'Union soviétique est supérieure aux États-Unis en termes d'armes classiques. Ces années sont, selon lui, les «plus périlleuses depuis la fin de la guerre[105]». Il faut prendre conscience de cette menace et agir en conséquence.

Prisonniers de leur volonté de préserver le commerce, les Européens perdent sur les deux tableaux : le commerce ne préserve pas la paix et le refus du soutien aux États-Unis met en péril l'équilibre des forces. Aron va plus loin en écrivant : « Le fossé se creuse entre

104 Raymond Aron, « L'Europe, interdite ou impuissante », *L'Express,* n°1430 2-9 décembre 1978. Voir la dernière phrase de l'article en forme de problématique principale : « L'Europe est-elle interdite, faute d'une défense commune, par le veto américain ? Ou aussi, et peut-être surtout, par les Européens eux-mêmes, qui nombreux ont perdu leur patriotisme national sans en trouver un autre ? »

105 Raymond Aron, « Résister », *L'Express*, 3-9 mai 1980.

les États-Unis et l'Europe, tout entière solidaire de l'Ostpolitik à la Schmidt et du gaullisme à la Giscard[106]».

D'autant plus que les dirigeants soviétiques ne se contentent plus de mobiliser leurs fidèles : « Ils prétendent dicter aux Européens ce qu'ils ont et n'ont pas le droit de faire pour leur propre défense[107] ». Le danger de « la soumission des démocraties au diktat de Moscou[108] » et la possible « finlandisation » de l'Europe sont bien présents. Raymond Aron conserve sa manière d'écrire : poser une question (que se passe-t-il si l'Alliance atlantique se brise au nom de la détente divisible ?) et y répondre par un scénario pessimiste en forme de question interro-négative : « Quant aux Européens, ils se berceraient de l'illusion que l'Union soviétique leur accorderait une condition comparable à celle dont jouissent les Finlandais. Isolationnisme d'un côté, autofinlandisation de l'autre, cette perspective apparaît-elle encore improbable ?[109] »

Si les hommes du Kremlin saisissent toutes les occasions de tester la cohérence atlantique et la résolution des Européens, une invasion demeure improbable : « Quelle que soit la conjoncture militaire au cours des prochaines années, une attaque, directe et massive, contre l'Europe occidentale demeure improbable[110] ».

Néanmoins, le rapport de force entre l'Europe et l'Union soviétique est dangereusement positif pour cette dernière. D'une part, les dirigeants américains ont laissé aux Soviétiques une capacité stratégique et militaire (armes classiques et nucléaires) supérieure à la leur. D'autre part, ce qui est d'avantage à craindre « c'est que les Européens, conscients de leur faiblesse, incapables d'éveiller dans les peuples le sens du péril, se soumettent peu à peu à la volonté du plus fort (…)[111]».

Les Européens, face aux États-Unis, oscillent entre la nécessité d'une collaboration atlantique dont la direction leur échappe et une volonté d'affirmation européenne dont les moyens leur font défaut sur le plan de la défense. Or, les États-Unis restent le

106 Raymond Aron, « L'heure de Vérité », *L'Express*, 19-25 avril 1980.
107 Raymond Aron, « Brejnev et la défense européenne », *Les Dernières Nouvelles d'Alsace,* 6 octobre 1979. Cet article fait suite au débat sur la ratification de Salt2.
108 Raymond Aron, « Détente divisible ou indivisible ? », *L'Express*, 14-20 juin 1980.
109 Raymond Aron, « Isolationnisme et finlandisation », *L'Express*, 28 juin – 4 juillet 1980. Voir également à ce sujet : « Les pièges de la détente », *L'Express*, 24-31 décembre 1981.
110 Raymond Aron, « L'Europe survivra-t-elle à 1984? », *L'Express,* n°1471, 15-21 septembre 1979.
111 *Ibidem*.

partenaire et l'allié nécessaire. Ils sont les seuls à prétendre rivaliser avec la capacité militaire de l'Union soviétique. Aron ne cesse de marteler que : « […] l'Union soviétique continue d'accumuler des armes, de renforcer ses troupes au milieu du Vieux continent. Elle constitue la seule menace militaire qui pèse sur l'Europe[112]». Tout au plus, écrit-il dans *Les dernières années du siècle* : « l'Union soviétique demeure l'ennemi potentiel avec lequel des accords sont possibles, mais une réconciliation en profondeur demeure exclue[113] ».

En cette fin de décennie, les faits lui donnent matière à réflexion : l'arrivée de Ronald Reagan au pouvoir, l'invasion de l'Afghanistan, les discussions autour des Pershing II et des SS 20, la guerre Iran - Irak, les relations commerciales Est - Ouest, la guerre entre la Grande-Bretagne et l'Argentine, le regain de pacifisme, l'hostilité des États-Unis face à la Politique agricole commune, etc. Doit-on craindre le déclin des États-Unis face à l'URSS ? Doit-on compter sur la modération soviétique plutôt que sur le parapluie américain ? Peut-on avoir des relations commerciales saines avec un ennemi militaire ? Les États-Unis reprochent ainsi aux Européens de favoriser le développement de l'Union soviétique avec la construction d'un gazoduc permettant la livraison aux Européens du gaz soviétique. Les Européens répliquent avec deux arguments : d'une part, ces livraisons représentent une petite partie de leur consommation d'énergie, il n'y a donc pas de dépendance ; d'autre part, les États-Unis font de même avec l'exportation vers l'Union soviétique des céréales américaines. Tout en acceptant la légitimité économique de ces arguments, Aron y voit surtout la sauvegarde de la détente « dont les échanges commerciaux sont tout à la fois une expression et un symbole[114] ». La seule issue est d'élaborer une doctrine commune. Il le répète à nouveau dans l'article « Le gaz de la discorde[115]» : il faut déterminer une stratégie globale face au puissant voisin de l'Est. Or,

112 Raymond Aron, « La vie en rose », L'Express, n°1442, 24 février-2 mars 1979.

113 Raymond Aron, *Les dernières années du siècle*, Paris, Julliard, 1984, 249 p., p. 197. Cet ouvrage publié après sa mort en 1983 répondait à l'objectif d'Aron, après ses *Mémoires,* d'ouvrir une réflexion vers l'avenir. Il est inachevé et ne comporte que quelques chapitres. Notons qu'il cite à nouveau Spengler dans son introduction et entend réfléchir sur le devenir de la civilisation à l'orée de la fin du XX^{e} siècle.

114 Raymond Aron, « Les Européens face à Reagan », *L'Express,* 30 juillet-5 août 1982.

115 Raymond Aron, « Le gaz de la discorde », *L'Express,* 10-16 septembre 1982.

non seulement la doctrine commune ne voit pas le jour, mais la problématique du gaz soviétique s'installe durablement comme la pomme de la discorde entre les États-Unis et l'Europe.[116]

Au niveau français, la problématique de la défense et du rapport avec l'Union soviétique repose sur deux principes : la sanctuarisation nationale et la dissuasion du faible au fort. Il s'agit de convaincre l'URSS que la France utiliserait l'arme atomique en cas d'invasion de son pays. Pour Aron, cette doctrine ne résiste pas à l'examen des faits. En cas d'attaque d'un pays européen allié, la France, membre du traité de Bruxelles, devrait porter secours au pays menacé, paradoxe ainsi démontré : la sanctuarisation et la dissuasion ne protègent en rien de la guerre. Il ajoute à cette contradiction une analyse du système international : « Que resterait-il de l'indépendance nationale le jour où le reste de l'Europe occidentale aurait été occupé par les troupes soviétiques[117]? » Il le répète quelques semaines plus tard avec à peu près les mêmes mots : « Quelle indépendance garderait la France si le reste de l'Europe était occupé et soviétisé ? […] L'indépendance de la France se joue en Europe centrale parce qu'elle ne se sépare pas de celle des autres membres de la Communauté[118]». Dans ce sens, il approuve l'installation des Pershing II sur le territoire européen. La défense, à défaut d'être politiquement européenne, ne peut qu'être géographiquement européenne. Les Pershing II sont également un message à l'Union soviétique : au-delà des tensions temporaires, les États-Unis et l'Europe construisent ensemble leur défense. Cette prise de position se comprend par le rejet d'Aron de « l'illusion » de la maîtrise des armements ou du principe de désarmement. La possibilité d'une guerre ne s'éloigne pas, selon lui, en fonction du nombre des têtes nucléaires possédées par les Américains et les Soviétiques. Les euromissiles semblent être le test de la cohérence atlantique: « […] Européens et Américains, en 1983, ou bien renforceront leur alliance défensive ou bien en prépareront la désagrégation[119]».

116 Notons que le point d'achoppement n'est pas le principe des échanges commerciaux entre l'Europe et l'URSS mais les taux d'intérêts extrêmement faibles des crédits accordés par l'Europe.

117 Voir Raymond Aron, « Défense européenne », *L'Express,* 12-18 novembre 1982.

118 Raymond Aron, « Stratégie nucléaire et morale », *L'Express,* 3-9 décembre 1982.

119 Raymond Aron, « Perspectives », *L'Express*, 24-30 décembre 1982. Voir à ce sujet « Pershing : le test du courage européen », *L'Express,* 7-13 octobre 1983.

Comment renforcer cette « alliance défensive », alors que l'Europe s'est habituée à avoir un ennemi potentiel à ses portes ? Les Européens semblent ne plus croire à une invasion militaire et ne se donnent plus la peine d'élaborer une défense commune. L'URSS maintient pourtant ses objectifs : « […] séparer les Européens des Américains, inciter ces derniers à se replier sur leur territoire, déstabiliser les régimes démocratiques, contrôler les régimes qui fournissent au Vieux continent les matières premières[120]». Il faut persuader les Européens de se prémunir contre une éventualité qu'ils regardent, en tout état de cause, comme improbable.

Durant ces années, la problématique pacifiste tient en peu de mots : installer des euromissiles sur le sol européen est-ce attiser la guerre ? La question n'est pas de juger le bien-fondé du pacifisme en tant que tel mais de l'analyser en fonction de la situation.

Freund critique le pacifisme en des termes que n'aurait pas reniés Aron : « Non seulement les pacifistes ne conjurent pas le danger extérieur, mais surtout, chose plus grave, ils minent l'Europe intérieurement en brisant ses capacités de résistance morale[121]. » Selon lui, l'indépendance des nations européennes repose obligatoirement sur la volonté de défendre et surtout sur les manifestations de cette volonté. Le pacifisme rêve d'une paix sans ennemi. Selon une théorie chère Freund à (Aron s'en est toujours démarqué), c'est impossible, il y a toujours un ennemi : même si on se déclare sans ennemi, on est toujours l'ennemi de quelqu'un. Au travers du pacifisme, qui en est une des manifestations pour l'ancien élève d'Aron, il entend dénoncer le progressisme, c'est-à-dire le progrès porté à l'état d'idéologie.

Pour Aron, le pacifisme désunit les gouvernants et gouvernés des pays de l'Europe de l'Ouest et ne permet pas de négocier avec Moscou en position de force. Le pacifiste, qui refuse les euromissiles alors que les SS 20 sont en place, se trompe de combat. Dans l'article « Imposture du pacifisme », Raymond Aron s'adresse directement aux lecteurs : « Aux autres, à ceux qui craignent la guerre, que pouvons-nous répéter d'autre que ce

120 Raymond Aron, « Alliance : les paradoxes de la longévité », *L'Express,* 10-16 juin 1983.
121 Julien Freund, *La décadence*, op. cit., p. 379.

que nous leur avons dit tant de fois[122] ? » En fin d'article, il écrit plus particulièrement pour ses adversaires :

> Nous détestons tous la guerre, nous détestons tous plus encore la guerre nucléaire. Mais ceux qui se joignent à des opérations de guerre froide sont pitoyables s'ils n'ont pas conscience de ce qu'ils font, méprisables si, informés et intelligents, ils invoquent la pureté de leurs intention.[123]

Pour conclure, Aron en appelle au sens de la responsabilité : « En politique, le sens de la responsabilité doit l'emporter sur l'effusion sentimentale […][124]».

Au-delà de ses considérations sur la détente ou le pacifisme, Aron s'est largement intéressé à la guerre au sein des relations internationales et de son rapport à la politique. N'oublions pas que parmi ses principaux ouvrages, deux furent dédiés à la guerre ou à sa problématique : *Paix et guerre entre les nations* (1962) et celui dédié à Clausewitz[125] (1976). Aron a littéralement pensé la guerre durant toute sa vie : il a vu les prémices d'une nouvelle confrontation dès les années trente, il a vécu la guerre à Londres, il a analysé très vite la nouvelle donne des relations internationales (voir notamment avec *Les Guerres en chaîne*[126]), il a pensé la guerre d'Algérie, le Vietnam, les guerres d'Israël, les relations internationales au temps de la guerre froide, etc. Nous n'avons pas développé directement la relation entre civilisation et guerre ou plutôt entre société industrielle et guerre. Ce choix est dicté par plusieurs facteurs : les sources sont connues et les études sur le sujet, nombreuses[127]. Nous avons néanmoins analysé la puissance (notion chère à Aron) face au déclin et à la crise (chapitre 4 notamment).

D'après lui, il est au mieux candide et au pire dangereux de considérer que la guerre n'est plus un sujet. Ce n'est pas parce qu'on l'évoque, qu'on s'y prépare et qu'on

122 Raymond Aron, « Imposture du pacifisme », *L'Express,* 24-30 juin 1983.
123 *Ibidem.*
124 *Ibidem.*
125 *Penser la guerre, Clausewitz, tome 1 : L'Age européen, tome 2* : *L'Age planétaire*, Paris, Gallimard, 1976, « Bibliothèque des Sciences Humaines », I-472 p. et II-365 p.
126 *Les Guerres en chaîne*, Paris, Gallimard, 1951, 503 p.
127 Voir entre autres, la thèse de Joël Mouric déjà citée et également : Brice Benjamin « L'avenir de la guerre dans le monde du commerce : Raymond Aron face aux philosophies pessimiste et optimiste de l'histoire » *Études internationales*, vol. 43, n° 3, 2012, p. 421-438. Disponible en ligne : http://id.erudit.org/iderudit/1012813ar

favorise la guerre au détriment de la diplomatie. Les relations internationales par essence sont le théâtre de relations frictionnelles entre Etats et chaque Etat doit assurer sa sécurité armée. Il évoque une grande illusion dans *Penser la Guerre, Clausewitz* :

> « (…) c'est l'illusion de sens contraire, celle des Européens, parfois même celle des Américains, qui prêtent à tous les peuples et à tous ceux qui les gouvernent une seule rationalité, celle des économistes qui comparent le coût et le rendement. Les Européens voudraient sortir de l'histoire, de la grande histoire, celle qui s'écrit en lettres de sang. D'autres, par centaines de millions, y entrent ou y rentrent.[128]

Les difficultés de transmission entre génération, une Europe qui se complaît dans le déclin et la morosité, la crise de la citoyenneté, la crise du mythe et le renouveau du pacifisme : cette décennie est une rupture chez Aron où espérance et pessimisme semblent pouvoir à tour de rôle prédominer chez lui.

Le pessimisme aronien

Dans sa préface (1969) aux *Désillusions du progrès*, il s'interroge sur le pessimisme ambiant « diffus à travers l'Occident[129] ». Il parle du *malaise* éprouvé tant par l'individu que par la société comme corps social. Il est dû, selon lui, à l'aggravation de la dialectique de l'égalité[130].

Il reconnaît dans ces lignes, fait rare, qu'il éprouve ce même sentiment. Peut-on garder espoir ? Cela semble tout de même le cas comme dans une lettre adressée à un particulier au sujet de ses conférences à la Fondation Paul Henri Spaak : « Gardons malgré tout l'espoir que les sociétés libérales surmonteront leur crise présente et ne succomberont ni à la tentation d'abdiquer ni à la violence.[131] »

Cet espoir semble ténu. De temps en temps, Aron laisse pointer un pessimisme marqué comme dans ce courrier de 1977 : « Continuons malgré tout à défendre de notre

128 Raymond Aron, *Pensez la guerre, Clausewitz*, op. cit., tome 2, p. 283.
129 Raymond Aron, *Les désillusions du progrès*, op. cit., p. 1471.
130 Nous n'y revenons pas, nous avons largement abordé la question de l'égalité et de son rapport avec la liberté (notamment dans le chapitre 5) comme indicateur de crise
131 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 82, Réponse à un particulier après ses conférences à fondation Paul Henri Spaak, Raymond Aron à A. Barlovatz, 16 mai 1975

mieux les valeurs auxquelles nous sommes attachés, bien que le vent semble souffler dans la direction contraire[132] ». Les correspondances suite à la publication de *Plaidoyer pour l'Europe décadente* confirment ce pessimisme. Il écrit dans ce sens : « il est difficile de réveiller ceux qui veulent dormir[133] » ou encore « En dehors des menaces que créé pour nous le monde soviétique, nous sommes menacés par nos propres erreurs ou nos propres faiblesses.[134] »

Ce pessimisme traduit une vive inquiétude sur la possibilité de l'abandon par l'Europe de son histoire. Dans ce cas, elle deviendrait « décadente » non pas au sens de Spengler mais en opposition à la vertu chère à Machiavel. Daniel J. Mahoney, dans une interview de 2011, exprime cette peur en ces termes : « Aron (…), in the final years of his life, feared that "decadent" Europe had lost the "sentiment of political existence" and had forgotten that free men were citizens with duties and not merely individuals with rights.[135] »

Ce sentiment sur la situation européenne est complété par un questionnement à moyen terme. Quelle civilisation nouvelle va sortir du « choc des civilisations historiques et de l'Occident conquérant [136]» ? Pour cette problématique, nous prenons appui dans les lignes suivantes sur le 19e cours (24 février 1976) sur « La décadence de l'Occident » donné au Collège de France.

Cette nouvelle civilisation doit-elle être envisagée avec le déclin des États-Unis comme paramètre ? Cet indicateur peut avoir deux significations. Il peut s'agir « d'un abaissement mesurable et relatif[137] » ou de quelque chose de plus grave et de plus structurelle : « la corruption d'un régime ou d'un système, par le fait que ce régime ou ce

132 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 188, Lettre de Raymond Aron à Henry Bergasse, 22 mars 1977 (en réponse à une lettre du 3 mars 1977).

133 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 188, lettre d'Aron à Brian Crozier, 19 janvier 1977.

134 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 188, lettre d'Aron à M. Pee Laborde, 7 décembre 1977.

135 Interview de Daniel J. Mahoney par Gerald J. Russello, à propos de son livre : *The Conservative Foundations of the Liberal order: Defending Democracy against Its Modern Enemies and Immoderate Friends*, Intercollegiate Studies Institute; 2011, 208 p. Disponible en ligne : http://www.kirkcenter.org/index.php/bookman/article/democracy-mahoney-interview/

136 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 31, « La décadence de l'Occident », cours du Collège de France 1975-1976, cours dactylographiés, 19e cours, 24 février 1976.

137 *Ibidem*.

système est atteint d'une maladie interne.[138] » Cette maladie interne peut se comprendre là aussi comme la perte de la vertu.

Aron prend le temps d'analyser la position stratégique des nations européennes au sein des relations internationales. Le constant semble sombre : « (...) je pense en effet, je pense avec regret mais je pense fermement qu'à moins de bouleversements imprévisibles et peu plausibles de la conjoncture internationale, les nations européennes ne reviendront pas des sujets actifs de l'histoire universelle et resteront dans leur statut actuel (...).[139] »

Aron va plus loin et évoque la possibilité de l'unité de l'Europe : « (…) je ne crois pas à l'unité de l'Europe occidentale, ce qui serait pourtant la condition du retour de l'Europe comme sujet dans la grande histoire[140] ». Pourquoi Aron milite-t-il depuis plus de trente ans s'il ne croit pas à l'entreprise européenne ? Il a cette réponse dure et froide, empreinte de lucidité : « il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre[141] ». Aron nous a habitués à plus de nuances dans ses propos. Il est nécessaire de lire entre les lignes et d'expliquer ces sentences dans son contexte. Dans ce 19e cours, Aron est en train d'évoquer l'avenir des États-Unis, pays continent formé par des européens, attachés non à leur origine diverse mais à la constitution politique de leur pays.

Il continue de s'interroger : pourquoi cette unité est de plus en plus difficile à concevoir comme un objectif réalisable ? Première raison, l'unité politique n'est pas la condition *sine qua non* de la prospérité économique, le passé le prouve. Seconde raison, l'unité politique n'est pas souhaitable pour des raisons stratégiques : l'Europe doit rester un maillon du pacte atlantique et l'Europe n'est pas capable d'apporter une réponse stratégique et militaire à la menace soviétique. Le leitmotiv est bien connu : sans défense commune, point de salut.

Pourquoi cette défense commune est-elle si difficile à mettre sur pied ?

Tout d'abord, les petits pays d'Europe préfèrent une défense américaine à une hypothétique défense européenne. Ensuite et surtout, il y a une contradiction

138 *Ibidem.*
139 *Ibidem.*
140 *Ibidem.*
141 *Ibidem.*

fondamentale, pour Aron, entre le sens à donner à une défense européenne pour la RFA et pour la France. Pour cette dernière, une défense européenne serait un moyen de prendre ses distances avec l'allié américain. En revanche, pour son voisin allemand, une défense européenne devrait obligatoirement s'inscrire dans l'ensemble atlantique et en dépendre.

Enfin, une défense européenne demanderait une volonté politique ferme et déterminée sur le long terme que l'Europe ne semble pas avoir. De même, on ne peut indéfiniment compter sur l'ennemi soviétique, ce « gros méchant loup de l'autre côté de la frontière[142] » pour insuffler aux hommes politiques européens la volonté qu'ils ne possèdent pas. Aron rappelle son argument bien connu : pas de patriotisme européen face au désir de communauté nationale.

Pour conclure ce raisonnement sur le devenir politique de l'Europe, il résume ainsi sa pensée : « Je crains que l'Europe occidentale demeure une réalité culturelle, une réalité économique, une zone de prospérité si aucun accident ne survient, mais ne devienne pas un des grands acteurs de l'histoire.[143] » Dans les lignes suivantes, il laisse apparaître une profonde lassitude : « Et après tout, je ne sais pas si on doit le regretter, s'il est possible d'être au balcon de l'histoire sans recevoir les éclaboussures, peut-être à beaucoup d'égards, est-ce préférable (…).[144] » C'est ici l'un des passages les plus pessimistes d'Aron. Celui-ci contredit en quelques lignes tout ce qu'il ne cesse de demander à l'Europe : de la vitalité historique, de l'ambition, de l'action et de la vertu.

Stanley Hoffmann, dans un article, paru en 1983, intitulé « Raymond Aron et la théorie des relations internationales » indique que pour Aron, le risque de guerre nucléaire lui apparaissait moins grave (dans le sens moins probable) que la désintégration de l'Occident de l'intérieur : « imprévisibilité des États-Unis, malaise grave de l'Allemagne, suicide de l'Europe.[145] »

142 *Ibidem.*
143 *Ibidem*
144 *Ibidem*
145 Stanley Hoffmann, « Raymond Aron et la théorie des relations internationales », *Politique étrangère* N°4 - 1983 - 48e année pp. 841-857, p. 855. Disponible en ligne : http ://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/polit_0032-342x_1983_num_48_4_5707

Ce sombre diagnostic est infirmé quelques jours plus tard lors du 21e cours du 2 mars 1976 : « (…) le déclin historique n'enlève pas aux États d'Europe la capacité de prendre part aux mouvements historiques qui entraînent l'humanité entière vers un but d'ailleurs que nous ne connaissons pas.[146] » Autrement dit, un déclin économique, politique et historique n'empêche pas l'Europe d'être au cœur de l'histoire et non à son balcon.

Raymond Aron s'est efforcé d'analyser scientifiquement, comme au travers d'un microscope, le présent et le devenir de l'Union européenne. Un échange de lettres avec Alfred Toepfer à propos de sa conférence de 1976, « L'Europe, avenir d'un mythe » confirme cette tendance. Alfred Toepfer note qu'Aron insiste plus sur ce qui reste à faire que ce qui a été déjà fait et remarque : « Certes, vous auriez pu vous montrer plus optimiste, même si vos propos témoignaient du désir de l'être davantage.[147] »

Aron lui répond[148] qu'il préfère à la limite pécher par excès de scepticisme plutôt que de s'abandonner à des illusions. Il faut avoir la lucidité de reconnaître les faiblesses d'une situation qui déçoit. Il précise : « Aussi bien la déception est-elle un motif non de découragement mais d'efforts nouveaux. » N'a-t-il pas trop asséché son discours ? Son discours a souvent été taxé de froid, trop froid or cela n'a pas été toujours le cas. Nous avons vu, rarement il est vrai, poindre au détour d'une lettre, d'une phrase, la présence du sentiment.

Dès le début de ce travail (chapitre 1), nous avons levé le voile sur la compréhension du terme « sceptique » chez Aron. Il a été, dès le départ, sceptique et critique sur le pari de la méthode fonctionnaliste chère à Jean Monnet. Sceptique face à l'Europe communautaire, il a cependant toujours souhaité, par raison et par cœur, insistons sur ce point, la réconciliation puis la construction européenne. Plus les années passaient, plus il voyait l'Europe s'éloigner de la maîtrise de son destin. Aron est ici le médecin qui indique à son patient : je peux vous soigner mais ne peux vous guérir. Il a beau proposer ordonnance et médicament, si le patient ne souhaite pas guérir, il ne peut l'y contraindre.

146 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 31, « La décadence de l'Occident », cours du Collège de France 1975-1976, cours dactylographiés, 21e cours, 2 mars 1976.

147 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 92, Sénat, 13 mai 1975, « L'Europe, avenir d'un mythe », Conférence pour les lauréats du prix Montaigne, texte dactylographié corrigé à la main. Lettre d'Alfred Toepfer, 21 mai 1975.

148 *Ibidem*, Raymond Aron, lettre du 3 juin 1975.

Ici pointe la spécificité des années soixante-dix dans l'itinéraire d'Aron : la naissance chez lui du désabusement. Dans cette optique, nous souscrivons partiellement à l'analyse de Gwendal Châton :

> Son *Plaidoyer pour l'Europe décadente* révèle enfin une inquiétude d'obédience parétienne relative au déclin de la vertu, de la capacité d'action collective, qu'il croit déceler au sein des sociétés occidentales. L'évolution tardive du libéralisme aronien ne s'identifie pas avec un tournant conservateur, mais il demeure incontestable que, soucieux du devenir de la liberté dans un contexte de rupture de l'équilibre stratégique, Raymond Aron s'est laissé gagner par un pessimisme politique qui tranche singulièrement avec l'optimisme des deux décennies précédentes. [149]

Or, il n'a pas fallu attendre les années soixante-dix pour observer « une inquiétude d'obédience parétienne » chez Aron. Dans sa communication devant la société française de philosophie du 17 juin 1939[150], il regrette la faiblesse des démocraties et la démagogie et appelle à la reconstitution de la foi et de la volonté commune. Il note que la souveraineté populaire n'est pas si essentielle et peut mener à la liberté comme au despotisme. Pour lui, le principal est le système de représentation et la légalité. Près de 30 ans avant, son aversion pour les événements de Mai 68 est expliquée. On comprend surtout que la dénonciation du déclin, ne date pas de son pessimisme des années soixante-dix mais bien d'une lucidité intellectuelle face aux réactions trop molles des démocraties européennes face aux montées des totalitarismes des années trente. Cette distinction est l'un des apports importants de ce travail. Longtemps, nous avons pu comprendre l'obsession du déclin ou de la décadence européenne comme conséquence d'un certain pessimisme exprimé à la fin de sa vie. Il n'en est rien. Naturellement, sentiment de déclin ou de crise de civilisation et pessimisme se nourrissent l'un de l'autre. Mais l'analyse du déclin date bien chez lui, d'avant la Seconde Guerre Mondiale.

149 Gwendal Châton, « Aron, Raymond », 2007, in V. Bourdeau et R. Merrill (dir.), DicoPo, Dictionnaire de théorie politique.

150 Raymond Aron, Communication devant la société française de philosophie du 17 juin 1939, reproduit dans *Machiavel et les tyrannies modernes*, Paris, Editions de Fallois, 1993, 418 p.

En 1952 dans son cours à l'ENA, il évoquait tout de même la probabilité d'une issue heureuse ou tout au moins imaginable : « Si la crise actuelle du siècle tourne bien on peut concevoir un progrès généralisé à travers l'humanité, une réduction des inégalités de niveau de vie (...)[151] ». Plus de vingt ans, force est de constater, grâce au trente glorieuses, que cela a été le cas. Au point de vue du niveau de vie moyen, l'Europe de 1976 n'a rien de comparable avec l'Europe de 1952. Mais la crise morale, structurelle et politique rendent désormais caduque cette idée de progrès comme dynamique du bien commun. Cette inquiétude se transforme désormais en un pessimisme plus marqué puis en un désenchantement. Ce glissement est là le marqueur de la césure chez Aron des années soixante-dix.

Notons le parallèle avec Freund[152] sur l'auto flagellation et la culpabilisation marquée de l'Europe. L'analyse diverge lorsque Freund précise qu'il n'y a pas de peuple sans faute et que les européens ont fait, en général, plus de bien que de mal. Aron s'est toujours bien gardé d'évoquer des jugements de valeur tels que : « Reniant leur passé, les Européens se sont laissés imposer, par leurs intellectuels, l'idée que leur civilisation n'était sous aucun rapport supérieure aux autres et même qu'ils devraient battre leur coulpe pour avoir inventé le capitalisme, l'impérialisme, la bombe thermonucléaire.[153] » Toute valeur appelle à une hiérarchie de valeurs selon lui. Si toutes les valeurs se valent, alors aucune n'a de valeur. Pour Freund, prétendre que la civilisation européenne équivaut aux autres civilisations, c'est justement plonger l'Europe dans la crise.

Sans s'aventurer sur ce chemin, Aron fustige en octobre 1978[154] l'absence de volonté nationale, l'absence d'unité et surtout l'absence totale de grand projet commun par les pays d'Europe occidentale. Au niveau national, aucun pays ne peut prétendre à devenir un grand de ce monde. Il dénonce, inlassablement, les faiblesses internes de l'Europe. Dans l'entretien avec Joachim Stark en 1981, il évoque le caractère extraordinaire de

151 Raymond Aron, *Introduction à la philosophie politique, Démocratie et révolution*, Paris, Editions de Fallois, 1997, (édition consultée, Livre de poche, 2014) 250 p., cours à l'ENA du 21 avril au 17 octobre 1952, p. 239.

152 Julien Freund, *La décadence*, op cit., voir chapitre 7 intitulé : « La fin de l'Europe ».

153 *Ibidem*, p. 364.

154 Raymond Aron, interview « Raymond Aron sur la crise de l'Europe occidentale », Antenne 2, 9 octobre 1978, 6min et 24 sec.

cette civilisation à double visage. D'un côté, elle continue, selon lui, à dominer le monde (économique, scientifiquement) et d'un autre côté elle « doute de soi-même et se livre à des auto-flagellations, qui sont plus ou moins ridicules.[155] »

Pessimisme et désabusement (ou désenchantement) se nourrissent sans se contredire. Le pessimisme de ses dernières années est une combinaison de plusieurs causes. Il doit être regardé comme une césure dans son parcours intellectuel mais ne doit pas être mis au centre. Pessimisme et désabusement nous permettent-ils d'écrire qu'Aron désormais cède à la décadence ?

La décadence selon Aron au cours des années soixante-dix

Doit-on réviser notre analyse du chapitre 3 où Aron rejetait formellement le concept de décadence comme fin nécessaire de l'histoire ? La décadence reprend-t-elle le dessus, comme jugement de valeur, comme constat de fin de civilisation ? De fait, l'usage du terme de décadence n'est jamais totalement figé chez Aron.

Certes, il insiste davantage sur la décadence dans les années soixante-dix. C'est ici, en termes de vocabulaire, une césure notable. Dans l'introduction de *Plaidoyer pour l'Europe décadente*, il écrit « En un sens du mot, la décadence de l'Europe occidentale ne prête pas au doute. Il suffit, pour écarter les objections de remplacer le mot de décadence par celui d'abaissement.[156] »

Dans son dernier cours au Collège de France sur *La décadence de l'Occident*, le 18 mars 1976, il associe tentation du totalitarisme qui semble gagner une partie de l'Occident à décadence, en y apportant une nuance importante :

> {La tentation du totalitarisme} (…) est un symptôme de décadence morale ou plus exactement un symptôme de décadence historique. [157]

155 Raymond Aron, « Sur mon éducation philosophique », entretien avec Joachim Stark, *Commentaire*, n°141, printemps 2013, p 124. Il s'agit d'un entretien réalisé par Joachim Stark (et publié dans son livre en 1986) les 7 et 14 octobre 1981.

156 Raymond Aron, *Plaidoyer pour l'Europe décadente,* op. cit., introduction « En quête d'un titre », p. 23.

157 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 31, « La décadence de l'Occident », Collège de France 1975-1976, cours dactylographiés, 26e cours et dernier, 18 mars 1976.

En 1978, il affirme dans une interview que laisser les États-Unis s'occuper de sa défense, est, pour l'Europe, un « symptôme de décadence[158] ». En 1981, il ajoute : « Il y a le phénomène historique de ce qu'on appelle la décadence de l'Europe occidentale.[159] »
Mais, deux ans plus tard, il reconnaît sa difficulté face à ce terme qui est pour le moins équivoque : « Je n'emploie pas volontiers le terme de décadence, bien que je l'aie employé dans le titre d'un de mes livres avec un point d'interrogation.[160] »
De fait, pour lui, cette notion est opératoire : c'est une médiation pour comprendre certains de ses écrits. Dans ses entretiens avec Jean-Louis Missika et Dominique Wolton, ces sentiments transparaissent d'une façon remarquable :

> S'il ne reste plus rien du devoir du citoyen, si les Européens n'ont plus le sentiment qu'il faut être capable de se battre pour conserver ses chances de plaisir et de bonheur, alors en effet, nous sommes à la fois brillants et décadents.[161]

Il l'admet lui-même, cette notion reste attirante et exerce un pouvoir d'attraction – répulsion : « Entre l'empire romain et l'Europe d'aujourd'hui, les différences sont évidemment considérables. Ce phénomène de décadence de civilisation n'en garde pas moins un caractère tout à la fois mystérieux et fascinant.[162] »
Giulio De Ligio a bien résumé ce rapport fascination / répulsion en remarquant : Si Aron fut parfois tenté d'envisager une possible "décadence" européenne, notion dont il n'ignorait pas l'encombrant pedigree, c'est en raison de cet « abandon par les Européens de leurs responsabilités politiques[163]. »

158 Raymond Aron, interview du 09 octobre 1978 Antenne 2, disponible sur http://www.ina.fr/video/I00018553
159 Raymond Aron, Sur mon éducation philosophique, entretien avec Joachim Stark, *Commentaire*, n°141, printemps 2013, op. cit., p. 125.
160 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 94, « Europe : le relatif déclin », 8 juin 1983.
161 Raymond Aron, *Le spectateur engagé*, entretiens avec Jean-Louis Missika et Dominique Wolton, Paris, Paris, Julliard, 1981; réédition Paris, Presses Pocket, 1983, p. 287.
162 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 188, Lettre de Raymond Aron à Henry Bergasse, 22 mars 1977 (en réponse à une lettre du 3 mars 1977).
163 De Ligio, Giulio (dir.), *Raymond Aron, penseur de l'Europe et de la nation*, Bruxelles, Bern, Berlin, Frankfurt am Main, New York, Oxford, Wien, 2012. Collection: Euroclio - volume 66 160 p., p12.

Les années soixante-dix, pour Aron et d'autres, marquent bien un tournant. Ces renferment des spécificités qui en font sa singularité. Même si Hartmut Kaelble[164] cherche à relativiser et à lire ces années comme un retour à la normale après les Trente glorieuses (avec accommodation et pragmatisme stabilisateur après certaines utopies), elles représentent une césure dans la réflexion globale sur la crise de la civilisation.

D'un point de vue sociologique, cette période propose de nouveaux (ou plus intenses) indicateurs de crise note Martin Breaugh : « La sortie de la religion, l'arrivée des idéologies, la primauté de l'individu et le couronnement des droits de l'homme engendrent une crise de civilisation.[165] ». Rappelons également certains nouveaux indicateurs relevés par Aron et présentés au cours de ce chapitre : tendance à l'autocritique extrême, crise de l'autorité, crise de générations, absence de vision, modification de l'idée de progrès (de promesse d'un avenir meilleur à inquiétude d'un présent incertain), difficultés intrinsèques d'une société totalement sécularisée[166], transformation du regard sur le pouvoir qui est devenu (pour certains) l'ennemi des désirs individuels. Cette crise se transforme en défi pour la civilisation occidentale comme le souligne Miguel Morgado : « Aron saw it, the West at the beginning of the 1980's faced a most subtle challenge : the "danger" came, not so much from the "totalitarian temptation", but rather from the "exorbitance of liberal ambitions", and the "impetuosity of egalitarian demands".[167] »

Désormais, la crise est globale et permanente et devient crise de civilisation. La crise modifie le rapport entre réel et idéal : de tension à rupture. Ces années constituent non tant l'âge d'or de la crise mais bien un âge nouveau. Cet âge nouveau, rapidement esquissé au cours de ce chapitre, est et reste un objet d'études pertinent et légitime pour

164 Hartmut Kaelble, « Vers une histoire sociale et culturelle de l'Europe pendant les années de « l'après-prospérité » paru en 2004 », *Vingtième Siècle, Revue d'histoire,* 2004, vol. 84, octobre-décembre 2004, pp. 169-179, voir p. 169.

165 Martin Breaugh, Politique et Sociétés, vol. 21, n° 3, 2002, p. 173-180. Recension de La démocratie contre elle-même, de Marcel Gauchet, Paris, Gallimard, 2002, 385 p. Disponible en ligne : http://www.erudit.org/revue/ps/2002/v21/n3/000504ar.html

166 Voir à ce sujet : Raymond Aron, « Sur mon éducation philosophique », entretien avec Joachim Stark, *Commentaire*, n°141, printemps 2013, op. cit., p 125.

167 Miguel Morgado, « The Threat of Danger : Decadence and *Virt*ù », *Nação e* Defesa, 2005, n°111, pp 93-111.

le chercheur en histoire ou en sciences politiques. Marcel Gauchet le rappelle en ces termes :

> Ce sera pour longtemps un fascinant objet d'étude que de reconstituer les voies par lesquelles, à partir de 1975, la seconde grande crise de ce siècle a complètement subverti les représentations de l'action collective, du devenir et de l'organisation sociale que la première avait puissamment contribué à enraciner.[168]

Tout est affaire de rapport et de tension. La tension a pour objectif de tendre vers l'équilibre. Désormais, la relation, non plus mise sous tension mais en état de crise permanente, devient déséquilibre et asymétrique.

Peut-on et doit-on uniquement conserver la grille d'analyse réalisme – pessimisme pour comprendre le parcours et les travaux d'Aron ? Dans le chapitre suivant, nous proposons une grille complémentaire qui va permettre de nuancer notre propos et de mieux mettre en valeur le regard civilisationnel qu'il porte sur l'Europe.

168 Marcel Gauchet, « Pacification démocratique, désertion civique », *Le Débat* 1990/3 (n° 60), p. 77-87, p. 78. Disponible en ligne http://www.cairn.info/revue-le-debat-1990-3-page-77.htm

Chapitre VIII

Ni cynisme, ni moralisme

Triple historicité qui correspond à une triple exigence :
recueillir un héritage, tendre vers un avenir que l'on ignore,
se situer dans un mouvement qui dépasse les individus.
Raymond Aron[1]

Et bien, je crois qu'en dépit de tout,
l'idée de l'unité européenne est une idée valable
et que c'est une idée politiquement efficace.
Raymond Aron[2]

Réalisme et innovation

Rappelons la dualité qui caractérise Aron et que nous avons mise en valeur dans les chapitres 6 et 7 : la volonté de l'action s'accompagne d'un tableau parfois sombre sur le présent. Pour Pierre Hassner, cette dualité en faisait sa singularité :

> Ce par quoi il se distinguait de la plupart de ses interlocuteurs de la fin des années 1930, c'était d'une part son diagnostic pessimiste sur la nature des adversaires de la France et de la démocratie et sur la combativité de ces dernières ; et c'était d'autre part son souci de ne se placer ni sur le plan de la

1 Raymond Aron, *Introduction à la philosophie de l'Histoire*, op. cit., p. 415.
2 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 3, IEP de Paris, Conférence du 19 décembre 1947 « L'idée d'Europe ».

> condamnation morale ni sur celui de la contemplation désintéressée ou de l'acceptation fataliste mais sur celui des nécessités parfois désagréables de l'action.[3]

Comment comprendre cette singularité ? Est-ce le principe du réalisme ? Dans ce cas, avec la prudence, le pessimisme, le doute ou le scepticisme, etc., où s'arrête la modération et où commence la frilosité ?

Les convictions de Raymond Aron traduisent une praxéologie, autrement dit une définition de préceptes d'actions. Il s'agit du refus de l'immobilisme teinté de prudence dans le fond et de modération dans la forme. Réalisme ne veut pas dire immobilisme, Aron l'indique dans *L'opium des intellectuels*: « Pourtant l'homme qui n'attend pas de changements miraculeux ni d'une Révolution ni d'un plan, n'est pas tenu de se résigner à l'injustifiable[4] ». Il peut être pertinent de reprendre une à une les différentes facettes du réalisme aronien et de les confronter à ses réflexions européennes. Nous empruntons ici des éléments présentés par Alessandro Campi[5].

1/ « Le contraire du réalisme n'est pas l'idéalisme mais l'irréalisme et la négation, par aveuglement intellectuel ou idéologisme obtus, de la réalité historique et de ses contradictions vitales[6] ». Aron est un européen du possible et du souhaitable critiquant l'aveuglement et l'idéologie érigée comme principe ;

2/ Le réalisme n'est pas la sauvegarde du statu quo : Aron dénonce l'immobilisme politique de l'Europe. Le réalisme aronien démystifie les idéologies et les pouvoirs en place ;

3/ Le réaliste analyse les changements et renonce aux croyances établies, corrélat de la proposition 2. Aron constate, met en garde et propose (ce triptyque de raisonnement est particulièrement visible dans la construction de ses éditoriaux) ;

---

3 Pierre Hassner, « Raymond Aron : Machiavel et les tyrannies modernes », *Revue française de science politique*, 44e année, n°1, 1994. pp. 144-147.

4 Raymond Aron, *L'opium des intellectuels*, op. cit., p. 334.

5 Alessandro Campi, « Raymond Aron et la tradition du réalisme politique », *Raymond Aron et la liberté politique*, Actes du colloque international, op. cit., p. 246-248,

6 *Ibidem*, p. 246.

4/ Le réaliste refuse le déterminisme « fondé sur le principe d'une causalité unique[7] ». Le changement est possible, l'Europe est maître de son destin ;

5/ Le réalisme doit « maintenir vivace le sentiment de la «conscience historique » et ne pas se réduire à une forme d'idolâtrie de l'histoire […][8]». Vis-à-vis de l'Europe, Aron met l'accent sur le caractère réversible de l'effondrement des pays européens au sortir de la guerre ;

6/ Le réaliste croit en la vertu de la prudence et de la sagesse. Tout au long de ses réflexions, il n'a de cesse d'appeler à la sagesse des nations européennes.

Si le réalisme a pu parfois être accusé d'immobilisme, de pessimisme, de conservatisme et de frilosité, Aron l'expurge de ses maux potentiels pour lui attribuer les adjectifs de modération, et de responsabilité. Il ne cesse de respecter désir de réalité et principe de responsabilité au sein de ses engagements et de ses écrits. Il combat le fanatisme des idéologies – et ici pour les questions européennes : la tentation de la neutralité, l'illusion du modèle soviétique et l'Europe de l'Atlantique à l'Oural. Dans *Paix et guerre entre les nations,* il revient sur sa conclusion de *L'opium des intellectuels* :

> Le fanatisme auquel j'en avais est celui des idéologues de notre siècle, simplificateurs et « perfectionnistes », qui se croient en possession d'une recette infaillible de prospérité et de justice et qui sont prêts à n'importe quelle violence pour atteindre ce but radieux. Douter de ces modèles abstraits n'a rien à voir avec le scepticisme vulgaire. C'est au contraire, faire confiance à la raison qui confirme l'imperfection de tous les ordres sociaux, avoue l'impossibilité de connaître l'avenir, condamne la vaine prétention de dessiner le schème d'une société idéale.[9]

Ce réalisme traduit littéralement la volonté de penser le réel. Alain Boyer l'explique ainsi : « Raymond Aron n'est donc pas fondamentalement pessimiste, ni désespéré mais réaliste. Il y a chez lui comme un goût pour la réalité, une passion pour les faits, un

7 *Ibidem,* p. 247.
8 *Ibidem*.
9 Raymond Aron, *Paix et guerre entre les nations*, op. cit., p. 742.

amour du vrai et, corrélativement, une allergie presque irritante au rêve, au désir de l'impossible, à la crânerie juvénile.[10]»

Dans *Plaidoyer pour l'Europe décadente,* il revient sur cette dichotomie entre réalité et rêve, qu'il associe à lyrisme, illusion ou pire, malhonnêteté :

> Il suffit d'employer certains mots, de rappeler certaines données structurelles communes à toutes les sociétés pour appartenir au camp des progressistes et bénéficier de l'indulgence des bien-pensants. (…) Ainsi, nos intellectuels – grands simplificateurs méconnus – trouvent enfin ce qu'ils cherchent : une explication globale de toutes les misères et de toutes les injustices.[11]

A travers ces lignes, Raymond Aron se livre plus qu'il ne le voudrait. Le sentiment pointe à travers le raisonnement. Le vocabulaire – bien pensants, nos intellectuels – met en relief une cicatrice ouverte depuis la publication de *L'Opium des intellectuels*. Exigeant voir intransigeant envers lui-même, Aron n'a jamais voulu s'autoriser à globaliser et à simplifier sur le fond, à user de grands mots et de grandes phases sur la forme, à critiquer sans proposer de solution. Cette ascèse scientifique l'a de facto rangé dans la case de l'intellectuel froid, sans cœur et sans âme.

Il stigmatise la foi aveugle en l'idéologie pour prôner le pragmatisme, use de raison plus que de passion (ce qui ne l'empêche pas d'être passionné par les idées qu'il défend). Editorialiste, philosophe, professeur, il se veut responsable de ses écrits et de ses engagements. Cette démarche intellectuelle explique le cheminement du citoyen Aron engagé dans le siècle.

Penser l'histoire se faisant, replacer le fait dans son contexte historique, ne pas faire état d'aveuglement fanatique et ainsi ne pas se laisser enfermer par les idéologies, séparer le possible du souhaitable, s'interdire l'immobilisme de la pensée ou de l'action, ne sont-ce pas tous les prérequis pour exercer sa liberté d'esprit à l'épreuve de la raison critique, ne sont-ce pas les caractéristiques d'un pédagogue engagé ? Dans ses écrits comme dans

10 Alain Boyer, « Le désir de réalité, Remarques sur la pensée aronienne de l'histoire »,pp 39-57, pp. 42-43, dans *Raymond Aron, la philosophie de l'histoire et les sciences sociales*, Alain Boyer, Georges Canguilhem, François Furet et Jean Gatty, Textes édités par Jean-Claude Chamboredon, Presses de l'École Normale Supérieure, 1999, 96 p.

11 Raymond Aron, *Plaidoyer pour l'Europe décadente*, op. cit., p. 147.

ses actions, Raymond Aron s'est efforcé de concilier des convictions et sa responsabilité d'intellectuel et de citoyen (Que pouvons-nous espérer ? Que pouvons-nous faire ?). A ce titre, la méthodologie aronienne reste pérenne. Pierre Hassner le loue non par pour ses prises de position, mais sa manière de réfléchir :

> Aux craintes des uns et des autres, Aron oppose un refus nuancé mais ferme, du millénarisme catastrophique. Le même refus qu'il opposait hier aux utopies, idylliques ou révolutionnaires. Il conclut son analyse de la dissuasion et de la maîtrise des armements, des États-Unis et de l'Union soviétique, en confirmant le diagnostic qu'il avait été le seul à formuler avec cette lucidité tranquille en 1947. A nous d'en tirer la leçon par laquelle il concluait *Le Grand Schisme* : « Cessons de rêver et retournons à la tâche quotidienne ».[12]

Or, ce scepticisme, ce réalisme et cette inclination au pessimisme, ont pu desservir Aron. Il le reconnaît lui-même : en se contraignant à l'ascèse de la raison, son œuvre était moins facile d'accès par le fond et la forme (essai et non roman ou pièce de théâtre comme certains de ses condisciples). Rappelons un fait bien connu : Aron accéda au succès commercial et populaire avec ses *Mémoires.*, œuvre dont la forme (biographie intellectuelle) favorisait la rencontre avec un plus large public.

Peu importe son obsession du danger soviétique ou son pessimisme exacerbé des années soixante-dix (voir chapitre précédent), tout cela ne nuit plus à la lecture et à la compréhension. Ces scories sont temporelles et liées à un moment donné. Il reste l'essentiel : sa démarche et le développement de son postulat principal : l'Histoire est tragique, il faut la vivre comme telle. Il nous semble que tout le travail intellectuel d'Aron peut être résumé en ce postulat unique. Il n'a cessé de le décortiquer, de l'analyser et de le décliner.

Accepter le tragique de l'histoire, c'est comprendre que rien n'est écrit et que l'incertain peut se transformer en innovation. L'innovation ne signifie pas forcément création. L'innovation peut se comprendre comme nouvel usage (ou nouveau produit) qui modifie une perception ou un comportement. Comment faire acte d'innovation pour combattre la crise de la civilisation ?

12 Pierre Hassner, préface, p. 9, *Raymond Aron*, Paris, Julliard, Commentaire, 1984, 249 p.

Aron, dans un texte intitulé *L'éducation du citoyen dans les sociétés industrielles* réfléchit à la pertinence de l'élection au sein d'une société démocratique, où les sujets et enjeux sont de plus en plus techniques et complexes. Est-il vraiment raisonnable qu'un citoyen (profane face à des problèmes scientifiques) élise un profane à un poste de direction ? Cela semble absurde et contraire à l'efficacité. Que faire ?

Bien entendu, en premier lieu, une meilleure éducation s'impose. Est-ce tout ?

Il cherche à aller plus loin en proposant une posture intellectuelle – un état d'esprit - très actuelle à l'heure où le mot d'ordre obligatoire (à tort ou à raison), sous peine de disparaître, est la capacité d'innovation, c'est-à-dire accepter un monde en bouleversement total et de transformer soi-même (cela vaut pour l'État, l'entreprise, la société et l'homme lui-même) :

> (…) la vertu suprême de l'esprit, en une société scientifique et en une époque révolutionnaire, n'est peut-être ni une formation ni une autre, mais la souplesse, l'imagination, la capacité de ne pas être prisonnier des stéréotypes, de demeurer ouvert aux nouveautés.[13]

Si nous avons souligné l'ambition et l'action comme nécessaires à la vertu (chapitre 6), nous complétons cette analyse dans ce chapitre avec l'innovation. Dans le 20e cours de « La décadence de l'Occident » en 1976, il met en exergue le couple création-innovation. Il s'agit de s'interroger si l'Occident conserve « la capacité de création et d'innovation qui définissent la vertu historique.[14] » Il y répond de deux manières. Si on considère l'Occident comme l'ensemble des pays qui la composent, alors cet ensemble historique est en déclin. En revanche, si on considère l'Occident comme un ensemble de valeurs et d'idées créé par ces pays, alors c'est justement le contraire : pas de déclin mais une vitalité : « car ceux mêmes qui se révoltent contre lui le font au nom de ces idées[15] ». Il qualifie cette ironie de l'histoire de « suprême consolation[16] ».

L'Europe communautaire peut-elle faire acte, elle aussi, d'innovation ?

---

13 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 125, « L'éducation du citoyen dans les sociétés industrielles ».

14 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 31, « La décadence de l'Occident », Collège de France 1975-1976, cours dactylographiés, 20e cours, 26 février 1976.

15 *Ibidem*.

16 *Ibidem*.

La naissance, le 5 décembre 1978, du Système monétaire européen (SME) effectif le 1er janvier 1979 avec une monnaie de compte, l'écu, ne cache pas les divergences économiques entre les pays Européens. Aron s'interroge : « Que reste-t-il de l'idée européenne dans ces controverses techniques […][17]? » La Communauté européenne n'est « […] pour l'instant, qu'un ensemble économique. La supranationalité, à supposer qu'elle soit à craindre, ne s'appliquerait qu'à des affaires mineures. Le vrai, c'est que, pour l'essentiel, les monnétistes ont perdu la partie[18] ».

L'émergence d'un pôle politique européen pourrait entretenir avec les pays d'Europe centrale un dialogue nécessaire à l'instauration d'un nouvel ordre de sécurité et de coopération. Est-il réalisable ? Peut-on au-delà des bilatéralismes, concevoir un espace et une structure propres aux échanges européens ? L'Europe de l'Ouest ne semble pas s'en donner les moyens :

> Pourquoi la détente unit-elle les Français alors que l'Europe les divise? […] la détente n'engage à rien, sinon à des transactions commerciales et à des bavardages. L'Europe entraîne des actes, l'ouverture des frontières, l'établissement d'un budget, la fixation des prix agricoles.[19]

L'initiative devrait venir de la France, de l'Allemagne ou de la Grande-Bretagne, malheureusement ces trois pays bloquent la progression. La France a quitté le commandement intégré de l'OTAN tout en refusant un désengagement militaire américain d'Europe et reproche à l'Allemagne de se détourner de l'Europe. Les Allemands répliquent qu'il ne tient qu'à la France de ranimer la flamme européenne. La Grande-Bretagne pourrait être la chance de l'Europe mais une fraction de sa classe politique envisage de revenir sur la décision prise d'entrer dans le marché commun.

Au début des années 80, la situation en Afghanistan provoque une initiative commune entre deux pays européens. L'invasion des troupes soviétiques en Afghanistan, si elle témoigne de l'impuissance occidentale de contenir l'expansionnisme soviétique, permet

17 Raymond Aron, « Naissance de l'Ecu », *L'Express,* 9-15 décembre 1978.

18 Raymond Aron, « Notre sort se joue ailleurs », *L'Express*, 9-15 juin 1979. Notons un peu plus loin : « Jean Monnet appelait de ses vœux l'adhésion de la Grande-Bretagne, mais il se refusait à reconnaître l'évidence. Avec la Grande-Bretagne, la Communauté européenne ne dépasserait pas le stade de l'intégration fonctionnelle des économies. »

19 Raymond Aron, « La vie en rose »*, L'Express,* n°1442 24 février-2 mars 1979.

à Aron d'écrire : « Pour la première fois, dans une crise mondiale, la France et la République fédérale allemande prennent publiquement une position commune et s'attribuent des « responsabilités particulières» donc distinctes des États-Unis[20] ». Cette position commune est permise grâce à la coopération entre le Chancelier allemand et le président de la République française, entente entre deux hommes pour une même idée : « L'abaissement de la République américaine encourage Paris et Bonn à mener une politique indépendante qui se baptise européenne. Pour le meilleur et pour le pire[21] ».

Cette prise de position pour la liberté (du peuple afghan[22]) est une caractéristique essentielle, pour Aron, de l'identité européenne. L'Europe est, selon lui, par essence antitotalitaire. Il indique en 1975, dans la conférence « L'Europe, avenir d'un mythe » déjà citée au chapitre précédent l'un de ses textes les plus importants pour comprendre son engagement européen (avec le discours de Francfort de 1952) :

> Car la communauté européenne plus encore qu'une entité économique, incarne une tradition et une idée : c'est pour protéger leurs libertés, celle des personnes et celles de l'esprit, que les Européens ont décidé de s'unir. Toute victoire de la liberté est une victoire pour l'Europe.[23]

Entre ses deux textes de 1952 à 1975, ses écrits se font écho avec une flagrante cohérence et continuité. L'importante de la liberté, comme valeur à défendre, se retrouve également chez Julien Freund qui écrit : « Une décadence a généralement sa source dans l'infidélité aux principes de la civilisation concernée[24] ». Les principes de la civilisation européenne se résument selon lui en deux points : le sens de la vérité et le sens des libertés.

Si toute innovation en faveur de la liberté est importante, la permanence de la menace soviétique[25] rend caduque tout idée d'Europe totalement indépendante de l'appui américain : « La communauté existe, indispensable, précieuse, consécration de la

20 Raymond Aron, « Equivoques giscardiennes », *L'Express*, 9-15 février 1980.
21 Raymond Aron, « Diplomatie franco-allemande », *L'Express*, 22-28 mars 1980.
22 Voir à ce sujet Raymond Aron, « Détente divisible ou indivisible ? », *L'Express*, 14-20 juin 1980 : « Les Européens ne peuvent pas ne pas prendre parti pour un peuple qui combat pour sa liberté ».
23 Raymond Aron, « L'Europe, avenir d'un mythe », op. cit.
24 Julien Freund, *La décadence*, op. cit., p. 389.
25 Menace présentée au chapitre précédent, nous ne faisons que la mentionner.

réconciliation des Européens; elle ne sera pas un troisième ou quatrième grand du moins tant que l'imperium soviétique jettera son ombre sur les démocraties libérales[26]». L'Europe ne prend pas en compte, selon Aron, l'évolution de la donne internationale : « L'Europe pour vivre libre après 1984, doit d'abord prendre conscience du déclin américain et de sa propre condition, faiblesse militaire et vulnérabilité économique[27]».

L'Europe : succès ou échec ?

S'interroger sur l'avenir de l'Europe à partir de 1984 (titre de l'éditorial d'Aron dans *L'Express* du 15-21 septembre 1979 : « « L'Europe survivra-t-elle à 1984 ?), c'est en creux, affirmer que l'Europe est en vie. Cela paraît bêtement évident. Or, au début de l'aventure, rien ne l'était moins. Ravagées par six années de guerre, les nations européennes se mettent à reconstruire à partir de 1945. Quel bilan peut-on établir ?

En 1957, dans un chapitre intitulé *« L'affaiblissement de l'Europe »* au cœur de la partie nommée *« La décadence »* du livre *Espoir et peur du siècle,* Aron écrit : « Au lendemain de deux guerres inexpiables, jamais l'Europe n'a été aussi peuplée, jamais elle n'a autant produit, jamais les biens n'ont été moins inégalement répartis.[28]»

En 1960, il évoque le « miracle européen » : l'existence même de l'Europe est déjà un succès. En 1950, rien n'était moins sûr : « La menace soviétique a rapproché les pays à l'ouest du rideau de fer. Le relèvement économique, favorisé par la coopération internationale et l'aide américaine, a dépassé tous les espoirs. Le grand fait des dix dernières années, c'est le miracle européen[29] ». Ce miracle est à mettre en regard avec l'Europe idéocratique, l'Europe de l'U.R.S.S. Pour Aron, l'Europe libérale représente non seulement la liberté mais également l'efficacité productive.

26 Raymond Aron, « L'Europe sans illusions », *Le Midi libre,* 5 juin 1979. Ayant quitté *Le Figaro* pour rejoindre *L'Express,* Aron désire garder une plume quotidienne ce que ne lui permet pas l'hebdomadaire. Il écrit des articles quasi quotidiens vendus et diffusés par les agences de presse *Opera mundi* et *Agepresse.* Jusqu'à juin 1983, des articles de Raymond Aron sont publiés dans des quotidiens de province, en particulier *Le Midi libre, Les Dernières Nouvelles d'Alsace* ou *Le Progrès de Lyon.*

27 Raymond Aron, « L'Europe survivra-t-elle à 1984? », *L'Express,* n°1471, 15-21 septembre 1979.

28 Raymond Aron, *Espoir et peur du siècle,* Paris, Calmann- Lévy, « Essais non partisans », 1957, 364 p., p. 207.

29 Raymond Aron, « Lettre à un ami anglais », *Le Figaro,* 7 avril 1960.

Or, ce « miracle » économique ne doit pas nécessairement être suivi, comme déroulement inéluctable de l'histoire, par une union politique fédérale. Dans *Paix et guerre contre les nations,* il écrit que rien n'indique que « […] la formation du Marché commun ne débouche ni par nécessité juridique ni par nécessité historique sur une authentique fédération[30]». Croire que la supranationalité économique aboutira obligatoirement à une supranationalité politique est une erreur de jugement. Il affirme la supranationalité se résout à « une délégation d'autorité administrative[31]». Près de 15 ans plus tard, dans *Plaidoyer pour l'Europe décadente*, Aron revient sur la possibilité d'une Europe politique :

> L'Europe des Six ou des Neuf ne constitue pas une entité politique : aussi loin que le regard puisse porter, elle n'en constituera pas une. À supposer que les États-Unis d'Europe eussent été possibles, au cours des dix premières années de l'après-guerre, la chance disparut avec la Communauté européenne de défense. Les fidèles de Jean Monnet accusent le général de Gaulle d'avoir porté le coup de grâce à l'entreprise d'intégration. À mon sens il était déjà trop tard : les États nationaux s'étaient relevés et, en dernière analyse, ils ne s'étaient effondrés qu'en apparence dans les ruines des villes écrasées sous les bombes.[32]

Entre réussite économique et échecs politiques, la construction communautaire est-elle un succès ? En 1975, dans sa conférence intitulée « Fin d'un mythe[33] », il revient sur les raisons d'un sentiment de demi échec de la construction européenne : l'Europe est l'Europe des industriels, les débats sont très sectoriels et de plus en plus techniques.

Néanmoins, dans ses cours au Collège de France, en 1975-1976, il relativise ce sentiment. Il met en valeur à nouveau l'importance de la réussite de l'Europe depuis 1945 d'un point de vue économique. Les pays européens se sont relevés et, mieux, sont devenus des sérieux concurrents de la puissance économique américaine. Pour utiliser un terme de Toynbee, Aron affirme que l'Europe a relevé et remporté le « défi » que lui

30 Raymond Aron, *Paix et guerre entre les nations*, op. cit., p. 732..
31 *Ibidem*, p. 723.
32 Raymond Aron, *Plaidoyer pour l'Europe décadente,* op. cit., p. 449.
33 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 82, Conférence « fin d'un mythe », 30 avril 1975.

posait l'histoire[34]. Il reconnaît qu'il s'agit uniquement pour l'instant d'un rattrapage et d'une imitation face à son allié atlantique.

Faut-il en rester là ? Pour lui, rien n'est moins sûr : « Pour que l'année de l'Europe[35] ne se termine pas sur un fiasco, il faut parler d'autres choses, que du dollar, des agrumes et des céréales[36]». Pourquoi progresser puisque plus rien ne l'exige : « L'Europe occidentale ne peut ni ne veut sortir de l'ensemble économique et militaire auquel appartiennent les États-Unis. Il n'en résulte pas qu'elle doive se satisfaire de ce qu'elle est aujourd'hui : une entité commerciale[37]».

Quelles sont les perspectives ? Dans sa conférence de 1975, il propose à nouveau de renforcer les institutions communautaires en leur donnant une efficacité plus grande avec l'élection du Parlement européen au suffrage universel[38], proposition qui avait été refusée par de Gaulle et Pompidou et qui fait peur aux gaullistes. La question essentielle est pour Aron : « L'Europe peut-elle projeter sa réalité et sa volonté sur le plan mondial ? Les nations d'Europe qui ont été et qui restent jalouses de leur souveraineté peuvent-elles avoir une politique extérieur commune ?[39] ».

En 1982, il constate en fin de compte l'échec politique de l'Europe : « Le traité de Rome apparaît rétrospectivement comme une réaction à l'échec de la CED, mais la revanche économique n'efface pas l'échec politique[40] ». L'Europe se consacre à des problématiques économiques sans prendre le temps de construire une politique européenne : « Le vingt-cinquième anniversaire du traité de Rome fut célébré dans un climat de morosité. Les États de l'Europe occidentale demeurent aussi éloignés des États-Unis d'Europe qu'ils ne l'étaient hier[41] ».

Entre succès et échecs, l'Europe est-elle la cause d'un déclin national ?

34 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 31, « La décadence de l'Occident », Collège de France 1975-1976, cours dactylographiés, 14e cours, 5 février 1976.
35 L'année 1973 a été ainsi appelée « année de l'Europe » par le secrétaire d'État américain Kissinger.
36 Raymond Aron, « L'année de l'Europe », *Le Figaro,* 1er juin 1973.
37 Raymond Aron, « L'avenir de la Communauté européenne », *Le Figaro,* 4-5 novembre 1972.
38 Proposition déjà faite dans : « La possible révision », *Le Figaro,* 24 novembre 1952. Nous l'avons indiqué au chapitre 6
39 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 82, Conférence « Fin d'un mythe », 30 avril 1975.
40 Raymond Aron, « Dialectique nucléaire », *L'Express*, 2-8 avril 1982.
41 *Ibidem*.

Le 6 décembre 1978, Jacques Chirac (président du RPR, Rassemblement Pour la République) lance « l'appel de Cochin » où il dénonce, entre autres, « le parti de l'étranger » qui conduirait la France au déclin, tant économique que politique. Jacques Chirac écrit : « Comme toujours quand il s'agit de l'abaissement de la France, le parti de l'étranger est à l'œuvre avec sa voix paisible et rassurante. Français, ne l'écoutez pas. C'est l'engourdissement qui précède la paix de la mort.[42] » Il les appelle à combattre les « partisans du renoncement et les auxiliaires de la décadence.[43] »

Quelques jours après, dans un article de *L'Express* intitulé : « L'alliance gaullo-communiste », Aron[44] s'attache à réfuter un à un les arguments et les prévisions de Jacques Chirac et affirme que l'Europe n'est pas l'ennemi de la France et son fossoyeur hypothétique. Si le suffrage universel à l'Assemblée européenne risque de plonger la France dans une campagne électorale où le gouvernement en sortira affaibli (par l'alliance des communistes et du RPR contre la Communauté européenne), cette initiative « ne justifie d'aucune manière le déchaînement des passions[45] » et cette Assemblée ne portera pas tort à l'indépendance du pays. La construction européenne et ses institutions ne représentent pas un danger : « L'élargissement du Marché commun élimine « le danger » de la supranationalité, même si l'Assemblée élue, s'efforce – ce qui est en effet probable – d'accroître son autorité. La résistance de la France sera renforcée par celle du Royaume-Uni[46]». Le « SME ne constitue pas davantage une menace pour l'indépendance nationale[47]», car conforme aux préférences des différents gouvernements français.

Aron n'hésite pas à mettre sur le même plan Jacques Chirac, les socialistes et les communistes : « Les discours de Jacques Chirac appartiennent au même genre que ceux des socialistes et des communistes : ils pourfendent des abstractions maléfiques […][48] ». Il affirme « l'indignité d'un homme d'État [49]» qui tente de faire croire que l'Europe est,

42 Le texte est disponible en libre accès : https://fr.wikisource.org/wiki/Appel_de_Cochin
43 *Ibidem*.
44 Raymond Aron, « L'Alliance gaullo-communiste», *L'Express*, 16-22 décembre 1978.
45 *Ibidem.*
46 Raymond Aron, « Sauver ou saboteur ? », *L'Express,* 7-13 avril 1979.
47 *Ibidem*.
48 Raymond Aron, « Le populisme chiraquien », *L'Express,* 10-16 mars 1979.
49 *Ibidem*.

parmi d'autres, la cause du déclin national. Selon lui, Jacques Chirac use de « populisme[50] » et « flatte des préjugés, des ressentiments, des nostalgies, que la crise éveille ou avive[51] ». Cet épisode de l'appel de Cochin montre qu'Aron, tout en étant réaliste, et par moment gagné par le pessimisme, reste un Européen de raison et de conviction.

Ce souci du réel et ce désir d'innovation pour l'Europe doivent cependant s'accompagner d'autres choses que *d'agrumes, de dollar et de céréales.* Raymond Aron n'a jamais cessé sa quête de sens et de transcendance pour la civilisation européenne.

La recherche de la transcendance et du sens

Pour Agnès Bayrou[52], Aron a su pointer du doigt le paradoxe de l'Europe : comment appréhender l'Europe hors des certitudes banales et des questions techniques ? De quoi parle l'Europe si on supprime les considérations économiques et la mythologie européenne qui affirme le bien fondé de la construction européenne, grâce à, pêle-mêle, l'Europe de Charlemagne, les cathédrales ou Victor Hugo ?

Dans un article de 2012, elle propose de conclure provisoirement que « L'Europe n'est pas (ou n'est pas encore) un corps politique, puisque aucune délibération civique ne l'anime de l'intérieur[53] ». Elle n'ignore pas les possibles objections : les débats, depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale, sont nombreux entre fédéralistes et unionistes par exemple.

Il semble s'agir d'un vrai débat d'idées. Or, la véritable question pour Aron, souligne-t-elle, n'est pas la problématique du fédéralisme mais la problématique, plus fondamentale, de l'éventuelle naissance d'un peuple européen ou la problématique de l'union politique des États.

50 *Ibidem*.
51 *Ibidem*.
52 Agnès Bayrou, « L'Europe comme corps politique ? L'analyse aronienne de la construction européenne », dans De Ligio, Giulio (dir.), *Raymond Aron, penseur de l'Europe et de la nation*, Bruxelles, Bern, Berlin, Frankfurt am Main, New York, Oxford, Wien, 2012. Collection: Euroclio - volume 66 160 p.
53 *Ibidem*, p. 50.

Agnès Bayrou propose la définition aronienne suivante de la communauté politique : « Des divers écrits d'Aron, il ressort qu'un groupement est politique dès lors qu'il suscite un sentiment, ou plutôt, un certain sens d'appartenance à l'intérieur, lié à une capacité d'action à l'extérieur.[54] »

L'identité et l'action se nourrissent l'un de l'autre. Peut-on affirmer : l'Europe sera politique ou ne sera pas ? Au-delà de son caractère lapidaire, cette formule a le mérite de préciser l'enjeu et de remettre, si cela était nécessaire, la politique au centre. L'impossibilité d'être un corps politique en l'absence de sens d'appartenance et de capacité d'action prend un sens particulier au regard de notre actualité. Les différentes crises ne sont alors que des déclinaisons de cette souffrance initiale. Pour répondre à la crise, pour être une Europe politique avec une identité forte et capable d'action, il est indispensable de donner un sens à cette action.

Aron associe l'unité à la transcendance, c'est-à-dire un transfert ou une transposition de problèmes nationaux sur un autre plan pour mieux les régler, dans *Les guerres en chaîne* (1951) : « L'horizon semble, de tous les côtés bouchés. […] L'unité ne serait-elle pas un moyen de surmonter ces conflits en les transférant sur un plan supérieur ? [55] ».

Dans un article de 1959 peu cité mais très intéressant pour notre sujet, « Risques et chances de la civilisation industrielle », il prolonge ce raisonnement en remarquant que notre existence ne peut se contenter, pour avoir un sens, de produire des machines à laver ou des voitures. Tout en se référant à Platon, il interroge l'humanité sur le sens de la vie. Pour lui, en faisant appel, chose rare, à Heidegger, l'être humain est pleinement humain lorsqu'il s'interroge sur le sens de son être.

Il remarque à la fin de sa conclusion : « L'homme ne devrait pas oublier, s'il veut être homme, que le sens de son aventure est de dialoguer avec un Dieu qui est ou qui n'est

54 *Ibidem*. A rapprocher de la définition de l'unité politique selon Aron : « une collectivité humaine conscience de son originalité et résolue à l'affirmer face aux autres collectivités », Raymond Aron, *Paix et guerre entre les nations*, op. cit., p. 733

55 Raymond Aron, *Les guerres en chaîne*, op. cit., p. 399.

pas.[56] » Ici nous retrouvons un questionnement latent mais précis chez Aron, qui se développe par petites touches : le questionnement spirituel sur le sens de l'existence.

Dans la conclusion des rencontres de Rheinfelden, Aron rappelle que les participants ont réfléchi sur la notion de « vie bonne » au sein des sociétés industrielles occidentales. En fin de compte rappelle-t-il, au-delà de la croissance économique, du progrès, de l'organisation efficace du travail, des questions de subsistance et des ressources, ces sociétés ont à penser leur histoire, à déterminer l'objectif, sinon ultime au moins principal : « (...) la vraie question qui se pose à l'Occident est de savoir ce qu'il est et ce qu'il veut par-delà les grandes usines, et par-delà l'élévation du niveau de vie[57] ». Il rappelle que ces rencontres, si elles ont mis en relief la difficulté de la discussion autour d'une telle question, ont néanmoins convergé vers un point : la prise de conscience de la nécessité vitale d'un tel « dialogue philosophique.[58] »

Cette recherche de sens, Alexis de Tocqueville la met en valeur dans *De la démocratie en Amérique*. Selon lui, les grands succès ne s'obtiennent qu'avec temps et labeur : « Il faut que les gouvernements s'appliquent à redonner aux hommes ce goût de l'avenir, qui n'est plus inspiré par la religion et l'état social (…)[59] » Le sens est ici la décision de se fixer un objectif à long terme et d'agir en conséquence avec travail et effort commun.

Dans un discours de 1948, André Malraux fait la même analyse à propos du devenir de l'Europe. Il reconnaît largement « l'affaiblissement de la conscience européenne[60] » et même sa démission[61]. Il lance un appel au dialogue philosophique et invite l'Europe à proposer du sens : « Que nous le voulions ou non, l'Européen s'éclairera au flambeau

56 Raymond Aron, « Risques et chances de la civilisation industrielle », Les Annales, 66*e* année, avril 1959, pp. 41-51, Cité dans Raymond Aron, *Les sociétés modernes*, Paris, PUF, 2006, pp. 413-426 pour les citations suivantes, p. 426.

57 Raymond Aron, George Kennan, Robert Oppenheimer, *Colloques de Rheinfelden*, Paris, Calmann-Lévy, collection Liberté de l'esprit, 1960, p. 316.

58 *Ibidem*, p. 320.

59 Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, tome 2, op. cit., deuxième partie, chapitre 17 « Comment dans les temps d'égalité et de doute il importe de reculer l'objet des actions humaines », p. 147. Disponible en ligne : http://classiques.uqac.ca/classiques/De_tocqueville_alexis/democratie_2/democratie_t2_1.pdf

60 André Malraux, *Adresse aux intellectuels*, discours prononcé le 5 mars 1948, salle Pleyel, Paris. Incorporé comme postface aux *Conquérants* par Malraux, vingt après la parution en 1928. Edition utilisée : *Les conquérants*, Paris, Grasset, Livre de poche, 1997, 251 p., p. 222.

61 *Ibidem*, p. 226.

qu'il porte, même si sa main brûle. (…) Que sera l'esprit ? Eh bien, il sera ce que vous le ferez.[62] »

Dans « La société industrielle et la guerre », texte d'une *Auguste Comte Memorial Lecture* de 1957, Aron remarque que « (…) l'Europe occidentale illustre une des modalités possibles de la pacification grâce à la société industrielle[63]. » En quoi consiste cette pacification grâce à la société industrielle ? Un élément de réponse est apporté par Aron dans *Espoir et Peur du siècle* (même année, 1957) : « Le progrès économique, tel qu'il se pratique au XX^e^ siècle, n'exige pas l'exploitation des faibles ou la mise en culture de terres nouvelles.[64] » Un élément de réponse complémentaire est à signaler dans sa conférence « L'aube de l'histoire universelle » de 1960. Là aussi, il oppose « décadence » à « sens ». Là aussi, il refuse la « conscience de décadence[65] ». Par son histoire, guerrière et fratricide, elle a fait franchir à l'humanité le seuil de l'âge universel. L'Europe a un avenir au sein du monde, elle peut et doit avoir du sens :

> […] Elle peut être grande en se conformant à l'esprit des temps nouveaux, en aidant les autres peuples à se guérir des maladies infantiles de la modernité. Accomplir ses idées à l'intérieur, avoir une tâche à réaliser au dehors : pourquoi l'Europe remâcherait elle une amertume que le récent passé explique mais que les perspectives de l'avenir de justifient pas?[66]

Dans la conclusion de sa conférence à l'ENA en juin 1983, « Europe : le relatif déclin », il continue d'interroger la mission – le sens à donner – de l'aventure nationale et européenne. Pour lui, il ne faut pas uniquement se référer à la nostalgie d'une grandeur passée ou à de vieilles traditions : « (…) il faut trouver quelque chose à donner aux Européens et aux Français qui veulent être autre chose que des producteurs et des

62 *Ibidem*, p. 240

63 Raymond Aron, « La société industrielle et la guerre », texte d'une *Auguste Comte Memorial Lecture* prononcée en anglais à la London School of Economics en 1957. Publié dans Raymond Aron, *Les sociétés modernes*, Paris, PUF, 2006, pp. 801-852, p.824

64 Raymond Aron, *Espoir et Peur du siècle*, Paris, Calmann-Lévy, Collection liberté de l'esprit, 1957, 367 p., p. 215.

65 Raymond Aron, « L'aube de L'histoire universelle », conférence donnée à Londres, 1960, sous l'égide la Société des amis de l'université hébraïque de Jérusalem, *Dimensions de la conscience historique*, 1961, Paris, Plon, pp. 225-254.

66 *Ibidem*, p. 254.

consommateurs.[67] » Là encore, ce constat est partagé avec Freund. Là encore, le vocabulaire et le sous texte sont bien distincts. Si tous deux évoquent la différence entre citoyen et consommateur, Freund renvoie les « quémandeurs » à l'initiative et à l'effort : « Notre observation porte sur la transformation des citoyens en perpétuels quémandeurs et revendicateurs qui attendent tout de la générosité collective, au détriment de leur initiative individuelle et de leur effort dans l'ordre de la prévoyance. ».[68] Quelques lignes plus loin, il oppose « assistance généralisée » et « paresse » qui accablent la « partie dynamique de la population[69] ».

Au-delà de la vertu et de la capacité de mobilisation et d'action, l'arme contre la décadence est bien la transcendance ou le sens donné au projet commun.

Paul Ricœur, dans la conférence déjà citée dans les chapitres précédents, aborde lui aussi la transcendance face à la crise. Rappelons qu'une crise est comprise comme l'action de jugement pour se faire une place dans le chaos de l'univers. En s'identifiant à une cause transcendantale - au-delà de - l'engagement[70] constitue la véritable sortie de crise. Une longue citation s'impose pour donner pleinement sens au concept d'engagement proposé par le philosophe :

> Percevoir une situation comme crise, (…) c'est ne plus savoir quelle est ma place dans l'univers, ne plus savoir quelle hiérarchie stable de valeurs peut guider mes préférences, ne plus distinguer clairement mes amis de mes adversaires. L'engagement est alors le seul moyen de discerner un ordre de valeurs capable de me requérir - une hiérarchie du préférable, en m'identifiant à une cause qui me dépasse. L'engagement est ainsi la source d'une conviction - terme également hégélien - qui constitue pour la personne la véritable sortie de crise. (…) la crise naît ainsi au carrefour où l'engagement est en lutte avec la tendance à l'inertie, à la fuite, à la désertion.[71]

67 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 94, « Europe : le relatif déclin », 8 juin 1983.
68 Julien Freund, *La décadence*, op cit., p. 361.
69 *Ibidem*.
70 Nous avons souligné la crise de l'engagement comme problématique au chapitre 7, nous relevons ici l'engagement comme solution.
71 Paul Ricœur, « La crise : un phénomène spécifiquement moderne ? », *Revue de théologie et de philosophie*, op. cit., pp. 11-12.

Nous pouvons mettre des mots précis sur la même analyse : Vertu et transcendance chez Aron, engagement chez Paul Ricœur, lutte contre l'insignifiance chez Castoriadis, soin de l'âme chez Patočka , brèche entre passé et avenir chez Hannah Arendt.

Tous ces auteurs, bien qu'éloignés d'Aron par leurs idées ou leurs conceptions, formulent le même diagnostic (la crise de la civilisation européenne) en proposant différentes solutions. Leurs propositions permettent de mieux appréhender et de mieux analyser – par effet de miroir - les analyses de notre sujet d'études.

Cornelius Castoriadis, avec d'autres mots, revendique une solution à la crise. Celle-ci n'est pas « (…) une fatalité de la modernité à laquelle il faudrait se soumettre, « s'adapter » sous peine d'archaïsme[72] ». Quand il évoque la démocratie mécontente, il utilise un terme fort : « Ce qui caractérise le monde contemporain ce sont, bien sûr, les crises, les contradictions, les oppositions, les fractures, mais ce qui me frappe surtout, c'est l'insignifiance.[73] »

Les crises politiques perpétuelles mettent en avant la perte de sens du politique et la perte du sens dans sa globalité. Castoriadis dénonce la « nullité » politique et l'insignifiance des autres domaines, arts, littérature ou philosophie. Il affirme dans ce sens : « tout conspire à l'insignifiance ». Il dénonce également le recul de l'activité politique des hommes et femmes. Voter une fois tous les 5 ans ne suffit pas à exercer son pouvoir de citoyen. Les citoyens, pour être capables de choisir et de gouverner, doivent être cultivés. Tout passe au départ par l'éducation. Pour le philosophe grec, tout citoyen devrait apprendre la « chose commune », c'est-à-dire la politique, l'économie, le fonctionnement de nos institutions. Cela passe par l'effort et non par la liberté, illusoire, de regarder la télévision. Regarder la télévision, ce n'est pas exercer sa liberté, c'est au contraire l'aliéner. La liberté est l'activité. Il rejoint ici Aron qui évoque l'épanouissement de la liberté dans la contrainte.

72 Cornelius Castoriadis, « Stopper la montée de l'insignifiance », *Le Monde diplomatique*, août 1998, http://www.monde-diplomatique.fr/1998/08/CASTORIADIS/3964. Voir à ce sujet du même auteur : *La montée de l'insignifiance : les carrefours du labyrinthe IV*, Paris, Seuil, 1996 (La couleur des idées), 240 p. C'est à la suite de la publication de ce livre qu'il accorda un entretien, en novembre 1996, à Daniel Mermet, producteur de l'émission « Là-bas si j'y suis » sur France-Inter, d'où est tiré ce texte.

73 *Ibidem*.

La liberté se conçoit dans le cadre de limites communes et acceptées par tous. Castoriadis conclut : « Et la liberté, c'est une activité qui en même temps s'autolimite, c'est-à-dire sait qu'elle peut tout faire mais qu'elle ne doit pas tout faire. C'est cela le grand problème de la démocratie et de l'individualisme.[74] »

L'épanouissement de l'individu passe par sa réalisation dans le respect de la règle collective. La liberté sans contrainte est désordre et confusion (ici, il ne faut pas confondre liberté et licence). La liberté qui accepte la règle favorise le développement d'un esprit libre. Pourquoi accepter la contrainte ? Cela doit être un engagement libre, c'est un acte de confiance, ce n'est pas un but en soi mais un moyen et c'est garanti par des institutions démocratiques. La liberté et la règle ne sont pas en fin de compte contradictoires mais bien les deux piliers nécessaires à l'harmonie entre l'individu et le collectif au sein d'une société.

Si les deux intellectuels se rapprochent sur le constat de crise et sur la notion de liberté, les propositions diffèrent. Pour Castoriadis, l'idéologie libérale oblige la pensée à devenir unique, à penser à une seule alternative. Sans le libéralisme, c'est un nouveau Goulag qui peut poindre ! Il fustige cette absence de pensée et reproche aux intellectuels de ne pas entamer une réelle réflexion sur le devenir politique et social des sociétés européennes. Aron n'a jamais voulu envisager un autre système que le régime libéral[75], si imparfait était-il.

Hannah Arendt, avec l'aide de Kafka dans la préface de *La crise de la culture*[76], évoque l'importance de la brèche entre le passé et l'avenir. L'homme vit dans cette brèche, ce moment où il doit à la fois proposer un avenir et l'affronter avec le poids d'un passé infini. Cet espace ne peut pas être transmis ou hérité du passé, chaque nouvelle génération le découvre et ouvre son propre chemin. Pour la philosophe allemande, il semble qu'on ne soit plus capable, plus équipé intellectuellement pour se mouvoir dans cette brèche. Les essais qui composent le livre, qui rassemblent conférences et articles

74 *Ibidem*.
75 Nous l'avons déjà mise en valeur ce point au chapitre 7
76 Hannah Arendt, *La crise de la culture*, op. cit., voir préface pp. 24-25.

entre 1954 et 1968, sont, la philosophe allemande l'affirme, des variations de l'unique question : comment se mouvoir dans cette brèche ?

Quel avenir ? Pour le philosophe tchèque Patočka, la seule solution est le « soin de l'âme » malgré notre finitude :

> Le soin de l'âme, qui est à la base de l'héritage européen, n'est-il pas aujourd'hui encore à même de nous interpeller, nous qui avons besoin de trouver un appui au milieu de la faiblesse générale et de l'acquiescement au déclin.[77]

Le « soin de l'âme » est l'objectif thérapeutique de la philosophie antique. La philosophie entend guérir l'individu, le patient, de sa maladie du désir illimité. Ce dernier promet effectivement une souffrance importante tant la satisfaction totale des désirs est impossible. En utilisant l'allégorie de la caverne, Patočka propose de passer de « l'orgiasme à la responsabilité[78] ». L'âme, guidée par l'idée du Bien, triomphe de la mort en l'acceptant et en la regardant en face et se délivre de l'orgiasme (la fuite en avant dans la chute de l'emprise de soi, celle-ci n'est pas supprimée, mais disciplinée et reléguée au second plan). Elle conduit au règne de la responsabilité et donc de la liberté. En étant responsable, on est libre, on choisit et assume son destin. Cette relation entre responsabilité, liberté et maîtrise de sa destinée n'aurait pas été reniée par Aron, bien au contraire, il n'a cessé de l'appeler de ses vœux.

Foi en la perfectibilité de l'homme… et de l'Europe ?

Cette recherche de transcendance et de sens doit être portée par la foi. L'emploi de ce terme chez Aron n'est pas aussi rare qu'on pourrait le croire au premier abord. Il le définit dès *L'introduction à la philosophie de l'Histoire*[79] : la foi est la croyance en la volonté historique sans se laisser dépasser par les mythes.

En juin 1941, dans un article intitulé « Faiblesses des démocraties », il évoque l'esprit civique, la discipline et la sagesse des citoyens. La dernière phrase est un appel à

77 Jan Patočka, *Platon et l'Europe*, Paris, Verdier, 1983, 320 p., p. 21.
78 Jan Patočka, *Essais hérétiques*, op. cit., p. 167.
79 Raymond Aron, *Introduction à la philosophie de l'Histoire, Essai sur les limites de l'objectivité historique*, op. cit., voir p. 415.

l'espérance. Il faut satisfaire le quotidien mais aussi insuffler un souffle plus large : « Les démocraties vivront si elles se montrent capables de répondre aux exigences de la vie moderne et de susciter le dévouement et la foi.[80] ».

Dès les années cinquante, Aron se demande si l'Europe a encore la foi en elle-même. Dans *Les Guerres en chaîne*, il écrit : « Les Européens sont-ils capables de pratiquer l'art subtil qu'exigent les communautés libérales ? Ont-ils gardé la foi en leur propre univers de valeurs.[81] » Etienne Borne remarque dans un article de 1982 qu'Aron n'a cessé de relever les signes d'un manque de foi : défaitisme, immobilisme, etc. Aron a insisté avec justesse, selon lui, sur cette propension de l'Europe à s'autocritiquer avec excès : « La carence s'appelle, en fin de compte, le manque de foi. [82]»

Cette foi en elle-même est bien l'enjeu principal de l'Europe. Dans son cours sur *la décadence* au Collège de France, il se demande si l'Europe est désormais réconciliée avec son histoire : est-elle encore vivante ou uniquement un objet d'histoire ?[83]

La foi repose sur le refus du déterminisme et la mise en avant de l'interaction. Grâce à Thucydide, Weber et Tocqueville, Aron croit à l'interaction entre l'accident (comme action non attendue), le choix (décider et agir), la nécessité (les contraintes de puissance, matérielles, politiques, militaires, etc.) et la recherche du sens. Cette interaction indispensable permet de tisser *la toile de son histoire*, selon l'expression de Daniel J. Mahoney[84].

En fin de compte, Aron reste fidèle à l'idée de la Raison et demeure kantien sous cette forme. Dans son article « Pour le progrès. Après la chute des idoles[85] », paru en 1978, il défend notamment le progrès et rejette les tentations nihilistes. Cette foi en l'idée de la

80 Raymond Aron, « Faiblesses des démocraties », *L'Homme contre les tyrans*, Paris, Gallimard, 1946 reproduit dans Raymond Aron, *Penser la liberté, penser la démocratie*, Paris, Quarto Gallimard, 2005, 1820 pages pour les citations et la pagination, p. 219.

81 Raymond Aron, *Les guerres en chaîne*, op. cit., p 425.

82 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 212, Etienne Borne, Article dans « démocratie moderne », 31 mars 1982

83 Voir à ce sujet, Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 31, « La décadence de l'Occident », Collège de France 1975-1976, cours dactylographiés, 13e cours, 3 février 1976.

84 Daniel J. Mahoney, « Aron et Thucydide », *Commentaire*, n°132, hiver 2010-2011, 911-920, p. 917.

85 Raymond Aron, « Pour le progrès. Après la chute des idoles », *Commentaire*, n°3, 1978. Voir à ce sujet : Gwendal Châton, « Pour un « machiavélisme postkantien », Raymond Aron, théoricien réaliste hétérodoxe », *Revue Études internationales*, volume XLIII, n°3, septembre 2012, disponible en ligne : http://www.academia.edu/4768974/Pour_un_machiav%C3%A9lisme_postkantien_._Raymond_Aron_th%C3%A9oricien_r%C3%A9aliste_h%C3%A9t%C3%A9rodoxe

Raison transparaît déjà quelques années plus tôt dans la postface (en 1969) des *Désillusions du Progrès* : « La neutralité que j'affecte ou le scepticisme que d'aucuns m'imputent exprime une conviction : ni la révolution ni la technique ne renouvellent la condition humaine.[86] »

Aron va-t-il jusqu'à préférer l'optimisme des progressistes au pessimisme des déclinistes ? Nous avons étudié, à travers l'exemple européen, le pessimisme (au chapitre précédent), le réalisme, le souci d'innovation, la recherche de la transcendance, le sens de la foi chez Aron. Quelle conclusion peut-on en tirer ?

Le 28 mars 1976 au Collège de France, Aron donne son 26e et dernier cours de l'année 1975-1976 sur le thème *La décadence de l'Occident.* Relevons ses principales propositions.[87]

Au lieu de la perspective historique de Spengler ou de Toynbee, on peut envisager l'histoire de nos sociétés actuelles en « considérant (…) que nos sociétés ne sont pas les sociétés finissantes de l'Occident mais les sociétés à leurs début du type inauguré par la révolution industrielle. ».

Il paraît probable, selon Aron, que l'humanité va à l'encontre de problématiques de pénuries d'énergie ou de nourriture. Il rappelle que les échanges entre pays industrialisés et les pays en cours de développement doivent se maintenir. Au regard de l'histoire de l'humanité, il est peu important d'avoir cent ou deux cents ans d'avance sur un pays. Qui se soucie encore du jour où a surgi pour la première fois l'agriculture ironise-t-il ?

Selon lui, l'Industrialisation de la planète « (…) au rebours des pessimismes spengleriens, n'est pas le suicide de l'Occident, mais tout au contraire, l'accomplissement de sa mission ». Il s'agit de créer les conditions pour que l'ensemble de la planète puisse vivre de manière décente et satisfasse l'ensemble de ses besoins les plus essentiels. Cette vision de voir le monde « est probablement la seule qui permette de

86 Raymond Aron, *Les désillusions du progrès*, op. cit., p. 1781. Ce sont les dernières lignes de la postface.

87 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 31, « La décadence de l'Occident », Collège de France 1975-1976, cours dactylographiés, 26e cours et dernier, 18 mars 1976.

donner un sens positif et un contenu d'espérance historique à ce que l'on peut appeler le déclin de l'Occident. » écrit-il.

D'après Aron, le déclin peut être regardé comme positif. Il était dans la nature de l'Occident de s'étendre à travers la planète et donc par conséquence de perdre son originalité et son monopole. Ce que Spengler réfute presque comme un crime de lèse-majesté (diffuser la science et la technique européenne à travers le monde et donc en perdre l'exclusivité) et justement pour Aron le côté positif du déclin. Avec une certaine ironie, il rappelle que c'est justement ce que souhaitait Marx. Naturellement, Aron rappelle le détail d'importance qui les sépare : Marx croyait en la nécessité d'une révolution pour en arriver là. Cette vision, dégagée de toute nostalgie du passé, mais ambitieuse, est la seule qui peut permettre un contenu d'espérance pour l'Europe.

Ce dernier cours sur *La décadence de* l'Occident et ces propositions représentent le cœur des réflexions aroniennes sur la crise et la décadence et donc le cœur de notre travail en tant que mise en lumière et mise en contexte.

Ces quelques lignes résument son analyse réaliste du déclin du système occidental. Ce déclin n'est ni synonyme de mort certaine (à l'encontre de Spengler) ni absolument négatif. Au contraire, Aron réussit à dégager quelques points positifs. De même, et c'est très important, il distingue à nouveau clairement déclin, abaissement et décadence :

> Une fois de plus, je vous rappelle que j'ai évité le mot de décadence et que j'ai employé systématiquement les mots de déclin et d'abaissement parce que ce sont, dans une large mesure, des faits observables et que décadence suggère quelque chose comme une décomposition morale ou un épuisement de la faculté créatrice.[88]

Il finit sur une note optimiste où il indique croire en la perfectibilité de l'homme : « L'homme est un curieux animal qui est capable de se dépasser lui-même ». Selon lui, nous ne sommes pas condamnés comme le souhaiteraient les pessimistes de l'histoire (encore une référence à Spengler). Cette conclusion teintée d'optimisme et d'espérance

88 *Ibidem.*

met à mal le scepticisme et le pessimisme aronien. Il les nuance et les remet à leur juste place.

Comme il indiquait à ses auditeurs du Collège de France, Aron est pessimiste un jour sur deux. Vers la fin de sa vie, il devint plus pessimiste sur les perspectives d'avenir de la civilisation européenne et / ou occidentale. Ce désabusement et ce pessimisme (voir au chapitre précédent cette relation entre scepticisme, pessimisme et désabusement) de circonstance ne font pas de ce réaliste un pessimiste au sens général du terme. Aron a foi en l'homme et en sa raison. Ce dernier cours, pierre angulaire de cette démonstration, corrobore l'analyse de Gwendal Châton dans son article, « De l'optimisme au pessimisme ? Réflexions sur l'évolution tardive du libéralisme de Raymond Aron » : « (...) le libéralisme du « dernier Aron » est habité par un pessimisme politique incontestable, mais qui n'empêche nullement le maintien d'un optimisme philosophique irréductible lié à l'ancrage de la pensée aronienne dans l'héritage de la philosophie des Lumières.[89] »

Cet optimisme philosophique est confirmé par les dernières lignes de son dernier cours au Collège de France le 4 avril 1978 sur « Liberté et Egalité ». Après avoir abordé la crise morale qui touche notre société, il conclut par le rappel de la condition privilégiée des sociétés démocratiques occidentales. Le fait même de se poser des questions sur notre état et notre avenir, le fait d'en avoir la possibilité, théorique et pratique, doit nous rappeler la chance que nous avons. Nos sociétés, si imparfaites soient-elles, comparées à d'autres, sont une « exception heureuse[90] » et « historiquement des sociétés exceptionnelles[91] » Face au scepticisme et au désabusement passager, Raymond Aron,

89 Gwendal Châton, « De l'optimisme au pessimisme ? Réflexions sur l'évolution tardive du libéralisme de Raymond Aron », dans Serge Audier, Marc-Olivier Baruch, Perrine Simon-Nahum (dir.), *Raymond Aron, la philosophie et l'histoire. Armer la sagesse*, Paris, Editions de Fallois, 2008. Dans cet article, l'auteur se propose d'interroger le pessimisme aronien de la fin de sa vie. Article disponible en ligne : http://www.academia.edu/4769143/De_loptimisme_au_pessimisme_R%C3%A9flexions_sur_l%C3%A9volution_tardive_du_lib%C3%A9ralisme_de_R._Aron

90 Raymond Aron, *Liberté et égalité*, dernier cours au collège de France, 4 avril, 1978, 2013, Paris, Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, avant-propos de Pierre Manent, 62 p., p. 60.

91 *Ibidem*.

de façon rationnelle, est volontairement positif. Il ne veut pas oublier « (…) que nous jouissons d'un privilège rare dans l'histoire et rare dans l'espace[92]. »

Que garde-t-on des réflexions européennes d'Aron sur la décadence de l'Europe ? Pour certains, il fait partie des auteurs qui l'ont bien dénoncée. Jacques Lesourne dans une critique de 1985 de l'ouvrage de Jean-Claude Chesnais, *Le crépuscule de l'Occident : dénatalité, condition des femmes et immigration*, classe injustement Aron parmi les chantres de la décadence au même titre que Spengler :

> Le sujet lui-même, le crépuscule de l'Occident, est depuis le début du siècle et surtout la Grande Guerre un sujet récurrent de la littérature européenne. Que l'on pense au Spengler de l'Utergang des Abendlandes ou, plus près de nous, au Plaidoyer pour l'Europe décadente de Raymond Aron en passant par les Regards sur le monde actuel de Paul Valéry.[93]

Louis Hourmant et Frédéric Louveau dans un article intitulé : « L'attente de l'an 2000 : de la sécularisation du passage à son évidement »[94] notent :

> Cette obsession cyclique du déclin et de la réaction est ce que l'on peut appeler le décadentisme, c'est-à-dire la quête de pureté alliée à la négation de la valeur du monde contemporain. C'est a fortiori le domaine moral qui attire les regards les plus nostalgiques, obsession incontrôlée d'un hypothétique âge d'or dont nous nous séparons.[95]

Ils évoquent la dénonciation d'une Europe finlandisée avec, notamment, Alain Minc[96], Julien Freund et Aron. Or, leurs deux exemples sont justement des contre arguments ! Lorsqu'ils citent *Plaidoyer pour l'Europe décadente* d'Aron (paru en 1977), ils ne s'aperçoivent pas que ce livre est justement un plaidoyer justifiant la « non décadence »

92 *Ibidem*

93 Jacques Lesourne, « Jean-Claude Chesnais. Le crépuscule de l'Occident : dénatalité, condition des femmes et immigration », *Politique étrangère*, 1995, vol. 60, n° 2, pp. 515-519. Disponible en ligne sur http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/polit_0032-342x_1995_num_60_2_4428_t1_0515_0000_1

94 Louis Hourmant, Frédéric Louveau, « L'attente de l'an 2000 : de la sécularisation du passage à son évidement », *Quaderni*, n°42, Automne 2000. pp. 131-145.

95 *Ibidem*, pp. 139-140.

96 Alain Minc *: Le Syndrome finlandais*, Paris, Seuil, 1986.

européenne. Ils poursuivent ainsi : « Raymond Aron participa lui aussi au discrédit de l'idée de progrès : « le progrès, comme le marxisme, conduit inexorablement à la catastrophe[97]»».

Revenons au texte original d'où est tirée cette citation. Il s'agit d'un article de *Commentaire,* « Pour le progrès, après la chute des idoles » paru en 1978. Cette citation, remise dans son contexte, prend un tout autre sens. Aron dénonce en fait les intellectuels français d'une autre génération que lui, et ici, nommément, Bernard-Henri Lévy, qui reprochent au progrès son caractère réactionnaire et dont la fin ultime est la catastrophe. Il suffit de lire les lignes suivantes pour comprendre qu'Aron pense exactement le contraire : « À cette abdication devant un destin mystérieux et impitoyable, je préfère encore l'optimisme des rationalistes d'avant-hier[98] ». Il reproduit ensuite une longue citation de Marcel Mauss. Comme à son habitude, Aron n'indique pas que le progrès conduira à la catastrophe ou au salut du monde. Il se refuse justement à se laisser aller aux deux extrêmes : ni espoir démesuré ni résignation.

Nous nous rapprochons plutôt d'une analyse plus nuancée telle que la présente Alfred Grosser dans un article de 1957 « « Espoir et peur du siècle » : la passion de l'explication sans passion » dans la *Revue française de science politique.* Selon lui, à la fin de son essai sur la décadence (1957) Aron « arrive à une conclusion qui n'a rien de pessimiste, allant jusqu'à écrire : « Nous découvrons les conséquences du déclin alors que les causes en ont disparu. On ratiocine sur l'homme malade de l'Europe, alors que la guérison, en profondeur, est déjà avancée.[99] » Aron n'a rien d'un décliniste, il ne l'a jamais été. Il a toujours préféré garder espoir et foi en la possibilité humaine de transformer le monde et, dans ce sens, peut-être rangé parmi les progressites.

Pour illustrer ce dernier point, relevons dans une de ses dernières conférences en 1983, son analyse sur le rapport entre décadence et vitalité :

97 Louis Hourmant, Frédéric Louveau, « L'attente de l'an 2000 : de la sécularisation du passage à son évidement », op. cit., p. 139. La citation d'Aron est tirée de : Raymond Aron : « Pour le progrès, après la chute des idoles », *Commentaire* n°3, 1978, p. 234.

98 Raymond Aron : « Pour le progrès, après la chute des idoles », *Commentaire* n°3, 1978, p. 234.

99 Alfred Grosser, « *Espoir et peur du siècle* : la passion de l'explication sans passion », *Revue française de science politique*, 7e année, n°3, 1957. pp. 668-675, p. 672. Il cite Aron dans *Espoir et peur du siècle, Essais non partisans*, Paris, Calmann-Lévy, 1957, 369 p., p.234. Disponible en ligne : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp_0035-2950_1957_num_7_3_392434

> Avant de parler d'une manière définitive de la décadence européenne, constatons que la vitalité européenne de l'Europe occidentale, dans les trente années qui ont suivi la guerre, a surpris les observateurs les plus optimistes.[100]

Au-delà de sa tendance au pessimisme, au-delà de son désabusement marqué des années soixante-dix, Aron est bien, à choisir, un optimisme et un progressiste. Essayons dorénavant d'affiner cette grille de lecture.

Ni cynisme, ni moralisme

Aron ne souscrit pas à l'inéluctabilité du conflit en affirmant[101], à l'encontre de Weber, que rien ne nous interdit d'espérer une communauté nouvelle pour le vieux continent. Il dépasse le pessimisme du sociologue allemand sur l'inéluctabilité du conflit chez les dieux de l'Olympe[102] en rappelant que Allemands, Italiens, Français, etc. ne sont pas condamnés à être les incarnations des dieux et de leurs luttes éternelles.

Dans cette lutte, éternelle ou non, comment considérer l'autre ? Philippe Raynaud, dans un article publié dans la revue *Commentaire,* « Raymond Aron lecteur de Carl Schmitt », indique qu'Aron refuse de reconnaître à la polarité ami-ennemi « la portée métaphysique et transhistorique qui lui donne Schmitt[103] ». Il rappelle qu'il affirme dans *Paix et guerre entre les nations* : « L'alternative ami-ennemi résulte de l'état de nature entre les unités, elle n'en démontre pas la permanence fatale[104] » Aron, comme penseur des relations internationales, a toujours reconnu que la dialectique ami-ennemi constituait un critère du politique sans en être son essence. La civilisation a-t-elle besoin d'un ennemi ? L'ennemi peut être un adversaire fédérateur (et l'URSS a souvent joué ce rôle), mais reconnaître dans l'adversaire, le mal absolu, est une erreur.

100 Raymond Aron, Fonds Raymond Aron, BNF, Boîte 94, *Le relatif déclin*, conférence donnée à l'ENA, 8 juin 1983.

101 Voir à ce sujet, Raymond Aron, « Science et politique chez Max Weber et aujourd'hui », dans *Les sociétés modernes*, op. cit., p. 203.

102 Le lecteur tirera profit de la lecture d'un article de Pierre Manent qui montre bien la position d'Aron face à « l'autorité de l'histoire » et ses divergences vis-à-vis de Max Weber : Manent Pierre, « Aron et l'histoire », dans *Raymond Aron, philosophe dans l'histoire*, sous la direction de Serge Audier, Marc Olivier Baruch, Perrine Simon-Nahum, Paris, Editions de Fallois, 2008, 234 p, pp 127-132.

103 Philippe Raynaud, « Raymond Aron lecteur de Carl Schmitt », *Commentaire*, n°148, Hiver 2014-2015, pp. 813-818, p. 816

104 Raymond Aron, *Paix et guerre entre les nations*, op. cit., p. 740, cité par Philippe Raynaud.

Selon Aron, le réalisme politique se fourvoie s'il considère qu'il n'y a lutte que pour le pouvoir. Ce réalisme devient cynisme et ne retransmet plus objectivement et fidèlement le caractère humain de cette réalité politique. Dans sa communication devant la société française de philosophie du 17 juin 1939, il se demande notamment comment reconstituer une élite « dirigeante, qui ne soit ni cynique, ni lâche, qui ait du courage politique sans tomber dans le machiavélisme pur et simple. [105] »

Il ne s'agit pas d'occulter la lutte pour le pouvoir, mais de ne pas en faire l'alpha et l'oméga du jeu politique. Aron l'exprime en ces termes dans les pages de *Démocratie et totalitarisme* : « La réalité que nous étudions est une réalité humaine.[106] » Il se situe en fait entre le naïf (ou moraliste) et le cynique. Daniel Mahoney précise que c'est grâce à la perspective politique qu'Aron peut éviter « les deux extrêmes du moralisme utopiste et du faux réalisme.[107] » Dans ce sens, nous l'avons vu, il n'est pas en total accord avec Marx, Pareto ou Machiavel.

Peut-on dégager une nouvelle singularité aronienne au-delà de celle exprimée en début de chapitre (diagnostic sombre et volonté d'action) ?

Laissons la parole à Giulio De Ligio, dans un très bel article intitulé « La vertu politique : Aron, penseur de l'ami et de l'ennemi », Il écrit que dernier a montré « (…) la triste noblesse de la vertu politique : elle est l'art, le jugement, la disposition de l'âme dont l'homme a besoin pour surmonter en acte ce « dialogue de tous les siècles », pour ne pas glisser aux extrêmes, pour apprendre à se perfectionner dans le « mouvement » de la Cité (…)[108] ». La vertu politique permet de réconcilier réalisme et espoir, entre les guerres et la raison.

105 Raymond Aron, *Machiavel et les tyrannies modernes*, Paris, Editions de Fallois, 1993, 418 p., « Etats démocratiques et états totalitaires », Communication devant la société française de philosophie du 17 juin 1939, p. 176.
106 Raymond Aron, *Démocratie et totalitarisme*, op. cit., p 1249.
107 Daniel J. Mahoney, « Aron et Thucydide », *Commentaire*, n°132, hiver 2010-2011, 911-920, p. 912.
108 Giulio De Ligio, « La vertu politique : Aron, penseur de l'ami et de l'ennemi », *Études internationales*, vol. 43, n° 3, 2012, p. 405-420. Disponible en ligne : http://www.erudit.org/revue/ei/2012/v43/n3/1012807ar.pdf

Rapport-gratuit.com
LE NUMERO 1 MONDIAL DU MÉMOIRES

En rejetant à la fois le scepticisme et le nihilisme, le réalisme aronien cherche finalement le point d'équilibre et souhaite éviter deux extrêmes : le moralisme et le cynisme[109].

Avec notamment Machiavel et Pareto comme point d'appui (pour mieux s'y opposer), Aron pose la question du devenir de la démocratie comme capacité à produire un équilibre et du sens :

> (...) le machiavélisme et les régimes totalitaires sont-ils la fatalité de notre époque ou bien reste-t-il place pour une doctrine réaliste qui ne sombre pas dans le cynisme, pour une restauration de l'équilibre social et d'une élite virile, sans les excès de l'autorité arbitraire, sans le déchaînement des régimes barbares et la terreur organisée techniquement par les chefs de bande, rusés et violents ?[110]

C'est ici toute la force d'une pensée dynamique : au-delà du couple optimiste-pessimiste, préférant le doute, ayant la foi dans perfectibilité de l'Homme, prudent sur le présent mais recherchant la confiance dans l'avenir.

Cette pensée dynamique s'inscrit également dans une réflexion sur le rapport au temps. Aron l'indique clairement au sein d'*Introduction à la philosophie de l'histoire* : « Triple historicité qui correspond à une triple exigence : recueillir un héritage, tendre vers un avenir que l'on ignore, se situer dans un mouvement qui dépasse les individus.[111] »

Nous ne choisissons pas notre passé, nous n'en sommes pas responsables, mais nous en avons la charge à titre d'héritage. Comment se situer dans un mouvement qui dépasse les individus ? L'ambition et l'action doivent se projeter dans l'avenir. Il le souligne au détour d'une phrase de *Plaidoyer pour une Europe décadente* : « Il dépend des Européens que la crise demeure un incident de parcours et ne devienne pas une étape du déclin[112] ».

La civilisation, l'Europe, toute société doit, pour survivre et se développer, en être convaincue. Plus qu'une posture, cela doit être un état d'esprit qui insuffle l'ambition et la force pour avancer. Dans un article de 1985, Marcel Gauchet résume cet état d'esprit

109 Cette idée met à mal le sous-titre de la biographie de Nicolas Baverez : « un moraliste au temps des idéologies ».

110 Raymond Aron, *Machiavel et les tyrannies modernes*, « Pareto et le machiavélisme du XX^{e} siècle », op. cit., p. 116. Cette citation est en exergue de mon travail.

111 Raymond Aron, *Introduction à la philosophie de l'histoire*, op. cit., p. 415.

112 Raymond Aron, *Plaidoyer pour une Europe décadente*, op. cit., p. 315.

en une belle formule : « L'humanité n'avance qu'en se vouant aux problèmes qu'elle est incapable de résoudre.[113] »

Lors de la panne de la construction européenne dans les années 1954-1957 (de l'échec de la CED à la relance par le Traité de Rome), lors des difficultés de l'Europe dans les années 1965-1969, partagée entre Europe communautaire ou Communauté atlantique et divisée par les troubles entre de Gaulle et les partenaires européens, Raymond Aron souligne que l'essentiel est de progresser, même à petits pas. Il faut nourrir l'idée européenne, non par des projets grandioses ou de rêves irréalisables, mais par des efforts constants de renouvellement que l'on accepte d'installer dans la durée. Il y a chez lui la conviction que le futur peut s'écrire. Nous insistons sur l'idée du mouvement (et l'ambition et l'action en sont les signes) chez Aron. Il est dans ce sens difficile à étiqueter au sein des intellectuels. C'est un conservateur mais un réaliste animé d'un idéal. Ce n'est pas un « post-moderne » dans le sens où il ne remet pas en question la modernité dans sa globalité (le progrès) même s'il refuse de considérer celui-ci comme le seul moteur de l'histoire.

L'Europe est un projet à long terme, non une solution à court terme amenée à disparaître. Malgré un certain pessimisme et un désabusement notable, malgré de nombreuses études qui font d'Aron un eurosceptique ou un euro-agnostique, nous persistons dans l'analyse qu'Aron a pris conscience de l'importance du projet européen et qu'il le défendit, à sa manière, toute sa vie. Preuve en est la conclusion de son discours de Francfort en 1952 :

> L'homme d'action est celui qui garde le sens d'une tâche grandiose à travers les médiocrités quotidiennes. La communauté européenne ou la communauté atlantique, ce n'est pas le thème pour l'enthousiasme d'un jour, c'est le thème final de l'effort qui donne un sens à une vie ou fixe un objectif à une génération.[114]

113 Marcel Gauchet, « L'école à l'école d'elle-même. Contraintes et contradictions de l'individualisme démocratique », *Le Débat* 1985/5 (n° 37), p. 55-86. http://www.cairn.info/revue-le-debat-1985-5-page-55.htm. C'est la dernière ligne de son article.

114 Raymond Aron devant des étudiants allemands à l'université de Francfort, le 30 juin 1952. Le texte est publié dans *Preuves*, 18-19, p. 3-9., 1952.

Il faut replacer cette citation dans son contexte. Quelques années après la guerre (1952), rien n'est encore fait. C'est un discours fait pour être lu à voix haute devant un public. Ce sont les dernières lignes et surtout il s'adresse à la jeunesse (qui plus est, allemande). Il s'agit de donner une vision, d'exhorter et de proposer un but. Néanmoins, il se place bien dans l'action et dans la visée d'un idéal qui donne une vision et un sens.

La civilisation dans l'histoire : entre drame et procès

L'action et l'idéal se confrontent à la conscience historique, à une réflexion sur l'histoire. Cette problématique est sans aucun doute l'un des thèmes principaux des réflexions aroniennes. Elle traverse pratiquement toute son œuvre[115] et est largement commentée et analysée par de nombreux travaux. Nous y revenons uniquement pour mettre en valeur le couple drame-procès face à la problématique du devenir d'une civilisation.

Le procès est à comprendre comme le processus historique. Face à ce processus, l'histoire est faite d'événements et d'hommes qui peuvent en modifier son cours. Il y a toujours dans l'histoire un élément de surprise. Qu'aurait-été l'histoire du XX^{e} siècle, se demande Aron dans sa conférence *L'aube de l'histoire universelle*[116] (1960), sans Churchill, Lénine ou Hitler ? Le drame remet en cause la linéarité du processus. Or, ces drames sont-ils des accidents de l'histoire ou tout au contraire sont-ils nécessaires dans le processus d'une histoire universelle ou d'une unité de l'humanité ? Aron ne tranche pas et souligne la persistance du couple drame-procès.

Est-ce que la civilisation peut avoir une emprise sur le procès ou sur le drame ? Sur cette dialectique, il écrit dans la même conférence : « Je ne sais s'il me sera possible, dans le livre qui n'est pas encore écrit, de donner au lecteur le double sentiment de l'action

115 Notamment « Nations et empires » (1957), « L'aube de l'histoire universelle » et plus globalement le recueil de différents textes (dont les deux cités ci-dessus) : *Dimensions de la conscience historique :* Raymond Aron, *Dimensions de la conscience historique*, Paris, Plon, 1961.

116 Raymond Aron, « L'aube de l'histoire universelle », conférence donnée à Londres, 1960, sous l'égide la Société des amis de l'université hébraïque de Jérusalem, *Dimensions de la conscience historique*, 1961, Paris, Plon, pp. 225-254., p. 234.

humaine et de la nécessité, du drame et du procès, de l'histoire *as usual* et de l'originalité de la société industrielle.[117] »

Dans la postface *des Désillusions du progrès*, Aron précise que l'histoire : « (…) ne se déroule pas à la manière d'un procès aux phases successives, à l'avance prévisibles, elle s'enchaîne comme un drame, aux rebondissements imprévus.[118]» L'Histoire est un drame sans unité.

La décadence européenne supposée par certains fait-elle alors partie du processus ou est-ce un drame imprévu (mais mortel) ? Dans *L'aube de l'histoire universelle* il écrit avec un peu de provocation : « « L'enlèvement de l'Europe », « la décadence de l'Europe », je ne doute pas que la conjoncture actuelle ne puisse être exprimée dans le langage historique du drame.[119] »

Comment comprendre le devenir historique ? A la fin de sa conclusion, Aron fait à nouveau appel à Spengler pour mieux le réfuter. Les guerres et la perte des empires ne donnent-ils pas raison au philosophe allemand qui prévoit la chute et la mort de la civilisation ? Il ne le pense pas car l'Histoire est en mouvement (comme souligné un peu plus haut) entre chaos et ordre. Les arguments d'hier ne sont plus ceux d'aujourd'hui. Il reprend des analyses déjà exprimées et que nous répétons rapidement ici : un empire coûte cher ; la grandeur n'est plus absolument associée à la puissance militaire ; voir le monde adopter la rationalité et la science (deux caractéristiques du Vieux continent) est une victoire pour l'Europe.

Ni fataliste, ni dogmatique, ni arbitraire, ni cynique, ni moraliste, Aron, philosophe, sociologue et historien s'attache à rendre intelligible une histoire indéterminée (aucune prévision certaine). L'Europe comme civilisation doit apprivoiser et accepter, à nouveau, le tragique de l'histoire entre procès et drame. Cet état d'esprit, cette posture intellectuelle est le prérequis à l'action, l'innovation et la création.

117 *Ibdem*, p. 235.
118 Raymond Aron, *Les désillusions du progrès*, postface, op. cit., p. 1750.
119 Raymond Aron, « L'aube de l'histoire universelle », op. cit., p. 242.

Cette grille de lecture est reprise par Pierre Manent dans son article consacré à « Aron et l'histoire[120] ». A la fin de son article, Manent évoque le cas du 11 septembre 2001, drame de l'histoire par excellence. Plus proche de nous, le dernier thème (6 juin 2016) de la journée d'étude annuelle consacrée à Raymond Aron met en valeur toute l'actualité et la richesse de ce questionnement avec : « Penser l'événement, la politique à l'épreuve de l'histoire ». Pierre Manent y présente d'ailleurs une communication sur « Quel drame pour quel procès aujourd'hui ? »

Cette pensée dynamique rencontre des limites avec la conception de la Nation

Raymond Aron attache une grande importance à l'État-Nation. Pierre Manent, dans *Le regard politique* (2010) se rappelle : « Aron, je me souviens, aimait citer un texte de Mauss où la nation est présentée comme la forme politique par excellence, le comble de la civilisation humaine.[121] ».

Selon Aron, la nation est une réalité historique reconnue par les autres États, un groupe humain qui se fédère autour d'une langue, d'une culture, d'un mode de vie et qui veut se positionner de manière indépendante face aux autres :

> Si je jette un regard sur mon passé ou sur les années qui s'écoulèrent, depuis les coups de revolver de Sarajevo jusqu'aux bombes de l'Algérie ou aux hostilités aux frontières sino-vietnamiennes, je ne puis pas ne pas être frappé par une évidence historique : le concept, l'idée, la réalité ou le mythe de la nation (et non pas de la classe) domine le XX^{e} siècle.[122]

Le parallèle est flagrant avec la conception de la Nation selon Ernest Renan (nous l'avons vu dans le chapitre sur la décadence, les différences sont néanmoins nombreuses entre les deux auteurs). Dans les dernières lignes de conclusion de sa célèbre conférence prononcée à la Sorbonne le 11 mars 1882, Renan écrit : « Une grande agrégation d'hommes, saine d'esprit et chaude de cœur, crée une conscience morale qui s'appelle

120 Pierre Manent, « Aron et l'histoire », dans *Raymond Aron, philosophe dans l'histoire*, sous la direction de Serge Audier, Marc Olivier Baruch, Perrine Simon-Nahum, Paris, Editions de Fallois, 2008, 234 p, pp 127-132.

121 Pierre Manent, *Le regard politique*, entretiens avec Bénédicte Delorme-Montini, op. cit. p. 199.

122 Raymond Aron, « Fin ou début de l'ère des nations », *Commentaire*, n°144, hiver 2012-2013, pp. 773-785. Texte inédit de 1979. Premières lignes de l'article, p. 773

une nation. Tant que cette conscience morale prouve sa force par les sacrifices qu'exige l'abdication de l'individu au profit d'une communauté, elle est légitime, elle a le droit d'exister.[123] » Le contexte est naturellement différent avec notamment, au moment de la conférence, la problématique de l'annexion par l'Allemagne de l'Alsace-Lorraine suite à la guerre franco-prussienne. Renan s'oppose au principe de la Nation selon l'Allemagne (culture, langue et race) et évoque plutôt un principe spirituel : la Nation est avant tout un héritage commun et un projet de vivre ensemble.

Pour Renan et Aron, la nation est une réalité historique (dans le sens où elle est le résultat de siècles d'histoire). Elle ne se proclame pas, ne se décide pas (à la différence d'un État comme structure). Giulio De Ligio évoque même la nation comme étalon de sa réflexion européenne : « C'est la nation qui est assumée par Aron comme le point de départ inévitable ou l'étalon raisonné de sa méditation sur l'Europe à l'aube de l'histoire universelle.[124] »

Remarquons la continuité de la filiation entre Aron et Manent à ce sujet près de 30 ans après la disparition d'Aron. En lisant Pierre Manent, il semble que les événements aient donné à raison à Aron (au moins sur l'impossibilité d'appartenance ou de sentiment envers l'Europe comme objet politique incertain et trop distant).

Dans *Les métamorphoses de la cité*[125], il analyse l'évolution des formes politiques en Occident : la Cité, l'Empire, l'Église, la Nation. Cette dernière se développe en opposition à l'Empire et à l'Eglise. Elle se donne comme horizon, non plus les limites de la communauté chrétienne, mais l'humanité tout entière. Cependant, la Nation est et doit rester le cadre de l'expression politique. Dans les premières pages de *La raison des nations, réflexions sur la démocratie en Europe* (2006), il regrette : « L'effacement, peut-être le démantèlement, de la forme politique qui, depuis tant de siècles, a abrité le

123 Ernest Renan, *Qu'est-ce qu'une nation ?* Conférence prononcée en 1882 à la Sorbonne.

124 Giulio De Ligio, « Nature et destin des nations, Aron et la forme politique de l'Europe », p.23, dans De Ligio, Giulio (dir.), *Raymond Aron, penseur de l'Europe et de la nation*, Bruxelles, Bern, Berlin, Frankfurt am Main, New York, Oxford, Wien, 2012. Collection : Euroclio - volume 66, 160 p.

125 Pierre Manent, *Les Métamorphoses de la cité. Essai sur la dynamique de l'Occident*, Paris, Flammarion, 2010, 426 p.

progrès de l'homme européen, à savoir la Nation[126] ». Il écrit la même chose en 2015 dans *Situation* de la France : « L'affaiblissement politique et spirituel de la nation en Europe est sans doute le fait majeur de notre temps.[127] »

D'après Manent, l'Europe politique actuelle ne peut pas apporter à chaque individu le cadre et le projet que la nation a mis tant de temps à façonner. On retrouve les mêmes arguments qu'Aron : un sentiment d'appartenance ne se décrète pas, on n'efface pas mille ans d'histoires nationales, le cadre de la Nation est pour l'instant l'œuvre politique par excellence, l'Europe est trop loin, trop technocratique, trop floue pour la remplacer.

Il écrit dans *La raison des Nations* au sujet de la Nation : « Elle est ce Tout dans lequel tous les éléments de notre vie se rassemblent et prennent sens. Si notre nation disparaissait soudainement, et que ce qu'elle tient ensemble se dispersât, chacun de nous deviendrait à l'instant un monstre pour lui-même[128]. » L'union européenne tend à séparer le citoyen de la nation, l'individu de la volonté collective. Or, l'Europe ne propose rien (ou ne convainc pas) et le vide reste béant. Près de 10 ans plus tard, Pierre Manent répète que la Nation demeure le seul cadre « décisif[129] » de la vie des européens. L'Europe ne représente pas les peuples européens et l'unité européenne n'est que bureaucratie et idéologie. Le gouvernement doit arrêter de se cacher derrière l'Europe pour proposer enfin une vision et un projet commun.

Si l'État-Nation est indiscutable, l'Europe peut-elle recouvrir le même champ, et se substituer à lui ? Est-ce nécessaire ? Est-ce souhaitable ?

Il ne peut pas y avoir, pour Aron, de civilisation européenne commune qui dépasse le patriotisme national. Philippe Raynaud écrit à ce sujet : « il restait fondamentalement un patriote français, convaincu que l'État-nation resterait pour longtemps à la base de tout sentiment civique authentique[130]». Le sentiment national s'est construit au fil des siècles, contigu à la création de l'État. Peut-on espérer un sentiment européen compris comme

126 Pierre Manent, *La Raison des nations. Réflexions sur la démocratie en Europe*, Paris, Gallimard, 2006, p .10
127 Pierre Manent, *Situation de la France*, Paris, Desclée de Brouwer, 2015, 173 p., p. 123.
128 Pierre Manent, *La Raison des nations. Réflexions sur la démocratie en Europe*, op. cit., p. 48.
129 Pierre Manent, *Situation de la France*, op. cit., p. 124.
130 Philippe Raynaud, « Raymond Aron et l'idée européenne », Cités 2005/4, *op. cit.*, p. 150.

un « patriotisme de civilisation » ? Aron en doute fortement : « Nul sentiment de cet ordre n'existe dans le cœur des Européens, à l'égard de l'alliance atlantique. Il n'est même pas démontré que soit en train de naître un patriotisme européen[131] ».

Les tenants d'un État fédéral semblent oublier un composant essentiel: la volonté commune. Où est la volonté communautaire de cet État européen hypothétique, où est le sentiment européen des peuples[132]? Sans cette volonté et ce sentiment, autrement dit, sans l'idée européenne, point d'État, juste une illusion. Le système communautaire ne peut créer « la volonté commune parmi les Français, les Allemands, Italiens d'être autonomes désormais en tant qu'Européens, et non plus en tant que membres des nations historiques[133]».

Plus de quinze ans après ces lignes de *Paix et guerre entre les nations,* dans « Universalité de l'idée de nation et contestation », conférence de 1976[134], il rappelle l'échec de la tentative de créer un patriotisme européen. L'Europe a plusieurs succès à son actif : réussite économique et commerciale et paix durable entre la France et l'Allemagne. En revanche, la diplomatie et l'Armée, deux vecteurs du sentiment patriotique, restent du domaine exclusif des États nations. S'il admet, du bout des lèvres, qu'il y a eu, dans les premiers années de l'après-guerre, une chance de créer un État suprational ou fédéral, le moment est définitivement passé. Selon lui, le patriotisme national reste le plus fort et témoigne de l'attachement des hommes et femmes à leur nation et non à une quelconque supra ou super nation. L'État national, « chef d'œuvre politique » est l'entité politique qui correspond le plus aux aspirations humaines. La nation rassemble la communauté de destin nécessaire à l'accomplissement de l'action politique

Dans cette conférence, il se met, un peu, à nu, et exprime en une remarque lapidaire son sentiment sur l'idée européenne :

131 Raymond Aron, *Paix et guerre entre les nations*, op. cit., p. 325.

132 Au sujet d'un sentiment européen et d'une hypothétique citoyenneté européenne, voir l'article d'Aron initialement publié en anglais : « Is Multinational Citizenship Possible? », *Social Research*, vol. 41, n°4, 1974, p. 638.

133 Raymond Aron, *Paix et guerre entre les nations*, op. cit., p. 733.

134 Raymond Aron, « Universalité de l'idée de nation et contestation », Institut national des Langues et Civilisations orientales, *Aspects du sionisme, théorie-utopie-histoire*, Paris, INALCO, 1982, pp. 113-121, conférence prononcée en 1976. Conférence citée dans De Ligio, Giulio (dir.), *Raymond Aron, penseur de l'Europe et de la nation*, op. cit.

> Bien entendu, à titre personnel et en tant qu'intellectuel, l'idée européenne me convainquait ou me fascinait. C'eût été une œuvre historique incomparable que de créer une nation composée des nations européennes. Pour dire la vérité, je n'y ai jamais cru, bien que dans l'ensemble j'aie milité pour cette tâche.[135]

Il n'a pas fallu attendre cette confession pour savoir qu'Aron n'était pas un européen communautaire ou un européen idéaliste mais bien un européen par nécessité politique. Créer une force économique et militaire était, dès la fin de la guerre une tâche urgente et indispensable pour lui. Il était bien européen plus de raison que de cœur.

Ce paradoxe apparent (ne pas croire en l'idée européenne car impossibilité de dépasser l'État Nation tout en militant justement pour cette idée européenne) interdit toute avancée conceptuelle chez Aron. Il semble pris à défaut à son propre jeu : il combat l'immobilisme et propose l'action tout en s'interdisant de voir plus loin que l'État Nation.

Le problème historique de l'Europe (comment créer un patriotisme de civilisation ?) devient par essence insoluble si, comme Aron le maintient, la forme d'expression politique est la Nation. Sur ce point, Aron est proche du général de Gaulle : pas de patriotisme européen mais bien des patriotismes nationaux. Ni Aron, ni de Gaulle ne peuvent ou ne veulent regarder au-delà de la nation.

Pour comprendre ce positionnement, faisons appel à Myriam Revault d'Allonnes. Dans son livre, *La crise sans fin*, elle conclut son introduction par un appel que n'aurait pas renié Aron :

> Mais - quelles que soient son intensité et sa durée - la force contraignante de la crise ne signifie pas l'aboutissement d'un processus inéluctable, elle ne nous enferme dans aucune fatalité. Elle exige un retournement et une réorientation du regard : la crise sans fin et une tâche sans fin et non une fin.[136]

Cette réorientation du regard dont parle Myriam Revault d'Allonnes, que signifie-t-elle au niveau de la construction européenne ? N'est-il peut-être pas temps de considérer

135 *Ibidem*, p. 135.

136 Myriam Revault d'Allonnes, *La crise sans fin, essai sur l'expérience moderne du temps*, Paris, Seuil, La couleur des idées, 2012, 197 pp., p. 16.

l'histoire et l'avenir des nations européennes sous un prisme nouveau ? N'invite-t-elle pas à ne plus s'arcbouter sur l'impossibilité de construire une Europe fédérale ou confédérale sous prétexte du poids trop lourd des histoires nationales ? Tout simplement, ne propose-t-elle pas de ne plus réfléchir en termes binaires (État fédéral contre Europe des États) mais plutôt d'imaginer une voie médiane, nouvelle et réconciliatrice ? Cette proposition fait écho aux réflexions de Justine Lacroix en 2008 : « Car le propre de la "révolution européenne" - de ce que Gauchet appelle la "révolution cosmopolitique silencieuse" - consiste non pas à supprimer l'identité nationale mais bien à la transfigurer.[137] »

Il ne s'agit pas ici de savoir si 'l'Europe fédérale est la solution au devenir historique de l'Europe. Notre propos est d'ordre méthodologique. Aron est-il capable de réorienter son regard sur des questions aussi fondamentales que la relation entre souveraineté et concept de l'État -Nation. Il semble bien que non, comme nous l'avons vu tout au long des pages précédentes. Comment comprendre cette impossibilité ?

Pour traiter cette question, nous ne saurions trop recommander la lecture de l'article d'Agnès Bayrou (déjà évoqué dans le chapitre précédent). Elle met en lumière une contradiction qui semble apparaître dans le raisonnement d'Aron sur l'Europe. D'après elle, ce raisonnement est « aporétique ». La longue citation suivante nous semble nécessaire pour restituer fidèlement son propos :

> La construction européenne n'a d'intérêt (pour Aron) que si elle constitue une entreprise politique, et la situation historique appellerait un relèvement politique de l'Europe. Or l'Europe se constituant en unité politique deviendrait comme une seule nation. La formation de la nation européenne emporte plus de risques politiques que le maintien de l'actuelle situation. Conclusion : mieux vaut ne pas courir l'aventure politique européenne.[138]

Nous sommes d'accord sur certains points. Raymond Aron n'a jamais voulu dépasser le cadre de l'État Nation. Pour lui, ce n'est ni possible, ni souhaitable. Or, est-ce que la

137 Justine Lacroix, *La pensée française à l'épreuve de l'Europe*, Paris, Grasset, 2008, 140 p., p. 107.

138 Agnès Bayrou, « L'Europe comme corps politique ? L'analyse aronienne de la construction européenne », dans De Ligio, Giulio (dir.), *Raymond Aron, penseur de l'Europe et de la nation*, op. cit., p. 60.

nation européenne est la seule traduction de l'union politique européenne pour Aron ? Cela ne nous semble pas le cas. L'objectif politique de l'Europe, pour lui, peut être autre chose qu'une fédération européenne. De même, le primat du politique est aussi affaire de démarche et de posture. Là aussi, l'Europe peut adopter une réflexion et une action politique en tant que civilisation, en tant qu'entité transcendant les frontières. Affronter le tragique, penser l'Histoire, dire "je" et être sujet de son histoire sont autant de signes d'une politique européenne, et ici, la question de l'objectif n'est pas contradictoire.

Néanmoins, quelle est la forme politique européenne que propose Aron ? Il reste la plupart du temps vague. Une citation tirée d'un discours à Francfort (1952) devant des étudiants allemands nous conforte dans ce sentiment :

> Il est conforme à l'intérêt des populations et à la logique du développement politique de dépasser la phase des Etats nationaux et de frayer la voie à des unités plus vastes dans lesquelles les communautés nationales garderaient leur originalité, mais qui seraient capables de rivaliser avec les grands empires multinationaux.[139]

Quelle pourrait être cette *unité plus vaste* où la Nation conserverait ses prérogatives ? En fin de compte, nous rejoignons Agnès Bayrou dans sa conclusion. Raymond Aron oblige les penseurs et défenseurs de l'Europe à imaginer une union politique possible si la solution d'une nation européenne est exclue. Aujourd'hui encore, cette question reste centrale et explique sûrement le désamour croissant entre les peuples européens et les institutions censées les représenter.

Pour Marcel Gauchet, la problématique européenne repose sur un « problème d'articulation entre les nations et la civilisation[140] » La civilisation, et non la question sans fin d'une fédération européenne ou d'une fédération d'États, est l'œuvre commune des nations. Ce produit transcende les nations et crée un horizon commun. Or, la civilisation ne peut exister et se développer sans les nations qui la composent. Celles-ci en sont ses agents, ses supports de développement.

---

139 Raymond Aron devant des étudiants allemands à l'université de Francfort, le 30 juin 1952. Le texte est publié dans *Preuves*, 18-19, p. 3-9., 1952.

140 Marcel Gauchet, « Le problème européen », Le Débat 2004/2 (n° 129), p. 50-66, p. 65. http://www.cairn.info/revue-le-debat-2004-2-page-50.htm

Toutefois, cette transcendance attendue ne semble pas déboucher sur une identité européenne ou réel projet européen. Pire, les années passent et voient ce rapport entre nation et projet de civilisation se transformer en conflit latent. Marcel Gauchet écrit à ce sujet : « L'intensité de l'aspiration à l'unité civilisationnelle n'a d'égale que la résistance des inscriptions nationales, d'autant plus inexpugnables que devenues pour une grande part inconscientes.[141] »

En mettant en relation lui-même les notions d'Europe, de crise, de décadence et de civilisation, Raymond Aron pense l'Histoire, dans laquelle il insère sa propre histoire, l'histoire tragique des « années noires », le tout en fonction de l'avenir, d'un avenir pensé sinon espéré :

> À supposer que quelqu'un se donne la peine de me lire demain, il y découvrira les analyses, les aspirations et les doutes qui remplissaient la conscience d'un homme imprégné par l'histoire : citoyen français, mais juif qu'un gouvernement français a exclu de sa patrie par un statut fondé sur des critères raciaux; citoyen d'une France membre de la Communauté européenne, un des quatre foyers de la science et de l'économie mondiales, incapable de se défendre elle-même, hésitant entre la protection américaine et la protection soviétique que Moscou lui offre au prix de la liberté; une Europe plus libérale, plus libertaire qu'en aucun temps, et travaillée par la révolte contre les contraintes de la société industrielle; une Europe peut-être décadente, parce que les civilisations s'épanouissent dans la liberté et s'étiolent dans l'incroyance; une Europe dans une humanité qui, en dépit du ralentissement de la croissance économique d'ici à la fin du siècle, est condamnée à l'expansion de la science et de la production.[142]

Dans un article de *L'Express* en 1982, Aron note une certaine ironie de l'histoire. Au moment où la liberté triomphe, après des décennies de croissance, le déclin semble poindre : « Mais nous pouvons constater, en tant qu'observateurs historiques, qu'il peut

141 *Ibidem*.
142 Raymond Aron, *Mémoires*, op. cit., p. 737.

y avoir coïncidence entre tous les avantages de la liberté et de la prospérité, et une espèce de déclin national.[143] »

Or, l'Histoire est rupture, elle est aussi récit dramatique. Robert Frank, dans l'édition revue et augmentée de *La hantise du déclin*, écrit :

> L'histoire est aussi le récit dramatique de ces décalages et l'historien doit tenter d'écrire la grammaire historique de ces discordances temporelles. Il ne doit pas seulement étudier les continuités et les ruptures, thématique classique de sa discipline. (...) Il convient d'ajouter une troisième dimension qui met en relief sur plusieurs plans, la désarticulation, les décalages entre tous ces temps relatifs.[144]

Peut-on extrapoler au niveau européen, et affirmer que l'Europe se refuse justement à penser dialectiquement, à se penser entre idéal et réalité, à se penser entre des temporalités distinctes ? Dans ce sens, le défaitisme est un regard trop pessimiste sur la réalité et le pacifisme ou neutralisme se confondent avec l'illusion de l'idéal. L'équilibre est à rechercher dans le rapport - la tension - sans cynisme et sans moralisme, entre la réalité et l'idéal, seul unique moyen de penser son histoire.

143 Raymond Aron, « Dialectique nucléaire », *L'Express*, 2-8 avril 1982.

144 Robert Frank, *La hantise du déclin, la France de 1914 à 2014*, Paris, Belin, 2014, 284 p., nouvelle édition revue et augmentée, p. 124.

Chapitre IX

Une Europe désenchantée… pour toujours ?

Sur les moyens qui accroîtraient nos chances de survie, je ne suis ni obscur ni silencieux, bien que l'analyste ne possède évidemment pas le secret de cimenter l'unité des sociétés qui se désagrègent.
Sur l'avenir de l'Europe, je ne conclue pas, je ne prophétise pas, j'interroge.
Raymond Aron[1]

En Europe, vers quel côté va pencher la balance ? En 1975, Aron, fidèle à son habitude, ne prophétise rien, mais ne s'interdit pas d'avoir de l'espoir en l'homme :

> Il faut prendre conscience de ce que nous sommes : c'est en dernière analyse le conseil qu'européen, je donnerais à mes compatriotes, [...] je ne vois pas dans l'horizon qui s'ouvre devant moi un État fédéral de l'Europe, mais je me hâte de l'ajouter, mon horizon est limité, [...] disons que je suis incapable de voir au-delà de moi-même.[2]

1 Raymond Aron, *Mémoires,* op. cit., p. 680.
2 Raymond Aron, « Fin d'un mythe ? », *L'Europe des crises*, op. cit.

A partir de 1945, la nécessité de la reconstruction commune suite au désastre de la Seconde Guerre Mondiale, l'urgence de s'unir contre la menace soviétique et la prise de conscience d'un destin européen commun ont mis sur orbite, au sens littéral du terme, la construction européenne. Celle-ci a disposé pendant un temps de cet élan. Rapidement, le succès économique européen a permis de s'autoriser le luxe de ne pas parler politique (ou peu). Les soubresauts économiques et la crise de la civilisation des années soixante-dix ont ranimé quelque peu les ardeurs. L'Europe a entrepris de clore une page de son histoire (avec l'Acte unique, la création de l'Union européenne et la mise en place de l'Euro) et de redonner une dynamique à l'Europe communautaire.

Comme éditorialiste et commentateur politique, Aron a analysé l'histoire se faisant et ses écrits étaient appelés à disparaître très vite. Or, il semble avoir marqué son temps par sa manière d'envisager la construction et l'idée européenne. Nous le retrouvons comme référence bibliographique (ou les articles au sujet d'Aron et l'Europe) dans les divers livres présentant une des nouvelles questions du concours externe de l'agrégation d'Histoire (session 2008) : « Penser et construire l'Europe de 1919 à 1992 »[3].

Au-delà de mentions en bibliographie, ses analyses européennes sont-elles encore opératoires en 2016 ? Il s'agit de mettre rapidement en lumière les problématiques actuelles de crise de la démocratie, de crise de l'Europe et de l'hypothèse de la décadence en les confrontant à celles d'Aron. Comment et pourquoi cet intellectuel du XX^{e} siècle est utile pour une lecture du temps présent ?

La crise de la démocratie après 1983[4]

L'école nationale de la magistrature (ENM) a organisé en 2014 un séminaire de philosophie politique sur « la fin de la démocratie »[5] dont la synthèse des débats est disponible. Le sommaire témoigne de l'actualité de notre sujet d'études : première partie : grandeur et décadente des régimes ; deuxième partie : la fatigue démocratique ;

3 Voir par exemple : Jean-Michel Guieu, Christophe Le Dréau, Jenny Raflik et Laurent Warlouzet, *Penser et construire l'Europe au XX^{e} siècle*, Paris, Belin, 2007, 316 p., p.68

4 Raymond Aron est décédé le 17 octobre 1983.

5 Ecole nationale de la magistrature (ENM), Séminaire de philosophie politique : « La fin de la démocratie », 27-31 janvier 2014, synthèse des débats disponible en ligne : http://www.ihej.org/wp-content/uploads/2014/06/seminaire_la_fin_de_la_democratie.pdf

troisième partie : le déclin de l'occident ; quatrième partie : rationalité, raison et démocratie ; dernière partie : démocratie et fin de l'histoire. Retrouver certains de nos sujets de réflexion au sein de ce séminaire nous relie littéralement au monde, tout au moins au monde universitaire. Rappelons rapidement certaines interventions.

Pierre Manent dans un exposé intitulé « Comment la démocratie meurt-elle ? » note que « Le droit démocratique contemporain est aussi susceptible que le point d'honneur aristocratique : nous ne sommes plus dans la perspective de la participation commune mais dans la jouissance de soi.[6] » La problématique primordiale est celle de l'action commune. Cette action commune ne semble plus être tirée par la confiance dans nos forces, mais dans les processus guidés par les experts.

Spengler et son œuvre maîtresse, *Le déclin de l'Occident*, sont naturellement étudiés. Gilbert Merlio précise que pour l'auteur allemand l'extinction de la spiritualité et le développement du scepticisme sont les signes de l'avènement de la civilisation, compris comme le début du déclin. Il rappelle également le passage de la démocratie en impérialisme. La culture meurt du remplacement d'une communauté hiérarchisée par une société de masse égalitaire, où le peuple réclame du pain et des jeux. Gilbert Merlio remarque que pour Spengler :

> La démocratie est le triomphe de certains hommes et la fin des idéologies : ne compte plus que la lutte des intérêts. Il existe une dialectique de l'émancipation qui conduit à la tyrannie. Spengler s'inquiète de la montée de la société de masse, qui peut être aisément manipulée par les médias.[7]

Une réflexion sur la crise de la démocratie comme crise de la modernité serait incomplète sans la mention de René Guénon. David Bisson évoque la distinction essentielle pour Guénon de l'être et de l'avoir. Pour Guénon, poursuit-il : « Le monde moderne est lié à la montée de la démocratie qui est la transposition du matérialisme et de la quantité dans la politique (le suffrage universel est lié au nombre).[8] » Pour l'auteur de *La crise de la modernité,* le monde moderne est par essence voué à l'échec.

6 *Ibidem.*
7 *Ibidem.*
8 *Ibidem.*

L'humanisme réduit la transcendance à la mesure de l'homme. Enfin, Myriam Revault d'Allonnes traite de « L'expérience démocratique : une crise sans fin » tirée de son livre presque éponyme (nous faisons une large place à ses travaux au sein de ce travail).

Les relations entre crise et démocratie sont plus actuelles[9] que jamais dans un cadre national et dans le cadre européen. Aron nous a permis de comprendre la démocratie à son époque. En 2005, Christopher Caldwell, dans sa conférence intitulée, « Raymond Aron and the End of Europe » souligne sa pertinence : « In a book he published in the 1970s called In Defense of Decadent Europe, (…) he warned that democracies tend to push their taste for comfort and freedom beyond what is tolerable for national unity[10] ». En 2016, comment Aron peut-il nous aider à appréhender la problématique de la démocratie ?

De la démocratie conflictuelle à la démocratie mécontente

Dans un échange avec Alain Finkielkraut publié par la revue *Le Débat* en 1988, Marcel Gauchet reprend dans les mêmes termes qu'Aron le rapport entre réalité et idéal. Pour le philosophe, la démocratie renvoie à un fait et à un idéal, les deux pouvant entrer en contradiction. La démocratie est un régime politique où il est demandé à chaque individu, de s'engager collectivement, d'exercer son pouvoir de citoyen en votant notamment. Or, la théorie ne correspond pas exactement à la pratique. Marcel Gauchet souligne : « (…) En théorie, la congruence est parfaite entre état social et idéal politique. En pratique, c'est sur une contradiction insidieuse que l'on débouche.[11] »

Cette contradiction met en valeur un problème profond, malgré la victoire « définitive » de la démocratie. Marcel Gauchet et Pierre Manent[12], dans un entretien croisé au

9 Notons par exemple un dossier consacré à la crise de la démocratie : Collectif, « Démocratie, crise ou renouveau ? », dossier dans *Sciences Humaines*, n°204, mai 2009.

10 American Enterprise Institut, Christopher Caldwell | Bradley Lecture Series, April 04, 2005, "Raymond Aron and the End of Europe"

11 Alain Finkielkraut et Marcel Gauchet, « Malaise dans la démocratie. L'école, la culture, l'individualisme. Alain Finkielkraut, Marcel Gauchet : un échange », *Le Débat* 1988/4 (n° 51), p. 130-152. http://www.cairn.info/revue-le-debat-1988-4-page-130.htm, p. 15.

12 Marcel Gauchet et Pierre Manent ne sont pas les seuls, naturellement, à s'interroger sur la crise de la démocratie actuelle. Pourquoi, dans ce cas, les mettre en valeur eux et non d'autres ? Pierre Manent, comme « disciple » d'Aron a toute sa place ici. C'est moins évident pour Marcel Gauchet (ou encore Edgar Morin et Etienne Balibar dont nous parlons également). Nous les avons choisis parce que, bien

Magazine littéraire en 2008[13] : « Comment repenser la démocratie ? », mettent en valeur une revendication démocratique qui n'a jamais été aussi forte : le hiatus entre le principe et la réalité ou en tout cas le ressenti des citoyens, est omniprésent.

Dans un autre article de 2008, Marcel Gauchet écrit : « les citoyens de nos démocraties solidement installées sont en proie à un malaise profond.[14] » Quand il évoque ce « malaise », il indique ne pas faire référence aux maux traditionnels de la démocratie : abstention ou perte de confiance du peuple envers les institutions. Le malaise traduit surtout un « sentiment de dépossession et d'impuissance.[15]» La démocratie, comme mise en forme de l'autonomie humaine, ne marche plus que sur une seule jambe. Elle est sans cesse en déséquilibre et provoque ressentiment et désespoir. Quelles en sont les causes principales selon lui ? Nous sommes de plus en plus libres individuellement (garanties des libertés privées), mais nous avons de moins en moins de pouvoir collectivement. Nous avons donc oublié l'autre versant de la démocratie, avec la garantie de la liberté : la puissance publique.

Dans un article de la revue *Le Débat*, « Pacification démocratique, désertion civique », paru en 1990, Marcel Gauchet évoque la torpeur finale de la démocratie où la capacité d'action de la société est mise en échec. L'apaisement et le consentement relevés au sein de la population ne signifient pas cohésion sociale, loin s'en faut (nous retrouvons ici l'analyse de Tocqueville). Cela dissimule au contraire une « douleur muette » : « la découverte paralysante d'une difficulté, d'une dureté secrète de l'existence en société (…)[16] » Les luttes existent toujours, mais sont plus complexes et plus diffuses. Chaque individu semble lutter pour lui-même. La fragmentation des peurs et espoirs individuels favorise un mouvement de balancier entre mobilisation temporaire et passivité. Marcel

---

qu'éloignés d'Aron tant dans le parcours ou dans les idées, ils reprennent et prolongent certaines de ses analyses. Par la suite, nous n'avons pas voulu citer autres penseurs, c'eût été trop ou pas assez.

13 Gauchet Marcel, Manent Pierre, « Comment repenser la démocratie ? », débat entre les deux auteurs, Magazine littéraire, n°472, février 2008, disponible sur http://gauchet.blogspot.fr/2008/02/comment-repenser-la-dmocratie.html

14 Marcel Gauchet, « Crise dans la démocratie », *La revue lacanienne* 2/2008 (n° 2), p. 59-72, disponible en ligne : www.cairn.info/revue-la-revue-lacanienne-2008-2-page-59.htm. p. 59.

15 *Ibidem.*

16 Marcel Gauchet, « Pacification démocratique, désertion civique », *Le Débat* 1990/3 (n° 60), p. 77-87. http://www.cairn.info/revue-le-debat-1990-3-page-77.htm, page 81

Gauchet évoque cette « démocratie du conflit » qui ne pousse plus la démocratie vers le haut, c'est-à-dire réconcilier les désaccords, mais qui tout au contraire, prend le parti de vivre avec. Auparavant, le conflit pouvait jouer le rôle de catalyseur et de rassembleur. Maintenant, que la démocratie semble s'être accomplie, le conflit a perdu de son aura et « disperse et privatise les individus[17] »

Dix ans plus tard en 2000, dans un article intitulé « Quand les droits de l'homme deviennent une politique », Marcel Gauchet poursuit sa réflexion et écrit une phrase lapidaire : « La démocratie du consensus est une démocratie mécontente.[18] »

Mécontente ou insignifiante, la société semble devenir de moins en moins intelligible et gouvernable. L'individu peste contre l'avenir et lui reproche de ne pas être déjà là. Nous n'avons plus aucune foi dans l'avenir et nous l'attendons avec impatience ou crainte, mais sans y contribuer.

L'individu et le collectif : la problématique du « droit »

La réflexion sur cette relation entre individu et collectif a été abordée par Tocqueville, Aron et Freund. Marcel Gauchet, dans un article intitulé « Les droits de l'homme ne sont pas une politique » (1980) paru dans *Le Débat*, l'évoque également. Fait-il le même diagnostic ?

Jusqu'au XVIII^{e} siècle à peu près, rappelle-t-il, la cohésion du corps social est supérieure à l'individu : l'individu n'existe pas en tant que tel mais est uniquement compris comme partie d'un ensemble commun. La révolution démocratique opère un retournement spectaculaire et soudain. Désormais, l'individu est premier et le corps collectif en est le prolongement (et non l'inverse). La question primordiale devient : comment composer un corps commun à partir d'une pluralité d'individus ? Cette pluralité implique une somme qui peut paraître irréductible d'envies, de besoins et de perceptions.

Il ne faut surtout pas tomber dans l'impasse du rapport uniquement basé sur individu contre société. L'individu se développe grâce, ce qui peut paraître paradoxal, au

17 Marcel Gauchet, « Pacification démocratique, désertion civique », *Le Débat* 1990/3, n° 60, p. 77-87. http://www.cairn.info/revue-le-debat-1990-3-page-77.htm, page 81, p. 84.

18 Marcel Gauchet, « Quand les droits de l'homme deviennent une politique », *Le Débat*, 2000/3 n° 110, p. 258-288. http://www.cairn.info/revue-le-debat-2000-3-page-258.htm, pp. 278-279.

renforcement du pouvoir de l'Etat. L'appareil administratif prend de plus en plus en charge l'orientation collective. Cette aliénation sociale est plus insidieuse, moins violente apparemment mais tout aussi contraignante.

La problématique du rapport individu-société pose également la question de l'autonomie de l'individu. Certes la société reconnaît les droits de l'individu, mais elle ne lui octroie pas les moyens pour les exercer. Tout au contraire, indique-t-il, en se renfermant dans sa sphère privée, ce que lui permet justement l'Etat, l'individu, se désintéresse de la chose publique et, à terme, ne favorise pas son autonomie. Il laisse les guides et autres experts la possibilité de décider et d'agir en son nom. On semble être soi mais tout en étant anonyme, incapable de se penser au sein de la collectivité. Marcel Gauchet conclut son article par un distinguo important entre droits de l'individu (en tant que libertés fondamentales) et individualisme :

> « (…) les droits de l'homme ne sont pas une politique dans la mesure où ils ne nous donnent pas prise sur l'ensemble de la société où ils s'insèrent. Ils ne peuvent devenir une politique qu'à la condition qu'on sache reconnaître et qu'on se donne les moyens de surmonter la dynamique aliénante de l'individualisme qu'ils véhiculent comme leur contre- partie naturelle.[19]

En mettant ainsi en lumière quelques articles de Marcel Gauchet, nous souhaitons souligner qu'Aron, indépendamment de ses orientations politiques, s'inscrit dans une réflexion non isolée sur la crise de la démocratie.

Marcel Gauchet revient notamment sur cette notion, vingt ans plus tard, dans : « Quand les droits de l'homme deviennent une politique ». En 1900, la démocratie bourgeoise était combattue, l'ennemi était le despotisme et le fascisme. Aujourd'hui, l'ennemi n'est plus le fascisme. La démocratie, dans son acceptation, est largement majoritaire en Europe. Le principe (et non son application) a universellement gagné, la démocratie n'a plus d'adversaire pour prétendre qu'elle n'est pas le meilleur des régimes. Si Marcel Gauchet met l'accent sur une démocratie menacée de démoralisation et de

19 Marcel Gauchet, « Les droits de l'homme ne sont pas une politique », *Le Débat* 1980/3 (n° 3), p. 3-21., p. 7. Disponible en ligne http://www.cairn.info/revue-le-debat-1980-3-page-3.htm, p. 12

délitement, la nouveauté est l'intensification de la prépondérance des droits de l'homme :

> Le sacre des droits de l'homme marque, en fait, une nouvelle entrée en crise des démocraties en même temps que leur triomphe. Une crise inédite, puisqu'elle se joue entre elles-mêmes et elles-mêmes et qu'elle regarde l'articulation interne de leurs différentes dimensions, ambitions et composantes. (…) Une crise de croissance ou de maturation qui va les contraindre à se redéfinir profondément, une fois encore.[20]

Après la guerre, la démocratie libérale va rapidement s'imposer pour triompher définitivement du totalitarisme, au moins dans les pays d'Europe de l'Ouest (avec ses derniers soubresauts au Portugal, Espagne et Grèce). L'avancée de l'individualisme, va bouleverser l'équilibre. Il semble que les années 1945-1975, années de reconstruction économique après le carnage européen des deux guerres mondiales, aient mis de côté la tension entre l'individu et le collectif. A partir de 1975, la crise du monde moderne revêt un nouveau visage.

Pierre Manent évoque également la problématique du « droit ». Dans *La Raison des Nations*, il écrit :

> D'un mot : l'action humaine n'a plus pour nous de légitimité, et même, finalement d'intelligibilité que si elle peut être subsumée sous une règle universelle de droit, ou sous un principe "éthique" universel - que si elle peut être décrite comme une application particulière des droits universels de l'être humain.[21]

Il évoque le « radicalisme démocratique[22] » qui rend impossible toute action politique. L'élévation du droit au détriment de la puissance publique devient un facteur

20 Marcel Gauchet, « Quand les droits de l'homme deviennent une politique », *Le Débat*, 2000/3 n° 110, p. 258-288, Disponible en ligne : http://www.cairn.info/revue-le-debat-2000-3-page-258.htm, p. 261.
21 Pierre Manent, *La Raison des nations, Réflexions sur la démocratie en Europe*, op. cit., p. 59.
22 *Ibidem*, p. 61.

« débilitant [23]» de la vie politique européenne. L'Etat n'est plus considéré comme régalien et tout doit être *ressemblance*. Dans *Les métamorphoses de la cité, essai sur la dynamique de l'Occident* (2010), Manent utilise à nouveau ce champ lexical en évoquant le « sentiment du semblable[24] », seul cadre de référence – comme ressource - que semble proposer l'humanité, après l'épuisement de la Nation.

Dans *Situation de la France*, il affirme à nouveau que le corps politique doit se détacher de « l'immanence des droits et de leur autorité devenue exclusive[25] » en redonnant une forme à la conscience et à la volonté d'un projet commun. Le vocabulaire est ici typiquement aronien (mais Aron n'en avait pas l'exclusivité !), il parle de la « fécondité de la forme[26] », de la vertu, et de l'abandon à une seule « virulence transgressive ». La transgression ne fait pas le projet selon lui (il nous semble que c'était le même diagnostic fait par Aron pour Mai 68). On retrouve le même reproche chez Gauchet. Ce dernier constate[27] que l'idéologie des droits de l'homme provoque uniquement la critique permanente. La critique, sans problématisation, n'est plus force de proposition mais seulement revendication. Cette critique utilise le conflit pour revendiquer et non proposer. Elle s'est arrêtée à mi-chemin : elle n'est pas allée jusqu'au moment de la crise (comme décision, acte de trancher débouchant sur un changement).

Non plus cachées par les succès économiques (qui disparaissent), les problématiques politiques – qui n'avaient jamais disparu – ressurgissent avec force. Les droits de l'homme placés à la « centralité idéologique[28] » participent à déséquilibrer le rapport entre individu et collectif. Gauchet évoque la religiosité qui semble avoir abandonné le combat et qui, en partie, explique également ce déplacement de rapport de forces.

---

23 *Ibidem*, p. 28.

24 Pierre Manent, *Les métamorphoses de la cité : Essai sur la dynamique de l'Occident*, Paris, Flammarion, 2010, 464 p., édition consultée : Paris, Flammarion, Champs « Essai », 2012, 424 p., p. 417.

25 Pierre Manent, *Situation de la France*, op. cit., p. 121. Ces lignes s'inscrivent dans un passage sur l'intégration des musulmans en France, problématique hors de notre propos et dont je ne soulignerai pas ici les principales idées.

26 *Ibidem.*

27 Marcel Gauchet, « Quand les droits de l'homme deviennent une politique », *Le Débat*, op. cit.

28 *Ibidem*, p. 265.

L'individu devient roi, mais un roi de plus en plus isolé. Avec la mondialisation, chaque individu se sent de plus en plus petit. En réduisant le rôle et le pouvoir des gouvernants nationaux, le lien symbolique entre le citoyen et ses gouvernants se distend. Les intermédiaires sociaux (comme les syndicats par exemple) perdent de leur influence, les élites sont moins écoutées, la légitimité des hiérarchies remise en question et la perte d'autorité des « entités transcendantes[29] » manifeste. Nous retrouvons ici certaines considérations d'Aron sur le pouvoir et le rôle des élites, sur l'autorité (comme nécessaire) et sur la transcendance essentielle à tout projet.

La lecture d'Aron sur ces thèmes est toujours pertinente malgré, naturellement, des distinctions entre les années 1970 et les années 2000. Aron nous aide ici à penser notre contemporanéité. Il nous éclaire toujours sur les conditions d'existence et de réalisation de la démocratie. Cette lecture donne de la profondeur historique à des questions déjà soulevées. La problématique du rapport entre individu et collectif est consubstantielle à la naissance de la démocratie (ce que montre bien Tocqueville également). Le glissement de ce rapport vers l'individualisme, le rejet de l'autorité, de la légitimité de l'Etat date de l'époque d'Aron. Néanmoins, la problématique et l'urgence de la question du droit comme droit de l'homme[30] ou droit individuel est nouvelle. Si Aron a pu l'envisager ce n'est pas avec autant de force et dans un contexte bien différent.

La crise de l'Europe de nos jours

La crise de l'esprit européen ou occidental, dénoncé tout à la fois par Husserl, Aron ou Hannah Arendt est toujours présente. Hors de son Histoire, l'Europe navigue au gré des

29 *Ibidem*, p. 262.

30 Cette problématique des droits de l'homme est, en 2016, toujours d'actualité. Le livre de Justine Lacroix et Jean-Yves Pranchère, *Le Procès des droits de l'homme, Généalogie du scepticisme démocratique* (Paris, Seuil, La couleur des idées, 2016, 352 p.) met en exergue le procès de la notion des droits de l'homme, accusée de desservir la démocratie. Les auteurs cartographient une typologique complexe de la critique des droits de l'homme avec, notamment, des penseurs dits réactionnaires, conservateurs ou résolument antimodernes et des intellectuels « républicains ». Justine Lacroix dans un entretien à *Télérama* (29 avril 2016), précise : « Aujourd'hui encore, la plupart des critiques de « l'idéologie des droits de l'homme » sont des républicains convaincus tels que Marcel Gauchet ou Jean-Claude Michea. La critique des droits de l'homme a toujours été plurielle (…) » Entretien disponible sur : http://www.telerama.fr/idees/justine-lacroix-la-critique-des-droits-de-l-homme-n-est-pas-l-apanage-des-reactionnaires,141709.php

vents et des marées, sans cap défini. Hubert Védrine, dans un article de 2006, réclame du sens et une vision, qui forge l'espérance et rassemble les esprits :

> Il me paraît pourtant évident, comme à Paul Thibaud, que c'est parce qu'elle a trop prétendu se construire sur l'oubli de son histoire et la négation de ses identités que l'Union semble aujourd'hui un artefact largement coupé de ses peuples, littéralement insignifiant, en panne de vent dans une mer des Sargasses politique et historique.[31]

Pour redevenir sujet et acteur de son histoire, l'Europe doit avancer par les peuples, c'est la condition indispensable. Si ce n'est pas le cas, face à la bureaucratie, l'Europe est condamnée au piétinement, à l'immobilisme et par la suite à la déconstruction.[32]

Pierre Manent, dans une interview de 2010, affirme que face à l'affaiblissement relatif de la puissance américaine et l'arrivée sur la scène internationale de nouveaux pays, l'Europe se retrouve confronter à des enjeux majeurs. Comment va-t-elle se comporter ? Il dresse un constat sombre de la léthargie des Européens (qualificatif que n'aurait pas renié Aron comme immobilisme, défaitisme, langueur, lassitude, etc.) : « Je suis très surpris de la léthargie des Européens qui semblent consentir à leur propre disparition. Pis: ils interprètent cette disparition comme la preuve de leur supériorité morale.[33] » Il déclare la même chose en 2012 en indiquant que l'Europe a acté comme posture, immobilisme et position, spectateur de son histoire[34]. Déjà en 2006, dans *La Raison des nations, réflexions sur la démocratie en Europe*, il fustigeait, à propos des démocraties européennes « Cette étrange dépression des peuples les plus inventifs de l'histoire (...)[35] », la « passivité[36] » et la « paralysie[37] » du Vieux continent.

---

31 Hubert Védrine, « Stabiliser la construction européenne », *Le Débat*, 2006/3 (n° 140), pp. 41-44. Disponible en ligne : http://www.cairn.info/revue-le-debat-2006-3-page-41.htm, p. 41.

32 Voir à ce sujet : Marcel Gauchet, « Le problème européen », Le Débat 2004/2 (n° 129), p. 50-66, p. 66. Disponible en ligne : http://www.cairn.info/revue-le-debat-2004-2-page-50.htm.

33 Interview de Pierre Manent, revue *Le Spectacle du monde*, décembre 2010, disponible en ligne : http://www.lespectacledumonde.fr/index.php?option=com_content&view=article&id=389:cdc573&catid=36:coupdecoeur&Itemid=66

34 Pierre Manent, préface de De Ligio, Giulio (dir.), *Raymond Aron, penseur de l'Europe et de la nation*, Bruxelles, Bern, Berlin, Frankfurt am Main, New York, Oxford, Wien, 2012. Collection: Euroclio - volume 66 160 p. p. 12.

35 Pierre Manent, *La Raison des nations, Réflexions sur la démocratie en Europe*, Paris, Gallimard, 2006, 112 p., p. 58.

36 *Ibidem, p. 59.*

37 *Ibidem.*

Selon Marcel Gauchet, dans une interview au *Temps* en 2009, le sentiment dominant est la « déprime collective[38] ». Il affirme : Les Européens sont pour ainsi dire sortis de leur histoire, et la France tout particulièrement.[39] » Philippe Mabille, dans un éditorial *de La Tribune* en juin 2011, souligne l'importance à venir de la guerre économique entre les États-Unis et l'Europe, les deux alliés du bloc atlantique. Il évoque les deux alliés en ces termes : « (…) une autre guerre, plus ancienne et plus sourde, celle qui oppose deux empires en décadence, l'Europe et les États-Unis.[40] »

La léthargie et la déprime européennes n'ont rien de nouveau et semblent être la continuité d'un siècle de désenchantement plus global. Antoine de Baecque, à propos du livre, déjà cité dans ce travail, de Christophe Charle, *Discordance des temps, une brève histoire de la modernité*, relève que la modernité fait face à une perte de foi dans la mission civilisatrice de l'Occident. Cette perte de foi fait suite au traumatisme de la Grande Guerre. Lorsque la mort prend d'un coup une dimension industrielle écrit-il : « L'homme occidental est dès lors entré dans ce rapport malheureux à l'historicité, dans cette épidémie de désenchantements qui caractérisent le XX^{e} siècle[41] »

A titre d'exemple, notons la publication d'un livre du polonais Laszlo Földenyi intitulé : *Mélancolie. Essai sur l'âme occidentale* (Actes Sud, 2012). A son sujet, Nicolas Weill écrit dans *Le Monde des livres* daté du 03 février 2012 : « La conviction que la mélancolie représente un prisme capable d'embrasser l'ensemble de la spiritualité euro-occidentale anime ce parcours. »

Le 18 juillet 2014, Le quotidien *Le Monde* consacre une double page à la problématique « L'Occident est-il en déclin ? » avec une interview de Régis Debray. Dans l'introduction de cette interview, Nicolas Truong[42] affirme que Régis Debray peut nous aider à voir au-delà du fatalisme et du déclinisme qui semble étendre son voile sur les

38 Marcel Gauchet, Interview *dans Le Temps*, 3 juillet 2009, « Le spectre qui hante l'Europe c'est la décadence ». Interview disponible sur son site internet : http://marcelgauchet.fr/blog/?p=393

39 *Ibidem*.

40 Philippe Mabille, *La Tribune*, 3 juin 2011, éditorial : « 3 juin 2011, « La guerre des empires : Europe vs Etats-Unis ».

41 Critique du livre de Christophe Charle, *Discordance des temps, une brève histoire de la modernité*, Paris, Armand Collin, 2011, 498 p. par Antoine de Baecque, *Le Monde des livres*, 18 novembre 2011.

42 *Le Monde*, 18 juillet 2014, « L'occident est-il en déclin ? », article de Nicolas Truong.

esprits : « Car l'Occident semble n'avoir cessé de penser, souhaiter ou craindre sa propre destitution, sa proche chute, son propre déclin. »

Régis Debray[43] revient sur plusieurs analyses de Spengler dans *Le déclin de l'Occident*. Il évoque « l'âme faustienne » qui s'attache à conquérir. L'Occident, comme Faust, semble avoir vendu son âme au diable en voulant conquérir le monde. Il note que Spengler n'avait pas prévu que d'autres pays ou sociétés (Inde, Chine) allaient eux aussi se transformer et s'armer d'ingénieurs et de techniciens. L'âme faustienne devient planétaire.

Régis Debray précise ensuite les caractéristiques de l'Occident. En premier lieu, il évoque sa cohésion : si un Chinois ne peut pas se faire représenter par un Indien ou un Brésilien par un Nigérien, l'Occident conduit par les États-Unis est un ensemble « unipolaire ».

De même, l'Occident prétend à l'universalité (et cela a toujours été le cas). Pour Régis Debray : « L'expression la plus élevée de la conscience universelle, l'ONU, se trouve à New-York. » Il note aussi que l'Occident est le professeur des cadres de la planète. Tous les futurs dirigeants du monde viennent se former dans ses universités. » Il rappelle néanmoins un fait important, l'absence de sentiment européen : « Il n'y a pas d'Européens prêts à mourir pour l'Europe. L'Orient a gardé le sens du sacré, donc du sacrifice, et c'est son point fort. »

Associer Europe à crise, déclin et décadence n'est plus conjoncturel mais structurel. Pour preuve, le Hors-Série du *Monde*, « Histoire de l'Occident, déclin ou métamorphose ? », publié en 2014 vient d'être mis à jour avec une édition 2016 ! Les deux éditions réservent une partie au déclin de l'Europe avec un portrait de Spengler (tout en soulignant l'importance de relire l'auteur du *Déclin de l'Occident*).

Décomposition, langueur, mélancolie, déclin, abaissement ou décadence, etc., ces visages de la crise existaient déjà au temps d'Aron. Ce dernier nous permet donc de lire la crise actuelle avec un certain recul. Doit-on la relativiser dans ce cas ?

43 *Le Monde*, 18 juillet 2014, Interview de Régis Debray.

Depuis 1983, le Mur est tombé et l'URSS n'est plus, le monde bipolaire n'existe plus, les crises économiques et l'émergence économique et politique de nouveaux pays (Chine, Inde, Brésil, etc.) ont renvoyé l'Europe a ses affres et doutes. La légitimité fondatrice du projet, c'est-à-dire garantir la paix sur le sol européen, devient caduque après la chute du Mur. Dans les années 90, plusieurs illusions vinrent faire croire que nous n'avions plus besoin d'Europe : il semblait y avoir un développement heureux de la mondialisation, l'hyper puissance américaine avait gagné et était seul gendarme, la contagion démocratique en Europe semblait indiquer la disparition progressive des ennemis militaires.

Les années 2000 virent l'éclatement de ces illusions. Le monde n'était pas unipolaire mais bien multipolaire, morcelé de plus en plus. La montée du chômage et les problèmes économiques des pays développés étaient le signe d'une mondialisation asymétrique. La notion d'ennemi se transformait peu à peu et l'adversité réapparaissait plus complexe.

On est revenu très vite à un monde tragique, mais l'avions-nous vraiment quitté ? Le terme tragique est à considérer selon le sens d'Aron : un monde où le futur est à construire, où le pire est possible et où il faut se battre pour le meilleur, un monde où les pays entretiennent des liens de rivalités (même les pays alliés), un monde où les âmes sont grises.

La crise européenne s'est accélérée en 2008 et elle est dorénavant double, plus intense et potentiellement mortelle. Double, car elle est, pour la première fois, à la fois économique et politique. Plus intense, car la mondialisation tend à réduire la puissance et l'influence de l'Europe. Pourtant, puissance et influence ne font pas appel aux mêmes notions. La puissance est politique, militaire ou économique. Il est avéré que, dorénavant, l'Europe est une puissance, au mieux moyenne.

En parallèle, la crise (comme paradoxe) de l'identité européenne est pérenne. Avec la disparition du bloc de l'Est et la fin de la guerre froide, on aurait pu penser que l'identité européenne allait enfin trouver sa voie et surtout entrer en résonance avec le peuple européen.

Il n'en est rien. Depuis la disparition du régime communiste, il semblait que les divisions politico-idéologiques de l'Europe avaient disparu. L'Union européenne pouvait se targuer d'avoir favorisé un processus de convergence global entre les pays. Or, cette convergence peut être mise à mal avec l'actualité récente. La crise grecque et surtout les épisodes de l'été 2015 avec le danger de la sortie de l'Euro de la Grèce, les murs et frontières qui se ferment face aux migrants, l'incapacité de l'Europe a adopté une politique globale, l'incapacité à gérer ce problème humanitaire collectivement face aux noyés quotidiens de la mer Egée, montrent les pays européens en grave difficulté à élaborer des réponses collectives pérennes. Une fracture idéologique est-elle en train de se creuser entre les différents pays ?

De même, en dépit d'une homogénéisation générale entre les pays, les européens ne s'identifient toujours pas à leur continent. Si la vie pratique (échanges étudiants, monnaie, passage de frontière), pour certains dont la mobilité est importante, se vit à l'heure européenne, la vie affective est toujours *nationale*.

L'actualité toute récente et son traitement médiatique nous offrent une nouvelle grille de lecture : la possibilité de la destruction, partielle ou totale, de l'Europe comme institution. Les livres et titre de quotidiens ou de revues à ce sujet sont nombreux, le cri d'alarme est devenu incessant. Or, ce cri a changé de sens depuis quelques années : pendant longtemps, il s'agissait de faire peur et personne n'y croyait. Dorénavant, le scénario d'une dislocation devient, pas encore probable, mais tout au moins possible.

Il est impossible de relever tous les dossiers et couvertures pointant les malheurs européens. Nous l'avons souligné en introduction, citons d'autres exemples parmi d'autres. *L'Express* titre sa couverture du 8 juillet 2015 (n°3340) : « Comment sauver l'Europe ? » tandis que la couverture du *Monde* daté du 9 avril 2016 ne pose plus la question de la destruction de l'Europe mais affirme sa possibilité : « Migrants, euro, « Brexit », … Pourquoi l'Europe est mortelle[44] ».

Au moment d'écrire ces lignes, nous apprenons la victoire des partisans de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne suite au référendum du 23 juin. Dans son éditorial

44 Une du *Monde*, 9 avril 2016.

dans *Libération* du 24 juin, Laurent Joffrin écrit : « Ce camouflet n'est pas difficile à expliquer : une Europe sans âme, sans projet commun, sans réaction lisible dans la crise migratoire, sans plan efficace pour sortir du marasme, n'entraîne plus les opinions. » Ce *Brexit* (dont à l'heure actuelle, les modalités sont à préciser) sera-t-il un mal pour un bien ? Sera-t-il l'équivalent du 30 août 1954 avec, à l'époque, la fin du projet politique et la conversion forcée en une union strictement économique ? Est-ce le signe de la chute du projet européen ou l'occasion de repenser totalement l'Union européenne ? Le *Brexit* signifie-t-il d'un autre côté la fin annoncée du Royaume-Uni (avec une vraie cassure opérée avec l'Écosse notamment) ? À ce stade, nous posons uniquement les premières questions, les réponses vont prendre du temps. Les *drames* de l'histoire invoqués par Pierre Manent ne manquent pas.

Au sujet de cet auteur, il est intéressant de s'arrêter quelque peu (après la relation Europe-Nation chez lui dans le chapitre précédent) sur les réflexions européennes de Pierre Manent en tant qu'« héritier[45] » d'Aron. Outre de nombreux articles, il s'est interrogé récemment sur la crise et l'avenir de l'Europe au travers, notamment, de deux ouvrages dont nous avons déjà parlé : *La Raison des nations* (2006) et *Situation de la France* (2015). Relevons également *l'Avant-Propos* « Permanence de Raymond Aron » de l'ouvrage publié en 2012 suite à la journée d'études sur *Raymond Aron, penseur de l'Europe et de la nation*[46]. La communication (2012) de Gwendal Châton : « Un souverainisme libéral ? Pierre Manent, philosophe critique de l'Europe[47] », est

45 Nous pourrions largement discuter de la pertinence du terme « héritier ». Pierre Manent était assistant d'Aron au Collège de France, est-il forcément son héritier, *uniquement* son héritier ? Le terme d'héritier est à la fois trop réducteur et trop global. D'autre part, comme le précise Nicolas Baverez dans sa biographie sur Aron, on peut poser la question de l'existence d'une réelle « école aronienne ». Bien sûr, ses élèves et collègues de ses séminaires font partie d'un cercle d'intellectuels déterminé, en sont-ils forcément les héritiers avec ce que cela implique (héritage, tradition transmission) ?

46 De Ligio Giulio (sous la direction de), *Raymond Aron, penseur de l'Europe et de la nation*, op. cit.

47 Gwendal Châton, « Un souverainisme libéral ? Pierre Manent, philosophe critique de l'Europe », *L'Europe et ses opposants, Vingt ans d'engagement souverainiste et alter-européen en France (1992-2012)*, Journées d'études Histoire – Science Politique, 31 mai-1er juin 2012, disponible en ligne : http://www.academia.edu/4769199/Un_souverainisme_lib%C3%A9ral_Pierre_Manent_philosophe_critique_de_lEurope

naturellement plus complète que ces propos rapides et met bien en valeur son itinéraire européen.

Si, nous l'avons vu plus haut, Aron et Manent partagent le même vocabulaire sur le constat de crise (passivité, léthargie, dépression, etc.), Manent est tout aussi sceptique sur la construction communautaire et plus virulent encore sur la relation Etat-Nation / Europe. Le tournant, selon lui, est la signature de l'Acte Unique et plus encore Maastricht. Il évoque à partir de cette époque un monstre sans tête qui ne sait plus quel chemin prendre et affirme que : « L'artifice prit une vie propre[48] ». Dans un entretien à la revue *Argument*[49], il condamne cette extension indéfinie qui ne permet pas d'envisager un réel corps politique européen. Pour construire une communauté, il faut des limites, des frontières ou tout au moins savoir où sont ces frontières. Pour l'Europe, cela ne semble plus être le cas. Un jour, prévient-il, les peuples européens s'en rendront compte et l'idée européenne pourra être définitivement décrédibilisée. Force est de constater que Pierre Manent a vu juste sur cet écart sans cesse croissant entre une Europe qui ne cesse de s'agrandir et une idée européenne qui ne cesse de se vider de sa substance (les deux n'étant pas exclusivement cause et conséquence, d'autres facteurs peuvent entrer en jeu).

La crise de l'Europe est tout d'abord une crise de la démocratie européenne. Pour Pierre Manent, la nation et l'Union européenne se juxtaposent sans se compléter et sans apporter de sens et de solution. De cette situation naît une « confusion d'où l'espérance s'est retirée.[50] »

La crise de l'Europe est également communautaire et institutionnelle. Dans *La Raison des Nations,* il évoque à nouveau la finalité sans fin du processus européen. Il observe le glissement – ou même le retournement – du processus d'entrée au sein de l'Union européenne. Avant, il fallait démontrer pourquoi et pour quelle raison on souhaitait

48 Pierre Manent, *La Raison des nations, Réflexions sur la démocratie en Europe*, op. cit., pp. 50-51.

49 Pierre Manent, entretien sur « Démocratie et nation », revue *Argument*, vol.1, n°1, automne 1998 – hiver 1999, disponible en ligne : http://www.revueargument.ca/article/1998-10-01/70-democratie-et-nation-entretien-avec-pierre-manent.html

50 Pierre Manent dans : Gauchet Marcel, Manent Pierre, « Comment repenser la démocratie ? », débat entre les deux auteurs, *Magazine littéraire*, n°472, février 2008, disponible sur http://gauchet.blogspot.fr/2008/02/comment-repenser-la-dmocratie.html

intégrer cette communauté. Dorénavant, la question est : pourquoi pas ? Pourquoi, à moi pays X, vous me refuseriez l'entrée ?

Ici, certaines problématiques sont nouvelles : Manent développe plus largement la question de l'élargissement et la candidature de la Turquie notamment. Il y a confusion lorsque, sous le prétexte des droits égaux, tout le monde peut candidater. Or, les droits égaux n'ont de sens qu'au sein d'une communauté. Il regrette que la question soit une question de « droit » tandis que la vraie question est de savoir si la Turquie, pays musulman, peut s'intégrer au sein de la communauté européenne[51]. L'ensemble de la réflexion européenne, comme sur la question démocratique (voir plus haut) est basée sur la question centrale de la Nation. On comprend mieux la critique de Manent concernant l'omniprésence du droit et son rejet d'une utopie universaliste dont se pare souvent le vieux Continent. L'existence d'Israël - Etat littéralement sorti d'Europe - montre les limites de cette utopie. Manent écrit à ce sujet : « Vaine et creuse est l'Europe qui voudrait se confondre avec le corps en croissance de l'humanité en général.[52] »

Il faut sauver l'Europe de sa crise de civilisation disait Aron. Morin, en 2014, affirme exactement la même chose. Dans son livre écrit avec Mauto Ceruti, *Notre Europe, décomposition ou métamorphose,* il titre un paragraphe en ces termes : « Notre crise est une crise de la civilisation, de ses valeurs et de ses croyances.[53] » Ils évoquent la crise sous de multiples formes : crise écologique, crise de la modernité, crise démographique, crise du lien social, crise morale avec individualisme à outrance, crise du présent (comme angoisse et désespoir), crise de l'avenir (comme incertain), crise économique : rien de nouveau par rapport aux dénonciations d'Aron dans les années soixante-dix. La nouveauté est l'apparition de la crise de la connaissance comme déséquilibre entre accumulation de l'information et création de valeur. Notons pour l'anecdote qu'Aron a évoqué à quelques occasions la question écologique. Il l'effleure sans vraiment la

51 Voir Pierre Manent, *La Raison des nations, Réflexions sur la démocratie en Europe*, op. cit. pp. 63 et suivantes.
52 *Ibidem,* p. 92.
53 Edgar Morin, Mauto Ceruti, *Notre Europe, décomposition ou métamorphose*, Paris, Fayard, 2014, p. 81.

détailler. Aurait-il dû y attacher plus d'importance ? En tout état de cause, dans sa préface en 1975 au livre d'Arnold Toynbee, *L'histoire*, en énumérant les spécificités de la civilisation occidentale, il note que celle-ci : « (…) ravage la planète, elle pollue les lacs et les océans[54] ».

L'Europe est à la croisée des chemins. Dans une tribune du *Monde diplomatique* parue en 2014, Etienne Balibar le précise en ces termes : « Une période d'incertitude et de fluctuations s'est ouverte, et avec elle la possibilité d'une bifurcation aux termes encore imprévisibles.[55]» Les difficultés économiques rencontrées rendent plus capital un choix. Comment accepter de faire ce choix ? Quel chemin prendre ? Ici, le vocabulaire (incertitude, imprévisible) et la problématique du choix peuvent rappeler Aron.
Balibar publie également, en mars 2016 un ouvrage intitulé *L'Europe, crise et fin ?*[56] Interviewé par Arte à ce sujet, il s'inquiète : « L'Europe est sur une voie d'autodestruction[57] ». Il martèle néanmoins que l'Europe reste la seule voie possible face aux grands problèmes économiques et sociétaux.

Dans le dernier paragraphe de la conclusion de la nouvelle édition de son livre, *La hantise du déclin, la France de 1914 à 2014*, Robert Frank note que : « L'expérience de la France montre que le meilleur moyen de prévenir le risque de dégradation est d'en être hanté. La hantise du déclin doit donc changer de régime d'historicité et de registre spatial.[58] » L'Europe a toujours oscillé sans vraiment franchir le pas entre immobilisme et vitalité historique. A force d'éviter de prendre en mains son destin et d'avoir une voix dans le monde, elle s'en est remise à son économie. Le jour où l'économie a elle-même vacillé au risque d'exploser, c'est toute l'idée européenne qui a été en danger. Il n'est

54 Raymond Aron, préface p.8, Arnold Toynbee, *L'histoire, Les grands mouvements de l'histoire à travers le temps, les civilisations, les religions*, op. cit.
55 Etienne Balibar, « Un nouvel élan, mais pour quelle Europe ? » *Le Monde diplomatique*, mars 2014, pp. 16-17, disponible en ligne : http://www.monde-diplomatique.fr/2014/03/BALIBAR/50208
56 Etienne Balibar, *L'Europe, crise et fin ?*, Paris, Le Bord de l'eau Editions, mars 2016, 326 p.
57 Etienne Balibar, entretien, Arte, 17 mars 2016 disponible sur : , http://info.arte.tv/fr/etienne-balibar-une-autre-europe-est-necessaire
58 Robert Frank, *La hantise du déclin, la France de 1914 à 2014*, Paris, Belin, 2014, 284 p., nouvelle édition revue et augmentée, p. 266.

plus temps mais urgent que la nécessité d'action et la vertu chère à Machiavel reprennent leur place dans la vie politique européenne.

Aujourd'hui, face à de nouveaux enjeux intérieurs et extérieurs, l'Europe doit se réinventer. Que faut-il faire ?

L'évolution de la notion de crise empêche la crise de venir en aide à l'Europe

Comment l'analyse de la crise de civilisation selon Aron peut venir au secours de l'idée européenne ?

Dans les années cinquante et soixante, la crise faisait partie de l'aventure. Elle faisait office de ressort et donnait lieu à de nouvelles impulsions comme par exemple lors des conférences de Messine en 1955 après l'échec de la CED, de La Haye en 1969 ou de Fontainebleau en 1984.

Hartmut Kaelble, dans son article « Vers une histoire sociale et culturelle de l'Europe pendant les années de « l'après-prospérité[59] » », paru en 2004, évoque également la crise entre 1973 et 1989 survenant après les trente glorieuses. Si à première vue, les indicateurs de crise sont nombreux et objectifs, on peut considérer cette période « grise[60] » comme une période de normalité et de pluralité d'opinions. Néanmoins, à la fin de cette période, une relance inattendue et durable intervient avec le marché unique et les prémices d'une monnaie unique.

Notre temps présent est-il semblable aux crises ponctuelles qui ont servi de ressort par le passé ? La crise conserve-t-elle son rôle essentiel : être constitutif d'une construction et déclencheur de nouvelles solutions et de nouveaux chemins ? A travers ce questionnement très actuel, la démarche d'Aron est intemporelle.

Lorsqu'il dénonce la réticence de l'Europe à se projeter dans le futur et à se donner les moyens de construire du sens, il évoque une des manifestations du présentisme analysé par François Hartog[61], dans son livre paru en 2003 : *Régimes d'historicité - Présentisme*

59 Hartmut Kaelble, « Vers une histoire sociale et culturelle de l'Europe pendant les années de « l'après-prospérité » », *Vingtième Siècle, Revue d'histoire,* 2004, vol. 84, octobre-décembre 2004, pp. 169-179.

60 *Ibidem*, p. 179.

61 François Hartog, *Régimes d'historicité - Présentisme et expériences du temps*, Paris, Seuil, 2003, 258 p. Le régime d'historicité est une valeur sociale affectée au temps.

et expériences du temps, comme le règne du présent et de l'immédiateté. Le présentisme a modifié le rapport entre champ d'expérience et horizon d'attente. Ce rapport s'est-il distendu jusqu'à s'effacer ? Serions-nous rentrés dans une nouvelle modernité, ou plutôt, dans une post modernité comme nouveau régime d'historicité ? François Hartog évoque un présent perpétuel et insaisissable. Le présent hypertrophié n'a plus que lui-même comme horizon d'attente. Alors que de prime abord les avancées technologiques auraient dû nous libérer du « temps », le contraire semble advenir. L'homme connecté est pris entre l'accélération quasi continue du temps et son immobilité. Prisonnier de la vitesse, il ne semble plus pouvoir bouger ou faire un pas de côté. Le présent se paralyse et devient castrateur pour l'individu.

Le danger est toujours là mais l'ennemi a changé de visage selon Marcel Gauchet. Il a pris les traits du présent : « Nous ne sommes plus menacés par le despotisme au nom du futur ou par la dictature au nom du passé ; le seul risque que nous courons, c'est la muette implosion du présent.[62] »

La crise est irrémédiablement liée au temps, à une temporalité. Une crise se comprend avec un début et une fin. De nos jours, force est de constater une fin de moins en moins imaginée. Ce lien au temps a pour conséquence une mutation du concept de crise. D'abord restreint au domaine de la médecine, la crise devint la rupture, le refus du passé et la volonté de faire table rase pour dessiner un nouvel avenir. La crise était nécessaire pour dépasser l'existant au nom du chemin inéluctable de la modernité. Désormais, la crise remet en question les figures qui permettent d'appréhender, non avec certitude, mais tout au moins avec enthousiasme si ce n'est avec espérance, la question du devenir : « La tradition est intenable, le progrès est insaisissable, la révolution improbable.[63] » écrit Marcel Gauchet en 2000.

62 Marcel Gauchet, « Quand les droits de l'homme deviennent une politique », *Le Débat*, 2000/3 n° 110, p. 258-288, p. 274. Disponible en ligne : http://www.cairn.info/revue-le-debat-2000-3-page-258.htm

63 *Ibidem*, p. 268.

Si des crises sont nécessaires pour franchir des paliers, la crise apparaît maintenant comment globale et constante. Elle n'est plus temporaire, elle n'est plus un moyen, mais se suffit à elle-même.

La crise générale modifie le rapport entre espace d'expérience et horizon d'attente d'après Ricœur. L'horizon d'attente, ce qu'on est en droit d'imaginer et de penser, se dilue dans une crise toujours plus intense de l'avenir sans réelle prise (comme capacité à) sur le cours de l'histoire. L'espace d'expérience quant à lui se rétrécit en refusant toute tradition et tout héritage. Le renversement est indéniable, on passe d'une tension à la rupture, rupture comme schisme : « (…) la crise est la pathologie du procès de temporalisation de l'histoire : elle consiste dans une dysfonction du rapport normalement tendu entre horizon d'attente et espace d'expérience.[64.] »

Robert Frank évoque la réflexion sur le concept de crise dans un article introductif à un grand dossier sur le sentiment de crise à partir de 1973 (premier choc pétrolier) dans la revue *Vingtième siècle*. Il rappelle qu'à plusieurs reprises la revue a consacré des articles ou numéros thématiques à la notion de « crise » :

> À chaque fois, ce fut une belle occasion pour démystifier la notion en la replaçant dans la perspective historique du long terme et en soulignant le contraste entre les réalités plutôt positives – la croissance, peu souvent enrayée ou ralentie au cours du siècle, l'enrichissement continu, les mutations nécessaires – et les discours ou les représentations volontiers catastrophistes.[65]

Robert Frank indique que « La conscience de crise, c'est aussi une intériorisation progressive de la nécessité de mutations, et une source possible d'action en vue de changer le réel existant.[66] » Raymond Aron n'aurait pas renié et aurait fait sien ce diagnostic à la fois réaliste et tourné vers l'action.

Or, la crise n'est plus un diagnostic incitant à l'action mais bien un état indépassable. Myriam Revault d'Allonnes évoque le terme significatif de « un temps sans

64 Paul Ricœur, « La crise, un phénomène spécifiquement moderne ? », op. cit., p. 14.

65 Robert Frank *et al.*, « Les années grises de la fin de siècle », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2004/4 no 84, p. 75-82. Disponible en ligne http://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2004-4-page-75.htm, p. 75.

66 *Ibidem*, p. 76.

promesse.[67] » C'est un constat sans appel d'un retournement littéral du concept de crise. La crise est passée de temporaire à pérenne, elle est désormais le « milieu de notre existence. » Nous sommes passés d'*une* crise à *la* crise. Ce glissement entre "une" et "la", deux simples mots, témoigne d'un changement de paradigme capital. La crise est devenue synonyme d'indécision[68]. L'éditorial du supplément « Europa[69] » paru en janvier 2012 le relève avec force. Ce qui est nouveau, c'est une accélération et un paroxysme sans précédent atteints depuis la crise économique de 2008-2009. La crise est désormais installée, mais diffuse, tout le monde en parle mais personne ne la saisit. Surtout le sentiment de crise a remplacé la crise en elle-même.

Ce sentiment de crise permanent se nourrit d'un retournement du regard sur le progrès. Auparavant le progrès devait rassurer ou tout au moins proposer des lendemains meilleurs. Ce n'est plus le cas. Sentiment de crise et interrogation sur le progrès provoquent une inquiétude diffuse selon Etienne Klein, enseignant-chercheur au CEA :

> Que constatons-nous ? Que, contrairement à ce qu'ont cru nos prédécesseurs, le nombre de problèmes ne diminue pas, qu'il croît même à mesure que les sciences et les techniques progressent. Le progrès n'est donc plus appréhendé comme un soulagement, mais plutôt comme un souci, une inquiétude diffuse.[70]

Myriam Revault d'Allonnes fait appel à Foucault pour évoquer « les lignes de fragilité » (les guillemets sont de l'auteur et reprennent une expression de Foucault). Le présent place toujours l'homme sur une ligne de crête, en déséquilibre ou plutôt en équilibre entre une tendance catastrophique (nous allons tomber) et une tendance progressiste (nous allons aller plus haut). Vivre le présent c'est accepter d'affronter cet espace de liberté compris comme un espace de transformation : « La modernité est alors pensée comme un défi qui force l'homme à affronter la nécessité de se produire lui-même. C'est

67 Myriam Revault d'Allonnes, La crise sans fin, essai sur l'expérience moderne du temps, op. cit., p. 14.

68 *Ibidem*, p. 132.

69 Editorial, Supplément « Europa » par 6 journaux européens : *El Pais, The Guardian, Gazeta, La Stampa, Süddeutsche Zeitung, Le Monde*, 26 janvier 2012.

70 Etienne Klein, Interview dans *Les Echos,* 28 août 2013. Disponible en ligne : http://www.lesechos.fr/politique-societe/dossiers/les-grands-temoins-de-la-rentree-2013/0202961306460-etienne-klein-le-progres-n-est-plus-vu-comme-un-soulagement-mais-comme-un-souci-598497.php

à l'épreuve des ruptures, de l'effondrement des valeurs traditionnelles que s'imposent une certaine attitude, un certain *ethos* à l'égard de la réalité.[71] »

Si la crise ne remplit plus son rôle, laisse-t-elle la place à la décadence ? Comment comprendre l'idée de décadence aujourd'hui ? Le regard d'Aron sur cette notion est-il d'actualité ?

L'idée de la décadence européenne aujourd'hui[72]

Dans son *Dictionnaire des idées reçues*, Flaubert écrit : « Époque (la nôtre). Tonner contre elle. Se plaindre de ce qu'elle n'est pas poétique. L'appeler époque de transition, de décadence ». Cette citation est empruntée à Michel Winock dans son article de la revue *L'Histoire*[73], publié en 1985 et intitulé avec ironie : « L'éternel refrain de la décadence ». L'historien entend démontrer que la notion de décadence est toujours subjective et fantasmatique.

Il débute son article par une affirmation qui ne semble pas prêter au débat : « Un spectre hante de nouveau l'Europe : celui de la décadence[74] ». Il égrène ensuite la longue liste des symptômes qui s'abattent sur le Vieux continent : immigration non maîtrisée, assistanat, perte des valeurs et de l'identité, violence et crimes en hausse, religion en recule, chômage, peur omniprésente d'une guerre nucléaire, etc.

Cette longue litanie est rapidement mise à mal grâce à... Raymond Aron. Michel Winock écrit : « Or si "déclin" et "abaissement, ainsi que le suggérait Raymond Aron, se réfèrent à des données objectives, observables, par tous, et souvent mesurables, "décadence", au contraire, appartient au vocabulaire impressionniste, subjectif, littéraire, fantasmatique... »

Il démontre qu'une époque est toujours décadente par rapport aux précédentes. L'histoire doit bien se garder d'apporter un jugement subjectif en fonction d'un présent déterminé et

71 Myriam Revault d'Allonnes, *La crise sans fin, essai sur l'expérience moderne du temps*, Paris, Seuil, La couleur des idées, 2012, 197 pp.

72 Il faut noter naturellement le livre de Jean-Baptiste Duroselle, *La décadence, 1932-1939*, Paris, Imprimerie nationale, 1979, 569 p. L'historien dresse un sombre portrait de la diplomatie française entre 1932 et 1939.

73 Michel Winock, « L'éternel refrain de la décadence », *L'Histoire*, n°76, 1985, pp. 96-98, p.97.

74 *Ibidem*.

d'un futur hypothétique. Winock dénonce l'historicisme qui écrit l'histoire en fonction d'un but donné (le meilleur exemple en est le communisme ou le mythe du progrès absolu). La chronologie a un intérêt si, et si seulement, elle est interrogée et remise en question. On peut chercher un sens à l'histoire, sans toutefois vouloir absolument y plaquer un destin prédéterminé. La nuance est d'importance.

Cette subjectivité inhérente à la décadence est dénoncée par Pascal Balmand lors de son compte rendu du livre de Julien Freund, *La décadence* : « (…) il faut rappeler que la décadence relève avant tout de la représentation, du culturel, de l'idéologique : regrettons à cet égard que Julien Freund, faute de recul, n'ait su éviter le piège de la non-scientificité et du mélange des genres qu'il dénonce pourtant lui-même.[75]»

Vingt-cinq ans plus tard, en 2010, Alexandre Lacroix dans un éditorial consacré à un dossier sur « Le déclin de l'Europe » invite également à la circonspection face à l'épouvantail de la décadence si souvent agité pour dénoncer le temps présent. La comparaison entre la situation de l'Europe actuelle et celle de la décadence romaine est toujours tentante. Pourtant, il faut se méfier du « (…) pathos facile de la décadence et des postures réactionnaires, qui risquent de nous empêcher d'affronter avec lucidité la situation actuelle (…).[76] »

Louis Hourmant et Frédéric Louveau, dans l'article déjà cité[77] (2000), remarquent fort à propos que les indicateurs classiques de la dénonciation de la décadence sont toujours présents, voire plus importants. La montée de l'individualisme, de l'égoïsme, du corporatisme sont associés à l'idée du dépérissement et donc de la décadence.

Eli Barnavi, dans *Les religions* meurtrières (2006) quant à lui, n'hésite pas à utiliser le terme de décadence pour symboliser le renoncement d'une civilisation à elle-même : « Une civilisation qui perd confiance en elle-même jusqu'à perdre le goût de se défendre,

75 Pascal Balmand, « Freund Julien, La décadence. Histoire sociologique et philosophique d'une catégorie de l'expérience humaine », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1985, vol. 8, n° 1, pp. 165-166. Disponible en ligne : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/xxs_0294-1759_1985_num_8_1_1226_t1_0165_0000_4

76 Alexandre Lacroix, Dossier « Le déclin de l'Europe », *Philosophie magazine*, 26 août 2010, n°42, disponible en ligne : http://www.philomag.com/les-idees/le-declin-de-leurope-2531

77 Louis Hourmant, Frédéric Louveau, « L'attente de l'an 2000 : de la sécularisation du passage à son évidement », *Quaderni*, n°42, Automne 2000. pp. 131-145.

entame sa décadence.[78] » La permanence des réflexions d'Aron se retrouve dans un autre livre de Barnavi, *L'Europe frigide*, publié en 2008. Il décrit la crise que traverse l'Europe avec pratiquement les mêmes mots : « le mal de la langueur dont souffre le projet européen […][79]» et quelques pages plus loin : « Le doute critique […] une malédiction qui paralyse l'Europe[80] ».

En 2005, Philip Gordon, lors une conférence sur Aron, « Second Annual Raymond Aron Lecture : In Defense of Decadent Europe » propose une relecture à plus d'un titre de *Plaidoyer pour une Europe décadente*, en faisant un parallèle avec les événements en France survenus en 2005 :

> It was that idea that seemed to us a good idea possibly to revisit, because in many ways that notion that Europe is decadent and in decline has its echoes today. Constitutional crises, rejection of the constitution in the referendum, riots in France, economic problems, demographic problems, challenges with immigration--there is a view out there that we may be now witnessing a Europe that is decadent, in decline.[81]

Nous ne sommes pas en total accord avec cette citation – Aron rejetait en fin de compte l'adjectif *décadente* pour l'Europe – mais cela témoigne néanmoins de la permanence du questionnement d'Aron.

Nous pourrions citer à l'infini une liste de références sur la dénonciation de la décadence comme sûre et avérée ou comme un jugement de valeur qui n'a aucune objectivité historique. Ce n'est pas notre propos. Comme le rappelle Michel Winock le spectre de la décadence est tout, sauf nouveau, il a toujours existé. David Engels, dans *Le déclin, la crise de l'union européenne et la chute de la république romaine, analogies historiques* le rappelle en ces termes :

78 Eli Barnavi, *Les religions meurtrières*, Paris, Flammarion, 2006, p. 79.
79 Eli Barnavi, *L'Europe frigide*, Bruxelles, André Versaille éditeur, 2008, 161 p., p.14.
80 *Ibidem*, p. 22. A ce sujet, nous pouvons retrouver d'autres échos aux analyses d'Aron, et notamment la critique d'une Europe institutionnelle coupée des peuples européens dans : Eli Barnavi, Krzysztof Pomian, *La révolution européenne*, Paris, Perrin, 2008, 274 p.
81 The Brookings Institution Center of The United States and Europe, Second Annual Raymond Aron Lecture : "In Defense of Decadent Europe", 2005, disponible sur : http://www.brookings.edu/fp/cuse/events/aronlecture_20051116.pdf

> Ainsi, la certitude commune de l'existence passée d'un âge meilleur et le plaisir quasi masochiste de penser le présent comme une époque de décadence est l'une des constantes de la perception historique – au même titre que son contraire qui voudrait célébrer le présent comme un âge d'or sans pareil.[82]

Peut-on passer du déclin à la décadence s'interroge Robert Frank ? Dans un entretien accordé à *Libération* à l'été 2014, il s'exprime en ces termes : « Nous passons peut-être maintenant de l'idée de déclin à l'idée de décadence. Le danger n'est plus seulement l'invasion par le voisin extérieur, mais une sorte de dilution de l'identité.[83] » Selon lui, pour passer du déclin à la décadence, il faut deux caractéristiques. Tout d'abord, c'est une question morale (« c'était mieux avant »), c'est-à-dire un sentiment diffus, largement partagé qui dépasse le déclin par exemple économique (ce déclin a des indicateurs et des métriques vérifiables). Deuxièmement, la peur est désormais interne et non plus seulement externe. L'affaiblissement de la France ou de l'Europe *par rapport à* est un déclin, son affaiblissement stricto sensu se comprend comme une dilution, une dégénérescence de l'intérieur.

Crier « c'est la décadence » a toujours été un moyen efficace pour critiquer le présent par ses contemporains. Rien de plus facile que de faire appel à une nostalgie d'une vie plus grande, d'une société meilleure ou d'une civilisation plus forte. Or, la donne a changé[84], l'envergure et le sens de la critique ne sont plus les mêmes. La peur de la décadence, en devenant une sorte de prophétie auto-réalisatrice, a pour conséquence la paralysie.

En France, à la rentrée 2015, les analyses de certains intellectuels prônant la décadence (ou ses oripeaux) ont bénéficié d'une soudaine mise en valeur médiatique. En quelques semaines, certains intellectuels ont eu droit aux couvertures et aux dossiers du *Monde*, de *Libération,* du *Nouvel Observateur* ou de *Valeurs actuelles* et même des invitations

82 David Engels, *Le déclin, la crise de l'union européenne et la chute de la république romaine, analogies historiques*, Paris, Editions du Toucan, 2013, 373 p., p. 254.

83 Interview de Robert Frank, *Libération*, 12-13 juillet 2014, Interview réalisée par Béatrice Vallaeys à l'occasion de la réédition augmentée de son ouvrage, *La Hantise du déclin* op. cit.

84 Voir à ce sujet notamment : David Engels, *Le déclin, la crise de l'union européenne et la chute de la république romaine, analogies historiques*, op. cit., chapitre IX.

aux émissions télévisuelles largement regardées. Est-ce uniquement un tapage médiatique ou cela correspond-t-il à une réelle adhésion d'une partie de la population ? Nous notons seulement que la décadence fait vendre beaucoup de papier. Apparaît en substance que ce n'est plus la décadence le danger pour l'Europe – il n'y a pas de décadence historique objective - mais bien la peur de la décadence. La nuance semble ténue mais est néanmoins importante.

La décadence, ou la peur de la décadence, propose-t-elle aujourd'hui une grille de lecture pertinente pour comprendre le passé et éclairer le présent ? Apporte-t-elle sa pierre à l'édifice ?

Si la décadence est ici considérée comme une fatalité ou, pire, comme une punition, nous devons l'écarter sans ménagement, comme nous l'avons montré dans les chapitres précédents. Un jugement de valeur ne donne pas lieu à une discussion objective. Gilles Andreani, dans sa conférence « In defense of Decadent Europe » déjà évoquée, en 2005 met d'ailleurs en garde contre les dangers du « decadence thinking » :

> The history of this thinking is full of such paradoxes that, at the time when decadence is often proclaimed, you see an unexpected turn in history, a change in fortune, which make this thinking generally wrong. [85]

Comment se prémunir de ces dangers et de quelle manière le concept de décadence peut-il nous éclairer ? Il peut être considéré à la fois comme une médiation et comme une méditation.

Médiation, la décadence fait le lien entre le défaitisme et la vertu, entre le fatalisme et l'acte de volonté créatrice. Elle nous sert de concept opératoire comme point d'appui et comme levier. Néanmoins, comme tout levier, elle ne doit pas être utilisée seule ou à mauvais escient. Le levier doit être accompagné d'un autre outil : la volonté. La

85 Gilles Andreani, S*econd Annual Raymond Aron Lecture:* « *In Defense of Decadent Europe* », The Brookings Institution Center of The United States and Europe, disponible sur : http://www.brookings.edu/fp/cuse/events/aronlecture_20051116.pdf

décadence permet également de faire appel à son pendant : la vertu, élément indispensable comme le rappelle Miguel Morgado : « Freedom needs virtù[86] ».

La décadence comme sentiment de déclin est aussi une méditation sur l'histoire. Elle nous montre que le progrès, sacro-saint concept du XIX[e] siècle n'est pas le train continu de l'Histoire. Elle nous incite à réfléchir et à nous interroger sur le devenir d'une société et d'une civilisation.

Quel avenir pour l'Europe comme civilisation ?

Face au risque évoqué plus haut de prophétie auto-réalisatrice, François Hartog se demande quelle Europe (il écrit en 2003) va naître : « Va-t-on vers une Europe-patrimoine, fondée sur un inventaire de ce qui rassemble ? Une Europe plus présentiste que futuriste, mais où le "progrès" continue cependant à occuper une place centrale ? [87]»

Pour Pierre Manent, dans *Le regard politique* publié en 2010, les circonstances et notamment la protection et la suzeraineté américaines n'obligent plus l'Europe à s'unir. Si la pression est moins forte, les Européens travaillent moins ensemble et sont « en vacances[88] ». Cet état de vacances européennes est tout le contraire de ce qu'il faudrait faire. Il est temps, propose-t-il, d'accomplir et de fonder « une nouvelle forme politique[89] ».

Selon lui, l'espace européen va donner naissance à des modifications importantes de la vie commune. Que va-t-il se passer ? L'Europe va-t-elle décliner lentement mais sûrement pour devenir encore plus dépendante de son allié atlantique ou devenir une « dépendance de la Méditerranée » selon son expression.

L'Europe se trouve face à un défi : inventer une nouvelle forme politique ou renforcer la forme de l'État -Nation. Elle ne peut plus rester dans l'inertie, au milieu du gué. Sur l'avenir, Pierre Manent dresse une hypothèse assez sombre. Entre une nouvelle forme

86 Miguel Morgado, « The Threat of Danger: Decadence and *Virt*ù », Nação e Defesa, 2005, n°111, pp 93-111, p. 107. Il écrit « The freedoms which our civilization proudly claims need to be defended in order for them to be enjoyed. Freedom needs virtù. » Disponible en ligne http://comum.rcaap.pt/bitstream/123456789/1233/1/NeD111_MiguelMorgado.pdf

87 François Hartog, Régimes d'historicité. Présentisme et expérience du temps, Paris, Seuil, 2003, p. 161.

88 Pierre Manent, *Le regard politique,* op. cit., p.201.

89 *Ibidem*.

politique improbable et une réaction de survie qu'il espère, il évoque : « La plus probable est que nous nous abandonnerons de plus en plus complètement à l'inertie, que nous boirons jusqu'à la dernière goutte la coupe de l'endormissement moralisateur.[90] »

L'Europe doit également décider de son devenir et notamment de sa relation avec l'allié américain. Là encore, les scénarii d'Aron envisagés dans les années soixante-dix sont toujours opératoires. Par exemple, Georges Corm dans *L'Europe et le mythe de l'occident* paru en 2009, propose pour l'Europe une alternative simple : « (...) soit il [l'espace unifié de l'Europe] demeure un espace annexe à l'espace impérial américain (...), soit l'Europe parvient à transformer son espace et à le rendre politiquement et militairement indépendant des États-Unis, ce qui les privera de ce surcroît de puissance dont ils ont disposé jusqu'alors à leur guise[91] ». Pour l'auteur, le second scénario accélèrerait la mise en place d'un monde multipolaire équilibré, « émancipé de la doctrine américaine des guerres de civilisations[92] ».

Un entretien de Pierre Manent réalisé en 2012 prolonge cette réflexion sur l'avenir du Vieux continent et son hypothétique nouvelle forme politique. Quelles sont les possibilités de l'Europe ? Quelles sont ses chances de succès ? Selon lui, l'Europe est limitée par son acte de naissance ou plutôt son absence d'acte de naissance politique. Il met en opposition acte fondateur et processus :

> Nous n'avons jamais produit le geste fondateur, celui que les Pères fondateurs de l'Amérique ont réalisé en 1787. Il n'y a pas eu de Fondation. Nous avons placé tout notre espoir dans le processus – nous *procédons* – et nous avons supposé qu'à un certain point, sans savoir ni quand, ni comment, la fondation allait survenir. Ceci dit, le processus peut se transformer en quelque chose d'autre et connaître un changement qualitatif. Mais le processus restera toujours un processus. Et il n'y a aucune fondation à l'issue d'un processus car il n'y a pas de fin au processus.[93]

90 Ibidem, p. 203.
91 *Georges* Corm, *L'Europe et le mythe de l'occident*, Paris, La découverte, 2009, 320 p. p. 301.
92 *Ibidem*.
93 Pierre Manent, entretien du 27 août 2012 avec Alexander Kazam, étudiant à Harvard et auditeur à l'EHESS, sur la question du politique, des Etats-Unis et de l'Europe. Cette interview a été publiée

On peut de prime abord objecter que l'Europe a connu un ou des actes fondateurs. La Seconde Guerre Mondiale n'en est-elle pas un ? Il est vrai qu'il est difficile d'imaginer construire et fonder un ensemble uniquement sur le souvenir de l'horreur de la guerre. La déclaration Schuman de 1950, la première fois que la France et l'Allemagne au sortir de la guerre, s'unissent, ne remplit-elle pas ce rôle ? Elle marque incontestablement la fondation de la construction européenne. Est-ce suffisant néanmoins pour être le début d'un sentiment européen ? Non, assurément. Le Traité de Rome de 1957 peut-il dans ce cas faire office d'acteur fondateur ? Oui apparemment, mais il est vrai que cela ne résiste pas à l'analyse. L'argument du processus sans fin exprimé par Pierre Manent était justement l'idée des Pères fondateurs, un pari perdu semble-t-il : la méthode fonctionnaliste devait au fur et à mesure emporter, littéralement comme une boule de neige, le processus d'intégration européenne, de l'économie au politique. L'histoire, pour l'instant, leur a donné tort[94].

Pierre Manent met le doigt sur l'un des paradoxes les plus importants de la construction européenne. Par essence, par le choix de la méthode fonctionnaliste, l'Europe n'a pas d'objectif final, d'objectif qui porte les peuples vers un horizon commun. Dans les premières décennies, les buts étaient simples : reconstruire ensemble, réconcilier définitivement la France et l'Allemagne, et s'unir contre l'URSS avec les États-Unis. Ces objectifs ont été atteints ou sont caduques.

Ces succès, s'ils sont indéniables, laissent un vide de sens et de vision. L'Europe, selon Marcel Gauchet dans un article de 2005, a perdu sa charge imaginaire et sa dimension de grand projet. Représente-telle aujourd'hui uniquement une contrainte ou encore une espérance ? Quel est son but final ? Pour lui, la réponse est pour l'instant le silence et le vide. Tout au moins admet-il qu'on peut se sentir européen. Or, comme souvent dénoncé

---

par la *National Review* et traduite de l'anglais par *Le Bulletin d'Amérique*. Disponible en ligne http://lebulletindamerique.com/2012/08/27/manent-par-dessein-et-par-choix/

94 Nous pourrions nous interroger sur la pertinence de la recherche d'un acte fondateur comme acte de naissance de l'Europe. On peut proposer une autre ligne de lecture comme celle d'une réalité européenne dessinée par son héritage géographique, historique et même politique au cours d'une période donnée. Jacques Le Goff, dans son essai : *L'Europe est-elle née au Moyen-Age ?*, Paris, Seuil, collection « Faire l'Europe », 352 p., entend démontrer que le Moyen-Age est « (…) l'époque de l'apparition et de la genèse de l'Europe comme réalité et comme représentation et qu'il a constitué le moment décisif de la naissance, de l'enfance et de la jeunesse de l'Europe, sans que les hommes de ces siècles aient eu l'idée ou la volonté de construire une Europe unie », introduction, p. 11.

par Aron, c'est plutôt par réaction, par contraste, pour mettre en avant les différences avec l'Asie ou les États-Unis. Gauchet écrit : « En revanche, il n'est pas apparu d'identitè européenne de substitution. C'est probablement l'échec principal par rapport à l'utopie des fondateurs.[95] »

En fin de compte la question reste la même : Pourquoi l'Europe ? Si la question traverse les décennies, les réponses changent.

En 1945, c'était (presque) simple et évident. Après une guerre fratricide qui avait fait des millions de morts et ruiné un continent, il était indispensable de s'unir pour reconstruire. Dans les années cinquante et soixante, les succès économiques donnaient raison aux fondateurs (l'Europe s'imposait peu à peu comme un rival économique des États-Unis).Les années soixante-dix ébranlèrent ce succès. Les doutes et interrogations, emportées dans les décennies précédentes par la fougue et le rythme de la construction communautaire, se transformaient en crise.

L'Europe semble au XX^{e} siècle avoir toujours eu un décalage avec son histoire[96]. Avant 1945, l'idée européenne était à son apogée. Après 1945, à partir du moment où l'Europe a commencé à se construire, le projet européen ne semble plus fédérer les esprits. L'idée est toujours plus belle que sa réalisation et l'Europe n'échappe pas à la règle. Plus grande est l'ambition, plus grande est la déception. L'Europe économique, au désespoir des partisans de la méthode fonctionnaliste, n'a pas entraîné une l'union politique par un effet boule de neige qui n'est jamais survenu. Aron avait compris très tôt l'échec du *spill over*.

Dans les années quatre-vingts, les gouvernements européens (et notamment la France et l'Allemagne) donnent un coup d'accélérateur. L'événement politique commande : la chute du rideau de fer au début de la décennie quatre-vingt-dix semble parachever la

95 Marcel Gauchet et René Rémond, « Comment l'Europe divise la France. Un échange », *Le Débat*, 2005/4 (n° 136), p. 4-19. http://www.cairn.info/revue-le-debat-2005-4-page-4.htm, p. 11.

96 Voir deux articles de Robert Frank : « les contretemps de l'aventure européenne », *Vingtième siècle*, octobre-décembre 1998, n°60, p. 82-101 et « Raymond Aron, Edgar Morin et les autres : le combat intellectuel pour l'Europe est-il possible après 1950 ? », dans *Les intellectuels et l'Europe, de 1945 à nos jours*, Actes du colloque international, université de Salamanque, 16-17-18 octobre 1997, Publications universitaires Denis Diderot, Paris, 2000, 296 p., p. 77-91.

construction et lui donner raison. Ouest et Est réunis, l'Europe n'est plus déchirée. Que faire ensuite ?

Comme le rappelle Marcel Gauchet : « L'incertitude sur l'objet de la construction européenne n'a cessé de grandir, en fait, depuis le tournant de 1989-1991 qui, en mettant fin au partage du continent et à la menace soviétique, lui a ouvert d'autres horizons.[97] » Dans ce sens, la disparition de l'ennemi proclamé (l'URSS) crée un trouble : sans ennemi, pourquoi s'unir ?

Dans ces conditions, quel est le souffle qui peut remporter les suffrages et les cœurs ? Pour David Engels : « Il s'agira de décider si le continent peut redevenir, après soixante-cinq ans d'agonie politique, un acteur important, ou s'il reste une simple zone de libre-échange en pleine décrépitude se transformant peu à peu en une sorte de musée de sa propre histoire.[98] » L'Europe peut éviter de devenir un musée si elle s'en donne les moyens. À ce sujet, Nicolas Baverez dans son article « L'Europe à l'âge de l'histoire universelle[99] », (dont le titre est une évidente référence à la célèbre conférence d'Aron « L'Aube de l'histoire universelle ») présente les indicateurs de déclin de l'Europe et les raisons d'espérer une renaissance.

Selon lui, à l'instar d'Aron, le déclin européen n'est pas une fatalité. L'Europe peut répondre aux défis de ce nouveau millénaire et contribuer à des relations internationales normalisées, apaisées et pacifiées. Pourquoi ? Parce que son histoire, ses déchirements, ses échecs et réussites ont fait de l'Europe, une civilisation hors norme. Cette civilisation a vécu tout à la fois l'expérience illusoire de la domination et l'expérience cruelle de la guerre civile (au niveau du continent).

Dire « je » selon David Engels, répondre aux défis du nouveau millénaire pour Nicolas Baverez : ce sont les mêmes propositions que n'a cessées de réclamer Aron pendant des années.

---

97 Marcel Gauchet, « Le problème européen », *Le Débat*, 2004/2 (n° 129), p. 50-66, p. 50, disponible en ligne : http://www.cairn.info/revue-le-debat-2004-2-page-50.

98 David Engels, *Le déclin, la crise de l'union européenne et la chute de la république romaine, analogies historiques*, op. cit., p. 16.

99 Nicolas Baverez, « L'Europe à l'âge de l'histoire universelle », De Ligio, Giulio (dir.),*Raymond Aron, penseur de l'Europe et de la nation*, op. cit. 160 p.

Egalement comme Aron n'a cessé de le faire, Pierre Hassner rappelle dans un article de *Commentaire* publié en 2011 que l'Europe a un rôle à jouer au moins comme facteur d'équilibre en ce qui concerne le problème du réchauffement climatique et également au sujet de la crise du nucléaire. Il conclut ainsi : « L'Europe a besoin du monde, et le monde a besoin de l'Europe.[100] »

L'Europe doit agir et se renouveler. Le terme qui traduit ce renouvellement et qui se retrouve, nous l'avons vu, dans de nombreux articles ou livres est celui de *métamorphose*. L'Europe doit passer de la crise à la métamorphose. A ce titre, il faut à nouveau citer le livre d'Edgar Morin et de Mauro Ceruti : *Notre Europe, décomposition ou métamorphose* paru en 2014[101]. La décomposition est comprise comme un terme organique et fait référence à la dégénérescence. Pour les auteurs, face aux dangers internes et externes, l'Europe n'a d'autre alternative que de trouver une nouvelle voie, avec un sens et une méthodologie nouvelle. Ils l'expriment ainsi : « L'Europe a un besoin vital d'une nouvelle métamorphose[102] ». C'est une question de vie ou de mort.

Nous retrouvons dans cet ouvrage, une proximité de vocabulaire entre Aron et Morin. Ce dernier appelle l'Europe à être arbitre de son destin, fustige sa passivité et demande une réelle défense européenne[103].

Cette métamorphose souhaitée nécessite de penser l'Histoire à l'encontre d'une philosophie de l'histoire qui entend dégager un processus comme chemin tracé vers le futur. Le XX^{e} siècle a été le témoin de la chute brutale d'une civilisation au centre du monde. Plus haute est la position, plus dure est la chute. L'Europe s'est pourtant relevée, mais en trompe l'œil. La réussite du projet économique européen a caché l'absence, la défaite et l'inertie de la politique.

L'Histoire n'est ni la promesse d'un progrès certain ni la condamnation définitive à la décadence. La survie de la civilisation européenne, de toute civilisation, tient en cette

100 Pierre Hassner, « Un monde sans Europe ? », *Commentaire*, n°134, été 2011, p. 432
101 Edgar Morin, Mauto Ceruti, *Notre Europe, décomposition ou métamorphose*, Paris, Fayard, 2014, p. 126.
102 *Ibidem*, p. 48.
103 *Ibidem*, à ce sujet, voir les pp. 50-51.

ligne de crête, fragile, friable mais semblable à un tremplin vers un renouveau. Il semble de nos jours que l'Europe refuse d'accepter d'être sur cette ligne de fracture virtuelle. Pour filer la métaphore, elle ne fait que regarder vers le ravin et est naturellement saisie de vertige. Elle se met à trembler, à paniquer. L'Europe refuse de bouger en attendant un *deus ex machina* qui tarde bien à venir. Le *Brexit* sera-t-il *ce deux ex machina* et avec quelles conséquences ?

Composer avec l'incertitude

Tout est affaire d'équilibre. Le doute peut être fécond. Au sens cartésien du terme, il nous permettre de suspendre notre jugement pour mieux trancher et agir par la suite. Il ne doit pas devenir synonyme de pessimisme ou d'immobilisme. Cette distinction est signifiante pour l'aventure européenne. L'Europe est en crise, au sens médical du terme relevé par Paul Ricœur, le moment où le sort se décide, le moment où deux voies sont possibles : la maladie est vaincue ou le patient s'enfonce de plus en plus pour sombrer.

Plus le temps est suspendu, plus ce moment dure, plus il sera dur de vaincre. Edgar Morin et Mauro Ceruti le disent d'une manière différente, et de façon plus élégante, dans les dernières pages de leur ouvrage : « Nous sommes à l'agonie d'un monde nouveau qui n'arrive pas à naître, parce que nous sommes dans l'agonie d'un vieux monde qui n'arrive pas à mourir.[104]» L'agonie est ici à comprendre comme lutte angoissante et conflit intérieur source d'immobilisme. Néanmoins, elle porte en elle les germes de l'espoir et du renouveau.

Un autre codicille d'actualité met en valeur les difficultés de ce renouveau quand les récentes tragédies nationales et internationales assombrissent l'avenir. D'après Edgar Morin[105], dans un entretien accordé à *La Tribune, acteurs de l'économie*, le 11 février 2016, la crise est planétaire puisque tout être humain partage dorénavant les mêmes dangers écologiques, économiques et les mêmes périls dus au fanatisme religieux. Y a-t-il une communauté de destins plus intense, une solidarité plus importante ? Tout au

104 *Ibidem*, p. 125.

105 Edgar Morin, entretien dans *La tribune, acteurs de l'économie,* 11 février 2016. Disponible en ligne http://acteursdeleconomie.latribune.fr/debats/grands-entretiens/2016-02-11/edgar-morin-le-temps-est-venu-de-changer-de-civilisation.html

contraire regrette le philosophe français, chacun se replie sur soi et la peur de l'autre est d'autant plus vivace. Les récentes tragédies françaises avec les multiples attentats sur le territoire en 2015 et 2016 ont aggravé ce sentiment. La crise des migrants et le traumatisme lié aux attentats favorisent la peur de l'étranger et les crispations inter religieuses, ce qui réduit le champ du politique et du débat. Selon Morin : « Alors la suspicion puis la peur puis la haine de l'étranger, devenu menace et ennemi, ont parasité les consciences[106]. »

Cette crise se nourrit de l'absence d'espérance et de perspective (que les hommes et femmes politiques notamment sont incapables de proposer). Une des nouveautés par rapport aux années soixante-dix est l'hégémonie de plus en plus criante du calcul et du chiffre. Si Aron n'a cessé de marteler la primauté du politique sur l'économie, nous assistons à une vision unilatérale qui affirme que tous les maux de notre société ont une origine et une solution économique. Pour Morin, cela favorise la tyrannie du profil et la spéculation. Le constat du philosophe est sombre :

> Car c'est l'humanité même qui traverse une "crise planétaire". Et la France subit une crise multiforme de civilisation, de société, d'économie qui a pour manifestation première un dépérissement lui aussi pluriel : social, industriel, géographique, des territoires, et humain.[107]

Au cœur de cette tragédie mêlant peur et incertitude, Morin pointe la responsabilité de l'Europe, comme institution : « C'est une triste vérité. L'Europe a échoué dans sa mission.[108] » L'Europe a laissé la dégradation économique contaminer les champs politique et social. L'Europe, qui aurait pu être le visage du combat et de l'espérance, est dorénavant rendue responsable de tous les maux des populations nationales.

Face à cette crise générale, le philosophe fait le vœu d'un renouveau politique et citoyen complet. Il entend garder espoir en la force des hommes et des femmes pour affronter la complexité et l'incertain. Il appelle à une nouvelle civilisation moins marchande et

106 *Ibidem.*
107 *Ibidem.*
108 *Ibidem.*

porteuse de sens et de spiritualité : « Seule une prise de conscience fondamentale sur ce que nous sommes et voulons devenir peut permettre de changer de civilisation.[109] »

Reprenons la métamorphose déjà utilisée : l''Europe est au bord d'une falaise. Pour Etienne Balibar, le moment est crucial : « La crise de l'Europe actuelle, volontiers qualifiée d'existentielle parce qu'elle confronte ses citoyens à des choix radicaux et finalement à « être ou ne pas être » (…) [110]». L'Europe peut tomber de la falaise ou se mouvoir pour mieux changer de direction et continuer de grimper. Encore faut-il ici de la vitalité et de l'espérance. L'Europe en est-elle pourvue ? Pierre Manent aime à le croire et rappelle en évoquant la crise de l'Europe : « Nous sommes toujours des hommes, les possibilités de déploiement de l'âme humaine n'ont pas disparu.[111]»
Comment envisager ce « déploiement » ? Comment faire vivre la vitalité et la création ? Comment répondre au « défi » de Toynbee ? L'ultime message d'Aron sur l'avenir de la crise de la civilisation tient en une formule simple : il faut composer avec l'incertitude. Composer veut dire accepter et agir en toute connaissance de cause. Il l'indique dès l'*Introduction à la philosophie de l'histoire* : « « L'action, ensuite, consent à l'incertitude du futur[112] ». L'action comprend et accepte les risques encourus et le caractère non prévisible des réactions humaines. Quelques lignes avant dans sa thèse, il écrit « Et l'incertitude de l'avenir interdit le scepticisme et l'abdication.[113] » La force de cette citation tient dans l'utilisation simultanée des termes « incertitude » et « scepticisme ». Aron a souvent été taxé de sceptique, ce qu'il ne contredisait pas. Cependant, le scepticisme aronien n'est pas le doute permanent, le fatalisme ou l'abdication face aux difficultés de l'action. Tout au contraire : tout choix implique décision, renoncement et action dans la durée. Pour Edgar Morin, il faut enrichir le concept de crise grâce à la notion d'incertitude. Celle-ci peut être source de danger et de

109 *Ibidem*.
110 Etienne Balibar, « Un nouvel élan, mais pour quelle Europe ? » *Le Monde diplomatique*, mars 2014, pp. 16-17, disponible en ligne : http://www.monde-diplomatique.fr/2014/03/BALIBAR/50208
111 Pierre Manent, entretien *dans Le spectacle du monde*, 13 décembre 2010. Disponible en ligne : http://www.lespectacledumonde.fr/index.php?option=com_content&view=article&id=389:cdc573&catid=36:coupdecoeur&Itemid=66
112 Raymond Aron, *Introduction à la philosophie de l'Histoire,* op. cit., chapitre : « L'homme dans l'histoire : choix et action », p. 414.
113 *Ibidem*, p. 412.

peur, mais tout autant inspiratrice de renouveau, tant dans l'appréhension du concept que dans les possibilités d'actions. Dans son article, « Pour une crisologie », il appelle à une redécouverte de la crise comme notion :

> Le fait que nous soyons amené à introduire l'incertitude, l'aléa, et l'ambiguïté dans le concept de crise correspond, non à une régression théorique, mais, comme partout où a pénétré l'incertitude et l'ambiguïté, à une régression de la connaissance simple, de la théorie simple, ce qui permet une progression de la connaissance complexe et de la théorie complexe.[114]

Cette *redécouverte* grâce à la notion de complexité (chez Morin mais non chez Aron) et d'incertitude (chez les deux) met en valeur la polysémie du concept de de crise et son côté positif. Dans le même article, Moran rappelle le double visage de la crise avec un risque de régression mais une chance de progression. Selon lui, toute désorganisation porte en elle l'opportunité d'un dépassement et d'une création.

Reconnaître l'incertitude c'est combattre l'angoisse tout en faisant un effort de conciliation avec elle : acceptation en premier lieu, utilisation positive en second lieu. Consentir ou composer avec l'incertitude explique et donne toute sa cohérence à tous les axiomes d'Aron : admettre le monde tel qu'il est (principe de réalité) ; être conscient du tragique de l'histoire ; refuser le déterminisme comme le relativisme ; décider et agir ; penser le présent mais ne pas en être prisonnier ; imaginer le pire pour le combattre ; ne pas prédisposer du futur ; garder enfin espoir en la perfectibilité de l'homme.

Assumer l'incertitude et agir avec – en dépit de – est le seul moyen de vivre en liberté, c'est-à-dire de s'accomplir dans un système de contraintes assumées en toute conscience. Aron répond aussi à cette problématique en transformant l'incertitude en moteur de l'action : « L'existence humaine est dialectique, c'est-à-dire dramatique, puisqu'elle agit dans un monde incohérent, s'engage en dépit de la durée, rechercher une vérité qui fuit, sans autre assurance qu'une science fragmentaire et une réflexion

114 Morin Edgar, « Pour une crisologie », *Communications*, 25, 1976. pp. 149-163. http://www.persee.fr/doc/comm_0588-8018_1976_num_25_1_1388

formelle.[115] ». Ces lignes sont les toutes dernières de sa thèse et ce n'est pas anecdotique de les citer à la fin de ce travail. En contemplant, rétrospectivement, tout l'œuvre d'Aron, nous nous rendons compte que tous ses livres, articles, conférences, ne sont que la déclinaison, la mise en pratique et la suite des principes établis avant guerre. Force est de constater, d'une part la grande cohérence de son travail et d'autre part, la précocité de l'élaboration de ses principes de choix et d'action.

L'oscillation comme équilibre

Ce travail dresse des ponts (littéralement des liens hypertextes provoqués par les lectures effectuées), où la pensée et la réflexion cheminent d'œuvre en œuvre, d'auteur en auteur, d'idée en idée.

Au moment de conclure ce dernier chapitre, nous aimerions mettre en avant un point commun retrouvé chez de nombreux auteurs étudiés tout au long de ce travail. Ce point commun n'était pas une hypothèse de départ. Il s'est révélé chemin faisant et dorénavant nous semble presque évident. Soyons prudents, l'évidence peut signifier la banalité. Est-ce le cas ? Nous ne l'espérons pas. De même, l'évidence peut faire craindre une surinterprétation. Il est nécessaire d'être vigilant face à la tentation de la reconstruction historique. Il s'agit juste de proposer un cadre - non une cohérence globale cela serait trop présomptueux et le matériau n'est pas suffisant – ou une problématique autour d'un même thème. Entre déséquilibre et équilibre, symétrie et asymétrie, et tout en ayant conscience avec Hannah Arendt que « (…) toute sélection de matériel est en un sens une intervention dans l'histoire (…)[116] », le parallèle peut être établi entre :

- Le rapport entre fortune et vertu chez Machiavel ;
- Le rapport entre culture et civilisation (Weber et Spengler notamment) ;
- Le rapport conflictuel entre égalité et liberté (Tocqueville, Aron, Manent, Gauchet) ;
- Le rapport entre conservatisme démocratique et créativité (Tocqueville, Toynbee) ;

115 Raymond Aron, *Introduction à la philosophie de l'Histoire*, op. cit., p. 4137.
116 Hannah Arendt, « Le concept d'histoire » dans *La crise de la culture*, op. cit. p 68.

- Le rapport entre démocratie et efficacité (Tocqueville, Aron notamment) ;
- Le déséquilibre créateur entre défi et réponse chez Arnold Toynbee ;
- La brèche proposée par Hannah Arendt (et aidé par Kafka) entre le passé et l'avenir ;
- L'inertie et l'engagement de Paul Ricœur ;
- La tension entre drame et processus proposée par Aron et Manent ;
- La perturbation et l'innovation chez Edgar Morin ;
- Le dysfonctionnement entre horizon d'attente et espace d'expérience chez Paul Ricoeur ou chez François Hartog ;
- L'excès de rationalisation chez Patočka et Husserl ;
- L'oscillation entre déclin et vitalité historique selon Aron ;
- La civilisation entre Eros et Thanatos selon Freud ;
- L'Europe entre fondation et processus (Manent) ;
- La tension entre individu et collectif (Tocqueville, Aron, Manent, Gauchet notamment) ;
- La tension entre décomposition et métamorphose en Europe (chez Edgar Morin par exemple, mais aussi chez beaucoup d'autres) ;
- La crise du progrès qui ne devient plus promesse de lendemains meilleurs mais un moment incertain et redouté chez de nombreux auteurs ;
- La problématique de l'incertitude, étudiée en conclusion de ce travail, et comment l'assumer (dont Aron, Pierre Hassner, Edgar Morin, Etienne Balibar, Myriam Revault d'Allonnes).

En mettant en parallèle ces différents rapports, on retrouve dans chacun d'entre eux au moins trois points communs : l'idée de l'oscillation (une tension, une dialectique) entre deux éléments ; l'idée de mouvement et l'idée de volonté créatrice.

Cette tension acceptée, cette oscillation annule la simple opposition binaire entre deux notions ou deux principes. Agissant comme une mise sous tension, elle ne représente pas

non plus la voie ternaire, la voie du milieu, car elle est en permanence dans le mouvement, vers l'un, vers l'autre.

Comment rendre intelligible la crise de la civilisation ? Nous répondons ici à la problématique générale de notre travail : en acceptant l'oscillation, comme recherche perpétuelle d'harmonie entre des forces apparemment contradictoires. Ce mouvement va nous permettre de découvrir l'innovation, l'engagement et la créativité seuls moyen de passer du déclin à la vitalité.

L'homme, vivant au sein d'une société démocratique, doit agir avec la volonté créatrice qui s'impose. C'est le seul moyen d'aborder la problématique de l'incertitude et de l'assumer. Assumer l'incertitude devient l'axiome de l'action politique. Myriam Revault d'Allonnes indique que « La recherche de certitudes définitives lui (politique démocratique) est radicalement étrangère, d'où l'insatisfaction qu'elle engendre inévitablement et qui concerne tout autant le caractère fuyant et inassignable des idéaux que la capacité des individus à les investir ou à les réinvestir dans un processus inachevable. » Le processus est inachevé car inachevable. L'histoire humaine est en devenir, rien n'est écrit. Cette proposition renvoie finalement à Arnold Toynbee quand il évoque le devenir des civilisations :

> Les civilisations mortes n'ont pas succombé au destin. Et c'est pourquoi une civilisation comme celle de l'Occident n'est pas inexorablement condamnée d'avance (…). Nous avons en nous l'étincelle divine du pouvoir créateur ; et, si la grâce nous est donnée de l'enflammer, alors « les étoiles dans leur course » (Le Livre des Juges, V, 20) ne pourront pas nous empêcher d'atteindre le but fixé à nos entreprises humaines.[117]

117 Arnold Toynbee, *L'histoire*, op. cit., p. 154.

CONCLUSION

L'histoire est la tragédie d'une humanité qui fait son histoire,
mais qui ne sait pas l'histoire qu'elle fait
Raymond Aron[1]

Le récit historique révèle à la fois l'intelligibilité
et le caractère indéterminé de l'action humaine
Daniel J. Mahoney[2]

Quand on regarde l'histoire, on constate que jamais il n'y a eu autant
d'incapacité à penser ce que nous faisons qu'au XX^e siècle
avec les résultats que l'on sait.
Pierre Manent[3]

L'historien doit-il avoir de l'imagination ?

Au moment de conclure, je suis partagé entre deux sentiments, largement partagés par tous les doctorants du monde. Le premier sentiment est naturellement le soulagement. Au cours d'un colloque, j'ai entendu une phrase pleine de bon sens d'un collègue dont je ne retrouve pas malheureusement le nom : « une bonne thèse est une thèse finie ». Tout est dit en quelques mots ! Le second est plus complexe et le traduire est plus difficile. Au soulagement se mêle un sentiment de nostalgie, voire de mélancolie. Après des années passées sur le même chantier - toute thèse est littéralement un chantier - j'ai de la peine à

1 Raymond Aron, *Les sociétés modernes*, op. cit., p. 195 « Science et politique chez Max Weber et aujourd'hui ».
2 Daniel J. Mahoney, « Aron et Thucydide » *Commentaire*, n°132, hiver 2010-2011, 911-920, p. 915.
3 Pierre Manent, entretien dans *Livres Hebdo*, N° 833, 17 septembre 2010, pp. 22-23.

le quitter. Je ne pourrai pas y retourner, je ne pourrai plus changer une virgule ou ajouter une idée.

Durant les années de thèse, tout doctorant remet son ouvrage sur le métier chaque semaine. Il s'interroge la plupart du temps en solitaire, questionne, raye, inverse, change, déchire, propose. Il se bat pour accoucher de ses idées et les exprimer clairement. Un historien est un enquêteur, un enquêteur en sciences sociales. Il élabore des hypothèses, en cherchant des preuves (des sources), en croisant les témoignages, en écartant des pistes pour en retenir d'autres. Nous évoquons les sciences sociales car l'historien ne peut rester cloisonné dans son domaine. Il doit emprunter d'autres chemins et d'autres territoires : ceux de la science politique et de la philosophie notamment.

L'historien cherche à être le plus objectif possible. Comment comprendre l'objectivité, c'est-à-dire l'impartialité de jugement ? C'est l'aptitude à se décentrer de soi (à exercer son regard de façon neutre) pour exercer son discernement.

Ce qui fait œuvre rompt avec l'horizon d'attente. Toute démarche historique est une entreprise de démystification. L'Europe, est l'objet de nombreux mythes : de l'Europe des cathédrales à l'Europe des Lumières en passant par l'Europe de la Renaissance. Mythe ne veut pas forcément dire fiction. Le mouvement des lumières en Europe a bel et bien existé. Or, d'une part, le terme « Europe » est trop vague et généraliste et devrait à chaque fois être précisé (de quelle Europe parle-t-on vraiment ?) et d'autre part les mythes de l'Europe ne contraignent pas l'Histoire à aller dans le sens d'une union et d'une construction toujours plus solide.

L'historien lie, relie, explique, élabore un plan (et élaborer un plan est déjà donner un sens, une direction). En racontant l'histoire, l'historien crée du sens : du chaos d'une œuvre protéiforme à l'ordre d'un doctorat ! Cette formule lapidaire mérite quelques explications. Le terme « chaos » n'est pas péjoratif, il indique que les faits à étudier sont multiples et sans conducteur apparent. L'ordre est à prendre dans le sens d'agencement et d'organisation : c'est bien ce que l'on attend, en terme de méthodologie, de la part de tout doctorant.

L'historien doit avoir de l'imagination pour être ambitieux dans sa recherche, ambitieux dans les hypothèses et aller là où il n'était pas attendu ; en revanche, il ne le doit pas quand il s'agit de veiller au caractère scientifique de sa démarche.

Relater une histoire n'est pas édicter la vérité absolue. Le travail d'Histoire, sincère et humble, ne peut prétendre à rien d'autre que d'être une pierre de plus pour rendre intelligible notre société.

Nous nous glissons en tout cas, modestement, dans les pas d'Aron qui, lors de sa soutenance de thèse, présente l'objectif et la posture de l'historien face à l'Histoire. Selon le père Gaston Fessard qui a assisté à la soutenance : « Aron présente alors « la compréhension, non comme une tentative pour substituer une construction a priori aux apparences, mais comme l'effort pour dégager l'intelligibilité immanente à la réalité qu'on étudie.[4] » L'historien ne construit pas – ou plutôt ne reconstruit pas – le passé, il le présente et le met en valeur dans les limites conscientes de son objectivité.

L'objectif de l'historien est également d'éviter les écueils de la compilation de fiches de lecture, c'est-à-dire pour notre cas, un travail uniquement centré sur les réflexions aroniennes. Nous espérons avoir évité l'écueil de l'hagiographie et d'une étude centrée exclusivement sur Aron comme nous l'avions signalé en introduction. Il a fallu mettre « en réseau » sa pensée avec ses contemporains, ses correspondants mais aussi ceux qui l'ont étudié. Nous avons régulièrement fait appel à d'autres travaux et d'autres auteurs. Nous pouvons schématiquement les classer selon la typologie suivante en dehors des spécialistes d'Aron (nous ne citons pas toutes les références mais quelques unes à titre d'exemple) :

- Les auteurs ou contemporains qui ont influencé Aron (pour ce sujet) : Nicolas Machiavel, Montesquieu, Vilfredo Pareto, Oswald Spengler, Alexis de Tocqueville, Arnold Toynbee, Max Weber ;
- Les auteurs abordant la crise et ou la décadence (outre ceux déjà cités deux lignes au dessus) : Hannah Arendt, Alain Badiou, Charles Baudelaire, Cornelius

4 Père Gaston Fessard, dans son récit de la soutenance, Raymond Aron, *Introduction à la philosophie de l'histoire*, op. cit, annexe, p. 450.

Castoriadis, Julien Freund, René Guénon, Edmund Husserl, Vladimir Jankélévitch, Gustave Le Bon, Henri-Irénée Marrou, Jan Patočka, Paul Ricoeur, Joseph Schumpeter, Alexandre Soljenitsyne, Paul Valéry ;

- Les auteurs abordant la crise de l'Europe actuelle : Etienne Balibar, Eli Barnavi, François Hartog, Marcel Gauchet, Justine Lacroix, Pierre Manent, Edgar Morin, Myriam Revault d'Allonnes.

Quand on travaille sur un homme ou une femme en particulier, il est tout de même pertinent d'étudier son œuvre en tant que telle et d'en révéler les évolutions, les ruptures ou les continuités. Nous avons largement puisé dans le corpus d'Aron et veillé à l'équilibre de ce doctorat entre sources d'Aron et celles d'autres auteurs.

Nous avons voulu croiser, comme le souligne Robert Frank, temps bref et temps long et d'autre part « (...) les différents temps de l'économie, du politique, du militaire, des mentalités et des cultures.[5]» Ainsi, avons-nous, avec Aron, évoqué les décalages entre les temps brefs et temps longs de l'Europe. La construction européenne porte après tout sur à peine 70 ans, temps très bref. On oublie souvent qu'en une seule génération, l'Europe a, de manière durable et sûre, réussi à faire du continent ouest un territoire de paix.

Néanmoins, les attentes relevées mettent en relief une réelle impatience. Il est vrai que l'histoire s'est accélérée dans la seconde partie de ce siècle. Après des siècles de domination européenne, le XX^{e} siècle a bouleversé l'ordre établi. L'arrivée des deux Grands, la décolonisation et le développement des pays émergents ont faire émerger de nouvelles attentes et une nouvelle donne internationale. La globalisation, de l'économie, de la question écologique, des relations internationales demandent aux nations et aux gouvernants de toujours agir et réagir au plus vite. La montée de l'individualisme et la crise des élites, dénoncées tout à la fois, et différemment, par Pareto, Aron, Manent ou Marcel Gauchet, montrent que l'histoire passe les vitesses, pour rester dans la métaphore du temps, de façon parfois désordonnée.

5 Robert Frank, *La hantise du déclin, la France de 1914 à 2014*, Paris, Belin, 2014, 284 p., nouvelle édition revue et augmentée, p. 124.

L'histoire, et ici l'histoire de l'Europe, doit-elle nécessairement apporter des réponses ? N'est-ce pas plutôt la pertinence d'un questionnement qui doit prédominer ? Robert Frank y répond en ces termes, et nous y souscrivons pleinement : « En vérité, l'histoire de l'Europe n'est en aucune façon une histoire de certitudes ; elle est l'histoire de la question européenne, l'histoire d'un questionnement que l'historien doit constamment renouveler. [6]»

Le croisement fécond des notions de crise, de décadence et de civilisation

Ce travail n'est pas une réflexion sur le concept de crise. La crise peut se comprendre à partir de plusieurs vocables : déclin, décadence, dégénérescence, affaiblissement, etc. Dans le prolongement, ce travail n'est pas non plus une thèse uniquement sur la décadence. La littérature est abondante, les travaux nombreux et l'actualité omniprésente. La problématique de la décadence de notre civilisation, que semblent découvrir nos contemporains, est tout sauf récente comme nous l'avons vu au chapitre 3. Nous avons décliné cette notion, telle que la conçoit Aron, sous toutes ses formes : comme fin de l'histoire, comme déclin militaire ou politique, comme risque pour la démocratie, comme crise de civilisation, comme contraire de la vitalité et de la création par la vertu et le défi ou comme opposition à la métamorphose.

Il serait intéressant pour un chercheur en quête de sujet de réfléchir à l'évolution du concept de décadence au cours de notre histoire contemporaine : peut-on y remarquer des évolutions, des césures depuis le XIX^{e} siècle ou tout au contraire une permanence du concept avec juste des adaptations liées aux époques ? Plus précisément, il serait peut-être pertinent d'étudier en profondeur (nous l'avons juste mentionné) les caractéristiques de deux moments de la « crise de la démocratie », leurs similitudes et différences : la crise de la démocratie du début du siècle (en gros de 1890 à 1920 où, déjà, est pointé le questionnement de la crédibilité du système électoral majoritaire) et la crise de la démocratie des années soixante-dix (qui n'est pas encore fini aujourd'hui). Pourquoi la démocratie du début du siècle s'est-elle, apparemment, si rapidement relevée ?

6 Robert Frank, « Une histoire problématique, une histoire du temps présent », *Vingtième siècle*, Année 2001, Volume 71, numéro 1, pp. 79-90, p. 89.

Ce travail n'est pas non plus une étude sur le concept de civilisation. Là aussi, le sujet est vaste, les travaux innombrables : la civilisation et son rapport à la culture, la civilisation comme système, la civilisation comme appréhension de la géopolitique, la civilisation européenne et / ou occidentale, etc.

Une des difficultés de cette thèse était d'ailleurs de naviguer entre les notions (civilisation européenne, civilisation occidentale, société moderne, société industrielle, etc.), parfois utilisées comme synonymes, parfois englobant des idées différentes ou des références distinctes. Nous avons volontairement peu mis l'accent sur la société industrielle avec ses composantes économiques et sur l'étude par Aron des différents régimes sous l'angle de l'économie (et notamment dans son ouvrage *Dix-huit leçons sur la société industrielle*). Nous aurions pu dans ce sens utiliser les écrits d'Aron sur les classes, la croissance et les régimes politiques (le recueil de textes souvent inédits, *Les sociétés modernes*, offre de nombreux textes sur ce sujet).

De même, la contribution de Clausewitz dans la pensée d'Aron a été sûrement trop peu abordée. Deux raisons principales à cela : d'autres sources étaient plus intéressantes car moins connues d'une part, d'autre part l'apport du stratège prussien a déjà été analysé sous l'angle européen lors d'un travail récent sur Aron et l'Europe[7]. Nous avions également envisagé de faire une place au libéralisme (et discuter de la pertinence ou non de le considérer comme un élément constitutif de la civilisation occidentale). La question du libéralisme chez Aron[8] est importante. Il a notamment participé au célèbre colloque Walter Lippmann[9] organisé à Paris du 26 au 30 août 1938 et est intervenu au moins une fois dans les conférences de la société du Mont Pèlerin[10] en 1951. Ses idées sont connues (réflexion autour du libéralisme politique et du libéralisme économique) et les distinctions avec, entre autres, Friedrich von Hayek le sont également. Il nous a

7 Voir à ce sujet : Joël Mouric, *Raymond Aron et l'Europe*, Presses Universitaires de Rennes, coll. Histoire, 2013.

8 Voir entre autres : *Essai sur les libertés*, Paris, Calman-Lévy, 1965, Librairie Générale Française, 1976, pour la postface et les annexes. Ce livre est issu de conférences données à l'université de Berkeley, Etats-Unis, en 1963, conférences données en anglais.

9 Voir à ce sujet : Serge Audier, *Le Colloque Lippmann. Aux origines du néo-libéralisme.* Latresne, Éditions Le Bord de l'Eau, 2008, 355 p.

10 C'était à Beauvallon, France, 9 - 16 septembre 1951 pour les 4e rencontres du Mont Pèlerin. Aron a donné une conférence le 12 sur : « Du préjugé favoable à l'égard du l'Union soviétique ». Voir http://www.liberaalarchief.be/MPS2005.pdf

semblé que cela n'aurait apporté aucune nouveauté et valeur ajoutée. De même, le libéralisme aronien a largement été étudié et nous avons préféré nous concentrer sur des thèmes moins connus[11].

La thèse d'Aron, *L'introduction à la philosophie de l'histoire,* aurait elle aussi mérité peut-être une plus large place. C'est à ce moment qu'Aron pose les principales bases de sa réflexion. Or, ce travail a fait le choix de s'intéresser moins à ses travaux théoriques (en simplifiant nous pouvons retenir les trois principaux : sa thèse, *Paix et Guerre entre les nations* en 1962 et ses deux volumes sur Clausewitz en 1976) qu'aux travaux universitaires (cours, leçon, articles dans des revues ou colloques) et à ses écrits de journaliste. Tout n'est pas si tranché naturellement, nous utilisons à plusieurs reprises par exemple *Paix et Guerre entre les nations* dans ses passages sur les relations internationales et sur l'Europe.

Finalement, cette thèse n'est ni un travail sur la crise, ni sur la décadence, ni sur la civilisation, ni sur Raymond Aron et l'Europe, mais sur tout cela à la fois. Le tout est différent de la somme des parties. Nous avons étudié la crise *de la* civilisation *chez* Raymond Aron *au travers* de l'exemple européen. Les termes « chez » et « au travers » indiquent bien notre limitation et notre ambition. En d'autres termes, chaque notion de notre sujet (crise, civilisation, Raymond Aron, Europe) se nourrit de l'autre pour s'éclairer sous un jour nouveau et pour esquisser le profil moral et philosophique d'Aron lui-même.

Nous parlons ici de fécondité de croisement de ces notions. Le terme fécondité n'est pas pris au hasard. Il rappelle que la crise et le conflit peuvent être féconds (dans le sens de donner naissance à une avancée, une proposition). La crise et le conflit peuvent proposer

8 Voir notamment à ce sujet : Pierre Manent, *Histoire intellectuelle du libéralisme, Dix leçons*, Paris, Calmann-Lévy, Collection « Liberté de l'esprit », 1987, 250 p. De Gwendal Châton : *La liberté retrouvée. Une histoire du libéralisme politique en France à travers les revues aroniennes « Contrepoint » et « Commentaire »*, Doctorat en science politique, Université Rennes 1, 2006 et « De l'optimisme au pessimisme ? Réflexions sur l'évolution tardive du libéralisme de Raymond Aron », dans Serge Audier, Marc-Olivier Baruch, Perrine Simon-Nahum (dir.), *Raymond Aron, la philosophie et l'histoire. Armer la sagesse*, Paris, Editions de Fallois, 2008.

un prisme à valeur ajoutée et ce sont des concepts opératoires pour l'historien, ou plus largement pour le chercheur en sciences humaines et sociales.

Raymond Aron : un « professeur d'hygiène morale et intellectuelle »

En 1983, lors de sa disparition, le monde perd une signature, un professeur[12], un intellectuel et un européen fervent. Claude Lévi-Strauss affirme que :

> Raymond Aron fut pour beaucoup d'entre nous, et deviendra pour d'autres, un incomparable professeur d'hygiène morale et intellectuelle. Rien, mieux que ses livres et ses articles, ne peut mettre en garde contre les ambitions des grandes théories, les séductions et les périls de l'esprit de système, les malfaisances de l'idéologie. Avec lui disparaît un de nos derniers sages.[13]

Ce « sage » était exigeant, envers les autres, envers lui-même. Jacques Vernant écrit dès 1957 lors d'une recension de *Espoir et peur du siècle* : « Peu de penseurs en effet possèdent à la fois ces deux qualités de Raymond Aron, le sens du réel, ce que j'appellerais une orientation « séculière » de la pensée et le sens de la perspective historique, du contexte sociologique, de la signification humaine.[14]» Cette exigence est acte de pédagogie. Educateur à travers ses écrits, il fournit les outils pour analyser les faits et distinguer le possible du souhaitable. Il est éducateur car instigateur d'un dialogue avec ses contemporains, adversaires ou lecteurs :

> Cet homme décrit comme froid fut en réalité un passionné qui, sa vie durant, pratiqua une impitoyable ascèse pour maîtriser le cours de ses émotions. Le philosophe que l'on présente comme distant voire indifférent accorda toujours la priorité au dialogue avec autrui, tant dans ses livres, que dans ses cours […].[15]

Aron n'est pas un maître à penser, il ne délivre aucun message mais plutôt une méthodologie de lecture du temps présent : le refus du déterminisme global et la

9 Raymond Aron, « La France perd son prof », titre de *Libération* à l'annonce de son décès.
10 Claude Lévi-Strauss, « Le dernier des sages », *L'Express*, 21-27 octobre 1983.
11 Vernant Jacques. « Raymond Aron. *Espoir et peur du siècle. Essais non partisans* », *Politique étrangère*, 1957, vol. 22, n° 2, pp. 214-216. Disponible en ligne : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/polit_0032-342x_1957_num_22_2_2497_t1_0214_0000_2
12 Nicolas Baverez, *Raymond Aron*, Flammarion, 1993, réédité dans la collection «Champs», Paris, 1995, 518 p., p. 16.

dénonciation du caractère illusoire et dangereux d'une foi aveugle en une idéologie. François Fejtö s'exprime ainsi : « Raymond Aron, lui, s'interdisait comme il l'a dit, de réfléchir au souhaitable, indépendamment du possible. […] Toujours prudent, modéré, sa fermeté irritait d'autant plus ses adversaires qu'elle était sereine et manquait de fanatisme[16]».

Son message européen, fidèle exemple de la démarche aronienne, s'est voulu réaliste plutôt qu'idéaliste et pragmatique plutôt que moraliste. Aron a voulu rendre palpable l'Europe à ses lecteurs, à ses auditeurs et à ses élèves. Il le dit lui-même, il a été un démystificateur du mythe européen, le mythe d'une Europe gendarme : « Tous ceux qui écrivent sur la politique par souci de la vérité furent de quelque manière des démystificateurs[17]».

Durant ce siècle des excès, les idéologies étaient parole d'évangile. Face aux convaincus du marxisme, la dénonciation de l'idéologie soviétique a été l'un de ses principaux chevaux de bataille. Au-delà de l'idéologie soviétique, Aron s'est attaqué au mythe de l'idéologie et au déterminisme historique comme le rappelle Stanley Hoffmann dans un hommage publié par *The New York Review of Book* en 1983 : « His greatest influence was teaching them how to think about history, politics, and society—or rather, how to think if one refused all "secular religions," all philosophies of history that pretend to know the purpose and the march of mankind, that begin by rejecting the world as it is and aim at total revolution.[18] »

Le distinguo est bien connu : la conviction doit laisser place à la responsabilité. Ce combat sous-tend la philosophie aronienne de l'histoire et explique son incessante dénonciation de l'idéocratie. Daniel Mahoney parle de révulsion :

> Au cœur de son opposition au totalitarisme se trouvait une révulsion, profondément ancrée, envers le mensonge idéologique. En particulier, il s'inscrivait en faux contre le mélange d'absolutisme cognitif ou historique et de

13 François Fejtö, « Sur Raymond Aron », *Raymond Aron et la liberté politique*, op. cit., p. 21.
14 Raymond Aron, *Mémoires*, op.cit, p. 747.
15 Stanley Hoffmann, "Raymond Aron", *The New York Review of Book*, 8 décembre 1983, disponible en ligne : http://www.nybooks.com/articles/1983/12/08/raymond-aron-19051983/

> nihilisme moral qui définissait le communisme tout à la fois dans sa théorie et dans sa pratique.[19]

Dans ses articles, Raymond Aron reste fidèle à son sens de la responsabilité : instruire le lecteur plutôt que prétendre à la vérité, proposer des solutions concrètes plutôt que formuler des vœux pieux, accepter les limites de l'objectivité historique (en termes pratiques : modération, modestie et prudence), replacer un fait dans son contexte et en dégager les enjeux à court et long terme, s'obliger à la rigueur en confrontant ses arguments aux arguments opposés.

Un article du *Figaro*, le 28 février 1957, illustre cette démarche. Aron y révèle sa méthode d'analyse, ses certitudes d'homme du politique et son sens de la responsabilité. Le raisonnement aronien peut se subdiviser en trois caractéristiques : la constatation, la proposition et la mise en garde.

Tout d'abord, il constate : « Séparées, les nations d'Europe occidentale ne retrouvent pas la puissance qu'elles possédaient au siècle dernier. […] Les règles de la diplomatie internationale en ce siècle continueront d'être fixées par d'autres que les Européens[20] ». Ensuite, il propose : « Des recherches menées en ordre commun donnent des résultats supérieurs à des recherches en ordre dispersé[21]». Enfin, il met en garde : « L'unité européenne n'est pas cette recette miraculeuse. […] L'Europe unie, plus forte, plus riche, restera soumise aux mêmes nécessités que chacun des pays qui la composent [22] ».

Cette démarche se retrouve dans ses articles, conférences, ouvrages, actions militantes: démontrer pour expliquer, démontrer pour convaincre et démontrer pour agir.

Ce philosophe, engagé dans l'histoire, refuse la facilité d'un moralisme abstrait pour affronter les incertitudes du réel. L'acceptation des risques et de la responsabilité d'une pensée politique entraîne la condamnation des idéalistes, qui, pour lui, se cantonnent à l'affirmation des valeurs universelles sans se mesurer aux contraintes de l'histoire se faisant et aux exigences de l'action. La tension qui parcourt sa vie oppose moins le

16 Daniel J. Mahoney, « Aron, le totalitarisme et la fin de l'histoire », pp. 33-35, *Raymond Aron et la démocratie au XX^e siècle*, Actes du colloque international, Paris, 11-12 mars 2005, Paris, Editions de Fallois, 2007, 265 p., p. 34.
17 Raymond Aron, « Dépendance et unification de l'Europe », *Le Figaro*, 28 février 1957.
18 *Ibidem*.
19 *Ibidem*.

savant et le chroniqueur que le philosophe et le citoyen. Il a partagé avec ses lecteurs, ses doutes, craintes et espoirs.

La ligne européenne d'Aron ne s'inscrit jamais dans un moule d'un parti. Inscrit au RPF dès 1947, il ne manque pas de critiquer la vision européenne de l'Atlantique à l'Oural des gaullistes ou la volonté fédérale des Européens inscrits dans la lignée de Jean Monnet. En s'élevant au-dessus des partis, en se voulant au-delà des querelles entre Européens monnétistes et Européens gaullistes, il est devenu un éducateur de la cité européenne. Educateur du citoyen européen, il cherche en pédagogue à expliquer les mécanismes de la politique. Educateur des gouvernants, il tente de les ramener à l'exigence de l'action historique. Enfin, il affirme la nature tragique des conflits interétatiques. Il allie la nécessité politique, la contrainte économique, le souci de la sécurité, à la volonté d'entraîner les peuples dans l'aventure européenne.

De 1933 (date où le jeune philosophe rencontre l'Histoire pendant son séjour en Allemagne) jusqu'à 1983, Raymond Aron n'a cessé de décrypter l'histoire de l'Europe pour la rendre intelligible. Si l'étude de l'Europe est morcelée dans la forme (articles, livres, conférences, engagements militants dans des mouvements), morcelée dans le fond (construction européenne, réflexions sur la nature et la menace du régime soviétique, Europe libérale contre Europe communiste, objet des affrontements Est Ouest), elle s'inscrit parfaitement dans l'unité de l'œuvre aronienne : penser l'histoire se faisant.

Tout le travail d'Aron est beaucoup plus philosophique et sociologique qu'il n'y paraît. Très tôt, dans ses années de jeunesse en Allemagne, Aron s'est posé la question principale : comment vivre au mieux sa vie quand on sait que la vie est tragique ? C'est presque la question première. Les réponses d'Aron son multiples : en affrontant ce réel tragique et non en le rêvant, en responsabilité, sans idéocratie, en cherchant plus qu'en proférant et en se contraignant à l'action. Ces principes peuvent être appliqués à un individu mais aussi à une institution, à Raymond Aron lui-même comme à l'Europe communautaire.

Quid novi ?

Une thèse est toujours un pari : il faut apporter du neuf.

Grâce à la problématique qui combine les notions d'« Europe » et de « crise de civilisation », grâce aussi à l'utilisation de nouvelles sources et à l'étude comparée des écrits de Spengler, mais surtout de Toynbee qui ont pu inspirer Aron, cette thèse permet de mieux comprendre comment le *spectateur engagé* du siècle dernier propose l'« oscillation » entre décadence et vitalité historique.

La construction de cette grille de lecture passe par plusieurs étapes : de la décadence à la crise, de la crise au conflit, du conflit à l'action, de l'action comme expression de la vitalité historique. La crise de la civilisation est la tension entre puissance et décadence. Puissance comme puissance militaire, mais aussi comme possibilité de dire « je » et volonté de forger un avenir, décadence comme incapacité à prendre en mains son destin et à penser son histoire. Cette oscillation conduit la civilisation sur le bord de la falaise, sur la ligne de crête. La crise peut devenir prétexte à la vitalité, l'inertie à l'engagement et l'impuissance peut devenir potentiel de création.

Si nous devions *répondre* au titre de notre thèse, nous pourrions proposer la formulation suivante qui synthétise notre travail : Selon Aron, une civilisation qui refuse d'appréhender la crise comme une oscillation (mouvement, opportunité de métamorphose) est vouée au déclin (mais non à la décadence).

A la fin du chapitre 9, nous avons évoqué les déclinaisons de cette oscillation. Nous avons développé l'idée de ponts entre plusieurs concepts développés par certains auteurs tout au long du siècle dernier pour comprendre, appréhender et vivre l'histoire tragique avec notamment : le rapport entre fortune et vertu chez Machiavel, la réponse à un défi d'Arnold Toynbee, le devenir de la potentialité chez Jankélévitch, la virtuosité et la brèche entre passé et avenir d'Arendt, l'inertie et l'engagement chez Ricoeur, la tension entre individu et société (Tocqueville, Aron, Gauchet) et l'oscillation entre déclin et vitalité historique et la problématique de l'incertitude. Dans chaque concept se retrouve un mouvement, une problématique de la création et enfin une dialectique, c'est-à-dire littéralement une tension entre éléments.

La tension, en ce qui concerne notre sujet, se situe en plusieurs endroits : la tension entre l'histoire et le tragique : comment vivre l'histoire tragiquement en refusant les deux extrêmes que sont le relativisme absolu et le déterminisme ? ; la tension entre la décision et l'action, autrement dit la responsabilité de l'homme dans la cité ; la tension entre la décadence et la vitalité historique.

La crise est la face cachée de la dialectique. Il y a crise lorsque la dialectique : est refusée (idéal contre réel, conviction contre responsabilité) ; est asymétrique (l'oscillation, comme mouvement, est bloquée) ; n'est plus féconde ; est biaisée par le moralisme et le cynisme ; n'a plus comme objectif la recherche de l'harmonie.

Nos apports sont, nous l'espérons, multiples. Les concepts de décadence, de crise et de civilisation chez Aron ont été présentés. À ce sujet, il serait intéressant d'étudier la faisabilité d'une étude comparative de certains penseurs politiques français contemporains[23] sur les notions de civilisation et de décadence / déclin / crise.

Nous avons mis en lumière de nouvelles sources ou influences (Spengler, Toynbee, mise à jour en détail) et la césure importante des années soixante-dix pour proposer au-delà du couple réalisme-pessimisme, une grille complémentaire : un désabusement qui refuse les deux extrêmes du cynisme et du moralisme. Au-delà d'une réflexion sur l'Europe communautaire, Aron a posé un véritable regard civilisationnel sur le vieux continent.

Enfin, nous avons problématisé l'axiome « Penser l'Histoire » d'Aron comme une perception d'un réel complexe en mouvement, d'un réel dynamique (et non un réel statique et fixe). En conséquence, nous avons relevé une oscillation entre réal-idéalisme (un idéal comme fin avec des moyens réalistes) et un idéal-réalisme (un réalisme structurel qui prend en compte les idéaux dans sa représentation du réel). Les paradoxes et nuances aroniens se comprennent mieux : il est réaliste mais il est « contre le concert européen » et pour la construction européenne, plus idéaliste que de Gaulle en matière de construction mais plus réaliste que le Général parce qu'il comprend très vite que le cadre national ne peut plus correspondre au réel en devenir.

20 Outre Aron, Freund, Manent, Gauchet, nous pensons dans le désordre à Lefort, Castoriadis, Rosanvallon, Morin, Ricoeur, Balibar, de Jouvenel, etc. C'est ici un sentiment et la liste des noms n'est pas objectivée.

Le prisme choisi (l'Europe comme civilisation en crise(s)) a permis de mettre en avant les grands axes de la philosophie de l'histoire d'Aron.

Aron affirme le pluralisme des interprétations des hommes et de leurs actions. Il n'y a pas une réalité historique et les interprétations des actions, pensées et œuvres sont inépuisables (référence évidente à Max Weber). Il refuse le concept de déterminisme global (critique de ce postulat marxiste, là aussi parallèle avec Weber). D'après lui, l'histoire contemporaine demeure « historique ». Dans la postface des *Désillusions du progrès*, il précise que l'histoire : « (…) ne se déroule pas à la manière d'un procès aux phases successives, à l'avance prévisibles, elle s'enchaîne comme un drame, aux rebondissements imprévus. [24]».

Il adopte une position ternaire entre un déterminisme historique dénoncé et le relativisme. Il ne se résigne pas au destin anonyme et hasardeux. Dans son *Introduction à la philosophie de l'histoire,* il revendique : la nécessité du choix et de l'action pour tendre vers l'universalité et donner du sens, le choix de la démocratie contre tout autre modèle, le choix de la réforme contre la révolution[25].

L'Europe n'est pas contrainte de choisir entre l'alternative d'être déterminée à être définitivement objet de confrontation ou d'être cantonnée à une succession d'accords économiques sur le charbon, l'acier, les agrumes et céréales. Une identité européenne peut naître du refus de cette problématique posée en termes binaires. Il faut réinventer le roman européen. Raymond Aron appelle à une voie du milieu où l'Europe peut, dans une communauté de destins, se forger une identité propre. L'Europe de Raymond Aron est une Europe qui dit «je» C'est la possibilité de penser l'existence sans la subir.

Entre les tenants d'un atlantisme extrême et ceux tentés par la neutralité, Raymond Aron propose une troisième voie véritablement européenne. L'Europe comme société industrielle de type pluraliste doit décider pour agir, garder le cap et avoir foi en l'avenir. Aron a souhaité, en vain, que l'Europe (ici à titre d'exemple mais tout autre objet de ses réflexions politiques, l'intellectuel, la société, un pays, un groupe de pays) s'attache à se

21 Raymond Aron, *Les désillusions du progrès,* postface, op. cit., p. 1750.
22 Voir à ce sujet, Raymond Aron, *Introduction à la philosophie de l'Histoire,* op. cit., p. 377.

développer selon l'éthique de la responsabilité chère à Weber. Dans son ouvrage, *Sociologie allemande contemporaine*, il expliquait que Weber exprimait une volonté d'ascèse scientifique, une exigence pour le savant : « (...) écarter les passions de la recherche positive où, soumis à l'objet, l'homme s'oblige à n'être que raison pour connaître exactement, les réserver pour l'action où, libre de tout entrave mais responsable, l'homme s'engage tout entier ».

Loin de l'idéocratie, dépourvu de haine, sans déterminisme ni fatalisme, chacun d'entre nous peut se forger son propre destin. Pour forger celui-ci, il faut en avoir l'ambition et les moyens. Dans sa leçon inaugurale au Collège de France, en 1971, intitulée *De la condition historique du sociologue*, Aron introduit une citation fameuse de Tocqueville : « Ayons donc de l'avenir cette crainte salutaire qui fait veiller et combattre, et non cette terreur molle et oisive qui abat les cœurs et les énerve[26] ». C'est, après tout, l'unique conseil, plutôt l'unique appel qu'il n'a cessé de faire retentir. Cet appel est parfois désespéré mais jamais désespérant. En redevenant sujet, l'Europe, la France ou l'individu peut écrire son histoire. Par cette citation qu'il fait sienne, les commentateurs et contemporains ont trop voulu insister sur une facette d'Aron, le pessimisme. Il est vrai qu'en s'astreignant à penser le monde tel qu'il est sans jamais (encore que ce "jamais", nous l'avons vu, est à relativiser) le rêver tel qu'il devrait l'être, il a prêté le flanc à la critique de monstre froid, sceptique, commentateur sans engagement. Ce point est indubitable. Cela ne doit pas empêcher de voir l'autre facette, autre non dans l'altérité mais dans la complémentarité : son goût de l'espérance, sa foi dans l'action, sa conviction que tout est à jouer. Dans une conférence de 1957, la dernière phrase de sa conclusion est à la fois un appel et une croyance en l'espoir : « Nous avons perdu le goût des prophéties : n'oublions pas le devoir de l'espérance.[27]»

23 Alexis de Tocqueville, Oeuvres complètes, I, *De la démocratie en Amérique*, T.II, IVe partie, chapitre VII, p. 335 cité par Raymond Aron, *De la condition historique du sociologue, leçon inaugurale au Collège de France*, Gallimard, 1971. Les références des pages citées sont tirées de Raymond Aron, *Les sociétés modernes*, Paris, PUF, 2006, p. 1092.

24 Raymond Aron, « La société industrielle et la guerre », texte d'une Auguste Comte Memorial Lecture prononcée en anglais à la London School of Economics en 1957. Publié dans Raymond Aron, *Les sociétés modernes*, Paris, PUF, 2006, pp. 801-852, p.851

Lors de sa leçon inaugurale au Collège de France, il explique que ses années d'avant guerre à Berlin l'ont marqué à jamais. Il a vu la montée du nazisme et n'oublie pas que le fanatisme, le racisme peuvent toujours réapparaître. Il a également acquis la conviction que l'action est toujours possible. Dans ce sens, il écrit : « Je demeure marqué, à tout jamais, par cette expérience qui m'a incliné vers un pessimisme actif[28] ». Ce pessimisme actif couplé au devoir de l'espérance l'écarte bel et bien du concept de décadence. Lecteur de Spengler, admirateur de Toynbee, il ne souscrit pas au concept de décadence comme le précise Gilles Andreani dans sa conférence *In defense of Decadent Europe* » en 2005 : « (…) he is very skeptical of the very concept of decadence, which he says implies either a value judgment or a scheme of the future[29]». Notons la distinction établie par Stanley Hoffmann : « He wondered whether Europe's decline amounted to abdication and decadence. But he believed that liberal societies have a great capacity to recover.[30] »

Le mal de l'infini

Les libertés individuelles, la promesse du bien-être et de la jouissance, l'axiome de la modernité (toujours plus, toujours plus vite) ont donné naissance à un mal de l'infini. Notre condition finie nous frustre de ne pas atteindre l'étoile de l'infini. La liberté et la démocratie favorisent une angoisse existentielle typiquement ancrée dans notre époque. Donner du sens est certes nécessaire, mais encore faut-il de l'ordre, de la stabilité et des repères. Le régime démocratique, par essence instable, en dispense très peu. Est-ce le prix à payer pour être libre ? Doit-on être de plus en plus seul face au tragique de l'existence ?

Cette liberté, chèrement acquise, se transforme en fardeau. Comment l'alléger ? La réponse se trouve dans la vitalité du jeu démocratique, dans les bénéfices du conflit, dans

25 Raymond Aron, « De la condition historique du sociologue », *leçon inaugurale au Collège de France*, op. cit. p. 1073.

26 Gilles Andreani, S*econd Annual Raymond Aron Lecture :* « *In Defense of Decadent Europe* », The Brookings Institution Center of The United States and Europe, disponible sur : http://www.brookings.edu/fp/cuse/events/aronlecture_20051116.pdf

27 Stanley Hoffmann, « Raymond Aron », *The New York Review of Book*, op. cit.

l'innovation qui donne force et dynamisme à la civilisation occidentale. Celle-ci doit doit affronter (accepter et composer avec) l'incertitude. La crise démultiplie l'incertitude et le XX^{e} siècle a vu s'aggraver les conditions de cette dernière : mythe du progrès qui s'étiole, présentisme, peur de l'avenir, crise politique, morale, globale, crise de la démocratie.

Vivre l'incertitude en temps de crise, c'est également le conseil de Myriam Revault d'Allonnes : « Il faut assumer l'incertitude du futur ; passer d'une crise d'incertitude à une expérience d'incertitude.[31] »

Redonnons une dernière fois la parole à Aron en 1939. Il écrit en conclusion de sa communication présentée devant la Société française de philosophie : « (…) les Français sont des héritiers, mais, pour sauver un héritage, il faut être capable de le conquérir à nouveau[32] ». Substituons *Français* par *Européens*. Près de quatre-vingt ans après, cet appel conserve toute sa force.

28 Myriam Revault d'Allonnes, Ecole nationale de la magistrature (ENM), Séminaire de philosophie politique : « La fin de la démocratie », 27-31 janvier 2014, synthèse des débats disponible en ligne : http://www.ihej.org/wp-content/uploads/2014/06/seminaire_la_fin_de_la_democratie.pdf

29 Raymond Aron, communication présentée devant la Société française de philosophie, le 17 juin 1939, op. cit., p. 71.

SOURCES

A l'époque de mes premières recherches en 1997, le Centre Raymond Aron (EHESS) gérait le fonds (de 1985 à juillet 2006) déposé par la famille d'Aron. J'ai pu consulter de nombreuses conférences inédites. Mme Dutartre, en charge de son classement et de sa mise en valeur, m'a, de nombreuses fois, guidé et aidé, qu'elle en soit ici remerciée. L'ouvrage de départ essentiel était *Bibliographie*, Paris, Julliard/Société des amis de Raymond Aron, 1989, 2 tomes (tome 1 : livres et articles de revues, établi par Perrine Simon & Elisabeth Dutartre; tome 2 : Analyses d'actualité, établi par Elisabeth Dutartre). Le livre est épuisé mais se retrouve en ligne[1]. L'édition en ligne dresse la liste complète des travaux d'Aron classés par décennie et a l'avantage d'être mise à jour très régulièrement (nouvelles traductions, inédits, etc.).

En 2006, le Fonds Raymond Aron a été transféré à la BNF[2]. La Bibliothèque nationale de France en a publié l'inventaire, classé en 8 grands domaines[3]. Il est composé de 238 boîtes consultables au département des manuscrits[4].

Sont indiqués ici les documents strictement utilisés pour ce travail. La présentation des sources est répartie ainsi :

- Fonds Raymond Aron :
    - Centre Raymond Aron
    - Bibliothèque nationale de France, département des Manuscrits.
- Sources imprimées :
    - Ouvrages
    - Conférences et articles de revue[5]
    - Articles de presse (actualité)
- Sources audiovisuelles

1 Voir : http://raymond-aron.ehess.fr/index.php?172

2 *Fonds Raymond Aron*, Inventaire par Elisabeth Dutartre, Paris, Editions de la BNF, 2007, 256 p,

3 http://raymond-aron.ehess.fr/index.php?74

4 Bibliothèque Nationale de France, département des manuscrits, 58 rue de Richelieu 75084 Paris.

5 Pour les articles, communications et conférences, nous reprenons la distinction établie par le Centre Raymond Aron : d'un côté les articles de revue et publications scientifiques et de l'autre, les articles d'actualité dans la presse nationale ou régionale.

FONDS RAYMOND ARON : CENTRE RAYMOND ARON[6]

« Y-a-t-il une civilisation européenne ? » Semaines étudiantes internationales, Savennières, 5 août 1947, (tapuscrit).

« Discours à des étudiants allemands sur l'avenir de l'Europe », Munich, 1947, discours publié dans *Table ronde*, 1, 1948.

« L'Allemagne et l'Europe », conférence donnée lors du rassemblement du Mouvement européen, Hambourg 21-28 septembre 1951.

« Les différentes tentatives de collaboration européenne », Centre d'études industrielles, Genève, 7 mai 1952, (tapuscrit).

« Le plan Schuman », Centre d'études industrielles, Genève, 8 mai 1952, (tapuscrit).

« L'Europe et les Etats-Unis », Centre européen universitaire, Nancy 1955, (tapuscrit).

« A propos de l'unité de l'Europe : la dialectique du politique et de l'économique », Colloque à l'université de Bâle, 1956.

« L'avenir des relations entre Europe et Etats-Unis », The Maclean-Hunter International Forum, Montréal, 20 septembre 1967.

« L'idée européenne : du discours de Zurich au marché commun », conférence au Winston Churchill Memorial Lecture, Lausanne, 8 décembre 1967.

« America&Europe: the logic of interdependence », Europe-America conference, Amsterdam, 26-28 mars 1973, (manuscrit et tapuscrit français).

« The energy crisis, the midle-East and U.S.-Western European relations », Ditchley Foundation, Oxford, 15-17 juin 1973, (tapuscrit anglais, manuscrit français).

« La nouvelle conjoncture international », intervention le 28 juin 1973 au colloque : *L'Europe occidentale dans le monde aujourd'hui*, organisé par le mouvement pour l'indépendance de l'Europe (Hôtel Lutétia, 47 boulevard Raspail, 75007 Paris).

« The future of European & United-States relations », Aspen Institute, Berlin, 10-15 novembre 1975, (manuscrit et tapuscrit français, tapuscrit anglais).

« Le relatif déclin de l'Europe », Amicale des anciens élèves de Polytechnique, Paris, 8 juin 1983.

6 Archives Raymond Aron consultées avant juillet 2006.

FONDS RAYMOND ARON : BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE[7]

Boîte 1

- Cours ENA, *La crise du XXe siècle*
  - 2e cours, 6 avril 1946
  - 3e cours, 13 avril 1946
  - 4e cours, 20 avril 1946
  - 6e cours, 7 mai 1946
  - 7e cours, 18 mai 1946
  - 9e cours, 1er juin 1946
  - 12e cours, 21 décembre 1946
- ENA, 1re conférence, 26 novembre 1946 : *Perspectives sur l'avenir de l'Europe* (I)
- ENA, 2e conférence, 27 novembre 1946 : *Perspectives sur l'avenir de l'Europe* (II)

Boîte 3

IEP, conférence du 19 décembre 1947, *L'idée d'Europe*

Boîte 17

Collège de France

- Candidature à la chaire de sociologie de la civilisation moderne
- Rapport d'enseignement du Collège de France 1975-1976

Boîte 31

Collège de France, 1975-1976, cours dactylographiés, « La décadence de l'Occident », leçons 1, 2, 3, 4 et 18 manquantes.

- 5e cours, 6 janvier 1976
- 6e cours, 8 janvier 1976
- 7e cours, 13 janvier 1976
- 8e cours, 15 janvier 1976
- 9e cours, 20 janvier 1976
- 10e cours, 22 janvier 1976
- 13e cours, 3 février 1976
- 14e cours, 5 février 1976
- 19e cours, 24 février 1976
- 20e cours, 26 février 1976
- 21e cours, 2 mars 1976
- 22e cours, 4 mars 1976
- 24e cours, 11 mars 1976
- 25e cours, 16 mars 1976
- 26e cours et dernier, 18 mars 1976

7 Archives Raymond Aron consultées après leur transfert au département des manuscrits, BNF (juillet 2006).

Boîte 81

Conférence : Montréal, Canada : *L'avenir des relations entre l'Europe et l'Amérique*

Boîte 82

Conférence : Bruxelles - Fondation Paul-Henri Spaak : *L'Europe face à la crise des sociétés industrielles*

- Lettre de Raymond Aron à Jean Rey, 8 octobre 1974, Fondation Paul-Henri Spaak, pour la préparation de son intervention.
- « Crise de l'énergie ou crise de la civilisation », première conférence, 28 avril 1975, première épreuve corrigée à la main.
- « L'Europe entre les Grands », deuxième conférence, 29 avril 1975, première épreuve corrigée à la main.
- « Fin d'un mythe », troisième conférence, 30 avril 1975, première épreuve corrigée à la main.
- Réponse à un particulier (A. Barlovatz), 16 mai 1975, après ses conférences.

Boîte 89

5 août 1947, Semaines étudiantes internationales, Savennières : *Y a-t-il une civilisation européenne ?*

Boîte 91

Conférence : Paris, Mouvement pour l'indépendance de l'Europe : *La nouvelle conjoncture internationale.*

Boîte 92

Conférence : Paris, Sénat, *L'Europe : avenir d'un mythe*

- Sénat, 13 mai 1975, conférence pour les lauréats du prix Montaigne, *L'Europe, avenir d'un mythe*. Texte dactylographié corrigé à la main.
- Lettre d'Alfred Toepfer suite à sa conférence, 21 mai 1975.
- Réponse d'Aron le 3 juin 1975.

Boîte 94

ENA, conférence, *Le relatif déclin de l'Europe*, 8 juin 1983

Boîte 102

Conférence : Amsterdam : *America and Europe, the logic of interdependence*

Boîte 125

- L'éducation du citoyen dans les sociétés industrielles

Boîte 168

Académie des sciences morales et politiques

- Notice sur la vie et les travaux de Victor-Lucien Tapié
- Notre civilisation est-elle défendable ?
- La crise de l'occident

Boîte 169

Académie des sciences morales et politiques

- Correspondance échangée avec Jean-Baptiste Duroselle

Boîte 176

Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés

- Projet de manifeste, 14 octobre 1977, courrier adressé à Raymond Aron pour contresigner le manifeste.
- Aron confirme s'inscrire parmi les membres du comité, 6 décembre 1977.
- Lettre du groupe préparatoire pour annoncer la réunion du comité le 15 décembre 1977.
- Compte rendu du comité (15 décembre).
- Lettre d'Alain Ravennes demandant à Raymond Aron de figurer parmi les membres du conseil ; 28 septembre 1978.
- A l'occasion d'un événement intitulé « 6 heures pour la Pologne », témoignage de conclusion de Raymond Aron, 23 février 1981.
- Lettre d'Aron à Henry Kissinger, 8 octobre 1981.
- Lettre d'Aron à Henry Kissinger, 11 décembre 1981 (demande explicite de financement pour le CIEL).

Boîte 182

Radio et télévision

- Raymond Aron présente son livre : *Plaidoyer pour l'Europe décadente*

Boîte 183

Radio et télévision

- Sur la crise à l'intérieur de l'union de l'Europe occidentale

Boîte 188

Correspondance autour de Plaidoyer pour l'Europe décadente

- Lettre de Raymond Aron à Henry Bergasse, 22 mars 1977.
- Lettre de Raymond Aron à Brian Crozier, 19 janvier 1977.
- Lettre de Raymond Aron à M. Pee Laborde, 7 décembre 1977.

Boîte 206

Correspondance avec Julien Freund

- Lettre de Julien Freund à Raymond Aron, 15 novembre 1968.
- Lettre de Julien Freund à Raymond Aron, 6 novembre 1977.
- Réponse d'Aron à Freund, 16 novembre 1977.

Boîte 208

Correspondance avec Arnold Toynbee

- Lettre d'Aron à Arnold Toynbee, 2 juin 1971.

Boîte 212

Lettres reçues et notes à propos de *Plaidoyer pour l'Europe décadente*

- Lettre de Richard Nixon, 2 octobre 1980 à R. Emmett Tyrrell à propos de livre lus récemment.
- République populaire du Congo, département de l'éducation, propagande et information. Note du chef de sections des œuvres littéraires du 8 août 1977, interdiction de mise en vente et diffusion de *Plaidoyer pour l'Europe décadent.*
- Lettre manuscrite de J. Roquelle à Raymond Aron, 8 avril 1977.
- Lettre de Jacques Rueff (Institut de France) à Raymond Aron, 10 février 1977.
- Etienne Borne : article dans « démocratie moderne », 31 mars 1982.

SOURCES IMPRIMÉES : OUVRAGES[8]

La sociologie allemande contemporaine, Paris, PUF, première édition en 1936, édition consultée : deuxième édition, 1950, 176 p.

Introduction à la philosophie de l'histoire, Essai sur les limites de l'objectivité historique, Paris, Gallimard, « Bibliothèque des Idées », 1938, 353 p.

Essai sur une théorie de l'histoire dans l'Allemagne contemporaine. La philosophie critique de l'histoire, 1938, Paris, librairie philosophique J. Vrin, 1969.

L'Homme contre les tyrans, New York, Editions de la Maison française, 1944 ; réédition Paris, Gallimard, 1946 ; nouvelle édition dans *Chroniques de guerre. La France libre, 1940-1945*, Paris, Gallimard, 1990.

De l'armistice à l'insurrection nationale, Paris, Gallimard, 1945 ; nouvelle édition dans *Chroniques de guerre. La France libre, 1940-1945*, Paris, Gallimard, 1990.

8 Egalement les ouvrages sous sa direction, les préfaces et postfaces.

L'Age des empires et l'avenir de la France, Paris, Défense de la France, Paris, 1945 ; nouvelle édition dans *Chroniques de guerre. La France libre, 1940-1945*, Paris, Gallimard, 1990.

Le Grand schisme, Paris, Gallimard, 1948, 347 p.

Les Guerres en chaîne, Paris, Gallimard, 1951, 503 p.

L'Opium des intellectuels, Paris, Calmann-Lévy, « Liberté de l'esprit », 1955, 339 p; réédition Paris, Hachette, « Pluriel », 1991.

Polémiques, Paris, Gallimard, «Les Essais», 1955.

Postface (Dialogue entre Raymond Aron et l'auteur) à Crane Brinton, *Visite aux Européens*, Paris, Calmann-Lévy, « Liberté de l'Esprit », 1955.

La querelle de la CED, sous la direction de Raymond Aron et Daniel Lerner, Paris, Armand Collin, 1956, 339 p.

La tragédie algérienne, Paris, Plon, 1957.

Espoir et peur du siècle, Essais non partisans, Paris, Calmann-Lévy, « Liberté de l'esprit », 1957, 369 p.

Colloques de Rheinfelden, sous la direction de Raymond Aron, George Kennan, Robert Oppenheimer, , Paris, Calmann-Lévy, « Liberté de l'Esprit », 1960.

L'histoire et ses interprétations, entretiens autour d'Arnold Toynbee sous la direction de Raymond Aron, Centre culturel international de Cerisy-la-salle, 10-19 juillet 1958, Paris, Mouton & Co, 1961, 237 p. Le sommaire est disponible en ligne : http://www.ccic-cerisy.asso.fr/toynbeeTM61.html.

Dimensions de la conscience historique, Paris, Plon, 1961.

Dix-huit leçons sur la société industrielle, Paris, Gallimard, 1962.

Paix et guerre entre les nations, Paris, Calmann-Lévy, 1962, 796 p.

Préface, Max Weber, *Le savant et le politique*, Paris, première édition 1963.

La Lutte de classes, nouvelles leçons sur les sociétés industrielles, Paris, Gallimard, 1964.

Démocratie et totalitarisme, Paris, Gallimard, « Idées », 1965 ; réédition, Paris, Gallimard, « Folio Essais », 1992.

Essai sur les libertés, Paris, Calmann-Lévy, 1965, Librairie Générale Française, 1976, pour la postface et les annexes, édition consultée : Hachettes Littératures, 1998, 251 p. Ce livre est issu de conférences données à l'université de Berkeley, Etats-Unis, en 1963, conférences données en anglais.

Les étapes de la pensée sociologique, Paris, Gallimard, 1967, 663 p.

La révolution introuvable, Paris, Fayard, 1968.

Les désillusions du progrès. Essai sur la dialectique de la modernité, Paris, Calmann-Lévy, « Liberté de l'esprit », 1969, réédition, Paris, Julliard, « Agora », 1987.

D'une Sainte Famille à l'autre. Essais sur les marxismes imaginaires, Paris, Gallimard, 1969, « Les Essais CXLVI », 307 p., Recueil de textes publiés entre 1948 et 1969.

De la condition historique du sociologue, leçon inaugurale au Collège de France, Paris, Gallimard, 1971, reproduit dans Raymond Aron, *Etudes sociologiques*, PUB, 1988, p 281-309.

République impériale, les Etats-Unis dans le monde (1945-1972), Paris, Calmann-Lévy, 1973, 341 p., ouvrage inspiré d'un cours prononcé au Collège de France entre 1970 et 1971.

L'Europe des crises, recueil de conférences de Robert Triffin, Raymond Aron, Raymond Barre, René Ewalenko, Bruxelles, Bibliothèque de la fondation Paul-Henri Spaak, 1975, 172 p.

Préface, *L'histoire, Les grands mouvements de l'histoire à travers le temps, les civilisations, les religions,* Paris / Bruxelles, Elsevier Séquoia, 1975, 548 p., édition française de *A Study of History* (1972).

Penser la guerre, Clausewitz, tome 1 : L'Age européen, tome 2 : *L'Age planétaire*, Paris, Gallimard, 1976, « Bibliothèque des Sciences Humaines », I-472 p. et II-365 p.

Plaidoyer pour l'Europe décadente, Paris, Laffont, 1977, 510 p.; nouvelle édition, Paris, Hachette, « Pluriel », 1978.

Le spectateur engagé, entretiens avec Jean-Louis Missika et Dominique Wolton, Paris, Julliard, 1981, réédition Paris, Presses Pocket, 1983.

Préface, Michel Manel, *Notes sur l'Europe face aux SS 20,* Paris, Berger-Levrault, collection stratégie, 1983.

Mémoires, 50 ans de réflexion politique, Paris, Julliard, 1983, 778 p., réédition, Paris, Presses Pocket, 1990.

Les dernières années du siècle, Paris, Julliard, 1984, 248 p.

Sur Clausewitz, Bruxelles, 1987, Complexe, « Historiques », 188 p. Recueil de textes publiés entre 1972 et 1982.

Etudes sociologiques, Paris, 1988, PUF, « Sociologies », 256 p. Recueil de textes publiés entre 1950 et 1974.

Leçons sur l'histoire, Cours du collège de France, établissement du texte, présentation et notes par Sylvie Mesure, Paris, Editions de Fallois, 1989, réédition Le Livre de poche, Paris, 2007, 602 p.

Chroniques de guerre. La France libre, 1940-1945, Paris, Gallimard, 1990.

Les articles du Figaro, tome 1 : La guerre froide 1947-1955, présentation et notes par Georges-Henri Soutou, Paris, Editions de Fallois, 1990, 1418 p.

Machiavel et les tyrannies modernes, texte établi, annoté et présenté par Rémy Freymond, Paris, Editions de Fallois, 1993, 418 p.

Les articles du Figaro, tome 2 : La coexistence 1955-1965, présentation et notes par Georges-Henri Soutou, Paris, Editions de Fallois, 1994, 1508 p.

Une histoire du XX^e^ siècle, Paris, Plon, 1996, 946 p., édition critique, notes et index établis par Christian Bachelier.

Les articles du Figaro, tome 3 : Les crises 1965-1977, présentation et notes par Georges-Henri Soutou, Paris, Editions de Fallois, 1997.

Introduction à la philosophie politique, Démocratie et révolution, Paris, Editions de Fallois, 1997, (édition consultée, Livre de poche, 2014) 250 p. Cours à l'ENA du 21 avril au 17 octobre 1952.

Le marxisme de Marx, Paris, Editions de Fallois, 2002.

Penser la liberté, penser la démocratie, Paris, Gallimard, « Quarto », 2005, 1820 p., préface de Nicolas Baverez. Recueil de textes publiés entre 1936 et 1969.

De Giscard à Mitterrand (1977-1983), Paris, Editions de Fallois, 2005, 895 p., préface de Jean-Claude Casanova. Recueil des articles publiés dans *L'Express* de 1977 à 1983 ainsi que *Le Point* et *Le Midi libre*.

Les Sociétés modernes, Paris, Presses Universitaires de France, 2006. Recueil d'articles et de conférences, souvent inédites.

Liberté et égalité, dernier cours au collège de France, 4 avril 1978, 2013, Paris, Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, avant-propos de Pierre Manent, 62 p.

SOURCES IMPRIMÉES : CONFÉRENCES ET ARTICLES DE REVUE

Communication présentée devant la Société française de philosophie, le 17 juin 1939, publiée dans le *Bulletin de la Société française de philosophie*, 40e année, n°2, avril - mai, 1946. Cet article est publié dans : Raymond Aron, *Penser la liberté, penser la démocratie,* Paris, Gallimard, Quarto, 2005, p.71.

« Les chances d'un règlement européen », *Politique étrangère*, n°3, 1949, 14e année, pp. 249-262. Disponible en ligne : http ://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/polit_0032-342x_1949_num_14_3_2808

Du messianisme à la tyrannie, note de l'éditeur : Ce texte a été rédigé comme préface au livre de B. Lazitch, en fait sa thèse de doctorat de l'université de Genève, *Lénine et la IIIe internationale,* La Baconnière, Neuchâtel, 1951. Cette préface fait partie de Raymond Aron, *Machiavel et les tyrannies modernes*, Paris, Editions de Fallois, 1993.

« Science et politique chez Max Weber et aujourd'hui », texte de 1952 repris dans *Les sociétés modernes,* Paris, Puf, 2006.

« L'Europe et l'unité de l'Allemagne », université de Francfort, 30 juin 1952, (tapuscrits allemands et français,) publié dans *Preuves,* 18-19, 1952, pp. 3-9.

« Le fanatisme, la prudence et la foi », *Preuves,* mai 1956, repris dans *Marxismes imaginaires,* 1970, Paris, Gallimard, pp. 107-146.

« Nations et Empires » (article initialement paru dans l'Encyclopédie française, t. XI, Paris, 1957), *Dimensions de la conscience historique*, Paris, Agora, 1985 (première édition, Paris, Plon, 1961).

« La société industrielle et la guerre », texte d'une *Auguste Comte Memorial Lecture* prononcée en anglais à la London School of Economics en 1957. Publié dans Raymond Aron, *Les sociétés modernes,* Paris, PUF, 2006, pp. 801-852.

« La responsabilité du philosophe », communication au Congrès de l'Institut international de philosophie, Varsovie, juillet 1957, publiée dans *Preuves,* juin 1958, pp. 18-26.

« Risques et chances de la civilisation industrielle », *Les Annales*, 66e année, avril 1959, pp. 41-51, publié dans Raymond Aron, *Les sociétés modernes*, Paris, PUF, 2006, pp. 413-426.

« L'aube de l'histoire universelle », conférence donnée à Londres, 1960, sous l'égide la Société des amis de l'université hébraïque de Jérusalem, *Dimensions de la conscience historique*, 1961, Paris, Plon, pp. 225-254.

« Idées politiques et vision historique de Tocqueville », *Revue française de science politique*, 10e année, n°3, 1960. pp. 509-526. Disponible en ligne : www.persee.fr/doc/rfsp_0035-2950_1960_num_10_3_392581

« Thucydide et le récit des événements » *History and Theory*, Vol. 1, n°2, 1961, pp. 103-128, disponible en ligne : http://links.jstor.org/sici?sici=0018-2656%281961%291%3A2%3C103%3ATELRDE%3E2.0.CO%3B2-7

« Is Multinational Citizenship Possible? », *Social Research*, 1974, XLI, 4, p. 638-656.

« L'Europe face à la crise des sociétés industrielles », Fondation Paul-Henri Spaak, Bruxelles, 28-29-30 avril 1975, (notes de travail manuscrites, tapuscrit), dans Robert Triffin, Raymond Aron, Raymond Barre, René Ewalenko, *L'Europe des crises*, Bruxelles, Breylant, Bibliothèque de la Fondation Paul-Henri Spaak, 1975, 172 p., pp. 81-142.

« L'Europe, avenir d'un mythe », Sénat, réunion des lauréats des prix Robert Schuman, Montaigne, et Goethe. Paris, 13 mai 1975, (manuscrit), publié dans *Cahiers Européens*, n°3, 1975.

« Pour le progrès. Après la chute des idoles », *Commentaire*, n°3, 1978.

« Universalité de l'idée de nation et contestation », Institut national des Langues et Civilisations orientales, *Aspects du sionisme, théorie-utopie-histoire*, Paris, INALCO, 1982, conférence prononcée en 1976.

« Remarques sur l'historisme – herméneutique », dans *Culture, science et développement mélanges en l'honneur de Charles Morazé*, Toulouse, Privat, 1979.

« La Communauté atlantique : 1949-1982 », *Politique étrangère*, n°4, 1983, 48e année pp. 827-839. Disponible en ligne : http ://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/polit_0032-342X_1983_num_48_4_5706

« Sur mon éducation philosophique », entretien avec Joachim Stark, première partie *Commentaire*, n°140, hiver 2012. Il s'agit d'un entretien réalisé par Joachim Stark (et publié dans son livre en 1986) les 7 et 14 octobre 1981.

« Sur mon éducation philosophique », entretien avec Joachim Stark, deuxième partie, *Commentaire*, n°141, printemps 2013. Il s'agit d'un entretien réalisé par Joachim Stark (et publié dans son livre en 1986) les 7 et 14 octobre 1981.

« Fin ou début de l'ère des nations », *Commentaire*, n°144, hiver 2013, pp. 773-785. Texte inédit de 1979.

« Français et juif », *Commentaire*, n°145, printemps 2014, pp. 25-30.

SOURCES IMPRIMÉES : ARTICLES D'ACTUALITE (PRESSE)

1931
15 février, Autre impasse, *Europe*
Février, Simples propositions de pacifisme, *Libres-Propos*

1932
Juillet, Allemagne juin 1932, *Europe*

1933
Février, Lettre ouverte d'un jeune français à l'Allemagne, *Esprit*

1943
Avril, L'Europe des nationalités était-elle viable?, *L'Homme contre les tyrans*
Juillet, Reich allemand et empire européen, *L'Homme contre les tyrans*

1945
Janvier, Politique sur le continent, *L'âges des empires*
5-11 juillet, Deux Allemagnes ?, *Point de vue*
26 juillet-1er août, Le Partage de l'Europe, *Point de vue*
2-8 août, L'Allemagne paiera ?, *Point de vue*
20-26 août, Amica America, *Point de vue*
20-26 septembre, Pour l'unité de l'Europe, *Point de vue*
6 octobre, L'abaissement de l'Europe, *Terre des hommes*
13 octobre, Y a-t-il encore un danger allemand ?, *Point de vue*
25-31 octobre, La Paix difficile, *Point de vue*

1946
28-29 juillet, Bénéfice de l'isolement, *Combat*

1947
25 janvier, La France peut-elle avoir une politique étrangère, *Combat*
26-27 janvier, Y-a-t-il encore un danger allemand ?, *Combat*

29 janvier, L'inévitable reconstruction de l'industrie allemande, *Combat*
7 février, Une autre Allemagne, *Combat*
31 août, Responsabilité historique, *Le Figaro*

1948
1 avril, La Grande-Bretagne et l'Europe, *Le Figaro*
18 juillet, Politiques contrastées, *Le Figaro*
27 juillet, Du plan Marshall à l'Europe unie, *Le Figaro*
4 août, Accords économiques ou union politiques?, *Le Figaro*
10 août, Du plan Marshall à l'Europe unie: Les obstacles, *Le Figaro*
11 août, Du plan Marshall à l'Europe unie: Action immédiate, *Le Figaro*
21 décembre, Le pacte de l'atlantique, *Le Figaro*
28 Décembre, Planisme européen, *Le Figaro*

1949
Le Pacte atlantique, *Liberté de l'esprit,* 3, p. 52-54.
26 janvier, L'échec des négociations France/Grande-Bretagne sur l'Assemblé européenne, *Le Figaro*
8 février, Fin de la guerre froide ? : Détente, *Le Figaro*
16 février, Fin de la guerre froide ? : Les chances d'un règlement européen, *Le Figaro*
30 mars, Politique allemande: La tâche essentielle, *Le Figaro*
Avril, Le pacte atlantique, *Liberté de l'esprit*
22 avril, La collaboration européenne: un an de plan Marshall, *Le Figaro*
31 mai, Une semaine de manœuvres, *Le Figaro*
5 août, Le réarmement de l'Europe, *Le Figaro*
10 août, Que peut-on attendre de l'Assemblé européenne, *Le Figaro*
8/9 octobre, La Grande-Bretagne et l'Europe, *Le Figaro*
1 novembre, Plan Marshall et unité européenne, *Le Figaro*
5/6 novembre, Plan Marshall et unité européenne: en quête d'un programme d'action, *Le Figaro*
23 novembre, Les socialistes et l'organisation de l'Europe, *Le Figaro*
15 décembre, Le réarmement de l'Europe, *Le Figaro*
17 décembre, Le réarmement de l'Europe II, *Le Figaro*
29 décembre, Europe 1950, *Le Figaro*

1950
1 février, Fictions européennes, *Le Figaro*
17 février, L'illusion de la neutralité, *Le Figaro*
3 mars, Contre le défaitisme, *Le Figaro*
4 avril, L'unification de l'Allemagne est-elle prochaine?, *Le Figaro*
5 avril, Les occidentaux et la République fédérale, *Le Figaro*
19 avril, Précaire prospérité, *Le Figaro*
20 avril, Choix d'une politique, *Le Figaro*
3 mai, Faut-il réviser la stratégie atlantique?, *Le Figaro*
11 mai, L'initiative française, *Le Figaro*
3 juin, Europe et Etats-Unis, *Le Figaro*
6 juin, Le pool industriel franco-allemand, *Le Figaro*
7 juin, L'autorité internationale, *Le Figaro*
19 juin, La demi-absence de la Grande-Bretagne, *Le Figaro*
Septembre, Neutralité ou engagement, *Liberté de l'esprit*

5 septembre, Fictions et réalités européennes, *Le Figaro*
16 octobre, Le réarmement de l'Allemagne: la défense européenne, *Le Figaro*
8 novembre, Diplomatie de l'isolement, *Le Figaro*
19 décembre, Destin de l'Europe, *Le Figaro*

1951
6 janvier, Isolationnisme américain et neutralisme européen, *Le Figaro*
11 janvier, Paroles et actes, *Le Figaro*
30 mars, Le plan Schuman, *Le Figaro*
2 avril, Le plan Schuman: Ratification sous réserves, *Le Figaro*
12 mai, Etats-Unis et Europe face au réarmement, *Le Figaro*
15/16 septembre, La politique de M. Schuman est devenue la politique des « trois », *Le Figaro*
17 septembre, L'armée européenne, *Le Figaro*
22 septembre, De la sécurité à l'audace, *Le Figaro*
26 décembre, La Grande-Bretagne devant l'unité de l'Europe, *Le Figaro*

1952
3 janvier, Bilan d'une année (1951), *Le Figaro*
19/20 janvier, Les perspectives proches et lointaines du réarmement occidental, *Le Figaro*
6 février, Le dialogue franco-allemand, *Le Figaro*
Mars, A propos de la Société européenne de culture, *Preuves*
26 avril, A propos de la CED, *Le Figaro*
30 mai, Après la signature, *Le Figaro*
24 septembre, Fédération européenne: objectif ou mirage, *Le Figaro*
22/23 novembre, L'armée européenne, *Le Figaro*
24 novembre, La possible révision, *Le Figaro*
4 décembre, Ce que peut-être la fédération des Six, *Le Figaro*
23 décembre, Le Commonwealth et l'Europe, *Le Figaro*

1953
30 janvier, Problèmes du pool charbon-acier, *Le Figaro*

1954
26 février, Perspectives de l'expérience du pool charbon-acier, *Le Figaro*
27 juillet, Europe libre ou Europe russe?, *Le Figaro*
3 septembre, La fin de la C.E.D. ne doit pas être la fin de l'Europe, *Le Figaro*
11 octobre, Après le débat avant le vote, *Le Figaro*

1955
3 février, L'Europe en péril: les responsabilités de la France, *Le Figaro*
3 juin, La relance européenne, *Le Figaro*
7 juillet, Les difficultés d'un règlement européen, *Le Figaro*
2 août, Détente et unité allemande, *Le Figaro*
31 août, De Genève à Moscou, *Le Figaro*
1 novembre, La France dans la détente, *Le Figaro*

1956
19 janvier, Euratom, *Le Figaro*

20 janvier, Pour faire aboutir l'Euratom, *Le Figaro*
20 juillet, A propos de l'Euratom, techniques et politiques, *Le Figaro*
11 décembre, La leçon militaire de la crise, *Le Figaro*

1957
19 février, La reconstitution des blocs européens, *Le Figaro*
28 février, Dépendance et unification de l'Europe, *Le Figaro*

1958
14 juillet, La force des choses, *Le Figaro*
28 février, Le marché commun et l'unité européenne, *Le Figaro*
26 mars, A propos du marché commun : la crise franco-britannique, *Le Figaro*

1959
6 mars, La crise de la C.E.C.A., *Le Figaro*
24 avril, Solidarités nationales ou solidarités communautaires ?, *Le Figaro*
3 juillet, La crise de la C.E.C.A. et l'Europe des patries, *Le Figaro*
5 novembre, La Grande-Bretagne peut-elle accepter le marché commun ?, *Le Figaro*

1960
24 juin, C'est à l'Angleterre de décider, *Le Figaro*

1962
8 juin, Vers une force de frappe européenne, *Le Figaro*

1964
22 mars, Washington, Moscou, et l'Europe, *Le Figaro*

1966
4 novembre, Le verbe gaulliste et la réalité, *Le Figaro*
15 novembre, L'idée européenne est-elle en train de mourir ?, *Le Figaro*
17 novembre, L'idée européenne est-elle en train de mourir ? L'échec politique, *Le Figaro*
19 novembre, L'idée européenne est-elle en train de mourir ?, L'Europe des Nations, *Le Figaro*
30 novembre, Le 13ème travail d'Hercule, *Le Figaro*
12 décembre, Mort ou métamorphose de l'idée européenne ? Garder confiance, *Le Figaro*

1969
29 mai, Le choix: Réveil de la foi européenne, *Le Figaro*
26/27 juillet, L'Europe et les investissements, *Le Figaro*
2 octobre, Diplomatie européenne, *Le Figaro*

1970
11 août, La nouvelle Europe, *Le Figaro*

1971
29/30 mai, La Grande-Bretagne dans le marché commun. La France a dit oui, *Le Figaro*
1er juin, La France a dit oui, *Le Figaro*

6 octobre, Vers un nouvel ordre européen, *Le Figaro*
12 novembre, Le pari sur l'Angleterre, *Le Figaro*

1972
4/5 novembre, L'avenir de la Communauté européenne, *Le Figaro*

1973
16-22 avril, L'Amérique et nous, *L'Express*
1er juin, L'année de l'Europe, *Le Figaro*
2/3 juin, La sécurité et le pétrole, *Le Figaro*
18 septembre, La crise de l'Europe. L'impasse française, *Le Figaro*
19 septembre, La crise de l'Europe. L'impasse allemande, *Le Figaro*
20 septembre, La crise de l'Europe. L'impasse anglaise, *Le Figaro*

1974
14 février, l'Europe en crise. De l'unité à l'identité, *Le Figaro*
15 février, L'identité perdue, *Le Figaro*
10 juillet, L'ambiguïté de la détente. La condition de l'Europe, *Le Figaro*

1975
7 mai, L'Europe est aussi en crise, *Le Figaro*
16 mai, Une certaine idée de l'Europe, *Le Figaro*

1978
9-15 décembre 1978, Naissance de l'Ecu, *L'Express*
2-9 décembre, L'Europe, interdite ou impuissante, *L'Express*
16-22 décembre, L'Alliance gaullo-communiste, *L'Express*

1979
24 février-2 mars, La vie en rose, *L'Express*
10-16 mars, Le populisme chiraquien, *L'Express*
7-13 avril, Sauver ou saboteur ?, *L'Express*
21-27 avril, RFA, la tentation de l'Est, *L'Express*
5 juin, L'Europe sans illusions, *Le Midi libre*
9-15 juin, Notre sort se joue ailleurs, *L'Express*
15-21 septembre, L'Europe survivra-t-elle à 1984 ?, *L'Express*
6 octobre, Brejnev et la défense de l'Europe, *Les Dernières Nouvelles d'Alsace*
15-21 décembre, Le courage de se défendre, *L'Express*

1980
12-18 janvier, Le coup de Kaboul, *L'Express*
2-8 février, L'inacceptable, *L'Express*
9-15 février, Equivoques giscardiennes, *L'Express*
1-7 mars, Comprendre les soviétiques, *L'Express*
12 mars, L'ambiguïté de la diplomatie européenne, *Le Midi libre*
22-28 mars, Diplomatie franco-allemande, *L'Express*
19-25 avril, L'heure de vérité, *L'Express*
3-9 mai, Résister, *L'Express*,
10-16 mai, Gaullisme ou neutralisme, *L'Express*
14-20 juin, Détente divisible ou indivisible, *L'Express*

28 juin-4 juillet, Isolationnisme et finlandisation, *L'Express*
12-18 juillet, L'Allemagne de Schmidt, *L'Express*
13-19 septembre, Mystique de la détente, *L'Express*
4-10 octobre, Fragilité de l'Occident, *L'Express*
6 décembre, Les Européens en quête d'une diplomatie, Dernières nouvelles d'Alsace

1981
17-23 janvier, Après la détente, *L'Express*
1er novembre, Le pacifisme européen, *Le Midi Libre*
27 novembre-3 décembre, Puissance de l'illusion, *L'Express*
24-31 décembre, « Les pièges de la détente », *L'Express*

1982
8-14 janvier, Sortir de Yalta, *L'Express*
29 janvier - 4 février, Normalisation commerciale, *L'Express*
2-8 avril, Dialectique nucléaire, *L'Express*
4 avril, Après vingt-cinq ans, *Le Midi libre*
4-10 juin, Détente ou apaisement, *L'Express*
30 juillet-5 août, Les Européens face à Reagan, *L'Express*
10-16 septembre, Le gaz de la discorde, *L'Express*
12-18 novembre, Défense européenne, *L'Express*
3-9 décembre, Stratégie nucléaire et morale, *L'Express*
24-30 décembre, Perspectives, *L'Express*

1983
10-16 juin, Alliance: Les paradoxes de la longévité, *L'Express*
7-13 octobre, Pershing: le test du courage européen, *L'Express*
24-30 juin 1983, Imposture du pacifisme, *L'Express*

SOURCES AUDIOVISUELLES

Entretien, Un certain regard, 7 décembre 1969, Antenne 2, durée : 8,48 minutes, disponible en ligne : http://www.ina.fr/economie-et-societe/vie-sociale/video/I00019259/raymond-aron-sur-la-crise-de-civilisation.fr.html

Interview, à l'Office national de radiodiffusion télévision française, 13 décembre 1974, disponible en ligne : http://www.ina.fr/video/I00019276/raymond-aron-sur-la-violence-dans-nos-societes-industrielles-video.html

Entretien sur son livre *Plaidoyer pour l'Europe décadente*, Midi première, 10 mars 1977, durée : 07min40s, disponible en ligne : http ://www.ina.fr/art-et-culture/litterature/video/I00018150/itw-raymond-aron-sur-son-livre-plaidoyer-pour-l-europe-decadente.fr.html

Entretien sur les faiblesses de l'Europe occidentale, 09 octobre 1978 Antenne 2, disponible sur : http://www.ina.fr/video/I00018553

Entretien, « L'homme en question », France 3, 30 octobre 1977, disponible sur : http://www.ina.fr/art-et-culture/litterature/video/I00019225/raymond-aron-l-experience-en-allemagne-pendant-la-montee-du-nazisme.fr.html

Invité d'*Apostrophes*, « Le vingtième siècle de Raymond Aron », à l'occasion de la sortie de ses *Mémoires*, 23 septembre 1983, 01h17min03s, disponible sur : http://www.ina.fr/art-et-culture/litterature/video/CPB83057900/le-vingtieme-siecle-de-raymond-aron.fr.html

BIBLIOGRAPHIE

La société des amis de Raymond Aron établit un recensement annuel des publications sur et de Raymond Aron, les travaux, colloques et manifestations. Toutes les recensions sont en ligne depuis juin 1985 et, dernière en date, jusqu'à septembre 2015[1].

La bibliographie est également présentée par type de documents sous ordre chronologique. Le travail proposé par Elisabeth Dutartre-Michaut est extrêmement précieux. Il réunit quatre fichiers PDF distincts[2] : ouvrages sur Raymond Aron, conférences et colloques, articles, travaux académiques.

Le lecteur l'aura compris, la bibliographie (comme les sources) est considérable. Nous indiquons ici uniquement le corpus strictement nécessaire à ce doctorat. La première partie est dédiée à des travaux d'ordre général sur l'histoire des intellectuels et l'histoire de l'Europe. Une partie distincte concerne bien sûr Raymond Aron comme objet d'études. Cette bibliographie est complétée par une présentation de travaux selon deux orientations : civilisation, modernité, crise et décadence d'un côté, réflexions sur le politique et le monde de l'autre.

Ce découpage est artificiel. Certains articles ou ouvrages pourraient être classés dans différentes parties. Il peut cependant faciliter la recherche d'un lecteur qui souhaite des références sur un thème dédié.

Nous indiquons l'url de consultation quand cela est possible. Notons à ce propos la richesse de la bibliothèque des « classiques des sciences sociales » hébergée par l'université du Québec à Chicoutimi (UQAC). Une équipe de bénévoles numérise et met en ligne des ouvrages de nombreux auteurs en sciences sociales[3]. Ce fut une précieuse aide.

1 Les ouvrages « de » Raymond Aron ont été mentionnés dans les pages relatives aux « Sources ». Dans la Bibliographie, nous retenons les ouvrages « sur » Raymond Aron. Pour les recensions, voir : http://raymond-aron.ehess.fr/index.php?38

2 http://raymond-aron.ehess.fr/index.php?175

3 http://classiques.uqac.ca/classiques/

I. HISTOIRE DES INTELLECTUELS ET HISTOIRE DE L'EUROPE

Les intellectuels

Fournier Emmanuel, « L'engagement des intellectuels au XX^{e} siècle », *Sciences humaines*, n° 128, juin 2002, p. 16-22.

Hazareesingh Sudhir, *Ce pays qui aime les idées : histoire d'une passion française*, Paris, Flammarion, 2015, 480 p.

Judt Tony, *La responsabilité des intellectuels, Blum, Camus, Aron*, Paris, Calmann-Lévy, 2001.

Julliard Jacques, Winock Michel, *Dictionnaire des intellectuels français : Les personnes, les lieux, les moments*, Paris, Le Seuil, 2009.

Ory Pascal, Sirinelli Jean-François, *Les intellectuels en France de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Collin, 1986, 264 p., nouvelle édition, Perrin, coll. Tempus, 2004.

Rieffel Rémy, *Les intellectuels sous la Ve République*, tome 3, Paris, Pluriel, 1995.

Sirinelli Jean-François, *Génération intellectuelle. Khâgneux et normaliens dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Fayard, 1988, 721 p., réédition « Quadrige », PUF, 1994.

Sirinelli Jean-François, *Intellectuels et passions françaises. Manifestes et pétitions au XX^{e} siècle*, Paris, Fayard, 1990, 365 p., réédition : Gallimard, coll. "Folio", 1996.

Winock Michel, *Le siècle des intellectuels*, Paris, Seuil, 1997, 695 p., p. 586.

L'Europe

Badel Laurence, Bussière Eric, Ortoli François-Xavier, *L'Europe, quel numéro de téléphone ?*, Paris, Descartes et Cie, 2011, 253 p.

Balibar Etienne, « Un nouvel élan, mais pour quelle Europe ? » *Le Monde diplomatique*, mars 2014, pp. 16-17, disponible en ligne :
http://www.monde-diplomatique.fr/2014/03/BALIBAR/50208

Balibar Etienne, *L'Europe, crise et fin ?*, Paris, Le Bord de l'eau Editions, mars 2016, 326 p.

Barnavi Eli, *L'Europe frigide*, Bruxelles, André Versaille éditeur, 2008, 161 p.

Barnavi Eli, Pomian Krzysztof, *La révolution européenne*, Paris, Perrin, 2008, 274 p.

Bitsch Marie-Thérèse, *Histoire de la construction européenne de 1945 à nos jours*, Bruxelles, Complexe, 1996, 336 p.

Bitsch Marie-Thérèse, dir., *Le couple franco-allemand et les institutions européennes*, Bruxelles, Bruylant, 2001, 612 p.

Borne Dominique, « Comment l'enseigner ? », *Vingtième Siècle, Revue d'histoire,* 2011, vol. 71, numéro 1, pp. 105-112.

Bossuat Gérard, *Les Fondateurs de l'Europe unie*, Paris, Belin, 2001, 286 p.

Bossuat Gérard, Gerbet Pierre, Grosbois Thierry, *Dictionnaire historique de l'Europe unie*, André Versaille éditeur, Bruxelles, 2009, 1200 p.

Bossuat Gérard, Bussière Eric, Frank Robert, Loth Wilfried, Varsori Antonio (sous la direction de), *L'expérience européenne, 50 ans de construction de l'Europe, 1957-2007, des historiens en dialogue*, Actes du colloque international de Rome 2007, Bruylant, LGDJ ; Nomos Verlag, 2010.

Brinton Crane, *Visite aux européens,* suivi d'un dialogue entre Raymond Aron et l'auteur *;* Paris, Calmann-Lévy, 1955, 213 p.

Bruneteau Bernard, *Histoire de l'unification européenne*, Paris, Armand Colin, coll. « Prépas histoire », 1996, 235 p.

Bussière Eric, Dumoulin Michel, Schirmann Sylvain (sous la direction de), *Europe organisée, Europe du Libre-échange, Fin XIX^e siècle - Années 1960,* Actes du colloque de Metz, 22-23 mai 2003, Bruxelles, Peter Lang, 2006, 257 p.

Bussière Eric, Dumoulin Michel, Schirmann Sylvain, (sous la direction de), *Milieux économiques et intégration européenne au XX^e siècle : La crise des années 1970*, Bruxelles, Peter Lang, 2007, 318 p.

Collectif, « L'Europe a-t-elle encore un avenir ? », *Alternatives économiques*, hors-série n°95, décembre 2012.

Corm Georges, *L'Europe et le mythe de l'occident*, Paris, La découverte, 2009, 320 p.

Du Réau Elisabeth, *L'idée d'Europe au XX^e siècle*, Bruxelles, Complexe, 2001, 371 p.

Du Réau Élisabeth, Frank Robert (sous la direction de), *Dynamiques européennes, Nouvel espace, Nouveaux acteurs, 1969-1981*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002, 318 p.

Europa, Supplément « Europa » par 6 journaux européens : *El Pais, The Guardian, Gazeta, La Stampa, Süddeutsche Zeitung, Le Monde*, 26 janvier 2012.

Europe's World, Automne 2007, 7, Edition française publiée avec la fondation Robert Schuman, disponible en ligne :
http://www.europesworld.org/portals/0/PDF_version/EW7_FINAL_FR.pdf

Fleury Antoine, Jilek Lubor, *Le Plan d'Union fédérale européenne. Perspectives nationales et transnationales avec documents*. Berne, Peter Lang, 1998, actes du colloque de Genève, septembre 1991.

Fleury Antoine, Frank Robert (sous la direction de), *Le rôle des guerres dans la mémoire des Européens : leur effet sur la conscience d'être européen*, Berne, Peter Lang, coll. « Euroclio », 1997, 186 p.

Frank Robert, *Turbulente Europe et nouveaux mondes 1914-1941*, en collaboration avec René Girault, Paris, Masson, 1988, 279 p., réédition en 1998, puis réédition en livre de poche, Petite Bibliothèque Payot, 2004.

Frank Robert, « Les contretemps de l'aventure européenne », Vingtième siècle, octobre-décembre 1998, n°60, pp. 82-101.

Frank Robert, « Une histoire problématique, une histoire du temps présent », *Vingtième siècle*, Année 2001, Volume 71, numéro 1, pp. 79-90.

Frank Robert (sous la direction de), *Les identités européennes au XX^{e} siècle, Diversités, convergences et solidarités*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2004, 208 p.

Gauchet Marcel, « Le problème européen », *Le Débat* 2004/2 (n° 129), pp. 50-66.

Gauchet Marcel, René Rémond, « Comment l'Europe divise la France. Un échange », *Le Débat*, 2005/4 (n° 136), pp. 4-19, disponible en ligne : http://www.cairn.info/revue-le-debat-2005-4-page-4.htm

Gerbet Pierre, *La Construction de l'Europe*, Paris, Armand Colin, 2007, 4^{e} édition, 580 p.

Girault René, Bossuat Gérard (sous la direction de), E*urope brisée, Europe retrouvée. Nouvelles réflexions sur l'unité européenne au XX^{e} siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1994, 431p.

Guieu Jean-Michel, Le Dréau Christophe, Raflik Jenny, Warlouzet Laurent, *Penser et construire l'Europe au XXe siècle*, Paris, Belin, coll. « Belin Sup. Histoire », 2007.

Hassner Pierre, « Un monde sans Europe ? », *Commentaire*, n°134, été 2011.

Hobsbawm Eric, « L'Europe : mythe, histoire, réalité », *Le Monde*, 25 septembre 2008.

Horne John, « Une histoire à repenser », *Vingtième Siècle, Revue d'histoire,* 2001, vol. 71, numéro 1, pp. 67-72.

Kaelble Hartmut, « Vers une histoire sociale et culturelle de l'Europe pendant les années de « l'après-prospérité » », *Vingtième Siècle, Revue d'histoire,* 2004, vol. 84, octobre-décembre 2004, pp. 169-179.

Le Goff Jacques, *L'Europe est-elle née au Moyen*-Age, Paris, Seuil, 2003, 352 p.

Mabille Philippe, « La guerre des empires : Europe vs Etats-Unis », *La Tribune*, 3 juin 2011, éditorial.

Manent Pierre, interview, revue *Le Spectacle du monde*, décembre 2010, disponible en ligne :
http://www.lespectacledumonde.fr/index.php?option=com_content&view=article&id=389:cdc573&catid=36:coupdecoeur&Itemid=66

Mélandri Pierre, *Les États-Unis face à l'unification de l'Europe : 1945-1954*, Paris, Pédone, 1980, 534 p.

Reveillard Christophe, *Les premières tentatives de construction d'une Europe fédérale : des projets de la résistance au traité de CED, 1940-1954*, Paris, Guibert, 2001, 421p.

Rioux Jean-Pierre, « Pour une histoire de l'Europe sans adjectif », *Vingtième Siècle, Revue d'histoire,* 1996, vol. 50, numéro 1, pp. 101-110.

Roussel Eric, *Jean Monnet*, Paris, Fayard, 1995, 1004 p.

Roussellier Nicolas, « Pour une écriture européenne de l'histoire de l'Europe », *Vingtième Siècle, Revue d'histoire,* 1993, vol. 38, numéro 1, pp. 74-89.

Rousso Henry, entretien dans *Sciences humaines*, janvier 2013, n°244, p. 38.

Schirmann Sylvain, *Quel ordre européen ? De Versailles à la chute du III° Reich (1919-1945)*, Paris, Armand Colin, 2006, 335 p.

Schirmann Sylvain (sous la direction de), *Penser et construire l'Europe (1919 – 1992). Etats et opinions nationales face à la construction européenne*, Paris, Editions SEDES, 2007.

Schirmann Sylvain (sous la direction de), *Robert Schuman et les pères de l'Europe. Cultures politiques et années de formation*, Bruxelles, Peter Lang, Publications de la Maison de Robert Schuman, 2008.

Schirmann Sylvain (sous la direction de), *Quelles architectures pour quelle Europe ? Des projets d'une Europe unie à l'Union européenne (1945-1992)*, Bruxelles, Peter Lang, Publications de la Maison de Robert Schuman, 2011.

Sweig Stefan, *Appels aux européens*, deux conférences inédites en français, Paris, 2014, Omnia poche, 143 p., Poche

Vayssière Bertrand, *Vers une Europe fédérale ? Les espoirs et les actions fédéralistes au sortir de la Seconde Guerre mondiale*, Berne, Peter Lang, 2006, 416 p.

Veca Salvatore, « Une certaine idée de l'identité européenne », *Libération*, 07 janvier 2009, disponible en ligne http://www.liberation.fr/monde/0101310022-une-certaine-idee-de-l-identite-europeenne

Védrine Hubert, « Stabiliser la construction européenne », *Le Débat*, 2006/3 (n° 140), pp. 41-44, disponible en ligne http://www.cairn.info/revue-le-debat-2006-3-page-41.htm

Les intellectuels et l'Europe

Bachoud Andrée, Cuesta Josefina, Trebitsch Michel, *Les Intellectuels et l'Europe de 1945 à nos jours*, Paris, Université Diderot, 2000, 296 p.

Châton Gwendal, « Un souverainisme libéral ? Pierre Manent, philosophe critique de l'Europe », *L'Europe et ses opposants, Vingt ans d'engagement souverainiste et alter-européen en France (1992-2012)*, Journées d'études Histoire – Science Politique, 31 mai-1er juin 2012, disponible en ligne : http://www.academia.edu/4769199/Un_souverainisme_lib%C3%A9ral_Pierre_Manent_philosophe_critique_de_lEurope

Chimot Franck, « Jean-Baptiste Duroselle ou combats pour l'Europe », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n° 5, été 1998.

Frank Robert, « Éditorial : les intellectuels et l'Europe », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n° 5, été 1998.

Lacroix Justine, *La pensée française à l'épreuve de l'Europe*, Paris, Grasset, 2008, 140 p.

Lerondeau Matthieu, « Identité et conscience européennes de la revue *Commentaire*, 1978-1992 », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, université de Paris I, n° 5, été 1998, pp. 83-97.

Mézières Raïssa, « *Documents*, revue des questions allemandes et l'idée européenne », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n° 5, été 1998.

Mézières Raïssa, « Stefan Zweig, un intellectuel juif devant l'idée d'Europe », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n° 9, 2000.

Mézières Raïssa, « Les intellectuels français et l'idée d'Europe », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, automne 2010, n°32, pp. 177-186,

Morin Edgar, Mauto Ceruti, *Notre Europe, décomposition ou métamorphose*, Paris, Fayard, 2014.

Pincas Eric, « Edgar Morin, penseur de l'Europe », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n° 5, été 1998.

II. RAYMOND ARON : OBJET D'ÉTUDES

Ouvrages

Audier Serge, *Raymond Aron, La démocratie conflictuelle*, Paris, Michalon, « Le bien commun », 2004, 124 p.

Bachelier Christian, *Raymond Aron*, Paris, Cultures France Editions, collection « Auteurs », 2006, 91 p.

Baverez Nicolas, *Raymond Aron*, Lyon, La Manufacture, « Qui suis-je? », 1986, 253 p.

Baverez Nicolas, *Raymond Aron. Un moraliste au temps des idéologies*, Paris, Flammarion, 1993, 542 p., Réédition Paris, Flammarion, « Champs », 1995.

Boyer Alain (sous la direction de), *Raymond Aron, la philosophie de l'histoire et les sciences humaines*, Paris, Rue d'Ulm, 1999.

Cahiers de philosophie politique et juridique, *La politique historique de Raymond Aron*, Caen, Centre de philosophie politique et juridique de l'Université de Caen, n° 15, 1989.

Collectif, « Raymond Aron 1905-1983 : Histoire et politique », *Commentaire*, n° 28-29, 1985, 540 p.

Collectif*, Raymond Aron, la philosophie de l'histoire et les sciences sociales*, Alain Boyer, Georges Canguilhem, François Furet et Jean Gatty. Textes édités par Jean-Claude Chamboredon, Paris, Presses de l'École Normale Supérieure, 1999, 96 p.

Collectif, *Raymond Aron et la liberté politique,* Actes du colloque international organisé par la Fondation Joseph Karolyi et l'université de Sciences économiques et d'Administration publique de Budapest, 6 et 7 octobre 2000, Paris, Editions de Fallois, 2002, 276 p.

Collectif, *Raymond Aron et la démocratie au XXI^e siècle*, Actes du colloque international, Paris, 11-12 mars 2005, Paris, Editions de Fallois, 2007, 265 p.

Collectif, *Raymond Aron, philosophe dans l'histoire*, sous la direction de Serge Audier, Marc Olivier Baruch, Perrine Simon-Nahum, Paris, Editions de Fallois, 2008, 234 p

Collectif, *The Companion to Raymond Aron,* edited by José Colen and Elisabeth Dutartre-Michaut, New York, London, Palgrave Macmillan, September 2015.

De Ligio Giulio, *La tristezza del pensatore politico. Raymond Aron e il primato del politico*, Bononia University Press, Bologna 2007.

Launay Stephen, *La pensée politique de Raymond Aron*, Paris, PUF, 1995, 243 p.

Mahoney Daniel J, *Le libéralisme de Raymond Aron*, Paris, Fallois, 1998

Malis Christian, *Raymond Aron et le débat stratégique français 1930-1966*, Paris, Economica, coll. « Bibliothèque stratégique », 2005, issu d'une thèse du même titre soutenue en 200 sous la direction de Georges-Henri Soutou.

Mesure Sylvie, *Raymond Aron et la raison historique*, Paris, Vrin, 1984, 124 p.

Oppermann Matthias, *Raymond Aron und Deutschland. Die Verteidigung der Freiheit und das Problem des Totalitarismus*, Ostfildern, Thorbecke Verlag, 2008

Sirinelli Jean-François, *Deux intellectuels dans le siècle, Sartre et Aron*, Paris, Fayard, 1995, 396 p. Edition consultée : Hachette Littérature, collection Pluriel, 1999.

Articles

« Aron le réaliste », dossier « Les archives du Monde », *Le Monde 2*, supplément au Monde du 18 juin 2005, p. 69-79.

Baverez Nicolas, « Le Siècle de Raymond Aron », *Le Magazine littéraire*, hors série, 1996, p. 80-83.

Blain Jean, « Aron, philosophe de l'histoire », Lire, numéro du 1er avril 2005

Bock-Côté Mathieu, « Raymond Aron notre contemporain », *Argument*, 2013, Disponible en ligne : http://www.revueargument.ca/article/2013-10-17/589-raymond-aron-notre-contemporain.html

Boyer Alain, « Le désir de réalité, Remarques sur la pensée aronienne de l'histoire », Raymond Aron, la philosophie de l'histoire et les sciences sociales, Alain Boyer,

Georges Canguilhem, François Furet et Jean Gatty, Textes édités par Jean-Claude Chamboredon, Paris, Presses de l'École Normale Supérieure, 1999, 96 p., pp 39-57.

Brice Benjamin « L'avenir de la guerre dans le monde du commerce : Raymond Aron face aux philosophies pessimiste et optimiste de l'histoire » *Études internationales*, vol. 43, n° 3, 2012, p. 421-438. Disponible en ligne : http://id.erudit.org/iderudit/1012813ar

Campi Alessandro, « Raymond Aron et la tradition du réalisme politique », *Raymond Aron et la liberté politique,* Actes du colloque international organisé par la Fondation Joseph Karolyi et l'université de Sciences économiques et d'Administration publique de Budapest, 6 et 7 octobre 2000, Paris, Editions de Fallois, 2002, 276 p., p. 246-248.

Canguilhem Georges, « Raymond Aron et la philosophie de l'histoire, de Hegel à Weber », hommage à Raymond Aron, Ecole normale supérieur, 1989, reproduit dans *Max Weber*, numéro 7.

Casanova Jean-Claude, Hassner Pierre, « Aron, un professeur d'hygiène intellectuelle », *Les Echos*, 11-12 mars 2005.

Chanlat Jean-François, « Raymond Aron l'itinéraire d'un sociologue libéral », *Sociologie et sociétés*, vol. 14, n° 2, 1982, p. 119-133, disponible en ligne : http://www.erudit.org/revue/socsoc/1982/v14/n2/001130ar.html?vue=resume

Châton Gwendal, « Aron, Raymond », in V. Bourdeau et R. Merrill (dir.), *DicoPo*, 2007, Dictionnaire de théorie politique en ligne, http://www.dicopo.fr/spip.php ?article59

Châton Gwendal, « Pour un « machiavélisme postkantien », Raymond Aron, théoricien réaliste hétérodoxe », *Revue Études internationales*, volume XLIII, n°3, septembre 2012, disponible en ligne :
http://www.academia.edu/4768974/Pour_un_machiav%C3%A9lisme_postkantien_._Raymond_Aron_th%C3%A9oricien_r%C3%A9aliste_h%C3%A9t%C3%A9rodoxe

Châton Gwendal, « De l'optimisme au pessimisme ? Réflexions sur l'évolution tardive du libéralisme de Raymond Aron », dans Serge Audier, Marc-Olivier Baruch, Perrine Simon-Nahum (dir.), *Raymond Aron, la philosophie et l'histoire. Armer la sagesse*, Paris, Editions de Fallois, 2008. Disponible en ligne :
http://www.academia.edu/4769143/De_loptimisme_au_pessimisme_R%C3%A9flexions_sur_l%C3%A9volution_tardive_du_lib%C3%A9ralisme_de_R._Aron

Collectif, « Raymond Aron, l'autre libéralisme », *Marianne*, 29 mai-4 juin 2015, avec des interventions de Nicolas Baverez, Dany-Robert Dufour, Gérard Noiriel, Philippe Raynaud, Perrine Simon-Nahum, Dominique Schnapper, Alain Supiot.

Contrepoints, dossier « Raymond Aron, 30 ans déjà », octobre 2013.

De Ligio Giulio, « La vertu politique : Aron, penseur de l'ami et de l'ennemi », *Études internationales*, vol. 43, n° 3, 2012, p. 405-420, disponible en ligne : http://www.erudit.org/revue/ei/2012/v43/n3/1012807ar.pdf

Draus Franciszek, « Raymond Aron et la politique », *Revue française de science politique*, 34e année, n°6, 1984. pp. 1198-1210.

Etudes internationales, « Raymond Aron et les relations internationales. 50 ans après Paix et guerre entre les nations », sous la direction de Jean-Vincent Holeindre, n°3, volume XLIII, septembre 2012. Sommaire en ligne : http://www.revue-etudesinternationales.ulaval.ca/numero/raymond-aron-et-les-relations-internationales-50-ans-apres-paix-et-guerre-entre-les-nations-sous-la-direction-de-jean-vincent-holeindre

Goguel François, « L'enchaînement belliqueux du XX^e siècle vu par Raymond Aron », *Revue française de science politique*, 1re année, n°4, 1951, pp. 548-557, disponible en ligne : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp_0035-2950_1951_num_1_4_392102

Grosser Alfred. *« « Espoir et peur du siècle » : la passion de l'explication sans passion »,Revue française de science politique*, 7e année, n°3, 1957, pp. 668-675, disponible en ligne : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp_0035-2950_1957_num_7_3_392434

Hassner Pierre, « Compte rendu de *Dimensions de la conscience historique* de Raymond Aron », In: *Revue française de science politique*, 13e année, n°1, 1963. pp. 197-201, disponible en ligne : www.persee.fr/doc/rfsp_0035-2950_1963_num_13_1_392709_t1_0197_0000_002

Hassner Pierre, « Compte rendu de *Machiavel et les tyrannies modernes* de Raymond Aron » *Revue française de science politique*, 44e année, n°1, 1994. pp. 144-14, disponible en ligne : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp_0035-2950_1994_num_44_1_394819

Hoffmann Stanley, « Raymond Aron et la théorie des relations internationales », *Politique étrangère* N°4, 1983, 48e année pp. 841-857, disponible en ligne : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/polit_0032-342x_1983_num_48_4_5707

Hoffmann Stanley, **«** Raymond Aron **»**, *The New York Review of Book*, 8 décembre 1983, disponible en ligne : http://www.nybooks.com/articles/1983/12/08/raymond-aron-19051983/

« La France perd son prof », *Libération*, 18 octobre 1983.

Laignel-Lavastine Alexandra, « Raymond Aron, la rigueur et l'humilité », *Le Monde des livres*, 25 mars 2005.

Lefort Claude, « Lectures de la guerre : le Clausewitz de Raymond Aron », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*. 32e année, n°6, 1977, pp. 1268-1279.

Lévi-Strauss Claude, « Le dernier des sages », *L'Express*, 21-27 octobre 1983.

Lévi-Strauss Claude, « Aron ? Il possédait tout ce qui me manquait » (propos recueillis par Jean-Paul Enthoven), *Le Nouvel Observateur*, 21-27 octobre 1983.

Mahoney Daniel J, « Aron, le totalitarisme et la fin de l'histoire », *Raymond Aron et la démocratie au XXe siècle*, Actes du colloque international, Paris, 11-12 mars 2005, Paris, Editions de Fallois, 2007, 265 p., pp. 33-35.

Mahoney Daniel J., « Aron et Thucydide », *Commentaire*, n°132, hiver 2010-2011, pp. 911-920.

Paugam Serge, « Introduction à Raymond Aron », Raymond Aron, *Les sociétés modernes*, Paris, PUF, 2006.

Paugam Serge, « Relectures de Raymond Aron. Les Désillusions du progrès », *Sociologie*, 2012, vol. 3, n° 4, pp. 413-420.

Prévost Jean-Guy, « Compte rendu de *Machiavel et les tyrannies modernes* de Raymond Aron », *Politique et Sociétés*, Volume 16, numéro 3, 1997, p. 153-155.

Raynaud Philippe, « Qu'est-ce que le libéralisme ? », *Commentaire*, n° 118, 2007, p. 325-335.

Raynaud Philippe, « Raymond Aron lecteur de Carl Schmitt », *Commentaire*, n°148, Hiver 2014-2015, pp. 813-818

Rovan Joseph, « Raymond Aron et l'Allemagne », *Commentaire*, n°28-29, Paris, Julliard, 1985, 540 p.

Sirinelli Jean-François, « Raymond Aron avant Raymond Aron (1923-1933) », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 2, avril 1984, p. 15-30.

Sirinelli Jean-François « Un intellectuel libéral en guerre froide : Raymond Aron », in *Mélanges de l'Ecole française de Rome*, t.114, 2002.

Soutou Georges-Henri, « Relire *Paix et guerre entre les nations* de Raymond Aron cinquante ans après (1962-2012) : le point de vue de l'historien », *Bulletin de l'Académie des sciences morales et politiques*, n° 5, mars-août 2013, p. 70-85.

Vernant Jacques, « Compte rendu de *Espoir et peur du siècle. Essais non partisans* de Raymond Aron », P*olitique étrangère*, 1957, vol. 22, n° 2, pp. 214-216, disponible en ligne :
http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/polit_0032-342x_1957_num_22_2_2497_t1_0214_0000_2

Winock Michel, « Au temps de la guerre froide : Raymond Aron et le schisme idéologique », *Commentaire*, vol. 14, n° 56, hiver 1991/1992, p. 741-748.

Colloques, thèses et mémoires universitaires

Brice Benjamin, « L'inédit et le constant : Raymond Aron, penseur du changement international », Congrès AFSP (Association française de Science politique) Strasbourg 2011, disponible en ligne : http://www.afsp.info/congres2011/sectionsthematiques/st2/st2brice.pdf

Châton Gwendal, *La liberté retrouvée. Une histoire du libéralisme politique en France à travers les revues aroniennes « Contrepoint » et « Commentaire »*, thèse pour le doctorat en science politique, Université Rennes 1, 2 volumes, 2006.

Chimot Franck, *Raymond Aron et les Etats-Unis à l'époque de la guerre froide (1945-1955): puissance impériale et pouvoir politique*, Mémoire de maîtrise d'histoire des relations internationales sous la direction de Robert Frank, Paris I, Institut Pierre Renouvin, 1996, 167 p.

Hannon Valérie, *Raymond Aron et le Figaro*, Mémoire de DEA d'histoire contemporaine sous la direction de Jean-François Sirinelli, Lille III, 1988, 190 p.

Holeindre Jean-Vincent (dir.), *Raymond Aron et les relations internationales. 50 ans après* Paix et guerre entre les nations, *Etudes internationales* (Université Laval, Québec), vol. 43, n° 3, septembre 2012, p. 319-457. (Actes de la journée d'études, Paris, EHESS, 4 juin 2010).

Lan Li, *Raymond Aron : de la philosophie critique de l'histoire à l'analyse politique*, Ecole normale supérieure de Lyon-Université de Lyon, East China Normal University, thèse de doctorat en philosophie, sous la co-direction de Pierre François Moreau et

Zhenhua Yu, 8 décembre 2012, disponible en ligne : http://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00787035

Lapparent Olivier de, *Raymond Aron et l'Allemagne : la découverte de l'histoire, de la politique et de l'Europe*, Colloque France-Allemagne au XX^{e} siècle : la production académique de savoir sur l'autre. 2. Les spécialistes universitaires de l'Allemagne et de la France au XXe siècle, Metz, 23-25 novembre 2011.

Manent Pierre, « Aron et l'histoire », dans *Raymond Aron, philosophe dans l'histoire*, sous la direction de Serge Audier, Marc Olivier Baruch, Perrine Simon-Nahum, Paris, Editions de Fallois, 2008, 234 p, pp 127-132.

Marcotte Chénard Sophie, « La poursuite du sens commun : La science politique pratique selon Aron et Manent », Cahiers de l'AMEP, n°1, volet 1, 2014, p. 111-122, disponible en ligne : http://etudespolitiques.org/wp/cahiers/n-1/poursuite-sens-commun/

Sirinelli Jean-François, « Raymond Aron : penser autrement, penser contre », in Marc Fumaroli et Antoine Compagnon (sous la direction de), *La République des Lettres dans la tourmente*, Colloque du Collège de France, novembre 2009.

Werner Eric, *La pensée politique et morale de Raymond Aron*, Mémoire présenté à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris sous la direction de Jean Touchard, 1964, 204 p.

III. RAYMOND ARON ET L'EUROPE

Ouvrages

De Ligio Giulio (sous la direction de), *Raymond Aron, penseur de l'Europe et de la nation*, Bruxelles, Bern, Berlin, Frankfurt am Main, New York, Oxford, Wien, 2012. Collection: Euroclio - volume 66, 160 p., avec les contributions suivantes : Pierre Manent : *Permanence de Raymond Aron* - Giulio De Ligio : *Présentation. La politique digne de l'Europe : l'actualité de la leçon aronienne* - Giulio De Ligio : *Nature et destin des nations : Aron et la forme politique de l'Europe* - Danny Trom : *L'État d'Israël, objet de pensée et d'expérience chez Raymond Aron* - Agnès Bayrou : *L'Europe comme corps politique ? L'analyse aronienne de la construction européenne* - Joël Mouric : *Raymond Aron, citoyen français et intellectuel européen* - Nicolas Baverez : *L'Europe à l'âge de l'histoire universelle* - Olivier de Lapparent : *La crise de la conscience européenne : L'Europe entre décadence et vitalité historique* - Matthias Oppermann *: Raymond Aron et la défense de l'Europe : Questions militaires et politiques.*

Lapparent Olivier de, *Raymond Aron et l'Europe. Itinéraire d'un Européen dans le siècle*, Peter Lang, « Convergences », 58, Bern, Berlin, Bruxelles, 2010, 167 p.

Mouric Joël, *Raymond Aron et l'Europe*, Presses Universitaires de Rennes, coll. Histoire, 2013.

Articles, colloques, thèses et mémoires universitaires

Andreani Gilles, Second Annual Raymond Aron Lecture: « In Defense of Decadent Europe », The Brookings Institution Center of The United States and Europe, disponible en ligne : http://www.brookings.edu/fp/cuse/events/aronlecture_20051116.pdf

Bayrou Agnès, « Aron et l'Europe », *Commentaire*, n°136, hiver 2011-2012, p. 930.

Caldwell Christopher, « Raymond Aron and the End of Europe », American Enterprise Institut, Bradley Lecture Series, avril 2005

Collectif : *Raymond Aron, penseur de l'Europe et de la nation*, Journée d'études organisée par la Société des Amis de Raymond Aron et le Centre d'études sociologiques et politiques Raymond Aron, Ecole des hautes études en sciences sociales, 7 juin 2011.

Frank Robert, « Raymond Aron, Edgar Morin et les autres : le combat intellectuel pour l'Europe est-il possible après 1950 ? », *Les intellectuels et l'Europe, de 1945 à nos jours*, Actes du colloque international, université de Salamanque, 16-17-18 octobre 1997, Paris, Publications universitaires Denis Diderot, 2000, 296 p., pp. 77-91.

Gordon Philip, Lecture : « In Defense of Decadent Europe », 2005, The Brookings Institution Center of The United States and Europe, Second Annual Raymond Aron Lecture disponible sur : http://www.brookings.edu/fp/cuse/events/aronlecture_20051116.pdf

Holeindre Jean-Vincent, « Raymond Aron, l'Europe et l'OTAN », colloque international *Communauté européenne, Communauté atlantique*, 23-24-25 juin 2006, Université de Cergy-Pontoise.

Kende Pierre, « L'euroscepticisme de Raymond Aron », *Raymond Aron et la liberté politique*, Actes du colloque international organisé par la Fondation Joseph Karolyi et l'université de Sciences économiques et d'Administration publique de Budapest, 6 et 7 octobre 2000, Paris, Editions de Fallois, 2002, 270 p., pp. 213-219.

Lapparent Olivier de, *Raymond Aron et l'Europe. 50 ans de réflexions européennes,* Mémoire de maîtrise d'histoire des relations internationales sous la direction de Robert Frank et Jean-Marc Delaunay, Paris I, Institut Pierre Renouvin, 1997, 178 p.

Lapparent Olivier de, « Raymond Aron et l'Europe, 50 ans de réflexions européennes », Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin, été 1998, n°5.

Lapparent Olivier de, « Raymond Aron », Dictionnaire de l'Europe unie, sous la direction de Pierre Gerbet, Gérard Bossuat et Thierry Grosbois, Bruxelles, André Versaille éditeur, 2009, 1216 p., p. 53-55

Lapparent Olivier de, « L'euroscepticisme supposé de Raymond Aron », conférence donnée dans le cadre du premier séminaire « Les concepts de l'anti (alter)-européisme » du programme de recherches junior de la MISHA (Maison Interuniversitaire des Sciences de l'Homme-Alsace), *Contre l'Europe,* Strasbourg, 2009. Vidéo de la conférence disponible en ligne : www.ena.lu/leurope_images_figures_opposition_europe_seminaire_misha_strasbourg_13_mars_2009-01-31664

Lapparent Olivier de, « L'identité européenne selon Raymond Aron : entre mythe et réalité », *Relations internationales, «* La Communauté et l'Union européenne à la recherche d'une identité depuis 1957 » (Tome 2), n°140, PUF, 2009.

Lapparent Olivier de, « L'avenir de l'Europe selon Raymond Aron : entre hantise de la décadence et promesse de la transcendance », Jean-Michel Guieu et Claire Sanderson (sous la direction de), *L'Historien et les relations internationales, autour de Robert Frank*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012, p. 257-266.

Mouric Joël, *Raymond Aron et l'Europe : la question de l'Europe dans la philosophie de l'histoire et l'engagement politique de Raymond Aron*, Mémoire de Master 2 sous la direction de Fabrice Bouthillon, université de Bretagne Occidentale, 2006, 145 p.

Mouric Joël, *Raymond Aron et l'Europe, 1926-1983 : la République des lettres et le mythe politique* , , thèse de doctorat en sciences humaines et sociales, sous la direction de Fabrice Bouthillon, université de Bretagne occidentale, décembre 2010, 2 vol. (795 p.).

Raynaud Philippe, « Raymond Aron et l'idée européenne», *Cités* 2005/4, n° 24, pp. 149-151.

Raynaud Philippe,« Europe décadente, Europe naissante, Raymond Aron éducateur », *Raymond Aron et la démocratie au XXIe siècle,* Actes du colloque international, Paris, 11-12 mars 2005, Paris, Editions de Fallois, 2007, 265 p., pp. 153-155.

Rangoni Eugenio, *Il pensiero europeistico di Raymond Aron dal 1947 al 1983*, Tesi di laurea [sous la direction de Luigi Bonanate], Università degli Studi di Torino, Facoltà di Scienze politiche, 1995, 267 p.

Reeb Sabine, *L'Europe dans la pensée de Raymond Aron 1945-1958,* Mémoire présenté à l'Institut d'Etudes Politiques de Strasbourg sous la direction de Louis Dupeux et Alexandre Kiss, 1986, 96 p.

IV. CIVILISATION, MODERNITÉ, CRISE ET DÉCADENCE

Arendt Hannah, *La crise de la culture*, Paris, Gallimard, 1972 pour la traduction française, Folio Essais pour l'édition utilisée, 380 p

Balmand Pascal, « Freund Julien, La décadence. Histoire sociologique et philosophique d'une catégorie de l'expérience humaine », *Vingtième Siècle*, 1985, vol. 8, n° 1, pp. 165-166.
Disponible en ligne : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/xxs_0294-1759_1985_num_8_1_1226_t1_0165_0000_4

Baudelaire Charles, préface des *Nouvelles histoires extraordinaires* d'Edgar Poe, disponible en ligne : http://www.tierslivre.net/litt/baudelpoenot2.html.

Castoriadis Cornelius, « Stopper la montée de l'insignifiance », *Le Monde diplomatique*, août 1998. Cet article est tiré d'un entretien accordé, en novembre 1996, à Daniel Mermet, lors de l'émission « Là-bas si j'y suis » sur France-Inter.

Charle Christophe, *Discordance des temps, une brève histoire de la modernité*, Paris, Armand Collin, 2011, 498 p.

Chaunu Pierre, *Histoire et décadence*, Paris, Perrin, 1981.

Collectif, « La notion de crise », *Communications*, n°25, 1976. Sous la direction de André Béjin et Edgar Morin. Disponible en ligne : www.persee.fr/issue/comm_0588-8018_1976_num_25_1

Collectif, « Démocratie, crise ou renouveau ? », dossier dans *Sciences Humaines*, n°204, mai 2009.

Collectif, « La crise, comment la raconter ? », *Esprit*, n° 385, juin 2012.

Collectif, « Histoire de l'Occident, déclin ou métamorphose ? », *Le Monde / La Vie*, hors-série, 2014, nouvelle édition mise à jour en mars 2016.

Dunyach Jean-François, « Histoire et décadence en France à la fin du XIXe siècle. Hippolyte Taine et Les origines de la France contemporaine », *Mil neuf cent*, N°14, 1996. pp. 115-137, disponible en ligne : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/mcm_1146-1225_1996_num_14_1_1153

Duroselle Jean-Baptiste, *La décadence, 1932-1939*, Paris, Imprimerie nationale, 1979, 569 p.

Ecole nationale de la magistrature (ENM), Séminaire de philosophie politique : « La fin de la démocratie », 27-31 janvier 2014, synthèse des débats disponible en ligne : http://www.ihej.org/wp-content/uploads/2014/06/seminaire_la_fin_de_la_democratie.pdf

Engels David, *Le déclin, la crise de l'union européenne et la chute de la république romaine, analogies historiques*, Paris, Editions du Toucan, 2013, 373 p.

Febvre Lucien, « Deux philosophies opportunistes de l'histoire ; De Spengler à Toynbee », *Revue de Métaphysique et de Morale*, XLIII, 4, 1936, pp. 573 – 602.

Frank Robert *et al.*, « Les années grises de la fin de siècle », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2004/4 n°84, pp. 75-82, disponible en ligne http://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2004-4-page-75.htm

Frank Robert, *La hantise du déclin, la France de 1914 à 2014*, Paris, Belin, 2014, 284 p., nouvelle édition revue et augmentée.

Freund Julien, *La décadence, Histoire sociologique et philosophique d'une catégorie de l'expérience humaine*, Paris, Sirey, 1984.

Garton Ash Timothy, « Decadent Europe », *The Guardian*, 9 June 2005

Gauchet Marcel et Finkielkraut Alain, « Malaise dans la démocratie. L'école, la culture, l'individualisme. Alain Finkielkraut, Marcel Gauchet : un échange », *Le Débat* 1988/4 (n° 51), pp. 130-152, disponible ligne : http://www.cairn.info/revue-le-debat-1988-4-page-130.htm

Gauchet Marcel, « De la critique à l'autocritique », *Le Débat* 3/2008 (n° 150), pp. 153-161, disponible ligne : www.cairn.info/revue-le-debat-2008-3-page-153.htm.

Gauchet Marcel, « Crise dans la démocratie », *La revue lacanienne* 2/2008 (n° 2), pp. 59-72, disponible ligne : www.cairn.info/revue-la-revue-lacanienne-2008-2-page-59.htm.

Gauchet Marcel, Manent Pierre, « Comment repenser la démocratie ? », débat entre les deux auteurs, Magazine littéraire, n°472, février 2008, disponible sur http://gauchet.blogspot.fr/2008/02/comment-repenser-la-dmocratie.html

Gauchet Marcel, Duhamel Alain « Retombées politiques de la crise. Alain Duhamel, Marcel Gauchet : un échange », *Le Débat* 2009/4 (n° 156), pp. 35-51, disponible ligne : http://www.cairn.info/revue-le-debat-2009-4-page-35.htm

Gauchet Marcel, « Le spectre qui hante l'Europe c'est la décadence », *Le Temps*, 3 juillet 2009, Repris sur son site internet : http://marcelgauchet.fr/blog/?p=393

Guénon René, *la crise du monde moderne*, Paris, Gallimard, 1946, nouvelle édition en 1973, collection Folio Essais, 201 p.

Husserl Edmund, *La crise de l'humanité européenne et la philosophie*, texte présenté par Nathalie Depraz, Paris, Hatier, coll. « Profil », 1996.

Jankélévitch Vladimir, « La décadence », *Revue de Métaphysique et de Morale*, 55e année, n°1, janvier-mars 1950, pp. 337-369.

Klein Étienne, « Les vacillements de l'idée de progrès », *Le Portique*, 7, 2001, disponible ligne : http://leportique.revues.org/245

Klein Etienne, interview dans *Les Echos*, 28 août 2013, disponible ligne : http://www.lesechos.fr/politique-societe/dossiers/les-grands-temoins-de-la-rentree-2013/0202961306460-etienne-klein-le-progres-n-est-plus-vu-comme-un-soulagement-mais-comme-un-souci-598497.php

Lacroix Alexandre, Dossier « Le déclin de l'Europe », *Philosophie magazine*, 26 août 2010, n°42, disponible en ligne : http://www.philomag.com/les-idees/le-declin-de-leurope-2531

Lesourne Jacques, « Jean-Claude Chesnais, « Le crépuscule de l'Occident : dénatalité, condition des femmes et immigration », *Politique étrangère*, 1995, vol. 60, n° 2, pp. 515-519, disponible en ligne :http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/polit_0032-342x_1995_num_60_2_4428_t1_0515_0000_1

Marrou Henri-Irénée, « Culture, civilisation, décadence », *Revue de synthèse*, décembre 1938.

Montesquieu, *Considérations sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence*, édition numérique réalisée à partir du texte de Montesquieu, Paris, Garnier-Flammarion, 1968, 188 p., disponible en ligne : http://classiques.uqac.ca/classiques/montesquieu/considerations/Considerations_romains.pdf

Morgado Miguel, « The Threat of Danger : Decadence and *Virt*ù », *Nação e* Defesa, 2005, n°111, pp 93-111, disponible en ligne : http://comum.rcaap.pt/bitstream/123456789/1233/1/NeD111_MiguelMorgado.pdf

Morin Edgar, « Pour une crisologie », *Communications*, n°25, 1976. pp. 149-163. Disponible en ligne : http://www.persee.fr/doc/comm_0588-8018_1976_num_25_1_1388

Morin Edgar, entretien dans *La tribune, acteurs de l'économie,* 11 février 2016, disponible en ligne http://acteursdeleconomie.latribune.fr/debats/grands-entretiens/2016-02-11/edgar-morin-le-temps-est-venu-de-changer-de-civilisation.html

Pomian Krzysztof, « La crise de l'avenir », *Le Débat* 1980/7 (n° 7), pp. 5-17, disponible ligne : http://www.cairn.info/revue-le-debat-1980-7-page-5.htm

Revault d'Allonnes Myriam, *La crise sans fin, essai sur l'expérience moderne du temps*, Paris, Seuil, 2012, 197 p.

Ricoeur Paul, « La crise, un phénomène spécifiquement moderne ? », *Revue de théologie et de philosophie,* 120, 1988, pp. 1-19. Le texte reproduit les grandes lignes d'une conférence donnée le 3 novembre 1986 à l'université de Neuchâtel à l'occasion d'un doctorat honoris causa en théologie, disponible en ligne : http://fondsricoeur.fr/uploads/medias/articles_pr/crise-4.pdf

Soljenitsyne Alexandre, *Le Déclin du courage*, Harvard, 8 juin 1978, extrait reproduit dans le hors-série de *Courrier International*, « L'Occident est-il fini ? », février-mars-avril 2011, p. 10. Nous avons trouvé plusieurs traductions et mises en ligne sur internet.

Spengler Oswald, *Le déclin de l'Occident, esquisse d'une morphologie de l'histoire universelle, tome 1, Forme et* Réalité, édition française consultée : Paris, Gallimard, 1948, 411 p.

Spengler Oswald, *Le déclin de l'Occident, esquisse d'une morphologie de l'histoire universelle, tome 2, Perspectives de l'histoire universelle*, édition française consultée : Paris, Gallimard, 1948, 467 p.

Thinès Georges, *L'esprit faustien selon Oswald Spengler*, Bruxelles, Académie royale de langue et de littérature françaises de Belgique, 2008, disponible en ligne : http://www.arllfb.be/ebibliotheque/communications/thines09022008.pdf

Toynbee Arnold, *L'histoire, Les grands mouvements de l'histoire à travers le temps, les civilisations, les religions*, Paris / Bruxelles, Elsevier Séquoia, 1975, 548 p., édition française de *A Study of History* (1972).

Valéry Paul, *La crise de l'esprit*, première publication en anglais, dans l'hebdomadaire londonien *Athenaeus*, avril – mai 1919, disponible en ligne : http://classiques.uqac.ca/classiques/Valery_paul/crise_de_lesprit/crise_de_lesprit.html

Volpilhac-Auger Catherine, Critique du livre *Considérations sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence* (1734), disponible en ligne : http://dictionnaire-montesquieu.ens-lyon.fr/index.php?id=196

Winock Michel, « L'éternel refrain de la décadence », *L'Histoire*, n 76, mars 1985, pp. 96-98.

V. RÉFLEXIONS SUR LE POLITIQUE, RÉFLEXIONS SUR LE MONDE

Aït Abdelmalek Ali, « Edgar Morin, sociologue et théoricien de la complexité », *Sociétés*, 4, 2004, no 8, p. 99-99, disponible en ligne : www.cairn.info/revue-societes-2004-4-page-99.htm

Serge Audier, *Le Colloque Lippmann. Aux origines du néo-libéralisme*, Latresne, Éditions Le Bord de l'Eau, 2008, 355 p.

Badiou Alain, « Le siècle », séminaire public 2000-2001 (Théâtre de la Commune - 2, rue Édouard Poisson – Aubervilliers), 21 mars 2001. Transcription de François Duvert. Le site internet précise que ces notes et transcriptions n'ont pas été revues par Alain Badiou. Elles ne l'engagent donc pas. Disponible en ligne : http://www.entretemps.asso.fr/Badiou/00-01.1.htm

Barnavi Eli, *Les religions meurtrières*, Paris, Flammarion, 2006.

Bergson Henri, *L'évolution créatrice*, 1907, édition électronique réalisée à partir de : Paris, Les Presses universitaires de France, 1959, 86*e* édition, 372 p. Collection Bibliothèque de philosophie contemporaine. Disponible en ligne : http://classiques.uqac.ca/classiques/bergson_henri/evolution_creatrice/evolution_creatrice.pdf

Breaugh Martin, « Recension de *La démocratie contre elle-même* de Marcel Gauchet », *Politique et Sociétés*, Paris, Gallimard, 2002, 385 p., vol. 21, n° 3, 2002, pp. 173-180, disponible en ligne : http://www.erudit.org/revue/ps/2002/v21/n3/000504ar.html

Castoriadis Cornelius, *La montée de l'insignifiance : les carrefours du labyrinthe IV*, Paris, Seuil, 1996 (La couleur des idées), 240 p.

Char René, *Feuillets d'Hypnos,* Paris, Gallimard, 1946.

Constant Benjamin, *De la religion considérée dans sa source, ses formes et ses développements*, 1824-1830, Paris, « Thésaurus » Actes Sud, 1999, 1133 p.

Delannoi Gil, Hintermeyer, Raynaud Philippe, Taguieff Pierre-André (dir.), *Julien Freund, la dynamique des conflits*, édition Berg International, coll. Dissonances, 2010.

Delmotte Florence, « Termes clés de la sociologie de Norbert Elias », *Vingtième Siècle*, n°106, avril-juin 2010, pp. 29-36.

Flaubert Gustave, *dictionnaire des idées reçues*, publié à titre posthume en 1913, disponible en ligne : http://www.pitbook.com/textes/pdf/idees_recues.pdf

Frank Robert, *La loi des géants, 1941-1964*, en collaboration avec René Girault et Jacques Thobie, Paris, Masson, 1993, réédition en livre de poche, Petite Bibliothèque Payot, 2005.

Frank Robert, entretien, *Libération*, 12-13 juillet 2014.

Freud Sigmund, *Le malaise dans la culture*, Paris, PUF, 2009, 92 p. (première édition en 1929).

Gauchet Marcel, « Les droits de l'homme ne sont pas une politique », *Le Débat*, 1980, 3, n° 3, pp. 3-21, disponible en ligne : http://www.cairn.info/revue-le-debat-1980-3-page-3.htm

Gauchet Marcel, « L'école à l'école d'elle-même. Contraintes et contradictions de l'individualisme démocratique », *Le Débat* 1985, 5, n° 37, pp. 55-86, disponible en ligne : http://www.cairn.info/revue-le-debat-1985-5-page-55.htm

Gauchet Marcel, « Pacification démocratique, désertion civique », *Le Débat* 1990, 3, n° 60, pp. 77-87, disponible en ligne : http://www.cairn.info/revue-le-debat-1990-3-page-77.htm

Gauchet Marcel, *La démocratie contre elle-même*, Paris, Gallimard, 2002, 385 p. Recueil d'articles publiés dans *Le Débat*, de 1980 à 2000.

Grémion Pierre, « Berlin 1950. Aux origines du Congrès pour la liberté de la culture », *Commentaire*, n° 34, été 1986, pp. 269-279.

Grémion Pierre, *Intelligence de l'anticommunisme. Le Congrès pour la liberté de la culture à Paris*, 1950-1975, Paris, Fayard, 1995. 645 p.

Guieu Jean-Michel, Sanderson Claire (sous la direction de) avec la collaboration de Maryvonne Le Puloch, *L'historien des relations internationales. Autour de Robert Frank*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012.

Halevy Elie, *L'ère des tyrannies*, Paris : Gallimard, 1938.

Hartog François, *Régimes d'historicité. Présentisme et expérience du temps*, Paris, Seuil, 2003.

Hassner Pierre, « Note bibliographique sur *L'Histoire et ses interprétations. Entretiens autour de Arnold Toynbee* sous la direction de Raymond Aron », *Revue française de science politique*, 12e année, n°1, 1962, p. 189, disponible en ligne :

www.persee.fr/doc/rfsp_0035-2950_1962_num_12_1_403369_t1_0189_0000_000

Hassner Pierre, entretien, *Sciences humaines*, numéro spécial, janvier 2015, n°266, p. 7.

Héritier Françoise, entretien, *Le Monde des livres*, 13 février 2012.

Hourmant Louis, Louveau Frédéric, « L'attente de l'an 2000 : de la sécularisation du passage à son évidemment », *Quaderni*, n°42, automne 2000. pp. 131-145, disponible en ligne : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/quad_0987-1381_2000_num_42_1_1462

Kant Emmanuel, La religion dans les limites de la raison, 1794, traduction de André Tremesaygues, Paris Editions Félix Alcan, 1913, 254 p. disponible en ligne : http://classiques.uqac.ca/classiques/kant_emmanuel/religion_limites_raison/kant_religion.pdf

Lacroix Justine, Pranchère Jean-Yves, *Le Procès des droits de l'homme, Généalogie du scepticisme démocratique*, Paris, Seuil, La couleur des idées, 2016, 352 p.

Le Bon Gustave, *Psychologie des foules*, Paris Édition Félix Alcan, 1895, 9e édition, 1905, 192 pp, disponible en ligne : classiques.uqac.ca/classiques/le_bon_gustave/psychologie_des_foules_Alcan/foules_alcan.html

Lefort Claude, entretien, *Philosophie magazine*, n°29, mai 2009, disponible en ligne : http://www.philomag.com/article,entretien,la-democratie-est-le-seul-regime-qui-assume-la-division,916.php

Machiavel Nicolas, *Le Prince* dans *Le Prince et autres textes*, publié en 1515. Edition numérisée à partir de l'édition : Paris, Union générale d'Éditions, 1962, 190 p., disponible en ligne : http://classiques.uqac.ca/classiques/machiavel_nicolas/le_prince/le_prince.pdf

Mahoney Daniel J., *The Conservative Foundations of the Liberal Order: Defending Democracy against Its Modern Enemies and Immoderate Friends*, Intercollegiate Studies Institute, 2011, 208 p.

Malraux André, *Adresse aux intellectuels*, discours prononcé le 5 mars 1948, salle Pleyel, Paris. Incorporé comme postface aux *Conquérants* par Malraux, vingt après la parution en 1928. Edition utilisée : *Les conquérants*, Paris, Grasset, Livre de poche, 1997, 251 p.

Manent Pierre, *Tocqueville et la nature de la démocratie*, Paris, Gallimard, 2006, 196 p.

Manent Pierre, *La Raison des nations, Réflexions sur la démocratie en Europe*, Paris, Gallimard, 2006, 112 p.

Manent Pierre, *Enquête sur la démocratie : Etudes de philosophie politique*, Paris, Gallimard, 2007, 476 p

Manent Pierre, *Le regard politique*, entretiens avec Bénédicte Delorme-Montini, Paris, Flammarion, 2010, 269 p.

Manent Pierre, *Les métamorphoses de la cité : Essai sur la dynamique de l'Occident*, Paris, Flammarion, 2010, 464 p.

Manent Pierre, entretien, *Livres Hebdo*, n° 833, 17 septembre 2010, pp. 22-23.

Manent Pierre, *Situation de la France*, Paris, Desclée de Brouwer, 2015, 173 p.

Patočka Jan, *Essais hérétiques sur la philosophie de l'histoire.* Ces textes sont publiés à Prague en 1975. Première édition française traduit du tchèque par Erika Abrams, Paris, Verdier, Lagrasse, 1981. Edition consultée : Editions Verdier, poche 2007, 250 p.

Patočka Jan, *Platon et l'Europe*, Paris, Verdier, 1983.

Pareto Vilfredo, *Les systèmes socialistes*, cours professé à l'université de Lausanne, 1902-1903, Paris, 1902, disponible en ligne : http://gallica.bnf.fr/

Renan Ernest, *Qu'est-ce qu'une nation ?*, Conférence prononcée le 11 mars 1882 à la Sorbonne, Paris. Disponible en ligne : http://classiques.uqac.ca/classiques/renan_ernest/qu_est_ce_une_nation/renan_quest_ce_une_nation.pdf

Rostaing Corinne, « Le savant et le politique », dans Paugam Serge (dir.), *Les 100 mots de la sociologie*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Que Sais-Je ? », pp. 120-121.

Schnapper Dominique, entretien, *Sciences Humaines*, mai 2014, n°259, p. 26.

Schumpeter Joseph, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, (1942) Traduction française de Gaël Fain, 1942. Paris: Petite bibliothèque Payot, no 55, texte de la 2e édition, 1946. Paris: 1965, 433 p., disponible en ligne : http://classiques.uqac.ca/classiques/Schumpeter_joseph/capitalisme_socialisme_demo/capitalisme_socialisme1.pdf

Soustelle Jacques, *Le drame algérien et la décadence française, Réponse à Raymond Aron*, 1957, Paris, Plon.

Spengler Oswald, *L'homme et la technique*, Paris, Gallimard, 1958,

Sweig Stefan, *Le monde d'hier : souvenirs d'un européen,* 1942, édition française consultée : Paris, Belfond, 1999, 520 p.

Taguieff Pierre-André, *Julien Freund, au cœur du politique*, Paris, La Table Ronde, collection Contretemps, 2008, 160 p.

Taine Hippolyte, *Les origines de la France contemporaine,* Paris, première édition : Hachette, 1875-1893. Une édition numérique réalisée à partir de l'édition de 1986 réimprimée en 1990, Robert Laffont, collection Bouquins, disponible en ligne : http://classiques.uqac.ca/classiques/taine_hippolyte/origine_France/origine_France.html

Tocqueville Alexis de, *De la démocratie en Amérique,* Tome I, Paris, 1835. Paris, Gallimard, 1992. Collection : Bibliothèque de la Pléiade, Tome I, pp. 1 à 506, disponible en ligne : http://classiques.uqac.ca/classiques/De_tocqueville_alexis/democratie_1/democratie_tome1.html

Tocqueville Alexis de, « *De la démocratie en Amérique* » Tome II, Paris, 1840. Paris, Gallimard, 1992. Collection : Bibliothèque de la Pléiade, Tome II, pp. 507 à 1193, disponible en ligne : http://classiques.uqac.ca/classiques/De_tocqueville_alexis/democratie_2/democratie_tome2.html

Valéry Paul, *Regards sur le monde actuel*, Librairie Stock, Delamain et Boutelleau, Paris, 1931, 216 p., disponible en ligne : http : //www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Weber Max, *Le savant et le politique*, préface de Raymond Aron, traduction de Julien Freund, Paris, Plon, 1959. Ce livre est issu de deux conférences données à l'université de Munich en 1919.

INDEX

Aït Abdelmalek Ali.....80, 440

Alain 36, 52, 57

Andreani Gilles.....372, 401, 434

Antoine Gérald.....74

Arendt Hannah 29, 156, 157, 158, 221, 227, 264, 265, 321, 322, 354, 383, 388, 436

Astruc Alexandre.....74

Audier Serge 219, 327, 427, 429

Bachelier Christian 411, 427

Bachoud Andrée 426

Badel Laurence 422

Badiou Alain.....152, 153, 154, 388, 440

Baechler Jean 38

Baecque Antoine de.....356

Balibar Etienne 363, 380, 381, 384, 389, 422

Balmand Pascal.....369, 436

Barnavi Eli....369, 370, 389, 422, 423, 440

Barrès Maurice.....198

Baudelaire Charles 11, 12, 29, 109, 147, 388, 436

Baverez Nicolas 17, 21, 22, 35, 39, 71, 377, 393, 411, 427, 428, 429, 433

Bayrou Agnès 17, 106, 316, 317, 341, 342, 433, 434

Beauvoir Simone de.....54

Béjin André 147, 266, 436

Benjamin Brice..... 292

Benoist Jean-Marie..... 74

Bergson Henri..... 36, 158

Besançon Alain..... 38

Beuve-Méry Hubert..... 170, 171

Bidault Georges..... 177

Bisson David 347

Bitsch Marie-Thérèse 423

Blain Jean 428

Bock-Côté Mathieu 428

Bondy François..... 72

Borne Etienne 324, 408, 423

Bossuat Gérard 19, 423, 424, 435

Boudon Raymond..... 39

Bouquet Michel 74

Bouretz Pierre..... 22

Bourricaud François 39, 109

Boyer Alain 306, 307, 427, 428

Breaugh Martin..... 440

Brejnev Léonid..... 257, 272, 288, 418

Bresson Robert 74

Brialy Jean-Claude 74

Brinton Crane 423

Brisson Pierre 240

Bruneteau Bernard..... 423

Brunschvicg Léon 36, 52
Bundy McGeorge 73
Burnham James 71
Bussière Eric 1, 13, 422, 423
Caldwell Christopher 348, 434
Campi Alessandro 305, 429
Camus Albert 39, 422
Canguilhem Georges 52, 307, 427, 429
Canto-Sperber Monique 22
Cartier Raymond 135
Casanova Jean-Claude 17, 22, 38, 411, 429
Castoriadis Cornelius 30, 321, 322, 389, 436, 440
Ceruti Mauro 362, 378, 379, 427
Chamboredon Jean-Claude ... 307, 427, 429
Chanlat Jean-François 43, 429
Char René 157, 158, 440
Charle Christophe 111, 112, 356, 436
Charles Quint 106
Châton Gwendal ... 298, 324, 327, 429, 432
Chaunu Pierre 110, 436
Chesnais Jean-Claude 328, 438
Chimot Franck 426, 432
Chirac Jacques 315, 316
Churchill Winston 24, 64, 129, 205, 246, 251, 404
Cioran Emile 118, 123
Clausewitz Carl von 18, 48, 50, 292, 391, 392, 410, 411, 431
Colen José 39, 428
Comte Auguste 96, 97, 104, 107, 169, 231, 264, 319, 400, 412
Condorcet 36
Constant Benjamin 191, 192, 440
Corm Georges 374, 423
Cotta Alain 74
Couturier Brice 22
Cuesta Josefina 426
d'Ormesson Jean 74
De Gaulle 37, 38, 39, 60, 70, 151, 172, 173, 174, 247, 250, 251, 269, 283, 313, 333, 398
De Ligio Giulio 17, 22, 211, 301, 316, 331, 337, 339, 341, 355, 360, 377, 428, 430, 433
Debray Régis 40, 356, 357
Delaunay Jean-Marc 16, 434
Delmotte Florence 93, 440
Demangeon Albert 112
Depraz Nathalie 151, 153, 438
Dervi Kemal 233
Dilthey Wilhelm 46
Domenach Jean-Marie 74
Dostoïevski Fedor Mikhaïlovitch 155
Draus Franciszek 50
Drieu La Rochelle Pierre 112
Du Réau Elisabeth 423
Duclert Vincent 22
Duhamel Alain 437
Duhamel Georges 112, 437
Dumoulin Jérôme 39
Dumoulin Michel 423
Dunyach Jean-François 110, 436
Durkheim Emile 45

Duroselle Jean-Baptiste ..37, 368, 407, 436
Dutartre Elisabeth 22, 25, 26, 27, 403, 421, 428
Elias Norbert.....93, 440
Elster Ion.....39
Engels David.....370, 371, 377, 437
Febvre Lucien 112, 113, 437
Fejtö François 74, 394
Fessard Gaston.....388
Finkielkraut Alain.....348, 437
Flaubert Gustave.....5, 368, 441
Fleischmann Eugène.....38
Fleury Antoine.....62, 63, 424
Földenyi Laszlo 356
Forrestier Viviane 74
Foucault Michel.....367
Fournier Emmanuel 422
Franciszek Draus 50, 430
François I[er] 106
Frank Robert 1, 3, 9, 15, 16, 19, 55, 56, 62, 63, 70, 98, 99, 175, 176, 281, 282, 344, 363, 366, 371, 376, 389, 390, 423, 424, 426, 432, 434, 435, 437, 441
Frenay Henri 16, 62
Freud Sigmund 29, 143, 384, 441
Freund Julien 29, 83, 110, 112, 119, 120, 121, 122, 123, 198, 201, 220, 233, 252, 253, 268, 278, 279, 291, 299, 311, 320, 328, 350, 369, 389, 408, 436, 437, 440, 444
Furet François 307, 427, 429
Garton Ash Timothy 28, 437
Gatty Jean 307, 427, 429
Gauchet Marcel 12, 30, 80, 194, 195, 278, 302, 303, 332, 333, 341, 342, 343, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 355, 356, 365, 375, 376, 377, 383, 384, 389, 397, 424, 437, 440, 441
Gerbet Pierre..... 19, 423, 424, 435
Gilson Etienne 171
Girault René 56, 63, 424, 441
Giuliani Jean-Dominique 251
Goethe Johann Wolfgang 121, 262, 413
Goguel François 430
Gordon Philip 370, 434
Granet Paul 74
Grémion Pierre 71, 72, 441
Grosbois Thierry..... 19, 435
Grosser Alfred 329, 430
Guéant Claude 79
Guénon René 29, 148, 156, 157, 158, 201, 347, 389, 438
Guieu Jean-Michel 19, 56, 177, 346, 424, 435, 441
Guy Michel..... 74
Halevy Elie 441
Hartog François30, 364, 365, 373, 384, 389, 441
Hassner Pierre 22, 40, 53, 74, 78, 79, 158, 159, 203, 304, 305, 308, 377, 378, 384, 424, 429, 430, 441, 442
Hauser Henri..... 59
Havel Václav 29
Hayek Friedrich von..... 391
Hazareesingh Sudhir..... 422
Hegel Friedrich..... 52, 429

Heidegger Martin 43, 317
Herder Johann Gottfried 121
Héritier Françoise 79, 80, 442
Hitler Adolf 38, 43, 52, 57, 115, 272
Hobbes Thomas 29
Hobsbawm Eric 102, 180, 425
Hoffmann Stanley 296, 394, 401, 430, 431
Holeindre Jean-Vincent 22, 432, 434
Hook Sidney 72
Horne John 425
Hourmant Louis 328, 329, 369, 442
Husserl Edmund 29, 43, 151, 152, 153, 154, 354, 384, 389, 438
Huxley Aldous 112
Huygha René 74
Hyppolite Jean 119
Ilves Toomas Hendrik 6
Ionesco Eugène 74
Jankélévitch Vladimir 29, 112, 116, 117, 118, 119, 147, 223, 225, 389, 397, 438
Jilek Lubor 424
Judt Tony 422
Julliard Jacques 422
Kádár Bela 6, 7
Kaelble Hartmut 275, 302, 364, 425
Kafka Franz 322, 383
Kant Emmanuel 36, 43, 133, 134, 150, 442
Kende Pierre 16, 70, 434
Kennan George 25, 30, 72, 73, 94, 318, 409
Kennedy John Fitzgerald 73
Kennedy Paul 172
Keynes John Maynard 111
Kissinger Henry 74, 75, 407
Klein Etienne 30, 367, 438
Koupernik Cyrille 74
Kriegel Annie 38
Kristeva Julia 74
Labarthe André 60
Lacroix Alexandre 369, 438
Lacroix Justine 70, 341, 354, 389, 426
Laignel-Lavastine Alexandra 431
Lan Li 432
Lapparent Olivier de 16, 17, 19, 433, 434, 435
Launay Stephen 428
Lazorthes Frédéric 22
Le Bon Gustave 29, 123, 199, 200, 389, 442
Le Dréau Christophe 177, 346, 424
Le Goff Jacques 375, 425
Lefort Claude 207, 216, 219, 220, 431, 442
Lerondeau Matthieu 426
Leroy-Ladurie Emmanuel 74
Lesourne Jacques 328, 438
Lévi-Strauss Claude 393, 431
Lévy Bernard-Henri 329
Liébert Georges 39
Lippmann Walter 391
Lonsdale Michel 74
Loth Wilfried 423
Louveau Frédéric 328, 329, 369, 442

Löwenthal Richard.....71, 101, 102

Luinis Michel.....54

Mabille Philippe.....356, 425

Machiavel Nicolas 4, 29, 37, 53, 109, 124, 133, 136, 146, 161, 201, 202, 203, 210, 219, 227, 228, 229, 268, 294, 298, 305, 331, 332, 363, 383, 388, 397, 411, 412, 430, 431, 442

Mahoney Daniel J. 55, 163, 164, 269, 271, 294, 324, 331, 386, 394, 395, 428, 431, 442

Malia Martin.....39

Malis Christian.....428

Malraux André.....29, 112, 120, 318, 442

Manent Pierre 1, 17, 21, 30, 39, 182, 183, 185, 188, 191, 192, 193, 206, 276, 327, 336, 337, 347, 349, 353, 355, 361, 373, 374, 375, 381, 384, 386, 412, 425, 433, 437, 443

Marcotte Chénard Sophie 182, 433

Marrou Henri-Irénée 78, 112, 115, 116, 389, 438

Marx Karl 48, 49, 97, 107, 264, 326, 331, 411

Mauss Marcel.....329, 336

Mélandri Pierre 425

Merleau-Ponty Maurice 54

Merlio Gilbert.....347

Mesure Sylvie 22, 112, 267, 411, 428

Mézières Raïssa 426, 427

Michea Jean-Claude.....354

Minc Alain.....328

Missika Jean-Louis ...37, 43, 179, 301, 410

Mitterrand François 74, 271

Monnet Jean 13, 69, 70, 174, 240, 297, 310, 313, 396, 425

Montaigne 24, 163, 232, 262, 282, 297, 406, 413

Montbrial Thierry de 74

Montesquieu 109, 127, 183, 388, 438

Morgado Miguel..... 228, 302, 372, 438

Morin Edgar 16, 30, 70, 80, 101, 147, 148, 149, 221, 265, 266, 362, 376, 378, 379, 380, 381, 382, 384, 389, 427, 434, 436, 438, 439, 440

Moulin Raymonde..... 39

Mounier Emmanuel..... 36

Mouric Joël 17, 18, 22, 261, 292, 391, 433, 434, 435

Nietzsche Friedrich..... 121, 155, 206

Nixon Richard 257, 274, 408

Nizan Paul 36

Novalis..... 121

Ollivier Albert 54

Oppenheimer Robert 25, 30, 73, 94, 318, 409

Oppermann Matthias 17, 211, 428, 433

Ortoli François-Xavier 422

Ory Pascal..... 38, 422

Papaïoannou Kostas 39, 74

Pareto Vilfredo 4, 5, 29, 121, 124, 125, 199, 200, 201, 202, 203, 227, 279, 331, 332, 388, 389, 443

Patočka Jan 29, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 162, 264, 317, 321, 323, 384, 389, 443

Paugam Serge..... 28, 29, 48, 431, 443

Paulhan Jean..... 54

Pincas Eric 101, 427
Platon 317
Poe Edgar 109, 436
Pomian Krzysztof 280, 370, 423, 439
Pomyan Christopher 74
Pranchère Jean-Yves 354
Prévost Jean-Guy 37, 431
Raflik Jenny 346, 424
Rangoni Eugenio 435
Ravennes Alain 74, 407
Raynaud Philippe 16, 17, 22, 69, 70, 119, 173, 267, 330, 338, 429, 431, 435, 440
Reagan Ronald 67, 289, 419
Reeb Sabine 435
Rémond René 376, 424
Renan Ernest 127, 128, 198, 336, 337
Revault d'Allonnes Myriam 5, 30, 148, 340, 348, 366, 384, 385, 389, 402, 439
Reveillard Christophe 425
Revel Jean-François 74
Rey Jean 260
Ricoeur Paul 30, 78, 96, 134, 135, 147, 148, 149, 150, 220, 221, 223, 262, 265, 320, 321, 366, 379, 384, 389, 397, 439
Rieffel Rémy 40, 422
Rioux Jean-Pierre 425
Ronet Maurice 74
Rostaing Corinne 443
Roussel Eric 425
Roussellier Nicolas 425
Rousso Henry 13, 425
Rovan Joseph 62, 431
Russel Bertrand 112
Salloum Cynthia 22
Sanderson Claire 19, 435
Sartre Jean-Paul 14, 35, 36, 38, 39, 40, 43, 45, 51, 52, 54, 69, 170, 172, 428
Saxe-Coburg-Gotha Simeon 6
Schirmann Sylvain 1, 423, 425, 426
Schlegel Auguste 121
Schlesinger James 73
Schmitt Carl 29, 330, 431
Schnapper Dominique 17, 22, 429, 443
Schuman Robert 6, 151, 175, 177, 233, 236, 237, 249, 262, 282, 375, 404, 413, 416, 424, 425, 426
Schumann Maurice 74
Schumpeter Joseph ..29, 222, 263, 389, 443
Shaw George Bernard 112
Simon Perrine 22, 26, 403
Sirinelli Jean-François 1, 14, 22, 35, 38, 40, 43, 51, 52, 69, 422, 428, 431, 432, 433
Soljenitsyne Alexandre ... 29, 155, 194, 439
Sollers Philippe 74
Soustelle Jacques 136, 443
Soutou Georges-Henri 432
Spaak Paul-Henri 258, 260, 261, 293, 406, 410, 413
Spengler Oswald 29, 44, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 93, 112, 113, 114, 115, 117, 121, 122, 124, 125, 126, 127, 128, 131, 132, 134, 138, 147, 154, 163, 202, 203, 204, 205, 206, 269, 289, 294, 325, 326, 328, 347, 357, 383, 388, 397, 401, 437, 439, 444, 452

Spitzer Léo 51
Staline Joseph 39, 172, 210, 234
Stark Joachim 45, 219, 275, 279, 299, 300, 301, 302, 414
Stone Shepard 72
Taguieff Pierre-André 29, 119, 220, 233, 444
Taine Hippolyte 110, 121, 198, 436, 444
Tardieu André 112
Thibaud Paul 355
Thinès Georges 113, 439
Thucydide 50, 51, 129, 130, 131, 160, 164, 324, 331, 386, 413, 431
Tigrid Pavel 74
Tocqueville Alexis de 29, 97, 98, 107, 147, 158, 183, 184, 185, 188, 189, 190, 193, 194, 197, 198, 213, 214, 215, 216, 218, 219, 223, 270, 318, 324, 350, 383, 384, 388, 397, 400, 444
Toepfer Alfred 297, 406
Toynbee Arnold 11, 12, 25, 29, 52, 78, 79, 81, 82, 83, 84, 86, 87, 88, 89, 91, 92, 93, 95, 96, 109, 112, 113, 121, 122, 125, 126, 127, 128, 129, 131, 132, 134, 135, 147, 148, 152, 153, 159, 160, 163, 192, 198, 199, 212, 215, 216, 221, 222, 223, 226, 227, 244, 270, 313, 325, 363, 381, 383, 385, 388, 397, 401, 408, 409, 437, 439, 441, 452
Trebitsch Michel 426
Trom Danny 17, 433
Truong Nicolas 356
Tzepeneag Dimitru 74
Urfalino Philippe 17
Valéry Paul 29, 96, 99, 110, 111, 147, 328, 389, 439, 444
Varsori Antonio 423
Vayssière Bertrand 426
Veca Salvatore 7, 8, 426
Védrine Hubert 355, 426
Vernant Jacques 393, 432
Viansson-Ponté Pierre 37
Voegelin Eric 96
Volpilhac-Auger Catherine 127, 439
Warlouzet Laurent 346, 424
Weber Max 29, 36, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 52, 75, 94, 96, 104, 119, 123, 153, 162, 192, 204, 208, 235, 324, 330, 383, 386, 388, 399, 400, 409, 412, 429, 444
Weill Nicolas 356
Wells H. G. 112
Werner Eric 21, 433
Winock Michel 38, 368, 370, 422, 432, 440
Wolton Dominique ... 37, 43, 179, 301, 410
Yanakakis Ilios 74

TABLE DES MATIERES

Introduction……5
L'Europe en crise n'est pas une thématique nouvelle
Une thèse suppose des hypothèses de travail
Faisabilité d'une thèse d'histoire
Une familiarité personnelle avec le sujet et un état des lieux
Sources
Une problématique, des problématiques
Le choix d'un plan thématique

Première partie
Civilisation et décadence

Chapitre 1…… 35
Raymond Aron, le spectateur engagé du siècle
Un intellectuel engagé dans le siècle
L'apport des concepts de Max Weber
Le primat du politique
Les césures de son parcours
Un engagement européen critique
Dissipation d'un malentendu : le scepticisme européen d'Aron en question
Un militantisme européen ?

Chapitre 2…… 78
Le concept de civilisation chez Raymond Aron
Culture et Civilisation
Culture et civilisation chez Oswald Spengler et Arnold Toynbee
Le concept de civilisation selon Raymond Aron
Entre civilisation et nation
Qu'est-ce que la civilisation occidentale ?
Comment réfléchir au devenir de la société industrielle ?
Une civilisation européenne ?

Chapitre 3…… 109
Une civilisation est-elle vouée à la décadence ?
La notion de décadence
La décadence, autre nom du changement ?
La décadence selon Julien Freund
Raymond Aron et la décadence
La décadence, une donnée objective ?
Les pertes des colonies et de l'empire sont-elles des preuves de décadence ?
L'Europe a-t-elle un avenir ?
Une civilisation entre Eros et Thanatos

Deuxième partie
L'oscillation entre déclin et vitalité historique

Chapitre 4…… 147
Esprit, puissance et identité : les visages de la crise de l'Europe
La notion de crise
Une crise de l'esprit
Elan vital et créativité
Un déclin historique
La problématique de la puissance
Une manifestation de la crise du politique : la problématique de la neutralité
Une manifestation de la crise du politique : l'illusion gaullienne
Une crise identitaire

Chapitre 5…… 183
La démocratie en crise(s)
Démocratie et liberté selon Aron
La tension entre liberté et égalité
De la revendication égalitaire à l'individualisme
Les défauts de la démocratie : faiblesse, instabilité et manque d'efficacité
La démocratie est-elle décadente ?
Les mérites de la démocratie
La démocratie et la liberté face au régime communiste
La démocratie entre conservatisme et révolution

Chapitre 6…… 219
De la crise au conflit, du conflit à la vitalité historique
Fécondité du conflit et créativité : les réponses à la crise
La vertu : le chaînon manquant entre déclin et vitalité historique
Contre le déclin : l'ambition au service de la vertu
La construction européenne : une décision politique
La construction communautaire : l'Europe en action(s)
L'idée européenne possède-elle une vitalité historique ?

Troisième partie
Un regard civilisationnel sur l'Europe

Chapitre 7…… 257
Les années soixante-dix : quelle césure dans l'itinéraire d'Aron ?
Le contexte européen du début années soixante dix
Civilisation, société industrielle modernité en crise
Plaidoyer pour l'Europe décadente
La tension entre individu et société : la crise du citoyen ?
La spécificité et l'intensité de la crise des années soixante-dix sont elles des signes de décadence ?
La crise du mythe
Le renouveau du pacifisme comme signe de crise
Le pessimisme aronien
La décadence selon Aron au cours des années soixante-dix

Chapitre 8..... 305
Ni cynisme, ni moralisme
Réalisme et innovation
L'Europe : succès ou échec ?
La recherche de la transcendance et du sens
Foi en la perfectibilité de l'homme… et de l'Europe ?
Ni cynisme, ni moralisme
La civilisation dans l'histoire : entre drame et procès
Cette pensée dynamique rencontre des limites avec sa conception de la Nation

Chapitre 9..... 346
Une Europe désenchantée… pour toujours ?
La crise de la démocratie après 1983
De la démocratie conflictuelle à la démocratie mécontente
L'individu et le collectif : la problématique du « droit »
La crise de l'Europe de nos jours
L'évolution de la notion de crise empêche la crise de venir en aide à l'Europe
L'idée de la décadence européenne aujourd'hui
Quel avenir pour l'Europe comme civilisation ?
Composer avec l'incertitude
L'oscillation comme équilibre

Conslusion..... 387
L'historien doit-il avoir de l'imagination ?
Le croisement fécond des notions de crise, de décadence et de civilisation
Raymond Aron : un « professeur d'hygiène morale et intellectuelle »
Quid novi ?
Le mal de l'infini

Sources..... 404

Bibliographie..... 422

Index des noms de personne..... 446

Rapport-gratuit.com
LE NUMERO 1 MONDIAL DU MÉMOIRES